



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

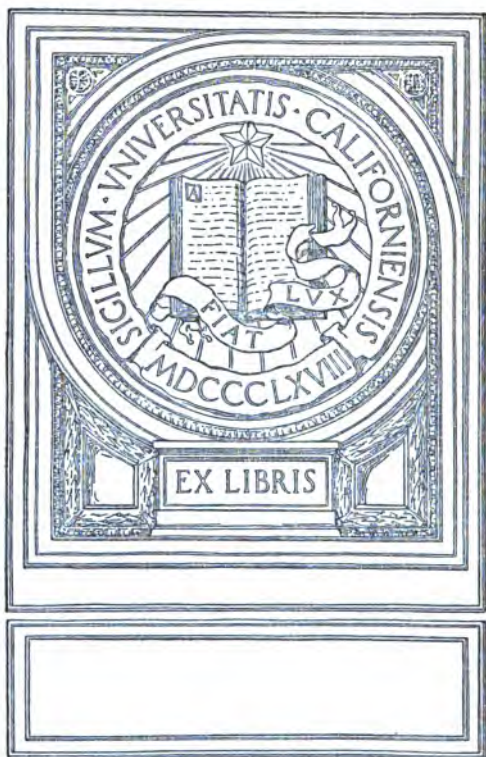
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

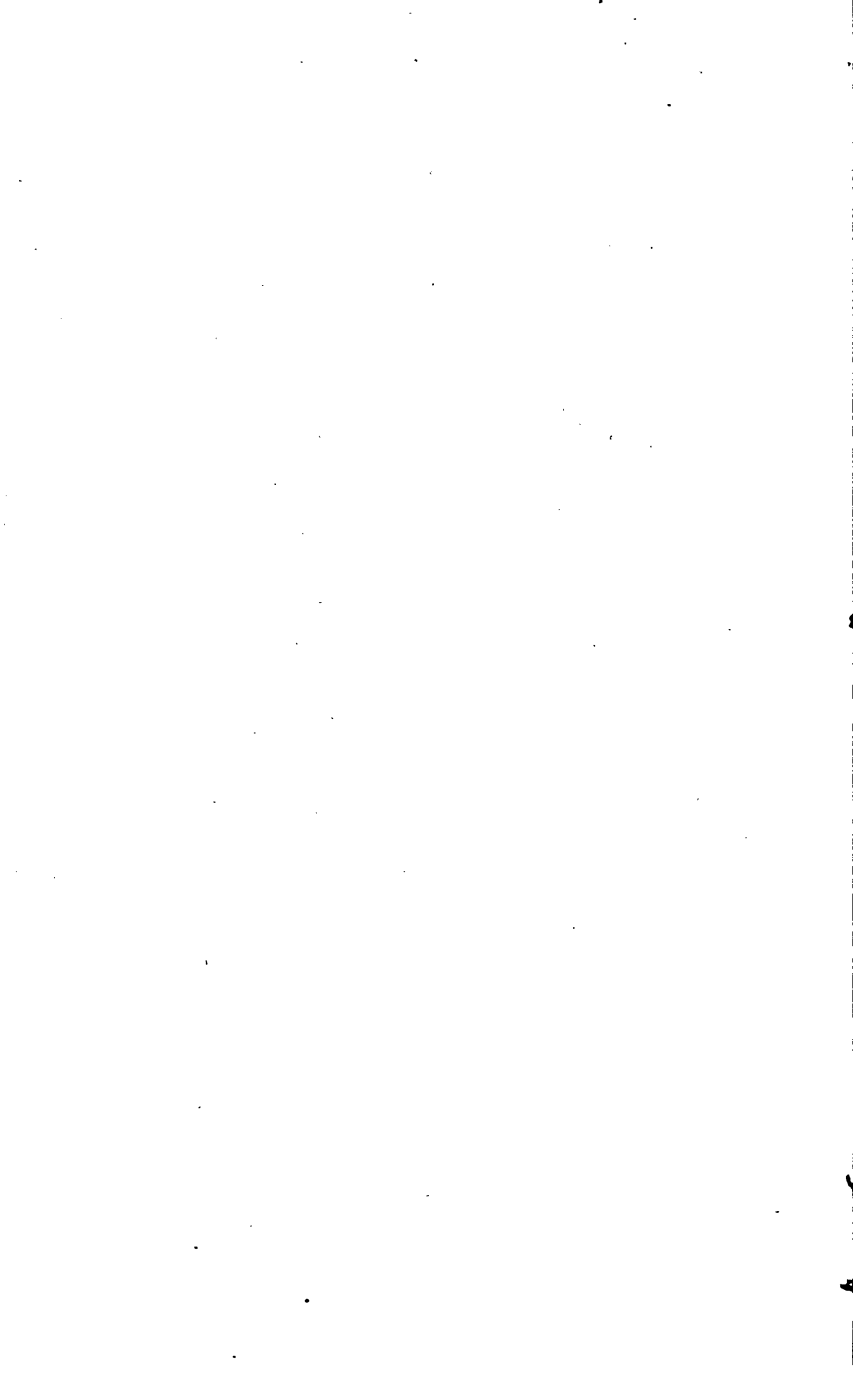
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

YB 58760



France



France
1865

11.

ŒUVRES COMPLÈTES
DE P. LANFREY

CHRONIQUES
POLITIKUES

1860-1865

AVEC UNE PRÉFACE

PAR M. L. DE RONCHAUD

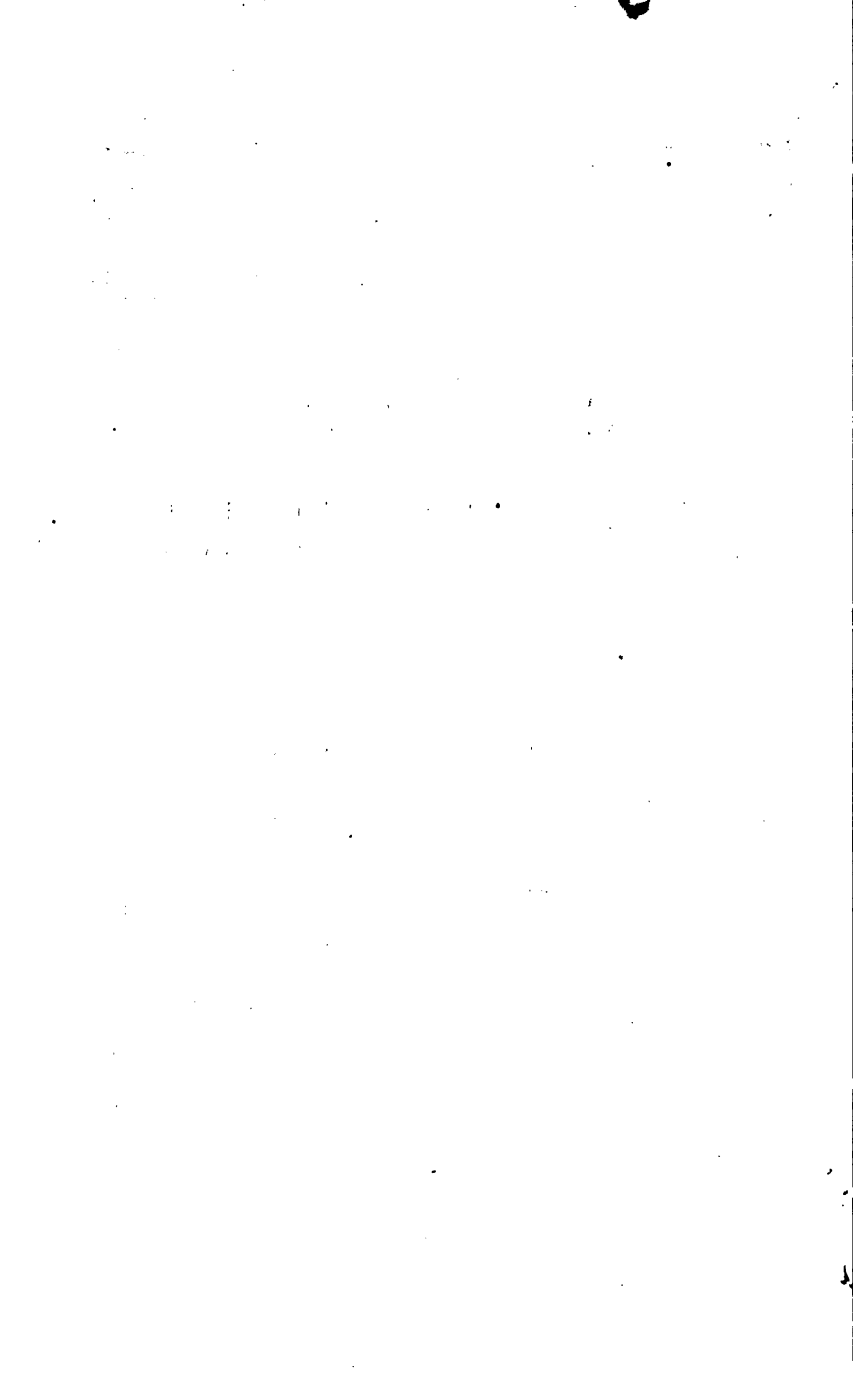
TOME PREMIER

PARIS
G. CHARPENTIER ET C^{ie}, ÉDITEURS

13, RUE DE GRENNELLE-SAINT-GERMAIN, 13

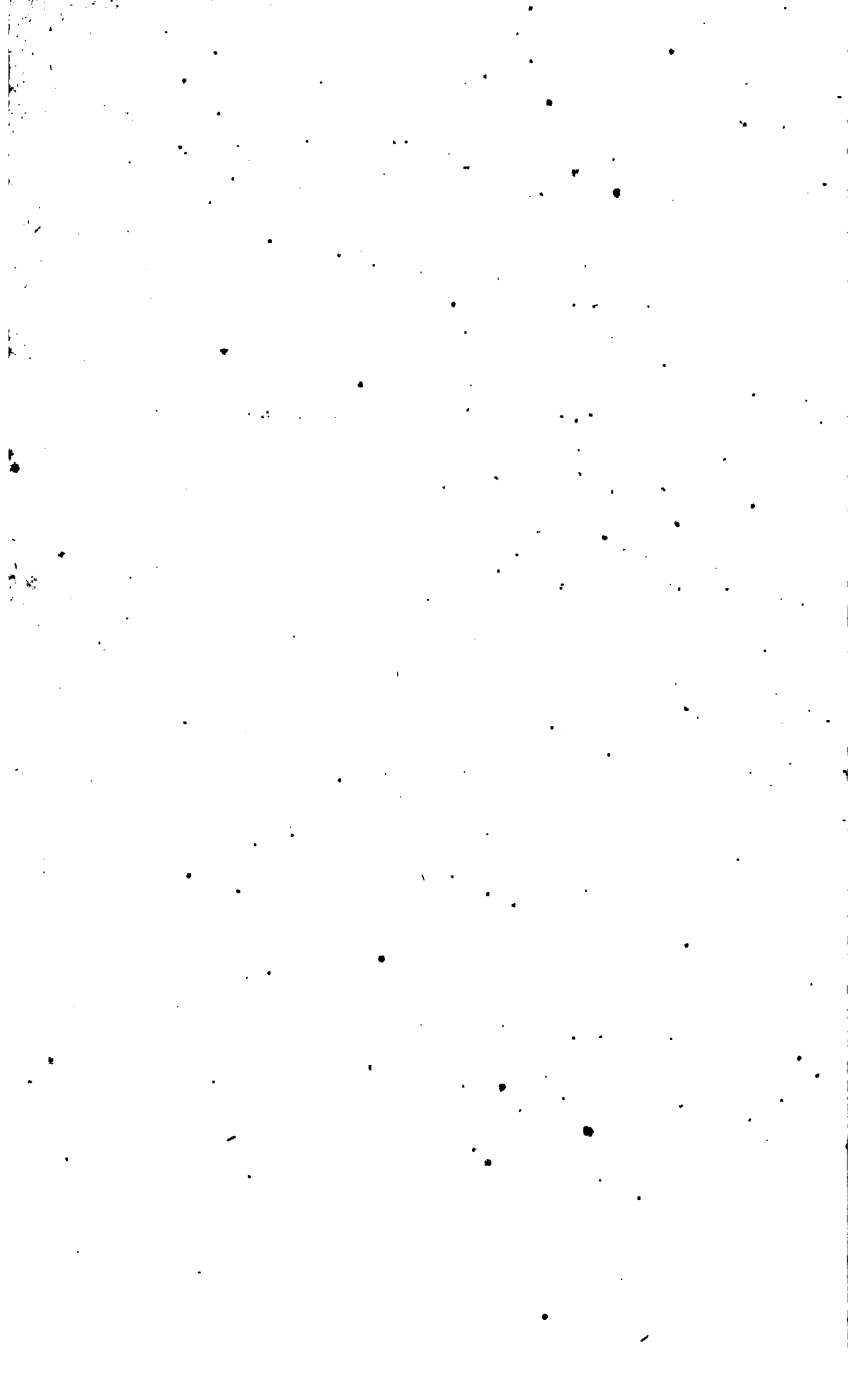
1883

9.000



CHRONIQUES POLITIQUES

1860-1865



DC 276
L 25
v. 1

PRÉFACE

Ceux qui ont passé par les plus mauvaises années du second empire n'ont pas oublié l'impression produite par l'apparition des premières *Chroniques* de Lanfrey dans la *Revue nationale*. C'était vers la fin de 1860, au lendemain de ce décret du 28 novembre qui venait de rendre à la France, avec une ombre de gouvernement parlementaire, un semblant de liberté de la presse. L'opinion était incertaine et défiante à l'endroit du libéralisme gouvernemental. Cependant un mouvement se produisit. On sait quelles voix s'élevèrent à la tribune et quelle fut la mesure de leur opposition. Parmi celles qui prirent la parole dans la presse pour la revendication de la liberté et du droit politique, aucune ne retentit avec plus d'éclat et d'autorité que la voix de Lanfrey.

Lanfrey, à cette date de 1860, n'avait pas encore commencé cette *Histoire de Napoléon* qui devait porter à la légende impériale un coup décisif et placer son auteur au premier rang parmi les historiens contemporains. Mais, quoique jeune encore, il avait déjà cependant signalé, dans plus d'une œuvre remar-

a

M324109

quable, l'indépendance et la vigueur de son esprit. Dès son début, il s'était emparé de l'attention publique, et les amis de la liberté et du progrès le regardaient comme un des champions les plus dévoués de leur cause. Il faisait partie d'un groupe d'écrivains libéraux enrôlés par un éditeur courageux, le libraire Charpentier, et c'est avec eux qu'il ouvrit le 7 décembre, dans la *Revue nationale*, la campagne contre l'empire, alors encore dans toute sa puissance.

Lorsqu'il prenait ainsi la plume pour une lutte qui ne devait pas durer moins de cinq ans sous cette forme du journalisme militant, et qu'il devait poursuivre pour son compte, par la publication de l'*Histoire de Napoléon*, jusqu'à la chute de l'empire, Lantrey ne se faisait aucune illusion sur la situation où il allait se trouver; il ne croyait pas aux libertés octroyées et pensait que les droits politiques doivent être conquis et gardés par les peuples eux-mêmes. Cependant, tout en ayant à part lui ses réserves et ses défiances, il se disait qu'il était de bonne politique de ne pas paraître mettre en doute la sincérité de l'initiative gouvernementale, mais d'user plutôt du peu qu'on nous rendait de liberté pour en reconquérir davantage. Il aurait cru manquer à son devoir envers son pays et envers sa cause si, par dédain pour ce don trop incomplet d'une liberté trop précaire, ou par crainte des pièges qu'il pouvait cacher, il eût négligé de se servir des armes rendues et de s'avancer au combat permis. Esprit profondément et ardemment libéral, modéré et pratique en même temps, il se sentait tenu de lutter pied à pied, sans jamais désespérer ni faiblir, pour le triomphe de ses principes. Aussi se mit-il à l'œuvre bravement, sans s'inquiéter des difficultés, sans prendre garde ni aux regards

malveillants des ennemis politiques qui l'attendaient à sa première imprudence, ni au sourire incrédule de quelques-uns de ses amis qui ne croyaient pas à la possibilité d'une opposition sérieuse et digne sous la législation impériale. Il ne se demanda même pas s'il serait soutenu par l'opinion, par cette opinion à peine réveillée de sa longue torpeur, encore si incertaine et si confuse. Une occasion s'offrait de combattre, il la saisit. A défaut de foi dans le libéralisme de l'empire, plus impuissant encore que trompeur, il avait foi dans la liberté et dans sa secrète puissance. Cette puissance, dont il n'avait jamais douté, même dans l'éclipse la plus profonde, elle se révélait à lui dans les concessions que se sentait contraint de lui faire un pouvoir qui aurait voulu n'avoir jamais à compter avec elle. Ces concessions étaient pour lui un signe des temps. Plus apparentes sans doute que réelles, elles n'en étaient pas moins un hommage rendu aux principes libéraux par le despotisme lui-même et un encouragement à leurs partisans d'entrer en lice pour leur victoire.

Il avait aussi foi en lui-même. Sa force était dans sa conscience, dans la sincérité, la loyauté et la générosité du sentiment qui l'animait. Il savait qu'il y trouverait, ainsi que dans son talent à la fois jeune et mûr, dans sa connaissance de l'histoire et dans sa précoce expérience des choses et des hommes, des ressources inépuisables pour une opposition courageuse et prudente, modérée dans la forme et implacable au fond. On a pu voir alors qu'il s'en tirait à son honneur. On admira, dès ce temps-là, comment, sans rien sacrifier de ses principes, sans acheter par aucune complaisance le droit de rester debout au combat, il savait se garer des périls où d'autres

avant lui avaient succombé généreusement et garder à la main la plume qui était tombée de la leur. En relisant aujourd'hui, après plus de vingt ans, ces chroniques, et en se reportant au temps où elles ont été écrites, on admirera davantage encore par quelle souplesse de talent et quelle variété de ressources, par quel mélange de logique vigoureuse et de vive ironie, il a pu se maintenir à son poste et imposer à ses adversaires le respect de son éloquente probité.

La probité, c'est, en effet, un des caractères saillants de ces chroniques. On a pu reprocher à Lanfrey une certaine hauteur dans le caractère et des façons parfois altières et dédaigneuses de traiter ses adversaires ou même ses amis politiques lorsqu'il différait d'eux sur quelque point important de principe ou de conduite. Du moins fut-il toujours loyal dans ses attaques. Il s'efforçait de se montrer juste, même envers l'empire, et il eût rougi de lui faire la guerre sans frein et sans bonne foi que font aujourd'hui à la République certains écrivains des anciens partis. Son talent était sérieux comme son caractère, et sa conviction; même contre l'ennemi, il ne voulait pas se servir d'une autre arme que de la vérité. Sans doute, il a pu et dû se tromper plus d'une fois dans ses appréciations des choses et des hommes. Il a pu et dû voir certains faits sous un jour différent de celui sous lequel ils nous apparaissent aujourd'hui et avec d'autres proportions; mais il n'a dit que ce qu'il voyait et croyait; on sent en lui la sincérité jusque dans les entraînements inévitables d'une plume jeune, vive et rapide. S'il vivait aujourd'hui, et s'il pouvait se relire, peut-être trouverait-il quelques passages à effacer dans ces pages qu'il jetait d'une main parfois hâtive sur le passage des événements; il n'aurait pas

à rougir d'y avoir jamais rien mis contre sa conscience.

Sa tâche, telle qu'il se l'était donnée, n'était ni simple ni facile. Les difficultés n'y venaient pas seulement du côté du pouvoir, mais aussi du côté des libéraux et de la démocratie. Ce que rêvait Lanfrey, c'était de constituer contre l'empire un large parti national où tous les partisans de la liberté, de quelque part qu'ils vinssent, pussent se réunir contre l'ennemi commun dans une opposition commune, au moyen des sacrifices réciproques faits à de communs principes. L'idée anglaise du *self government*, avec la décentralisation et le parlement, lui semblait renfermer les principes essentiels qui, abstraction faite des formes contingentes, devaient offrir à tous les partisans sincères et désintéressés de la liberté, républicains ou monarchistes constitutionnels, ce terrain de ralliement contre le despotisme. Aussi les y appelait-il tous, sous le drapeau qu'il élevait lui-même d'une main ferme. Républicain de raison, mais sans passion exclusive, Lanfrey ne voyait dans la forme du gouvernement qu'une question secondaire, et pourvu que le gouvernement fût libre, il lui importait peu sous quelle dénomination. Nous croyons qu'il se trompait et que, dans notre France révolutionnaire, la forme tient au fond de plus près et plus étroitement qu'il ne se l'imaginait. La question est sans intérêt aujourd'hui que la République est devenue le gouvernement de la France, fondé à la fois sur la logique des idées et la nécessité des choses ; mais à l'heure où Lanfrey écrivait ses chroniques, elle pouvait sembler entière ; elle gardait sa place dans les préoccupations et s'imposait aux réflexions des hommes politiques.

Toute théorie à part, et à ne considérer que la

question de tactique et d'opportunité, Lanfrey avait raison, et sa politique était la bonne lorsqu'il conviait à une action commune toutes les fractions diverses du grand parti libéral et démocratique, les adjurant d'ajourner toutes discussions entre elles jusqu'après la victoire. Mais c'était-là précisément le difficile. Il était aisé, en effet, de s'entendre dans une guerre d'épigrammes et de légères escarmouches pour lesquelles l'esprit français est toujours prêt et armé ; mais sur le terrain d'une opposition sérieuse et forte, telle que la voulait Lanfrey, où les questions de principes se mêlaient sans cesse à des questions de faits, des dissidences devaient se produire entre les divers adversaires du despotisme impérial ; non seulement les idées différaient, mais les intérêts et les passions. Tous les monarchistes constitutionnels n'étaient pas si ennemis de l'empire que plus d'un ne le préférât, dans le secret de son cœur, à la République. Parmi les démocrates socialistes, il s'en trouvait qui ne voyaient pas sans une secrète satisfaction l'œuvre de destruction des anciennes forces sociales et de nivellement démocratique accomplie par l'empire avec le concours du suffrage universel, et qui lui faisaient volontiers crédit de quelques années de dictature pour achever son travail et préparer leur propre avènement ; certains lui pardonnaient presque de frapper sur eux en le voyant atteindre, à l'occasion, de ses coups, la bourgeoisie et le clergé. Il y avait aussi les puritains de la République, debout et fermés dans leur dogme immuable, dans leur invariable dignité, qui se tenaient à l'écart sur les hauteurs sereines, et qui, sachant bien que le temps combattait pour eux, s'en fiant aux fautes de l'ennemi pour sa chute inévitable, dédaignaient de descendre dans la mêlée et de prendre

part à l'action ; leur politique était d'attendre et de se réserver.

Telle n'était pas l'humeur de Lanfrey. Nouveau venu sur la scène politique, sans engagement avec aucun parti et n'ayant de compte à rendre qu'à lui-même, il brûlait d'agir et de faire prévaloir ses idées ; il courait à l'action tout plein d'ardeur juvénile, stimulant les uns, gourmandant les autres, allant droit devant lui, et toujours l'épée à la main, dans ce combat d'avant-garde. De là ce ton acerbe qu'on lui a reproché, cette verve railleuse qui n'épargnait personne et qui s'exerçait à l'occasion contre ceux des partisans de la liberté qui entendaient d'une autre façon ou ne poursuivaient pas avec la même ardeur la revendication de nos droits. Par exemple, il ne pardonnait pas aux rédacteurs de l'*Opinion nationale* l'appui qu'ils lui semblaient parfois prêter à la dictature impériale, tout désintéressé que fût cet appui ; et il raillait impitoyablement M. Thiers pour la superstition napoléonienne de son *Histoire de l'empire*, contre laquelle il devait écrire bientôt l'*Histoire de Napoléon*. Cela n'empêcha pas ces deux hommes de se rapprocher plus tard sur un terrain nouveau et de s'y donner la main pour la fondation de la République. Ils pouvaient se pardonner, car ils étaient tous deux sincères et s'estimaient mutuellement. En appelant son ancien contradicteur à un poste élevé dans la diplomatie, Thiers, devenu chef de l'État, oubliait de quelle verve superbe Lanfrey l'avait autrefois raillé quand il le traitait ironiquement de *rosière du libéralisme*.

Lanfrey, dans sa lutte pied à pied contre le despotisme, n'était pas seulement animé par l'ardeur de ses convictions, il l'était aussi par l'espérance d'une victoire prochaine. Bien que l'empire parût alors

encore en pleine prospérité, il n'était pas difficile à un œil exercé comme celui de Lanfrey d'y apercevoir des symptômes de décadence. La nécessité où il se sentait lui-même de se transformer pour vivre était une preuve que la vie l'abandonnait, et on pouvait juger, par les concessions qu'il se croyait obligé de faire à la liberté, que le principe de l'autorité avait à ses propres yeux beaucoup perdu de son prestige. Quant à la transformation de l'empire autoritaire en empire libéral, Lanfrey avait trop de connaissance des hommes et de l'histoire pour la croire possible; l'empire se perdait par ses concessions comme il se serait perdu par sa résistance; il ne s'agissait pour lui que de retarder et pour ses ennemis que d'avancer le moment de sa chute. Lanfrey observait avec un intérêt croissant, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, et en Amérique, les signes d'une ère nouvelle. Il voyait partout recommencer et se poursuivre en d'autres conditions, d'une façon plus lente mais plus sûre, les mêmes aspirations libérales et nationales, les mêmes tendances qui s'étaient produites en 1848 et qu'avait interrompues brusquement l'avortement de notre seconde république. Il surveillait, de son observatoire, le progrès des idées nouvelles dans les pays divers, et en notait avec soin les phases. Il suivait d'un regard sympathique la résurrection de l'Italie dans l'avenir de laquelle il eut toujours confiance. Il voyait avec un intérêt mêlé d'abord d'un peu d'inquiétude la guerre qui divisait en deux camps ennemis la grande république américaine, faisant des vœux pour le salut de l'œuvre de Washington et pour le triomphe des ennemis de l'esclavage. Il se réjouissait du rôle que le génie, même voilé, de la Révolution française, pouvait jouer encore dans la

propagande des idées libérales et dans l'émancipation ou l'affranchissement des peuples, et espérait que la liberté finirait par être, pour nous, autre chose qu'un article d'exportation.

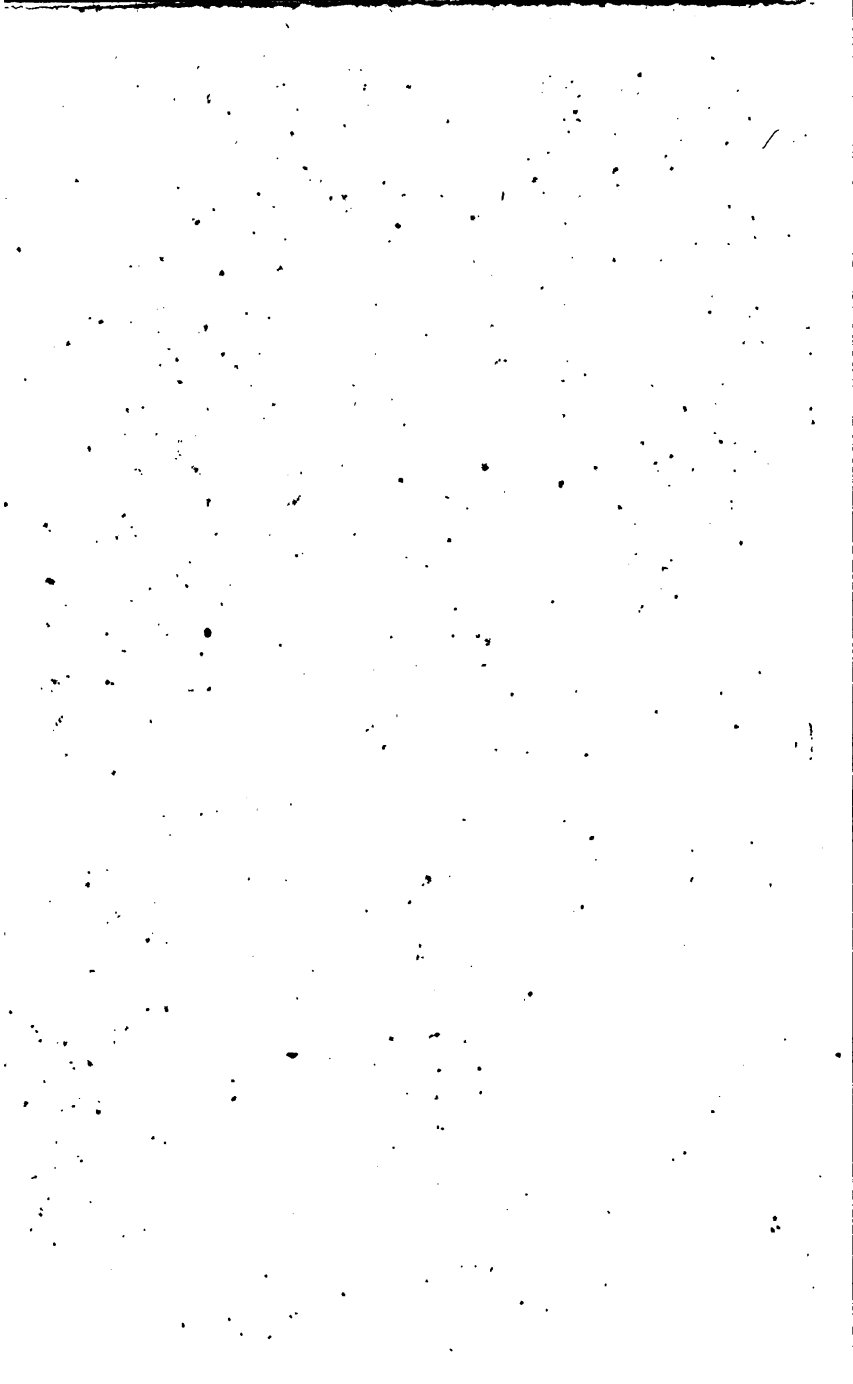
L'opinion, je l'ai dit, était confuse et incertaine ; elle s'éveillait lentement de l'état de trouble et d'accablement où l'avait jetée l'avènement du gouvernement impérial. Lanfrey ne pouvait compter que faiblement sur son concours. Cependant les encouragements, bien qu'isolés et secrets, ne manquaient pas à son entreprise. Ils lui venaient surtout de la jeunesse, de cette jeunesse qui, n'ayant comme lui d'engagement avec aucun parti, se laissait prendre tout naturellement aux idées de liberté et de progrès si noblement exprimées par un des siens. On a quelquefois calomnié cette jeunesse de l'empire en la représentant comme fermée aux idées généreuses que ses pères avaient respirées jusqu'à l'ivresse. On oubliait que ces idées n'ont toute leur puissance qu'emportées dans un courant magnétique ; et, sous l'empire, c'était le courant qui manquait. Comment, dans le milieu réfrigérant où nous avons vécu de si lentes et lourdes années, les jeunes gens auraient-ils pu s'enflammer pour des idées dont on ne leur parlait guère, sinon pour leur recommander de s'en défier ? Cependant, dès qu'une voix s'élevait, soit à la tribune, soit dans la presse, soit dans quelque chaire de Faculté, pour une parole de liberté, on les voyait accourir et applaudir ; cette parole était d'autant mieux entendue que le silence était plus grand ; contre le pouvoir la moindre allusion était saisie et commentée. Dès son apparition sur la scène littéraire, Lanfrey, jeune et sympathique, ralliait à lui, par une secrète attraction, tout ce qu'il y avait dans la jeunesse française de libre

pensée religieuse et politique. Quand il prit la plume dans la *Revue nationale*, les lettres qui lui furent adressées de tous côtés lui prouvèrent qu'il était compris et que sa cause et sa personne avaient de nombreux amis dans cette France craintive encore en son asservissement, mais qui déjà aspirait en silence à la vie politique.

L'impression produite par les articles de Lanfrey fut donc profonde, quoique divisée et silencieuse; ils venaient au bon moment, et si leur effet sur l'opinion ne se fit pas sentir entièrement tout d'abord, il n'en fut pas moins réel et sûr. Les amis de Lanfrey s'en souviennent encore; et je ne l'avais pas oublié quand il fut question de la réimpression des *Chroniques politiques* dans les œuvres complètes de l'auteur. Cependant, tout en me rappelant l'ancien succès, je me demandais ce qu'elles pourraient conserver encore d'intérêt pour le public de notre temps. Une femme de noble esprit et de grand cœur, dont la famille avait accueilli Lanfrey au début de sa carrière; qui reçut elle-même souvent ses confidences dans ses années de travail et de lutte, et qui aujourd'hui s'occupe avec une pieuse activité de l'édition de ses œuvres, m'assura que cet intérêt pouvait être senti même d'un lecteur d'aujourd'hui qui n'avait pas vu l'apparition des *Chroniques*; elle venait d'en faire l'épreuve. En relisant moi-même ces articles, je compris que, s'il leur manquait l'actualité, ils compensaient ce mérite perdu par un autre que le temps a fait ressortir; je veux parler de la hauteur des vues, de l'enchaînement des faits et des idées qui, par une rare exception, donnent à ces feuilles écrites au fur et à mesure des événements, une véritable valeur historique.

Je disais tout à l'heure que, si Lanfrey avait pu se tromper dans l'appréciation des hommes et des choses, il avait du moins toujours été sincère; ce n'était pas assez dire. Il faut ajouter qu'il a toujours considéré les événements de haut et à un point de vue philosophique. C'est cette tendance à présenter les faits dans leur ensemble, en les reliant les uns aux autres et en cherchant la loi de leur développement, qui, jointe à l'élévation des idées et des sentiments, marque ces *Chroniques* d'un caractère à part entre les ouvrages du même genre, et qui leur a donné cette portée par laquelle elles dépassent le temps où elles ont paru et le but même poursuivi par l'écrivain. L'intérêt qui s'attache aux idées d'un esprit éminent et généreux domine ici les erreurs inévitables dans l'appréciation des faits particuliers; de même que les injustices partielles dans le jugement sur les hommes sont corrigées par le sentiment si élevé de justice et de morale qui règne dans tout l'ouvrage. L'auteur a écrit un livre en croyant seulement jeter aux vents quelques pages de bon sens et de propagande libérale pour l'enseignement de ses contemporains et le réveil de l'opinion publique; le chroniqueur a fait œuvre d'historien.

L. DE RONCHAUD.



CHRONIQUES POLITIQUES

1860-1865

7 décembre 1860.

Nous appartenons à une génération quelque peu blasée en matière d'étonnement. Les surprises désagréables, en particulier, ne lui ont pas été épargnées, et elles ont développé chez elle à un rare degré la vertu de résignation. Aussi, bien que depuis longues années elle fût, comme on dit, préparée à tout, elle n'a pas moins fini par être prise au dépourvu, car on ne se met pas en garde contre la bonne fortune. Il est donc assez difficile de rendre les impressions heureuses, mais fort diverses qu'elle a éprouvées en présence de l'acte inattendu¹ qui vient de la remettre en possession d'une part si importante de ses franchises politiques. Ce bien lui est venu en dormant, et elle était si loin de s'y attendre, qu'au premier abord beaucoup de gens semblaient se demander s'ils devaient se défier, selon le précepte du *timeo Danaos*, ou bien remercier les dieux. Mais les plus curieux à contempler dans leur stu-

1. Cet « acte inattendu » c'est le décret connu dans l'histoire du second Empire, sous le nom de décret du 28 novembre.

péfaction ont été incontestablement les officieux casuistes qui, depuis dix ans, nous prédisaient l'événement chaque matin, non sans une nuance marquée d'ironie, et en trouvant toujours, il est vrai, d'excellentes raisons de l'ajourner indéfiniment. Ces prophètes malgré eux sont restés tellement abasourdis de leur propre perspicacité, qu'ils ont oublié même de s'en vanter.

Quelles qu'aient été les vues qui ont décidé l'adoption de ces mesures émanées d'une initiative évidemment toute personnelle, nous ne sommes pas de ceux qui jugent à propos d'en diminuer la portée. L'essayer au nom du pouvoir, c'est vouloir lui en retirer presque tout le mérite; le faire au nom de l'opposition, c'est la désarmer d'avance. C'est l'opinion seule, en un certain sens, qui donne aux institutions leur vraie valeur; c'est elle qui prononcera en dernier ressort sur l'interprétation à donner aux points laissés douteux par les décrets du 24 novembre; or, il n'est pas bon, au moment où on l'appelle à remplir un tel rôle, d'affaiblir sous aucun prétexte l'idée qu'elle doit avoir de ses devoirs et de ses droits. Plus le caractère des nouvelles mesures est vague et incomplet, plus la part qu'elle aura à prendre dans leur achèvement sera large et efficace. On l'invite par là à fixer elle-même et le sens définitif et les clauses complémentaires. Cette confiance, fût-elle exagérée, vaudra toujours mieux qu'une stérile abstention. Croire qu'on encouragerait le pouvoir actuel à développer ses concessions par un accueil hostile c'est lui prêter une abnégation qui n'est pas dans la nature humaine. Quant aux personnes qui craignent que nous ne nous montrions trop reconnaissants envers lui, elles peuvent être assurées que notre reconnaissance ne sera du moins jamais de celles qui font les dictatures.

Les décrets du 24 novembre ont été expliqués de bien des façons en France et à l'étranger. On y a vu une sage

prévoyance, on y a vu un expédient, on a été jusqu'à y voir un piège, tant il semble peu naturel qu'on fasse le bien pour lui-même. Il est probable qu'il y a du vrai dans plusieurs des suppositions qui ont été émises à cette occasion. On ne saurait contester, par exemple, que le désir de gagner à l'intérieur l'appui des idées libérales contre certaine hostilité, et le besoin de désarmer l'invincible défiance qu'excitait à l'extérieur le gouvernement impérial, en dépit des plus pacifiques protestations, ne soient entrées pour beaucoup dans ce changement. A nos yeux cependant, cet acte a un sens plus profond. Nous croyons qu'il répond à une nécessité encore plus qu'à une convenance politique. La nécessité pouvait paraître encore lointaine, il est vrai, et c'est en cela qu'il a été habile d'aller au-devant d'elle. Son auteur a senti que des institutions, quelque inébranlables qu'elles paraissent, ne peuvent compter sur l'avenir qu'à la condition d'être en harmonie avec les idées auxquelles cet avenir appartient. Il a compris que le régime d'exception né de nos convulsions politiques perdait sa raison d'être avec leur apaisement, et que si au milieu d'un déploiement de force inouïe il était contraint, par respect pour l'opinion, à se déclarer transitoire, en refusant plus longtemps de se transformer, il se condamnait lui-même à une existence toute viagère. Il s'est dit que ce n'était pas tout de vaincre, qu'il fallait encore durer, c'est-à-dire s'appuyer sur les opinions, le progrès, les besoins, les intérêts moraux de son temps ; car tels sont en tout pays les éléments de la durée et de la stabilité. On ne les refait pas, on ne les violente pas, on ne les évite pas ; mais si on est sage on les adopte.

Ce qu'il y a au fond de cette réforme n'est donc pas autre chose que le problème que tous les régimes antérieurs se sont tour à tour proposé de résoudre. Le gouvernement impérial a pu l'ajourner jusqu'ici, grâce à des cir-

constances exceptionnelles ; mais il sent bien qu'il ne dépend pas de lui de le supprimer, et il va au-devant de la difficulté au lieu d'attendre qu'elle vienne à lui. Ce n'est donc pas un simple « perfectionnement du mécanisme, » pour employer l'expression d'un organe semi-officiel, que nous voyons en elle, mais le point de départ d'une politique nouvelle. Quand un perfectionnement transforme à ce point un mécanisme qu'il lui fait produire la liberté au lieu de la dictature, c'est l'accessoire qui devient le principal, et le perfectionnement qui domine le mécanisme.

Qu'on le veuille ou non, l'acte du 24 novembre implique logiquement tout un ensemble de modifications dans le système qui nous régit. Le public ne s'y est pas trompé, et ce qu'il a surtout applaudi en lui, ce sont les promesses qu'il contient. Il s'est dit, non sans raison, que du moment qu'on lui accordait les prémisses, on ne lui disputerait pas les conséquences. Pour ne parler ici que de l'objet qui a le plus vivement éveillé ses espérances, il n'a pu échapper aux auteurs du décret, quoi qu'en disent de maladroits apologistes, que la liberté de la tribune entraînait la liberté de la presse dans un avenir plus ou moins éloigné, mais inévitable. Non seulement il y a des affinités de nature qui rendent ces deux libertés étroitement solidaires l'une de l'autre, mais si on cédait jamais à la tentation de les séparer, projet que nous considérons comme une utopie, on ne tarderait pas à s'apercevoir que leur isolement serait beaucoup plus dangereux au pouvoir que leur existence simultanée. La presse restant bâillonnée pendant que la tribune ferait seule entendre une voix libre au milieu de l'universel silence, celle-ci acquerrait par cela même un tel prestige, elle serait investie d'une telle autorité que le pouvoir serait le premier à demander que la parole soit rendue à la presse, afin de diviser au

moins une influence aussi irrésistible en appelant la presse à en prendre sa part. Elles naissent et meurent ensemble ; elles se servent l'une à l'autre de contrôle, de tempérament, de contrepoids, et leurs rivalités même ne sont pas moins précieuses que leur bon accord.

Si nous n'hésitons pas à donner le nom de liberté de la tribune aux améliorations inaugurées le 24 novembre, c'est que, bien qu'il nous soit facile d'y relever plus d'une lacune, nous y reconnaissons ses garanties les plus essentielles, à savoir : la publicité des débats, le droit d'amendement, le droit d'adresse, qui rendent à la fois aux Chambres le moyen d'agir puissamment et sur l'opinion publique et sur le gouvernement. Le Corps législatif actuel n'avait guère d'action ni sur l'une ni sur l'autre. La nation entendait à peine de loin en loin un écho très affaibli de sa parole. Quant à ses amendements, qui résumaient à eux seuls ses moyens d'influence sur les affaires, soumis d'abord au président, transmis par le président à la commission, renvoyés par la commission au président, puis par le président au conseil d'État, ils étaient proménés avec les plus grands égards dans un labyrinthe où on les voyait bien entrer, mais d'où on les a rarement vus sortir. Les garanties qui lui sont données aujourd'hui, malgré leur caractère un peu trop strictement consultatif (car elles ne comprennent ni le droit d'interpellation ni le droit d'initiative), n'en constituent pas moins une puissance que l'esprit public peut rendre très efficace s'il veut lui prêter sa force. C'est ce dont il est facile de se convaincre par l'examen de la nouvelle organisation ministérielle créée pour servir de complément à ces garanties.

Dans les États constitutionnels le ministère est, comme on sait, en contact immédiat et permanent avec les assemblées législatives. C'est grâce au contrôle incessant qui en est la suite naturelle, et grâce aux prérogatives que nous

venons de mentionner, qu'elles font prévaloir leur légitime influence sur les affaires publiques. Cette influence, librement acceptée, est au fond ce qui constitue le plus essentiellement ce qu'on a nommé la responsabilité ministérielle. On l'a très justement fait remarquer : la responsabilité des ministres consiste beaucoup moins dans le droit de la Chambre à les mettre en accusation, extrémité infiniment rare, que dans les moyens dont elle dispose de leur imposer en une certaine mesure ses vues sur la direction des affaires. Mais en rétablissant sous cette forme les rapports du ministère avec les Chambres, on a craint de le replacer sous leur tutelle. On a craint aussi de se mettre en contradiction avec l'article de la Constitution qui concentre toute la responsabilité dans la personne de l'empereur, et de là est née, comme un compromis, cette combinaison des trois ministres sans portefeuille chargés de défendre devant les Chambres les projets de loi du gouvernement.

Nous croyons qu'en cette occasion on a reculé devant un mot. On a voulu éviter ce nom encore malsonnant de responsabilité ministérielle. Il rappelle au pouvoir exécutif des souvenirs qui n'ont rien d'agréable pour lui, et il a été quelque peu déconsidéré à une autre époque par les querelles de portefeuille. Mais nous sommes bien loin de ces jeux innocents de la politique et de la tribune. On pouvait remettre le ministère tout entier en présence des Chambres sans avoir rien à redouter de semblable. Ce n'est pas d'ailleurs le fait matériel de l'admission des ministres dans l'enceinte législative qui constitue le contact des deux pouvoirs, et par suite leur conflit, mais c'est le jeu de leurs attributions respectives. Il importe peu que la responsabilité ministérielle ne soit pas dans les mots, pourvu qu'elle soit dans les choses. On nous demande où nous la voyons. Mais elle existe dans la publicité des séances, dans le droit d'adresse, dans le droit d'amendement, dans la création

même de ce ministère sans portefeuille, institué avec l'intention manifeste d'éluder cette responsabilité dont il est pourtant la personnification elle-même. Que représenterait-il en effet, au sein du ministère actif, s'il n'y représentait l'influence des Chambres? Comment s'y prendrait-il pour ne pas la subir, lui dont les fonctions n'auront pas d'autre objet que de mettre la politique du gouvernement en accord avec les vœux de la législature? Qu'on descende un instant dans la pratique des choses et qu'on se figure, si on peut, ces ministres de la parole obligés de défendre l'œuvre de leurs collègues en présence d'une Chambre hostile? Quelle situation que d'être condamné à plaider sans cesse une cause toujours perdue, d'être contraint, après chaque échec, à recommencer cet éternel plaidoyer sans avoir jamais gain de cause et sans pouvoir se réfugier dans les distractions de la politique active! Il est difficile d'imaginer un rôle plus insoutenable pour des hommes d'État. Il arrivera donc de deux choses l'une : ou bien ils se retireront et par là entraîneront, dans un délai plus ou moins rapproché, la retraite de tout le cabinet; ou bien ils apprendront à se concilier l'esprit des Chambres par d'opportunes concessions, et c'est là l'objet essentiel de la responsabilité ministérielle. A la rigueur, un ministère pourra toujours se maintenir même après que ses avocats d'office auront renoncé à le défendre, mais il le pouvait également sous l'ancien système, témoin M. de Polignac et bien d'autres.

Pourquoi ne pas l'avouer? la responsabilité se jouera toujours de nos définitions, parce qu'elle résulte des rapports intimes des choses et non d'une disposition légale qu'il est si facile de rendre illusoire. Nos rois ont longtemps été déclarés irresponsables, et des événements qui sont présents à toutes les mémoires ont démontré que c'était là une fiction. Le chef actuel de l'État s'est, au contraire,

déclaré responsable au lieu et place de ses ministres, et c'est là sinon une autre fiction, du moins une responsabilité à laquelle personne n'a été jusqu'ici tenté de demander des comptes. Dans l'un et l'autre cas, les faits ont donné un démenti aux mots. C'est ce qui nous porte à croire que par un résultat analogue la responsabilité ministérielle organisée dans les institutions peut se dispenser d'être écrite dans un titre de code. Elle existera avant d'être nommée, voilà tout.

Ces développements étaient nécessaires pour faire comprendre à quelles appréhensions et à quelles espérances répondent les polémiques qu'a déjà soulevées le décret du 24 novembre. Quoi qu'on fasse pour l'en détourner, l'opinion s'y attache avec une très vive anxiété. Elle a cherché une signification mystérieuse jusque dans les changements de personnes qui ont été effectués en même temps. La désignation comme ministre de l'intérieur de M. de Persigny¹, qu'on sait être un partisan très décidé de l'alliance anglaise, et auquel on attribue généralement une grande supériorité de vues sur ses collègues, a été accueillie notamment comme un gage de paix et de sécurité. Un revirement curieux pour les esprits observateurs s'est manifesté dès le jour de son entrée aux affaires. Les organes de la presse officielle, si intraitables la veille, ont aussitôt marqué une variation considérable sur le thermomètre de leurs convictions du matin et du soir. C'est la circulaire qui a paru le lendemain que nous annonçaient par cette brusque évolution ces instruments d'une si précieuse sensibilité. Le nouveau

1. Par décret inséré au *Moniteur*, en date du 27 novembre, M. de Persigny, ambassadeur à Londres, était nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Billaut, ministre de l'intérieur, nommé ministre sans portefeuille. M. Magne était également nommé ministre sans portefeuille, et M. Forcade de la Roquette le remplaçait au ministère des finances.

ministre s'est trouvé être de l'avis des publicistes que ces journaux] commençaient à traiter de factieux, et ils n'ont pas hésité à se ranger à l'opinion du ministre. M. de Persigny croit lui aussi que les décrets du 24 novembre ont inauguré une ère nouvelle. Il engage les hommes politiques « qu'un sentiment de dignité personnelle a tenus jusqu'ici à l'écart, à faire profiter le pays de leurs lumières et de leur expérience; » il annonce enfin « des instructions sur des points importants de politique et d'administration. » On ne nous avait pas toujours accoutumés à un langage aussi rempli de conciliation, de convenance et d'habileté, et nous ne pouvons qu'y applaudir. Mais nous n'oublions pas que ce sont les actes seulement qui donneront à ces paroles leur véritable sens, et c'est à cette épreuve que nous les jugerons en toute connaissance de cause. Le pouvoir actuel à un moyen très simple de réduire au silence ses anciens adversaires, c'est de se montrer plus libéral qu'eux. Quelle fortune pour lui s'il venait à se douter à quel point il le peut!

Que ces concessions restent ou non à l'état de demi-mesures, elles n'en auront pas moins fait une situation très originale et très forte à l'opinion libérale. Si désarmée qu'elle soit encore matériellement, elle a cet avantage qu'elle seule, aujourd'hui, est une force morale incontestée. Elle seule possède des doctrines auxquelles tout le monde soit disposé à rendre hommage, au moins en paroles. Elle seule n'a rien à redouter du grand jour, car elle n'a à cacher ni ses origines, ni ses mobiles, ni ses projets, ni ses moyens, ni ses espérances. Même lorsqu'on a pour but de la proscrire, on n'ose proposer contre elle que des ajournements. Toutes les vieilles orthodoxies, toutes les anciennes formules politiques paraissent auprès d'elle prodigieusement caduques et ruinées. Il faut bien que ces conditions semblent de quelque prix, même aux yeux de ceux qui la dé-

précient, puisqu'il n'est personne aujourd'hui qui ne se croie tenu de lui faire des avances. Il n'est pas un programme où elle ne figure, souvent à sa grande surprise ; et l'ultramontanisme lui-même se sent pris pour elle d'une tendresse assez imprévue.

Grâce à cette faveur croissante, qui est l'ouvrage de l'esprit public et de la force des choses, l'opinion libérale peut se créer un noble rôle si elle veut y apporter de l'énergie et du désintéressement. On a jusqu'à présent presque toujours subordonné les principes aux formes politiques ; si elle voulait accepter pour tâche de faire comprendre la nécessité de subordonner les formes politiques aux principes, elle aurait par cela seul rendu un immense service à la cause de la civilisation, et ce qui paraîtra sans doute invraisemblable, elle aurait en même temps fait acte d'habileté. Le moment est venu enfin de montrer que ce n'est pas à la liberté de s'accommoder aux convenances particulières de tel ou tel régime, mais que c'est à tous les régimes quels qu'ils soient de se plier aux siennes. Il est temps de prouver que dans les principes seuls se trouve la réalité des institutions politiques et non dans l'étiquette qu'on y appose. Mais comment faire entendre à ce troupeau, éternellement dupe des lieux communs, que les noms ne sont pas des choses ; que quand on a dit monarchie ou république, on a dit des mots et rien de plus ; que (pour emprunter un terme de comparaison à l'histoire contemporaine) entre telle république comme les États de l'Amérique du Sud et telle monarchie comme la Belgique, il y a la même distance qu'entre la servitude et la liberté, et qu'enfin il faut s'attacher avant tout au fond des choses et non à la forme ?

Cette tâche est moins facile qu'elle n'en a l'air, et au premier rang des obstacles qui s'opposent à son accomplissement, il nous est pénible d'avoir à mentionner une

fraction très importante de la démocratie actuelle. Mais taire les dissentiments qui nous séparent d'elle ne serait pas les effacer, et ses représentants les plus accrédités montrent si peu de souci des plus légitimes intérêts de la liberté, que des ennemis déclarés seraient moins dangereux pour elle, et qu'on peut se demander si la réforme actuelle ne va pas au delà de leurs secrètes espérances. Ne sont-ce pas eux qui nous proposaient, il y a un an, d'aller détruire au sein de la libre Angleterre le dernier repaire de la féodalité? Ne sont-ce pas eux qui sollicitaient naguère encore le gouvernement impérial d'aller affranchir à main armée la Belgique et les provinces rhénanes? Ne sont-ce pas eux qui récemment le pressaient d'effacer de nos lois une sauvegarde oubliée de la libre discussion, sous prétexte que leurs adversaires en profitaient seuls et que ces adversaires étaient des évêques, l'égalité exigeant selon eux que personne ne fût libre et que tout le monde fût également battu et content? Ne sont-ce pas eux qui entonnent des hymnes en l'honneur de la centralisation, alors que ceux-là même qui ont le plus profité de ce moyen de gouvernement semblent disposés à le rejeter comme un instrument usé; eux qui adjurent l'empereur des Français de mettre sur sa tête la tiare pontificale et de prendre la dictature spirituelle; eux enfin qui font déjà entendre des protestations, au moins prématurées, contre « l'omnipotence parlementaire, » et qui recherchent dès aujourd'hui « ce qu'il y a à craindre de cette innovation au point de vue du gouvernement actuel? » Entre une telle démocratie et la liberté il y aura toujours un abîme.

Le directeur d'une des feuilles périodiques les plus influentes de l'Angleterre énumérait un à un l'année dernière tous les principes nouveaux que la libre discussion avait introduits dans les lois de son pays depuis vingt-cinq ans, et il constatait avec un légitime orgueil que ces prin-

cipes étaient justement ceux qui avaient servi de programme à son journal à l'époque de sa fondation. C'est un compte de ce genre que nous voudrions voir ouvrir entre l'opinion libérale et nos gouvernants quels qu'ils soient, en activité ou *in partibus*.

Au reste, ce qui se passe aujourd'hui dans le monde entier lui assure un appui irrésistible. C'est évidemment à cette pression morale exercée sur nous par l'Europe qu'elle doit en grande partie la victoire qu'elle vient de remporter. L'Autriche elle-même devenant libérale, il était difficile que la patrie des idées de 89 continuât à boudier la liberté. Avant peu l'émulation sera universelle, et nous en verrons d'autres effets. Comment, par exemple, la centralisation française ne tendrait-elle pas à se modifier en présence de la leçon si instructive, que nous donne sur ce point l'Italie, et surtout depuis que les doutes sur l'efficacité de ce système ont pénétré jusque dans les régions officielles, ainsi que l'atteste le rapport si curieux et trop peu remarqué de la minorité de la commission des haras? Que n'a-t-on pas dit sur la déplorable soif d'unité dont l'Italie semblait dévorée, et sur l'administration de fer qui devait la lui faire expier inévitablement? Que de déclamations n'avons-nous pas endurées au sujet de cette politique dont le seul but était de *piémontéiser* l'Italie! — Le mot existe et il est aussi malheureux que l'imputation était fausse. La première préoccupation de ces hommes d'État qui pouvaient invoquer de si bonnes raisons pour conserver leur dictature patriotique, soit au nom des périls intérieurs qui sont loin encore d'être conjurés, soit au nom de la menace permanente de l'occupation étrangère en Vénétie, a été de rendre non seulement aux individus, mais à la cité, à la province, à toutes les agglomérations municipales ou politiques consacrées par la tradition et par l'histoire une telle part d'influence sur les affaires publiques, qu'aucun peuple

de l'Europe ne pourra se vanter de l'avoir aussi belle. Ils ne se sont réservé que les forces nécessaires pour compléter leur œuvre d'affranchissement. L'Italie ne connaîtra bientôt plus la centralisation qu'au point de vue militaire, et c'est là, à vrai dire, son application naturelle. Elle est née dans les camps et on l'y renverra tôt ou tard.

Nous n'avons que des éloges pour ce qui nous est connu de l'organisation administrative tentée par les patriotes italiens et dont M. Minghetti s'est fait le rapporteur. Nous y voyons une entreprise qui intéresse toute l'Europe libérale. Les franchises que ce projet accorde aux municipes sont si complètes qu'il ne laisse plus aucun prétexte à la crainte de voir disparaître ces éléments si originaux et si actifs de la vie nationale de l'Italie. La commune pourra élire ses magistrats sans aucune intervention du gouvernement, elle aura l'entière gestion de ses intérêts, et il ne tiendra qu'à elle de reprendre si elle veut pour emblème le *Caroccio* du moyen âge. La province, circonscription existant en Italie de temps immémorial, fondée par la nature elle-même et non comme nos départements par des divisions arbitraires, qui n'ont de raison d'être que sur le papier ; et la région, agglomération composée de chacun des États qui ont joui d'une existence historique et indépendante, compléteront le nouveau système administratif. Elles reproduiront, chacune dans la sphère de ses attributions, les traits essentiels du gouvernement constitutionnel ; la première, par l'institution des intendants assistés d'un conseil provincial ; la seconde, par celle du gouverneur assisté d'un conseil régional.

Si, comme il est permis de l'espérer, les Italiens apportent dans la pratique de ces institutions la persévérance et le sens politique si rare dont ils ont fait preuve dans le cours de leur révolution, ils auront conquis tous les avan-

tages qu'on leur promettait de la forme fédérative, et ils en auront évité tous les pièges. Ils pourront conserver pleins de vie tous ces centres brillants dans lesquels s'est personnifiée avec tant d'éclat leur individualité historique, et ils pourront, en même temps, faire respecter leur nationalité et leur indépendance. C'était beaucoup pour eux d'arriver à l'unité, mais il leur était encore plus difficile de rester libres après l'avoir conquise.

Ainsi cette terre qu'on disait épuisée se montre plus que jamais féconde. Ce peuple qu'on disait vieux est redevenu jeune. Lui seul croit encore à l'héroïsme, il croit à la gloire, il n'a pas peur de l'impossible. Il a des héros, et il a aussi des hommes, ce qui est peut-être plus rare que les héros. Ce fils aîné de la race latine, que l'outrecuidance et la pédanterie germaniques disaient étranger au mouvement de l'esprit moderne, condamné par nature à la fatalité du césarisme ou à celle de la domination étrangère, il se prononce dès son premier pas pour les institutions du *self government*, et il y met la main avec une fermeté et une décision que dans leur propre intérêt les tortues politiques d'outre-Rhin feraient bien de prendre pour modèle. Il a si bien su intéresser en sa faveur les deux plus vaillantes nations de l'Occident, qu'elles mettent une sorte d'émulation à le servir, après avoir d'abord tout fait pour l'entraver ; et pendant que ses voisins déraisonnent à perte de vue sur ce qu'il devrait faire ou ne pas faire, il fonde ses institutions avec une confiance tranquille en l'avenir, sous les regards de l'Europe, tour à tour complice ou jalouse et impuissante.

Ce n'est point là un spectacle ordinaire, et les disparates qui s'y mêlent souvent n'en diminuent pas la grandeur. Nous nous y arrêtons d'autant plus volontiers que la cause italienne compte en France beaucoup de détracteurs injustes jusqu'à l'aveuglement, et, ce qu'on ne saurait

trop déplorer, parmi des hommes qui font profession de libéralisme. Ils sont en général trop portés à la rendre responsable de beaucoup de mécomptes dont elle est fort innocente, et de graves embarras qu'elle n'a pas créés et qu'il ne dépend pas d'elle seule de conjurer. Le remords de l'avoir si peu devinée à une autre époque n'est peut-être pas étranger non plus à leurs fâcheuses dispositions à son égard. Ce sont leurs propres torts que les hommes pardonnent le moins facilement. Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas qu'il soit d'une bonne politique pour un parti qui se dit libéral de se rendre solidaire des ennemis de la liberté à l'extérieur. Qu'il sache respecter celle d'autrui s'il veut qu'on s'intéresse à la sienne. Le droit des Italiens à disposer de leur destinée comme nation ne peut pas être et n'a pas été contesté sérieusement. A toutes les subtilités qu'on a imaginées pour leur disputer en fait l'usage d'une faculté qu'on ne saurait leur refuser en droit, nous préférons encore le raisonnement des signataires d'une certaine adresse qui réclamaient les Romagnes comme une propriété leur appartenant à tous et à chacun en leur qualité de catholiques. Voilà un peuple exproprié et tout est dit. Accepte qui pourra une telle théorie, elle a du moins le mérite d'être nette. Quant à ceux qu'elle ne satisfait pas, l'impartialité leur est, ce semble, bien facile. Sont-ils fondés à demander à la révolution qui vient de s'accomplir en Italie plus que la nature humaine n'a donné dans les situations analogues ? Non, sans doute ; un point de vue absolu ne serait ici qu'un déni de justice. Et cependant les comparaisons sont toutes à son honneur. Qu'on juge aussi sévèrement qu'on voudra les moyens qu'elle a mis en œuvre, les règles du droit international ont été invoquées à tort dans ce débat. Ainsi que vient de le faire observer avec tant de raison le comte de Cavour dans sa réponse à M. de Schleinitz, il y avait en Italie plusieurs

gouvernements ; mais il n'y avait pas plusieurs nations, et les principes internationaux ne sont pas applicables à des remaniements tout intérieurs.

Autant nous nous réjouissons de l'heureuse crise qui a fondé l'unité italienne, autant nous sommes disposés à applaudir au mouvement qui s'opère en sens contraire aux États-Unis. On nous accusera sans doute d'inconséquence, mais la contradiction n'est qu'apparente. Dans l'un et l'autre cas, c'est la liberté qui doit profiter de tout ce que l'unité aura gagné ou perdu. La scission dont les États-Unis sont menacés par suite de l'élection de M. Lincoln serait vue sans beaucoup de regrets par le monde civilisé. On conçoit les perplexités que doit exciter une telle perspective dans le cœur des patriotes américains. On ne brise pas sans déchirements des liens formés par une longue communauté d'affections, d'intérêts, de gloire et d'espérance. Mais quand on songe à tout le tort que la démocratie du Sud a fait aux États-Unis dans l'opinion des hommes par son mépris avoué pour les susceptibilités les plus légitimes de la conscience humaine, on est tenté d'envisager cette séparation comme un bienfait. Il n'est pas une âme libre dans le monde qui n'ait ressenti comme une humiliation personnelle la douleur de voir la politique des flibustiers imposée à la patrie de Washington. On comprend que ce n'est pas seulement à la question de l'esclavage que nous faisons allusion ici, et elle n'est pas seule en cause dans les événements dont l'Union est en ce moment le théâtre. La nécessité où l'esclavage s'est trouvé de se défendre depuis un demi-siècle contre des attaques incessantes a fait naître pièce à pièce à côté de lui tout un système de gouvernement, et l'on ne peut toucher à l'un sans toucher à l'autre. De là ce culte de la force, ce droit des gens inouï, ces expéditions armées sur des territoires amis ; de là cette adulation des multitudes,

et cette main tendue à l'autocratie russe et toutes ces mystifications où se prit si bien la badauderie démocratique de notre Europe. Qu'y avait-il au fond de ces étranges maximes ? la nécessité de sauver l'esclavage. L'élection de M. Lincoln est une répudiation franche et décidée de cette politique ; mais on aurait tort d'y voir une déclaration de guerre contre les États à esclaves. On leur laisse le droit de conserver ce qu'ils appellent l'institution domestique. Il suffit toutefois qu'on ne leur permette plus de l'imposer aux nouveaux États de l'Union pour qu'ils se disent opprimés et menacent la patrie commune d'une rupture. A peine le résultat de l'élection a-t-il été connu, que le mouvement séparatiste a éclaté dans la Caroline du Sud avec une incroyable violence. Les officiers fédéraux donnent leur démission, les couleurs de l'Union sont remplacées par celles de l'État, la législature vote des armements pour parer aux éventualités, les assemblées populaires encouragent leurs magistrats à la résistance et les maisons de banque suspendent leurs paiements. Le projet de protestation qui a été rédigé à Charleston à cette occasion mérite d'être cité comme un triste témoignage de l'esprit qui inspire ces manifestations. Les auteurs de cette pièce, qui est calquée de point en point sur le texte de l'immortelle déclaration de 1776, ne se sont pas contentés d'apporter à l'appui de leur opinion tout un long passage de la Bible, ils ont fait intervenir la parole et la mémoire des fondateurs de la liberté américaine en faveur du maintien de la servitude, combinant ainsi dans la même page deux profanations, dont la seconde n'est pas la moins odieuse. Les populations du Nord, sages, sérieuses et morales, ont peu à perdre à se séparer d'États dont l'influence a faussé l'esprit de leurs institutions. Mais malgré les clameurs du Sud il est douteux qu'il en vienne à une telle extrémité. Le mouvement de la Caroline du Sud a trouvé jusqu'à

présent assez peu d'appui dans les États voisins. L'esclavage a donc subi un échec moral d'une portée incalculable. Le voilà cerné dans un cercle sans issue entre la conspiration de la pitié et celle du désespoir, ayant contre lui le droit, l'humanité et même cette raison d'État qu'il croyait avoir sans retour gagnée à sa cause.

Nous ne voulons pas terminer cette rapide revue sans saluer les heureux augures qui se manifestent de toutes parts. De quelque côté de l'horizon que nous prêtions l'oreille aujourd'hui, en France, en Italie, en Autriche, aux États-Unis, dans les deux mondes l'écho ne nous renvoie qu'un seul nom, celui de liberté. Puisse-t-il être entendu et réveiller enfin les âmes engourdies !

P. S. Au moment où nous achevons ces lignes, une nouvelle circulaire de M. de Persigny¹ vient confirmer nos prévisions, en annonçant des modifications dans le système qui régit la presse. Ce document renferme des appréciations historiques qui ne nous paraissent pas toujours exactes. Nous croyons notamment qu'il y a beaucoup d'objections à élever contre l'assimilation qu'il établit entre les règlements auxquels la presse anglaise a été soumise depuis la révolution de 1688 et ceux qui ont gouverné la nôtre depuis 1852. Il y a entre eux au moins cette différence, que les premiers n'ont presque jamais été mis en pratique, et que les seconds l'ont été très ponctuellement. Mais si nous n'acceptons pas sans réserve cette assimilation pour le passé, nous ne demandons pas mieux que de la voir se réaliser dans l'avenir. Il nous plaît qu'en cette matière on aille chercher un modèle en Angleterre. Cela seul est à nos yeux une preuve qu'on songe à renoncer à l'arbitraire administratif pour un système nouveau de garanties légales.

1. *Moniteur* du 8 décembre 1860.

25 décembre 1860.

Nous avons au dix-neuvième siècle un certain nombre d'hommes d'imagination appelés statisticiens que nous payons pour nous démontrer à la fin de chaque année que nous avons été heureux, que nous avons été grands, que nous avons été bons, et que l'humanité nous devra d'immenses progrès en tout genre. C'est là une satisfaction qui est éminemment consolante, si elle n'est pas très philosophique. Quant aux esprits mal faits, étrangers à l'art de grouper les chiffres, et qui n'apportent à cet examen qu'un esprit de chagrine exactitude, il est difficile d'imaginer une tâche plus ingrate que la leur. C'est en effet une merveille de voir combien les prestiges s'évanouissent lorsqu'on soumet une année à ce jugement sommaire que l'Égypte faisait, dit-on, subir aux morts. Les exploits dont nous sommes les plus fiers prennent des proportions tout à fait inattendues à mesure qu'on les fait rentrer dans le grand cadre des choses humaines. On s'étonne alors et du néant de la statistique et du peu qui reste de tant de bruit ; on s'explique les vides immenses qu'offrent les siècles ; on est effrayé du petit nombre de noms que l'histoire dédaigneuse consent à retenir.

Entre cet optimisme intrépide et ces retours salutaires, mais toujours un peu décourageants, il y aurait place pour une satisfaction d'un genre plus pratique, qui consisterait à ne voir dans cet examen rétrospectif qu'une sorte d'inventaire des leçons que contiennent les événements et des semences heureuses que l'avenir doit faire fructifier. Une seule raison d'espérer et d'agir au milieu même des plus tristes mécomptes est une force d'un prix inestimable. A

ce titre, l'année qui s'achève a du moins cette supériorité sur ses aînées, qu'elle nous lègue à nous, hommes de l'opinion libérale, une *possibilité*, c'est-à-dire un puissant moyen de réalisation pour les principes qui nous sont chers. Elles nous lègue en même temps un exemple que nous ne saurions trop méditer, et dans lequel nous trouverons plus d'une règle de conduite. Elle nous a fait assister à la reconstitution d'une nationalité, événement infiniment rare dans le cours des siècles. Cette entreprise a été menée à bonne fin grâce à des miracles de discipline, de persévérance et d'habileté. Et nous aussi, nous avons une nationalité à reconquérir ! nationalité toute différente, il est vrai, et que les hommes placent dans les grandeurs de la vie libre, dans le progrès des institutions et des mœurs, dans l'élévation du niveau des intelligences et des caractères, mais nationalité que nous avons possédée et qui un instant fut même une suprématie. Pour la relever, nous sommes tenus d'user de tous les moyens qui se trouvent à notre disposition, quels que soient leur origine ou leur petit nombre. Nous n'avons pas le droit d'être blessés qu'on nous les restitue, puisque nous avons souffert qu'on nous les prit. Les Italiens nous montrent ce qu'on peut faire avec de petits moyens. Comme nous, ils ont été protégés plus parfois qu'ils ne le désiraient. Comme nous, ils ont vu venir à eux des programmes qu'ils n'avaient point conçus ; ils ont tout accepté, tout adopté, et avec une bonne volonté tellement créatrice que sous cette étreinte passionnée l'œuvre étrangère a subi une métamorphose qui l'a rendue presque méconnaissable à ses propres auteurs et en a fait une véritable inspiration nationale.

Toute la question est de savoir si l'opinion publique voudra en France entreprendre une opération analogue, car si elle le veut elle le peut. On l'en sollicite, on va au-

devant d'elle, on la presse de mettre elle-même la main à l'œuvre, de faire entendre ses conseils et ses réserves. Sans doute, il y a quelque chose d'humiliant pour elle à être devancée par une initiative dont peut-être elle n'attendait pas ce service, et de là probablement sa lenteur à se prononcer. Mais y a-t-il de quoi autoriser ses ennemis à transformer cette attitude nécessairement passive en une accusation d'indifférence ou d'impuissance? Le rôle de l'esprit public ne fut-il pas mille fois plus passif encore en 1815, lorsque les libertés constitutionnelles lui furent en quelque sorte imposées par l'invasion étrangère? Cela signifiait-il qu'il ne fût pas disposé à s'en servir? Qui eût soupçonné à ce moment que sous cette surface muette et immobile se cachait déjà toute armée la jeune et brillante phalange qui fit la restauration en 1830? Quel signe extérieur, quel mouvement, quelle palpitation avaient jusqu'à révélé son existence? Et pourquoi la génération encore ignorée qui arrive en ce moment à l'âge viril, et à qui on n'a pas permis jusqu'ici de dire son mot, ne vous réserverait-elle pas, elle aussi, sinon une surprise si douce du moins un légitime sujet d'espérer?

Ce n'est pas sortir de l'ordre des questions politiques que de discuter cette hypothèse, car, depuis le 24 novembre elle tient la première place dans nos préoccupations, et elle excite un très vif sentiment d'attente et d'anxiété. Le réveil d'opinion qui semble se manifester depuis lors révélera-t-il oui ou non l'existence d'une génération capable de mettre à profit les circonstances décisives que nous traversons? Tel est le problème dans sa redoutable simplicité, et l'on conviendra qu'il nous intéresse d'un peu plus près que les exploits de San-Ka-lin-sin ou les petits mystères de l'emprunt turc. Si elle existe elle se montrera, car jamais rôle n'a été plus nettement marqué que le sien. Dans le doute, il vaut toujours mieux l'affirmer que de

décourager ceux qui comptent sur elle. En cela, au moins, la politique de l'espérance est supérieure à celle du regret. En cas d'erreur, nous en serons quittes pour avoir placé dans l'avenir une illusion que d'autres relèguent dans le passé.

Nous vivons à une époque où il est impossible de rien prédire, même à huit jours d'échéance; et ce n'est pas à sa louange. Tout est improvisé, précipité comme si on se déliait du temps ou si on voulait lui faire violence, et les prédictions sont un ridicule abandonné aux faiseurs d'almanachs. Cependant il est rare que les situations historiques qui portent avec elles un tâche très clairement caractérisée n'enfament pas, en même temps, les hommes destinés à l'accomplir, et on peut dire que jamais mission n'a été plus évidente que celle qui échoit à la génération contemporaine. Toute l'émotion causée par les nouvelles mesures est là; on interroge du regard ces masses profondes encore silencieuses; on épie les signes qui s'y manifestent; on attend le mot du destin. Toutes les mains sont tendues vers ce puissant inconnu; il n'est pas une opinion, pas un parti qui ne prétende faire de lui son héritier. Si cette génération est à la hauteur de sa destinée, elle n'acceptera la succession que sous bénéfice d'inventaire. Si elle veut laisser dans l'histoire une trace de son passage, il faut qu'à l'exemple de ses aînées elle fasse une œuvre qui lui appartienne en propre en écartant sans ingratitude, mais sans superstition, les souvenirs, les préjugés, les formules que le temps a convaincus d'impuissance et auxquels on voudrait l'enchaîner. Si elle se croit faite pour un autre rôle que pour garder des ruines, il faut qu'elle sache trouver, au milieu même de celles qu'on lui a laissées, les éléments d'une construction originale et neuve. Il faut qu'elle fasse cesser la fatalité qui depuis soixante ans condamne nos institutions à venir sans cesse

échouer vers la dictature tout en gravitant vers la liberté. Et puisque les situations vieillissent plus vite que les hommes, c'est à ses devanciers encore debout de lui laisser de bonne grâce le bénéfice d'une loi sans laquelle ils n'auraient eux-mêmes rien été et n'auraient rien fait. Dût-elle échouer dans son ambition, elle aura du moins obéi au premier devoir de l'homme, qui consiste à vivre et à penser par soi-même. Ils ont de quoi se consoler, s'ils ont cherché la vérité. La personnalité de l'homme n'est heureusement pas attachée au sort des œuvres éphémères que sa main ébauche. Si la pensée qui les a inspirées était grande, cela suffit, elle est indestructible.

Ce sentiment de perplexité dont on ne peut se défendre aujourd'hui ne tient pas seulement à l'incertitude où nous sommes sur des questions qui intéressent si gravement notre avenir ; les complications extérieures viennent encore y mêler des inquiétudes d'une autre nature. Nous avons en général peu d'estime pour cette manie toute française de plaindre infiniment des nations souvent beaucoup plus heureuses que nous ne le sommes ; et de vouloir les affranchir quelquefois malgré elles de maux dont nous sommes atteints nous-mêmes à un degré mille fois plus incurable. On a pu y voir tour à tour l'effet d'une prodigieuse fatuité ou d'une tactique dont le but n'est pas difficile à comprendre. Dans ces dernières années en particulier, ces trésors de commisération, que nous sommes toujours prêts à mettre au service de gens qui parfois n'en ont que faire, ont été si largement exploités, qu'il ne nous en est plus resté pour nous apitoyer sur nous-mêmes. Il en est résulté qu'aux yeux des hommes sensés ce beau zèle pour l'affranchissement du genre humain et ce peu de souci de nos propres infirmités n'accusent plus qu'un esprit faible ou un caractère suspect. Ces apôtres, ces chevaliers errants de la fraternité universelle que nous étions tout disposés à

admirer tant qu'ils nous paraissaient sincères, ils nous deviennent odieux aussitôt que nous leur découvrons une arrière-pensée. Si sévère que l'on soit cependant pour ce faux don-quistisme, et, quelque nécessaire que soit la paix à l'avenir de nos libertés, on ne saurait disconvenir qu'il existe un certain nombre de questions extérieures qui sont devenues pour la France des questions personnelles, et au premier rang il faut placer la consolidation de la nationalité italienne. Par le sang qu'elle a donné à l'Italie, par la communauté d'intérêts et de sympathie qui en est résulté, par la solidarité intime qui la lie à ce peuple en face de l'Europe du Nord, la France est engagée d'honneur à ne pas laisser détruire l'œuvre qui a été entreprise avec son encouragement et son appui. C'est là un devoir dont tout le monde a conscience, et il est aujourd'hui si profondément gravé dans l'esprit national que quiconque chercherait à le contester ne ferait que se nuire à soi-même. Quels que soient les regrets et les appréhensions qu'on éprouve à voir se dresser de nouveau cette formidable difficulté, on sent qu'il est impossible à la France de se désintéresser du débat sans perdre en Europe toute influence et toute considération.

Deux obstacles sérieux s'opposent seuls désormais au triomphe définitif de la nationalité italienne. Le plus grave des deux est sans contredit celui dont on parle le moins. Il est comme ces embarras dont on est d'autant plus préoccupé qu'on évite soigneusement d'en prononcer le nom, et qui, grâce à cette convention tacite et merveilleusement observée, ne font aucun bruit jusqu'au jour où ils éclatent comme un coup de foudre. C'est la question du pouvoir temporel. Jusqu'à nouvel ordre, il est convenu qu'elle n'existe pas. On peut en ajourner la discussion, on ne l'évitera pas. Quant à l'autre, elle est en ce moment l'objet des plus vives préoccupations de la presse européenne : c'est

la question de la Vénétie. L'instinct populaire a très vite compris en Italie ce que tous les esprits réfléchis se sont dit après Villafranca, à savoir que l'indépendance italienne ne serait qu'un mot tant que l'Autriche conserverait la Vénétie. Et comme à ses yeux tout ajournement est une trahison, comme des succès éclatants sont encore venus depuis fortifier ses espérances, ses vœux se sont bientôt transformés en un véritable entraînement national auquel, avant qu'il soit longtemps, aucune prudence ne pourra résister. De là une perspective très inquiétante pour les pays qui, comme la France et l'Angleterre, ayant un impérieux besoin de paix pour le développement de leur prospérité intérieure, et voyant à regret se rallumer les ferments d'une guerre générale, ne peuvent cependant fermer les yeux sur la justice évidente des griefs d'un pays dont ils ont tant de fois encouragé les efforts.

Cette situation est éminemment favorable aux empiriques. Il n'est pas de jour qui ne voie proposer un remède ou naître une solution nouvelle. Tantôt on veut que les deux puissances imposent de vive force à l'Autriche l'abandon de la province qui est cause de tant d'alarmes, sans tenir autrement compte des stipulations de Zurich ; tantôt on supplie le cabinet autrichien de s'exécuter de bonne grâce en lui proposant de l'indemniser largement du côté des provinces danubiennes, selon le programme du comte Balbo, et sans prendre garde à la contradiction qu'il y a à invoquer le principe d'indépendance sur les bords du Pô pour le violer sur ceux du Danube ; tantôt enfin, et c'est l'expédient à la mode, on lui fait l'offre de cinq ou six millions comme rançon de la Vénétie.

Il nous serait impossible d'avoir des objections contre un projet inspiré par d'aussi louables intentions, lors même que nous le considérerions comme une chimère. La façon dont on le présente et les sentiments qui s'y mêlent

nous inspirent seuls quelques réserves. On peut le proposer à l'Europe comme le seul moyen d'éviter la guerre, mais c'est une étrange illusion que de se flatter que l'Autriche y verra une transaction à l'amiable. « Acceptez, lui dit-on, et vous dissipez les alarmes de l'Europe, vous lui donnez la sécurité politique à laquelle elle aspire depuis si longtemps, vous répandez ce limon régénérateur dont parlait Turgot lorsque, etc. Nul ne peut calculer l'élan que la disposition instantanée de tant de richesses et leur mise en circulation, le retour de la confiance et la certitude de de l'avenir imprimeront à la production et à la prospérité de toutes les contrées. »

L'auteur voit, dans l'adoption de ce projet, le terme de toutes les difficultés européennes, la reconstitution d'une nouvelle Sainte-Alliance au profit des peuples, le point de départ de la paix universelle, l'ère d'une prospérité illimitée et quelques autres menus avantages par-dessus tout cela.

Il n'est pas difficile de reconnaître à ce langage sous quelle inspiration ce projet est éclos. Il y a là toutes les ardeurs naïves et toutes les illusions d'un prospectus financier ou d'un programme industriel avant la lettre. Les honnêtes commerçants qui l'ont rédigé à Manchester et à Paris veulent bien faire la part du feu puisqu'on ne peut plus l'éviter, mais à condition qu'elle sera faite une fois pour toutes, et qu'au besoin la nouvelle Sainte-Alliance saura prêcher la modération et les grands principes humanitaires aux peuples qui seraient tentés de prendre exemple sur les Italiens. Il est difficile d'imaginer que cette institution ait un autre but dans leur pensée, car ils garantissent à l'Autriche les bénéfices d'une paix d'au moins quarante ans, si elle veut accepter l'opération qu'ils lui proposent.

Telle est là thèse qu'ils s'efforcent de faire adopter aux hommes d'État du cabinet de Vienne. Il serait assurément

fort désirable que ceux-ci pussent se ranger à cet avis, mais il est à craindre qu'ils n'aient là-dessus des idées très différentes. Sans songer à y opposer aucune des chevaleresques fins de non-recevoir qu'on leur a prêtées, il peuvent se dire, non sans raison, que s'ils encourageaient ce genre de négoce, il se trouverait dans l'empire plus d'une province disposée à en profiter, et que l'Autriche pourrait bien avant peu être réduite à l'état de simple inscription hypothécaire. On leur prouve que la possession de ce coin de terre leur crée d'immenses embarras ; c'est ce qu'ils savent mieux que personne. On oublie seulement qu'à leurs yeux ce coin de terre est le gage du retour de la domination germanique en Italie, et quand on leur rappelle qu'ils l'ont souvent perdue, ils peuvent répondre qu'ils l'ont toujours reconquise. A quoi bon se bercer d'espérances chimériques ? Nier une difficulté ce n'est pas la résoudre. La maison d'Autriche pourrait bien renoncer à une province, mais renoncera-t-elle jamais volontairement à ses prétentions séculaires et aux revendications que peut lui offrir l'avenir ?

Ce système politique ne vit d'ailleurs que par un miracle d'équilibre ; en déranger une seule pièce, c'est vouloir que tout s'écroule. Ce n'est pas tout ! Son influence en Allemagne n'est pas moins intéressée dans la question que son économie intérieure. N'entendions-nous pas, il y a quelques mois à peine, une assemblée qui n'était composée ni de margraves, ni de conseillers auliques, ni des porte-glaives du parti de la Croix, mais de la fleur de la démocratie allemande et du libéralisme allemand, déclarer avec solennité que la conservation de la Vénétie était un devoir sacré pour l'Autriche, qu'il y allait de l'intérêt de la Confédération, et qu'ainsi l'exigeait le patriotisme allemand ? Croit-on que de telles manifestations aient été de nature à engager l'Autriche à se déposséder ? Croit-on

qu'il suffira, pour opérer une pareille conversion, de quelques flatteries à l'adresse de son jeune empereur, « de ce cœur fier et loyal, épris de la vraie gloire, » et d'une harangue tendant à lui démontrer que la vraie gloire consiste à vendre la Vénétie !

Il nous en coûte d'ébranler des illusions qui partent d'un sentiment aussi respectable que l'amour de la tranquillité et le désir de « rassurer la production ; » mais la vérité nous fait un devoir de constater que si ce philanthropique projet du rachat de la Vénétie a peu de chance d'être pris en considération par l'Autriche, il est peut-être encore plus froidement accueilli par l'Italie, en sorte qu'il n'est qu'une seule manière d'en préparer sérieusement le succès, c'est de chercher dès aujourd'hui le moyen de l'imposer. Il n'y aurait que de la puérilité à espérer de faire adopter à l'empereur d'Autriche les idées de nos publicistes sur la vraie gloire.

Quant à la répugnance secrète plutôt qu'explicite des Italiens pour cet expédient, il n'est pas impossible de l'expliquer à leur décharge. Leur point de vue est, en ceci, un peu différent de celui des producteurs anglais ou français, et il a droit à quelque indulgence. Ils sont portés à voir dans la délivrance de la Vénétie une question d'honneur national plutôt qu'une transaction industrielle. Il y a dans le cœur d'une nation des préjugés que peut ne pas connaître l'âme d'un capitaliste, mais qu'il peut toujours excuser. On conçoit, en effet, que ce mot de rachat sonne mal à l'oreille d'un Italien. Quel que soit celui que vous employiez, il vous sera difficile de lui déguiser ce que cette transaction a d'humiliant pour lui. Par le mot de rachat, vous reconnaissez un droit de propriété ; par celui de rançon, vous reconnaissez un droit d'esclavage. Il ne peut accepter ni l'un ni l'autre. Le peuple vénitien tient son droit de lui-même, de son passé, de dix siècles d'une histoire glorieuse.

Si la France, si l'Europe souffrent du malaise créé par une situation anormale, elles n'ont pas le droit d'oublier que cette situation a été faite par elles. Elles expient l'iniquité de Campo-Formio, et c'est à elles de la réparer.

Il y a là une susceptibilité qui nous paraît au moins aussi respectable que les alarmes de nos capitaux. On persuadera difficilement à l'Italie que le compte qui lui reste à débattre avec les prétentions germaniques puisse être complètement réglé par un appoint en argent. Émanée de son initiative, une telle proposition serait médiocrement rassurante pour l'avenir. L'histoire est là pour montrer qu'il n'est pas bon pour une nation de conquérir trop facilement son indépendance. Elle n'y tient généralement qu'en proportion des sacrifices dont elle l'a payée ; elle ne la conserve qu'en raison du prix qu'elle y attache, et ses voisins ne sont disposés à la respecter qu'après de mémorables leçons. Ce souvenir sera toujours la plus sûre garantie qu'une nation puisse invoquer, et ceci sera surtout vrai de l'Italie en face des revendications allemandes. A quoi lui servira-t-il, en effet, d'invoquer le droit lorsque le libéralisme allemand lui-même ne lui répondra que par le mot intérêt, c'est-à-dire par la force ? Il faut qu'elle ait des arguments un peu moins métaphysiques à opposer à ce peuple, qu'on accuse cependant d'être trop spéculatif.

Son droit est surabondamment démontré. Malgré tout ce qu'on a dit de l'incompatibilité des éléments dont se compose la nationalité italienne, quelle est celle en Europe qui puisse se dire aussi compacte et aussi homogène ? L'Angleterre a l'Irlande, la Russie et la Prusse ont chacune un lambeau de la Pologne, le Danemark a le Schleswig-Holstein ; la France elle-même a des provinces qui ont à peine appris à balbutier sa langue. Quant à l'Autriche, elle n'a jamais existé comme nation. L'Italie est peut-

être de tous les peuples celui qui possède, dans la plus heureuse proportion, et l'homogénéité nécessaire pour arriver à l'unité politique, et les contrastes de tempérament qui épargnent aux nations la triste épreuve de la centralisation administrative. Si elle n'a pas réalisé plutôt le but que ces conditions lui assignent, la faute en est aux vicissitudes exceptionnelles d'une destinée unique dans l'histoire et dont l'éclat lui a trop longtemps caché le néant. Pendant des siècles elle s'est obstinée à payer de son indépendance la gloire de donner au monde ses deux *luminaires*, pour emprunter au moyen âge le nom qu'il donnait au double pouvoir pontifical et impérial. Mais aujourd'hui que ce pacte est rompu et qu'elle aspire à remplacer par des liens plus réels une ambition depuis longtemps illusoire, aujourd'hui que la dualité guelfe et gibeline n'existe plus dans son sein que sous la forme du malentendu passager qui divise partout le libéralisme et la démocratie, il est de son devoir de rappeler les avantages qui feront toujours d'elle une nation privilégiée, et surtout d'invoquer les titres qui lui donnent le droit d'être libre.

Ces titres, la Vénétie peut les revendiquer plus justement qu'aucune autre province de la Péninsule. Grâce à l'histoire, les peuples ont une personnalité comme les individus ; ils, ont un patrimoine plus ou moins riche d'honneur et de vertu, et si tous ont un droit égal à la liberté, tous n'ont pas su également la mériter. A ce point de vue il y a une si criante iniquité dans la dure condition qui est faite actuellement au peuple vénitien comparée à celle dont il est réellement digne par ses rares qualités, qu'un tel état de choses serait, s'il devait se prolonger, une véritable honte pour la civilisation européenne. Ce n'est pas en nous reportant aux grandes époques de la république de Venise que nous avons été le plus frappé de

ce douloureux contraste, c'est en relisant son histoire d'hier, les actes de sa trop courte émancipation de 1848. Qu'on parcoure les deux volumes de documents qui viennent d'être publiés par les soins pieux d'une amie de Manin¹ et qu'on dise si en aucun temps peuple a mieux mérité d'être libre. Jamais histoire ne fut plus simple et pourtant plus éloquente. Pas de récit, pas d'ornements, aucune artifice, aucun effort pour surprendre votre sympathie ; il n'y a là que des pièces officielles et des procès-verbaux reliés de loin en loin par quelques notes lucides et pénétrantes. Et à mesure que vous entrez dans les faits, que vous reconstruisez l'action de ce drame qui se raconte lui-même, que vous écoutez les confidences intimes de ceux qui en furent les acteurs, de celui qui en fut l'âme, l'intérêt vous saisit peu à peu. Tant de simplicité, de courage, de bon sens et de modération, tant de modestie et de vraie grandeur produisent une émotion mêlée d'étonnement quand on songe aux prétentieuses tragi-comédies dont l'Europe était alors le théâtre ; et lorsqu'on assiste à la catastrophe qui vient de récompenser de si nobles efforts on reste frappé d'un profond sentiment de tristesse et d'admiration.

Il faut le dire bien haut, de tels souvenirs ne périssent pas. Ils demeurent comme un gage d'affranchissement. Ils sont un appel éternel adressé à tous les cœurs généreux ; ils sont une protestation toujours renaissante contre un sort inique et des calamités imméritées. Ils forment un héritage de patriotisme et de juste orgueil qui vivra encore dans l'âme du dernier des Vénitiens. Le peuple qui a donné de tels exemples ne peut pas être opprimé impunément ; tôt ou tard la conscience humaine prendra parti pour lui. En ce sens, on peut dire que les Vénitiens devront en bonne partie leur liberté au grand citoyen qu'ils

1. *Documents et pièces authentiques laissés par Daniel Manin et publiés par madame Planat de la Faye ; chez Furne.*

ont perdu, car le souvenir de l'administration de Manin est encore l'argument qui plaide avec le plus d'éloquence en faveur de leur affranchissement. Une mémoire illustre est aussi une rançon. Du fond de son tombeau, il y aura contribué de plus d'une manière, car les hommes éminents qui dirigent aujourd'hui le mouvement italien ne sont pour la plupart que les exécuteurs testamentaires de ce grand patriote — de ce bourgeois, comme disent quelques-uns. Oui, de ce bourgeois qui avait un cœur de héros et un génie d'homme d'État !

L'idée de la cession de la Vénétie moyennant indemnité a fait son chemin avec la rapidité et la bonne fortune d'une pensée de paix au milieu d'une société qui en est altérée. On ne discute déjà plus que les suites possibles d'un refus persistant de l'Autriche d'obtempérer aux désirs de la France et de l'Angleterre. Cependant, vu la tournure que prennent les affaires de l'empire, il n'est nullement certain que la question soit introduite par voie diplomatique. Le gouvernement autrichien en est aux capitulations, triste extrémité lorsque ces concessions sont forcées et qu'elles ne satisfont personne.

Dans un tel état de choses, il n'y a rien d'impossible à ce que la question vénitienne soit tranchée en Hongrie. Les embarras du cabinet de Vienne sont tels qu'on ne peut prévoir pour lui que des échecs. Ses bonnes intentions elle-mêmes, s'il en a, tourneront contre lui, non seulement parce qu'elles sont, à bon droit, suspectes, mais parce que les améliorations le plus incontestables, introduites dans un système politique aussi vermoulu et conçu avec des vues si différentes, n'y sont qu'une cause de ruine et de perturbation. Les hésitations, les repentirs, les demi-mesures qui se manifestent dans sa conduite, depuis l'octroi du diplôme impérial, attestent de sa part un grand désarroi d'idées et de volonté. Déjà on annonce un plan

de réforme entièrement nouveau, tant celui du mois d'octobre a été vite usé, et le ministre qui l'apporte, M. de Schmerling, est célébré d'avance comme le sauveur de la monarchie. Nous attendons pour le juger d'autres renseignements que des allégations sans authenticité.

Le public a appris avec satisfaction l'heureuse issue de la guerre de Chine. Nos soldats s'apprêtent à repartir, après avoir obtenu toutes les réparations désirables. De tous ces résultats le plus important, c'est que la Chine est ouverte. On pourra désormais observer sur le vif et à loisir le mécanisme de cette étrange civilisation. Qui sait si elle ne nous apprendra rien sur les questions qui nous intéressent nous-mêmes ? La Chine n'est peut-être pas si chinoise qu'on pense. Il est à espérer que quelques-uns de nos fougueux partisans de la centralisation voudront profiter de l'occasion pour aller étudier dans le pays où elle a le mieux prospéré, et les perfectionnements qu'elle est susceptible de recevoir, et ses bienfaits, et sa précieuse influence sur les vertus civiques et sur le courage militaire. La Chine est sans comparaison le pays le mieux centralisé de la terre. Aussi ne s'agit-il pour qui veut la conquérir que de mettre la main sur son centre, et c'est ce que les alliés ont fait. Pékin une fois pris, trois cents millions de Chinois se sont trouvés pris du même coup de filet. C'est ce qu'on peut appeler une conquête par voie administrative. Les révolutions de Pékin ont toujours décidé du destin du reste de l'empire. C'est en Chine qu'on a dit pour la première fois qu'une capitale est le « cœur et le cerveau » de tout l'État. Voilà ce qui, en cette occasion, a dispensé les provinces de l'incommode obligation de penser et d'agir. Heureux Chinois !

Il ne s'est produit aucune modification notable dans la crise des États-Unis, mais la situation est meilleure par cela seul qu'elle ne s'est point aggravée.

de l'expédient proposé par M. Buchanan. Ils sont sûrs d'avance que leurs adversaires ne réuniront pas une majorité suffisante pour faire triompher constitutionnellement leur opinion. Il est donc assez vraisemblable qu'il ne sortira de là qu'un essai de conciliation qui ne satisfera personne. Mais cette tentative n'en aura pas moins porté à l'esclavage des coups irréparables en donnant un retentissement nouveau à toutes les réprobations qu'il soulève, et ses partisans se repentiront trop tard de l'avoir provoquée. Ils ne savent pas à quel point toute parole leur est funeste. N'ont-ils donc jamais entendu dire que c'est le verbe qui affranchit ? Il n'est qu'un seul compagnon dont puisse s'accommoder impunément la servitude, c'est le silence, frère de la mort.

10 janvier 1861.

Il se passe une chose assez digne d'attention. Si l'on a la curiosité de compulser les journaux de la quinzaine qui vient de finir, on n'y trouvera, en fait de nouvelles intérieures, qu'un seul événement notable ; il est vrai qu'il est bien fait pour nous toucher ; c'est la découverte qui, pendant quelques jours, a servi de thème à une partie de la presse française, à savoir : « que nous avons repris notre place au premier rang des nations. » C'est beaucoup assurément d'avoir à noter un fait aussi capital, et pourtant il nous semble que ce n'est pas assez. Du reste, loin de nous la pensée d'élever le moindre doute là-dessus ! La chose ne peut-être que vraie. Elle est même assez probable. Le *Times*¹ en personne nous en a donné sa parole d'honneur

1. Le 1^{er} janvier 1861, lord Cowley ayant offert les vœux du corps diplomatique à l'empereur, celui-ci y répondit par une allocution qui inspira l'article du journal anglais auquel M. Lanfrey fait allusion.

dans un accès de vertueuse franchise. Bien qu'à nos yeux ce soit là, comme on dit, de ces choses qu'on ne se raconte pas à soi-même, nous tiendrions volontiers pour un mauvais citoyen quiconque chercherait à ébranler une conviction aussi patriotique. Cependant on éprouve quelque embarras à n'avoir que ce seul fait à enregistrer. Il y a là un dénuement qui infirme son authenticité. Nous sentons la nécessité d'expliquer pourquoi — étant grands comme nous le sommes incontestablement — notre histoire intérieure paraît si lilliputienne, si vide, si dépourvue de cette action puissante, de cet intérêt soutenu, de ces luttes mêmes qui constituent la vie publique et sont en quelque sorte le pain quotidien des grandes nations. Comment se fait-il (je ne propose ici qu'une simple difficulté), que notre activité et nos passions politiques soient concentrées si exclusivement sur des questions extérieures et trouvent de quoi se satisfaire dans le spectacle de ce que font les autres ? D'où vient que le sort de nos voisins nous occupe infiniment plus que le soin de nos propres destinées ? D'où vient que l'opinion est muette et a déserté les grandes polémiques, que les avances du pouvoir ne tombent que sur un public inerte et endormi ? Serions-nous donc réduits à convenir que nous ne possédons pas des proportions aussi grandioses que cela peut paraître au premier abord, et que le *Times* a voulu nous faire un compliment de bonne année ? Ou bien, érigeant notre infirmité en théorie, sou tiendrions-nous que l'influence à l'étranger ne s'obtient qu'au prix du silence et de l'immobilité à l'intérieur ? Ce serait, dans ce cas, la payer bien cher. On pourrait d'ailleurs nous montrer des peuples qui suffisent à cette double ambition et savent être à la fois libres au dedans, puissants au dehors. L'influence qui s'attache au premier rang ne consiste pas uniquement dans la crainte qu'inspire le gouvernement. Elle tient aussi à l'estime qu'inspire la nation.

Cela est si vrai, que le moment où la France a exercé le plus d'influence réelle sur l'Europe est une époque où son gouvernement en était la risée, mais où, en revanche, elle pouvait lui montrer des hommes tels que Montesquieu, Voltaire et Turgot.

Au reste, cette attitude neutre et passive du public n'est pas un fait qu'on ne puisse observer qu'en France. Il existe dans plusieurs autres pays, où cette surface immobile recouvre des situations bien autrement graves. L'Europe entière est dans l'attente, et l'on dirait qu'elle n'ose faire un mouvement, de peur de précipiter des événements qu'elle serait impuissante à dominer. Elle se souvient de l'expérience de l'année 1848, de la confiance illimitée qui en salua l'aurore, des désastres qui en marquèrent le déclin. Ces épreuves ont changé le tempérament des nations. La défiance et la circonspection ont pour longtemps banni l'enthousiasme. C'est à cette cause qu'il faut attribuer le caractère uniforme que prend dans le monde entier la grande transformation dont les éléments s'agitent déjà sourdement. Elle est subie plutôt que favorisée, et l'abstention volontaire des peuples et des individus y fait mieux éclater l'action de la force des choses. Elle se présente presque partout sous l'aspect d'une crise financière, en attendant que sa vraie physionomie se dégage. De la Turquie aux États-Unis, c'est comme une immense liquidation qui prélude à des règlements de compte plus sérieux. L'organisme politique, qui s'était imposé à l'Europe à la faveur d'une réaction irréfléchie, n'a à lutter nulle part contre une hostilité agressive et déclarée; il tombe de lui-même devant un public qui le regarde mourir avec une apparente indifférence. Il est atteint de ce mal secret auquel les hommes ne connaissent point de remède et qui est l'impuissance d'exister. Ainsi, pour citer des exemples, a pris fin le règne des Bourbons de Naples; ainsi se dissout

l'absolutisme autrichien par le seul fait d'un vice intérieur. Il propose lui-même sa propre réforme ; il ne demande qu'à s'amender, à faire pénitence ; il adjure cette opinion dont il a tant de fois méconnu les droits et méprisé les avertissements d'oublier le passé et de lui venir en aide ; elle se tient à l'écart dans une réserve mille fois plus menaçante que ses colères d'autrefois, et ne lui refuse qu'une chose, sa coopération, qui seule pourrait le sauver. Et le gouffre creusé par des déficits de tout genre va toujours s'élargissant. Ceux qui seraient tentés de méconnaître la portée de ces symptômes aujourd'hui si multipliés, en raison de ce qu'ils ont de passif et d'indécis, ne doivent pas oublier qu'ils ont, toute proportion gardée, une ressemblance frappante avec ceux qui annoncèrent la rénovation de 1789. Alors, comme à présent, ce furent dans toute l'Europe les gouvernements qui prirent l'initiative des réformes, et ce fut une crise financière qui leur en démontra l'urgence.

Ce genre de malaise, dont tous les peuples souffrent plus ou moins en ce moment, n'est pas sans offrir quelques compensations aux malheurs privés, toujours si regrettables, qu'il entraîne à sa suite. Il va faire disparaître tout un système de fausse industrie et de fausse spéculation, d'agiotage et d'enrichissement sans travail qui a exercé une influence désastreuse sur les caractères et les mœurs publiques. Il y a, dans les douleurs mêmes par lesquelles les nations expient ces apothéoses de la cupidité, quelque chose qui les purifie et les relève moralement. Il n'est pas mauvais qu'elles soient punies par où elles ont péché et reconnaissent le mensonge de ceux qui leur promettaient un eldorado en échange de leur abdication politique. Il faut que les intérêts souffrent, puisque cette leçon seule peut décider les intérêts à se prononcer, et qu'eux seuls aujourd'hui parlent au cœur des hommes. Et c'est à la liberté

qu'ils viendront redemander la sécurité dont ils ont besoin, puisque la protection à laquelle ils ont confié leur salut n'a su presque partout leur assurer qu'une prospérité factice et passagère. L'effroi que la liberté inspire aux affaires est un fait contre nature qui n'a jamais été que le résultat d'un malentendu.

Le peuple italien est redevable à sa révolution de l'avantage de rester étranger à ces tristes préoccupations. Quand on combat pour l'indépendance, les questions d'intérêt sont bien vite simplifiées. Chacun sent si bien cela que, toutes les fois qu'on cherche à résoudre les difficultés que l'Italie rencontre dans l'accomplissement de sa tâche, c'est à la forme d'un grand sacrifice pécuniaire qu'on s'efforce de les ramener. Malheureusement cette réduction, jusqu'à un certain point facile en ce qui concerne la Vénétie, paraît moins applicable à d'autres obstacles plus sérieux, et parmi ceux-là il en est cependant un qu'on a annoncé à plusieurs reprises comme définitivement supprimé à l'aide d'une simple indemnité. — C'est la résistance de Gaëte, fait insignifiant en lui-même, mais qui emprunte aux circonstances exceptionnelles qui prolongent sa durée une importance tout à fait inattendue et une signification alarmante pour les amis de l'Italie. On a été presque unanime en France à respecter le malheur de François II et la résolution honorable, quoique tardive, dont il a fait preuve, depuis son départ de Naples. On a vu dans l'intervention de notre flotte une pensée d'humanité, une sauvegarde accordée à l'infortune. Personne, jusqu'ici, ne l'avait envisagée comme un *veto* signifié par la France à l'unité italienne. Tel est pourtant le sens que commence à lui donner une partie du public, en présence du séjour prolongé de nos vaisseaux devant Gaëte, et il invoque des raisons assez spécieuses à l'appui de son affirmation. Cette sauvegarde n'équivaut-elle pas, en effet, à une protection déclarée,

puisqu'elle seule prolonge la résistance de la place assiégée, puisqu'on persiste à l'offrir, lorsque celui qui en est l'objet refuse d'en profiter, puisqu'il l'exploite contre nos alliés, puisqu'on la maintient malgré les supplications de l'Italie, malgré les vœux de l'Angleterre, malgré les embarras sans nombre qu'elle crée à la cause italienne dans ce royaume de Naples où il y a déjà de si dangereux éléments d'agitation. Si on invoque un devoir de générosité, comment oublier que ce n'est pas aux dépens de nos amis que nous avons à le remplir ? Si on atteste la parole donnée, comment oublier que ce refus persistant de profiter de nos offres nous délie de tout engagement ? Si enfin on allègue l'éventualité d'une occupation russe, comment ignorer que la Russie est impuissante lorsque la France et l'Angleterre veulent être d'accord ?

Dans le cas au contraire, où nous devrions voir là, ainsi qu'on commence à l'affirmer, une protestation en faveur de la forme fédérative en Italie, l'état de la question s'en trouverait étrangement modifié. Il serait convenable, d'abord, de ne plus prononcer le nom de générosité par respect pour le sentiment que ce nom représente. Il faudrait convenir ensuite qu'une telle protestation forme un singulier contraste avec tant de déclarations solennelles au sujet du principe de non-intervention, et dans un pays où il n'est presque personne qui n'ait été plus ou moins complice de Garibaldi. Si le cabinet français croyait avoir le droit de s'opposer pour son propre compte à l'unification de l'Italie, les occasions ne lui ont certes pas manqué depuis deux ans pour signifier cette opposition. Il a pensé qu'il n'avait que celui de faire entendre des conseils, il en a usé plus d'une fois, il a toujours été écouté avec déférence, et l'on voudrait qu'il choisît le moment même où, grâce à son concours, les patriotes italiens ont réussi à mener à bonne fin leur entreprise, pour venir leur enjoindre de défaire

leur ouvrage et de le recommencer sur un nouveau plan !

Nous pensons que ces bruits dénaturent absolument ses intentions. Cependant si l'on écarte ces suppositions, il devient de plus en plus difficile de pénétrer le sens de sa politique au sujet de Gaëte. Il y a là une énigme dont le mystère affecte péniblement l'esprit public, et puisqu'on a annoncé si hautement l'intention de le consulter désormais, on ferait bien de dissiper toute obscurité à cet égard. Il est superflu de motiver les craintes que lui inspireraient de telles interprétations, s'il venait à les croire fondées. Qu'est-ce, en effet, que la forme fédérative en Italie à l'heure qu'il est ? C'est un nouveau roi à Naples, mais lequel ? François II ? On ne peut pas y penser. Eh bien ! cette seule élimination au profit d'un candidat bien connu, ce serait la défiance de l'Europe justifiée, l'alliance anglaise rompue, la guerre générale imminente, l'Italie à jamais hostile et impuissante à se protéger elle-même. Quoi ! ce seraient là les calculs qui auraient inspiré cet acte de générosité dont on a fait tant de bruit ! Jusqu'à preuve contraire nous refuserons de le croire.

En vérité, lorsqu'on songe aux intimations et aux mises en demeure si contradictoires qui ont été adressées aux Italiens de la part des diverses opinions qui se partagent la France, on s'étonne que les sympathies qui unissent les deux pays aient pu résister à tant de causes de refroidissement, et on comprend que l'Italie soit parfois tentée de pencher du côté de l'Angleterre. Quelle tâche inimaginable et impossible si elle essayait seulement de satisfaire à quelques-uns des ultimatum qui lui sont si hardiment signifiés au nom de la France ! Somme de ne pas donner de démenti à l'infailibilité de nos hommes d'État,

qui ont soutenu pendant vingt ans que l'Italie n'était mûre ni pour la liberté, ni pour l'indépendance. — Sommation de respecter la quote-part de propriété que nombre de nos catholiques s'arrogent sur les Romagnes. — Sommation d'adopter la forme fédérative. — Sommation de se prononcer pour la forme unitaire. — Sommation d'instituer une grande monarchie. — Sommation de proclamer la République. Tout cela dans le plus bref délai, car la besogne ne nous coûte guère lorsque nous agissons pour le compte d'autrui. — Nous accusera-t-on d'exagérer? N'est-ce pas de chez nous que partait récemment cette superbe injonction adressée au général Garibaldi: « A lui de décider s'il veut être un Lafayette ou un Washington. Jusque-là silence dans les rangs! »

Pauvre héros, jouet des faiseurs d'antithèses! après avoir été l'espoir des politiques de l'avenir, le voilà mis en demeure de précipiter son pays dans les aventures d'une révolution démocratique et sociale sous la menace de deux cent mille hommes de l'Autriche, malgré la France, malgré l'Angleterre, malgré l'Italie qui aurait peut-être bien le droit d'être un peu consultée en ceci, le tout pour la gloire de fournir une comparaison sonnante ou une rime riche à nos hommes d'imagination! Comme si Washington aurait fait ou seulement tenté en Italie ce qu'il a pu réaliser aux États-Unis; comme s'il y avait quelque rapport entre les populations puritaines qui ont fondé l'Union, et le peuple amolli, fantasque et raffiné du royaume de Naples; comme s'il existait un seul point de comparaison entre des situations si prodigieusement dissimilaires par les circonstances de temps, de lieux, de mœurs; par l'opposition du génie des peuples et de leurs traditions historiques, par la nature des obstacles qu'ils ont à combattre, par le but qu'ils ont à poursuivre! Il faudrait pousser bien loin l'amour du parallèle pour exiger de Garibaldi qu'il

courût les risques d'un pastiche aussi extravagant sur la foi des beaux diseurs qui sont d'avis que cela ferait bien dans une amplification de rhétorique. Pour nous, malgré la consigne du « silence dans les rangs, » nous dirons hautement qu'en résistant aux sollicitations de ses amis et en se démettant de la dictature comme il s'y était engagé, il a donné une preuve de bon sens et de fermeté aussi glorieuse et peut-être plus difficile pour lui que tous les exploits de sa dernière campagne. Que resterait-il aujourd'hui de la cause italienne s'il avait proclamé la république à Naples il y a quatre mois, comme on lui reproche de ne l'avoir pas fait? Une épitaphe et quelques tombeaux de plus au pied des murs de Rome. Mais en revanche quel beau sujet de tragédie pour nos dramaturges! On oublie trop qu'indépendamment de toute considération politique il y avait là pour Garibaldi une question d'honneur et de loyauté. L'Italie méridionale s'était donnée à lui, mais seulement sous condition. Ce qu'elle avait acclamé en lui, en même temps que son héroïsme, c'était une promesse très nettement définie, l'unité italienne sous un roi constitutionnel. L'ayant conquise au nom de Victor-Emmanuel, convenait-il à un caractère comme le sien d'effacer ce nom de son drapeau aussitôt le résultat obtenu, pour lui en substituer furtivement un autre?

C'eût été là, il faut l'avouer, un singulier début pour un nouveau Washington. La présomptueuse assurance avec laquelle nos tribuns dictent à l'Italie leurs conditions *sine quâ non* paraît d'autant plus outrecuidante, que les chefs de la démocratie italienne donnent en ce moment un exemple d'abnégation et de sens politique qu'on ne saurait trop encourager. Comprenant enfin la nécessité de réunir à tout prix les forces de la patrie en un seul faisceau, M. Mazzini et ses amis ont déclaré à plusieurs reprises être prêts à soutenir le roi Victor-Emmanuel tant qu'il se

montrera animé de l'ambition de compléter l'affranchissement national. Tel est le sens du nouveau manifeste que vient de publier en Italie le parti de l'action. Il faut féliciter les hommes qui le dirigent d'avoir su voir que la politique de la conspiration et de l'agitation clandestine avait fait son temps avec les gouvernements absolus de la Péninsule. En se transformant ainsi en une opinion légale disposée à agir au grand jour, à dire tout haut ses moyens et son but, à faire prévaloir son influence sur le gouvernement à l'aide de la libre discussion, leur parti cesse d'être un embarras pour devenir une des manifestations légitimes et nécessaires de la pensée nationale. Au lieu d'ajourner ses espérances à l'époque toujours si incertaine d'un triomphe absolu, irrésistible, éphémère comme sont toujours les dictatures, il peut faire ses conditions et les voir se réaliser une à une sous le contrôle éclairé de la nation. Au lieu de pratiquer, en un mot, la stérile et désastreuse politique du « tout ou rien » comme ont fait si longtemps les partis en France et dans les Républiques de l'Amérique espagnole, il ne tiendrait qu'à lui d'adopter celle qui comprend la nécessité des sacrifices et des concessions mutuelles, qui laisse à chaque opinion sa place au soleil et assure sa participation au pouvoir, non par des surprises et des coups de main périodiques, mais par le jeu permanent et régulier des institutions, ainsi que cela se pratique aux États-Unis et en Angleterre.

Ce changement si désirable, la démocratie peut s'y prêter en Italie avec plus de facilité qu'en aucun autre pays, grâce à des circonstances tout exceptionnelles. L'échéance prochaine et terrible qui pèse sur l'avenir de la nation lui fournit tout naturellement l'occasion et le prétexte d'une grande réconciliation au nom du salut commun, œuvre toujours si délicate en temps ordinaire, en raison des aliments qu'elle offre à la susceptibilité des partis.

L'Italie a en outre sur nous cet inappréciable avantage que la démocratie y tient à des sentiments plutôt qu'à des intérêts, et que les haines entre classes y sont à peu près ignorées. Elle a connu aussi bien que nous ces misérables contestations entre l'avarice et la convoitise, qui ont toujours annoncé et préparé la servitude; elle a eu comme nous ses querelles « du peuple gras et du peuple maigre; » mais elles les a en quelque sorte épuisées à des époques déjà reculées, et un des meilleurs arguments qu'on puisse invoquer en faveur de sa régénération prochaine, c'est qu'il n'en reste pas trace dans ses divisions actuelles. Le sentiment démocratique s'y inspire de souvenirs classiques et y répond plutôt à un besoin d'imagination qu'à des appétits en quête d'une nouvelle organisation de la cuisine sociale. Elle poursuit un autre rêve que celui du bien-être matériel, et peut-être devra-t-elle à ses malheurs d'avoir été préservée d'une contagion qui a si profondément corrompu la civilisation européenne en détournant les peuples de la liberté pour les vouer au culte de l'intérêt. La démocratie italienne n'a pas à se reprocher d'avoir trop sacrifié à cette idole, mais elle a eu des torts qui lui ont été funestes. Elle a suivi à son insu la plupart des errements de l'ancien parti guelfe, dont elle est bien loin, cependant, d'accepter les traditions. Elle a montré le même esprit d'exclusivisme et de jalouse défiance, la même inintelligence des conditions de la liberté, le même faible pour les coups d'État de la dictature populaire, le même mépris pour les garanties légales, le même goût pour les mises en scène théâtrales et les formules mystiques. C'est ainsi qu'elle aspire à voir tomber la suprématie pontificale et qu'elle nourrit le secret espoir de la faire revivre sous une forme nouvelle. Elle est restée, en général, étrangère au mouvement intellectuel qui a inspiré les institutions de la politique moderne. Par tous ces motifs elle ne peut que

gagner infiniment en expérience, en lumières, en autorité, à adopter l'œuvre du parti constitutionnel, sauf à la transformer plus tard selon les opportunités qui se présenteront, à faire un pacte avec des hommes qui ont montré à un si rare degré l'intelligence des conditions politiques où se trouve placé leur pays et l'habileté nécessaire pour vaincre les difficultés que leur opposait la mauvaise volonté des cabinets européens. Si injuste qu'on soit d'ordinaire pour des adversaires politiques, comment pourrait-elle méconnaître aujourd'hui, sans manquer de patriotisme, les services rendus par M. de Cavour ? Si les Italiens les oubliaient jamais, les étrangers eux-mêmes leur feraient honte de leur peu de mémoire. Cette réflexion nous est inspirée par la sensation que la nouvelle de sa maladie a produite partout. Le comte de Cavour est aujourd'hui le seul homme d'État dont la mort puisse paraître un malheur public à toute l'Europe.

L'annexion des Romagnes et de Naples est passée maintenant à l'état de fait légal et officiel. Les efforts des ennemis de l'unité italienne n'ont plus d'autre but en ce moment que de créer une sorte d'antagonisme entre le nord et le midi de l'Italie en envenimant les malentendus qui les séparent. Cette tactique n'est pas nouvelle, car elle a toujours été un des objets les plus constants de la politique pontificale. Le royaume de Naples, création des papes, n'est pas autre chose que l'expression historique d'une nécessité qui était pour eux une condition d'existence. Jamais ils n'ont voulu permettre, à aucun prix, sa réunion à la haute Italie sous un seul sceptre. La fin tragique de la maison de Souabe, et une foule de catastrophes du même genre, leur servirent à graver profondément dans l'imagination des peuples une ligne de frontières qui n'existait pas dans la nature. Mais ce qui prouve combien cette disposition était arbitraire et factice, loin

d'être fondée sur aucune incompatibilité réelle de caractère entre les peuples du nord et ceux du midi de la Péninsule, c'est que les tentatives si fréquentes et si curieuses de la nation italienne pour s'élever à l'unité prirent naissance dans le royaume de Naples presque aussi souvent que dans la haute Italie, et eurent parfois pour instruments des hommes qui devaient tout au Saint-Siège, comme Charles d'Anjou.

Les hommes qui inspirent aujourd'hui la politique romaine ne peuvent pas ignorer l'importance de ces traditions ; mais en ne consultant que leurs actes publics on se persuaderait aisément qu'elles leur sont inconnues, tant ils montrent peu d'habileté à tirer parti des ressources de leur propre cause. Le dernier manifeste de la cour de Rome est, à ce point de vue, d'une faiblesse qui dénote un trouble et un désarroi inexplicables, et dont des ennemis déclarés n'auraient pas le courage de se réjouir, parce qu'il y a quelque chose d'humiliant dans la nature humaine à surprendre dans une telle défaillance les chefs spirituels de tant de nations. Où sont les Grégoire ? où sont les Innocent ? Que dirait Hildebrand s'il pouvait lire ce pâle et timide plaidoyer où le souverain pontife, au lieu d'aller droit à ses véritables adversaires en les nommant par leurs noms, fait tomber toutes ses foudres sur un grand-duc de Bade parce qu'il croit n'avoir rien à craindre de lui, fait le compte des revenus dont on le prive, au lieu d'invoquer les grands intérêts de la Société catholique, et argumente gravement contre un obscur et insignifiant factum que personne n'a pris au sérieux ? Les détresses extrêmes du Saint-Siège ont toujours été d'ordinaire les instants où il s'est montré le plus redoutable à ses ennemis, parce qu'il regagnait au centuple en autorité morale ce qu'il avait perdu en puissance matérielle, et qu'il se rappelait de loin en loin, sous les austères inspirations du malheur, ce

que peut sur l'esprit des peuples le spectacle d'une grande âme aux prises avec la force. On ne voit pas aujourd'hui qu'il ait gardé le souvenir de ces glorieux exemples, et ce n'est pas d'un bon augure pour l'avenir du pouvoir temporel. Le moment le plus critique pour une institution n'est pas celui où tout le monde l'abandonne ; c'est celui où elle s'abandonne elle-même.

Jamais circonstances ne furent cependant plus décisives pour la cour de Rome, et n'exigèrent plus impérieusement une grande résolution. Déjà le premier parlement italien, qui porte avec lui les destinées nouvelles de l'Italie, est convoqué, expression vivante de cette unité que les papes ont tant poursuivie, détestée et maudite. Qui saurait dire ce que pourra cette assemblée, si elle montre un courage et un génie à la hauteur de sa mission ? Où est aujourd'hui le prestige, où est la force morale capable d'entrer en lutte contre un tel ascendant ? Est-ce avec la popularité du sacré collège qu'on se flatte de lui faire contrepoids ? ou bien espère-t-on le combattre avec plus d'efficacité en se jetant sans retour dans les bras de l'Autriche ? Ce serait là une triste ressource. Il ne serait pas impossible d'ailleurs que cet espoir se trouvât déçu avant tout commencement d'exécution, et que l'Autriche repoussât la main qu'on lui tendrait. Cette patrie de l'absolutisme administratif n'est-elle pas, en effet, en train de subir elle-même la contagion des idées libérales et de répudier toute solidarité avec ses anciens alliés de Rome ? L'existence du concordat qu'elle a accordé à leurs sollicitations, il y a quelques années, peut-elle être considérée comme compatible avec les principes de l'ordre de choses que vient d'inaugurer le programme tant attendu de M. de Schmerling ?

Il est vrai que ce programme si libéral n'existe encore qu'à l'état théorique, et qu'entre la théorie et la pratique il y a place pour bien des mensonges et bien des déceptions.

On a été, par exemple, assez généralement surpris — dans un temps où l'on s'étonne si difficilement — de voir que les deux premiers commentaires en action donnés à ces déductions philanthropiques aient été la demande en extradition du comte Téliki et le cours forcé des billets de la banque autrichienne en Vénétie. La virginité du programme de M. Schmerling en a été quelque peu endommagée dans l'estime des âmes simples. Il se pourrait donc bien que le cabinet de Vienne conservât la secrète espérance de sauver le concordat, et que ses belles déclarations sur « l'exercice libre de la religion, réglé par l'équité et le véritable amour du prochain, » n'aient eu d'autre but dans sa pensée que de contenter le goût de l'esprit allemand pour les abstractions. Mais le cri de l'opinion publique, qui l'a déjà forcé de revenir sur l'arrestation du patriote hongrois, saura peut-être le contraindre à prendre au sérieux ses engagements. Il a dû reconnaître lui-même que c'était là un début un peu brutal pour une politique aussi éthérée.

Le programme de M. de Schmerling, qui renouvelle à chaque ligne l'assurance de son désir d'être très clair, et qui pourrait aisément passer par plusieurs exégèses, à la mode germanique, sans devenir plus intelligible, grâce au soin remarquable avec lequel il évite le côté pratique des questions, semble être avant tout une satisfaction philosophique qu'aurait voulu se donner son auteur, afin de dégager d'avance autant qu'il est en lui sa responsabilité des contradictions de fait qui lui seront imposées. On pourra peut-être lui reprocher ses inconséquences, mais on ne pourra pas du moins l'accuser de manquer de synthèse et de largeur d'idées. Ses bonnes intentions sont désormais placées hors de toute atteinte. Quant aux actes, ils ne sont, comme chacun sait, qu'un article infiniment secondaire. La première de ces contradictions inévitables

est écrite dans le programme lui-même : c'est la persistance que le nouveau ministre met à déclarer que sa politique n'a pas d'autre but que la réalisation pure et simple du diplôme impérial du 20 octobre, dont plusieurs dispositions sont si éloignées de l'esprit qui caractérise (ou semble caractériser) la nouvelle profession de foi. Comment, par exemple, mettre d'accord ce qu'il promet relativement aux statuts provinciaux, fondés selon lui sur le droit d'élection, avec la part que le diplôme y faisait au privilège ? Comment soutenir que l'acte du 20 octobre « a rendu à la Hongrie sa représentation dans le sens des « anciennes constitutions, » quand tout le monde sait que le diplôme lui en refuse les prérogatives les plus importantes, telles que le droit de lever les soldats et de voter les impôts ; prérogatives que les Hongrois ont toujours revendiquées, qui ont été plusieurs fois reconnues solennellement par les Habsbourg, qui ont sauvé leur dynastie sous Marie-Thérèse, et que, cependant, ils se sont constamment efforcés d'usurper depuis la réunion du royaume de Hongrie à l'Autriche ?

Il y a là des motifs plus que suffisants pour que les dissertations de M. de Schmerling sur les droits individuels n'inspirent qu'une très médiocre confiance jusqu'au jour où on l'aura vu à l'œuvre. La première mesure qui aura signalé son entrée au ministère, c'est-à-dire le cours forcé des billets de la banque nationale en Vénétie, est un précédent peu fait pour dissiper ces fâcheuses impressions. Cette idée d'imposer à un pays écrasé par tant de calamités un papier discrédité qui a perdu près de la moitié de sa valeur, et d'exiger en retour des paiements en monnaie métallique, forme un contraste criant avec des déclarations si pleines d'amour pour l'humanité en général. Faut-il voir là une réponse des diplomates viennois à la proposition du rachat de la Vénétie ? Cette réponse pourrait les

mener plus loin qu'ils ne pensent. Qui sait si l'Europe, témoin de tant de spoliations, ne finira pas par exiger qu'elles soient imputées sur le prix de la rançon ?

Le roi de Prusse est mort, et son frère, le prince régent, lui a succédé. Cet événement ne change en rien la situation de la Prusse. Il n'y a en Allemagne qu'un programme de plus.

25 janvier 1861.

De quelque côté qu'on se tourne aujourd'hui, on respire comme un agréable parfum de parlementarisme. C'est le premier souffle du printemps qui nous l'apporte. C'est ainsi, dit-on, que les senteurs des forêts américaines vont au-devant du navigateur et l'avertissent qu'il approche d'un nouveau monde. Au sein même de l'hiver, tout présage un immense dégel, — je parle de cet hiver qui depuis si longtemps avait comme pétrifié le système européen dans une immobilité glacée. La vie et le mouvement renaissent ; les peuples secouent lentement leur torpeur ; partout on voit se renouveler les institutions et éclore les amnisties ; les enfants des hommes recommencent à parler : parlement à Berlin, parlement à Paris, parlement à Londres, parlement à Turin, parlement à Vienne, parlement partout, sans compter les diètes. Pourquoi faut-il ajouter que c'est là le seul symptôme vraiment rassurant de la situation actuelle ? Si les nations sont condamnées à s'entre-égorger au printemps, comme il y a trop de motifs de le craindre, ce ne sera pas toutefois sans avoir eu l'occasion de conjurer cette extrémité, car il ne leur est jamais impossible d'éviter la guerre lorsqu'elles sont appelées à prononcer elles-mêmes sur leurs destinées. Les parlements, dont on a dit tant de

mal et dont on commence à penser tant de bien, ont au moins cela de bon qu'ils peuvent être impunément justes, modérés, conciliants là où les gouvernements absolus sont tenus de se montrer ombrageux, inflexibles, et de refuser toute concession sous peine de paraître avilis. Fondés sur la force, ces derniers doivent en afficher toutes les prétentions et toutes les exigences, et ils ne s'éloignent de la violence que pour tomber dans la faiblesse. Ministres des passions mauvaises, on dirait que les nations ne les chargent que des besognes dont elles ne veulent pas accepter ouvertement la responsabilité, tandis que toutes les fois qu'elles ont à accomplir des tâches qui exigent de la générosité et du désintéressement, elles s'adressent aux gouvernements parlementaires, leur rendant un égal hommage et par cette confiance et par cette exclusion. Malheureusement, sauf en quelques pays privilégiés où ils sont la règle au lieu d'être l'exception, on n'a guère recours à eux que dans les cas désespérés ; et lorsqu'ils ne trouvent que des remèdes insuffisants à des infirmités devenues incurables, on ne manque jamais de leur imputer tous les maux qu'on les a trop tard chargés de guérir.

En France, la prochaine rentrée du Sénat, qui sera bientôt suivie de celle du Corps législatif, rappelle naturellement l'attention sur la réforme du 24 novembre et sur les graves questions qui s'y rattachent. Tout le monde sent, en effet, que l'importance de cet acte, ou du moins le crédit que le public lui accordera, dépendent, en très grande partie, des développements et de l'interprétation qui lui seront donnés par ces deux assemblées. Une interprétation trop étroite pourrait, jusqu'à un certain point, en arrêter les conséquences les plus naturelles et même le rendre complètement illusoire sans lui faire aucune violence apparente. Il suffirait pour cela d'adopter celle qui a été exposée par la presse officieuse. Il est plus d'un point qui est

resté obscur dans les décrets du 24 novembre ; c'est aux Chambres qu'il appartient d'en déterminer la signification précise et de faire cesser toutes les incertitudes. Les dispositions qui concernent l'exercice du droit d'amendement et la publicité des débats des Chambres ont grand besoin notamment d'être éclaircies, et elles ne peuvent être considérées comme une sérieuse amélioration qu'à la condition d'être développées dans le sens le plus libéral. Les difficultés que soulèvent les conditions faites à la publicité parlementaire sont les seules que le Sénat soit appelé à résoudre ¹ ; les articles concernant le droit d'adresse, d'amendement, et la nouvelle organisation ministérielle ne seront pas soumis à ses délibérations ; c'est donc à la pratique et à l'expérience qu'on laissera le soin de prononcer sur la valeur de ces innovations en dernier ressort.

A ce dernier point de vue il est infiniment regrettable que la tâche d'inaugurer la nouvelle réforme n'ait pas été confiée à une assemblée nouvellement élue, étrangère à la routine du système qui finit, moins disciplinée, moins habituée à l'ombre du huis clos, moins maîtresse de ses émotions, et moins défiante en matière de liberté que les honorables membres de notre Corps législatif. Il ne viendra assurément à l'esprit de personne de leur demander un serment du Jeu de paume, mais on voudrait leur voir plus d'initiative qu'ils n'en peuvent montrer en raison de leur pacifique tempérament et de leur prédilection avouée pour le quiétisme politique. Eux-mêmes seraient les premiers à convenir que la vie d'abnégation et de renoncement qu'ils ont menée jusqu'à présent était peu faite pour les préparer à un rôle qui exige, je ne dirai pas plus d'indépendance, mais plus de confiance en eux-mêmes qu'ils n'en ont manifesté, et surtout plus de sollicitude pour les droits de la

1. Le Sénat venait d'être convoqué pour le 22 janvier.

nation que de zèle pour les prérogatives du pouvoir. Il y aurait une véritable injustice, après le dévouement dont ils ont donné tant de gages, à s'attendre qu'ils déploient le même amour envers des intérêts qui ne sont pas tout à fait les mêmes, et il y aurait de la cruauté à exiger d'eux qu'ils répondent par l'ingratitude aux témoignages de satisfaction qu'ils ont reçus. Ils ont enfin acquis, au service du principe d'autorité, des habitudes d'esprit et de caractère, des vertus mêmes très dignes de louange sans doute, mais qui sont de peu d'usage, il faut le dire à regret, dans une assemblée inquiète et défiante par devoir comme doit l'être une gardienne de la liberté. De quelque souplesse qu'on soit doué, on ne sert pas avec la même aptitude deux maîtres si différents. On ne passe pas sans transition de la foi aveugle à l'esprit d'examen.

Au reste, les assemblées délibérantes sont un peu ce que les peuples veulent qu'elles soient, et elles obéissent avec une facilité souvent fort inespérée à la pression de l'opinion publique; mais encore faut-il pour cela que cette pression se manifeste, et c'est ce qu'on attend en vain. Cette déception tient à une foule de causes qu'il est superflu d'énumérer, parce qu'il n'est personne qui ne les ait présentes à l'esprit. La force intellectuelle et morale d'un peuple n'est pas un mécanisme dont on arrête ou précipite à volonté le mouvement; c'est une énergie essentiellement libre et spontanée qui choisit elle-même son heure et ses voies, qui n'aime pas les mots d'ordre, et qui se venge par son inertie aussi bien que par ses témérités. En cela elle use d'un droit qu'on ne saurait lui contester; seulement, dans les circonstances actuelles, il est à désirer que cette vengeance, si toutefois c'est un tel sentiment qui inspire à l'esprit public son mutisme et son indifférence, n'aille pas au point que le pays en soit la première victime. En se prolongeant, une telle apathie ne pourrait plus être consi-

dérée que comme l'immobilité de l'impuissance. Le parti pris de silence et d'abstention des hommes qui auraient le plus d'intérêt à y mettre un terme n'est pas fait pour dissiper ces alarmes.

Déjà l'on nous annonce, en effet, que les hommes politiques qui ont joué un rôle sous nos précédents régimes ont résolu de ne prendre aucune part aux débats et aux luttes de la nouvelle ère dans laquelle nous sommes à la veille d'entrer. Le motif qu'on nous allègue en leur nom inérite d'être examiné. Le soin de leur dignité personnelle, dit-on, et le respect qu'ils doivent à des engagements antérieurs ne seraient pas compatibles avec les transactions qu'exige la situation. Nous ne sommes pas de ceux que cette détermination réjouira, et moins encore de ceux que pourra contenter un pareil prétexte. Éternelle et déplorable manie d'un pays où ce que les citoyens les plus éminents par le talent et les services considèrent comme un acte de vertu civique aboutit justement au résultat que produirait l'absence de tout courage et de tout patriotisme ! Que pourraient souhaiter de plus désastreux pour notre cause les ennemis de la liberté que cette inaction volontaire de ceux qui furent ses plus illustres défenseurs ? Et si c'est ainsi que doit agir la fidélité, que ferait donc la désertion ? N'était-ce donc pas assez des proscriptions politiques au moyen desquelles les partis qui nous divisent ont frappé tour à tour ce que nous possédions de forces vives, sans que nous allions encore imaginer cette sorte de proscription morale, comme si nous étions impatients d'étouffer le peu d'énergie qui nous reste ?

En vérité, si l'exil n'existait pas, nous l'eussions inventé pour mettre plus sûrement à couvert notre paresse et notre esprit d'exclusivisme. Qu'on ne se fasse pas d'illusion là-dessus : quand nos hommes politiques se frappent eux-mêmes d'un volontaire ostracisme, c'est presque toujours

leur ingrate patrie qu'ils entendent punir. Ils ne peuvent pas faire de compromis, nous dit-on ; mais qui leur en demande ? Ce qu'on exige d'eux, ce n'est pas qu'ils renoncent à leurs principes, c'est au contraire qu'ils viennent leur donner une éclatante confirmation en se montrant capables de s'élever au-dessus des préoccupations personnelles ; c'est qu'ils fassent à la liberté le sacrifice de leurs restrictions, de leurs nuances, de leurs petites orthodoxies, de leurs formules étroites ; c'est qu'ils renoncent à défendre de vaines minuties d'amour-propre comme des règles invariables de justice et de moralité ; c'est qu'ils ne se croient pas autorisés à rester simples spectateurs d'un débat qui intéresse si gravement l'avenir de leur pays, et cela uniquement parce qu'ils ont cessé de le gouverner. On ne prend pas garde, en effet, que les motifs allégués pour justifier leur abstention n'ont de valeur et de sens que dans l'hypothèse d'une avance venant du pouvoir ou tendant à les y faire remonter dans les conditions où il se trouve actuellement. Leurs scrupules seraient dans ce cas mille fois légitimes et respectables. Mais il ne se présente rien de pareil. Quel besoin de transaction peut avoir l'homme dont la seule ambition est de simuler et d'éclairer l'opinion de son pays ? Quel compromis leur imposeraient, par exemple, leur rentrée dans nos assemblées délibérantes et leur réapparition à cette tribune depuis si longtemps veuve de ses grands orateurs ?

Les compromis ne commencent que là où finit le désintéressement ; ils impliquent toujours ou une participation au pouvoir, ou le secret désir d'y arriver. Est-ce donc parce que nos hommes d'État sont tenus de s'interdire un tel partage, sous peine de renier leur passé, que l'opinion libérale devrait renoncer à leur appui dans la prochaine lutte ? S'il en était ainsi, ce que nous ne pouvons croire, ils n'oseraient sans doute l'avouer, car ce serait reconnaître

qu'ils n'ont jamais aimé et servi la liberté qu'en raison de l'influence qu'ils en ont espérée ou reçue. Qu'ils y songent, dans l'intérêt de leur propre gloire : les dernières années d'un homme sont la contre-épreuve de toute sa vie, et une telle neutralité, au milieu d'une si triste pénurie de caractères et d'intelligences, serait, de leur part, une défection dont l'avenir leur demanderait un compte sévère. Ils se faisaient une autre idée de leur devoir et de leur honneur ces La Fayette et ces Benjamin-Constant qui protégèrent votre jeunesse, et dont vous parlez maintenant avec un dédain superbe que rien dans vos actions ne justifie. Ils n'avaient pas peur qu'on leur demandât des transactions, parce qu'ils étaient sûrs de n'en accorder jamais que d'honorables. Ils savaient faire abnégation de leurs préférences personnelles pour telle ou telle question de forme, tout en restant immuablement fidèles à leurs principes. Ils ne croyaient pas que leur éloignement des affaires les désintéressât de la grandeur et de la liberté de leur pays, ni que leur influence fût une religion. A travers les temps les plus difficiles et jusque dans la plus extrême vieillesse on ne les vit jamais négliger une occasion ni un moyen d'accroître le patrimoine des franchises publiques ; ils y engageaient toute leur existence, ils y jouaient leur vie ; ils ne se crurent pas dispensés de combattre pour leurs convictions le jour où elles leur rapportèrent plus de déboires que de bénéfices, et 1830 les trouva sur la brèche tels que les y avaient vus et l'année 1815, et l'empire, et le 18 brumaire, et la Révolution française. Voilà la fidélité aux principes. Elle consiste à lutter pour eux jusqu'à la fin, et non à leur garder au fond du cœur un culte qui ne se traduit jamais par des actes ou à les faire servir de texte à des apologies personnelles.

Ceux qui ne voudraient voir ici qu'un mesquin sujet de récriminations contre des hommes que la fortune a frap-

pés après leur avoir prodigué des faveurs dont elle est devenue bien avare, se méprendraient étrangement sur les sentiments qui nous inspirent. S'il faut dire toute notre pensée, nous ne croyons pas que leur retour au pouvoir soit possible, et pour beaucoup d'entre eux désirable. Nous leur rappelions récemment ici même la nécessité de laisser le champ libre aux générations nouvelles. Mais qu'entendions-nous par là, si ce n'est le devoir qui leur est imposé de ne pas entraver l'exécution d'une tâche déjà si compliquée par d'inopportunes prétentions, par d'étroites rancunes, par cet esprit d'intolérance et ce ton d'infailibilité qui multiplient à l'infini parmi nous les petites églises et les petites hérésies, lorsque nous ne pouvons espérer de succès qu'à force d'entente et d'union? Comment aurions-nous songé à repousser un appui qui serait si efficace et si précieux pour les idées libérales, surtout le jour où il paraîtrait complètement désintéressé? Qui pourrait dire ce qu'une telle attitude leur rendrait en autorité morale et peut-être en popularité et en influence effective? Hommes illustres, qui devez à la liberté le meilleur de votre gloire, ne sauriez-vous retrouver pour elle une seule palpitation de votre jeunesse? Vos noms seraient-ils diminués pour se confondre une dernière fois avec le sien, ou bien estimez-vous qu'il soit trop tard pour lui rendre ce suprême témoignage?

Il faut que nous vivions en des temps bien déshérités pour que de tels vœux ressemblent à une utopie, et soient de nature à ne provoquer qu'un sourire dans le cas où ils parviendraient à leur adresse. Aussi ne saurait-on trop applaudir aux efforts généreux des hommes des anciens partis dont la conduite a protesté dans ces dernières années contre cette espèce de consigne du découragement. Nous avons nommé M. d'Haussonville, M. Jules Simon, M. Duvergier de Hauranne, M. de Montalembert lui-

même, à qui nous sommes heureux de rendre cette justice, malgré l'abîme qui nous sépare de ses opinions. Il y a en lui des inconséquences qui rachètent ce qu'elles ont à nos yeux d'extrême et d'erroné. C'est ainsi qu'en dépit des perfections auxquelles il est tenu d'aspirer en sa qualité de catholique ultramontain, il y a au moins une vertu orthodoxe qu'il ne possède pas, la vertu de résignation, et c'est ce qui nous plaît en lui. Pour ce beau défaut nous donnerions volontiers plusieurs vertus théologales.

La question italienne vient de faire un nouveau pas. Notre flotte a quitté Gaëte après avoir trop longtemps protégé sa résistance, et assez inutilement, ce semble, si l'on s'en rapporte aux explications qui ont été données au public sur le but qu'on se proposait d'atteindre. L'agitation permanente et les déchirements que ce foyer de guerre civile entretenait dans l'Italie méridionale sont à la veille de disparaître avec la cause qui les alimentait. Malgré l'intérêt qu'ont pu exciter dans le royaume de Naples la tardive résolution de François II et sa précoce infortune, le royalisme bourbonien y compte peu d'adhérents et y laissera peu de regrets. Les difficultés qu'y rencontrera désormais le gouvernement de M. de Cavour vont être par là même très vite simplifiées, et tous les éléments d'opposition, quelle que soit leur nature ou leur origine, y seront réduits à se grouper bon gré ou mal gré autour de l'agitation mazzinienne, ce qui ne peut manquer de les affaiblir encore. Elle seule est destinée à leur survivre, et elle y est pour le moment très puissante.

On voit, en effet, par deux circulaires récentes du ministre de l'intérieur, M. Minghetti, que le parti de l'action, infidèle aux promesses de son programme, non par mauvaise foi, mais par une défiance impatiente outre mesure, pratique la légalité constitutionnelle en levant à la fois en Italie des contributions et des soldats de son autorité pri-

vée. Appuyé d'une part sur les instincts démocratiques, dont il sait merveilleusement parler le langage, et sur le sentiment populaire toujours prêt à croire tout ce qu'il désire, de l'autre sur un entraînement national dont personne au delà des monts ne songe à contester la légitimité et à qui ceux qui sont le plus effrayés de son impétuosité irréfléchie ne peuvent opposer que des raisons dilatoires, le parti de l'action, si inférieur à ses adversaires en lumières, en perspicacité et en expérience politique, a sur eux l'avantage d'une situation plus nette et en apparence plus logique; il s'empare bien plus aisément qu'eux des passions des masses. L'esprit populaire saisit parfois avec une extrême justesse le trait saillant des difficultés placées à la portée de sa vue, mais il ne peut être un bon juge des complications de la politique extérieure, surtout dans une crise aussi embrouillée. Heureusement la convocation du parlement italien va remettre une médiation toute-puissante aux mains de la partie la plus éclairée de la nation, et déjà il est permis de pressentir quelle sera sa réponse d'après les éléments d'appréciation sur lesquels elle sera forcée d'établir son jugement.

Entre M. de Cavour et ses contradicteurs les plus passionnés il n'y a guère de dissentiment que sur le choix du moment le plus favorable pour agir: quant au but à atteindre, tout le monde est d'accord, et c'est là un fait immense. Ce but admis, faut-il dès les premiers jours du printemps, selon le programme de Garibaldi, précipiter les levées en masse vers la Vénétie et le Tyrol, sans attendre de plus longs préparatifs et sans tenir autrement compte des circonstances européennes; ou bien vaut-il mieux attendre, tout en activant sans cesse l'organisation des forces militaires, que le mouvement de dislocation qui ébranle l'Autriche et qui menace à chaque instant le reste de l'Europe d'une conflagration universelle vienne offrir à

l'Italie une occasion plus favorable de faire valoir ses droits en lui permettant de revendiquer la province qui lui manque, sans exposer sur le coup de dé d'une bataille gagnée ou perdue les biens sans prix qui lui ont coûté tant d'efforts douloureux?

Telle est, réduite à ses termes les plus simples, la redoutable question sur laquelle les députés du parlement italien vont avoir à se prononcer. C'est dire suffisamment de quel poids pèsera leur vote sur les destinées futures de l'Italie. On doit espérer qu'ils seront frappés, comme tous les hommes au courant du véritable état des choses en Europe, des avantages du système de temporisation qu'on dit avoir été adopté par M. de Cavour, et des chances heureuses que peut présenter une attitude expectante vis-à-vis d'une puissance caduque et croulante comme est aujourd'hui l'Autriche. Ce nom de principe des nationalités, qui sert partout de mot de ralliement à la révolution nouvelle, n'est pas autre chose, en effet, que la négation absolue du système politique sur lequel l'Autriche repose. Elle n'a jamais régné que sur l'anéantissement des nationalités. Chaque fois que ce nom est invoqué, c'est sa déchéance qu'on déclare, et, à l'heure qu'il est, il n'est pas une seule de ses provinces qui ne le fasse incessamment retentir à ses oreilles comme une menace de mort ou une demande d'abdication. La Hongrie a commencé, puis est venue la Bohême, puis s'est levée la Gallicie, lambeau encore vivant d'une nation morte, dont les membres dispersés n'ont pas cessé de palpiter et cherchent à se rejoindre.

Plus l'Autriche se montre disposée aux concessions, plus les exigences deviennent impérieuses; et, ce qu'il y a de plus alarmant pour son avenir, c'est que le germe même des rivalités de races qu'elle entretenait comme le premier fondement de son empire, et qui la sauvèrent, en effet, de la tourmente de 1848, en armant ses ennemis les

uns contre les autres, semble avoir disparu pour jamais de l'esprit des populations. Ainsi, ce qui assure leur bonne harmonie est une menace pour elle, et ce qui fait leur prospérité est la cause la plus directe de sa ruine. Il règne entre ces races une paix et un accord formidables. L'absolutisme administratif, répudié à la fois par tous ces peuples divers, n'est plus représenté au sein de l'empire autrichien que par l'élément germanique, ce qui, soit dit en passant, est quelque peu en contradiction avec les livres que cet élément rédige à sa propre louange. Mais les provinces slaves, tchèques ou madgyares paraissent fermement décidées à ne plus se laisser *germaniser*, c'est-à-dire vexer, pressurer, tailler à merci. Les comitats de la Hongrie élisent des députés dont le nom est à lui seul une révolution, tels que Kossuth, Klapka et leurs compagnons d'armes ; le ministère casse ces élections, ils lui répondent par le refus de tout paiement de contributions jusqu'à ce que les impôts aient été consentis par leur diète nationale, selon les antiques prérogatives qu'elle a possédées peut-être avant aucune autre assemblée politique de l'Europe.

Dans la Gallicie, à qui les traités de Vienne ont formellement garanti des privilèges que l'Autriche n'a jamais respectés, comme dans la Bohême, à qui l'on fait en vain les plus belles promesses pour la gagner à la cause du germanisme, c'est le même effort pour étendre les attributions des assemblées provinciales, et la même répugnance pour envoyer des députés au grand conseil, qui est chargé de représenter sous la forme parlementaire l'unité et la centralisation de l'empire. Personne ne se soucie d'en faire partie, personne ne semble se douter de la nécessité de son existence, fait qui prouve combien les liens qui unissent les derniers groupes de cette association factice sont faibles, et combien cette combinaison artificielle, qui a une raison d'être pour le pouvoir, en a peu pour les peuples.

Au milieu de tant de causes de ruine et de dissolution imminente pour l'Autriche, on cherche en vain les ressources qui pourraient prolonger son existence, ce qui toutefois n'implique pas forcément sa fin prochaine, car il arrive souvent que les institutions condamnées continuent à vivre par habitude, c'est-à-dire par une sorte de force végétative qui suffit à leur conservation. Si l'on ajoute à ces difficultés la nécessité chaque jour plus onéreuse d'entretenir une immense armée dans un moment où tout crédit est perdu pour elle, et où la plupart de ses revenus lui font défaut, il est impossible de ne pas convenir que les Italiens ont tout à gagner en attendant le signal des événements, au lieu de le devancer par une agression imprudente et prématurée qui mécontenterait l'Europe et les laisserait politiquement isolés. Leur ennemie tombe d'elle-même sous une fatalité mille fois plus inexorable que la guerre, toujours féconde en surprises et en retours imprévus. Qu'ils laissent agir la force des choses, ils ont là une alliée qui vaut bien des armées. Le général Garibaldi, qui, malgré les entraînements et les écarts d'une imagination ardente, a toujours fait preuve d'un grand bon sens dans les occasions vraiment décisives, saura sans doute résister encore une fois à l'impatience patriotique mais mal conseillée de ses amis. Il ne serait pas Italien s'il se croyait absolument engagé par les prophéties qu'il a faites pour le mois d'avril prochain, et tout le monde lui saura gré d'un ajournement qui doit en assurer la réalisation, si cet ajournement est démontré nécessaire. Il y a là autre chose qu'une question de date. De telles prédictions doivent être interprétées selon l'esprit et non selon la lettre, et s'il réussit, il se trouvera assez de commentateurs pour expliquer les contradictions à son avantage. Ici doit cesser pour un instant au moins cet antagonisme avec M. de Cavour qui a rendu de si immenses services à la cause italienne en

créant à côté de l'action officielle du ministère responsable une initiative révolutionnaire à la fois prodigieusement entreprenante et insaisissable, qu'on pouvait reconnaître ou désavouer à volonté selon le succès ou la défaite.

Il ne produirait plus les mêmes résultats avec l'Autriche qu'avec Naples, surtout depuis que le cabinet de Vienne a fait savoir que toute agression, approuvée ou non, de Garibaldi, équivaldrait pour lui à une déclaration de guerre de la part du nouveau royaume d'Italie. Puisque ni le général ni le ministre ne peuvent éviter désormais les inconvénients de cette solidarité forcée, il faut au moins qu'ils en recueillent les bénéfices, en mettant un salubre concert dans leurs opérations. Cet accord devrait être d'autant plus facile, malgré les profonds dissentiments qui les sépare, que, quoi qu'ils fassent, ils ne peuvent plus se passer l'un de l'autre. Toutes les grandes entreprises, et surtout celles où se joue la destinée d'un peuple, exigent pour réussir qu'on y fasse deux parts, l'une au calcul, l'autre à l'audace; il n'y a pas de grandes choses sans ce concours. Et il est presque toujours bon que le dessein et l'exécution soient confiés à des individualités distinctes, sinon opposées. Si tout était remis au calcul, on n'aurait jamais de ces témérités heureuses, de ces sublimes folies qui semblent un défi jeté à l'impossible et qu'on nomme l'héroïsme. Si tout était confié à l'audace, les plus justes entreprises, après quelques exploits aventureux et éclatants, viendraient échouer misérablement contre des obstacles infimes et obscurs que la plus simple prévoyance eût suffi à surmonter.

Ce n'est pas seulement l'état de l'Autriche qui promet aux Italiens des événements favorables à l'accomplissement de leurs projets sur la Vénétie; la situation du reste de l'Europe leur offre encore des chances non moins importantes. Rarement il y a eu dans l'atmosphère du continent

plus de *casus belli* prêts à faire explosion, et l'activité extraordinaire avec laquelle les divers gouvernements poussent leurs préparatifs de guerre, tout en annonçant leur ferme intention de maintenir la paix, prouve que personne au fond ne se fait d'illusion à cet égard. Aujourd'hui que l'Italie est redevenue une nation avec laquelle il faudra compter, son alliance ne peut manquer d'être recherchée dans la prévision d'une prochaine lutte. Il va lui être permis à son tour de faire ses conditions et de stipuler pour elle-même, après avoir si longtemps servi d'appoint aux stipulations des autres peuples.

Déjà la France et l'Angleterre lui montrent par leurs avances le prix qu'elles attachent à son amitié. Que serait-ce si leur entente cordiale venait à recevoir quelque attaque imprévue par un contre-coup des complications extérieures, comme, par exemple, l'évacuation de la Syrie, sujet qui commence à donner des préoccupations assez sérieuses à la diplomatie des deux pays? Il ne manque malheureusement pas d'autres causes de dissidence ou de déchirement qui sont à la veille d'éclater. Le discours du roi de Prusse à l'occasion de l'ouverture des chambres à Berlin pourrait être considéré comme une véritable déclaration d'hostilités contre le Danemark, si l'on ne savait pas par expérience que les cabinets allemands ont coutume de mettre un espace de temps assez notable entre la parole et l'action. Ils procèdent avec plus de circonspection et de sage lenteur que quelques-uns de leurs manifestes ne le feraient supposer à première vue. En cette occasion, comme toujours et partout aujourd'hui, c'est encore le principe des nationalités qui est mis en avant pour justifier les belliqueuses menaces du monarque prussien. Ce prétexte est, jusqu'à un certain point, très fondé. Les populations du Holstein sont pour la majeure partie d'origine germanique, et ont en cette qualité un droit évident

à retourner à leur mère patrie; mais ce n'est pas là une raison absolument suffisante pour revendiquer aussi le Schleswig, où elles ne forment plus qu'une petite minorité, relativement à la race scandinave.

Au reste, pour juger quelle bonne foi la Prusse apporte dans cette double revendication qu'elle introduit au nom de la Confédération, sauf à l'exploiter plus tard à son profit, il suffit de la rapprocher, je ne dis pas seulement de ses déclarations au sujet de la Vénétie, mais des actes de son administration odieuse et tyrannique dans le grand-duché de Posen, province polonaise, qu'elle a obtenue par la violence et qui a bien aussi quelque droit à revendiquer sa nationalité. C'est à Posen qu'il faut voir comment la Prusse entend pratiquer ce principe dont elle fait tant de bruit. Elle paraît vivre dans l'intime persuasion que ce principe a été inventé exclusivement à l'usage et au bénéfice des intérêts prussiens. C'est un point de vue qui risque fort de ne pas être accepté partout. On se demande comment ce principe des nationalités ne lui sert, à Posen, qu'à disputer au peuple polonais jusqu'à la consolation de parler la langue de ses pères. Là on peut voir cette administration prussienne, si libérale en promesses envers le Holstein, refuser d'acquitter ses dettes envers les particuliers lorsqu'ils en réclament le paiement en polonais, au lieu de le demander en allemand. Là, plus encore qu'en Gallicie, on s'efforce de germaniser les populations en détruisant par un étouffement systématique toute libre expansion, toute originalité de mœurs, de génie, de caractère et de tradition. Cette double conduite donne beaucoup à penser. Ne se proposerait-on pas aussi de *germaniser* le Danemark sous prétexte de briser les fers du Holstein? Ce gracieux verbe allemand a été évidemment calqué sur le verbe civiliser, mais il n'exprime pas encore tout à fait la même idée.

10 février 1861.

L'acte du 24 novembre n'a point fait naître en nous les illusions d'une confiance exagérée. Nous nous doutions déjà qu'il ne suffit ni d'un décret ni d'une heure pour créer des habitudes nouvelles, pour improviser un esprit public, pour introduire la liberté au milieu d'institutions conçues en vue d'une dictature même temporaire. Cependant, sans nous abandonner à des espérances romanesques, il nous semblait que l'opinion, en s'appuyant avec fermeté et décision sur le point d'appui qu'on lui offrait, pouvait le faire servir de base à un système de garanties plus efficace et plus étendu encore que celui qui était en quelque sorte soumis à son contrôle. Après avoir apprécié dans cet esprit les diverses déclarations du gouvernement, nous avons soin d'ajouter que ses actes seuls et la réalisation pratique donnée à sa réforme en détermineraient pour nous le sens définitif.

Ces dispositions étaient, comme on le voit, aussi éloignées du dénigrement que de l'enthousiasme. Il s'y mêlait pourtant une trop grande part d'optimisme, puisque les actes sont venus et n'ont pas répondu à notre attente. Le gouvernement et les grands corps de l'État, ses coopérateurs, viennent de fixer le sens de la nouvelle réforme par une série de mesures et de déclarations on ne peut plus explicites, et il n'est plus permis de se méprendre sur leurs intentions. Elles se manifestent avec toute la clarté désirable dans le rapport de M. Troplong, dans le sénatus-consulte adopté par le Sénat, ¹ dans le décret que le Mo-

1. Séance du 1^{er} février.

niteur a publié le 4 février, et dans le discours prononcé par l'empereur à l'ouverture des Chambres ¹. Toutefois nous parlerons d'abord d'un acte infiniment moins important en apparence, mais où ces intentions se montrent peut-être avec plus de sincérité encore : nous faisons allusion à la mesure qui a frappé la presse entière dans la personne d'un de ses organes, le *Courrier du Dimanche* ².

C'est une opinion reçue depuis environ deux mois que la presse française est libre. Ayant contribué plus que personne à accréditer ce bruit, le ministre pouvait craindre d'avoir l'air de se donner un démenti en prenant une mesure de rigueur. Aussi a-t-il tenu à la faire considérer comme un fait exceptionnel. Il en a revendiqué la responsabilité par un appel direct et en quelque sorte personnel à l'opinion publique. Cependant il a dû être étonné du silence unanime que la presse s'est imposé en cette circonstance, malgré tant de déclarations où le droit de discuter les actes du gouvernement était formellement reconnu. Moins que personne le ministre a pu douter de la pénible impression qu'elle a ressentie. Ce silence lui dit suffisamment dans quelle mesure la presse croit être libre. De tous les exemples empruntés à l'histoire d'Angleterre que M. de Persigny lui citait dans sa circulaire afin de la rassurer, elle ne se souvient plus aujourd'hui que de ceux qui lui parlent de l'exil des écrivains. Nous ne pouvons croire que ce soit là le but qu'il s'est proposé. Ce n'était pas la peine d'aller si loin pour trouver des exemples de ce genre, et il y avait mieux à prendre dans les traditions anglaises. L'indifférence apparente avec laquelle la presse française a accueilli un acte qui était fait pour blesser ses

1. La session du Corps législatif avait été ouverte le 4 février.

2. Le 29 janvier, le *Courrier du Dimanche* avait reçu de M. de Persigny un premier avertissement, à la suite d'un article de M. Grégory Garesco.

plus chères susceptibilités a ceci de particulièrement significatif, qu'elle s'est abstenue dans une occasion où il ne tenait qu'à elle de manifester ses sentiments. Ce devoir, qu'elle a su remplir en des temps où il équivalait à un arrêt de mort, elle le déserte au moment où on lui prodigue les avances les plus encourageantes. Si c'est un peu la faute des procédés trop expéditifs qu'on y mêle, on doit reconnaître aussi qu'il y a là de sa part une inexcusable défaillance, et par respect pour l'honneur national il faudrait s'en taire, s'il n'était connu de tout le monde que dans l'état actuel de son organisation la presse n'appartient plus à l'écrivain, mais à l'actionnaire, et représente des intérêts plutôt que des opinions. C'est à d'anciens amis qu'elle a dû cette transformation qui a fait son opulence et qui assure sa docilité. Depuis que le concours de la spéculation lui a été rendu nécessaire, grâce au régime de protection et de fiscalité auquel ils l'ont soumise, elle est devenue un centre d'affaires et d'industrie presque aussi important que la Bourse, mais elle en montre tout le courage.

Les pouvoirs discrétionnaires ne demanderaient pas mieux le plus souvent que d'être justes, au moins dans la mesure qui convient à leur popularité, mais ils n'y peuvent parvenir, et c'est par là qu'ils expient les avantages et les facilités dont ils jouissent. Les droits ne sont à leurs yeux qu'une tolérance de la force, et cependant ils sentent bien que la conscience publique y attache une tout autre signification. Aussi, chaque fois qu'ils arrivent à se rendre compte avec plus ou moins de lucidité des écueils qui les menacent, les voit-on chercher à se fixer eux-mêmes des limites. Mais ces limites ne les arrêtent pas, parce que ce sont eux seuls qui les ont marquées, et que leur volonté d'hier ne saurait être une barrière inviolable pour leur volonté d'aujourd'hui. Voilà comment l'administration

qui régit la presse a été amenée récemment à tracer elle-même le cercle dans lequel elle prétendait renfermer à l'avenir son action, et voilà pourquoi elle en est si brusquement sortie. Elle n'a d'autre frein que sa propre modération, qui peut être une vertu pour elle, mais non pas une garantie pour nous. Quant à la règle de droit sur laquelle le ministre de l'intérieur a fondé sa décision, nous n'avons pas à la discuter ici. Le gouvernement actuel n'est pas le premier qui ne consente point qu'on mette en question son principe, et il ne sera probablement pas le dernier. Mais qui ne voit combien une règle définie en termes aussi généraux se prête à de redoutables interprétations, pour peu qu'on l'applique avec un parti pris de défiance, ou seulement avec cet esprit de partialité qu'on apporte si naturellement dans sa propre cause, surtout lorsqu'on est à la fois juge et partie? On peut à volonté faire un crime du plus simple dissentiment. Plus cette maxime se prête à l'arbitraire par son caractère vague et indéterminé, plus on devrait en restreindre l'application. Dans le cas spécial qui nous occupe nous croyons qu'un tribunal, même sévère, ne l'eût pas jugée opportune; c'est là un des motifs qui nous font préférer une loi, quelque draconienne qu'elle soit, au pouvoir discrétionnaire le plus indulgent. Une loi ne promet jamais au delà de ce qu'elle peut tenir; elle n'a ni générosités, ni attendrissements inattendus, mais elle ne connaît non plus ni les colères ni les impatiences. Au reste, ce n'est pas toujours à ceux qui reçoivent ses coups que cette arme des mesures d'exception fait le plus de mal. Le pouvoir actuel a paru le comprendre cette fois. Dans aucun cas nous n'aurions hésité à blâmer cet acte, mais si nous étions ses amis nous nous en serions affligé. Il n'en faudrait pas beaucoup du même genre pour lui faire perdre tout le bénéfice des heureuses impressions que l'acte du 24 novembre

a éveillées dans les esprits les moins disposés à reconnaître ses bonnes intentions.

Le rapport de M. le président Troplong a fait naître des appréhensions analogues, et nous ne surprendrons personne en constatant que pour une partie du public il a été un véritable mécompte. L'adhésion sans réserve que lui a donnée le Sénat n'a pas été moins remarquée. On est généralement habitué à voir les assemblées délibérantes beaucoup plus libérales que les souverains, et elles se montrent surtout ambitieuses et jalouses lorsqu'il s'agit de leurs propres prérogatives et de leur rôle politique. Sans espérer que le Sénat se prendrait tout à coup d'un grand zèle pour des intérêts qui lui ont été longtemps indifférents ou suspects, comme, par exemple, ceux de la presse, on pouvait croire qu'il chercherait tout naturellement à accroître plutôt qu'à restreindre la nouvelle part d'influence qui lui est faite à lui-même dans le gouvernement du pays, et on a été surpris de voir qu'il en était comme effrayé. Ce qu'il y a de remarquable, en effet, dans cette déclaration publique et solennelle de ses sentiments, ce n'est pas le peu de sympathie que lui inspire la presse, mais la réprobation énergique qu'il a cru devoir témoigner par l'organe de son rapporteur pour toute extension de pouvoir qui tendrait à « déplacer le gouvernement en le faisant passer aux mains des corps délibérants. » C'est le soin qu'il a pris d'interpréter dans le sens le plus étroit les dispositions qui lui assuraient un supplément d'influence dans les affaires publiques; c'est, en un mot, le spectacle sans précédents de cette assemblée cherchant à atténuer sa propre importance comme pour se dérober à quelque responsabilité redoutée, et protestant d'avance de sa sainte horreur pour les usurpations parlementaires.

L'attitude du Corps législatif, dont la session vient de s'ouvrir, établira en peu de temps, par cette irréfutable

lumière que l'expérience répand sur les systèmes non encore éprouvés, si, comme l'assure M. le président Troplong, son rôle est destiné à rester celui d'une assemblée strictement consultative et s'il n'y a rien de changé dans la responsabilité ministérielle, c'est-à-dire, en dernière analyse, dans l'influence que les chambres exerceront sur l'administration. C'est aussi à la pratique que nous sommes réduits à en appeler en ce qui concerne un point d'une importance capitale, le droit de discussion, qui a été passé sous silence par le sénatus-consulte adopté sur la proposition de M. Troplong. Les conditions faites à la publicité des séances sous la double forme du compte rendu et de la reproduction *in extenso* sont sans doute très onéreuses pour la presse. Dans un pays qui ne serait pas déshabitué de la liberté, elles paraîtraient presque impraticables ; dans un pays d'uniformité et de centralisation, elles n'ont choqué que les délicats. Elles constituent une espèce de diapason normal appliqué à la vie politique. Mais elles ont au moins le mérite d'être très nettes et il n'y a pas deux manières de les pratiquer, ce qui est un avantage lorsqu'on ne doit pas jouir d'une pleine liberté. Il n'en est pas ainsi du droit de discussion. On n'a pas encore songé, il est vrai, à imposer à tous les journaux un type de discussion uniforme et obligatoire, et c'est là une réserve dont nous devons tous être reconnaissants envers nos législateurs ; mais le droit en lui-même n'a pas été formellement reconnu, et bien que le silence même du sénatus-consulte doive en faire présumer l'existence, les considérations développées à ce sujet dans un exposé de motifs qui aura plus tard force de loi n'ont rien qui puisse nous rassurer sur l'avenir de cette liberté.

La presse n'ayant pas le droit de rédiger de compte rendu sur les débats législatifs, on a été naturellement amené à se demander si elle avait celui de les discuter.

Dans l'hypothèse de l'affirmative, comment soutenir une discussion qui ne soit pas, jusqu'à un certain point, un compte rendu ? Où finit l'une, où commence l'autre ? Telle est la difficulté qui s'est présentée à l'esprit du législateur et qu'il a résolue par son silence. Il l'a laissée à la discrétion et au discernement du juge, vu l'impossibilité, dit M. Troplong, de trouver une définition légale assez large et assez exacte pour marquer nettement la limite qui sépare le compte rendu de la discussion.

Nous ne saurions nous étonner, quant à nous, qu'une telle distinction ait paru difficile, car elle l'est en effet par suite des complications multipliées dont on a cru devoir entourer l'exercice de droits très simples en eux-mêmes ; mais il nous semble incroyable que des feuilles qui se disent libérales aient pu se déclarer satisfaites d'une solution de ce genre. Il n'était pas aisé, nous le reconnaissons, de donner une formule légale à des nuances si subtiles ; mais il est encore plus évident, selon nous, que la définition la plus défectueuse eût été mille fois préférable pour la presse à ce silence de la loi ; car tout ce que le juge y gagne en latitude, c'est l'écrivain qui le perd. Ceux qui se réjouissent de l'existence de cette lacune, sous cet étrange prétexte « que, définir le droit de discussion, ce serait le limiter, » devraient, pour être conséquents, appliquer cette maxime à tous les droits politiques et demander qu'on en supprime toutes les définitions. Les droits peuvent quelquefois se passer de définitions, mais seulement dans les pays où règnent de fortes traditions, et parce que ces traditions sont elles-mêmes des définitions de fait. Nos contradicteurs ne voient pas que ce qui limite le droit est précisément ce qui limite le pouvoir, et que, sous le nom de droit sans limite, c'est l'arbitraire illimité qu'ils adorent. Les définitions sont aux droits ce que les remparts sont aux villes ; ils en rétrécissent l'enceinte, mais

ils la fortifient. Ces libéraux sont évidemment très loin encore d'avoir le gouvernement qu'ils méritent : ce qu'il leur faut, c'est le gouvernement paternel sous lequel leur bonheur serait sans bornes comme leurs droits.

Le lundi 4 février, l'Empereur a ouvert la session des Chambres. Le discours qu'il a prononcé à cette occasion renferme une véritable théorie comparée du droit constitutionnel, qui est tout à l'avantage des institutions actuelles et à la condamnation de l'ancienne routine gouvernementale. L'ancienne routine a bon dos, et on ne lui épargne pas les dures paroles ; mais elle a beaucoup de patience et de philosophie. Dieu nous garde de rien contester de cette apologie ou de ces sévérités. Nous craindrions d'en dire trop ou trop peu sur ce sujet, et ce genre de sentiment, que nous n'eussions jamais éprouvé aux diverses époques dont il est de mode de dire tant de mal, indique suffisamment le fond de notre pensée. Nous bornerons nos observations à un simple rapprochement, puisqu'on semble avoir voulu aller au devant de la comparaison, et nous demanderons, toute question de principe écartée, en quoi ce discours d'ouverture paraît un progrès sur les anciens discours du trône, en quoi il a simplifié la procédure constitutionnelle, et ce qu'il nous apprend de plus sur l'état réel de nos affaires.

Il y a dans le monde bien des redites qui croient être des innovations et surtout bien peu d'innovations qui soient de réels progrès. L'important décret que le *Moniteur* a publié le jour même de l'ouverture des Chambres nous fournirait au besoin plus d'une preuve nouvelle de cette vieille vérité. Il a eu pour but de mettre les différents titres organiques de la Constitution en harmonie avec les concessions du 24 novembre et d'inaugurer un mécanisme représentatif supérieur à tous ceux que nous avons possédés antérieurement. Il est facile de vérifier si cette

prétention est de tous points justifiée. Ainsi l'Empereur exprime dans son discours le vœu que l'adresse votée par les Chambres ne soit plus comme autrefois une simple paraphrase du discours du trône. Nous croyons que ce désir est celui de la France elle-même; mais de quelle manière se trouve-t-il réalisé par le décret du 4 février? Le législateur se sera efforcé apparemment d'y arriver en rendant l'expression de la pensée des Chambres plus libre, plus facile, plus spontanée qu'elle ne l'était autrefois et en écartant tous les obstacles, toutes les formalités qui pouvaient en gêner la manifestation, en altérer la sincérité. Or, peut-il de bonne foi se flatter d'avoir atteint ce but par le règlement qui détermine les conditions du vote de l'adresse? Est-ce favoriser l'introduction des amendements et l'expression de toutes les nuances de la volonté de l'assemblée que d'exiger que chaque amendement soit signé de cinq membres avant d'être lu et mis en discussion? Et, en ce qui concerne l'exercice du droit d'amendement dans les délibérations ordinaires, croit-on aussi avoir perfectionné, croit-on surtout avoir répondu à l'attente publique en maintenant presque sans modification ce labyrinthe de revisions et de circuits préalables qui est propre à décourager la plus loyale opposition? Enfin, faut-il l'avouer? la suppression même de l'uniforme de messieurs les conseillers d'État admis dans l'enceinte législative, mesure que dans son premier discours M. de Morny a signalée comme la dernière et non la moins satisfaisante de ces améliorations, nous laisse insensible, et ne saurait nous consoler de ce qu'elles nous semblent présenter d'incomplet.

En attendant que les débats du Corps législatif au sujet du droit de discussion nous disent de quelle façon il entend remplir le nouveau rôle qui lui est échu, il est facile de préjuger ce qu'il pourrait être d'après l'effet produit

sur le public par la joute oratoire qui vient de réveiller les pacifiques échos de l'Institut ¹. Il faut que la tribune soit autre chose à ses yeux que le piédestal de l'orgueil et du bavardage, pour que, relevée fortuitement dans un coin de l'Académie par des hommes peu populaires, elle brille encore d'un tel prestige et prête à la parole un tel retentissement. Succès d'autant plus significatif que les orateurs semblent avoir eu pour but de blesser plutôt que de contredire quelques-uns des plus légitimes sentiments de l'opinion. Ce reproche s'adresse moins à M. Lacordaire, qui a su racheter par des paroles généreuses l'espèce de tribut qu'il devait à l'habit dont il est revêtu, qu'à M. Guizot, dont on a retrouvé le dogmatisme aussi absolu et aussi tranchant qu'à l'époque où il présidait aux destinées de la monarchie de Juillet, malgré toutes les bonnes raisons qu'il a eues depuis lors de devenir plus indulgent. Cependant, nous ne lui disputerions pas ses titres à l'infailibilité, s'il n'y joignait tant d'intolérance. Et tout en rendant justice à l'à-propos du rapprochement par lequel débute son discours, nous ne pouvons nous défendre de penser qu'au treizième siècle ce n'est pas M. Guizot qui eût couru le plus grand risque d'être brûlé.

Nous avons retrouvé dans ce discours, outre les anathèmes obligés contre la cause italienne et la démocratie en général, un ordre spécial d'arguments que M. Guizot a su s'approprier par la manière dont il en a tiré parti, et qu'une longue habitude lui a rendus chers. Nous voulons parler des « éléments, » expression stratégique dont il a fait un si fréquent et si heureux usage dans le cours de sa vie parlementaire. On peut affirmer qu'il n'a jamais livré de bataille où il n'ait fait figurer ces puissants auxiliaires.

1. Le 24 janvier, Lacordaire était entré à l'Académie française : il y avait été reçu par M. Guizot. Lacordaire avait été élu en remplacement de Tocqueville.

La théorie des éléments a été inventée par M. Royer-Collard vers l'an 1816, sous le ministère de M. Decazes. Elle lui facilita considérablement les transactions qu'il cherchait alors à établir entre le libéralisme et la restauration. M. Guizot l'adopta après son maître, et elle lui a rendu des services plus grands encore. Si Jérémie Bentham eût connu les éléments, il leur eût à coup sûr réservé un place d'honneur dans sa *Tactique des assemblées*. Ce mot à quelque chose d'abstrait et d'imposant qui produit un effet d'autant plus irrésistible sur une assemblée bien disposée, qu'il ne présente à son esprit aucun sens précis. Aussi M. Guizot ne se lasse-t-il pas de l'employer, et toujours avec un nouveau succès. A-t-il à justifier le blâme qu'il jette à l'Italie, il y montre l'élément démocratique cherchant à usurper les droits de tous les autres éléments qui constituent les sociétés. A-t-il à expliquer ses dissentiments avec M. de Tocqueville, il les attribue à ce que ce publiciste ne s'est guère préoccupé que d'un seul élément social, tandis que lui, M. Guizot, a été conduit tout naturellement par l'étude de l'histoire à tenir compte de tous les éléments qui ont joué un grand rôle dans la société française. Éprouve-t-il enfin le besoin de revendiquer au profit de ses opinions et contre toute vraisemblance une solidarité posthume que M. de Tocqueville n'eût jamais avouée, ce sont encore les éléments qu'il appelle à son secours, et qui lui servent à opérer cette conversion *in extremis*. Il expliquera comment ce regrettable esprit, dans son *Étude sur l'ancien régime et la Révolution*, a reconnu et proclamé, avant de s'éteindre, l'existence de ces éléments qu'il avait jusque-là niés, et comment il a eu le temps de se repentir à ce moment suprême. Et il présente cette reconciliation avec les idées doctrinaires comme « la faveur suprême que la Providence accorde quelquefois aux amis sincères de la vérité et du droit. »

Nous ne croyons pas que M. de Tocqueville ait jamais à ce point été touché de la grâce. Son dernier livre porte en plusieurs passages l'empreinte d'un profond découragement, et ses appréciations sur la philosophie et le clergé du dix-huitième siècle se ressentent d'une timidité d'esprit parfois excessive ; mais ce sont là les seules défaillances qu'on puisse reprocher à cette noble intelligence, et loin de songer à imposer à notre temps des éléments qui n'ont plus de raison d'être, bien qu'il regrettât peut-être leur existence, son ouvrage sur l'ancien régime n'est pas autre chose qu'un perpétuel reproche adressé à la France pour avoir laissé subsister, après sa révolution, le plus vivace et le plus considérable de ses éléments historiques : la centralisation administrative. M. de Tocqueville est resté jusqu'à son dernier jour un type accompli d'une espèce d'hommes à laquelle la France ne croit plus, parce qu'elle a pu un instant la regarder comme perdue, le type du libéral désintéressé.

Les éléments de M. Guizot sont comme ces armées fictives qu'on fait à merveille manœuvrer sur le papier, et qui, lorsqu'on les voit de plus près, ne présentent plus que des cadres vides. Ils ne servent qu'à masquer les lacunes de son argumentation. La démocratie ne veut, selon lui, reconnaître autour d'elle aucun des droits de ces éléments ? Mais duquel ? Il nomme la noblesse, la bourgeoisie, etc., mais où sont-elles aujourd'hui ? et que serait-ce qu'une démocratie qui reconnaîtrait les droits de la noblesse ? Il en est ainsi de tous les autres auxquels il attribue une existence à part et des droits également imaginaires. Le reproche qu'il adresse à l'Italie est fondé sur une équivoque analogue et moins juste encore. C'est aussi la démocratie qui s'y croit tout permis, au mépris des autres grands droits sociaux, et il la flétrit en compagnie de l'esprit d'usurpation et de conquête. Mais à qui per-

suadera-t-il que c'est la démocratie qui dirige aujourd'hui la révolution italienne, quand, au vu et au su de tout le monde, ce sont les classes éclairées qui l'ont adoptée avec le plus de passion ? A qui fera-t-il croire que M. de Cavour est un terroriste et Victor-Emmanuel un démagogue ? Et comment M. Guizot peut-il espérer que des esprits sérieux accepteront jamais cette assimilation des légitimes efforts d'une nation qui reprend possession d'elle-même en brisant les barrières intérieures qui enchaînent son indépendance, à l'esprit de conquête et de domination qui perdit Napoléon et le premier empire ? La diplomatie de M. de Cavour a soulevé plus d'orages que celle de M. Guizot, mais peut-être aussi s'est-elle montrée plus active. Il est probable, en effet, que si le ministre italien, au lieu d'agir comme il l'a fait, s'était borné à prescrire à son ambassadeur à Vienne le régime des feintes indispositions recommandé par M. Guizot à son représentant à Pétersbourg, il ne serait pas exposé aujourd'hui à la fureur des éléments que notre illustre historien vient de déchaîner contre lui ; mais en revanche, il faut le reconnaître, la question italienne ne serait guère avancée.

Au reste cette question si mal connue en France, où chacun ne l'apprécie que du point de vue de sa petite coterie, semble être en possession de faire perdre tout sang-froid et toute raison à des hommes dont nous étions en droit d'attendre d'autres exemples. Ils sont d'autant plus coupables en ceci qu'ils n'ont point l'excuse des scrupules religieux ; et, à voir la haine avec laquelle ils poursuivent une cause qui a pour elle le bon droit et qui est devenue chère aux générations nouvelles, on dirait qu'ils ont pris à cœur de se faire abhorrer de tout ce qui parmi elles possède un cœur généreux et un esprit indépendant. Il faut qu'ils le sachent bien, ils trouveront ici une résistance plus forte que leurs attaques, parce qu'elle est plus

désintéressée, et le seul résultat qu'ils obtiendront sera de nous affliger du spectacle de leur délire. Parmi ces hommes, il nous est pénible de rencontrer des noms illustres que nous aurions toujours voulu respecter et des amis politiques dont les égarements nous ont fait plus d'un fois regretter qu'il ne se soit trouvé personne autour d'eux pour leur conseiller le silence au nom de leur propre gloire.

A ces aveugles détracteurs l'Italie répond-elle-même mieux que ne saurait le faire aucune autre apologie, elle répond à force de modération, de fermeté, de sens politique. Le spectacle qu'elle vient d'offrir dans ses élections est digne de l'admirable esprit de conduite dont elle a fait preuve dans ces dernières années, et ceux qui la méconnaissent ne font tort qu'à leur propre jugement. Quel peuple a jamais su mieux résister à ses propres entraînements, imposer silence à ses plus chères passions, comprendre que, s'il faut quelquefois oser beaucoup, il faut aussi savoir s'arrêter à propos, que les hommes de l'action et de l'aventure, bons à leur place et à leur heure, ne doivent pas être ceux du conseil et de la délibération ? Le résultat que nous avions prévu s'est réalisé au delà même de nos espérances. Ce vote de confiance accordé par la nation à M. de Cavour montre qu'au delà des Alpes tout le monde a compris la nécessité d'un temps d'arrêt nécessaire à la consolidation du nouvel ordre de choses à l'extérieur, et l'immense avantage d'une politique expectante en présence des déchirements qui menacent l'Autriche. Les impatients ont-ils peur que ce temps ne soit perdu ? La question du pouvoir temporel, origine et nœud de toutes les complications italiennes depuis plus de dix siècles, est encore, pour ainsi dire, intacte, car elle ne comporte pas de demi-solution. La papauté temporelle s'est déclarée, dès son premier jour, incompatible avec la natio-

nalité de l'Italie. Pour l'empêcher de s'établir, elle a incessamment déchaîné sur elle la conquête et l'invasion ; elle lui a fait expier par d'effroyables calamités de stériles satisfactions d'orgueil, dont l'ombre même a disparu sans retour. C'est à elle à porter aujourd'hui la peine de ses fautes. Il faut être aussi étranger qu'on l'est généralement en France à l'intelligence du passé de l'Italie pour voir l'œuvre de l'ambition piémontaise dans le mouvement qui se produit aujourd'hui au sujet de Rome ; il est la conclusion de toute son histoire. C'est une question qui était déjà vieille du temps de Machiavel : les vues que ce grand esprit expose à cet égard semblent datées d'hier, et on abuse assez souvent de son autorité pour qu'il nous soit permis de l'invoquer en faveur d'une aussi bonne cause.

« La cause pour laquelle l'Italie n'est pas soumise à un gouvernement unique, soit monarchique, soit républicain, c'est l'Église seule qui, ayant possédé et goûté le pouvoir temporel, n'a eu cependant ni assez de puissance ni assez de courage pour s'emparer du reste de l'Italie et s'en rendre souveraine. Mais, d'un autre côté, elle n'a jamais été assez faible pour n'avoir pu, dans la crainte de perdre son autorité temporelle, appeler à son secours quelque prince qui vînt la défendre contre celui qui se serait rendu redoutable au reste de l'Italie. Les temps passés nous en offrent de nombreux exemples. D'abord avec l'appui de Charlemagne, elle chassa les Lombards qui étaient déjà maîtres de presque toute l'Italie ; et de nos temps elle a arraché la puissance des mains des Vénitiens avec le secours des Français qu'elle a repoussés ensuite à l'aide des Suisses.

« Ainsi l'Église, n'ayant jamais été assez forte pour pouvoir occuper toute l'Italie, et n'ayant pas permis qu'un autre s'en emparât, est cause que cette contrée n'a pu se réunir sous un seul chef, et qu'elle est demeurée asservie à plusieurs princes et seigneurs. De là cette division et cette

faiblesse qui l'ont réduite à devenir la proie, non seulement des barbares puissants, mais du premier qui daigne l'attaquer. C'est à l'Église que l'Italie a cette obligation et non à d'autres. »

La critique n'a rien à ajouter aujourd'hui à cette intuition de génie, à cette mâle et souveraine éloquence qui révèle en quelques mots le secret des siècles. Cette page de Machiavel, c'est le testament politique de l'Italie, si elle échoue ; son éternelle leçon, si elle réussit.

Quant aux alarmes insensées qu'excite chez nous le développement d'une puissance libérale par nature, par tradition, par nécessité, et qui font considérer à quelques-uns de nos hommes d'État une alliance franco-autrichienne comme le chef-d'œuvre de la politique moderne et le dernier mot de la situation actuelle, il nous est impossible même de les comprendre, et nous recommandons à nos lecteurs la réponse judicieuse et sensée que vient de leur faire M. Henri Martin dans sa brochure sur *l'Unité italienne*. On convient que l'Italie sera toujours l'ennemie naturelle de l'absolutisme du Nord, et on veut qu'elle soit un danger pour nous ! Elle a, dit-on, les sympathies de l'Angleterre, mais ce sont celles de l'Angleterre libérale, et non celles du parti qui y représente la haine de la France. Il y a au moins autant de désintéressement de la part des Anglais que de la nôtre à favoriser une nation dont le développement maritime est destiné à rivaliser avec le leur. L'Italie est notre alliée par une communauté d'intérêts qui est l'œuvre de la nature, et qui est plus durable que la reconnaissance. Elle ne deviendra notre ennemie qu'autant que nous persisterons à lui imposer des institutions dont elle ne veut plus. M. Henri Martin donne une nouvelle force à ces considérations, et leur prête l'autorité d'une compétence historique que personne ne lui conteste. On commence à se douter aujourd'hui que la connaissance de

l'histoire peut être de quelque utilité dans la solution des problèmes politiques. Tout au moins devrait-on posséder celle des faits contemporains, qui est presque aussi négligée que l'autre. Nous signalerons à ce propos l'apparition d'un excellent recueil destiné à remplacer chez nous le *Livre bleu* du parlement anglais. Ce sont les *Archives diplomatiques*, que publie M. Jules Grenier, chez l'éditeur Amyot. Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance d'une telle publication. On ne peut que s'étonner qu'elle n'ait pas été entreprise plus tôt, et on doit féliciter son auteur du soin intelligent qu'il apporte dans les classifications de ce précieux répertoire. C'est l'histoire de la politique européenne racontée par elle-même.

25 février 1881.

Les puissances reçoivent aussi leurs avertissements. C'est à elles de savoir les interpréter. Ceux que contient la situation actuelle sont des plus significatifs, et aucun esprit sérieux n'en méconnaîtra la gravité. Il n'est d'ailleurs personne qui ne puisse en prendre sa part, car si ces symptômes sont alarmants pour les uns, ils ne sont pas tellement rassurants pour les autres que ceux-ci aient le droit de s'en féliciter outre mesure. S'il nous est permis de nous réjouir de voir une société si longtemps distraite de sa vraie tâche par une poursuite effrénée du bien-être et des jouissances être ramenée tout à coup par de sévères leçons aux devoirs qu'elle avait désertés, nous avons aussi trop de motifs pour regretter qu'elle n'y revienne qu'à contre-cœur, et surtout qu'elle y soit si mal préparée. A côté de l'ébranlement qui fait crouler tout système de fausse prospérité et

de fausse industrie échafaudé sur la peur, la convoitise et l'agiotage, il y a une sorte de décomposition morale, legs déjà ancien de nos fautes et de nos discordes, qui, pour longtemps sans doute, nous empêchera de recueillir les fruits d'une crise pénible mais salutaire. Sous cette fantasmagorie dont nous voyons s'évanotir les illusions, nous ne retrouvons plus que la poussière de notre passé, sable mouvant où rien ne nous offre un point d'appui. Ainsi, après avoir été privés, grâce à cette dissolution du monde intellectuel, de toutes les consolations qui d'ordinaire survivent à la défaite, peut-être lui devons-nous encore de perdre tous les avantages de cette victoire tardive.

Cependant, il faut le reconnaître, les derniers événements n'ont pas été sans produire une vive impression sur les esprits qui se préoccupent de l'avenir de leur pays. Ce rappel à la vie publique, qui leur a été adressé si inopinément par le pouvoir lui-même, et cette sommation plus impérieuse encore qui leur est signifiée en ce moment par le cri même des choses, ont eu au moins pour résultat de révéler aux moins clairvoyants toute la profondeur du mal et la nécessité d'y apporter un prompt remède. Il est des malheurs publics en présence desquels l'abstention est une complicité. Cette brusque mise en demeure a fait entrevoir des perspectives toutes nouvelles. On commence à sentir que personne n'a le droit de se désintéresser de l'honneur et de la fortune de son pays, que chacun en est responsable, non dans la mesure de sa participation au pouvoir, mais dans celle de l'influence qu'il est capable d'exercer ; les mécomptes du présent ne dispensent jamais de préparer l'avenir. On se cherche, on se compte, on se reconnaît ; mais, faute d'avoir compris à temps ces vérités, on a été pris au dépourvu. Le moment est venu où ce pays aurait besoin qu'une vie publique, puissante et animée, vint cacher aux regards des nations étrangères le spectacle

des misères qui l'humilient, et il se trouve que personne n'est prêt pour la lui donner. Au lieu de remédier à tout prix à la dispersion des éléments qui formaient autrefois les opinions, on semble avoir cherché à l'augmenter encore par des prétentions inopportunes ; toute pensée collective a disparu. Il n'est resté que des convictions individuelles d'autant plus déflantes et ombrageuses qu'elles se sentent plus isolées.

On semble disposé à reconnaître aujourd'hui que ce n'est point là une situation normale pour un peuple qui occupe encore une grande place dans le monde. On comprend la nécessité de créer un centre stable et résistant au milieu des fluctuations qui emportent si facilement les individus. Il y a là, en effet, un intérêt moral plus encore qu'un intérêt politique, car il ne s'agit pas pour le moment de refaire des partis ou des institutions, mais des mœurs et des idées. Jamais circonstances n'ont plus hautement réclamé ce travail de reconstruction ; et jamais tâche n'aura été plus facile, pourvu qu'on y apporte un peu de bonne volonté et d'abnégation. Si quelque chose devait y faire défaut, ce ne serait certes pas l'intelligence. Qu'on fasse le compte des hommes éminents qui depuis dix ans se sont condamnés au silence, à l'inaction, et se sont résignés à être pour leur pays comme s'ils n'existaient pas, on trouvera un dénombrement qui suffirait à l'illustration de tout un peuple. Que manquerait-il donc à cette tentative pour que son succès fût assuré ? Ce ne serait non plus ni une pensée commune ni un mot de ralliement. Ce mot existe déjà. Il est aujourd'hui dans toutes les bouches, il sera demain dans tous les cœurs ; c'est celui de liberté, le seul mot de notre langue politique qui n'ait point vieilli et qui n'ait pu être discrédité par les profanations. Voilà la grande orthodoxie à laquelle nous devons le sacrifice des préjugés qui nous divisent, l'infailible criterium

auquel nous sommes tenus de soumettre à nouveau tous nos systèmes.

Sur ce dernier point, du reste, plus d'un progrès réel s'est accompli. Si la liberté n'a conservé qu'un petit nombre de fidèles, elle doit peut-être à ses épreuves d'avoir en eux des adorateurs plus sincères et plus passionnés que ne le furent nos devanciers. Beaucoup d'entre nous ne la connaissent que par les sacrifices qu'elle leur a coûtés, et leur culte est au moins plus désintéressé. Ce sont les sacrifices qui font les religions. Les travaux récents qu'elle a inspirés témoignent de plus de respect, de scrupule et d'intelligence qu'on n'en a jamais montré pour ses intérêts.

La voie à suivre est donc toute tracée d'avance ; mais ce qui importerait au succès de cette grande cause, ce sont moins des adhésions éclatantes que l'appui des initiatives individuelles et spontanées, si obscure en apparence que fût la sphère dans laquelle elles se produiraient, à tous les degrés de la vie politique et sociale, au fond des provinces les plus reculées aussi bien qu'au centre de Paris. La liberté aime qu'on apprenne à se protéger soi-même ; ces efforts seraient une préparation en même temps qu'une conquête.

Ils seraient également précieux sous quelque forme qu'ils se manifestassent, ici sous celle d'une élection municipale, là à la faveur du renouvellement des conseils généraux ou des réélections pour le Corps législatif, ainsi qu'on l'a vu récemment à Marseille, à Bordeaux, etc., mais surtout sous la forme du journalisme local, manifestation autrefois si vivante de la vie provinciale et aujourd'hui presque partout abandonnée. Nous voudrions en un mot voir tous nos départements entrer à la fois dans une vaste conspiration... Qu'on se rassure, cette conspiration ne consisterait qu'à oser penser par soi-même. Ce serait

le seul serment qu'on exigerait des conjurés. Il nous est agréable de pouvoir citer un exemple. Les auteurs de ce complot résident en Lorraine et publient tous les ans, sous le titre de *Varia*, un volume de politique et de morale. Ils ont le courage, si rare en province, d'avoir une opinion à eux sur les choses contemporaines, et ils y tiennent, ce qui n'est pas moins original. Ces Lorrains — comment peut-on être Lorrain? — se permettent de parler librement sur tout ce qui les intéresse, sans attendre qu'on leur expédie de Paris une appréciation toute faite. Leur livre est une œuvre collective qui ne se pique d'autre unité que de celle qui lie toutes les convictions libérales, et il a une saveur d'originalité, d'indépendance, un accent d'honnêteté qu'on n'est guère habitué à rencontrer dans les écrits de ce temps. Il contient des travaux d'un ordre élevé sur la plupart des questions du jour; on y lit, par exemple, des pages fortes et sérieuses sur *l'état actuel de l'Allemagne* ou sur *l'esprit de la génération nouvelle*, à côté d'aperçus ingénieux et délicats sur les habitudes de la province. Nous faisons des vœux pour que ces pacifiques conspirateurs trouvent de nombreux imitateurs qui ne craignent pas de réveiller dans toutes les provinces l'hydre de ce fédéralisme intellectuel.

En attendant, ce sont toujours les questions extérieures qui ont le privilège d'absorber presque toute notre attention. La presse française vient enfin d'être *saisie* de l'examen de la question romaine¹. C'est à dessein que nous nous servons de cette expression juridique, bien qu'elle ne réponde qu'à une apparence très décevante. On dirait en effet, à l'attitude expectante et recueillie de la presse vis-

1. Il s'agit de la brochure, *le Pape et le Congrès*, publiée chez Dentu. Elle avait paru sans nom d'auteur; mais on savait que l'auteur était M. de La Guéronnière, et il passait pour avoir exprimé les idées personnelles de l'Empereur.

à-vis certaines questions, qu'elle se considère comme un tribunal qui s'interdit toute intervention dans les affaires jusqu'à ce qu'elles lui aient été déférées selon certaines règles définies d'avance. A voir, d'un autre côté, la réserve et les ménagements que s'imposent ceux qui viennent périodiquement exposer devant elle les faits de la cause sur laquelle on l'invite à se prononcer, on pourrait supposer qu'ils ont pour ses jugements une déférence qu'on ne saurait trop admirer. Ils osent à peine faire pressentir leur propre conclusion, tant ils semblent impatients de lui demander la sienne. Tant d'égards seraient bien faits pour lui tourner la tête sans les leçons de modestie qu'on a pris soin de lui donner en différentes circonstances, et qui font envisager cet honneur avec plus de sang-froid. La vérité est qu'on est bien aise d'en appeler à son initiative toutes les fois qu'on est embarrassé pour en prendre une, et surtout lorsqu'on pressent que son opinion sera favorable au parti qu'on désirerait adopter. Cet hommage n'a donc rien au fond dont elle puisse se montrer fière, et, s'il faut tout dire, nous y voyons une mise en demeure qui nous fait presque regretter les rigueurs qui lui font sentir qu'elle n'est pas libre. C'est une sorte de signal par lequel l'administration semble dire à la presse : J'ai besoin de toi. Parle, je te le permets ; cela m'est utile.

Nous aimerions mieux le silence volontairement accepté que cette liberté si généreusement concédée. Et non seulement la presse obéit à la consigne, mais souvent elle la devine et la devance, ce qui est la plus délicate des flatteries. Les innombrables péripéties de la question romaine ont plus qu'aucun autre débat exercé cette précieuse sagacité. Comme la question n'a pas cessé un seul instant d'être en cours de négociation, qu'elle exige de grands ménagements, qu'on ne pouvait y espérer de transactions qu'à la condition d'avertir, d'effrayer et de rassurer tour à

tour, le triomphe de l'art était pour la presse de seconder l'action de la diplomatie en sachant se taire ou parler à propos, et c'est ce qu'elle a fait avec une admirable perspicacité; on ne pouvait pas mieux deviner les désirs de l'administration; et il est glorieux pour des écrivains d'avoir excellé du premier coup dans cette tactique. Ce compliment s'adresse non au journalisme officieux, qui n'a fait en ceci que son devoir, mais à la presse en général, qui, à de rares exceptions près, au lieu d'exprimer son avis sur cette question, n'a manifesté ses sentiments que dans la mesure changeante des convenances d'une politique à laquelle elle n'avait d'ailleurs aucune autre espèce de participation. En observant notamment le ton de certaines feuilles démocratiques, on pouvait se faire jour par jour une idée exacte de l'état réel de la question. Leur courroux était invariablement en raison inverse des chances d'arrangement diplomatique. Elles avaient, sans doute, plus de propension pour la guerre que pour la paix, mais quand elles se mettaient à l'orage, on pouvait être bien sûr qu'il n'y avait rien de compromettant pour elles à faire gronder leur petit tonnerre.

Nous n'avons point attendu, pour nous prononcer sur la question du pouvoir temporel, qu'elle fût, pour ainsi dire, mise à l'ordre du jour par un manifeste semi-officiel. A nos yeux, ce n'est pas le gouvernement actuel, c'est l'histoire elle-même qui en a posé les termes; c'est elle aussi qui d'avance l'a résolue. Les causes de cette grande révolution sont si irrésistibles et si légitimes, que nous ne pouvons nous empêcher de la considérer comme un fait irrévocable. Nous ne saurions jamais la confondre avec les intérêts secondaires qui s'agitent autour d'elle; il n'est pas en leur pouvoir de la compromettre ni par leur hostilité, ni par leur patronage. Si nous ne voyons dans l'espèce d'encouragement qui nous est donné sur ce point aucun

motif pour être plus explicites que nous ne l'avons été jusqu'ici, nous n'y voyons non plus aucune raison pour renoncer à nos principes. Il ne dépend de personne de nous faire aujourd'hui qualifier mensonge ce qu'hier nous appelions vérité. Les partis capables d'exécuter de telles volte-faces font preuve de beaucoup de souplesse et de discipline. Peut-être même se croient-ils fort habiles ; mais ils s'apercevront tôt ou tard que la véritable habileté, pour un parti, consiste à montrer du sérieux, de la suite et de la dignité. Ils peuvent obtenir à ce prix de petites satisfactions de haine et peut-être des succès d'un quart d'heure, mais ils les payent de la perte de leur influence et de leur considération.

La brochure de M. de Guéronnière n'a fait qu'effleurer la question du pouvoir temporel, ou plutôt elle ne l'envisage qu'à un point de vue très spécial et très restreint. C'est une sorte de mémoire apologétique destiné à rappeler les services du gouvernement français, l'ingratitude dont ils ont été payés, et à dégager sa responsabilité des événements qui se préparent à Rome. Nous avons à peine besoin de dire que ce point de vue n'a jamais été le nôtre. Si le gouvernement français a éprouvé de grandes déceptions à Rome, c'est qu'il est allé les y chercher de son plein gré il y a dix ans ; si on n'a pas tenu les promesses de réforme qu'on lui a faites, c'est que le système ne pouvait être réformé sans cesser d'exister ; si enfin avec les meilleures intentions du monde on s'est montré ingrat envers lui, c'est qu'un système ne peut pas être reconnaissant. Cette ingratitude ne doit pas être imputée aux hommes, mais à la force de choses. En tout cela le cabinet français a éprouvé les mécomptes et les désagréments ordinaires de tous les gouvernements qui ont voulu toucher aux affaires de cette puissance non moins fatale à ses bienfaiteurs qu'à ses ennemis. Avec un peu plus de pré-

voyance il n'eût tenu qu'à lui de se les épargner. Au reste, ces griefs, quelle que soit leur valeur, peuvent servir de prétexte à des récriminations personnelles de la part du gouvernement français, mais ils ne suffisent pas à motiver un fait aussi immense que la chute du pouvoir temporel, conséquence immédiate du retrait de nos troupes de Rome. Tout le monde sent que ce qui est en cause dans un tel fait et ce qui doit le justifier, ce ne sont pas seulement les dissentiments particuliers de Pie IX et de Napoléon III. Aussi l'auteur de la brochure s'est-il arrêté au moment de conclure, s'apercevant sans doute que la conclusion était hors de toute proportion avec les sujets de plainte qu'il venait d'énumérer.

Nous venons d'exprimer clairement combien nous différons de lui dans la façon d'apprécier ce grand débat. Notre opinion n'a pas pour règle l'état des relations du cabinet des Tuileries avec celui du cardinal Antonelli. Elle est la même aujourd'hui que la France semble vouloir abandonner la cause du pouvoir temporel qu'à l'époque où elle la relevait sur les ruines de la république romaine. Les déconvenues de notre diplomatie ne sont qu'un petit incident de ce grand procès. Depuis longtemps résolu au point de vue philosophique, le problème se réduit aujourd'hui à la question de savoir si l'Italie a le droit d'exister comme nation et de disposer de sa propre destinée. Si ce droit, qu'on ne conteste aujourd'hui à aucun peuple en principe sinon en fait, lui est reconnu, c'est au pouvoir temporel à se mettre d'accord avec lui, car il n'y a pas de droit contre le droit, et le temps n'est plus où il pouvait en appeler à la force.

Malheureusement une expérience de dix siècles, un enseignement tel que l'histoire n'en a jamais offert de plus lumineux, sont là pour démontrer que l'exercice de ce droit a toujours été incompatible avec l'existence politique

du saint-siège. On pourrait sur ce point se contenter de ses propres déclarations ; on pourrait rappeler les anathèmes fameux dont il a frappé une si juste cause, et tous les pièges où il a fait tomber ses défenseurs. Mais qu'est-il besoin d'invoquer le passé ? On dirait qu'il a été écrit que, jusqu'à son dernier jour, le pouvoir temporel voudra témoigner contre lui-même, en offrant l'image affaiblie mais fidèle des vices qui l'ont perdu. Nous l'avons vu, en effet, parcourir de nos jours, sous des formes artificielles, toutes les phases successives de sa longue existence, tantôt renouvelant avec Napoléon le pacte de Charlemagne, tantôt appelant à son secours les invasions germaniques, comme en 1831 et 1832, tantôt enfin ramenant les Français à Rome, comme en 1849. Pouvoir cosmopolite et antinational par essence, bien qu'il ait su flatter habilement quelques-uns des préjugés les plus chers à la nation italienne, il n'a jamais pu se soutenir qu'avec l'appui de la domination étrangère ; ce vice originel est si bien inhérent à sa nature, que son instant suprême le surprend, pour ainsi dire, en flagrant délit de conspiration contre la patrie, et ne subsistant que grâce à un secours qui n'a rien d'italien.

Expérience d'autant plus concluante que les hommes n'y jouent que le second rôle, et qu'à aucune époque le saint-siège n'a offert des pontifes plus irréprochables, comme personnes privées. Il n'est rien de plus injuste que la plupart des reproches adressés à Pie IX, âme d'une douceur vraiment évangélique et plus portée aux concessions qu'à la résistance. Son caractère est ici hors de cause. L'homme est conciliant, le pape n'a pas le droit de transiger. Il parle au nom d'un système inflexible ; il est le gardien d'un dépôt qu'il est tenu de transmettre intact à ses successeurs. Il a le droit de l'augmenter, mais non de l'amoindrir ; s'il en dispose, la transaction est nulle. L'histoire ne cite qu'un seul pape qui ait osé porter la

main sur cet héritage des apôtres ; il le fit, non par désintéressement, mais dans une heure de défaillance, pour se délivrer des embarras que lui créait un fardeau trop lourd pour sa faiblesse. Il s'éleva aussitôt un tel cri de réprobation au sein de l'Église, qu'il dut soudain se rétracter et faire amende honorable en plein concile. Le seul fait qui présente quelque analogie avec ce précédent s'est produit dans notre siècle, c'est le concordat de Fontainebleau. Mais ce concordat fut un acte de peur, et nullement une renonciation formelle aux droits du saint-siège sur les États romains. Sous la main de fer d'un conquérant, Pie VII, un vieillard faible et prisonnier, put consentir à abandonner de fait ses droits et accepter de la main qui l'avait dépouillé une espèce d'archichancellerie religieuse placée sous la haute surveillance du ministère des cultes et accommodée aux besoins de l'administration impériale, mais il opposa une résistance invincible à tous les efforts que fit Napoléon pour obtenir de lui une renonciation expresse. Le concordat parla de l'établissement du pape en France en termes généraux, sans faire aucune allusion à la souveraineté que le pape avait perdue, en sorte qu'on eût pu croire en le lisant qu'il ne s'agissait que d'un changement de résidence : « Sa Sainteté, y était-il dit, exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, *de la même manière et dans les mêmes formes que ses prédécesseurs.* »

C'est donc, selon nous, une illusion d'espérer un accommodement entre des principes aussi inconciliables que la nationalité italienne et la puissance temporelle des papes. Il peut être d'une politique habile de faire des ouvertures réitérées dans le sens d'une transaction, afin d'écarter du pouvoir qui vient de naître en Italie une responsabilité qui ne doit pas retomber sur lui, et de mieux mettre en lumière les obstacles qui rendent cette

espèce de solution impossible, mais il serait chimérique de compter sur la réalisation de cette hypothèse. En supposant même que Pie IX consentît à céder sur quelques points, on n'aurait gagné qu'une trêve trompeuse et passagère ; ses successeurs ne se considéreraient nullement comme engagés par ses concessions. Pour conclure un traité de paix, il faut avoir le droit de le signer. Au reste, si cette impossibilité de transiger est regrettable au point de vue politique, elle ne l'est pas au point de vue moral. Quand une institution a joué un grand rôle dans le passé de l'humanité et que sa fin est proche, il vaut mieux qu'elle disparaisse tout entière plutôt que de s'abaisser par des capitulations qui sont une honte à ses yeux, et qui prolongent son existence aux dépens de sa dignité. C'est un devoir pour elle de mourir debout. Ses ennemis eux-mêmes sont intéressés à ce qu'elle fasse respecter dans sa dernière attitude cette grande figure du passé de l'esprit humain. En touchant à ces ruines, ils ne doivent pas oublier quel hôte auguste les a habitées. Qui sait si elles n'ont rien gardé de son âme, et si en les profanant on ne court pas le risque de l'outrager lui-même ?

Le pontife qui règne aujourd'hui à Rome a porté plus qu'aucun de ses prédécesseurs le poids des perplexités inséparables d'une telle destinée ; il a fait des efforts généraux pour échapper aux extrémités qui le pressent. Dès le premier jour de son pontificat, on l'a vu occupé à chercher la conciliation qu'on lui demande encore aujourd'hui. Tant de bonne volonté et de sincère ardeur ne seraient point demeurées stériles si cette transaction avait été possible. Un instant il put croire qu'il l'avait trouvée ; toute l'Europe le crut avec lui, et la papauté temporelle parut définitivement gagnée à la cause de l'indépendance italienne. Mais presque aussitôt une trop célèbre encyclique, échappée aux angoisses de sa conscience de pontife qui se

révoltait contre une telle contradiction, vint prouver que ce n'était là qu'un vain rêve, et jeta le premier signal de la défection dans le camp des alliés de Charles-Albert. L'institution seule était coupable, nous le reconnaissons ; le pape avait agi en pape. Il était victime d'une situation plus forte que sa volonté. Mais comment accuser d'ingratitude, ainsi qu'on le faisait récemment encore à l'Académie française, les hommes qui avaient compté sur la parole donnée et qui laissèrent éclater leur désappointement avec le désespoir du patriotisme trompé ?

Depuis cette époque, l'incompatibilité des intérêts de la papauté temporelle avec ceux de l'Italie indépendante n'a fait que se manifester avec plus d'évidence, et maintenant que cette cause italienne si longtemps sacrifiée vient de se relever grâce à des prodiges de persévérance et d'habileté, maintenant que la chute de Gaëte assure ses nouvelles destinées, on conçoit qu'elle soit peu disposée à laisser subsister la plus cruelle ennemie d'une nationalité dont la conquête lui a coûté tant d'efforts et de sang généreux.

Le nouveau roi d'Italie a soigneusement évité dans son discours d'ouverture de toucher à ces points si délicats ; c'est une réserve qui est à la fois habile et de bon goût. Si quelqu'un au monde a jamais eu le droit de se plaindre de la politique du saint-siège, ce sont assurément les patriotes italiens dont il était l'interprète en cette circonstance, et cependant il est remarquable que, dans ses paroles comme dans leurs discours, on n'a presque jamais à relever des plaintes ou des récriminations contre une puissance qui a si longtemps paralysé leurs plans et flétri leurs espérances. Plus ils sont près de triompher, plus ils mettent de modération dans leur langage. En revanche, s'ils parlent peu, ils agissent beaucoup, et pourvu qu'ils sachent montrer autant de fermeté dans les occasions où il leur faudra résister à leurs propres entraînements et être en quelque

sorte fermes contre eux-mêmes, nous n'aurons pour eux que des félicitations. Ce discours de Victor-Emmanuel au premier parlement d'Italie est simple, substantiel, nourri de faits. C'est la plus haute éloquence à laquelle un manifeste de ce genre puisse atteindre. On pourrait le proposer pour modèle à beaucoup de discours du trône qui disent beaucoup moins en beaucoup plus de paroles. Il est vrai qu'il y a peu de souverains qui, en rendant compte de leur conduite à leur peuple, puissent la résumer en deux mots tels que ceux-ci : « Voici ce que j'ai fait pour vous : vous êtes libres. » Une énonciation de ce genre peut se passer d'artifices oratoires. Victor-Emmanuel a d'ailleurs donné satisfaction à tout ce que l'opinion publique attendait de lui. Au dedans la décentralisation administrative ; au dehors des alliances rassurantes par la force militaire comme celle de la France, ou par la liberté comme celle de l'Angleterre et de la Prusse ; et enfin, vis-à-vis de l'Autriche, un temps d'arrêt commandé par la nécessité de ne pas exposer à la légère et sans préparation suffisante des résultats aussi précieux et aussi inespérés que ceux qui ont été conquis ; tel est ce programme où la prudence se concilie avec la force.

Cette alliance avec la Prusse est encore, à l'heure qu'il est, un *desideratum* de la politique italienne plutôt qu'un fait acquis à la diplomatie ; mais ce fait répond à une nécessité de situation et aux intérêts respectifs des deux pays, ce qui vaut mieux pour lui que s'il était garanti par des traités. Tant qu'il y aura une Autriche, et ce qui durera plus longtemps que l'Autriche, une Allemagne méridionale opposée à l'Allemagne du Nord par la religion, les mœurs et les institutions, la Prusse ne sera l'ennemie de l'Italie qu'en se faisant tort à elle-même et d'une façon toute passagère. Quelque paradoxale que cette opinion puisse paraître, on peut affirmer que les traditions de la

Prusse ont beaucoup plus d'analogie sympathique avec le tempérament politique de l'Italie qu'avec celui de l'Allemagne catholique ; et si ce rapprochement, indiqué à la fois et par ces rapports de caractère et par l'identité de situation qui leur donne la même puissance à l'une pour rivale, à l'autre pour ennemie, ne s'est pas opéré plus tôt, c'est que l'Italie n'existait pas encore comme nation. Mais ce rapprochement est tellement marqué par la nature des choses, qu'il ne peut manquer de s'accomplir tôt ou tard ; c'est au sentiment qu'on commence à avoir de cette solidarité, d'une part comme de l'autre, qu'il faut attribuer la mission de M. de La Marmora à Berlin et l'adoption de l'amendement de M. de Vincke à la Chambre des députés prussiens, événement du plus heureux augure pour la paix de l'Europe.

On avait eu d'abord quelque velléité d'introduire cet amendement sous la forme d'un hommage rendu au principe des nationalités. Mais bien que ce principe ait été plus d'une fois invoqué dans le cours de la discussion, on a eu la louable franchise de réduire le débat à une question d'intérêt prussien. Le principe des nationalités est depuis quelque temps la formule obligée de tout expédient politique qui veut faire son chemin dans le monde, et pour notre part nous le regrettons, non qu'il nous paraisse contestable dans ses grandes applications, mais à cause des subtilités et des équivoques auxquelles il donne lieu. Prenez-le à la lettre, et tous les États de l'Europe tombent pour ainsi dire en poussière à force de se fractionner ; laissez-le, au contraire, interpréter largement — à la façon de l'exégèse allemande — et vous arrivez à ces contrastes singuliers de langage et de conduite que nous offre la Prusse dans la question holsteinoise et dans l'administration du grand-duché de Posen. La séance même où l'amendement de M. de Vincke, si favorable à la natio-

nalité italienne, a triomphé-définitivement, nous a offert à ce point de vue une contradiction des plus criantes. Encouragée par ces belles déclarations en faveur du principe des nationalités, la députation du grand-duché de Posen avait cru le moment bon pour demander, non une reconstitution de la nationalité polonaise, mais le respect des droits qui lui ont été garantis par les traités de 1815.

On ne peut lire sans émotion le discours simple et touchant que M. de Zoltowski a prononcé au nom de ses compatriotes. Il a parlé de christianisme ; il a rappelé le précepte : « Tu ne tueras point » et demandé qu'on en fit l'application à sa malheureuse patrie ; il a réclamé pour les Polonais le droit de parler leur langue nationale. Ces prétentions exorbitantes ont été accueillies par des éclats de rire. M. de Schleinitz a ri, M. de Schwérin a ri, toute la Prusse a ri. « Je ne puis m'empêcher de sourire, a dit M. de Schwérin, quand je pense que ces messieurs ne semblent seulement pas se douter *que c'est la Prusse seule qui est leur patrie.* » Il est, en effet, du dernier plaisant que les Polonais s'imaginent n'être pas des Prussiens. Tout le monde à Berlin a trouvé cette idée impertinente. On peut conclure de tout ceci que la Prusse professe au plus haut point l'amour de l'humanité, puisqu'elle voit des frères et des compatriotes non seulement dans les Polonais, mais dans les Holsteinois, dans les Danois du Schleswig et peut-être même jusque dans nos Alsaciens. Heureusement ils sont à l'abri des embrassements de la philanthropie prussienne.

10 mars 1861.

Il y a quelque chose de plus humiliant que le règne de la force, c'est celui de l'impuissance. On se trompe quand on croit qu'ils n'ont rien de commun, ils se tiennent comme la cause et l'effet. C'est en subissant le second qu'on expie d'ordinaire le tort d'avoir accepté trop complaisamment le premier. Ils se succèdent l'un à l'autre comme le châtiment succède à l'abus. Tel est le spectacle que nous offrent en ce moment la plupart des gouvernements européens, et ils ne sont malheureusement en cela que l'expression d'un mal plus profond qui a atteint les sociétés elles-mêmes. On a rarement vu les hommes se montrer aussi inférieurs aux situations, et tant de nullité en face de tant de péril. C'est à cette pénurie d'intelligences et de caractères qu'il faut attribuer la faveur et la prédominance qu'a retrouvées dans les conseils de l'Europe la politique de la ruse, qui a toujours été celle de la faiblesse. Dans les questions internationales comme dans les affaires intérieures, l'art de gouverner semble n'être plus que l'art de tromper le plus longtemps possible. Ce sont les malentendus qui font aujourd'hui la stabilité. Il n'est peut-être pas, à l'heure qu'il est, un seul cabinet en Europe qui ose dire où il va, avouer hautement ce qu'il veut, le but qu'il poursuit. Tout ce que la politique employait autrefois d'activité en initiative et au grand jour, on le dépense aujourd'hui en faux-fuyants et en moyens dilatoires. Lorsqu'on a réussi à ajourner une question on s' imagine qu'on l'a résolue, et on croit avoir largement payé ses dettes lorsqu'on est parvenu à en retarder l'échéance. Chacun vit au jour le jour, n'ayant jamais en vue que l'obstacle le plus pressant, et l'antique raison d'État elle-même a fait place à un esprit de conservation tout personnel et tout viager.

Cette analogie de conduite que nous offrent des hommes d'ailleurs si différents tient à une parité de situation. Les hommes d'État dont il est question ici n'ont pas seulement pour trait de ressemblance une parenté d'origine qui a pris naissance dans les mêmes tempêtes, et un égal mépris pour ce qu'on nommait autrefois la politique de principes, ils se trouvent presque tous avoir à lutter contre des difficultés identiques et ils le font avec les mêmes moyens et les mêmes préoccupations. Chacun d'eux est à la fois en présence d'une crise intérieure de jour en jour plus menaçante et de complications diplomatiques toujours prêtes à éclater en guerre générale, et entre deux dangers qui l'effrayent également, il ne cherche qu'à louvoyer et à gagner du temps. C'est chose triste à dire que, d'une part la sécurité des peuples, de l'autre la paix de l'Europe, ne tiennent qu'à cette double crainte, et cependant rien n'est plus réel. Chacun a assez d'occupation chez soi pour ne rien oser entreprendre à l'étranger, et en même temps on redoute assez les complications extérieures pour n'oser frapper aucun grand coup à l'intérieur. Otez à la Russie la question du servage, et nous avons la guerre aux portes de Constantinople ; ôtez à l'Autriche la question hongroise, et nous avons la guerre en Italie ; ôtez à la Prusse la question de Posen et surtout la préoccupation des éventualités qui peuvent se produire en Allemagne, et nous avons la guerre dans le Holstein ou sur le Rhin ; ôtez à l'Angleterre les alarmes de la classe industrielle aujourd'hui si prépondérante, et nous avons la guerre en Syrie ; ôtez à l'Italie la nécessité de la réorganisation intérieure, et nous l'avons en Vénétie. Enfin, en ce qui nous concerne, qui peut dire que nous ne devons rien sous ce rapport à l'inquiétude qu'inspire l'agitation épiscopale ?

Ainsi chaque gouvernement est à la fois poussé aux aventures et ramené sur lui-même par des nécessités éga-

lement irrésistibles. Il y a là quelque chose de ce que les physiciens disent de la force centrifuge et de la force centripète. Ce qui ne signifie nullement que ces hommes d'État soient des astres. Nous les comparerions plutôt à ce coursier fameux qui demeurerait immobile entre deux tentations également attrayantes. Singulière paix, qui ne tient qu'à l'impossibilité où chacun est d'agir ! Il faut ajouter, pour achever de peindre une situation si remplie de contradictions, que l'imminence de cette rupture de la paix générale est en même temps une des principales garanties qui protègent certains peuples contre leurs gouvernements. Comment ne pas voir, par exemple, que, sans les menaces de la France et de l'Italie, l'absolutisme autrichien n'eût jamais songé à transiger avec le libéralisme madgyar ou tchèque ? Comment nier que M. de Cavour n'ait été le collaborateur le plus efficace de M. de Schmerling, et que Victor-Emmanuel ne soit encore le protecteur le plus sérieux de la nouvelle constitution autrichienne ?

De là l'aspect uniforme de la politique européenne. Aux situations fausses les expédients de l'artifice et de la dissimulation. Dans les questions intérieures, jamais on n'a fait de plus belles promesses avec une plus ferme intention de ne les pas tenir. On s'efforce de faire illusion aux peuples en noyant les objets qui les intéressent sous un flot de paroles spécieuses et de paperasses inutiles ; on leur rédige des constitutions en plusieurs in-folio, quand il suffirait d'une déclaration de trois lignes pour les contenter ; on leur donne d'une main en reprenant de l'autre. Dans les relations diplomatiques, la politique de l'intérêt, la seule qui soit universellement admise aujourd'hui, a amené l'isolement, et l'isolement a amené la défiance et la peur. Les alliances se font et se défont tous les huit jours. Lorsqu'on a ce qu'on pourrait appeler une alliance en titre, il n'est pas de semaine où elle n'ait à se plaindre de quelque bonne

trahison. Chacun ne répond que de soi, personne ne veut se compromettre pour autrui. La diplomatie est devenue une guerre de surprise et d'embuscade. On s'épie, on avance, on recule suivant les opportunités. On sanctionne ou on désapprouve selon l'événement. C'est le succès qui décide. Une cause commence à être juste le jour où elle commence à réussir. Ce jour-là, pour employer une expression qui mérite de devenir historique, l'*intérêt prussien* n'hésite plus à se prononcer pour elle, et les autres intérêts font comme l'intérêt prussien. Il n'y a plus ni engagement, ni concert, ni solidarité, ni suite. On n'est plus lié que par sa convenance ou son ambition. On ne s'entend que grâce à une feinte confiance et à un silence convenu. Supposons que chacun laisse voir le fond de sa pensée, et aussitôt la guerre éclate. Triste harmonie qui ne repose que sur des équivoques. On conçoit que le résultat le plus satisfaisant que puissent obtenir les cabinets européens dans un tel état de choses soit de se tenir en échec et de se neutraliser les uns les autres; mais un pareil équilibre n'est ni celui de la force, ni celui du droit, c'est l'équilibre du néant.

Cette situation est trop précaire pour inspirer aucune confiance, même à ceux qui désirent le plus vivement la voir se prolonger, et le trouble qu'elle jette dans les esprits, dans les affaires, dans les intérêts de toute nature, est si profond, que le jour où l'Europe sortira de cet état d'angoisse et d'anxiété sera salué par elle d'un immense cri de joie, dùt-il, comme on a trop lieu de le craindre, être le signal de bien des calamités. Malgré la solidarité intime qui rend la paix nécessaire à la civilisation, on est parfois tenté de se demander si la guerre avec tous ses déchirements n'est pas préférable à cette atmosphère de silence, d'inertie et de torpeur dans laquelle les peuples étouffaient depuis quelques années. Au reste, mille signes irrécusables annoncent, sinon la guerre, du moins une ère de luttes

nouvelles, et la lutte est toujours féconde pour les nations ; c'est la forme même de leur activité. Tous les problèmes incommodes dont on croyait s'être définitivement débarrassé, parce qu'on avait réussi à en éluder pour un temps la discussion, reparaissent et demandent à être jugés de nouveau. Somme toute d'autant plus impérieuse qu'elle n'emprunte plus comme autrefois la voix des passions ou de l'esprit de système, mais celle de la nécessité.

C'est éminemment avec ce caractère de fait nécessaire, inévitable, que vient de se présenter en France la question du pouvoir temporel du pape. Que n'a-t-on pas fait dans tous les partis pour la conjurer, pour l'ajourner, ou comme on a dit longtemps, avec une complaisance d'illusion que personne ne possède plus aujourd'hui, pour l'arranger ? Que d'expédients, que de conseils, que de transactions, que d'atermoiements offerts et repoussés presque aussitôt de part et d'autre ! Jusqu'au dernier moment, il y a eu de la part de l'opinion comme du pouvoir une espèce de convention tacite pour éviter même d'y faire la plus lointaine allusion. Alors qu'elle préoccupait le plus gravement l'attention publique, tout le monde s'accordait pour n'en point parler, et il a fallu que, grâce à la marche des événements d'Italie, cette redoutable difficulté vint en quelque sorte s'imposer à nous pour qu'on ait enfin osé en prononcer le nom. On peut s'assurer à l'heure qu'il est si cette réserve exagérée nous a été réellement profitable, si elle était prévoyante, et si elle a retardé d'une minute l'échéance qu'on craignait de précipiter. Le débat qui vient de s'ouvrir à ce sujet ne serait-il pas plus éclairé et plus approfondi s'il avait été précédé de cette instruction préparatoire qu'eût formée sur ce point la libre discussion ? On a gagné sans doute à ces précautions multipliées l'avantage de mieux voir à l'œuvre la force des choses, qui est aujourd'hui le maître souverain des hommes et des dieux,

le seul juge accepté des actions humaines. Elle a conduit en effet toutes ces péripéties d'une main merveilleusement sûre et infaillible. — Mais cette force, qui n'est après tout que la fatalité, ne s'exerce jamais qu'au détriment de la liberté de l'homme, même quand elle se fait le ministre des décrets de la justice; et il eût mieux valu, pour notre gloire, que de si grands résultats eussent été l'ouvrage d'une volonté ferme et réfléchie.

Quoi qu'il en soit, la lutte est désormais engagée, et il n'est au pouvoir de personne de dire où elle s'arrêtera. Par les préliminaires qui nous en sont connus, on peut déjà s'apercevoir combien la publicité tend à élargir les débats, à les généraliser, et surtout combien elle leur donne de franchise et leur imprime de logique. Concentrée jusqu'ici dans la main du gouvernement, qui en a tenu tous les fils, et qui a tout fait pour la circonscrire dans les limites d'une négociation diplomatique, la question romaine a, dès le premier jour où elle a été portée devant les Chambres, retrouvé l'importance qui lui est due, c'est-à-dire les proportions d'un débat auquel personne n'a le droit de rester indifférent, et cette métamorphose s'est opérée malgré la répugnance visible avec laquelle ces corps délibérants ont accepté cette partie de leur tâche.

Les deux projets d'adresse rédigés l'un par le Corps législatif¹, l'autre par le Sénat², sont à ce point de vue infiniment plus caractéristiques que ne pourra l'être un texte définitif, parce qu'ils sont l'expression de ce premier mouvement dont la sagesse des nations a dit qu'il est toujours bon, on ne sait trop pourquoi. Ce n'est nullement parce qu'il nous apparaît sous cet aspect que le fait dont nous parlons nous semble surtout significatif, mais en

1. Au *Moniteur universel* du 28 février.

2. Au *Moniteur universel* du 26 février.

raison du contraste qu'il présente avec le spectacle offert par ces deux assemblées depuis l'ouverture de la discussion. Qui se fût douté, à la lecture de ces deux documents également pacifiques et exprimant, l'un une velléité plutôt qu'un dessein arrêté de jouer le rôle d'un pouvoir modérateur, l'autre une confiance peut-être un peu illimitée, car elle embrasse à la fois le passé, le présent et l'avenir, qui se fût douté, disons-nous, de la profondeur des dissensions qui se cachaient sous cette placide apparence ? Deux camps ennemis sont apparus là où l'on ne nous laissait voir qu'une surface uniformément limpide et quelque peu dormante. Supprimez la publicité, tout cela demeure ignoré ; on entrevoit à peine la réalité des choses sous le voile des fictions officielles, et l'opinion désorientée perd un de ses principaux points d'appui, car ses forces n'existent réellement que le jour où elles sont connues et dénombrées. Elles ont, en effet, ce mystérieux privilège : en se comptant, elles se multiplient.

Il importe d'ailleurs assez peu que la majorité du Corps législatif et du Sénat reste fidèle ou non au programme qu'elle s'est tracé dans les deux projets d'adresse. L'opinion s'est désormais emparée du débat, elle ne le désertera plus. Au besoin, elle le poursuivra seule et pour son propre compte. On peut constater dès aujourd'hui combien, grâce à son intervention et grâce à la logique qu'imposent les discussions, le langage du gouvernement, au sujet de la question romaine, est devenu plus net et plus décisif, malgré son extrême désir de ménager tout le monde. Cela tient sans doute en partie à ce qu'il se sent soutenu par l'esprit public ; mais cela tient surtout à ce qu'il est mille fois plus difficile d'être inconséquent dans un discours qui est entendu de toute l'Europe, que de l'être dans un acte diplomatique que personne ne contrôle. On n'a, pour se convaincre de cette vérité, qu'à rapprocher le discours de

M. Billault des dernières dépêches qui ont été écrites sous la même impression, ou, si l'on veut, de la récente brochure de M. de La Guéronnière, qui en forme une espèce de résumé. Un discours n'est plus un essai de transaction plus ou moins plausible; il est, qu'il le veuille ou non, une véritable déclaration de principes. Si l'orateur oublie ou s'abstient de conclure, tous ses auditeurs s'empressent de conclure pour lui, et c'est ce qui est arrivé à la fin du discours de M. Billault ¹.

On n'a pas eu à prendre le même soin en ce qui concerne celui du prince Napoléon ², dont la conclusion n'est pas nouvelle, mais a été aussi explicite qu'on pouvait le désirer ou le craindre. Nous avouons toutefois avoir peu de goût pour cette demi-solution, qui consisterait à laisser une moitié de Rome sous la domination du pouvoir temporel, et nous ne pouvons comprendre les avantages qu'on s'en promet. Elle offre en effet en raccourci tous les inconvénients de l'état de choses actuel, et elle aurait encore moins de quoi contenter les intéressés, parce qu'ils seraient obligés de l'accepter comme définitive, au lieu de la considérer comme provisoire. Il est bon cependant qu'on la propose, ne fût-ce que pour mieux faire ressortir l'impossibilité de toute transaction. Il faut que tout le monde arrive à se convaincre qu'il y a là une de ces questions qui ne comportent pas les demi-mesures. Tout ou rien : cet ultimatum des ministres qui dirigent aujourd'hui la politique romaine est aussi le seul par lequel nous puissions leur répondre dignement. Leur règle de conduite nous dicte la nôtre, et s'il n'ont pas le droit de transiger, nous le possédons bien moins encore. De quel droit disposerions-nous en effet de ces cent mille Romains qu'on nous propose

1. Discours prononcés dans la discussion de l'adresse au Sénat.

2. Id.

d'attacher contre leur volonté à cette ombre d'un gouvernement qu'ils détestent ? Serons-nous donc superstitieux jusqu'en portant la main sur cette grande idole ! Le souvenir d'un pouvoir qui n'est plus occupe-t-il tant de place ? Lui faudra-t-il des sujets même après qu'il aura cessé de régner, et nous chargerons-nous de les maintenir auprès de ce simulacre de trône comme ces esclaves qu'on enchaînait autour des tombeaux ?

Mais laissons de côté le droit dont personne ne se soucie et qu'on n'invoque plus aujourd'hui que contre le droit lui-même, comme lorsqu'on oppose celui de la papauté à la volonté de l'Italie. Les considérations politiques ne sont pas moins décisives. Que veut-on frapper à Rome aujourd'hui ? Ce n'est pas, à coup sûr, une force bien redoutable pour le moment ; c'est un système politique, de son propre aveu incompatible avec la nationalité italienne, et qui d'un jour à l'autre peut lui redevenir funeste. C'est une organisation, et non le pouvoir effectif que cette organisation possède aujourd'hui. Dans l'état d'affaiblissement auquel il se trouve réduit, il importe fort peu au gouvernement pontifical de conserver quatre cent mille sujets ou d'en garder dix mille ; ce qui lui importe, c'est d'en conserver. S'il parvient à rester debout, il saura ressaisir plus tard ceux qui lui auront échappé. La question, pour lui, n'est pas de posséder plus ou de posséder moins, c'est d'être ou de ne pas être, c'est de conserver son principe intact et sanctionné par un fait si petit qu'il soit, en attendant que le moment soit venu d'attaquer ce qu'il appellera toujours une usurpation. Accordez-lui ce point, il est sauvegardé, consacré aux yeux des peuples ; il dissimule ses arrière-pensées jusqu'à ce qu'il ait retrouvé sa fatale influence ; il reste au sein de l'Italie comme un complice éternel des conspirations étrangères, toujours prêt comme par le passé à tendre la

main à l'ennemi de la patrie. Complicité inévitable même dans le cas où elle s'ignorerait elle-même, car tout ce qui sera une défaite pour la cause nationale sera une victoire pour lui. N'est-ce pas la plus invraisemblable des chimères que de supposer qu'une nation qui a été avertie par de si cruelles leçons sera assez imprévoyante pour laisser subsister au cœur même de ses provinces un pouvoir allié de l'étranger, lorsqu'il lui suffira d'étendre la main pour le faire disparaître ? Ne voit-on pas enfin que tous les motifs qui font que l'établissement pontifical, dans ces conditions actuelles, ne peut contenter ni ses amis ni ses ennemis, auraient mille fois plus de force encore après qu'il aurait subi cette dernière transformation ?

On nous accuse volontiers de ne nous intéresser à la cause de l'Italie que dans la mesure de l'aversion que nous inspire celle du pouvoir temporel ; nous pourrions renvoyer ce reproche à nos adversaires et dire que leur dévouement pour lui est en raison de leur horreur pour elle ; mais ces récriminations n'avancent en rien les questions, et la meilleure manière de répondre aux fausses imputations, c'est de laisser mieux voir encore le fond de sa pensée, sans crainte de leur fournir de nouvelles armes. Ce genre de justification est le seul qui profite à tout le monde à la fois, et nous n'y faillirons pas. Ce n'est pas seulement à cause de son incompatibilité avec l'indépendance italienne, et des vices que nous avons relevés en lui comme gouvernement, que la chute du pouvoir temporel nous paraît désirable. Nous la croyons également souhaitable pour tous les peuples en particulier ; nous y voyons le premier signal d'une révolution tout autrement profonde, qui aura pour théâtre, non plus seulement l'Italie, mais l'univers catholique tout entier.

Cette révolution que nous appelons de tous nos vœux comme libéraux, et que nous appellerions bien plus ar-

demment encore, si nous étions des catholiques convaincus, c'est celle qui doit émanciper l'Église de l'État, en brisant partout les derniers liens qui rattachent le spirituel au temporel. Qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas dans un esprit hostile qu'on la demande aujourd'hui, c'est par respect pour un principe de justice. L'Église est maintenant plus intéressée que nous à ce qu'elle s'accomplisse. Cette séparation de l'Église et de l'État, que le libéralisme a si longtemps réclamée au nom de l'indépendance du laïque, ce sera avant peu l'Église elle-même qui la revendiquera au nom de sa propre liberté. Elle n'a pas d'autre sauvegarde à invoquer si elle veut échapper au fractionnement qui la diviserait en plusieurs Églises nationales. La séparation de l'Église et de l'État est la conséquence, peut-être lointaine encore, mais inévitable, de la transformation qui s'accomplit à Rome. La raison fondamentale en est bien simple. L'État n'ayant plus aucun rapport de l'ordre temporel avec le pape, sa situation vis-à-vis du clergé se trouve absolument changée. Il n'est plus un protecteur, il est un maître. Ne reconnaissant plus le chef, s'il continue à exercer un droit de patronage sur les subordonnés, son influence sur eux ne s'exerce plus qu'au détriment de l'autorité pontificale. Cette influence n'a plus pour règle l'intérêt de cet élément neutre, cosmopolite, universel que symbolisait le pontife, mais seulement des convenances politiques. Depuis longtemps ce cosmopolitisme n'était plus représenté que par la force collective qui maintenait le pape à Rome. Ses États étaient comme une dotation immobilière, une sorte de budget inaliénable fourni à frais communs par les puissances catholiques, et le traitement des Églises particulières était censé en être une espèce de répartition. Si on retire ce budget au pape, le clergé ne peut garder le sien sans tomber sous la dépendance de ses bienfaiteurs. L'organisation actuelle était déjà bien loin

d'être à l'abri de ce reproche, et si l'État rendait beaucoup de menus services à l'Église, il avait aussi l'art de les lui faire largement payer; que sera-ce lorsqu'il restera seul juge du prix qu'il lui conviendra de demander?

Déjà le clergé a eu plus d'une occasion de reconnaître ces vérités depuis que la lutte s'est ouverte au sujet de la question romaine. Les prélats que l'ardeur de leur foi ou de leur passion entraînait à ce combat ont pu s'entendre rappeler que s'ils sont prêtres il sont aussi fonctionnaires; que lorsqu'on veut faire acte d'indépendance vis-à-vis d'un pouvoir, il faut commencer par n'en pas accepter les bienfaits. Ils ont pu s'assurer que les concordats, si avantageux quand on est d'accord, ont aussi quelques inconvénients quand on ne s'entend plus. Ils ont pu regretter des liens si prompts à se changer en chaînes. La suite des événements ne fera que donner plus d'évidence à cette sorte de morale en action. Les appels comme d'abus aidant, le principe de la séparation de l'Église et de l'État fera son chemin dans le monde, et les catholiques sincères seront plus empressés de le réclamer que les libres penseurs eux-mêmes. L'entretien du culte doit être laissé au fidèle par les mêmes raisons qui font qu'on lui laisse le choix de sa croyance. Cette idée si simple et si morale, complément ajouté par la philosophie aux véritables traditions du christianisme qui l'avait entrevue à ses débuts, est destinée à devenir un des principes constitutifs des sociétés modernes, et ce serait un aveu bien grave pour une religion que celui par lequel elle déclarerait ne pouvoir supporter un tel état de choses.

Les débats passionnés qu'a soulevés au Sénat la question italienne ont fourni l'occasion de se formuler de nouveau aux alarmes réelles ou simulées qu'inspire à quelques-uns de nos hommes politiques la formation d'une puissance appelée à un grand développement et à une lé-

gitime influence sur les affaires de l'Europe. Les considérations qui ont été présentées à ce sujet n'ont point modifié notre manière de voir. Elles sont d'ailleurs d'un ordre assez peu élevé et ne font pas beaucoup d'honneur à ceux qui s'en contentent. A toutes les passions qu'on a cherché à exciter contre la cause italienne il faudra ajouter celle de la peur, qui jusqu'ici n'avait guère passé pour une passion française. C'est sans doute la première fois qu'en France on a osé y faire appel aussi ouvertement, et sur de si futiles prétextes. Il faut beaucoup de courage dans ce pays pour parler si franchement un langage pareil. Mais enfin, serait-ce de la conquête qu'on cherche à nous effrayer? On y parviendrait difficilement. A qui persuadera-t-on que ce peuple aimé du ciel, en possession d'une terre incomparable, et qui de temps immémorial n'a pas franchi ses frontières; nourrit l'abominable ambition de venir fonder des colonies sur les bords de l'Oise et du Loiret? Veut-on seulement nous faire peur d'une alliance éventuelle avec nos ennemis? La chose assurément n'a rien d'impossible; elle se présentera sans doute un jour, car il n'y a pas d'union éternelle, pas plus pour les peuples que pour les individus; mais ne pouvons-nous pas en courir la chance comme le reste de l'Europe, nous que dans tous les cas cette éventualité menace le moins, nous qui sommes liés à l'Italie par la fraternité de race, par les sympathies, par les mœurs, par la solidarité de destinée, par le sang versé sur les mêmes champs de bataille?

Est-ce d'ailleurs à un si misérable point de vue qu'il convient de se placer pour apprécier un tel résultat? Amie ou ennemie, qu'importe, si le monde doit y gagner un grand peuple de plus? Avant d'être des Français, nous sommes des hommes. L'Angleterre a été notre ennemie pendant des siècles, et nous a fait plus d'une cruelle blessure, et cependant qui consentirait à voir disparaître l'An-

gleterre, à moins d'être un fanatique ou un insensé? On parle du danger des coalitions; mais pourquoi oublier qu'il n'y a jamais eu de coalition sérieuse contre la France que lorsqu'elle a voulu empiéter sur ses voisins: si l'Italie doit créer un obstacle de plus au succès de telles entreprises, il faut s'en applaudir, au lieu de s'en affliger. Plût à Dieu qu'à une autre époque, dont nous n'avons pas encore cessé d'expier les illusions, nous eussions rencontré dans l'Italie une nation capable de nous avertir, et, au besoin, de nous résister, au lieu de trouver en elle un peuple dévoyé et prêt à s'associer à tous nos entraînements.

Enfin, puisqu'il est écrit qu'on n'invoquera dans toute cette discussion que le mot intérêt, rappelons qu'il s'agit ici d'un intérêt supérieur, d'un intérêt européen, ce qui vaut bien un intérêt français ou prussien. La liberté de l'Europe — c'est-à-dire la civilisation elle-même — est au plus haut point intéressée, en présence du nivellement qui s'opère partout, à ce qu'il s'établisse sur le continent le plus grand nombre possible de ces individualités fortes et durables qui constituent les nations. Plus l'Europe en possédera de vraiment dignes de ce nom, plus on aura de chances d'échapper à cette unité de domination, à cette uniformité de pouvoir, de mœurs, de législation qui semble aujourd'hui l'idéal des démocraties, et qui serait sa ruine, comme elle a été celle de l'empire romain. Tout le développement si original et si varié de la civilisation moderne a été dû à l'indépendance respective des groupes de cette grande confédération du monde occidental, et cette indépendance, plus sérieusement menacée dans notre siècle qu'elle ne l'a jamais été, reste encore la seule garantie de sa prospérité future. Tout ce qui peut l'accroître et la fortifier est un bienfait à nos yeux. Voilà pourquoi nous saluons avec joie cette glorieuse éclosion d'une nationalité nouvelle.

Il en est une autre à côté de laquelle nous ne passerons pas sans saluer au moins son malheur qui est une gloire aussi. C'est celle d'un peuple qui a eu ses jours d'héroïsme et de grandeur, et qui a succombé sous la fatalité de ses qualités généreuses plus encore que sous celle de ses fautes, de même à peu près qu'on voit succomber les âmes chevaleresques au milieu d'une société livrée à la spéculation et au mercantilisme. La Pologne s'agite de nouveau dans sa tombe mal scellée, et se rappelle au souvenir de l'Europe qui l'oubliait. Les rhéteurs eux-mêmes se sont lassés de célébrer cette mystérieuse et indomptable vitalité qui semble trouver de nouvelles forces dans les coups qu'on lui porte. Malheureuse nation dont les souffrances sont devenues un lieu commun ! Mais qu'importe que ce sujet ait été abandonné comme un thème usé et rebattu ? Ce n'est pas avec des mots qu'on lui eût été utile ou qu'on l'eût consolée. La Pologne a appris à ses dépens à se défier de ces stériles témoignages ; on lui a prouvé par de tristes mécomptes qu'elle ne pouvait compter que sur elle-même. Nous ne pensons pas que ses douleurs soient encore près de finir, mais il est bon que les peuples en entendent souvent le cri. Sa situation est incontestablement meilleure qu'elle ne l'était il y a quelques années. L'adresse touchante que viennent de signer les habitants de Varsovie, à la suite de la manifestation du 26 février, n'eût jamais été même lue sous le règne de l'empereur Nicolas. La Pologne se relèvera par cela seul que tout change autour d'elle et qu'elle seule ne change point. A la vérité ses plaintes font encore rire en Prusse, mais elles font réfléchir en Russie, et en Autriche elles commencent à faire peur. La question du servage et les complications hongroises lui fourniront peut-être plus prochainement qu'on ne pense l'occasion de quitter le langage de la plainte pour celui des revendications et des remontrances.

Qu'elle supporte donc sa destinée avec le courage patient qui relève les causes perdues ! Qu'elle apprenne durant sa servitude le secret de ces humbles et solides vertus qu'elle a trop dédaignées dans ses jours de prospérité. Le temps se chargera du reste. Elle n'est encore qu'un embarras pour ses oppresseurs. Un jour viendra où elle sera le remords de l'Europe !

Ainsi à l'extérieur comme à l'intérieur tout marche à travers d'inévitables hésitations, mais sûrement, vers un équilibre fondé sur des combinaisons nouvelles. Dans toute situation où des intérêts opposés, des systèmes rivaux, des esprits profondément divisés sont en présence, ainsi qu'on peut le voir aujourd'hui dans toute l'Europe, il y a toujours un temps d'arrêt considérable employé en essais de conciliation : tel est le moment que nous traversons. Chacun propose son expédient ou son compromis, en attendant que la force des choses le repousse ou le ratifie. L'Amérique elle-même, si étrangère habituellement à nos agitations, offre sous ce rapport le même spectacle que Rome, qui n'accepte pas les transactions qu'on lui propose, ou que l'Autriche qui propose des transactions qu'on n'accepte pas.

25 mars 1861.

Il est dès aujourd'hui facile d'embrasser dans leur ensemble les débats de l'adresse au Corps législatif et au Sénat. Leur physionomie générale ne peut plus être sensiblement modifiée. Ils ont justifié jusqu'à un certain point le dédain avec lequel les assemblées qui prennent une part sérieuse et active aux affaires du pays qu'elles représentent envisagent d'ordinaire ces sortes de discussions. Cepen-

plus fort que leur haine pour les principes sur lesquels ils diffèrent.

Nous espérons qu'au lieu de s'adjoindre comme appoint à deux partis assez connus par la défiance que la liberté leur a toujours inspirée, ils s'efforceraient d'étouffer leurs dissentiments, de créer un centre de ralliement au milieu de cette singulière déroute à laquelle nous assistons, et s'imposeraient tôt ou tard à leurs adversaires, par la seule autorité que possède un grand principe de justice et de raison, au milieu de systèmes discrédités, d'intérêts inquiets et troublés, de partis fourvoyés et surpris à chaque instant en flagrant délit de mensonge ou de contradiction.

Aux esprits superstitieux, et toujours préoccupés des questions de forme lorsqu'il s'agit du fond, qui nous auraient objecté l'insuffisance de cette politique du libéralisme pour maintenir l'entente entre des hommes venus de points souvent très opposés, nous eussions rappelé les temps glorieux pour la France où ce programme a suffi à toutes les exigences que réclamaient la conduite et la discipline d'un parti, sans qu'il fût jamais besoin d'une définition plus précise au sujet de certaines questions ou de certaines formes secondaires par nature. Nous leur aurions demandé si cette admirable opposition de la restauration, si les Lafayette, les Benjamin Constant, les Foy, les Manuel avaient jamais eu besoin d'être d'accord, par exemple, sur le nom définitif à donner au pouvoir exécutif, pour rester unis et agir de concert; s'ils eussent jamais souffert qu'un dissentiment au sujet d'une question extérieure vînt briser leur union et leur faire trahir les intérêts dont ils avaient embrassé la défense. Nous leur aurions demandé si ce n'est pas là ce qui fit aussi l'incomparable grandeur de notre Constituante, et ce qui l'élève tellement au-dessus des époques qui la suivirent. Les questions de forme sont en politique aux questions de fond ce que l'esprit de

secte est à l'esprit religieux. Quant à la prédominance des préoccupations extérieures dans un pays où tant de graves problèmes attendent leur solution, elles indiquent un peuple qui cherche à se fuir lui-même pour échapper à des devoirs qui l'effrayent.

C'était là, paraît-il, une chimère. On formerait aujourd'hui en France un parti breton plus facilement qu'un parti libéral. On ne voit plus en présence que deux extrêmes prêts à se dévorer, pour qui la liberté n'est qu'un intérêt du dernier ordre, et entre les deux un pouvoir qui ne demanderait pas mieux que de maintenir l'équilibre, mais qui pourrait bien être mis en demeure de se prononcer pour l'un ou pour l'autre, sous peine de se trouver isolé. On parle souvent du sang que nous a coûté la question italienne. Nous avons donné bien plus que notre sang; nous lui avons sacrifié toutes nos espérances de réconciliation. Elle a aigri nos haines, elle a éternisé nos divisions. Puisse du moins cet holocauste lui profiter! Voilà l'état de choses que les débats du Sénat et du Corps législatif viennent de révéler. Cette révélation n'a rien de consolant. Mais une situation gagne toujours à être nettement connue. On se préoccupera peut-être à l'avenir de chercher un moyen d'y remédier.

Le second résultat que nous devons aux débats de l'adresse n'est pas moins décisif. Il est relatif à l'idée qu'on doit se faire de la valeur pratique des améliorations introduites dans nos institutions par le décret du 24 novembre. Les développements exagérés qu'a pris la discussion des deux adresses nous paraissent extrêmement caractéristiques au point de vue du rôle nouveau qu'il attribue aux corps délibérants. Un mois entier consacré à la rédaction d'un conseil respectueux adressé à la couronne atteste suffisamment que ces réformes ont trop donné à la parole et pas assez à l'action. C'est trop d'hésitation pour un vote de confiance,

ou trop de complaisance pour un avis motivé. Si du moins ces représentations, si inoffensives qu'elles soient, devaient exercer, comme on s'en est flatté un instant, une influence effective et nécessaire sur les actes du gouvernement, on pourrait prendre son parti du déluge de discours médiocres qu'elles nous ont valus, et s'en consoler en les oubliant; mais on nous a signifié assez clairement que le pouvoir exécutif entendait garder son indépendance entière et qu'il prendrait en considération les conseils de l'adresse dans le cas seulement où il le jugerait à propos. S'il fallait accepter absolument cette théorie, qui nous paraît avoir été exagérée par l'entraînement de la discussion, le rôle de nos assemblées, dans ce temps de souveraineté du peuple, serait encore inférieure à celui du parlement sous l'ancien régime. Le roi pouvait, en effet, regarder comme non avenues les remontrances du parlement, et c'était le plus souvent à quoi il se déterminait, mais il était au moins obligé à tenir des lits de justice.

Si on refuse toute sanction efficace au droit d'adresse, quelle ressource reste-t-il à ces assemblées, sinon de s'incliner en silence devant une volonté toute-puissante! Si elles avaient le droit d'interpellation, même séparé de tout contrôle de la responsabilité ministérielle, elles pourraient espérer de faire prévaloir leurs avis à force de les répéter et en forçant ainsi l'opinion publique à prendre parti pour elles. Si elles avaient un droit d'initiative même restreint, elles pourraient manifester leurs sentiments avec plus de netteté encore; mais réduites à ce droit d'adresse brillant et stérile qui leur donne toutes les agitations des luttes parlementaires sans aucune de leurs compensations, à ce droit d'amendement tout négatif puisqu'il soumet la critique à l'approbation de celui qui est critiqué, elles représenteraient un corps de virtuoses politiques plutôt qu'un cénacle d'hommes d'État. Elles n'auraient en

définitive que cette ressource désespérée du refus de budget, extrémité devant laquelle elles reculeraient toujours. Si leur opposition devenait gênante en ce qui concerne les projets de loi, on aurait toujours un moyen très simple de l'é luder, ce serait de ne plus leur en envoyer.

Cet expédient non seulement n'aurait rien d'impraticable, mais il n'aurait même rien de nouveau. Il y a à cet égard un précédent infiniment curieux qui remonte au Consulat. Le premier consul, impatienté un jour des petits embarras que lui créait l'opposition du tribunal, prit simplement la détermination de ne plus lui envoyer de projet de loi à discuter, et les tribuns, fort embarrassés à leur tour de voir leur éloquence mise en disponibilité, ne tardèrent pas à devenir plus dociles. Une résolution de ce genre n'aurait absolument rien d'illégal sous le régime actuel et créerait beaucoup moins de difficultés au gouvernement qu'on ne le suppose. Dans les pays de centralisation, l'intervention du pouvoir législatif est fort indifférente au train ordinaire des choses, ce qui revient à dire qu'ils peuvent très facilement se dispenser de réfléchir et de vouloir. La machine agit par elle-même. Cela fait l'éloge de la machine, mais c'est peu flatteur pour la nation.

Il y avait quelque chose de la pensée qui nous inspire ces réflexions dans les saillies un peu trop humoristiques et décousues de M. le marquis de Pierre. Il est difficile de se moquer de soi-même avec plus de résignation et d'agrément ; mais si ce discours a manqué parfois de mesure et de dignité, au fond il ne manquait pas de bon sens. On nous a invités à exprimer notre avis, a dit M. de Pierre, mais est-ce dans l'intention de le suivre ? Nullement. Pourquoi donc parlons-nous ? Pour offrir des conseils qui ne seront pas écoutés ou pour nous donner en spectacle ? Qu'on suppose, en effet, que le Corps législatif ait à exprimer un blâme au sujet de la politique du gouvernement : sur

qui retombe ce blâme ? Autrefois il eût entraîné un changement de ministère et tout eût été fini par là. Mais aujourd'hui que, par suite de la suppression de la responsabilité ministérielle, l'empereur seul est en possession de représenter le gouvernement, c'est à lui seul que s'adresserait ce blâme, qui serait strictement constitutionnel peut-être, mais qui serait encore plus factieux, comme dit M. le marquis de Pierre.

On peut donc s'apercevoir dès aujourd'hui qu'en supprimant la responsabilité ministérielle on a mis à sa place une fiction mille fois plus illusoire que l'inviolabilité royale. Que ceux qui nous parlent avec tant d'assurance de la responsabilité impériale veuillent bien nous indiquer, s'ils le peuvent, un seul moyen pratique de la mettre en cause sans courir le risque d'ébranler la constitution elle-même. Toute opposition qui voudrait prendre ce mot à la lettre n'aurait pas d'autre ressource que de s'attaquer à la personne même de l'empereur, et cette opposition-là, il ne faut pas craindre d'appeler les choses par leur nom, ce serait une révolution. Le législateur aurait-il donc eu le dessein d'intimider, de désarmer d'avance toute opposition en ne lui laissant que le choix entre un acquiescement constant et absolu ou une perspective aussi effrayante ? Nous aimons mieux croire qu'il a voulu laisser quelque chose à faire au temps et à l'esprit pratique éclairé par l'expérience.

De tous les discours prononcés dans le cours de cette longue discussion, celui de M. Favre est le seul, à notre gré, qui ait exactement caractérisé l'état intérieur de la France, de même qu'il a le mieux apprécié la question romaine. Nous l'en félicitons d'autant plus volontiers qu'il est loin d'avoir eu tout le succès qu'il méritait, peut-être en raison même de son impartialité et de la vérité du tableau qu'il nous a offert. Beaucoup de gens qu'il dérangeait dans leur

quiétude se sont récriés contre l'à-propos de ce rapprochement si peu à notre avantage entre les principes de 89 et l'ordre actuel, qui sait si bien protester en toute occasion de son respect pour eux, à la condition de n'être pas pris au mot. Nous pensons, au contraire, que la comparaison n'a jamais été plus opportune. Quel meilleur moment pourrions-nous choisir, en effet, pour cette revendication que celui où la parole nous est rendue après un si long silence, où le gouvernement revient de lui-même à une plus juste appréciation de ces principes, où il nous invite à nous prononcer sur la valeur de l'hommage, qu'il a voulu lui rendre par sa nouvelle réforme? Il y a une espèce de démocratie qui trouve cela souverainement intempestif. Elle ne peut dissimuler sa mauvaise humeur de voir qu'on mette au grand jour tous les points sur lesquels la légalité actuelle se trouve en contradiction avec les principes de la révolution française. Elle pense que nous devons nous estimer heureux de la liberté qu'on nous laisse, et apprendre comme elle à nous contenter de peu. Il n'importe guère, selon elle, que la liberté ne soit pas écrite dans nos lois, puisqu'elle est gravée dans le cœur de nos gouvernants, et nous sommes des ingrats de songer à prendre contre eux des précautions injurieuses, comme si nous étions tellement à l'abri des coups du destin, que nous n'ayons pas à nous mettre en garde contre son instabilité, et comme si une tolérance pouvait jamais constituer un droit. Ces réserves pleines de sens de M. Favre ont déplu à cette démocratie optimiste qui n'y a vu que la boutade d'un esprit chagrin. Elle a trouvé beaucoup plus de son goût la confiante adjuration de M. Ollivier. Tous deux doivent se consoler, l'un d'avoir obtenu des éloges que sans doute il ne cherchait pas, l'autre d'avoir encouru une réprobation qui est aussi un éloge. Mais nous espérons que le plus inconsolable des deux sera M. Ollivier.

Cette démocratie aura toujours, et pour cause, des objections péremptoires contre tout rappel aux principes de 89. Quand elle ne trouvera pas qu'il est trop tôt, elle sera d'avis qu'il est trop tard. Quand la situation intérieure ne lui fournira plus de fins de non-recevoir, elle empruntera des prétextes aux complications extérieures. Que lui parlez-vous des principes de 89? il s'agit bien vraiment de la liberté de la France! N'avons-nous pas à défendre celle du Grand Turc, à protéger celle des Italiens, à délivrer la Belgique et les provinces rhénanes, à affranchir les Hongrois, les Bohêmes, les Polonais et les Bosniaques? Sachons donc ajourner les questions qui nous gêneraient dans l'accomplissement de ces tâches glorieuses; nous avons, Dieu merci, bien le temps d'être libres! N'entravons pas le gouvernement par des tracasseries inopportunes, par une opposition mesquine, et laissons-le se livrer à son aise à cet apostolat de l'affranchissement universel. Ainsi parle cette bonne et vertueuse démocratie qui prêche si bien d'exemple en n'étant jamais ni gênante ni tracassière, et qui a le courage si rare de soutenir un pouvoir quoiqu'il soit fort contre une opposition quoiqu'elle soit faible.

Le parlement italien a aussi voté son adresse. Mais ces débats lui ont pris infiniment moins de temps que les nôtres, et cependant sa requête est incomparablement plus substantielle. On s'aperçoit vite en la lisant qu'on a affaire à des gens plus préoccupés des choses que des mots, et peu disposés à perdre leur temps en paroles inutiles. Si les députés italiens ne marchandent pas à leur roi des remerciements auxquels il a acquis des droits incontestables, ils ne se privent nullement en revanche de préciser très nettement les nouveaux services qu'ils réclament de lui. Ils lui demandent à la fois Rome et Venise. On pourra trouver la demande indiscrette, mais on ne se plaindra pas qu'une telle adresse soit vide de sens. Nous avouerons toutefois

que l'assurance dont témoigne ce langage nous plairait un peu plus si les hommes d'État italiens dépendaient un peu moins de certaines brochures que nous lisons et qu'ils n'écrivent pas. Assez longtemps ils les ont consultées comme le livre même de leurs destinées ; le moment est venu où le *fara da se* de Charles-Albert doit enfin devenir une vérité. La politique d'un État faible comme était le Piémont pouvait impunément se plier aux déguisements, accepter avec résignation les désaveux et les démentis, s'incliner avec respect devant des oracles auxquels elle n'obéissait pas toujours ; mais la politique d'un grand pays est tenue à plus de franchise, d'indépendance et de dignité. Nous sommes convaincu que l'homme si regrettable dont la ville de Turin vient d'inaugurer le monument ¹ au nom de la France et de l'Italie, et qui possédait dans une si admirable proportion ce mélange de pénétration et de noblesse morale sans lequel l'habileté n'enfante jamais de grandes choses, n'eût pas donné d'autres conseils à ses concitoyens dans les circonstances actuelles. Manin eût compris et signalé le danger de ce recours indéfini à l'intervention étrangère. Il eût montré que cette ressource, nécessaire à la réalisation de l'unité qu'il désirait pour son pays, n'était plus, cette unité une fois réalisée, ou qu'un sophisme de la peur ou qu'un expédient de l'impuissance. Il leur eût fait voir, par leur propre histoire, combien ses services, si commodes pour le présent, sont onéreux pour l'avenir ; comment, en dispensant trop tôt un peuple de la partie la plus difficile de sa tâche, on le rend à jamais incapable de la remplir.

Il est certes bien loin de notre pensée de prêcher à l'Italie l'ingratitude envers la France, ou de lui reprocher l'usage qu'elle a fait d'un secours dont elle ne pouvait se

1. Le monument de Manin avait été inauguré à Turin le 22 mars.

passer. Nous regrettons seulement qu'elle se soit trop habituée à y compter, et qu'elle se soit mise à la merci de ses alliances. On serait plus rassuré sur son avenir si, à un moment quelconque, elle s'était montrée possédée de cette folie héroïque qui s'empara de la France en 1792, et à toutes les époques où sa nationalité fut mise en question. Nous ne pensons pas nous tromper en affirmant que c'est là le souci secret de tous les Italiens qui ont sérieusement à cœur l'avenir de leur patrie. Il doit leur être pénible de s'entendre signifier si impérieusement le « tu n'iras pas plus loin » de M. Granier de Cassagnac. L'Italie a montré au monde ce que peut le génie de la diplomatie servi par un peuple merveilleusement intelligent, souple et discipliné. Cette arme lui suffira-t-elle jusqu'au bout ? Voilà le problème. Il est à craindre qu'un moment ou l'autre elle n'expie sa trop grande complaisance pour les expédients de l'artifice, et son penchant traditionnel à confier à des bras étrangers la partie la plus périlleuse de sa tâche. L'influence s'attachant toujours à celui qui agit, elle aurait perdu le droit de s'étonner le jour où elle s'apercevrait avoir trouvé une dépendance là où elle cherchait un appui.

Ces observations ne s'adressent pas à l'Italie seulement, mais en général à tous les peuples qui se résignent à attendre leur libération de l'extérieur. Aussi le symptôme que nous avons salué avec le plus de joie dans les récentes manifestations dont la Pologne vient d'être le théâtre est-il précisément le parti pris d'en finir avec cette attente mystique et décevante d'un messie qu'on appelle toujours et qui ne vient jamais. Ce qui nous a frappé avant tout dans ce mouvement, c'est là volonté évidente de ne compter que sur soi-même, c'est le contraste qu'offre la conduite de ce peuple avec ce que l'histoire nous a appris de son caractère, ce sont les qualités nouvelles et, si on peut le dire, étrangères au tempérament polonais, qui se

sont révélées en traits irrécusables. On le savait capable d'héroïsme, mais ce qu'il n'avait jamais montré, ce sont ces vertus moins éclatantes que solides, et plus que jamais nécessaires dans le monde moderne à l'existence des peuples ; c'est le calme, la volonté, la patience, la discipline, la modération, le calcul, qualités dont l'absence a été la principale cause des malheurs de la Pologne, et que les populations du duché de Varsovie viennent de manifester à un si haut degré. Si c'est la servitude qui les leur a enseignées et si elles savent les conserver à l'avenir elles ne les auront pas payées trop cher. L'exemple de l'Italie qui a obtenu de si grands résultats avec de si petits moyens n'a pas été perdu pour la Pologne. Elle est placée à la vérité dans une situation bien plus difficile encore, mais il n'est donné à aucune force au monde de résister à un peuple qui veut et qui agit d'un cœur unanime. Comment ne pas admirer à ce point de vue le spectacle que viennent de nous offrir les démonstrations de Varsovie, dont le prélude nous montre la noblesse polonaise, représentée par la société agricole, se dépouillant volontairement d'un droit de propriété en faveur de ses fermiers, et dont le dernier terme nous montre les populations ouvrières, les paysans, les nobles, les bourgeois réconciliés par un même sentiment, et échangeant les symboles de leur foi avec les juifs, ces parias de la Pologne, au nom de la religion universelle qui veut que toutes les nations soient libres.

L'accueil que l'empereur de Russie a fait à la pétition des habitants de Varsovie n'est pas moins significatif malgré l'insuffisance des satisfactions qu'il leur accorde. Le premier mouvement a été cependant de refuser toute concession, car dans un moment où la politique russe a en face d'elle deux éventualités aussi graves que la question du servage et la question d'Orient, on conçoit qu'elle ne soit

guère disposée à voir surgir de nouvelles difficultés en Pologne. Mais ses dispositions ont dû se modifier devant l'attitude à la fois si pacifique et si ferme du peuple de Varsovie. Comment étouffer dans le sang, à moins de se déshonorer, cette insurrection inoffensive et désarmée qui n'émousse le glaive qu'en recevant les coups, et qui ne combat les exécuteurs qu'en laissant leurs bras par la multiplication des victimes ? Le czarisme, qui a si impitoyablement écrasé en Pologne toute opposition fondée sur la force matérielle, s'est troublé devant cette grande figure de la résistance morale.

Les concessions qui ont été accordées sont encore loin sans doute de répondre aux vœux que tout Polonais porte écrit au fond du cœur. Il est même impossible qu'elles le satisfassent venant de la part de la Russie. Ces vœux vont, en réalité, fort au delà de cette constitution de 1815 que la presse européenne semble considérer aujourd'hui comme le programme des patriotes polonais, et le *nec plus ultra* de leurs espérances. A plus forte raison, ne peuvent-ils se contenter de la réforme qui leur a été octroyée ; mais ne pouvant dire leur dernier mot sans s'exposer à tout compromettre, il est d'une bonne politique pour eux de ne pas trop vouloir et définir, d'accepter ce qu'on leur donne, non comme un état définitif, mais comme une transition nécessaire. Ils n'avaient jusqu'ici pour toute institution politique qu'une société agricole. Ils vont avoir maintenant une espèce de diète par la transformation du conseil en une assemblée à moitié élective, à moitié nommée par le gouvernement, une administration nationale, un régime municipal indépendant, une magistrature et un enseignement exclusivement formés de Polonais. Ces améliorations et les réformes plus importantes encore que l'Autriche vient d'introduire en Galicie, vont fournir aux Polonais une force plus puissante que toutes les armées qui leur sont depuis

si longtemps promises et qui ne leur seront jamais envoyées.

La Pologne n'a rien à attendre quant à présent que d'une agitation à la fois légale et pacifique. Avant de songer à revendiquer sa nationalité, elle a encore beaucoup à faire pour ressaisir ce qu'on pourrait appeler son autonomie morale, pour se constituer de ces traditions intellectuelles et civiles qui font les mœurs, dominent les lois, et sont comme l'âme des peuples. Ce résultat, il est en son pouvoir de le réaliser à l'abri des institutions si incomplètes qu'on lui a laissées, et sous les yeux de ses oppresseurs impuissants à l'empêcher. Ce travail une fois accompli, ils seront vaincus d'avance.

Il ne dépend de personne d'anéantir un peuple qui veut vivre. Il ne meurt que lorsqu'il est allé lui-même au devant du coup qui l'a frappé. Si l'on examine de près ces grands crimes, qui sont les meurtres des nations, comme fut, par exemple, le partage de la Pologne, on s'aperçoit presque toujours qu'ils ont été précédés d'un suicide. On ne peut nommer autrement l'effroyable anarchie dans laquelle ce pays vécut pendant les années qui préparèrent sa ruine. Il est certes aujourd'hui fort à l'abri de ce danger, et ce serait une cruelle ironie que de chercher à le prémunir contre ce vieux péché ; mais il est incontestable que si la liberté lui était soudain rendue, ce n'est pas dans son passé qu'il pourrait chercher le programme d'une politique adaptée au temps présent. Il vaudrait mieux pour lui, à ce point de vue, oublier que se souvenir. Il y a donc là un travail d'apprentissage et d'initiation essentiellement lent et progressif. Ne trouvant dans son passé presque aucune des conditions actuelles de la vie politique des peuples, il faut qu'il cherche de quoi combler cette lacune dans l'enseignement que lui offrent ses propres épreuves et l'exemple des autres nations de l'Europe. Il y a là pour l'esprit national

une sorte de création préliminaire indispensable à la durée de son œuvre future. La demi-liberté qui lui est accordée à la fois par la Russie et par l'Autriche, et que la Prusse ne pourra pas toujours lui refuser, est éminemment favorable à cette entreprise. Nous prédisons que la Prusse prendra tôt ou tard le même parti, non par philanthropie, mais par crainte et par intérêt. Il est très instructif de comparer le système de conduite que tient la Prusse libérale en Pologne avec la politique modérée et conciliante que viennent d'adopter deux puissances qui ont jusqu'ici passé pour représenter l'absolutisme. L'administration prussienne, dans le duché de Posen, rapprochée de l'opposition qu'ont rencontrée dans la chambre des seigneurs et dans celle des députés des mesures qui font aujourd'hui partie du code de toutes les nations civilisées, jette un jour peu favorable sur les vues et les sentiments d'une puissance toujours si prompte à pousser le cri d'alarme au nom de la liberté de l'Europe, quand son ambition seule est alarmée. Il n'est pas à son honneur d'avoir été devancée en cela par le despotisme russe.

Nous adresserons le même reproche aux États-Unis, en ce qui concerne la question de l'esclavage. Les serfs de la Russie auront pu saluer la liberté avant les noirs de la libre Amérique. La tâche de l'empereur Alexandre est, à la vérité, infiniment plus simple et plus facile que celle de l'honorable M. Lincoln. On n'a qu'à comparer, pour s'édifier là-dessus, les termes de l'ukase au cri de détresse que vient de jeter cet infortuné président, réduit à appeler à son secours « les bons anges de la nation et la corde mystique du souvenir. » C'est, en général, une assez triste ressource qu'une corde, mais si elle est mystique, on n'a pas même la consolation de pouvoir s'y pendre. Si nous rions des métaphores de M. Lincoln, ce n'est pas faute de compatir à ses perplexités, mais c'est que sa rhétorique

nous paraît manquer de sérieux dans des circonstances aussi graves.

Cependant il serait fort injuste de ne pas tenir compte à l'empereur Alexandre de la bonne volonté et de la persévérance qu'il a déployées dans une œuvre qui sera l'honneur de son règne et de sa mémoire. Il est arrivé plus d'une fois que des concessions, en apparence désintéressées, n'étaient qu'un calcul destiné à détourner un péril imaginaire ou réel ; plus d'une fois aussi on a eu à reconnaître qu'elles n'étaient que des pièges. Non seulement aucune de ces suppositions n'est applicable ici, mais il est connu de tout le monde que l'empereur pouvait ajourner facilement cette redoutable difficulté, grâce à la docilité des paysans russes, et qu'il a mis la plus généreuse insistance à défendre une réforme odieuse à la majorité de sa noblesse. Un témoin digne de foi nous a conté que lors des délibérations auxquelles a donné lieu l'affranchissement des serfs, il est arrivé souvent qu'au sein du conseil de l'empire une très forte majorité se prononçait contre les mesures les plus libérales, tandis que quelques voix seulement se déclaraient en leur faveur. — Ajoutez la mienne, disait alors l'empereur, et ce vote souverain faisait aussitôt pencher la balance du côté de la majorité. Un tel exercice du pouvoir est d'une âme noble et grande. On peut rendre cette justice même à un empereur. Il est heureux pour l'humanité que le despotisme ne se présente pas toujours sous un aspect aussi favorable, parce qu'il serait adoré par elle, et lui ferait peut-être oublier que ses bienfaits ne sont pas moins funestes à la longue que les fléaux qui l'accompagnent d'ordinaire.

Quant à la valeur réelle des dispositions qui viennent de transformer une classe de vingt-cinq millions d'hommes, il nous est difficile d'en être bon juge à une telle distance, et surtout dans l'ignorance où nous sommes des conditions

de leur vie matérielle. La plupart des critiques qui ont accueilli le système adopté par le gouvernement russe lui ont été adressées de confiance, car on ne se compromet guère en affirmant qu'il n'a pas rempli ce but. Il est bien difficile, en effet, qu'en une question si délicate il ait pu donner satisfaction à tous les intérêts. L'important est que le paysan soit affranchi des servitudes personnelles comme la corvée qui se trouve transformée en une redevance pécuniaire, et en même temps qu'il puisse devenir propriétaire. L'usufruit perpétuel qui lui a été accordé sur les terres qu'il cultive, avec la faculté de rachat, au moyen d'un amortissement annuel, est, en réalité, une propriété anticipée. Les conditions de cet amortissement fixées par le décret impérial sont en général peu onéreuses pour le paysan, et elles pourront encore être adoucies par des arrangements à l'amiable.

Cette immense révolution ouvre à l'activité russe un champ illimité. Le paysan, jusqu'ici immobilisé sur le sol et réduit à l'état de végétal, retrouve la vie avec le mouvement. Cet être inerte et pétrifié s'anime, il se transforme, il agit, il crée. Ce n'est déjà plus un paysan, c'est un bourgeois. Le voilà incorporé à cette classe remuante et ambitieuse qui aujourd'hui mène le monde, et dont l'absence a peut-être seule jusqu'ici empêché la Russie de dévorer l'Europe. D'ici à peu d'années nous assisterons à ce spectacle étrange qui frappa Macbeth de stupeur lorsqu'il vit les arbres de la forêt de Dunsinane s'ébranler soudainement et se mettre en marche comme une armée.

10 avril 1861.

Dans les pays constitutionnels, c'est d'ordinaire après la discussion de l'Adresse que les débats parlementaires s'animent et prennent toute leur importance. Les discours d'apparat, les harangues de convention font alors place au langage des affaires, à ces luttes émouvantes qui influent à juste titre sur le sort de la nation, parce qu'elles sont l'expression de sa pensée et de sa volonté. Nos Chambres, au contraire, ne sont pas loin de considérer leur rôle comme terminé après le vote d'un conseil respectueux. Chez nos voisins d'Angleterre, de Prusse et d'Italie, entre les mains desquels le droit d'adresse pourrait être, au besoin, une arme redoutable au ministère, sinon à la couronne, il ne donne lieu qu'à une simple formalité dont on se débarrasse en quelques jours ; chez nous, où en aucun cas il ne saurait exercer d'action directe sur le gouvernement, et où il ne constitue qu'un débordement inoffensif de politique spéculative, il occupe à lui seul deux mois entiers ; il semble résumer toute l'activité des corps délibérants, et ne laisse après lui que le vide et le silence. D'où vient une telle différence, sinon de ce que, dans ces pays privilégiés, les législateurs possèdent des moyens plus efficaces de manifester leur volonté, tandis que chez nous ils veulent avoir au moins la consolation de dire tout ce qu'il ne leur est pas permis de faire, et se vengent par de longs discours de leur oisiveté forcée ? Mais lequel de ces deux régimes est le plus favorable à ce qu'on appelle si dédaigneusement le règne du bavardage ?

Quoi qu'il en soit, nos législateurs se reposent, et il vaudrait mieux, selon nous, que ce fût d'avoir beaucoup agi que d'avoir beaucoup parlé. Nous ajouterons, sans aucune intention ironique, que, par une exception qui tient

aux circonstances actuelles, le public avait aussi besoin de ce repos. Le public français a un peu perdu l'habitude de se rendre compte de ses propres impressions, et il ne sait pas encore au juste ce qu'il pense sur ce qu'on lui a appris. Il a été comme étourdi de l'état de choses que cette longue discussion lui a révélé : il lui faut un temps d'arrêt pour se reconnaître et se recueillir. Il vivait depuis dix ans sur une hypothèse admise à peu près par tout le monde comme un axiome incontestable ; il se plaisait à supposer que les questions politiques, pour n'être plus débattues publiquement et librement devant la nation, n'en faisaient pas moins leur chemin dans les esprits, et que, par conséquent, un immense progrès *avait dû* s'accomplir à l'état latent pendant les années de silence et d'immobilité qui viennent de s'écouler.

On avait bâti les plus flatteuses théories sur cette supposition ingénieuse, qui était pour les uns un encouragement, pour les autres une justification anticipée. Les pénibles sacrifices qu'on s'imposait pour un temps, au nom de l'apaisement des passions et de la pacification des partis, ne devaient pas demeurer stériles : on en serait récompensé plus tard par une ère de concorde et par une simplification inespérée de nos difficultés politiques. Tel est le thème accepté depuis dix ans par les simples d'esprit. Nous avons pu voir combien peu s'est réalisée cette croyance pieuse. Réveillée après dix ans de sommeil, la discussion publique a retrouvé les questions au point où elle les avait laissées lorsqu'elle fut interrompue, et ce résultat si peu prévu a frappé les esprits d'une sorte de stupeur. Il ne manquera pas de gens pour en conclure qu'on ne l'a pas encore laissée dormir assez longtemps. Nous en tirerons, quant à nous, une conclusion tout opposée, à savoir, qu'on ne peut rien sans la libre discussion. On ne se passe jamais d'elle impunément. Rien ne se fait

de définitif sans son concours. On s'aperçoit tôt ou tard qu'ajourner les problèmes ce n'est pas les résoudre; puisque la dictature, au moment où elle restitue d'elle-même à la nation une partie de ses droits, après les avoir frappés d'interdiction aussi longtemps qu'elle l'a jugé à propos, n'est pas encore parvenue à opérer cette réconciliation tant désirée, il s'ensuit évidemment que c'est à la liberté qu'on doit la demander. On avait cru remédier à l'extrême division qui se manifestait dans nos opinions en leur imposant silence; aujourd'hui qu'on s'aperçoit que le remède n'a fait qu'augmenter le mal, peut-être s'avisera-t-on de les laisser chercher leur accord au moyen de la libre discussion.

La liberté a donc tout au moins pour elle l'insuffisance démontrée des expédients qu'on lui a longtemps préférés, et par cela seul elle tend à devenir un fait nécessaire. Plusieurs autres conditions se réunissent pour faire d'elle, à la longue, l'élément principal et le trait dominant d'une situation nouvelle. Elle a en ce moment la seconde voix de tout le monde, comme il arrive d'ordinaire aux plus dignes; chacun la veut pour soi, sinon pour ses adversaires; elle a le genre d'attrait qui séduit le plus aujourd'hui, elle réussit. Elle est le complément obligé de tous les programmes, même de ceux qui sont rédigés contre elle, et elle est adoptée comme un moyen par les hommes qui ne sont pas capables de l'aimer comme un but. Enfin, ce qui est encore plus décisif en sa faveur, il n'est personne qui n'ait besoin d'elle dans une certaine mesure.

Ces tendances qui agissent sans concert, et qui, pour la plupart, s'ignorent encore elles-mêmes, ne peuvent manquer de produire tôt ou tard leur résultante; mais combien cette réalisation ne serait-elle pas rendue plus prompte et plus facile par la formation d'un groupe politique dont les membres, sans distinction d'origines ni de nuances,

se consacraient exclusivement au triomphe des grands principes ! Les idées les plus excentriques, les plus folles, trouvent aujourd'hui des soldats dévoués ; la liberté ne pourrait-elle donc pas aspirer à avoir son parti comme le mormonisme ou la musique de l'avenir ¹ ? Bien des fois déjà nous avons appelé sur ce point l'attention d'une génération distraite et énervée, et nous ne nous lasserons pas de lui rappeler ce devoir. A toutes les époques, la liberté avec les principes politiques qu'elle représente a suffi à maintenir une pleine et parfaite union entre des hommes que séparaient d'ailleurs de profondes dissidences. Elle a pu leur faire oublier leurs griefs réciproques, préférer sa cause à leurs intérêts particuliers ; elle a su se faire aimer d'eux pour elle-même et leur inspirer des dévouements tels que les religions seules peuvent se vanter d'en avoir produit d'aussi beaux ; il faut qu'on sache enfin si c'est elle qui a perdu sa vertu, ou si c'est nous qui ne sommes plus dignes de la servir parce que nous ne savons plus la comprendre.

En attendant que cette grave épreuve se fasse, le nom seul de parti libéral a le privilège d'exciter le sourire de beaucoup de nos hommes politiques, à l'esprit desquels cette dénomination n'offre aucun sens défini. Parti libéral leur paraît vague, obscur, abstrait ; il ne conçoivent ni le mot ni la chose, ou plutôt ils ont si bien oublié la chose que le mot ne dit plus rien à leur pensée. Ce fait suffira pour donner à l'histoire une idée de leur profonde intelligence, si jamais l'histoire leur fait l'honneur de s'occuper d'eux. Pour taxer d'ambiguïté une doctrine politique illustrée par tant de glorieux commentaires et d'immortels interprètes, il faut une rare ignorance ou une insigne mau-

1. Le *Tannhauser* de Richard Wagner venait de disparaître de la scène de l'Opéra, après trois représentations dont la première avait eu lieu le mercredi 13 mars.

vaïse foi. Il n'est pas un seul de ses préceptes qui n'ait été deux fois commenté et par le génie et par l'héroïsme. Avec quelle force, au contraire, ne pourrait-elle pas renvoyer ce reproche à ses adversaires, soit qu'ils viennent de la monarchie, soit qu'ils viennent de la république ! Ne sont-ce pas eux qui ont besoin de définitions et de programmes précis ? Que nous ont-ils appris, en effet, quand ils ont dit royalistes ou républicains, selon la vieille formule ? La république de Washington et celle de Babeuf, la monarchie de Louis XIV et celle de Guillaume d'Orange sont confondues sous la même dénomination, et cependant qu'y a-t-il de commun entre elles, si ce n'est un mot ? Les institutions libérales sont seules semblables à elles-mêmes dans tous les temps et dans tous les lieux : elles sont le côté éternel de toutes les politiques fondées sur des principes. Les formes les plus importantes aux yeux du vulgaire ne sont auprès d'elles que des accidents secondaires.

Ces vérités depuis longtemps banales pour les esprits qui ont réfléchi sur ces questions, n'ont trouvé de faveur jusqu'ici qu'auprès d'une minorité intellectuelle. Elles ont inspiré, il y a déjà plusieurs années, aux hommes qui la composent la pensée de reformer une grande opinion libérale au milieu des partis défiants ou irréconciliables ; mais comme ils débutaient par leur demander un acte de désintéressement, ce qui à plusieurs paraissait une duperie ou un suicide, ils n'ont guère réussi d'abord qu'à se rendre suspects à leurs propres amis. En France, toute politique qui ne se résume pas dans un nom propre est considérée comme un piège ou une mystification. Alors sont venues les complications de la question italienne qui ont rendu la tâche mille fois plus difficile en rallumant des haines éteintes et en mettant aux prises des intérêts tout-puissants. Dissoute aussitôt que formée, cette ligue libérale s'est maintenue pour ainsi dire à l'état individuel, sans mot d'ordre et à

son propre insu, par la persistante adhésion d'esprits fermes et convaincus à une pensée juste.

Cette minorité presque seule aujourd'hui fait acte de vie intellectuelle, ce qui est pour elle un honneur et un légitime sujet d'espérance ; mais ses adhérents, pour la plupart isolés, inconnus les uns des autres, séparés par des dissentiments et des scrupules dont quelques-uns sont d'ailleurs très respectables, n'ont pas encore montré les qualités de discipline et d'initiative qui sont nécessaires toutes les fois qu'on veut arriver à une action commune. Ils forment une école plutôt qu'un parti. Ils ont le tort de trop croire à la force de la raison et du droit, de trop dédaigner le savoir-faire et la diplomatie du succès, de ne pas s'affirmer avec assez d'assurance et d'énergie dans un temps qui a le culte de l'outrecuidance. Ils ne voient pas assez que l'idée trop modeste qu'ils ont de leur importance diminue ainsi celle qui s'attache à leur cause. Ils oublient qu'on ne leur fera leur place qu'autant qu'ils se la feront eux-mêmes. Ils ont un grand désintéressement personnel, mais ils n'ont pas encore assez celui qui consiste à sacrifier un système, une préférence pour telle ou telle orthodoxie. Enfin, ils se croient tenus à trop de ménagements envers leurs amis politiques de toutes nuances, ils se plient par là à une foule de compromis et de réticences qui les affaiblissent, et dont personne ne leur est reconnaissant. Or, ils ne trouveront de force qu'à se séparer nettement de tout ce qui n'est pas eux. Là seulement est le courage, et là aussi l'habileté.

Leurs principes, que la *Revue Nationale* s'est donné pour mission de défendre et de propager, sont aussi ceux qui inspirent un groupe d'hommes politiques dont nous avons eu plus d'une fois à signaler les utiles publications. Nous voyons parmi eux des soldats venus de camps très opposés, et qui ne se croient point des transfuges parce

qu'ils se réunissent pour défendre une opinion qui leur est commune, un bien qu'ils sont accoutumés à mettre au-dessus de tout, la liberté. A côté des noms de MM. Duvorgier de Hauranne, d'Haussonville, Jules de Lasteyrie, de Rémusat, Laboulaye, Odilon Barrot, nous y trouvons ceux de MM. Jules Simon, Pelletan, Ferdinand de Lasteyrie, de Ronchaud, F. Morin, etc. Aux remarquables travaux qu'ils ont déjà publiés ils viennent d'ajouter un volume qui nous fournit un modèle excellent des qualités dont nous parlions plus haut avec le regret d'avoir à constater leur rareté : c'est une étude sur la *Centralisation et ses effets*, par M. Odilon Barrot.

Un de nos collaborateurs reviendra sur ce travail, qui mérite un examen approfondi par le mélange si rare de bon sens et d'élévation avec lequel cette grave question y est traitée. Mais ce que nous voulons être des premiers à y louer, c'est l'abnégation et le parfait désintéressement dont cette œuvre témoigne. Son auteur pouvait, à plus juste titre que bien des gens, se croire dispensé par la double exemption de l'âge et des services de prendre sa part dans nos labeurs, et ses pairs ont en général accueilli beaucoup trop facilement l'idée qu'ils ont cessé d'être responsables depuis qu'ils ont cessé de diriger les affaires. Ils sont responsables dans la mesure de leur influence morale. Dans un temps comme le nôtre, le pire de tous les rôles est celui de spectateur : il vaut encore mieux être victime. Il pouvait aussi comme tant d'autres faire d'une question générale le texte d'une apologie personnelle ou de la glorification d'un parti. Le livre de M. Odilon Barrot a été écrit, au contraire, dans un esprit d'impartialité supérieure, et sur cette question même de la centralisation il blâme les fautes de ses amis avec une sincérité qui ne saurait trouver trop d'imitateurs. Il rappelle plus d'une fois aux libéraux l'erreur qu'ils ont commise en laissant sub-

sister, sous un gouvernement libre, un système administratif organisé pour la dictature, en raison des « facilités funestes » qu'elle leur offrait comme moyen de gouvernement. Il signale comme nous la nécessité « de mettre de côté les anciennes distinctions de parti et les vieux drapeaux, de se rallier dans un effort commun, de faire perdre leur empire aux questions de personnes, de mots et de formes, de se réunir ainsi sur le fond des choses pour ne plus former que deux partis en France : celui qui estime assez son pays pour le croire digne de faire ses affaires lui-même, et celui qui, au contraire, le déclare à jamais incapable, par suite d'une infirmité organique et inguérissable. » Et il joint l'exemple au précepte. Nous saluons ce livre comme un heureux augure. Ce n'est jamais un fait indifférent que cet hommage rendu, au terme d'une carrière illustrée par d'honorables travaux, aux idées qu'on a aimées et servies dans sa jeunesse : c'est un des meilleurs spectacles de la vie humaine. Nous souhaitons cette satisfaction et cet honneur aux hommes de la génération actuelle.

M. Barrot nous paraît sévère pour l'Assemblée constituante, qu'il range, un peu légèrement peut-être, parmi les créateurs de la centralisation actuelle. Il n'est pas exact, par exemple, de dire qu'elle mit la justice civile à la merci de l'administration. Ses juges élus ne pouvaient pas être destitués si ce n'est après un jugement, et son organisation judiciaire était, quoi qu'en dise M. Barrot, incontestablement plus indépendante que les Parlements Maupeou.

Il faut tenir compte à cette grande assemblée des difficultés avec lesquelles elle s'est trouvée en lutte et ne pas considérer les mesures défensives qu'elle a été forcée de prendre contre ses ennemis comme l'expression définitive de ses opinions.

Il est un autre point sur lequel M. Barrot nous paraît

avoir trop accordé aux passions du moment. Il semble croire que le grand mouvement qui se produit aujourd'hui contre Rome s'opère au profit de la centralisation :

Il serait singulier qu'une révolution qui n'a d'autre but que de porter le dernier coup à la centralisation la plus oppressive qui ait jamais existé eût précisément pour résultat de la faire renaître et de la fortifier sous une nouvelle forme ; il faut, pour y voir une conséquence aussi imprévue, admettre deux suppositions que M. Barrot n'hésite pas à regarder comme fondées et qui sont cependant fort peu vraisemblables. La première, c'est que la chute du pouvoir temporel entraîne forcément celle de la papauté ; la seconde, c'est que l'État puisse, malgré le démenti que lui donneraient à la fois nos mœurs et nos idées, accepter son héritage et se faire chef de religion, ce qui serait en effet la pire espèce de tyrannie.

Nous ne croyons, en ce qui nous concerne, ni à l'une ni à l'autre de ces suppositions. A ceux qui nous disent que le jour où le pape n'aura plus de royaume il perdra son indépendance et avec elle l'obédience du monde catholique, nous répondons par un fait qui n'admet aucune réplique ; pendant les huit siècles les plus difficiles de son existence, à l'époque où la force brutale a exercé le plus d'empire sur les hommes, la papauté n'a pas eu un seul sujet et elle a eu tous les peuples pour clients. Nos contradicteurs devraient se mettre d'accord avec eux-mêmes. Cette indépendance d'un genre particulier, qui prétend à l'infailibilité et qui ne peut se soutenir sans un appui aussi matériel que la possession d'un territoire, qui se dit protégée par Dieu lui-même et qui ne peut se maintenir avec les garanties qui suffisent à tous les hommes, qui donc a songé à la mettre en doute depuis dix ans ? Et cependant, qui peut ignorer que depuis ce temps la papauté est entre les mains de la France ? A ceux qui nous opposent la crainte de voir l'État

s'emparer de la dictature spirituelle nous demanderons où sont les apôtres de cette religion nouvelle, et si on espère nous effrayer à ce point d'une proposition ridicule, honteuse d'elle-même, émanée on ne sait d'où et désavouée aussitôt qu'émise par ses propres auteurs. Nous avons besoin de toute notre force, ne la perdons pas à combattre des fantômes.

Pourquoi ne pas reconnaître, au contraire, que ce qu'il y a au fond de cette révolution c'est une tendance à décentraliser l'élément religieux, c'est, en un mot, la séparation de l'Église et de l'État, comme vient de le proclamer si nettement le comte de Cavour du haut de la tribune italienne. Au reste, nous ne nous dissimulons pas que cette tâche est plus facile en Italie qu'en France. La grande raison qui fait qu'en France beaucoup d'hommes politiques reculent devant ce problème est, en effet, comme toujours, celle qu'on ne dit pas. C'est le danger de priver du jour au lendemain du budget qui la fait vivre une armée redoutable et admirablement disciplinée. Ce danger est infiniment moindre en Italie, où le clergé possède encore d'immenses propriétés, et peut, jusqu'à un certain point, se suffire à lui-même sans le secours de l'État. En France, où il ne pourrait compter que sur les contributions volontaires des fidèles, on s'explique qu'il préfère encore le régime des concordats avec toutes ses servitudes à des ressources éventuelles qu'il peut croire précaires ou même insuffisantes. Nous osons dire pourtant que c'est là un sentiment peu religieux, et qui ne se fût jamais produit dans un âge de foi. L'accusation qu'un clergé devrait repousser avec le plus de soin, c'est justement celle qui ferait peser sur lui le reproche de ne pouvoir se passer de l'appui d'un pouvoir politique et de l'acheter par sa soumission. Il tiendrait surtout à s'en disculper à une époque où on pourrait lui montrer sur toute l'étendue du globe des Églises qui se

soutiennent dans une situation très prospère par la seule adhésion des consciences.

Le spectacle que nous offrent à cet égard l'Angleterre et principalement l'Amérique peut être opposé, en effet, comme une très forte objection à ceux qui s'obstinent à déclarer cet état de choses impossible chez nous. Mais que répondraient-ils si on leur montrait le problème déjà résolu en France même et sous leurs yeux ? C'est ce dont il leur est facile de s'assurer par eux-mêmes. Il existe en France, à l'heure qu'il est, un grand nombre d'Églises protestantes qui ont pleinement réalisé le principe de la séparation de l'Église et de l'État, qui s'en trouvent fort bien et qui se suffisent amplement avec le seul secours des fidèles. L'organisation catholique, si active et si puissante, voudrait-elle se déclarer hors d'état de supporter un régime à l'abri duquel une initiative tout individuelle et isolée, comme est toujours celle des cultes protestants, a pu se créer en peu de temps une situation des plus florissantes ? Un tel aveu mérite réflexion.

Si M. de Cavour réalise sa promesse, il aura rendu un immense service non seulement à l'Italie, mais au monde. S'il ne peut la tenir malgré ses efforts, il sera glorieux pour lui de l'avoir seulement essayé. Nous sommes impatient, quant à nous, de voir ce génie oseur, inventif et pénétrant, aux prises avec une tâche aussi grande et aussi neuve. Nous sommes convaincu qu'il y portera des vues originales et profondes que d'autres pourront mettre à profit, même après qu'il aura échoué. Il est malheureusement un point sur lequel il nous est difficile de partager sa confiance, après avoir lu le dernier manifeste de la cour de Rome, si bien fait, d'ailleurs, pour le servir à un autre point de vue, qu'on l'a accusé spirituellement de l'avoir écrit lui-même. Il nous paraît difficile de supposer qu'il puisse jamais rien obtenir des hommes qui ont rédigé ce lamentable document,

même en leur accordant des avantages tout à fait inespérés.

Par ce côté la question italienne est pour nous une question personnelle, et on comprend la passion avec laquelle elle est discutée en France. On s'explique moins l'opportunité des efforts que fait en ce moment une certaine presse en faveur d'une nouvelle intervention française en Italie. Nous croyons que la guerre, à l'heure qu'il est, ne serait bonne pour personne en Europe, parce qu'elle ne ferait qu'ajourner une foule de résultats précieux qui sont à la veille de se réaliser.

Si l'Italie juge à propos de la déclarer, comme elle en aura le droit tant que la Vénétie ne sera pas libre, elle comprendra, nous l'espérons, qu'il est de son honneur de la faire seule. Un secours étranger ne serait plus aujourd'hui en Italie qu'un argument contre son unité politique, dont il attesterait l'impuissance et l'inanité. Ce secours, le Piémont pouvait et devait le réclamer lorsqu'il était réduit à ses seules forces; une nation qui compte vingt-trois millions d'hommes en a perdu le droit. En acceptant une tutelle elle se déclarerait mineure. Toute protection implique une incapacité, et lorsqu'elle n'existe pas elle la crée. Nous croyons répondre ici au sentiment de tous les hommes qui mettent quelque fierté dans l'amour qu'ils ont pour leur pays. L'Italie ne doit pas oublier que tous les services se payent, même les plus désintéressés. Un peuple qui doit sa liberté à une autre nation devient inévitablement son satellite. Il est dans la force des choses que ses libérateurs s'accoutument à disposer de lui avec ou sans son assentiment.

Nous avons délivré l'Italie deux fois dans le cours de ce siècle : notre première intervention lui a coûté plusieurs menus royaumes et trois constitutions, l'une républicaine, l'autre consulaire, la dernière impériale. Notre seconde

intervention, qu'elle a acceptée avec infiniment plus de réservé et de prudence, ne lui a coûté jusqu'ici que la candidature du prince Murat, ce qui est à la vérité un très mince inconvénient auprès des avantages inappréciables qu'elle lui a rapportés. On ne meurt pas pour un prétendant de plus ou de moins. Mais supposez que l'Italie soit redevable à la France du succès d'une nouvelle campagne contre l'Autriche ; supposez de plus que, par un revirement qui n'est pas sans exemple, la France appuie un seul jour de son autorité morale ce prétendant aujourd'hui désavoué, que reste-t-il de l'œuvre des patriotes italiens ?

25 avril 1861.

Une transformation profonde s'opère en ce moment dans les esprits et se trahit par des symptômes significatifs. A l'indifférence, au découragement, à la torpeur qui pesait sur nous ont succédé des dispositions plus viriles. Mais, comme il arrive dans toutes les situations qu'on subit au lieu de les dominer, personne ne saurait dire ce que l'avenir nous apporte. Il y a quelques années, ce doute nous eût valu une avalanche de prophéties. Aujourd'hui, tout se tait. Heureux les temps privilégiés où l'on peut s'abandonner sans trop de ridicule au plaisir innocent de faire des prédictions, et où le vraisemblable peut quelquefois être vrai ! Ce sont les temps où les nations savent vers quel but elles marchent, où elles font prévaloir leur volonté bonne ou mauvaise, où, en un mot, elles s'appartiennent à elles-mêmes. Pour celles, au contraire, qui ne disposent pas de leur propre destinée, toute la sagesse consiste à ne pas prévoir.

A peine nous permettons-nous d'observer les astres à la

dérobée pour y lire le secret des dieux. Que serons-nous demain? voudrions-nous la paix, aurons-nous préféré la guerre? On nous l'apprendra peut-être, mais en attendant il n'y a que nous qui ne le sachions pas. N'importe, plusieurs signes tendraient à faire supposer depuis quelque temps que nous ne sommes pas si morts que nous en avons l'air. Cet événement mérite sans doute confirmation, mais il ne manque pas d'une certaine probabilité. N'est-il pas incontestable, par exemple, que nous sommes redevenus capables de haine politique? La haine n'est pas, il s'en faut, une passion édifiante; mais pour des gens qui ne sont pas très sûrs de vivre, elle est au moins un signe de vie. N'est-ce donc rien qu'une étincelle rallumée au fond de ces cœurs si longtemps glacés par l'indifférence? Dans une époque de défaillance et de découragement, ce défaut peut devenir une vertu. Que de peuples sont morts faute d'avoir su bien haïr!

Ce n'est pas tout. On recommence à penser et à réfléchir; on se préoccupe de l'avenir de son pays; on veut savoir où en sont ses affaires; on renaît à l'ambition d'influer sur ses destinées; on craint, on désire, on espère.

Ces passions, telles qu'elles se sont révélées dans les derniers débats législatifs, s'agitent encore confusément au milieu de l'inextricable chaos des opinions actuelles; elles commettent chaque jour les plus étranges méprises; elles combattent au hasard avec un aveugle acharnement et avant même d'avoir reconnu l'ennemi. Mais peu à peu elles se disciplineront et apprendront à distinguer ce qui est capital de ce qui n'est que secondaire. D'ailleurs, bien des sujets qui les divisent auront disparu dans la bataille même qu'elles se livrent aujourd'hui. Et en première ligne il faut mettre cette fatale question du pouvoir temporel qui a tant contribué à la confusion indicible que présente la situation actuelle. Supposez ce problème résolu en effet,

combien de difficultés se trouvent simplifiées, combien d'inimitiés se réconcilient et se tendent la main !

Nous disons que cette question tend à disparaître. Soit qu'on tranche la difficulté, soit qu'on la dénoue, si elle est une fois supprimée ce sera pour longtemps, car le pouvoir temporel sera plus difficile encore à établir qu'à renverser. Ses amis eux-mêmes, dont la plupart l'exploitent comme une machine de guerre d'un maniement commode et d'une portée redoutable, seront au fond bien aises d'être délivrés des embarras dont il les menace au moins pour un avenir éventuel, et sans avoir eu à assumer la responsabilité de sa chute. Or ce dénouement paraît de plus en plus prochain et inévitable si l'on considère, d'une part, la profonde incapacité des conseillers de la cour romaine qui n'imaginent rien de mieux dans leur situation que de rédiger en mauvais latin des manifestes contre la civilisation moderne, et si l'on observe, de l'autre, le ton d'irritation-croissante que prennent en France les dissentiments qui ont éclaté entre l'épiscopat et le gouvernement.

L'un et l'autre sont sur une pente où déjà il ne dépend plus d'eux de s'arrêter, parce que la confiance est des deux côtés profondément ébranlée, et parce que l'attaque se confond pour eux avec la défense, ce qui empêche cette confiance de renaître. Les hostilités dépassent ainsi de beaucoup la mesure qu'on aurait pu se fixer d'avance et déjouent toutes les prévisions. La lutte une fois engagée dans de semblables conditions, il n'est plus possible de dire qu'on n'ira que jusqu'à tel ou tel point, parce qu'on dépend de son adversaire au moins autant que de soi-même. Dans un tel état de choses le retrait de nos troupes de Rome n'est qu'une question de temps et peut être décidé d'un moment à l'autre. C'est à ce fil que tient aujourd'hui l'existence du pouvoir temporel.

Mais, dit-on, ce fil on ne veut pas le rompre ! Comme si

l'on faisait jamais ce qu'on veut ! Qui soupçonnait donc, il y a trois mois, qu'on en viendrait à rappeler à ces prélats, alors si soumis et si heureux de leur soumission, des pénalités draconiennes édictées contre eux sous le premier empire ? Qui leur eût dit qu'ils se verraient légalement menacés du bannissement et de la détention pour l'abus d'un privilège dont l'exercice leur semblait si doux, et si facile lorsqu'ils en usaient, soit au profit de leurs propres intérêts, soit au profit des opinions dominantes ? Qui se fût douté que les regards de la justice, jusque-là si discrets, acquerraient tout à coup une si terrible clairvoyance, et découvriraient tant de traits odieux et révoltants dans la conduite d'un corps qui jusque-là passait pour irréprochable ? Nos magistrats avaient-ils donc des yeux pour ne point voir, ou bien ce corps a-t-il attendu, pour laisser transpirer ces monstrueux désordres, qu'il fût en suspicion et dénoncé à la surveillance publique ? Le motif importe peu ; il nous suffit que ces faits existent et soient mis en lumière. Ce qui nous frappe dans l'éclat qu'on leur donne, c'est l'entraînement dont il est le témoignage. On ne pense pas seulement à parer les coups, on cherche à les prévenir. On est forcé d'attaquer pour se défendre. C'est ce qui nous fait dire qu'un arrangement est presque impossible sur les bases anciennes, et, à parler franchement, nous ne saurions nous en affliger. Des partisans de la séparation de l'Église et de l'État pouvaient difficilement trouver une démonstration aussi péremptoire en faveur de leur thèse. Dans tous les cas, si la brouille actuelle de l'Église avec l'État n'est pas encore une séparation, elle est au moins un acheminement vers ce résultat.

Les lois que vient de rappeler aux évêques une récente circulaire ¹ du ministre de la justice sont sans doute d'une

1. *Moniteur universel* du 9 avril.

rigueur excessive; mais elles sont le complément naturel des faveurs du concordat, dont elles ont suivi d'assez près la publication. L'exception dans le privilège appelle et justifie l'exception dans la peine. En acceptant de l'État les bénéfices d'une protection toute-puissante, le clergé s'était flatté d'en éluder tous les inconvénients et de n'en jamais payer le prix. Il eut bientôt lieu de reconnaître combien fausse était cette illusion. Ces articles du Code pénal sont un des témoignages les moins équivoques de la dépendance qu'il avait ainsi volontairement contractée. Cette dépendance, qui a toujours révolté ce qu'il y a eu dans son sein de plus pur et de plus généreux, ne lui a apporté en somme que des avantages tout matériels qui doivent lui paraître payés bien cher lorsque ses vues se trouvent en désaccord avec celles du gouvernement.

Malgré ces considérations nous ne nous ferons jamais les apologistes des lois d'exception, même contre des adversaires, même lorsque ces lois pourront être regardées comme le correctif de faveurs placées en dehors du droit commun. A nos yeux la liberté ne peut pas être un privilège, même lorsqu'elle est un monopole. Nous pourrions encore à la rigueur oublier dans la circonstance actuelle les cris de triomphe dont ce même clergé a salué la proscription de nos amis; nous pourrions aller jusqu'à le plaindre de sentir à son tour les atteintes d'une arme qu'il a tant de fois tournée contre nous; mais ce qui nous est impossible, c'est de lui sacrifier les principes qui nous sont chers, et de voir avec regret une mésintelligence qui doit profiter à la cause libérale. Il n'a rien fait d'ailleurs jusqu'à présent qui puisse relever son autorité morale. Le débat même dont il est l'objet se livre, pour ainsi dire, par-dessus sa tête. Il n'y prend part qu'en ce qui concerne son intérêt le plus direct et le plus immédiat. Or, ce débat a déjà dépassé depuis longtemps les limites étroites où les évêques s'obstinent à le

confiner. Il n'est plus aujourd'hui qu'entre ceux qui estiment que le clergé peut et doit encore être utilisé comme instrument politique, et ceux qui pensent que le compromis célèbre auquel il doit son organisation actuelle a fait son temps, que ce compromis n'est plus qu'une source de déboires pour l'Église et de graves embarras pour l'État, et qu'il faut lui substituer le seul principe dont puisse s'accommoder une société vraiment libre, celui de la complète séparation des deux pouvoirs.

Voilà, selon nous, la seule issue rationnelle du duel auquel le clergé catholique est entraîné, et nous ajoutons que c'est presque la seule honorable pour lui. Tel est, en effet, la situation singulière et contradictoire qui lui est faite par l'opinion publique : que s'il cède quelque chose de ses prétentions devant l'État elle le tient pour avili, et que s'il les maintient elle le rend responsable de toutes les calamités qui peuvent en résulter. L'injustice n'est, au fond, qu'apparente, car si on le regarde comme plus obligé que tout autre classe de citoyens, c'est en raison même des avantages de sa position privilégiée.

Quant à nous, nous ne désespérons pas de voir ce mot de séparation de l'Église et de l'État réussir comme tant d'autres à force d'être répété et même, pour peu que la faveur publique s'en mêle, faire irruption, un beau matin, dans quelque décret officiel.

C'est une justice à rendre au pouvoir actuel que de reconnaître qu'il ne montre aucune répugnance systématique pour les mots que l'opinion aime à entendre. C'est ainsi qu'il nous a procuré ces jours derniers une surprise agréable qui, à vrai dire, ne lui a pas coûté bien cher, en adoptant celui de décentralisation ¹, que nous ne nous

1. Voir le rapport de M. de Persigny à l'empereur (*Moniteur universel* du 14 avril).

sommes pas fait faute d'écrire jusqu'à satiété. Porté sur les épaules du bon public, ce mot aventureux a escaladé les colonnes du *Moniteur* et le voilà dans la place. Il nous plaît d'avoir le mot en attendant que nous ayons la chose.

Nous ne pouvons, avec la meilleure volonté du monde, considérer ce décret de décentralisation que comme une de ces concessions plus apparentes que réelles qu'on donne à un esprit public encore peu éveillé pour le flatter plutôt que pour le satisfaire. A nos yeux, décentraliser ne consiste pas à déposséder le ministère d'un certain nombre d'attributions, d'ailleurs assez insignifiantes, pour les transférer à un préfet placé sous la dépendance immédiate et absolue de ce ministère. C'est là un remaniement tout intérieur, une simplification administrative, et pas autre chose. On y gagne l'abréviation de quelques délais ; peut-être y perd-on une garantie d'impartialité, le pouvoir central étant toujours plus désintéressé et moins accessible que ses agents aux préoccupations personnelles.

La décentralisation consiste essentiellement selon nous à remettre à chacun la direction de ses propres affaires, à l'individu comme à l'État, à la commune comme au département. Elle consiste à développer ainsi jusque dans les plus petits centres la vie, l'activité, la volonté, l'initiative de tous ; à les affranchir de toute tutelle, parce que les tutelles ne font que prolonger indéfiniment les incapacités ; à leur permettre même de se tromper, parce que l'erreur est la leçon de la vérité et qu'on se trompe en haut comme en bas, parce que la question n'est pas de ne jamais se tromper, mais de vivre et d'agir ; à intéresser tout le monde à la chose publique en la rendant accessible à tout le monde et en tout lieu ; à étendre enfin la responsabilité, qui seule fait les hommes, à tous ces êtres moléculaires, végétatifs, claquemurés dans leurs petits intérêts personnels, race moutonnaire, inutile et craintive, qui offre, il est vrai, le

grand avantage de n'être jamais gênante pour aucun gouvernement quel qu'il soit, mais dans laquelle, en revanche, aucun gouvernement n'a jamais trouvé le moindre appui à l'heure du danger.

La décentralisation n'est pas autre chose, en un mot, qu'une sorte de transposition du gouvernement lui-même dans les plus humbles sphères de la vie civile ou provinciale, et c'est en Amérique et en Angleterre qu'on peut en étudier les salutaires effets. Là, le moindre village a sa vie publique et des intérêts multipliés qu'il gouverne comme il l'entend. Là, les citoyens ont une valeur personnelle, une activité qui trouve amplement de quoi s'exercer, une volonté qui n'attend pas le mot d'ordre des hommes qui dirigent le ministère. Ils ont le sentiment de leur dignité et savent la faire respecter. Ils règlent par eux-mêmes une quantité énorme d'affaires qui sont absolument soustraites à l'influence du pouvoir, et cette habitude développe de bonne heure en eux l'énergie et l'indépendance du caractère. On ne leur entend jamais dire qu'il ne faut pas se mêler de politique, car la politique se mêle naturellement à tous leurs actes, et ils ont la simplicité de croire que l'État c'est eux, que la nation c'est eux, que le pouvoir c'est encore eux. Dans un tel pays, l'État n'ayant pas le droit de disposer des individus comme il l'entend, on y trouvera peu de ces grandes organisations collectives qui fonctionnent avec la régularité d'une machine, mais on y trouvera, ce qui est plus rare, des hommes.

De là le spectacle inouï de cette prospérité que le gouvernement anglais ne fait que suivre au lieu de la diriger. De là ce ministre des finances opérant une économie de quarante-huit millions sur son budget malgré l'aggravation de charges résultant d'expéditions lointaines et d'armements extraordinaires. De là le respect de ce gouvernement pour l'opinion publique et sa docilité quelquefois excessive

à suivre toutes ses variations. De là les singularités d'une vie politique dont les autres nations ne comprennent pas même le sens profond, et dans ce pays d'aristocratie, en Angleterre, ce premier ministre interpellé publiquement par un homme du peuple et se croyant tenu de répondre même à son persiflage. De là la déférence respectueuse avec laquelle ses hommes d'État exposent au public leur système et leur plan de conduite toutes les fois qu'il en exprime le désir. Quelle nation en Europe, à l'exception du peuple anglais, peut se vanter de savoir aujourd'hui ce que son gouvernement fera demain ? Nos éternels faiseurs de parallèles, toujours prêts à nous attribuer la part du lion, lui reconnaîtront peut-être bien ce petit avantage. Et si ce peu de chose était tout ?

Ils vont nous trouver bien peu ambitieux ; mais nous nous estimerions heureux de voir se produire en France deux faits qui n'ont été en Angleterre que de simples accidents : un rapport sur les finances comme celui de M. Gladstone, et une allocution semblable à celle que lord Palmerston a prononcée devant ses électeurs de Tiwerton, bien que les discours familiers du noble lord ne nous paraissent nullement des modèles irréprochables. Ces deux documents n'ont rien de surnaturel en eux-mêmes, mais on reconstruit avec eux tout un ordre de choses dont ils sont inséparables, et cet ordre de choses c'est un des régimes les plus libres qu'il y ait jamais eu. Les facéties qu'emploie lord Palmerston avec ses électeurs, à qui il veut plaire et dont il dépend, nous touchent infiniment plus que les formules de vénération dont usent nos ministres vis-à-vis de nos Chambres, dont ils ne dépendent pas.

Quant au programme de politique extérieure que lord Palmerston vient d'exposer au banquet du lord-maire, il nous paraît être tout ce qu'une politique libérale peut entreprendre dans l'état actuel de l'Europe. La paix est

en ce moment ce qu'il y a de meilleur pour tout le monde, en raison d'abord de la diversité des conflits qui sont sur le point d'éclater, et qui se neutraliseraient les uns les autres, et ensuite des résultats précieux que la paix est sur le point de nous donner. Quant à ceux qui viennent nous dire, selon une formule qu'ils n'ont pas faite, que la guerre est en ce moment entre la révolution et la contre-révolution, et qu'elle doit être appuyée pour ce motif, nous leur demanderons qui donc a aujourd'hui ce privilège de personnifier la révolution, et s'ils nous répondent que c'est le gouvernement français, nous le nions. Il serait au besoin le premier à leur donner un démenti. Nous leur demanderons encore au profit de qui ils entendent relever ce rôle abusif et redoutable de chargé d'affaires de la civilisation européenne, et s'ils se croient assez forts pour rester toujours les modérateurs de celui qu'ils auront investi de ce pouvoir écrasant ; et, quelle que soit leur réponse, d'avance nous la récusons.

Il n'y a personne au monde à qui nous soyons disposés à donner ce vote de confiance. La dernière guerre d'Italie a produit, nous le reconnaissons, d'heureux résultats ; mais on oublie qu'il a fallu cent miracles pour qu'ils aient pu se réaliser, et qu'on ne doit jamais compter sur les miracles ; on oublie qu'au moment où cette guerre prit fin, personne ne se doutait qu'elle les produirait. On oublie que la paix seule a pu donner à l'Italie son unité, et qu'il s'en est fallu de peu que ce pays ne fût qu'une confédération présidée par le pape et gouvernée en réalité par ses libérateurs.

L'Italie a le droit de faire la guerre ; mais à moins qu'elle ne soit surprise par les événements avant d'avoir pu s'y préparer, elle est engagée d'honneur à la faire seule. Toute la question est de savoir si elle le peut, et ses hommes d'État sont meilleurs juges de cette opportunité que nos

politiques de fantaisie, qui refont chaque matin la carte d'Europe, et qui dans leur village n'oseraient pas discuter un coup d'État de leur garde champêtre. Nous nous demandons avec un étonnement toujours nouveau comment on peut être à la fois si agressif et si endurant. Ces gens-là éprouvent une profonde commisération pour les Italiens qui sont en ce moment un des peuples les plus libres de la terre. Leur point de vue n'est pas le nôtre. Lorsque les Italiens se sentiront assez forts pour affronter seuls l'Autriche, ils n'auront pas besoin de leur permission pour l'entreprendre. Jusque-là, ils n'ont pas d'autre chose à faire que de se préparer à ce grand effort national, et nous voyons avec une vive satisfaction les hommes qui dirigent la politique italienne se pénétrer de ce devoir.

Ils savent qu'ils ont besoin de la paix, non seulement pour ne pas exposer à la légère l'avenir de leur patrie et les biens inestimables qui lui sont déjà assurés, mais aussi pour ne pas troubler inconsidérément la tranquillité de l'Europe et perdre ainsi des alliances dont ils ne peuvent se passer. Ils ont encore bien d'autres motifs pour ne pas tout confier à la guerre et aux hommes que la guerre élève. Chaque jour leur en apporte de nouveaux et de la plus haute gravité. Ils viennent de recevoir sur ce point une leçon mémorable et qui, nous l'espérons, ne sera pas perdue pour eux. Nous faisons allusion ici aux attaques dont le général Garibaldi s'est rendu coupable, il y a quelques jours, envers la représentation de son pays. Est-ce bien lui, est-ce bien cet homme grand par le cœur, modeste, simple, sensé, qui a donné l'exemple de ces tristes emportements? Ne dirait-on pas plutôt un de ces dictateurs d'aventure que les républiques de l'Amérique espagnole, où il a si longtemps vécu, portent sur le pavois jusqu'à ce qu'un coup de main heureux les en précipite?

Voilà un des fruits de la guerre et de son génie étroit,

absolu, violent. Il est bon que ce danger se révèle dès aujourd'hui. Tous les hommes qui aiment la liberté en Italie sont avertis. Voilà l'esprit des camps et l'effet des grandes popularités militaires. Vous aurez dépensé des trésors de patience, d'abnégation, d'habileté, de génie, à élever dans votre pays l'édifice des libertés constitutionnelles, à fonder son indépendance, à faire vivre sous la même égalité des provinces qui n'ont jamais été réunies, à concilier partout l'intérêt général avec le respect des traditions ; vous aurez bravé des superstitions toutes-puissantes, des haines qui vous poursuivront par delà le tombeau, et qui prétendent avoir Dieu pour complice ; vous aurez fait admettre cet État à peine fondé dans le conseil des grandes nations européennes, désireuses d'obtenir son alliance, ou déjà jalouses de ses futures destinées ; et quand vous aurez fait cela, un soldat qui a eu ses jours d'héroïsme, mais qui est étranger à tous les problèmes de la politique, accourra du fond de son camp et vous appellera traître !

L'attitude du comte de Cavour en présence de ces attaques injustes a été d'une modération qui indique un grand empire sur soi-même et une abnégation vraiment patriotique. Mais nous craignons que le désir de tout concilier pour aujourd'hui ne l'expose à de plus grandes exigences pour demain. De telles violences devraient être sévèrement réprimées par une assemblée libre, car, de là à un quinze mai, il n'y a qu'un pas. Les grandes actions de Garibaldi ont fait oublier ses torts, mais peut-être s'est-on engagé un peu légèrement envers lui. Il veut qu'on ratifie toutes ses nominations. Ce ne sera pas une mince besogne que de fournir des régiments aux trois cents colonels de l'armée du Volturne.

Ce sont des événements de cette nature qui nous font envier le bonheur des nations qui peuvent se passer

d'armées ; ce sont eux qui, par exemple, nous font envisager sous de sombres couleurs la scission qui s'opère en ce moment aux États-Unis. Au premier rang des causes qui ont si longtemps protégé leur liberté, il faut mettre, en effet, cette circonstance qu'ils n'ont pas connu la guerre, si ce n'est sur mer, ou contre des ennemis lointains. Divisez-les, voilà la guerre, c'est-à-dire voilà les armées permanentes, voilà l'obéissance passive, voilà la centralisation, voilà les popularités militaires, voilà les conspirations, voilà la dictature. Depuis que, pour la première fois dans le monde, la liberté expira sous les coups de la force instituée pour la défendre, un lien indissoluble semble unir tous les termes de cette progression funeste. Les doctrines démocratiques qui ont prévalu en Amérique ne sont guère propres à prévenir ces malheurs. Rousseau disait : « Fallait-il donc que les ilotes fussent esclaves pour que les Spartiates fussent libres ? » Et il répondait : « Peut-être ! » Nous dirons à notre tour : Faut-il donc que les Américains perdent leur liberté pour que les nègres puissent recouvrer la leur ? Non, sans doute ; ce fait n'a aucun caractère de nécessité, et cependant il devient de plus en plus inévitable, faute de l'esprit de sagesse qui eût pu le conjurer.

Telle est la guerre considérée dans ses rapports avec les institutions politiques et envisagée au point de vue le plus général, abstraction faite du cortège d'horreurs qui l'accompagne d'ordinaire. Avant de déchaîner un tel fléau sur le monde, avant de recourir à cet instrument si dangereux pour la main qui le manie le mieux, au moins faut-il savoir au juste l'œuvre qu'on veut lui confier, la direction qui lui sera imprimée, agir à un degré quelconque sur la volonté qui le fera mouvoir. Or, de tous ceux qui la demandent en France, s'il en est un seul qui affirme être dans ce cas, celui-là se vante. Quant à ceux

qui la réclament en Italie, ils se réfutent eux-mêmes en reconnaissant qu'ils sont incapables de la faire seuls. Ils oublient surtout l'immensité de la tâche que la paix les met à même d'accomplir et que la guerre ajournerait indéfiniment. Il n'y a qu'un pays en Europe pour qui la guerre puisse être aujourd'hui un bienfait, et ce mot donne à lui seul la mesure de ses douleurs, c'est la Pologne. Mais par un concours de circonstances fatales, elle est à la fois le pays le moins en état de soutenir une guerre par lui-même en raison des puissants complices qui l'écrasent, et celui en faveur duquel cette guerre entreprise par une nation amie aurait le moins de chances de succès.

Est-ce à dire que les efforts héroïques que les Polonais font en ce moment soient condamnés à demeurer éternellement stériles ? Est-ce à dire que les flots de sang innocent que la Russie vient de répandre à Varsovie auront coulé en vain¹ ? Dieu nous garde d'un tel blasphème. En l'affirmant, nous croirions calomnier notre temps. Certes, l'Europe a supporté sans protestation bien des spectacles odieux. Mais ce massacre froidement combiné, cette tuerie préparée par des caresses et des paroles de conciliation, cette immolation de victimes agenouillées et attendant la mort en récitant des prières, lui ont arraché un long frémissement d'horreur. S'il y a un esprit de justice, parfois trop lent à se montrer, que l'iniquité se plaît à reléguer dans les déserts du ciel, il en est un aussi qui vit dans le cœur de tous les hommes, et qu'on n'outrage pas toujours impunément. Le jour n'est pas loin peut-être où ce vengeur inattendu se lèvera.

Ce second massacre de Varsovie est un fait monstrueux, et il a indigné l'Europe ; cependant, il y a quelque chose

1. L'émotion causée à Paris par les nouvelles tragiques venues de Pologne était grande à ce moment. Voir les divers journaux du mois d'avril.

de plus révoltant encore que cette abomination : ce sont les actes qui l'ont préparée ; ce sont ces concessions simulées, ces protestations doucereuses, ces encouragements perfides ; c'est cette population qu'on endort dans une fausse sécurité par des promesses menteuses pendant qu'on fait avancer à marche forcée les troupes destinées à l'égorger ; c'est ce barbare déguisé qui flatte et sourit tant qu'il a peur, puis, tout à coup, se démasque et laisse voir le sauvage. Cela se passe au dix-neuvième siècle, chez une nation européenne, sous un gouvernement qu'on dit humain et éclairé. Quand commencera-t-on à se douter que le gouvernement absolu est un crime contre l'humanité, puisqu'il rend possible de tels événements ? Pour en comprendre l'atrocité, il n'est besoin ni d'être un homme civilisé, ni même d'être un chrétien. Un Huron les renierait. Cependant, examinez de près ceux qui en portent la responsabilité, vous trouverez en eux des hommes qui ont nos mœurs, nos habitudes, et sont probablement de bons pères de famille. Interrogez-les : ils déplorent tout ce qui est arrivé ; ils rejettent la culpabilité, celui-là sur sa consigne, celui-ci sur des ordres supérieurs, un troisième sur son devoir de fonctionnaire. Loin de nous la pensée d'admettre ces lâches justifications : Gorschakoff n'en a pas moins donné le signal, Cruleff n'en a pas moins exécuté un ordre sanguinaire, Muchanoff n'en a pas moins écrit cette abominable circulaire dans laquelle il convie les paysans à un autre massacre de Galicie ; mais, enfin, ils ont tous agi à l'état d'instruments ; le principal coupable est caché derrière eux, et ce coupable quel est-il ? *le pouvoir absolu.*

Le gouvernement russe s'est souillé d'une tache dont il ne lui sera pas facile de se laver, et il a perdu en un jour en Europe tout le bénéfice moral de son émancipation des serfs. Si les gouvernements des autres peuples avaient à

quelque degré que ce soit le sentiment de la solidarité qui les lie, ils protesteraient au nom de leur intérêt commun, sinon de leur honneur. Quelle confiance espèrent-ils que les nations auront en leurs promesses en présence de pareils spectacles ? Un gouvernement qui laisse impuni un tel attentat devrait être mis hors la loi. Un publiciste d'un nouveau genre se plaignait récemment avec amertume de la froideur avec laquelle les institutions libérales octroyées par l'Autriche ont été accueillies dans tout l'empire, et spécialement par les Hongrois. Il leur reprochait en termes violents leur injurieuse défiance. Ce publiciste était le général Bénédeck. Un tel manifeste n'eût jamais été à nos yeux une autorité en matière de droit constitutionnel, pas plus que ses menaces ne nous eussent paru un titre à la confiance. Mais en présence de ce qui vient de se passer à Varsovie, nous sommes plus que jamais de l'avis des Hongrois.

8 mai 1861.

Nous vivons à une époque où le succès appartient surtout à qui sait attendre. C'est là le secret de bien des hésitations qui paraissent, au premier abord, inexplicables. On pourrait citer des politiques dont toute la force est dans cette attitude immobile et énigmatique. C'est un système comme un autre, mais il ne peut pas durer toujours. Il y a un moment très curieux à observer dans la conduite des affaires humaines, c'est celui où elles échappent à la volonté qui les gouverne pour tomber sous l'empire de la fatalité. Nous entendons parler ici de la fatalité que nous nous créons à nous-mêmes par nos propres actions, bonnes ou mauvaises ; de cette loi qui fait que nous ne pouvons nous

dérober aux conséquences lorsque nous avons voulu les causes, et non de cette force aveugle imaginée par une certaine école historique pour anéantir la responsabilité sous la négation du libre arbitre. C'est dans les situations indécises et compliquées comme celles où nous sommes que l'intervention de cet agent mystérieux est surtout facile à étudier, parce qu'il ne s'empare de la scène que peu à peu, et souvent contre le gré de ceux même qu'il doit servir. Qu'on le veuille ou non, nous touchons à une de ces crises longtemps prévues, lentement préparées, où les événements que, par calcul ou par timidité, on s'est efforcé de maintenir dans le domaine de l'incertain, du provisoire et des demi-mesures, se dérobent tout à coup sous la main qui les conduit, et se précipitent avec une irrésistible impulsion vers le dénouement, à la fois appréhendé et désiré, qu'on avait soi-même contribué à leur assigner, mais comme un but très lointain et en se flattant de l'éluder indéfiniment.

Une telle étude aurait un singulier à-propos dans les circonstances actuelles et pour la plupart des pays de l'Europe. Il n'en est presque aucun, en effet, où sous un calme apparent ne se cachent des passions profondément surexcitées, dont l'immobilité pourrait être rassurante, si l'on ne savait pas que partout l'on a épuisé les moyens termes, les ajournements, les voies de conciliation, et que nul part elles ne consentent à se déclarer satisfaites. On a beau, d'ailleurs, préférer la ligne courbe à la ligne droite, agir par voie indirecte, procéder enfin comme si on voulait ne contracter aucun engagement définitif, ou comme si on prenait plus de plaisir à faire durer les difficultés qu'à les résoudre, à la longue, on n'en agit pas moins, et il serait aussi difficile d'empêcher ces actes, quelque lents et incomplets qu'ils aient été, de produire leurs conséquences, qu'il le serait, un ensemble d'impulsion étant donné dans une certaine direction, de vouloir en arrêter la résultante. Voilà

de quelle façon s'impose le despotisme de la force des choses.

C'est dans une phase de ce genre que semble entrer en ce moment la question du pouvoir temporel malgré l'espèce de conspiration tacite et à peu près générale qui avait pour but de l'en empêcher. Que de bonnes raisons n'avait-on pas pour la renvoyer à une autre échéance ; quel parti pris de ne pas s'occuper d'elle ! Quels efforts n'a-t-on pas faits depuis Villafranca, d'abord pour l'écarter, puis pour la passer sous silence, puis encore pour y toucher discrètement et délicatement sans la faire crier, et en dernier lieu pour l'introduire sans bruit dans la voie des accommodements diplomatiques ! Qui donc s'y est refusé ? elle-même. Ici les choses ont été plus fortes que les hommes, parce que cette question se lie à tout un passé qui ne permet plus à personne de reculer. Tout le monde semblait avoir également intérêt à l'assoupir et à l'ajourner : l'État en raison des passions dangereuses qu'elle éveille, le clergé à cause des avantages et des privilèges qu'elle peut lui faire perdre, les libéraux parce qu'elle les divise en deux camps ennemis dans un moment où leur union eût valu bien des victoires. Mais malgré toutes ces craintes de nature si diverse chacun agissait de son côté dans le sens de sa passion dominante, et les prémisses étant ainsi posées par tant de faits contemporains après avoir été si merveilleusement préparées par l'histoire, la conclusion ne pouvait pas se faire attendre. Elle est désormais prochaine. Les obstacles et les mesures dilatoires qu'on oppose maintenant au résultat auquel on a soi-même efficacement travaillé par tant d'actes en apparence sans liaison et qui tous concourent au même but, ne font que mieux mettre en lumière son caractère de fait nécessaire et inévitable.

Ce dénouement est aujourd'hui désirable pour tout le monde. De quelque manière que la difficulté soit résolue,

il est douteux que cette solution excite dans les esprits un trouble aussi profond que celui qu'y entretient l'état d'incertitude où nous vivons. Le *statu quo* présente, en effet, la plupart des inconvénients d'une résolution définitive sans en offrir aucun des avantages. Il paraît difficile qu'un parti pris, si énergique qu'il soit, puisse rien ajouter à l'animosité des passions et à la gravité des dissentiments qui ont éclaté entre l'Église et l'État.

On exagère, du reste, et on complique comme à plaisir les embarras et les devoirs du gouvernement français dans cette question, en espérant qu'il reculera toujours devant l'accomplissement de sa tâche. Ses obligations de même que sa responsabilité sont beaucoup moins étendues qu'on ne se plaît à le supposer par l'effet d'une tactique qui n'est pas difficile à comprendre, et il ne tient qu'à lui de les simplifier encore. Il peut à son gré réduire ce problème si embrouillé à une simple question de fait, qui est celle-ci : l'état présent de ses relations avec l'Église est-il assez satisfaisant pour que la France continue à lui faire le sacrifice de prolonger l'occupation de Rome au risque de mécontenter gravement la seule nation sur l'alliance de laquelle elle puisse compter aujourd'hui ?

La réponse à cette question, les évêques de France et les prélats de la chancellerie romaine se chargent tous les jours de l'écrire. C'est par suite de notre manie qui consiste à tout attendre de l'État, même le règlement de nos difficultés religieuses, que les esprits désorientés semblent prêts à réclamer du gouvernement français tout un programme de l'organisation ultérieure de l'Église. Il n'a pas à prendre un tel soin. Il a offert sa protection à la cour de Rome à une époque où cette cour ne pouvait rien par elle-même ; il y a mis certaines conditions nettement définies d'avance ; on a accepté son secours avec empressement ; on en a usé sans scrupule et quelquefois sans pitié ; depuis on

n'a tenu aucun compte ni des promesses qu'on lui avait faites ni des avertissements qu'il a donnés ; il retire sa protection, et le pacte est rompu. Voilà tout. Nous n'avons pas à examiner si les conditions stipulées d'un côté comme de l'autre eussent été ou non de notre goût ; nous sommes seulement témoins, comme toute l'Europe, que pendant dix ans ces conditions n'ont été remplies que par un des deux contractants ; cela suffit à la fois pour lui donner le droit de se considérer comme dégagé, et pour rendre sa situation aussi nette qu'il peut le désirer.

Cette occupation indéfinie de Rome par une armée étrangère donne lieu à de singulières contradictions chez les défenseurs de la souveraineté temporelle, et le retrait de nos troupes leur rendrait au moins le service de leur épargner beaucoup d'extravagances. Ils déclarent bien haut que le pape, cet élu de Dieu, ne peut pas être indépendant dans les conditions qui suffisent au reste des hommes, et qu'il lui faut pour ne pas être opprimé une petite royauté absolue dont il s'est passé pendant plusieurs siècles, et en même temps ils sont forcés de reconnaître que, comme pas un de ses sujets ne veut plus de lui, il est incapable de se soutenir dans son royaume sans l'appui d'une garnison étrangère. Cette garnison est, depuis douze ans, une armée française ; il y a douze ans que le pape est sous la garde d'un général français, et que, par conséquent, ce royaume et cette indépendance n'ont pas, selon eux, d'existence réelle, et pendant tout ce temps il n'ont pas même songé à élever le moindre doute sur la parfaite liberté du pontife ; aucune nation catholique n'a fait la moindre objection à cet état de choses. Que cette garnison soit remplacée demain par une garnison autrichienne ou espagnole, ils ne s'en plaindront pas davantage. Mais supposez que Rome voie entrer dans ses murs une garnison italienne, soumise exactement aux mêmes conditions, ou même soumise à des

obligations plus étroites, aussitôt tout est perdu, l'indépendance du pontife est foulée aux pieds ; la captivité de Babylone commence.

M. de Cavour nous paraît s'être beaucoup avancé en prenant l'engagement de satisfaire aux exigences d'un parti habitué à s'appuyer sur de semblables raisonnements. En se bornant à réclamer Rome comme la capitale naturelle et nécessaire de l'Italie, au lieu de la revendiquer à la fois comme une propriété inaliénable qui n'est pas un territoire mais qui est un peuple, et comme le siège d'un gouvernement qui, depuis son premier jour jusqu'à sa dernière heure, aura été complice des invasions étrangères, M. de Cavour a abandonné une question de droit simple, claire, indiscutable, éternelle, pour une question d'opportunité qu'on peut apprécier de cent manières. En faisant dépendre le sort du pouvoir temporel d'une sorte de marché diplomatique négocié entre lui et le monde catholique, en offrant ce qu'il appelle la liberté de l'Église et ce que les catholiques appelleront son asservissement en échange des dépouilles du pouvoir politique des papes, il s'est exposé à voir ses offres repoussées, ses allégations contestées, ce qui est une grande faute, puisqu'il ne tenait qu'à lui d'exiger au lieu d'offrir, de parler, en un mot, au nom du droit incontestable que possèdent les peuples de disposer d'eux-mêmes. Il a ainsi diminué ses avantages et rendu meilleure la situation de ses adversaires.

Cet esprit délié et pénétrant a cédé en ceci, d'une façon peut-être un peu irrésolue, à sa prédilection pour les expédients de l'habileté. L'habitude des transactions, excellente dans la politique ordinaire où il s'agit plus souvent de concilier des intérêts que de mettre d'accord des principes, est plutôt nuisible que profitable lorsqu'on se trouve en présence d'un système qui est de sa nature inflexible et absolu ; car les concessions qu'il reçoit ne font

jamais qu'accroître ses prétentions. M. de Cavour pouvait dire aux catholiques : nous reprenons Rome, parce que Rome appartient à l'Italie, parce qu'il est inique de frapper du droit de mainmorte une nation dans un siècle où les propriétés elles-mêmes en sont affranchies, parce que les Italiens, qui ont le droit de se faire protestants demain, si bon leur semble, ont encore à plus forte raison le droit de renverser un gouvernement antinational, parce que les peuples qui voudront relever chez eux ce gouvernement au prix qu'il a coûté à l'Italie resteront parfaitement libres de le faire. Au lieu de leur tenir ce langage, il leur dit : Je reconnais que je ne dois pas prendre Rome sans votre assentiment. Voici l'arrangement que je vous propose : Donnez-moi le pouvoir temporel et je vous donnerai la liberté de l'Église. Mais, s'ils refusent même d'examiner sa proposition, que lui reste-t-il à répondre ?

Cet accueil n'est pas difficile à prévoir ; tel est déjà celui que vient de faire à ces offres M. de Montalembert, au nom des catholiques de France ¹. L'honorable académicien les repousse, pour sa part, avec une extrême vivacité de langage. Il témoigne son déplaisir par un emploi immodéré de toutes les figures de rhétorique qui servent à peindre la mauvaise humeur, et il exprime le peu de cas qu'il fait des propositions de M. de Cavour par les épithètes d'assassins, de forbans, de bâtards, de lâches, et par une foule d'autres appellations aussi gracieuses dont il gratifie indistinctement ses adversaires. C'est dans ce sens que M. de Montalembert est vraiment libéral. « J'entends, répondait Paul-Louis Courier à une interpellation de ce genre : l'auteur veut dire par là que nous ne sommes pas de son avis. » Quant à nous, nous ne saurions en vouloir

1. Voir la lettre de M. de Montalembert à M. de Cavour publiée en brochure aux environs du 20 avril.

sérieusement à M. de Montalembert pour ces expressions pittoresques dont il assaisonne son discours ; car il n'écrit pas, il parle ; et nous n'ignorons pas que l'art oratoire a ses exigences. Il faut beaucoup pardonner à un homme élevé dans le culte de la métaphore. Les inconséquences mêmes qu'on lui reproche nous paraissent un gage de sa sincérité, et font que nous ne désespérons pas de le voir revenir un jour à des idées plus sages. Quand on est si prompt à brûler ce qu'on avait adoré, on perd le droit de faire prendre au sérieux ses colères comme ses enthousiasmes, et on s'expose à voir ceux qu'on attaque avec tant de violence en appeler avec tranquillité à Philippe à jeun.

Nous n'avons été surpris que d'une chose à la lecture de ces invectives passionnées, c'est d'y découvrir combien un esprit que les défenseurs du pouvoir temporel considèrent, à juste titre, comme un de leurs chefs les plus autorisés, semble étranger à l'histoire de l'institution qu'il défend, ou feint de l'être pour éviter un terrain qu'il sait défavorable. Ne dirait-on pas à l'entendre que cette institution à laquelle il attache l'indépendance des pontifes constitue à ses yeux l'essence même de la papauté, qu'elle a de tout temps existé, qu'elle n'a subi aucune transformation à travers ces époques qui toutes l'ont faite à leur image. Il ne discute pas un seul des reproches historiques qu'elle a encourus. Il semble ignorer jusqu'à son histoire la plus récente, jusqu'à la condition de son existence présente. C'est un fait universellement admis même parmi les catholiques que les populations des États romains abhorrent le gouvernement théocratique, et qu'il lui serait impossible de se maintenir un seul jour au milieu d'elles sans un appui extérieur. Tout cela n'est, selon lui, qu'une imposture inventée par « les batards de 1789. » Ce sont les conspirateurs du Piémont qui rendent ces populations si indociles. Mais, répondez-vous, ce fait n'est pas nouveau,

il est contemporain de l'établissement du pouvoir des papes ; cette incompatibilité a existé de tout temps, elle a été la grande préoccupation de leur politique, elle n'a fait que se perpétuer jusqu'à nous à travers les âges comme une incurable infirmité qui tenait à la nature même de ce pouvoir exceptionnel. M. de Montalembert le nie. Ce gouvernement est, selon lui, parfaitement capable de se suffire à lui-même, et de se soutenir par ses propres forces. Et il vous citera au besoin comme une preuve sans réplique le règne d'un pontife du dix-neuvième siècle, du prédécesseur de Pie IX, du pape Grégoire XVI, qui était en effet fort à l'abri des intrigues piémontaises.

« L'histoire la plus récente vous réfute, dit-il. Sous le pape Grégoire XVI, pontife vénérable, mais nullement libéral, nous avons vu la papauté, complètement *désarmée*, vivre en harmonie avec les populations. » Voilà certes un pape bien privilégié, car ce n'est pas chose commune qu'un pape qui a été librement accepté de ses sujets. M. de Montalembert a la louable prudence de citer le moins de faits qu'il lui est possible à l'appui de sa thèse ; il se défie visiblement des faits et il a bien raison ; mais, enfin, s'il avait trouvé ce fait rare, précieux, unique, un pape qui ne s'appuie que sur l'amour de ses sujets, qui se soutient sans intimidation, sans secours extérieur, quelle reconnaissance ne lui devrait pas l'histoire qui est encore à la recherche de ce miracle ! Malheureusement il n'en est rien, et l'on s'étonne qu'un auteur aussi bien instruit des choses ecclésiastiques puisse commettre de pareilles méprises ou se permettre de telles fantaisies. On a peine à croire qu'il s'agisse ici de Grégoire XVI. Un pape qui a vécu « en bonne harmonie avec les populations » et sous le règne duquel on a eu à réprimer deux insurrections des plus sanglantes ! Un pape « complètement désarmé » et qui n'a pu rester sur le trône que grâce à une garnison

autrichienne à Ferrare et à une garnison française à Ancône ! L'exemple, il faut l'avouer, est mal choisi et M. de Montalembert n'a pas la main heureuse. Que ne citait-il plutôt le prédécesseur de Grégoire XVI, le grand prêtre du sanfedisme, ce Della Genga qui laissa en Italie une mémoire exécrée, mais qui du moins ne fut jamais contraint de recourir à l'intervention étrangère !

Au fond, toute l'argumentation de M. de Montalembert se réduit à un système peu neuf, qu'il n'a su rajeunir que par les agréables qualifications dont nous avons donné plus haut quelques spécimens et qui ne suffisent pas absolument pour en faire une conception originale et forte. D'après cette théorie, le pouvoir temporel est nécessaire aux nations catholiques, parce que, si on le supprime, le catholicisme se fractionne aussitôt en églises nationales qui tombent sous la dépendance absolue des gouvernements. Du jour où la papauté politique succombe, nous avons immédiatement en France, par suite de la confusion des deux pouvoirs et de la réunion de l'Eglise et de l'État, un souverain-pape, un empire théocratique, ce que M. de Montalembert nomme lui-même un régime ignominieux, ce qu'il flétrit comme « une effroyable servitude. »

L'aveu est précieux à recueillir. Ah ! ce régime serait, selon vous, une effroyable servitude ? En quoi diffère-t-il cependant de celui que vous voudriez imposer à perpétuité aux cinq millions d'Italiens qui viennent de s'y dérober à grand'peine ? N'est-ce pas là ce « régime des califes » que vous repoussez pour votre compte avec tant d'indignation et de mépris ? — Oui, répond intrépidement M. de Montalembert ; mais il faut que les deux pouvoirs, dont la réunion constitue cet asservissement, « soient confondus dans les États romains, afin de ne l'être nulle part dans le reste du monde. » Peut-être est-ce là un axiome d'homme d'État. Peut-être aussi est-ce là une maxime catholique ; mais,

nous en jurons par la mémoire du Crucifié, ce n'est pas un sentiment chrétien. Qu'est-ce donc qu'un tel raisonnement, sinon la justification même de l'esclavage et de tous les genres d'oppression ? Quoi ! pour éviter un danger imaginaire qu'aucun fait sérieux ne justifie, une éventualité qui est démentie à la fois par nos mœurs, nos idées, nos traditions, par toutes les vraisemblances de temps et de lieux, vous condamnerez un peuple entier à subir indéfiniment une domination qu'il abhorre, et que vous-même, à aucun prix, vous ne consentiriez à supporter ! Et c'est ce supplice, cet outrage, infligé à des hommes qui sont vos égaux devant le monde, vos frères devant la religion, que vous appelez votre propriété, votre droit de catholique ! Et c'est sur l'Évangile que vous appuyez de pareilles prétentions ! et vous vous faites gloire de flétrir la maxime qui dit que la fin justifie les moyens. Il n'y a, en vérité, que les âmes pieuses pour aimer les sacrifices humains et pour s'y connaître. Les cinq millions d'Italiens seront rendus et voués à tout jamais à « un régime d'effroyable servitude, » mais ils se réjouiront en pensant que vous et vos amis n'aurez plus l'inquiétude de voir votre souverain prendre la tiare. Cette consolation devra leur suffire. Voilà ce que vous ne nous persuaderez pas. Vous dites que vous aimez la liberté, en même temps que la religion, et que vous voulez les réconcilier l'une avec l'autre. Vous nous les feriez détester toutes deux si nous pouvions croire que ce sont elles qui parlent par votre bouche, mais n'espérez pas nous faire prendre une pareille théorie, ni pour un sentiment religieux, ni pour une idée libérale ! Vous professez une croyance qui enseigne qu'un homme est venu et a souffert pour racheter ses frères, mais elle vous dit aussi que cet homme était un Dieu et que son sacrifice était volontaire. Il a souffert justement afin qu'il n'y eût jamais plus à l'avenir, dans le monde, de ces servitudes

imposées aux uns pour le bon plaisir ou la sécurité des autres.

M. de Montalembert n'a fait, après tout, que remplir en cette circonstance ce qu'il considère comme son devoir de bon catholique. Mais il y a en France toute une école de libéraux qui réclament au nom des principes de la « vraie liberté » la réintégration des États romains sous l'autorité pontificale, et qui défient agréablement les patriotes italiens de venir jamais à bout de la difficulté qui les tient en échec. Nous comprenons et nous excusons volontiers les égarements de la passion religieuse; mais quant aux hommes qui colorent d'un zèle prétendu pour la liberté leur haine basse et implacable contre un noble peuple qui fait effort pour se relever, après tant de siècles d'oppression, nous leur souhaiterions pour tout châtiment d'être condamnés à vivre sous la domination qu'ils veulent imposer aux autres, et nous nous consolons d'invoquer comme eux ce grand nom de liberté, en pensant que, sous un même nom, nous n'avons jamais servi le même maître. Leurs hommages ne sont pour elle qu'une insulte. Jamais ils ne nous feront admettre, pour notre compte, que la liberté des nations catholiques (dont aucune à peu près n'est libre) ne puisse se passer de l'asservissement de l'Italie. Nous applaudirons au contraire à tout ce qui contribuera efficacement au triomphe de la cause qu'ils détestent.

Cette haine singulière que les Italiens excitent parmi nous, non seulement chez leurs ennemis naturels, mais chez des hommes en qui ils auraient pu s'attendre à rencontrer de tous autres sentiments, doit leur faire comprendre combien il leur importe de rester unis et combien ils doivent, avant tout, compter sur eux-mêmes. Sous un gouvernement constitutionnel, il suffirait d'un simple coup de majorité pour leur faire perdre, pour longtemps peut-

être, l'alliance qui leur a rendu un si grand service, et les récents débats de nos deux Chambres ont suffisamment prouvé combien ce résultat serait facile à obtenir. C'est la conscience qu'on a en France de cet état de choses qui a donné lieu à l'émotion avec laquelle le public a suivi les péripéties de la lutte qui s'est engagée récemment entre Garibaldi et le comte de Cavour¹. Le public français est mieux placé qu'on ne l'est, même en Italie, pour apprécier les dangers qu'un tel antagonisme eût infailliblement créés à la cause italienne, s'il se fût prolongé pendant longtemps. Que d'inimitiés ardentes étaient, ici comme partout, prêtes à l'exploiter contre elle !

C'est le sentiment de ce péril qui nous a fait juger avec une sévérité peut-être exagérée la conduite du général Garibaldi dans cette circonstance. Que Dieu le garde, s'il aime son pays, d'y éveiller la déplorable mésintelligence qui, dans le monde entier, aujourd'hui, sépare la démocratie de la liberté ! L'Italie a été préservée jusqu'ici, par le privilège même de ses malheurs, de ces dissensions funestes ; puisse-t-elle, dans l'intérêt de son avenir, les ignorer toujours ! Ce sont elles que nous avons vues avec regret poindre dans plusieurs des tendances du parti qui s'est groupé autour du général ; ce sont elles qui ont éclaté un instant dans sa fameuse sortie au parlement de Turin. Par son esprit à la fois simple et mystique, par son caractère résolu, par sa vie aventureuse, par ses habitudes de soldat, Garibaldi est peu fait pour comprendre, soit les réticences diplomatiques, soit les fictions, les ménagements et les formes légales qui servent de garantie à la liberté. Il est porté à les regarder comme d'inutiles complications ou des fins de non-recevoir qu'on lui oppose pour le tromper. Il ne voit dans le monde que le but qui

1. La réconciliation suivit presque aussitôt.

l'occupe et tout ce qui s'interpose entre lui et ce but est un obstacle qu'il faut briser à l'instant. Voilà le secret du ton impatient et impétueux qu'il a pris vis-à-vis la représentation de son pays. S'il pouvait songer à s'emparer d'une dictature, ce ne serait jamais celle d'une ambition personnelle, ce serait celle de l'idée exclusive qui le possède ; mais avec les plus honnêtes intentions du monde, ce serait une tyrannie. Des procédés comme ceux qui lui ont échappé peuvent se pardonner facilement à un homme dont le grand cœur est si connu ; malheureusement, de tels exemples exercent une influence fâcheuse sur l'esprit populaire, qui n'est que trop porté, lui aussi, au mépris des formes légales, et qui n'admet aucun délai entre ses désirs et leur réalisation. Ce n'est pas autrement que procède le despotisme des multitudes ; et ce que le peuple aime le plus dans Garibaldi, c'est ce trait de caractère qui lui est commun avec son héros favori. Il admire sans doute en lui le capitaine, mais il adore le tribun ! Ces jours derniers, la scène du parlement de Turin a eu, comme de raison, son contre-coup à Naples ; on y a organisé une manifestation populaire en faveur de Garibaldi ; mais quel cri poussait cette multitude pour témoigner son enthousiasme : — Vive l'ennemi de l'Autriche ? — Non, elle criait : Vive Masaniello !

De tels symptômes ont une profonde signification ; ce n'est pas la première fois qu'ils nous frappent ; aussi avons-nous été moins étonnés qu'affligés lorsque ces faits se sont produits. Cette réserve faite, peut-être a-t-il été très bon que les choses aient été portées à l'extrême pour amener une réconciliation si désirable entre deux hommes qui sont la force et l'honneur de l'Italie. L'un et l'autre sont nécessaires à la consolidation de son indépendance et de ses institutions. Dans la question même qui les divisait si profondément, celui qui avait raison n'était pas non plus sans quelques

torts, et celui qui avait tort n'était pas non plus sans quelque bonnes raisons, ce qui fait que la réconciliation a pu s'opérer sans entraîner aucun sacrifice regrettable. Si M. de Cavour a raison de vouloir la paix jusqu'à ce que l'Italie soit en mesure de se suffire à l'aide de ses seules forces, il a aussi le tort de trop compter sur les finesses diplomatiques, et de mettre son pays à la merci de ses alliances. Si Garibaldi a tort de pousser à la guerre immédiate et à une politique dont le premier effet serait de soulever contre son pays l'Europe entière, il a aussi mille fois raison de faire sans cesse retentir le *delenda Carthago* aux oreilles de ses concitoyens endormis, et de comprendre que la plus sûre sauvegarde d'un peuple qui veut rester indépendant est une armée nombreuse et vaillante.

La liberté d'action que cet événement vient de rendre au cabinet italien va être mise à profit pour l'organisation intérieure, et son activité trouvera là amplement de quoi s'exercer. Nous avons exposé ici même les vues si libérales du projet de M. Minghetti. On ne sait pas encore le sort qui leur est réservé devant les Chambres, mais on croit généralement que le plan sera maintenu dans ses principales dispositions, sauf en ce qui concerne les régions, l'agglomération administrative répondant à peu près à la délimitation des anciens petits États italiens. Cet abandon serait regrettable, parce que la division par régions, depuis longtemps consacrée par l'histoire, offrirait plus de consistance et serait plus favorable à un système de décentralisation que la division par provinces, qui est naturellement plus fractionnée et plus arbitraire. Les régions présentent tous les avantages de la forme fédérative sans en offrir les inconvénients ; elles conserveraient la vie et le mouvement à toutes ces capitales brillantes que l'Italie doit à l'originalité de ses vicissitudes ; mais, selon toute probabilité, elles seront sacrifiées à des considérations

qui ne devraient pas être écoutées dans un débat d'une telle importance.

Grâce au souvenir des rivalités municipales encore si vivaces en Italie, on est parvenu à exciter contre ces capitales des petits États la jalousie des villes de second ordre qui, jusque-là, étaient comprises dans leur ressort administratif, et qui, pour en être émancipées, demandent à être attachées directement au centre commun de l'État et à être traitées comme les égales de leurs anciennes suzeraines. Si leurs prétentions sont admises, ainsi qu'on peut le craindre, un puissant élément de vie et de liberté aura disparu de l'Italie. Ses législateurs ne doivent jamais oublier que l'unité et la centralisation sont le grand danger de la civilisation moderne, en même temps qu'elles sont pour les nations une condition d'existence. Un État n'en devrait prendre que ce qui est absolument nécessaire pour la défense commune. Le projet de M. Minghetti nous paraissait suffire à cette exigence. Celui que M. Bastogi a présenté récemment à la Chambre sur les finances est également conçu dans un excellent esprit et ne peut avoir que d'heureux résultats. La solidarité des dettes est, pour les différentes provinces d'une nation, aussi juste que celle du sang : l'une concilie les intérêts et l'autre unit les cœurs.

Si l'on trouvait que nous attachons une trop grande importance aux questions de centralisation, nous ne serions pas embarrassés de justifier notre opinion ; car c'est sous cette forme que se présentent aujourd'hui toutes les grandes contestations qui divisent le monde. Autrefois, avant que le siècle eût vieilli, les prétentions allaient du premier coup à l'extrême, les ambitions étaient illimitées et pour les contenter il ne fallait jamais moins qu'une révolution radicale. Aujourd'hui on a appris à se modérer, on restreint ses désirs, on est moins prompt à agir, et les

pensées les plus subversives s'enferment autant que possible dans le cercle des réformes légales. De là l'effort général chez les peuples comme chez les gouvernements pour tout réduire à une simplification administrative. De quoi s'agit-il entre la Hongrie et l'Autriche ? d'une question de centralisation. Il en est de même au moins en apparence entre la Russie et la Pologne, entre la Prusse et le Danemark ; il en était ainsi entre les États du nord et les États du sud de l'Amérique avant que n'y éclatât la guerre fratricide qui vient de mettre fin à la grande œuvre de Washington.

Faut-il voir dans cet appel aux armes un augure, un avertissement qui nous est donné touchant la manière dont seront tranchés les différends qui nous divisent en Europe ? Nul ne peut encore le dire à l'heure qu'il est, et il y a au moins une de ces difficultés qui ne paraît pas pouvoir être jamais arrangée par des moyens pacifiques. On comprend que nous parlons ici de la Pologne. Une décentralisation administrative accompagnée d'institutions libérales eût pu satisfaire les Polonais avant les derniers événements, et peut-être les rattacher à la longue à un peuple qui est de même race, selon le plan d'Alexandre I^{er}, repris et développé sous une nouvelle forme par le parti panslaviste.

Mais depuis les massacres de Varsovie cette pensée ne peut plus être qu'une chimère. L'agitation légale ne sera plus désormais pour les Polonais qu'une armée dont ils se serviront en attendant qu'ils en trouvent une plus efficace, et toutes les concessions qu'on leur fera ne seront jamais qu'un piège à leurs yeux. Et c'est justice. Il serait trop commode au despotisme de commettre des crimes qui le servent si bien, s'il ne tenait qu'à lui de les effacer par des bienfaits qui lui coûtent si peu. La haine peut s'éteindre, mais la défiance reste, une défiance invincible qui finit par

gagner ceux même qui sont le plus dévoués au despotisme, et qui souvent lui survit comme nous le voyons en ce moment en Autriche.

L'absolutisme autrichien, atteint en pleine paix d'une sorte de décomposition interne, s'est renié lui-même. Frappé par la ruine, la déconsidération, la haine publique, il n'a pas voulu survivre au suicide de quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs, et a décrété lui-même sa propre condamnation. Mais la défiance lui a survécu, et le gouvernement qu'il a proclamé son héritier porte encore la peine des trahisons qu'il a commises. En dépit des assurances les plus solennelles, des offres les plus libérales, l'Autriche n'est point encore parvenue à reconcilier la Hongrie avec les institutions élaborées par M. de Schmerling, à lui faire avoir confiance en sa parole. Y réussira-t-elle? Il faut l'espérer pour la paix de l'Europe, mais il n'est rien de moins certain. Il est, d'ailleurs, trop commode de déclamer à distance, comme on le fait ici, sur l'incorrigible obstination des Hongrois, et on oublie que la nouvelle constitution ne leur demande pas seulement un acte de confiance, mais leur impose un véritable sacrifice.

En assimilant la Hongrie aux autres provinces de l'empire, en disposant d'elle sans avoir obtenu son assentiment, l'empereur d'Autriche a fait un coup d'État, car la Hongrie a toujours constitué jusqu'ici un royaume séparé. Il prive en même temps les Hongrois des deux prérogatives nationales auxquelles ils ont toujours attaché leur liberté, à savoir, le droit de voter leurs impôts et celui de lever leurs armées. Un publiciste français a toutes sortes de bonnes raisons pour faire bon marché de ces droits; mais on s'explique que ce ne soit pas là absolument le point de vue des Hongrois. On exploite aujourd'hui contre eux la jalousie des autres provinces, en flétrissant ces libertés du nom de privilèges; mais qui leur garantit que, lorsqu'on aura brisé

ce dernier élément de résistance au profit d'un pouvoir aujourd'hui libéral, ce pouvoir ne se retrouvera pas absolu demain? Ils sont bien sûrs de perdre ce que la nouvelle constitution leur retire, mais ils ne le sont nullement de garder ce qu'elle leur apporte.

23 mai 1861.

Le gouvernement actuel se pique d'être un pouvoir fort, et c'est là assurément le genre de mérite qu'on est le moins disposé à lui contester. En lui refusant un avantage dont il tire volontiers vanité, ses adversaires n'accuseraient en somme que leur propre impuissance. Pourquoi le lui déniaient-ils, d'ailleurs? On n'a pas répondu à tout lorsqu'on a prouvé qu'on a pour soi la force. Il y a d'autres éléments de grandeur qui ont aussi leur prix. Quant à nous, non seulement cette force nous paraît suffisamment démontrée, mais elle est excessive à notre gré. Toutefois, même après cette concession, il reste à s'entendre sur la manière dont nos hommes d'État comprennent un mérite qui les rend si fiers, sur le sens qu'ils y attachent et sur le zèle bien ou mal inspiré qu'ils mettent à conserver cette réputation, soit par leur administration à l'intérieur, soit par les actes de leur politique extérieure. Ici, nous risquons fort de ne plus être de leur avis. Le gouvernement impérial met une extrême complaisance chaque fois que l'occasion s'en présente à se comparer lui-même sous tous ces rapports aux diverses administrations qui l'ont précédé. Il rappelle volontiers leur attitude tour à tour molle ou violente vis-à-vis des ennemis de l'intérieur, leur faiblesse devant l'Europe. Nous imaginons que les hommes qui ont pris part à ces gouvernements auraient bien quelques

bonnes raisons à faire valoir pour leur justification, mais ils en ont de meilleures encore pour se taire, et ce n'est pas ici le lieu de se charger du rôle d'avocat d'office. Nous reconnaissons donc sans difficulté que le pouvoir actuel est un pouvoir fort, au moins par l'étendue de ses attributions ; mais nous demandons en même temps comment il se fait qu'il agisse si souvent comme un pouvoir faible.

La force d'un gouvernement se mesure moins à ses déclarations qu'à ses actes. Elle ne consiste pas seulement à frapper énergiquement ses ennemis ; c'est là une disposition qui n'est pas, il s'en faut, l'apanage exclusif des pouvoirs forts. On les reconnaît plus encore au respect qu'ils montrent pour leurs adversaires qu'aux coups qu'ils leur portent. On leur demande surtout de la sécurité, et s'ils veulent l'inspirer, il faut qu'ils la ressentent. Il faut donc qu'ils aient confiance en leur propre principe. Il faut qu'il existe dans leurs actes un caractère de suite, de décision qui, d'avance, en marque clairement le but et la portée. Loin de fuir la responsabilité, ils la recherchent. Ils évitent toute contradiction comme un manque de parole, car ils savent qu'une direction imprimée à la politique d'un grand pays constitue le plus sérieux des engagements.

Il est possible que nous nous fassions une idée exagérée des obligations qu'impose un tel programme ; mais nous ne retrouvons pas le caractère que nous venons de définir dans les derniers actes de la politique française.

A quoi sert-il à un pouvoir d'être fort, si la moindre opposition qui se manifeste à l'intérieur l'irrite et l'exaspère comme s'il craignait d'en être renversé ? On a vu et on voit encore tous les jours des gouvernements réputés faibles et désarmés, comme passent en général pour l'être les gouvernements libres, supporter sans être ébranlés les plus furieuses attaques de leurs ennemis ; et, en France,

sous l'empire d'une constitution qui a concentré dans les mains du pouvoir exécutif une autorité presque sans exemple, plus étendue à beaucoup d'égards que celle de l'ancien régime considérée comme si absolue, qui a ajouté à cette force la consécration sans cesse renouvelée du suffrage universel dont elle reçoit une impulsion encore plus irrésistible, en France, disons-nous, ce pouvoir se croit atteint et menacé aussitôt qu'on dénonce un abus, aussitôt qu'on touche à l'un de ses agents, aussitôt qu'on critique le détail le plus insignifiant de son administration, fût-ce la qualité des eaux qu'il fait boire à ses administrés ou sa façon de comprendre les embellissements de la capitale.

Il a de lui-même, à la vérité, dans un jour où il a été plus heureusement inspiré, appelé sur ses actes le contrôle de l'opinion publique et des Chambres. C'était là de la véritable force, et ses adversaires eux-mêmes se sont plu, dans cette circonstance, à l'encourager de leurs applaudissements, tout en étant convaincus que c'étaient eux qui allaient perdre tout ce qu'une telle conduite devait lui faire infailliblement gagner. Quelques-uns poussèrent le désintéressement jusqu'à prendre sa défense contre ses meilleurs amis, mécontents ou alarmés. La plus grande preuve de vitalité que ce pouvoir pût donner, c'était, sans contredit, d'entreprendre de se réformer par sa propre initiative. Mais ce réveil d'esprit public qu'il avait provoqué lui-même ne s'est pas plutôt manifesté qu'on l'a vu en prendre ombrage comme s'il en était effrayé. Dieu sait pourtant s'il y a rien eu de factieux dans le mouvement inoffensif qui s'est produit en cette circonstance ! Les Chambres lui ont non seulement donné tous les gages désirables de concours et de dévouement, mais elles ont montré en mainte occasion un esprit encore plus conservateur que celui du gouvernement ; il sait à n'en pas douter que, s'il avait quelque chose à appréhender de

leurs sentiments à son égard, ce serait plutôt un excès de zèle qu'une hostilité quelconque ; et, cependant, il évite de les consulter toutes les fois que la légalité lui permet cette omission ; quelquefois même il dépasse à cet égard les limites qu'il s'est lui-même fixées ; c'est du moins ce qui semble résulter de la pétition qui vient de déférer au Sénat, comme inconstitutionnel, le décret du 9 janvier 1861, concernant l'administration du département de la Seine. On dirait que le gouvernement impérial éprouve quelquefois une sorte de velléité de reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre, ou qu'en accordant des libertés nouvelles, il a entendu ne se dessaisir d'aucune des prérogatives de la dictature. Il s'étonne d'être arrêté par une opposition même quand c'est lui qui l'a appelée. Il y voit toujours une hostilité, et jamais la preuve qu'on prend au sérieux des institutions qui sont son ouvrage.

Mais ce ne sont pas seulement les luttes parlementaires qui inspirent à nos gouvernants cette singulière aversion ; c'est en général tout ce qui ressemble à un débat contradictoire, peu importe à quel sujet ou à quel degré de la hiérarchie administrative. Comment s'expliquer autrement qu'ils n'aient pas encore étendu à toute la France la publicité qu'ils viennent d'accorder aux conseils municipaux de l'Algérie ? Est-ce parce qu'ils redoutent de la voir se transformer dans nos départements en un instrument d'agitation politique ? N'ont-ils pas reçu assez de témoignages d'adhésion et de gages de docilité de l'immense majorité du peuple français ? Ou bien les considérations que le maréchal Pellissier a développées à l'appui de sa décision perdent-elles de leur valeur en passant la mer, et la publicité n'aurait-elle plus, en France, l'avantage qu'on lui reconnaît « d'éclairer », de dissiper les préventions, les défiances, d'intéresser chacun à la discussion des questions locales et au bon emploi des ressources commu-

nales ? » Nous croyons, au contraire, qu'elle aura partout et toujours ce privilège, et qu'un pouvoir qui voudrait prendre le soin de rendre un peu de vie à nos institutions municipales serait récompensé de ses efforts par une popularité durable et par une très vive reconnaissance. Nous ne parlons pas de la satisfaction d'un devoir rempli, parce que nous savons que cette considération touche en général assez médiocrement ce qu'on appelle un véritable homme d'État.

On a dit que nous ne nous servions pas de toutes les libertés qui nous étaient laissées. La vérité est que le pouvoir actuel s'obstine à interdire des libertés dont l'exercice n'offrirait aucun danger pour lui. C'est par une suite de ce défaut de confiance en l'avenir qu'il en est venu jusqu'à prendre ombrage de ces pacifiques discussions dont l'écho ne lui a pourtant presque jamais renvoyé jusqu'ici que son propre éloge. Son empressement à se passer du concours de ces délibérations, qui ne seraient pas toujours sans profit pour lui, au moins en ce qui concerne certaines questions spéciales, l'a jeté récemment dans une sorte d'impasse où il doit se sentir quelque peu embarrassé, car il y reste sous le coup d'un véritable échec moral.

Telle est, par exemple, la situation qui lui a été faite par la discussion du Sénat au sujet de la convention relative à l'introduction du poisson étranger en France. Si les objections présentées au nom de la marine française par l'amiral Romain-Desfossé ¹ avaient eu occasion de se produire dans une délibération publique, il est douteux que, même sous un régime de libre-échange, on n'eût pas stipulé, en faveur de nos marins et par exception au droit commun, une protection plus efficace que celle qui leur a été garantie par ce

1. Rapport fait par l'amiral Romain Desfossés au Sénat, à l'occasion de la pétition des pêcheurs de Calais, de Boulogne, de Dunkerque et de Gravelines.

traité. Ce privilège eût été, en effet, plus que compensé par les charges pénibles auxquelles les soumettent les règlements de l'inscription maritime. Mais ces réclamations, qu'elles aient tort ou raison, ont été entendues trop tard, puisque la convention du 16 novembre ne peut plus être modifiée que du consentement des deux parties qui l'ont signée ; et voici le gouvernement français placé, par suite de sa répugnance pour le contrôle de la publicité, entre deux alternatives presque également pleines d'inconvénients, dont l'une consiste à ne tenir aucun compte d'une pétition présentée par une partie considérable de nos populations maritimes, appuyée comme légitime et fondée par nos hommes de mer les plus expérimentés, prise en considération par le premier corps de l'État après une discussion approfondie, et dont l'autre l'obligerait en quelque sorte à se présenter lui-même comme pétitionnaire à la barre du parlement d'Angleterre pour obtenir de celui-ci qu'il consente à revenir sur les conditions stipulées au nom des deux nations.

Ce n'est pas agir en pouvoir fort que d'éviter le contrôle de la discussion publique, lorsqu'elle pourrait avertir et éclairer, pour ne l'écouter que lorsqu'elle ne peut plus faire entendre que des conseils inutiles. Ce n'est pas agir en pouvoir fort que de jeter, ainsi que le faisait récemment un rapport trop peu remarqué du ministre de la justice au sujet de la statistique criminelle, une sorte de blâme sur l'indulgence des tribunaux, comme si dans tout accusé il y avait nécessairement un coupable, et comme si l'on ne trouvait de sécurité que dans les condamnations et les mesures de rigueur. Ne craint-on pas d'assimiler la magistrature française à ces juges auxquels un roi de Naples adressait un jour cette intimation fameuse : « L'accusé sera jugé et *condamné* dans les vingt-quatre heures ? » Enfin, ce n'est pas agir en pouvoir fort que de s'émouvoir

comme vient de le faire le ministre de l'intérieur à propos d'un événement auquel nous étions loin d'attacher tant d'importance et de gravité. Quoi ! nos institutions seraient en péril parce qu'une petite brochure jaune a pu se vendre pendant deux heures à Paris !

Nous ne l'aurions pour notre part jamais soupçonné, et nous croyons que dans la vivacité de son indignation M. de Persigny ne s'est pas rendu un compte très exact des impressions que fait naître la lecture de sa circulaire ¹ au sujet de la brochure du duc d'Aumale ². L'attaque qu'il y relève contre nos institutions est, en effet, on ne peut plus clairement caractérisée dans cet écrit ; il faut en dire autant du délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Mais n'est-ce pas montrer des alarmes que rien dans la situation présente du gouvernement ne justifie, que d'affirmer que la saisie judiciaire est insuffisante pour le protéger contre des atteintes aussi rares et aussi lointaines ? Ne lui suffit-il donc pas pour sa sûreté de la promptitude avec laquelle la justice a sévi, des peines si rigoureuses dont elle a frappé l'imprimeur et l'éditeur, des vingt-cinq brochures qui ont été aussitôt écrites en réponse à l'ouvrage incriminé ? Faut-il croire que le ministre n'a pas eu connaissance de ces brochures, puisqu'il ajoute que l'écrivain « est protégé, *lui et les siens*, par la saisie judiciaire elle-même contre toute réponse et toute récrimination ? » Ou bien devons-nous penser qu'il a entendu par là les flétrir et les désavouer, comme s'attaquant à un adversaire placé sous le coup de la loi ? Si l'histoire ne dédaigne pas de s'occuper plus tard du temps étrange où nous vivons, et si elle tient à définir en peu de mots le genre

1. Circulaire de M. de Persigny, ministre de l'intérieur, à la date du 13 mai.

2. *Lettre sur l'histoire de France*, par Henri d'Orléans, en réponse au discours du prince Napoléon au Sénat.

de liberté dont l'écrivain y a joui, elle pourra trouver dans ce document officiel, émané de l'homme qui est considéré à juste titre comme l'esprit le plus libéral qui se soit produit au sein de l'administration actuelle, une expression dont nous n'eussions jamais pu égaler l'énergie. En ce temps-là, pourra-t-elle dire, une saisie judiciaire a été considérée comme une « protection » pour l'écrivain saisi ; et un gouvernement armé d'un pouvoir presque illimité l'a dénoncée comme trop favorable à la presse. Cette pénalité lui a paru par son insuffisance complice des machinations de ses ennemis.

Qu'on ne nous dise pas que cette circulaire n'atteint, selon les termes dont elle se sert, qu'une « catégorie de personnes bannies ou exilées du territoire, placées, par conséquent, en dehors du droit commun, et qui, pour user de la publicité en France, s'abritent derrière un imprimeur ou un libraire. » La substitution de la saisie administrative à la saisie judiciaire frappe en réalité, au moins dans un grand nombre de cas, la presse entière, à qui cependant — nous en attesterions au besoin le ministre lui-même — on n'a pas eu à reprocher en cette occasion un excès d'audace ou d'indiscrétion. Si elle a absorbé le venin pour son propre compte, il faut avouer qu'elle n'a guère contribué à le propager. Cette sagesse exemplaire lui valait mieux qu'une aggravation de rigueur dans les conditions déjà si difficiles qui lui sont faites. Même avec l'intention très arrêtée de n'atteindre que les publications émanées de personnes exilées, l'administration serait entraînée beaucoup plus loin qu'elle ne voudrait par le surcroît de mesures préventives et le redoublement de surveillance que lui impose la nouvelle circulaire ; à plus forte raison sera-t-elle amenée à dépasser ses intructions dans l'état de suspicion où est tenue la presse. D'après le droit commun, on est en général réputé innocent jusqu'à ce qu'on ait été déclaré

coupable ; mais, d'après notre législation sur la presse, un écrivain est toujours présumé coupable jusqu'à ce qu'il ait été reconnu innocent.

Quand on revendique pour soi tous les honneurs de la force, quand on en exerce tous les privilèges, on devrait en montrer aussi le calme et la confiance, sinon la magnanimité. Dans les relations extérieures il faudrait aussi en déployer plus souvent la fermeté et la décision. Nous ne nous sommes point fait les panégyristes de la politique extérieure du gouvernement. N'en connaissant pas le dernier mot, nous n'avions pas qualité pour juger l'esprit intime et le but final qui, seuls, pourraient en donner la vraie valeur. Possédant, d'ailleurs, à peine le droit d'exprimer quelques réserves en guise de critique, nous avons toujours considéré comme un devoir de dignité de nous abstenir d'approuver ce qu'il ne nous était pas permis de blâmer. Cependant nous avons souvent exposé ici même des vues qui pouvaient passer pour une approbation implicite de certains actes qui se trouvaient en conformité avec notre manière de voir. Partant de ce point de vue, nous reconnaitrons volontiers que la politique étrangère du pouvoir actuel a amené d'heureux résultats, notamment en ce qui concerne l'Italie, bien que nous ayons plus d'une objection à élever contre la façon dont ils ont été obtenus, façon qui n'a pas toujours été de notre goût. Mais qui ne sera forcé de convenir que l'attitude énigmatique, hésitante, embarrassée du pouvoir depuis ces derniers mois ressemble bien peu à celle d'un gouvernement sûr de sa force et maître de ses décisions ?

L'observateur qui ne considérerait ces hésitations que sous leur aspect le plus apparent, et qui les rapprocherait soit du système de temporisation suivi à l'époque du siège de Gaëte, soit des autres occasions, assez nombreuses, où notre diplomatie a tenu une conduite analogue, pourrait supposer qu'il y a avant tout, dans la volonté dont ces

actes sont censés avoir été les manifestations, un goût particulier pour les complications, une sorte d'amour d'artiste pour les difficultés savamment entretenues et silencieusement dénouées. Mais on ne tarde pas à reconnaître que cette explication ne saurait répondre à tout, et il est des circonstances en présence desquelles on est bien forcé de convenir que ces indécisions s'inspirent d'un mobile tout différent, et tiennent surtout à un défaut d'idées arrêtées en face d'obstacles dont on ne prévoyait pas la gravité. Nous n'ignorons pas que la diplomatie a beaucoup plus de sous-entendus et de détours aujourd'hui qu'elle n'en a jamais eus; et nous ne sommes pas plus dupes qu'il ne convient de certaine feintes destinées sans doute à fournir un aliment de curiosité et un sujet d'occupation à la grande badauderie européenne. Mais nous savons aussi qu'il y a des situations qui parlent très haut en dépit de tous les attermoissements qu'on y introduit, et aucun mémorandum ne nous en apprendra si long sur le but secret d'une politique qu'une série d'actes marqués au coin du même cachet et entrepris dans une direction constante. Ils constituent un engagement plus sérieux et plus difficile à éluder que les articles d'un traité secret.

S'il faut dire toute notre pensée, nous ne comprenons pas que les cabinets français et italien se croient encore tenus à l'emploi de certaines fictions diplomatiques avant de passer outre au règlement définitif d'une question qui les tient pour ainsi dire l'un et l'autre en échec depuis si longtemps. Nous ne croyons pas qu'il soit utile ni à l'Italie ni à personne que M. de Cavour se fasse offrir d'abord la garde de Rome dans les conditions où se trouve actuellement la garnison française, puis qu'il la refuse sous prétexte que l'opinion s'y oppose, en attendant qu'on lui adresse de nouvelles offres, qu'il débatta d'une façon également déterminée à l'avance. Toutes ces finesses sont aujourd'hui dépen-

sées en pure perte. Cette manière de procéder ne nous paraît plus justifiée ni par le danger des circonstances, ni par la nécessité de préparer les esprits à un dénouement désormais inévitable. Elle ne nous semble digne ni des gouvernements de deux grandes nations ni de l'importance de l'événement qu'elle annonce : une institution qui a occupé une si grande place dans le monde ne doit pas disparaître à l'aide d'une sorte de tour de prestidigitation diplomatique.

La chute du pouvoir temporel ne peut plus être une surprise pour personne. Les regrets qu'il laissera seront couverts sous l'éclat d'une joie immense. Les sentiments qu'il a su inspirer même à ses protecteurs naturels ne sont point un mystère. Il n'est pas un esprit clairvoyant, même parmi ses défenseurs, qui se flatte encore de le voir échapper à une destinée à laquelle il a mille fois plus contribué par ses fautes que ses plus mortels ennemis par leur haine. Quant aux hommes d'État qui sont appelés à prononcer sur lui un arrêt dont l'histoire elle-même a rédigé les considérants, ils ont par avance épuisé presque tous les inconvénients du rôle dont ils ont accepté la responsabilité, et de nouveaux ajournements ne seraient pour eux qu'une source nouvelle de graves embarras. On peut en dire autant du pouvoir pontifical lui-même. Il arrive chez tous les malades un moment où la dernière heure apparaît comme une délivrance. C'est là qu'il en est aujourd'hui.

C'est par la plus vaine et la plus intempestive des illusions qu'on se flatte de l'amener à composition et d'obtenir de lui des arrangements à l'amiable. Il n'y a personne aujourd'hui qui ait le droit de transiger en son nom, le pape lui-même n'a pas ce pouvoir, et tout accommodement consenti par lui au détriment d'une autorité dont il n'est que le dépositaire serait nul de plein droit et désavoué par ses successeurs. Ces vérités sont devenues banales à force

d'être démontrées, et cependant on n'en tient aucun compte et on revient sans cesse à cette tentative impossible, comme attiré par une amorce invisible, ou poussé par une insurmontable superstition. On ne viendrait jamais à bout d'aucun abus si, pour le corriger, on devait attendre son consentement, comme le prétendent nos casuistes. Nous avons pour nous le bon droit et l'opinion ; cela suffit. Il faut que ce pouvoir tombe comme toutes les institutions qui ne contiennent pas en elles-mêmes la possibilité d'être réformées. On ne redresse que les objets flexibles, on brise les autres. Les choses seront bientôt portées à ce point qu'il faudra, ou évacuer Rome comme on le demande depuis si longtemps, ou détruire le nouveau royaume italien dont la consolidation est impossible tant que dureront les graves désordres qu'y entretient l'influence romaine, et que notre protection y rend impunis. Il ne convient pas qu'une nation qui se vante d'être la meilleure alliée de l'Italie s'obstine à conserver au centre de ses provinces un lieu d'asile ouvert à toutes les conspirations.

Mais nous n'en sommes pas là, puisque nous n'avons pas même encore consenti à reconnaître le royaume que nous avons tant contribué à fonder. Serait-il donc vrai, comme on l'a affirmé parfois, non sans quelque vraisemblance, que nous y avons coopéré sinon à l'état d'instruments passifs, du moins avec des vues toutes différentes de celles qui ont prévalu en Italie ? Il serait bien tard pour faire un tel aveu et il faut convenir qu'il n'aurait rien de glorieux pour nous ; mais, enfin, il expliquerait nos répugnances et nos tergiversations, tandis que dans l'état présent des choses rien ne les explique. Il semble incroyable que nous nous mettions à reculer devant notre propre ouvrage à mesure qu'il s'achève sous nos yeux, tandis que les nations qui lui ont été le plus hostiles au début se réconcilient avec lui depuis qu'elles en saisissent mieux les

proportions. Elles n'ont pu refuser leur sympathie à ce grand mouvement national, qui restera, en dépit des calomnies intéressées de ses ennemis, une des révolutions les plus légitimes et les plus pures qu'il y ait jamais eu. Nous en sommes venus, au contraire, après avoir versé notre sang pour l'Italie, à refuser à ses instances l'accomplissement d'une formalité qui ne nous coûterait rien, et qui serait d'un prix inestimable pour elle dans les circonstances où elle se trouve, avec des oppositions à vaincre, un système administratif à réorganiser et surtout un crédit à établir. Le succès de l'emprunt de M. Bastogi et des excellentes combinaisons qu'il a imaginées pour unifier l'Italie, sous le rapport financier comme au point de vue politique, est peut-être attaché à cette reconnaissance, qu'on ne veut pas sans doute lui faire désirer toujours, mais qu'on diffère, soit dans l'intention de ménager des susceptibilités qu'on a trop profondément irritées pour conserver quelque espérance de les apaiser désormais, soit dans le but de laisser le temps de se produire à quelque éventualité secrètement désirée et ostensiblement désavouée qui, nous le prédisons, ne se réalisera pas.

Si cette politique d'hésitation est de nature à indisposer et à refroidir nos meilleurs alliés, on conçoit qu'elle n'inspire pas une confiance entière à une nation rivale, contrainte par situation à nous observer avec une vigilance inquiète et jalouse. Nous avons été extrêmement surpris de l'insistance passionnée avec laquelle l'Angleterre a réclamé notre évacuation de la Syrie après les deux délais qui nous ont été successivement fixés ; mais nous avons été seuls en Europe à nous en étonner. L'explication de ce fait se trouve dans le caractère général de notre politique extérieure depuis quelques années, et il prouve que ce système évasif et dilatoire, qui donne, il est vrai, peu de prise contre nous, mais qui ne permet en revanche à personne

de compter sérieusement sur notre alliance, nous fait perdre surabondamment d'un côté les avantages qu'on s'en promet de l'autre. Si, d'autre part, on songe à l'insuffisance des résultats obtenus par la présence de nos soldats en Syrie, on s'aperçoit que le seul remède vraiment efficace serait une occupation non pas momentanée, mais indéfinie, et on conçoit que l'Angleterre dans sa défiance n'y voie qu'une prise de possession anticipée. Quant aux dispositions plus favorables à notre politique que vient de manifester la Russie par la note du prince Gortschakoff, on a le droit de les trouver un peu tardives; et elles s'adressent plus à l'avenir qu'au passé. C'est une réserve, une sorte de précaution oratoire, qui n'a pas d'autre but que de dégager la liberté d'action du cabinet de Saint-Petersbourg. Il est évident qu'il se considère comme délié de quelques-unes de ses promesses et absous à l'avance de ses entreprises ultérieures. Il est, du reste, à peu près impossible, dans l'état présent des choses en Orient, qu'on puisse trouver un arrangement qui soit satisfaisant pour tout le monde; il n'en est qu'un seul en tout cas qui doive profiter à la civilisation, c'est la chute de cette domination honteuse et barbare qui a changé en un désert stérile la terre la plus admirable qu'il y ait sous le ciel.

Cette question de Syrie a donné lieu à un débat parlementaire¹ dans lequel il s'est fait une grande consommation de lieux communs patriotiques. Le patriotisme ne consiste pas à manquer à un engagement. Ainsi qu'un orateur l'a fait remarquer, c'est l'Europe, ce n'est pas la France qui a évacué la Syrie. Chose singulière et digne d'attention, le débat a été introduit au Sénat sous la forme

1. Au Sénat, dans les séances des 14 et 15 mai. L'affaire avait été portée devant le Sénat, à la suite de pétitions réclamant sa protection pour les chrétiens de Syrie. Après un discours de M. Billaut, l'ordre du jour de confiance avait été voté par M. de La Rochejaquelein lui-même.

d'une pétition, de même que la discussion relative à l'inscription maritime et celle qu'on annonce au sujet du décret de décentralisation. Ce n'est pas par une cause fortuite que tous ces griefs qui ont ému l'opinion dans ces derniers temps se sont fait jour par cette voie. C'est qu'elle est en effet la seule issue légale qui leur soit ouverte.

7 juin 1861.

La commission du conseil d'État vient de présenter au Corps législatif son exposé des motifs du nouveau projet de loi sur la presse¹. Les dispositions de ce projet de loi forment un heureux contraste avec les termes de la circulaire que nous discutons ici récemment, et l'accueil favorable qu'il a reçu soit du public, soit de la presse périodique tout entière, démontre à la fois combien on a appris à se contenter de peu sous ce rapport, et combien il serait facile au gouvernement de satisfaire à bon marché les exigences de l'opinion. S'il persiste à se défier d'elle, ce ne sera pas faute d'avoir été encouragé toutes les fois qu'il a consenti à faire un pas de son côté. Il se trouve à cet égard dans une situation privilégiée et vraiment inexplicable pour ses adversaires, qui ont connu plus souvent les sévérités de l'esprit public que sa bienveillance; l'avenir dira s'il veut en profiter. On lui sait un gré infini de mesures qui, émanées de ses prédécesseurs, n'auraient soulevé que des tempêtes. Ce public qui applaudit aux légers adoucissements que le pouvoir actuel apporte à une législation si rigoureuse, c'est le même qui, pendant plusieurs années, a gémi sous les lois de septembre comme sous la plus insupportable des tyrannies.

1. Ce nouveau projet supprimait quelques articles draconiens de la loi sur la presse, en vigueur depuis 1852.

Cependant le prodigieux changement que cette différence d'attitude dénote dans le tempérament de la nation est plutôt propre à servir de leçon à une politique habile et prévoyante qu'à lui inspirer une fausse sécurité, car il est loin d'être sans précédent dans notre histoire. Plus nous sommes d'ordinaire allés loin dans un sens, plus nous sommes disposés à aller loin dans l'autre. Mais ce qui serait tout à fait sans exemple, c'est un gouvernement qui irait au devant de ces réactions inévitables, au lieu de chercher à lutter contre elles, et qui les désarmerait d'avance en leur ôtant leurs principaux griefs. Depuis près d'un siècle, l'histoire de France est une perpétuelle oscillation entre la dictature et la liberté, ou plutôt entre ce que l'une et l'autre ont d'extrême. Ce n'est pas là, il faut l'espérer, une loi fatale et éternelle, mais le mouvement intellectuel de la société contemporaine indique clairement que nous n'y sommes pas encore soustraits, et ce point reconnu, il devrait suffire à une politique intelligente de savoir d'où nous venons pour dire comme à coup sûr où nous allons, et pour régler ses actes sur cet infail-
lible pronostic.

D'après cette seule donnée, un esprit pénétrant et familier avec les grandes lois de l'histoire pourrait affirmer que nous nous dirigeons vers la liberté ; mais cette probabilité reçoit une telle confirmation de tous les événements dont l'Europe est en ce moment le théâtre, qu'il suffit d'ouvrir les yeux pour en comprendre l'évidence. Le réveil libéral, qui s'est annoncé plutôt que manifesté en France dans ces derniers temps, n'a fait que suivre de loin celui qui s'est produit dans l'Europe entière ; et en admettant qu'il n'ait pas en lui-même de quoi devenir redoutable, on ne saurait disconvenir qu'il ne soit destiné à recevoir de ce mouvement universel du dehors une force d'impulsion dont il serait sage de calculer la puissance et de prévenir les effets. Il

n'est donné à aucun peuple de se préserver de cette salubre contagion des idées, la France l'a assez souvent communiquée au monde pour consentir à la recevoir de lui, si sa propre vitalité venait à lui faire défaut sous ce rapport.

Ce serait donc un grand signe de force et d'intelligence de la part d'un gouvernement que de préparer cet avenir et de le favoriser au besoin, au lieu de suivre la routine usée des politiques de résistance, qui peuvent retarder un dénouement, mais qui ne le conjurent pas. C'est à ce point de vue que nous avons apprécié la politique du 24 novembre, bien qu'elle ait eu à nos yeux le caractère d'un programme plutôt que d'une réforme définitive. C'est ainsi que nous apprécierons tous les actes qui nous paraîtront s'inspirer de cet esprit. A ce titre, les modifications proposées par le gouvernement dans la législation qui régit la presse nous paraissent une concession habile ; mais nous ajouterons, au risque de sembler dire une naïveté, pas assez habile à notre gré. Quand on se trouve dans cette phase heureuse et rare où les peuples sont reconnaissants de tout ce qu'on fait pour leur plaire (il est d'autres moments où ils sont insensibles aux plus grands bienfaits), on ne saurait prendre trop de soins pour empêcher cette gratitude de se changer en désappointement. Nous n'avons pas la pensée d'appliquer ce mot fâcheux à la nouvelle réforme sur la presse, mais ne serions-nous pas fondés à dire que le public, qui y a applaudi, est loin de s'être rendu un compte exact de la nature de ces améliorations. Parmi ceux qui l'ont accueillie avec le plus de sympathie, comme le point de départ d'une ère de liberté pour la presse, combien n'en est-il pas qui éprouveront une véritable déception en voyant reparaître le droit d'avertissement qu'ils croient abrogé ! — Et combien en est-il qui soupçonnent que le droit de suppression par décret n'a nullement cessé d'exister, que la législation des avertisse-

ments est restée intacte, sauf en ce qui concerne une disposition qui n'offre pas un grand intérêt pratique !

On pouvait mieux attendre d'une réforme annoncée comme libérale, et les considérants mêmes de l'exposé des motifs, par l'éloge qu'ils font de la parfaite sagesse de la presse périodique (qui ne sera peut-être pas infiniment flattée d'avoir mérité ce compliment), ces considérants, disons-nous, peuvent donner à supposer, que « la réserve et la convenance » dont on se plaît à faire honneur à la presse ont été récompensées par des concessions plus larges et plus efficaces. C'est pour ces motifs mêmes, nous dira-t-on, que ces mesures sont habiles. Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis. Elles s'exposent à être d'autant plus dépréciées plus tard, qu'elles auront été d'abord estimées au delà de leur vraie portée. Or, l'habileté ne consiste pas seulement à satisfaire les exigences du présent, mais à prévoir et à devancer celles de l'avenir.

Ces dispositions n'en constituent pas moins un très notable allègement aux charges qui pesaient sur la presse, surtout l'article de loi en vertu duquel le gouvernement renonce à la faculté de supprimer tout journal dans les deux mois qui suivent une condamnation quelconque. Le gouvernement conserve, il est vrai, celle de le supprimer par décret toutes les fois qu'il le jugera à propos ; mais ou la concession qu'il vient de faire n'a aucun sens, ou elle signifie qu'il n'aura recours au droit qu'il a gardé que dans des cas infiniment rares. C'est un engagement qu'il prend envers la presse. Malheureusement ce n'est là qu'une convention unilatérale, et lui seul restera juge de la façon dont il lui convient de l'observer. Il ne lui laisse ici d'autre garantie que la mansuétude ministérielle, qui n'est point inaltérable comme chacun sait.

L'article qui abolit la suppression de plein droit après deux condamnations successives, ne fussent-elles que de

simples contraventions, a un caractère définitif et ne laisse rien à l'arbitraire ; mais il convient d'ajouter qu'on ne l'appliquait que dans des cas très rares, tant il avait pour résultat évident d'assimiler à un délit des erreurs dont le hasard seul était le plus souvent coupable.

Les cinq membres ¹ de l'opposition démocratique ont déposé à la suite de ce projet de loi un amendement qui n'a d'autre but dans leur pensée que de rappeler les principes en présence du fait ; il est du moins très probable que telle est leur intention, car on peut prédire à coup sûr que leur amendement ne ralliera aucune voix au sein du Corps législatif en dehors des cinq signatures qui lui ont donné le jour. Il y a là matière à réflexion. Ces cinq voix, réduites à ce rôle ingrat et platonique de rappeler des principes que tout le monde, au sein de nos assemblées, connaît, mais dont personne ne se soucie, doivent-elles être considérées comme une exacte représentation d'un parti qu'on peut haïr ou méconnaître, mais dont nul aujourd'hui ne conteste l'importance ? Peut-on dire aussi que ce parti libéral, sans distinction de nuances, qui s'est formé dans ces dernières années et qui n'a peut-être pas deux représentants au Corps législatif, y figure en proportion de sa force réelle ? Depuis longtemps une majorité nouvelle s'est formée au sein de la nation, le gouvernement lui-même l'a reconnue par les concessions de tout genre qu'il lui a faites, soit à l'intérieur, soit dans sa politique étrangère. La majorité a changé dans toutes les sphères de la vie civile et politique ; au Corps législatif seul elle a le privilège d'être immuable. Il y a là une anomalie qu'on ne s'explique pas si par son décret du 24 novembre le pouvoir actuel a

1. MM. Alfred Darimon, Émile Ollivier, Hénon, Ernest Picard et Jules Favre. Dans la langue politique, on les appelait les « cinq » parce qu'ils furent longtemps les seuls adversaires irréconciliables de l'Empire au Corps législatif.

eu, ainsi qu'il vient de le déclarer solennellement, l'intention « *de donner une vie nouvelle à toutes les branches du gouvernement représentatif.* » Il est évident qu'une opposition dont tout le rôle consiste à rappeler des maximes générales à une assemblée qui ne les écoute pas, et cela dans le moment même où elle a conscience de représenter malgré son petit nombre une fraction très considérable du pays, ne peut voir dans ce contraste ni un stimulant pour son activité, ni un encouragement à ces transactions qui sont l'âme même de la politique. Il n'est pas moins certain d'autre part qu'une assemblée sans initiative et sans action directe sur le pouvoir, et qui à la faiblesse de ses attributions joint l'intime persuasion de ne plus répondre aux combinaisons nouvelles et aux mouvements d'opinion qui se sont produits récemment au sein de la nation, a perdu par cela même quelque chose de la décision qui est indispensable aux grandes affaires. Elle sent qu'elle représente plutôt une forme légale qu'une force active. Elle fonctionne comme un mécanisme politique, plutôt qu'elle n'agit comme une personnification vivante du pays.

De là le caractère factice et convenu de ses délibérations ; de là cette opposition qui plaide par devoir et sans espérance d'être entendue, et qui donne invariablement ses cinq voix aux amendements qu'elle a signés de ses cinq noms ; de là cette majorité qui expédie les affaires avec la régularité d'une administration et avec un parti pris de fermer l'oreille aux bruits du dehors. Cela pourrait durer ainsi indéfiniment, sans danger, il est vrai, pour le pouvoir, mais aussi sans profit et sans utilité pour lui. Il ne courrait aucun risque d'être ébranlé par les passions révolutionnaires, mais il ne recevrait plus, en revanche, aucun de ces utiles avertissements que donnent les assemblées à qui sait les comprendre. Il parle trop souvent des fautes commises par ses prédécesseurs pour ne pas se rappeler

que celle qui a peut-être le plus contribué à leur chute, c'est de s'obstiner à croire qu'ils avaient pour eux la volonté du pays parce qu'ils disposaient souverainement du vote des deux Chambres. Ils ont payé cher cette erreur. Les pouvoirs constitutionnels, qui légalement sont la volonté nationale elle-même, seront toujours considérés plutôt par les vrais politiques comme un simple moyen de la connaître ; ils auront soin, en conséquence, de maintenir la sincérité de ces fictions légales par un fréquent renouvellement des corps destinés à traduire les vœux de l'opinion, par une communication presque constante établie entre eux et le public. Il y a un juste tempérament à observer à cet égard entre une trop grande mobilité et une stagnation stérile ; mais, à quelque point de vue qu'on se place, on ne saurait disconvenir que le Corps législatif actuel se trouve trop loin de son point de départ pour être en harmonie avec une situation politique si différente de celle qui lui a donné son mandat. Le centre de gravité du monde politique a plusieurs fois changé depuis lors, et les modifications survenues dans l'équilibre des partis ne sont pas moins considérables. Une dissolution décrétée à la suite de la discussion sur le budget est si naturellement indiquée par la logique des circonstances, qu'elle était considérée tacitement par tout le monde comme une résolution arrêtée jusqu'à la reproduction officielle dont le *Moniteur* a accordé les honneurs à la prose de M. le docteur Véron¹. Cependant, même après cet hommage rendu à l'autorité du célèbre docteur, hommage qui peut s'expliquer par plus d'un motif étranger au mérite de cette consultation politique, il est permis de conserver des doutes et d'espérer

1. M. Véron combattait l'idée de dissolution du Corps législatif que les décrets du 24 novembre avaient fait naître. Un de ses articles publiés par le *Constitutionnel* fut reproduit par le *Moniteur universel* et considéré comme la réponse du gouvernement.

la réalisation d'un événement auquel tout le monde, en somme, est intéressé, le gouvernement, les partis, l'opinion, le Corps législatif lui-même, dont l'influence ne peut que gagner à un renouvellement de mandat.

En attendant que nous voyons renaître les luttes toujours fécondes des élections politiques, l'agitation électorale s'est déjà emparée du terrain des conseils généraux¹, et on y déploie une ardeur qui est de bon augure, quelle que soit l'opinion qui sorte victorieuse du scrutin. L'important, c'est qu'il y en ait une, c'est qu'on sorte de la neutralité à laquelle nous a condamnés dans ces dernières années l'incohérence des éléments qui se heurtaient dans l'urne électorale, c'est que la nation soit frappée par une vive image des passions qu'elle porte dans son sein, et mise en demeure de secouer la somnolence qui pèse sur elle depuis si longtemps.

Tout le monde sent que ces élections, quelles qu'elles soient, auront une importance décisive sur la direction ultérieure de la politique française, même en ce qui concerne les questions étrangères, et on est autorisé à croire que ce résultat impatientement attendu, de même que l'imminence de la discussion du budget, n'est pas étranger aux temporisations et aux ménagements extrêmes que s'impose le gouvernement français envers des ennemis qui ne lui ont pas déguisé leurs dispositions hostiles. Nous ajouterons qu'avec un peu plus de netteté dans son attitude il se serait épargné les inconvénients d'une situation qui nous paraît quelque peu fausse. Entre d'anciens amis mécontents et de nouveaux alliés seulement à demi satisfaits, il risque fort, non d'être isolé, mais de voir se diviser cette majorité autrefois si unanime et si compacte. Il est forcé de tenir la balance égale entre ces deux

2. Ces élections devaient avoir lieu les 15 et 16 juin 1861.

extrêmes, qui partout aujourd'hui se retrouvent en présence et dont un seul autrefois était patronné par lui ; il sera obligé de recourir à des candidats de nuance mixte dont la race semble perdue depuis les belles époques du Juste Milieu, et dont il n'a reçu jusqu'ici que peu de gages de dévouement. Le parti ultramontain a, au contraire, dans ce débat, l'avantage de dire nettement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, ce qui ne peut manquer de lui assurer des résultats favorables dans un genre de lutte électorale où l'élément démocratique a généralement peu d'influence et où il n'aurait pu lutter avec efficacité que grâce à un concours qu'il a pu croire un instant avoir définitivement acquis, tant il s'est donné de titres non seulement à un concours, mais à une durable reconnaissance. Quoi qu'il en soit, il semble décidé à descendre dans l'arène avec toutes les forces dont il dispose et il faut l'y encourager, car c'est de vie et de mouvement que le pays a surtout besoin. On ne peut qu'applaudir également au zèle que montrent en cette occasion les libéraux de toutes nuances, zèle qui s'est manifesté par des publications très méritoires et conçues dans un excellent esprit ; telles que les *Droits dans l'Élection*, de M. de Sonnier, et le *Manuel de l'Électeur*, rédigé par MM. Durier, Clamageran, Hérold et Floquet.

L'Italie attend toujours la reconnaissance de sa nouvelle Constitution par la France, qui a si puissamment coopéré à la lui faire conquérir ; mais l'agitation électorale pour le renouvellement des conseils généraux n'est pas de nature à presser le dénouement que les Italiens désirent ; et une fois cette crise traversée, le vote du budget pourra bien encore retarder l'accomplissement de leurs vœux. Voilà à quoi tiennent le destin des Empires et l'entente cordiale entre les peuples ; voilà comment la petite politique tue la grande. On n'a pas le droit de s'étonner après cela que

l'Angleterre soit si populaire en Italie. Il est remarquable, en effet, que ses ministres, qui dépendent d'un coup de majorité, ont déployé sur ce point beaucoup plus d'initiative et de volonté que nos hommes d'État, qui ne dépendent que d'eux-mêmes.

Cette longue attente remet tout en question, tient tout en suspens dans le nouveau royaume d'Italie : l'emprunt, l'organisation administrative, la pacification intérieure, l'assimilation des provinces du midi, dans lesquelles le voisinage d'un foyer de conspiration ouvertement autorisé entretient la guerre civile en permanence. Nous faisons des vœux pour que M. Ponza San Martino, dont la fermeté de caractère est connue, soit plus heureux dans ses efforts que M. Nigra et ses prédécesseurs ; mais tout le monde sait en Italie que ce n'est pas à Naples aujourd'hui qu'il faut frapper les conspirations bourboniennes. Grâce à ces lenteurs et à ces difficultés, les ennemis de l'Italie reprennent courage, ses amis se divisent et s'accusent les uns les autres, on exploite contre le ministère le bruit, déjà ancien, de la cession de la Sardaigne à la France. Les principes allemands croient le moment venu de se prononcer, avec éclat, contre la nouveau royaume, et ils encouragent la Prusse à suivre leur exemple ; enfin la maladie du comte de Cavour, qui depuis plusieurs jours met en danger une existence si précieuse à l'Italie, vient s'ajouter à tous ces périls, et en offre une sorte de personification frappante.

La gravité de ces circonstances impose aux patriotes italiens de grands devoirs. Plus que jamais ils sont tenus de montrer de l'abnégation, du désintéressement, de l'union ; de déployer cette persévérante énergie qui leur a donné la victoire. Ils doivent apprendre à se suffire à eux-mêmes. Lors même que leur cause serait sacrifiée, comme le bruit en a couru, à des alliances nouvelles ou à des ré-

conciliations imprévues, ce que nous ne croyons pas, ils doivent à leur pays de montrer qu'aujourd'hui que ses provinces forment un État de trente-trois millions d'hommes, il peut être quelque chose par ses propres forces et n'est plus exclusivement soumis aux combinaisons de la diplomatie étrangère. Ils sont engagés d'honneur à faire cette preuve, et on regrette qu'un sentiment si naturel et si nécessaire soit, en général, si peu commun chez les hommes politiques d'au delà des Alpes. Ils ont le dévouement du patriotisme, mais ils n'en ont ni la grande ambition, ni les susceptibilités. Beaucoup d'entre eux en sont encore à ce triste système qui consistait à confier la plupart des besognes embarrassantes pour leur pays à des auxiliaires venus de l'étranger. On sait combien l'Italie a payé cher cette erreur. On ne retrouve guère le sentiment opposé que dans les rangs de la démocratie extrême, et elle y mêle des aberrations déplorables. Il y a là une question de vie ou de mort pour une nationalité naissante, et c'est un malheur que les hommes de la modération laissant à ceux de l'exaltation une supériorité si évidente et si réelle. S'ils ne le comprennent pas, ils en seront punis tôt ou tard, en voyant passer à ceux-ci l'influence qu'ils n'auront pas su garder. Leurs embarras actuels proviennent, pour la plupart, de leur trop grande complaisance pour cette politique traditionnelle. Il suffit que la main qui les soutenait semble se retirer un instant pour que tout soit ébranlé.

Les débats de l'Adresse viennent de se terminer à Pesth, après avoir occupé près de deux mois. Ces lenteurs ont été surabondamment justifiées par l'importance exceptionnelle des délibérations de la diète hongroise ; car l'Adresse n'a pas pour objet des intérêts de circonstance, mais la constitution même de la Hongrie et le règlement de ses rapports définitifs avec la monarchie autrichienne. C'est le

projet de M. Deak, le chef du parti conservateur, qui a été adopté par l'assemblée à une faible majorité ; mais tout conservateur qu'il soit, ce projet est encore bien loin des prétentions du cabinet de Vienne, puisque c'est l'Union personnelle, c'est-à-dire l'autonomie hongroise, constituée sur ses anciennes bases, qui en forme le point de départ. Entre ce programme et la centralisation de M. Schmerling, verra-t-on s'établir enfin une transaction, grâce à des concessions mutuelles ? Ce résultat nous paraît désirable pour tout le monde. Les Hongrois sont par leur nombre, leur puissance et leur intelligence politique, appelés à exercer une influence prépondérante sur les destinées ultérieures de l'Autriche ; et cette influence ne peut qu'être favorable à la cause de la liberté européenne. Si donc il leur est possible d'obtenir un tel résultat sans trop exposer leur propre sécurité par des combinaisons hasardées, ils y sont obligés par cela même.

Les hostilités entre les États-Unis et la Confédération sécessionniste, après des hésitations trop justifiées par la gravité des circonstances, ont pris ce caractère décisif et irréparable qui fait les guerres civiles. A quelque parti qu'appartiennent les premiers succès, il est difficile de prévoir quel pourra être le terme de ces déchirements. On se fait en Europe beaucoup d'illusions sur la facilité d'une prompte répression. La question est infiniment moins simple qu'on ne le pense. Le Sud, quoique moins peuplé et moins fécond en ressources que le Nord, n'en est pas moins protégé contre lui par de très puissantes barrières, et par des avantages qui tiennent soit à la nature, soit aux circonstances. Il est protégé par des cours d'eaux presque infranchissables, par des espaces immenses, par des fléaux qui sont dignes de concourir à la protection de l'esclavage, tels que la fièvre jaune et les épidémies mortelles. Il n'est pas aisé de prendre possession de pays d'une

aussi vaste étendue quand ils sont défendus par de tels auxiliaires, surtout s'il faut faire la guerre avec des milices toujours pressées de retourner dans leurs foyers. C'est à peu près comme si nous voulions envoyer nos gardes nationales soumettre la Kabylie. On se rappelle quelle persévérance et quelle énergie il fallut à Washington pour fixer autour du drapeau de l'Union sa petite armée qui, à chaque instant, se licenciait pour ainsi dire d'elle-même ; et cependant on était alors au plus fort de la guerre de l'indépendance ; on peut juger par là des efforts et des sacrifices que cette œuvre demandera dans une république où les vertus civiques n'ont fait depuis lors que dégénérer, et où les vertus militaires n'ont guère eu l'occasion de se développer.

L'évidence de ces difficultés n'a pas été sans influence sur les temporisations de M. Lincoln. Il faut y ajouter encore la supériorité d'énergie et de ressort que les personnes qui ont habité l'Amérique reconnaissent généralement aux hommes du Sud sur ceux du Nord, et qui est entretenue par ce qu'il y a d'aristocratique dans leurs institutions et dans leurs mœurs, par l'exercice de la domination, par une plus grande habitude des armes, par la prééminence naturelle de la vie de loisir sur les occupations industrielles et mercantiles, et enfin par une surexcitation de passion et de colère dont nous n'avons qu'une faible idée par ce que la presse en a rapporté.

Malgré ces avantages, dont il serait fort inutile de nier l'importance, il est très probable que les premiers succès resteront au Nord en raison du nombre de ses bataillons ; mais la difficulté consistera toujours pour lui à remporter des succès définitifs. Dans de telles conditions une guerre défensive peut durer pendant des années sans amener aucun résultat décisif. Les hommes du Sud, qui ont un instant menacé Washington, semblent avoir compris eux-mêmes

qu'ils ne pourraient que gagner à quitter l'offensive. Mais de tous les maux que pouvait amener cette déplorable scission, le pire serait, sans contredit, le prolongement indéfini des ravages de la guerre civile, qui, d'ici à peu d'années, feront ressembler ces provinces, encore si florissantes, à ces républiques espagnoles où l'incendie et le pillage sont des moyens de gouvernement, et où la dictature n'est tempérée que par la conspiration. Il est des peuples tellement déchus et avilis sous le rapport du ressort moral et de l'énergie du caractère, qu'on va parfois jusqu'à leur souhaiter ce remède héroïque et désespéré de la guerre civile ; mais il faut au moins qu'on puisse en attendre d'autres résultats qu'une suite non interrompue de calamités et de sanglantes agitations.

P. S. — Une triste nouvelle vient d'arriver à Paris. Le comte de Cavour ¹ est mort. L'Europe perd en lui le seul politique qui lui offrit, dans nos jours d'abaissement, une image des grandes ambitions et de la noble activité d'autrefois. Cette perte sera ressentie dans le monde entier, comme un deuil personnel, par toutes les âmes qui savent encore honorer le patriotisme et le génie. Mais M. de Cavour sera surtout regretté par ses ennemis. Ceux qui rendront plus tard le plus de justice à sa mémoire sont ceux là même qui, de son vivant, lui ont prodigué le plus d'outrages, et qui saluent, en ce moment, sa mort de leurs cris de triomphe en croyant célébrer les funérailles de la liberté italienne. Où trouveront-ils plus de modération dans la victoire, plus de respect pour les droits du vaincu, plus de tolérance et de douceur dans la force ? Cette compréhension supérieure et impartiale, cet empire sur soi-même, ce détachement des petites passions qui entraînent

1. M. de Cavour est mort le 6 juin 1861, à 7 heures du matin.

les hommes, étaient un des traits distinctifs de ce rare esprit si merveilleusement équilibré. Le comte de Cavour est mort debout. Il est mort — ce n'est plus un mystère pour personne — tué avant le temps par la tâche terrible à laquelle il s'est dévoué.

Ainsi tomba Mirabeau, foudroyé sur le seuil du grand édifice qu'il avait élevé de ses mains. Ces immenses labeurs ne sont pas moins meurtriers que les champs de bataille ; il est bon que les soldats l'apprennent. C'est là, il est vrai, un danger auquel n'est pas exposé le vulgaire des hommes d'État. Les politiques d'aujourd'hui mettent trop peu d'eux-mêmes dans ce qu'il font pour risquer d'y dépenser leur vie ; aussi leur œuvre périt-elle tout entière avec eux. Celle de M. de Cavour sera durable, justement parce qu'il lui a donné son âme. Il succomba épuisé, mais son œuvre est vivante ; tout ce qu'il avait de forces a passé en elle, et elle restera debout aux applaudissements du monde. Qui n'envierait une si belle mort !

23 juin 1861.

Il y a une chose qui, en politique, est d'un prix inestimable et qu'on ne saurait, selon nous, payer trop cher, c'est une situation nette. Il n'est rien qui démoralise l'esprit public comme les équivoques. Il n'est pas de pire dissolvant pour les opinions politiques que les illusions, les incertitudes, les fausses espérances longtemps prolongées ; à la longue rien n'y résiste. Cette masse inconsistante et légère, qui dans tous les partis forme le grand nombre, flotte et se disperse à tous les vents au gré de sa fantaisie ou de sa crédulité ; les esprits qui sont habitués à régler leur conduite sur les actes de leurs adversaires plutôt que

sur leurs propres principes sont déconcertés de les voir marcher dans un sens différent en apparence de celui où leur opposition était accoutumée à les chercher; et les hommes les plus fermes, pour échapper à cette confusion universelle, se rejettent violemment en arrière et perdent tout à fait le sens de ce qui s'accomplit sous leur yeux. D'autres, au contraire, se sentent à l'aise au milieu de ce pêle-mêle : ce sont ceux qui l'exploitent. Tout ce qu'ils ont d'habileté est employé à entretenir l'équivoque qui les fait vivre. Ils ont un sourire pour toutes les causes, un pied dans tous les camps. Leur ambition serait d'obtenir en même temps les suffrages des vaincus et le patronage des vainqueurs, et souvent ils y réussissent. Auprès de l'opposition ils se vantent d'adoucir et de modérer le pouvoir; auprès du pouvoir ils se vantent de convertir ou de neutraliser l'opposition. Ils promettent pour l'avenir au nom de celui-ci, stipulent pour le présent au nom de celle-là, tandis qu'il n'y a de réel au fond de ces transactions que leur esprit d'intrigue et leur duplicité. On ne sait plus, grâce à eux, où sont ses amis ni où sont ses ennemis, et les mêmes dénominations s'appliquent à des éléments qui ont horreur de se trouver ensemble.

Cependant, la confusion que nous venons de signaler n'est pas exclusivement l'œuvre de ces publicistes à double visage; elle a été puissamment entretenue par l'incertitude que le gouvernement français a laissé subsister dans les esprits, au sujet de la politique définitive qu'il lui conviendrait d'adopter comme interprétation des décrets de novembre; incertitude telle encore aujourd'hui que les deux partis les plus diamétralement opposés qui soient en France se flattent tour à tour de le voir se prononcer pour eux. Ses hésitations, jusqu'à un certain point motivées par des difficultés que sans doute il n'avait pas prévues, ont encouragé des espérances tellement contradictoires et

lui ont si bien profité qu'on a été jusqu'à y voir un parti pris de donner des gages à toutes les opinions. Cette politique, au lieu de l'isoler, ce qui est son effet ordinaire, lui a valu les concours les plus inattendus ; elle lui a conservé l'adhésion des amis de M. Keller, sans lui faire perdre les sympathies de la démocratie avancée. Cependant, nous croyons que ces tâtonnements qui, au lieu de lui nuire, l'ont si efficacement servi, ainsi que viennent de le prouver les élections pour les conseils généraux, ont eu un autre mobile que le calcul ; nous voulons dire l'incertitude où il était lui-même au sujet de la limite à ne pas dépasser dans la voie des concessions. Ce serait en vain qu'on chercherait à contester des variations dont témoignent la plupart des actes émanés de lui depuis six mois. Il était tout naturel que le public ne sût pas deviner où il conviendrait au pouvoir de s'arrêter, lorsque le gouvernement lui-même n'était pas fixé à cet égard. On conçoit, d'ailleurs, qu'il soit d'autant moins disposé à faire l'aveu d'une telle irrésolution qu'elle a plus d'une fois percé dans sa conduite, et que l'irrésolution n'est pas un sentiment dont on se vante. Mais quels que soient les mécomptes que puissent éprouver des optimistes de bonne foi ou des complaisants intéressés, on doit lui être reconnaissant de toutes les déclarations qui tendent à dissiper les nuages, à faire cesser les malentendus, à manifester ses intentions sous leur véritable jour.

A ce point de vue on ne saurait trop applaudir à la franchise des explications que le gouvernement vient de nous donner par l'organe de M. Billault dans une des dernières séances du Corps législatif¹. Le gouvernement enlève par là toute excuse et tout prétexte à ces négociateurs officieux et suspects, qui se portent garants en son nom

1. Séance du 18 juin, en réponse à un discours de Jules Favre.

d'engagements qu'il n'a jamais eu l'intention de contracter; à ces hommes d'État en disponibilité qui, sans cesse désavoués, jamais rebutés, toujours prompts à offrir des conseils qu'on ne leur demande pas en attendant qu'ils offrent aussi leurs services, prétendent connaître mieux ses vrais sentiments que lui-même, se flattent de le prendre par les sentiments, de le ramener par la douceur, de le gagner à leur cause à force de candeur et d'impartialité. Nous n'espérons pas que le démenti si catégorique qu'ils viennent de recevoir leur fermera la bouche; mais nous espérons qu'il leur fera perdre une partie du crédit qu'on leur a si légèrement accordé et dont ils ont si étrangement abusé.

Les déclarations formulées par M. Billault, en réponse au discours de M. Jules Favre sur la liberté de la presse, ne laissent rien à désirer sous le rapport de la clarté. C'est un mérite rare et capital dans les circonstances politiques où nous nous trouvons, et on lui en doit de la reconnaissance. Il n'y aura plus de trompés désormais que ceux qui auront intérêt à l'être. Il est entendu dorénavant, M. Billault l'a déclaré formellement, et pour notre compte il y a longtemps que nous n'en doutons guère, que le gouvernement a pu faire fléchir quelques dispositions du régime auquel nous sommes soumis et en adoucir quelques rigueurs; mais qu'il n'a jamais eu l'intention de renoncer à aucun des privilèges qu'il tient de son origine, notamment en ce qui concerne les lois de sûreté générale, le droit de patronage exercé sur les élections et la législation qui régit la presse. Il les garde, ainsi qu'il le dit lui-même, par le motif très simple qu'ils lui sont commodes pour gouverner. Ce motif lui a paru répondre victorieusement à toutes les objections. Le discours de M. Billault peut se résumer dans un mot : les gouvernements qui nous ont précédés ont été renversés par la presse, donc nous devons lui refuser les libertés qu'elle réclame. Il resterait à savoir si ces

gouvernements ne sont pas tombés, faut d'avoir su écouter ses avertissements. Quant à la question de droit, nous n'en parlerons pas; ce serait un anachronisme. Elle n'a pas même été mentionnée dans le débat.

Si peu consolantes que soient ces assurances, elles ont à nos yeux le mérite de mettre fin à ces misérables fluctuations où vivent beaucoup d'esprits, entre l'espérance et le découragement. Après la satisfaction de savoir nettement ce qu'on veut, il n'en est pas de plus grande que de savoir bien ce que veulent ses adversaires. Quant aux cavaliers servants de la politique officielle, qui voudraient tout à la fois obtenir les faveurs du pouvoir et plaire à l'opposition, les voici tenus de se prononcer ouvertement et de faire des sommations respectueuses :

Belle Philis, on désespère
Alors qu'on espère toujours.

Mais nous les flattons en leur supposant tant de courage. Ils connaissent leur temps : ils continueront à se vanter et on continuera à les croire sur parole.

Quoi qu'il en soit, les réserves de M. Billault au sujet de la presse ont reçu un commentaire anticipé et tristement significatif de la saisie qui a précédé de quelques jours sa déclaration de principes. On connaît la thèse favorite des défenseurs du régime actuel de la presse. La presse périodique n'a pas toute sa liberté, on ne fait aucune difficulté de l'avouer, mais le livre est plus libre aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été, et on ne se montre rigoureux envers ces publications éphémères destinées à périr avec l'occasion qui les a fait naître, que pour mieux protéger les travaux sérieux et mûrement médités. On peut relire les beaux développements que M. Troplong a donnés à cette idée. Ce système spécieux pour les esprits étrangers à la pratique des affaires, a reçu de la statistique judi-

ciaire un nombre de démentis assez notable, mais il n'en a reçu aucun qui soit plus frappant que la récente saisie de l'ouvrage du duc de Broglie. Elle vient à point pour nous apprendre ce que nous devons entendre par la liberté du livre sous le régime inauguré par le 24 novembre. M. de Broglie a fait lithographier, sans aucune intention de publicité, un écrit de quatre-vingts feuilles, intitulé : *Vues sur le gouvernement de la France*. L'ouvrage a été saisi chez l'imprimeur lithographe le jour même du dépôt, et avant qu'un seul exemplaire fût sorti de chez lui, tandis que la loi n'autorise la saisie préventive que pour les brochures de moins de dix feuilles. Pour tous les autres écrits elle reconnaît formellement qu'il n'y a pas de censure préalable. Ce précédent tendrait donc à établir qu'un livre peut être saisi avant tout commencement de publication. Nous ne croyons pas que ce fait se soit encore présenté dans de semblables conditions, même à l'époque où on a le plus impitoyablement sévi contre la presse, et il nous est impossible de comprendre que ce soit là une amélioration. Nous cherchons en vain le texte de loi dont on a entendu faire l'application au délit imputé à M. de Broglie. Nous ne voyons que la récente circulaire de M. de Persigny sur la saisie administrative qui puisse expliquer légalement ces poursuites. Dans ce cas l'auteur se trouverait assimilé aux personnes exilées dont il était question dans cette circulaire. Ce serait là une classification un peu arbitraire, ce semble, et il y a en France beaucoup de gens qui pourraient être compris dans cette catégorie au même titre que M. de Broglie. Si les considérations de personnes ne devaient pas s'effacer toutes les fois que la liberté elle-même se trouve mise en cause, loin de nous affliger de voir cette accusation portée contre un homme dont nous respectons profondément le caractère et la haute intelligence, nous le féliciterions de l'occasion qu'elle vient lui offrir de rendre

témoignage aux principes qu'il a si noblement défendus dans sa jeunesse. Il y a pour toute âme forte une douceur amère à associer son nom aux revers d'une cause dont on a partagé les triomphes, mais il y a aussi en cela un grand honneur que tout le monde n'est pas fait pour comprendre, et plus qu'aucun autre de ses anciens rivaux M. de Broglie était digne de l'obtenir.

L'acte que nous venons de citer montre mieux que ne pourrait le faire aucune autre démonstration combien est fidèle le tableau que M. Jules Favre a tracé des servitudes de la presse. Ce n'est pas nous qui lui ferons un crime de ce qu'il a pu ajouter que l'écrivain, dans de telles conditions, répète docilement tout ce que l'administration veut lui faire dire. La vérité est qu'il ne dit que ce qu'on veut bien lui laisser dire; ce qui revient absolument au même, non pas, il est vrai, au point de vue de sa dignité, mais au point de vue des libertés publiques, le seul dont M. Favre se préoccupait ici. La dépendance volontaire ou forcée, partielle ou complète, qu'il a signalée chez la plupart des grandes feuilles périodiques de la presse actuelle, n'est plus un mystère pour personne; et, chose invraisemblable, mais vraie pourtant, c'est en province, où jusqu'à ces dernières années on n'a connu que le journalisme officiel, qu'il faudrait aller aujourd'hui pour trouver les journaux les plus indépendants qui soient restés en France. En cela se manifeste une tendance qu'on ne saurait trop encourager. Une décentralisation qui s'opérerait d'abord en quelque sorte dans l'ordre intellectuel avant de passer dans celui des faits matériels ne serait-elle pas mille fois plus vivace et plus durable qu'une réforme créée par les dispositions arbitraires d'un règlement administratif? Les esprits superficiels seront seuls tentés de dédaigner les signes de vie qui se produisent aujourd'hui dans les départements, si longtemps endormis et indifférents. Si l'exemple donné

par le journal *la Gironde*, à Bordeaux, par le *Progrès*, à Lyon, par le *Journal de la Meurthe*, dans la Lorraine, rencontrait beaucoup d'imitateurs, Paris se trouverait bientôt dépassé sous plus d'un rapport par la province, et la cause libérale aurait conquis un avantage plus solide que les victoires les plus éclatantes qu'elle a remportées à d'autres époques. Aussi éprouvons-nous un profond sentiment de sympathie pour les esprits généreux qui se dévouent à cette tâche obscure et difficile sans attendre d'autre récompense que la conscience des services rendus.

Lès auteurs du *Journal de la Meurthe* ne se contentent pas de défendre chaque jour dans leur journal les principes de liberté, ils s'efforcent de réveiller au fond de leur province l'activité intellectuelle sous toutes ses formes, ils publient à des intervalles fréquents et réguliers, sous le titre de *Varia*¹, un recueil que nous avons déjà apprécié ici et où sont traitées toutes les questions qui intéressent leur pays et leur époque, avec un mérite de style et de pensée qu'on est loin de rencontrer toujours dans des publications beaucoup plus répandues. Leur nouveau volume contient entre autres travaux une étude fine et délicate sur les préjugés qui, à défaut de privilèges, séparent aujourd'hui chez nous l'aristocratie et la démocratie, des pages éloquentes sur les premiers temps de l'empire romain, une excellente appréciation de notre système judiciaire, et des vues pleines de sens et de vérité sur la situation respective des partis et du gouvernement. Nous souhaitons aux auteurs de cette publication tout le succès que mérite leur entreprise patriotique et désintéressée.

Nous ne sortirons pas de notre sujet en signalant deux autres publications qui ont pour but de rappeler l'attention sur les hommes et les principes de la Révolution française,

1. A Paris, chez Michel Lévy.

étude on ne peut plus opportune aujourd'hui où tout le monde se croit le droit de se couvrir de leur autorité, et où cependant ils sont à peine connus. Les *Mémoires sur Carnot*, par son fils, ont été écrits dans un esprit de modération et d'impartialité auquel nous sommes heureux de rendre dès à présent justice; mais la première partie de cet ouvrage seule a encore paru, et si elle contient des détails intéressants et bien racontés, c'est plutôt sur l'homme privé que sur le personnage historique; elle s'arrête à l'époque où Carnot entre à son tour sur la scène et devient un des acteurs principaux de ce grand drame. Nous attendrons, pour juger définitivement cette histoire, l'appréciation qu'elle portera elle-même sur la responsabilité si diversément envisagée du célèbre membre du Comité de salut public. Mais, quel qu'en soit le mérite, nous prenons d'avance l'engagement de ne pas comparer l'auteur¹ à Thucydide, bien que ce soit là, à ce qu'il paraît, une formule consacrée dans ce temps d'impudente flagornerie.

Le second de ces ouvrages est une *Histoire des Girondins* par M. Guadet. De même que l'historien de Carnot, l'auteur touche de trop près aux hommes dont il raconte la tragique destinée pour qu'on ne puisse pas le croire prévenu en leur faveur. Loin de songer à s'en défendre, il se fait honneur de les aimer; mais tant que ces nobles cœurs, en qui se personnifie ce que la Révolution eut de plus pur et de plus généreux, rencontreront des calomnieux systématiques acharnés à venger sur leur mémoire des mécomptes où ils n'ont été pour rien, qui ne sera heureux d'entendre des voix éloquentes s'élever pour les justifier? M. Guadet a repris et réfuté une à une dans son histoire toutes les fausses accusations dont l'injustice des

1. Hippolyte Carnot.

partis a chargé ces hommes courageux, à qui on n'a jamais eu à reprocher que des illusions, dans un temps où leurs ennemis avaient à se reprocher plus d'un crime. Le livre de M. Guadet, qui est le fruit de longues et patientes recherches, abonde en détails inédits, en utiles renseignements; il a tout l'attrait d'une érudition approfondie sans en offrir nulle part la sécheresse. Il s'inspire naturellement des principes politiques des hommes dont il a écrit l'histoire, mais sans fausse superstition pour les expédients qui s'y mêlèrent. Ces principes ont moins vieilli qu'on ne pense; ils ont déjà plus d'une fois reparu dans le monde; ils y reparaîtront toutes les fois que de nobles esprits, envisageant sans pâlir le sort funeste qui a récompensé leurs devanciers, bravant à la fois les haines populaires et les ressentiments oligarchiques, dévoueront volontairement leur vie au problème comme disent les uns, et comme disent les autres à la chimère de concilier la démocratie avec la liberté.

Le gouvernement français vient de reconnaître enfin le royaume d'Italie. Par une particularité remarquable et qui caractérise avec fidélité le genre de contrôle et d'influence qui nous est accordé sur nos propres affaires, ce sont les télégraphes étrangers qui nous ont révélé l'existence de cet acte diplomatique. Beaucoup de casuistes politiques « bien informés » affirmaient son authenticité, mais tout le monde, aujourd'hui, ne tient pas à honneur d'être bien informé; c'est un privilège qu'on laisse volontiers à ceux qui ont su le mériter. Aussi, le public, qui semble s'associer à ce sentiment par sa défiance, n'a-t-il commencé à ne plus douter que lorsque tous les échos de l'Europe lui ont renvoyé à la fois le bruit causé par ce document. Nous avons trop souvent réclamé ici même l'accomplissement de cette formalité si longtemps attendue, pour être suspects de vouloir en méconnaître l'importance aujourd'hui

qu'elle est irrévocable. Mais ce serait une illusion que d'y voir autre chose qu'un avantage très relatif. Elle ne peut être que fort utile à la consolidation de l'ordre de choses qui existe actuellement en Italie, mais à un autre point de vue elle présentera plus d'un inconvénient. Elle sera éminemment favorable au succès de la diplomatie du nouveau royaume, à son crédit, à ses emprunts, à l'affermissement de son organisation administrative et financière; mais elle constituera plutôt un obstacle qu'un point d'appui pour la réalisation des projets ultérieurs du ministère italien. Cette reconnaissance raffermirait en effet la cause de l'unité italienne à Naples, mais elle l'affaiblit à Rome, qui est plus éloignée que jamais de devenir la capitale du royaume d'Italie.

Malgré ces désavantages, elle est une simplification heureuse apportée à des difficultés de détail qui devenaient de jour en jour plus pressantes. Celles qu'elle laisse subsister ou qu'elle fortifie momentanément ne sont pas impossibles à vaincre. Les réserves dont le gouvernement français a cru devoir l'accompagner n'ont après tout rien d'absolu. Sa promesse d'une permanence indéfinie des troupes françaises à Rome doit évidemment être interprétée dans le sens de ses déclarations précédentes qui étaient un conseil, un avis, plutôt qu'un engagement ou une interdic- tion; tout le monde sait bien, au surplus, qu'en politique l'indéfini n'existe pas plus que la perpétuité dont les puissances disposent aussi sans cesse tout en étant convaincues que personne ne les prendra au mot. Si le gouvernement français avait réellement en vue la consolidation définitive de l'état de choses qu'il consent à maintenir encore pour quelque temps à Rome, on ne voit pas pourquoi il aurait repoussé l'offre qui, au témoignage de lord John Russel, lui a été faite récemment de la part du cabinet de Vienne, relativement à une garantie collective de toutes les puis-

sances catholiques ayant pour objet le maintien du pouvoir temporel du pape.

La reconnaissance du royaume d'Italie sera une force précieuse pour l'homme à qui est échue la tâche difficile de diriger les destinées de ce pays après le comte de Cavour. Les premières déclarations de M. Ricasoli montrent qu'il comprend tout ce qu'un tel honneur lui impose de responsabilité, et c'est d'un bon augure pour l'avenir de son ministère. On a dès aujourd'hui le droit d'espérer qu'il ne sera pas inférieur au rôle qui s'offre à lui. L'hommage qu'il a rendu à son prédécesseur, de même que le cri de désolation qui est sorti de tous les cœurs italiens à la nouvelle de cette mort, prouve que personne ne se dissimule ni la grandeur de la perte ni la gravité des périls. Il n'y a que les nations appelées à de hautes destinées qui sachent ainsi pleurer leurs grands hommes. M. Ricasoli se trouve en face d'une situation sensiblement différente de celle que M. de Cavour a conduite avec une si merveilleuse habileté pendant les années qui viennent de s'écouler. Il n'a pu échapper à sa pénétration que, faute de s'en être aperçu à temps, ou par une prédilection bien explicable pour la politique qui lui avait si bien réussi, M. de Cavour s'est trouvé, pendant les derniers mois de sa vie, aux prises avec des embarras nouveaux pour lui, et placé en présence d'engagements qu'il ne pouvait pas remplir. La phase nouvelle que traverse en ce moment la cause italienne exige peut-être encore plus de fermeté que de souplesse, et par ce qu'on sait de son caractère résolu et inflexible, qui se concilie avec la finesse d'une intelligence pénétrante et déliée, M. Ricasoli était l'homme le plus propre à accepter la succession du grand ministre que la mort vient d'enlever à l'Italie.

Pendant que l'Italie se consolide, l'empire d'Autriche paraît de plus en plus ébranlé. Cette dissolution n'a rien

qui doit surprendre: une administration de fer pouvait seule maintenir quelque cohésion entre des nationalités tellement opposées les unes aux autres, et c'est par suite de cette nécessité naturelle, permanente, que l'Autriche devait rester, même sous un Joseph II, le véritable représentant de l'absolutisme en Europe. Telle ou telle autre puissance l'a été par occasion, elle l'était par essence. L'absolutisme supprimé, il n'y a plus d'Autriche. L'Autriche libérale n'est qu'une expression abstraite qui court grand risque de n'exister jamais que sur le papier. L'Europe assiste avec stupéfaction aux efforts infructueux que fait en ce moment cette puissance naguère si agissante pour retrouver l'usage de sa volonté, et les peuples de l'empire sont ceux qui se préoccupent le moins de son anéantissement actuel, ou plutôt ce sont ceux qui s'en réjouissent le plus. C'est qu'il n'y a que deux choses qui puissent réunir des populations en un seul corps de nations, la force ou la sympathie: celle-ci n'a jamais existé en Autriche, celle-là n'existe plus. Les liens qui, de tout temps, ont fait de plusieurs races différentes un seul peuple, en les unissant dans une intime solidarité, n'ont, en Autriche, qu'une seule personnification, c'est le fisc: ce n'est point assez pour faire une patrie.

De telles lacunes ne sauraient être comblées avec les promesses d'un programme libéral, lorsque, pendant des siècles, on a tout fait pour accroître les antipathies et les mésintelligences. Toutes ces haines et ces défiances se retournent aujourd'hui, par un juste châtement, contre le pouvoir qui les a entretenues. En même temps que, par le vote unanime de ses députés et de ses magnats, la Hongrie signifie à l'empire cette Adresse, qui est un refus hautain de s'associer aux nouvelles destinées de l'Autriche, le conseil central, sur lequel on comptait le plus pour rendre un peu d'unité à la monarchie, se divise, et une importante

fraction de cette assemblée demande, avec MM. Rieger et Calm, qu'on prononce son ajournement et la convocation immédiate des diètes provinciales, ce qui mettrait le comble à la confusion. La Chambre des députés vote un projet de loi sur l'inviolabilité des représentants, la Chambre haute s'empresse aussitôt de le repousser pour lui en substituer un autre de sa façon, comme s'il n'y avait pas encore assez d'éléments de discorde et d'antagonisme dans l'empire. Le trouble se met dans les conseils de la couronne, et donne lieu aux mesures les plus contradictoires : on passe subitement des résolutions les plus extrêmes à un parti pris de temporisation ; tantôt on décide que les impôts seront levés à main armée en Hongrie, que la municipalité de Pesth sera dissoute, que l'empereur ne recevra pas l'Adresse des Chambres hongroises, qu'il y répondra par un manifeste adressé à la nation pour en appeler devant elle de l'obstination de ses représentants ; tantôt on se résigne à des expédients plus en rapport avec l'état réel des forces dont on dispose. Tous ces symptômes si complexes ne sont, en Autriche, que la manifestation d'un mal unique et peut-être déjà incurable : l'impuissance d'exister sans l'absolutisme.

8 juillet 1861.

La session législative a été close¹ au milieu de l'inattention générale. L'indifférence avec laquelle le public a vu commencer les longues vacances de nos députés n'est pas impossible à expliquer : qu'y a-t-il en effet de moins qu'au-paravant, comme influence effective dans la direction des

1. Le 27 juin.

affaires ? Rien. Elles continueront à suivre leur cours ordinaire. Un écho s'est tu, mais aucune force agissante ne s'est retirée de nous. De là l'ingratitude du public : il a encore assez de discernement pour distinguer entre les mots et les actes. La session qui finit est loin d'ailleurs d'avoir donné raison aux espérances un peu trop complaisantes qui l'avait saluée à son début. Cependant elle a incontestablement contribué au réveil d'opinion qui se manifeste partout aujourd'hui ; et comme l'impulsion qu'une nation reçoit de ses représentants, surtout lorsqu'ils ont été nommés sous une inspiration peu favorable à la liberté, ne saurait se comparer à celle qu'elle leur imprime une fois qu'elle a résolu de leur faire entendre ses volontés, il est permis de croire, sans trop de présomption, qu'un jour viendra où ceux que la constitution appelle les « gardiens de nos libertés, » cesseront de voir dans ce nom un simple titre honorifique ou un abus du style figuré. Ces méprises sont après tout bien excusables, il y a eu en France tant de malentendus depuis dix ans ! C'est à la nation de prouver désormais qu'elle exige que cette fonction soit prise au sérieux comme une tâche consciencieuse et sévère ; et bien qu'elle mette beaucoup trop de lenteur à manifester ce vœu, ainsi que viennent de l'attester trop clairement les élections pour les conseils généraux, sa vitalité politique commence à s'affirmer assez énergiquement par d'autres symptômes pour qu'on n'ait pas le droit de désespérer de l'avenir.

Nous refusons donc jusqu'à preuve contraire d'accepter la session parlementaire qui s'achève comme le type invariable et définitif des sessions qui suivront. On a vu suffisamment par les débats législatifs des six mois qui viennent de s'écouler ce qu'on peut attendre de la réforme du 24 novembre mise en pratique par une assemblée élue sous l'influence des idées dictatoriales, destinée au huis clos, faite en un mot pour enregistrer plutôt que pour contrôler

les actes du gouvernement ; il reste à savoir ce que donneront ces institutions lorsqu'elles seront appliquées par des législateurs chargés par la nation d'en tirer toutes les conséquences libérales qu'il est possible d'en faire sortir. C'est donc de la nation seule que dépend cette seconde expérience, qui ne commencera sérieusement qu'après de nouvelles élections pour le Corps législatif et aucune opinion n'a aujourd'hui le droit de se désintéresser de cette lutte, quelque éloigné que soit le terme de ses ambitions.

On nous opposera sans doute les déclarations ministérielles qui nous ont donné l'essai qui vient de se faire comme le dernier mot du décret de novembre et l'empressement que le Corps législatif a mis à les confirmer par sa propre interprétation. Nous avons pris acte ici même des aveux un peu trop dépouillés d'artifice qui ont été faits à cette occasion. Aussi n'attendons-nous rien à ce point de vue de l'assemblée actuelle ; nous n'avons d'espérance que dans une grande manifestation de la volonté nationale, sans toutefois nous abuser au point de la croire très prochaine. Il est permis de présumer que le gouvernement, qui est allé au-devant de ses vœux alors qu'elle se taisait, ne refusera pas de les écouter lorsqu'elle élèvera la voix, en supposant même que le cercle de ses désirs vint à s'étendre. Pourrait-on, sans mauvaise grâce, lui disputer une réforme qu'elle ne demandait pas ?

Toutes les subtilités qu'on a entassées au sujet des différences qui sont censées séparer le régime parlementaire du système représentatif — deux mots exprimant identiquement la même idée — toutes ces subtilités n'empêcheront jamais le plus simple bon sens de discerner que, lorsqu'une assemblée est appelée à siéger auprès d'un gouvernement, c'est avec la mission expresse ou tacite de contrôler ses actes et d'influer sur ses résolutions. Il n'est pas moins évident pour les esprits les plus étrangers aux choses de la

politique que ce n'est jamais chez un peuple vraiment libre que cette assemblée se résigne à un rôle strictement consultatif, et que si quelque chose au monde mérite ce nom de parlementarisme dont on a voulu faire le synonyme de bavardage et la flétrissure des régimes constitutionnels, c'est précisément le rôle d'une assemblée réduite à parler sans cesse et à n'agir jamais. Si l'on veut savoir à quoi s'en tenir sur le mérite réel des améliorations qui nous ont été si pompeusement octroyées et sur celles qui nous restent à réaliser, on n'a qu'à se demander quel degré d'influence les délibérations de nos Chambres ont eu sur les décisions du gouvernement pendant la session qui vient de s'achever.

Malgré le retentissement qu'ont eu quelques-uns de leurs débats, cette influence serait très difficile à déterminer, c'est dire combien elle a été faible. Le Sénat échappe jusqu'à un certain point à ce reproche, grâce au droit de pétition qui lui donne une action directe sur l'administration ; mais le Corps législatif paraît condamné ou à des généralités sans aucune application pratique, comme celles auxquelles a donné lieu l'interminable discussion de l'Adresse, ou à des minuties d'une nature toute spéciale et sans intérêt pour le public. La tribune n'y est point, comme en d'autres assemblées, ce timbre magique où viennent se répercuter avec éclat toutes les émotions qui font vibrer le cœur du peuple ; elle n'est que l'écho affaibli de certains intérêts privilégiés et pourvus de l'autorisation préalable de s'y faire entendre. En lisant le recueil de ses délibérations on pourrait croire parfois qu'il s'agit d'une toute autre époque que celle où nous vivons. Rien de ce qui se passe en Europe n'est indifférent au parlement d'Angleterre ; le moindre événement y trouve aussitôt son contre-coup, il y est apprécié à sa vraie valeur, et, s'il s'agit d'un fait mémorable ou d'une grande action, il s'y produit un retentissement qui est la voix même de la conscience

publique et auquel le monde entier prête l'oreille. Chez nous, au milieu de tant de discussions insignifiantes et de paroles inutiles, il ne s'est pas élevé une seule voix pour flétrir les massacres de Varsovie ou pour payer un tribut de regret à la mémoire du grand ministre que l'Europe a perdu¹. Cet ordre de sentiments n'entre pas dans les attributions de notre Corps législatif, qui est, selon la remarque d'un de ses orateurs, une assemblée éminemment pratique et positive.

Tant que nos assemblées seront ainsi écartées de la politique active, et tant qu'elles se montreront aussi peu disposées à s'y mêler, on n'aura pas le droit de s'étonner de voir l'attention publique les délaisser, pour se porter de préférence vers des spectacles qui, à tort ou raison, la captivent plus vivement. Il y a une chose dont elle a encore plus soif que du vain bruit des discussions, c'est la responsabilité, élément qui a disparu presque entièrement de nos mœurs politiques, et dont le public commence à devenir si avide, qu'au besoin il va la chercher jusque sur les bancs de la police correctionnelle. Le rendement de compte qu'on y demande en ce moment à un homme qui fut une puissance et en qui se personnifie tout le mouvement d'affaires qui a tant contribué, il y a quelques années, à la défaite des idées libérales ; ce rendement de compte, premier regard de la justice jeté sur des actes qui se croyaient à l'abri de toute atteinte, ne passionne si fortement l'opinion que parce qu'il lui annonce pour un délai plus ou moins éloigné d'autres applications de ce salutaire principe de responsabilité si essentiel à l'honneur des peuples et à la vie des sociétés.

Pour faire mieux comprendre ce que nous disions du rôle naturel des Chambres dans un gouvernement, nous

1. M. de Cavour.

emprunterons un exemple aux événements de cette dernière quinzaine. Il nous est fourni par la reconnaissance du royaume d'Italie ¹. Ne serait-il pas non seulement plus conforme aux idées libérales — ce qui n'est pas une recommandation aujourd'hui — mais plus digne de la nation française et du peuple auquel on voulait donner ce témoignage de sympathie, qu'un acte si important et si solennel eût été fait avec le concours des Chambres, ou du moins eût reçu leur adhésion ? N'eût-il pas eu plus d'autorité et surtout n'eût-il pas été un gage d'alliance plus durable entre les deux pays ?

Cette collaboration aurait eu à nos yeux un autre avantage, celui de forcer le gouvernement français à préciser un peu plus nettement ses intentions au sujet de Rome, ce qui, à la vérité, n'entre guère pour le moment dans ses vues, autant qu'on peut le supposer d'après certaines obscurités de la note ² de M. Thouvenel. On peut, en la rapprochant de la réponse de M. Ricasoli, constater combien la diplomatie gagne en clarté au voisinage d'une tribune. Cette dépêche du ministre italien et le discours qu'il a prononcé à la Chambre des députés le 1^{er} juillet justifient les espérances qu'a fait naître son entrée aux affaires. Nous sommes heureux et rassurés d'entendre, même à distance, dans cette époque amie des faux-fuyants et des mots à double entente, cette parole ferme et énergique. Les déclarations si nettes de M. Ricasoli relativement à son intention de ne plus céder un pouce de terre italienne ont excité ici, on ne peut deviner pourquoi, la mauvaise humeur de la presse officieuse. Qu'est-ce à dire ? Ne se souviendrait-elle

1. La dépêche de M. Thouvenel, par laquelle était annoncée la reconnaissance du royaume d'Italie par la France, avait été lue au parlement de Turin, dans la séance du 27 juin, le jour où, à Paris, le Corps législatif se séparait.

2. Une dépêche porte la date du 15 juin 1861 ; elle fut publiée dans le *Moniteur universel*, le 29 du même mois.

donc plus que nous continuons à être le seul peuple qui fasse la guerre pour une idée ? M. Ricasoli a déclaré sans détour qu'il entendait aller à Rome et que c'était là pour les Italiens non seulement un droit, mais une inexorable nécessité ; il veut y aller du consentement de la France, et il ne désespère pas pour sa part de découvrir « les garanties suffisantes » dont parle M. Thouvenel.

De quelque nature que soient ces garanties mystérieuses, il est difficile d'admettre désormais que, dans la pensée du cabinet français, elles aient pour objet le maintien du pouvoir temporel. A moins, en effet, qu'on ne lui suppose un parti pris de n'adopter sur ce point aucune résolution définitive, ce qui serait impossible à concilier avec les encouragements qu'il a donnés indirectement aux entreprises des Italiens contre Rome, on est autorisé à croire que sa politique antérieure recevra tôt ou tard sa conclusion naturelle, et qu'il n'attend que des circonstances plus favorables pour faire connaître ses véritables intentions. Au reste, en affirmant que la solution qu'il sollicite est une nécessité, M. Ricasoli n'a fait que constater une vérité évidente aujourd'hui pour tout le monde. La triste situation où se trouve en ce moment le royaume de Naples, par suite des désordres qu'y entretiennent la présence de François II à Rome et la secrète complicité de la cour romaine, font du règlement de cette affaire une question urgente et capitale. Il n'est, parmi les puissances européennes, que deux gouvernements qui soient sérieusement opposés à un arrangement qui rendrait Rome à l'Italie et maintiendrait l'indépendance du Saint-Siège par une fondation votée en commun et garantie par toutes les nations catholiques, ce sont les cabinets de Vienne et de Madrid. Mais si l'Autriche peut encore écrire des notes belliqueuses dans le genre de celle que vient de publier M. de Rechberg, elle sera beaucoup plus embarrassée pour mettre

ses menaces à exécution, et les *invincible armada* de l'Espagne ne sont plus redoutées aujourd'hui qu'à Tétuan.

Cette double opposition n'est pas impossible à vaincre dans les circonstances actuelles, et, quoique plus redoutable en apparence, elle est en réalité moins à craindre que les difficultés que ne manquera pas de susciter à cette entreprise le parti catholique, soit en France, soit en Italie. Celles-ci seront plus durables, parce qu'elles s'appuient sur l'hospitalité d'un adversaire subtil et insaisissable, sur des passions religieuses, sur des scrupules de conscience qui seront soigneusement entretenus et longtemps exploités contre la cause de l'unité italienne. Mais quelque idée qu'on se fasse de ces dangers, il n'est plus temps aujourd'hui de retourner en arrière, et nous considérons comme un devoir pour les patriotes italiens de toute nuance de faire abnégation de leurs préférences personnelles, et de soutenir de toutes leurs forces l'ordre de choses qui vient de s'établir si miraculeusement dans leur pays. C'est assez dire que nous comprenons peu l'opportunité de l'opposition que fait à l'établissement actuel une petite fraction du parti démocratique au nom des idées fédéralistes. Ce parti a pour chef M. Ferrari, écrivain distingué, mais paradoxal à outrance, orateur connu par le désordre de ses idées, et une récente brochure de M. Henri Cernuschi vient de mettre en lumière ses griefs plus imaginaires que réels et ses espérances chimériques. Ces hommes ont des intentions pures, mais ils ont tort d'oublier que le moment est mal choisi pour les récriminations, et que, s'il est vrai que l'indépendance doive passer avant toutes les questions d'intérêt, ils ne font pas acte de patriotisme en la repoussant sous prétexte qu'elle leur est apportée par un ministre piémontais ; ils ont le tort de diviser la patrie devant l'ennemi. Chose singulière, c'est ce parti réduit à la plus manifeste impuissance, réduit à invoquer pour toute idée

d'organisation politique le souvenir des républiques lombardes, c'est lui qui accuse l'unité italienne d'être une utopie irréalisable en présence des magnifiques résultats qu'elle a déjà conquis, c'est lui qui triomphe des obstacles qu'elle rencontre, c'est lui qui fait entendre sur son berceau des prophéties de mauvais augure et des imprécations dont ses ennemis les plus implacables auraient peine à égaler l'amertume.

Ces partisans de la fédération accusent la politique unitaire de mettre l'Italie à la merci de la France; et ils ne voient pas que le seul moyen de l'affranchir de ce patronage, c'est de constituer toutes ses forces en un faisceau unique, ce qui est précisément le but de l'organisation nouvelle. Ils l'accusent d'être en contradiction avec l'histoire de l'Italie, et ils oublient que la révolution actuelle est le dernier terme d'une tentative commencée il y a plus de mille ans par les rois lombards, et depuis lors sans cesse reprise ou rêvée par tous les hommes qui ont eu le souci de la grandeur italienne. Ils l'accusent d'indisposer l'Europe contre leur pays, et ils se flattent qu'une confédération républicaine se ferait plus facilement reconnaître et accepter par elle. Ils l'accusent de rêver l'impossible, d'entreprendre une tâche au-dessus de ses forces; il la mettent au défi de réaliser jamais l'affranchissement de Venise, et ils voudraient nous persuader qu'ils en viendraient plus facilement à bout avec une organisation fédérative imitée de la Suisse ou des républiques lombardes, sous prétexte que, sous un tel régime, l'émulation produirait des miracles.

Il faudrait, en effet, une longue succession de miracles pour qu'une telle forme de gouvernement pût s'établir et durer au milieu des dangers de toute nature qui menacent l'Italie, et plus encore pour qu'elle pût faire la moindre conquête sur ses puissants ennemis. La ligue lombarde, dont on invoque ici la mémoire, ne s'est maintenue quelque

temps que parce qu'elle eut à combattre l'empire à une époque où il n'était lui-même qu'une fédération féodale dont les éléments se dissolvaient sans cesse. Elle était d'ailleurs animée d'un esprit qui est mort depuis longtemps en Italie, et que M. Ferrari, avec toute sa science archéologique, ne ressuscitera pas. Mais des ressources militaires de ce genre ne tiendraient pas une heure contre les forces d'une puissance unitaire et centralisée comme est aujourd'hui l'Autriche. Une confédération républicaine est donc deux fois impossible en Italie : d'abord, parce que l'Europe ne lui permettrait, à aucun prix, de s'y établir, fait dont on ne peut douter si l'on considère l'irritation avec laquelle elle a vu la dépossession des princes italiens ; ensuite, parce qu'à supposer que cette confédération parvînt à s'y établir, elle serait impuissante à se défendre et à faire respecter l'indépendance nationale. Quant à la confédération monarchique, si c'est elle que rêvent les démocrates auxquels nous venons de faire allusion, ce qui nous paraît au moins invraisemblable, combien de fois n'a-t-elle pas été tentée depuis le seizième siècle, et combien de fois convaincue d'impuissance ! N'a-t-elle donc pas encore assez fait ses preuves aux dépens de la liberté, de l'indépendance et de l'honneur du pays ? Les Italiens sont-ils tenus de fournir indéfiniment, au prix de leur sang, de nouvelles catastrophes en guise de démonstration pour convaincre et réfuter les partisans de cette combinaison politique ? Enfin, la dernière expérience qui s'est faite sur ce point, en 1848, sous les auspices de la papauté, n'a-t-elle pas été assez complète et concluante ? Comment ne voit-on pas que tous les arguments qu'on emploie pour prouver l'impossibilité de maintenir un gouvernement unitaire en Italie démontrent avec bien plus de force la facilité qu'y trouvera toujours l'étranger de semer des divisions et des haines parmi les

membres d'une confédération, surtout si elle est composée de princes ?

L'élément fédératif a occupé une place très glorieuse dans le passé de l'Italie et il ne disparaîtra pas tout entier de sa constitution future. Il y sera conservé dans ce qu'il a de compatible avec les conditions d'existence qu'imposent à l'Italie l'état actuel des peuples de l'Europe et une protection efficace de l'indépendance nationale. Les hommes d'État qui dirigent aujourd'hui la politique italienne ont montré, en plusieurs occasions, qu'ils comprenaient cette double nécessité, et tous leurs plans d'organisation autorisent à penser qu'ils sauront fonder l'unité de leur pays sans tomber dans les excès de la centralisation française.

Quant à l'école dont nous avons parlé, elle fait en général assez bon marché de la nationalité, accoutumée qu'elle est à voir la patrie dans le municipale. On peut constater une fois de plus ici de quelle façon l'extrême démocratie donne la main à l'extrême despotisme. Le fédéralisme démocratique italien peut être assuré qu'il possède toutes les sympathies de l'Autriche. Ce n'est pas une recommandation à nos yeux. Le droit des nationalités prête facilement aux malentendus, en raison des questions de fait souvent fort complexes et fort obscures qui s'y mêlent ; mais, interprété avec mesure, il est, en somme, favorable à la liberté, et mérite l'appui de toute politique yraiment libérale, parce qu'en multipliant le nombre des individualités nationales, il rend de plus en plus impossibles les grandes centralisations et les prépondérances dangereuses pour la sécurité des petits États. C'est par lui que se rétablit en ce moment, d'une manière lente et détournée, mais sûre, la liberté de l'Europe, si longtemps étouffée par le concert des puissances absolutistes. Tout l'effort des politiques prévoyantes doit consister aujourd'hui non à empêcher ce droit de produire ses légitimes conséquences, mais à le

préserver d'une exagération qui le-ferait aboutir à un fractionnement infinitésimal des États actuellement existants, sous prétexte de rendre à chaque race la libre disposition de ses destinées. Ce fractionnement, ne laissant nulle part debout, au milieu de cette poussière de peuples, des autonomies assez consistantes pour offrir un centre de résistance, conduirait tout droit à la formation d'une puissance qui, forte de la faiblesse universelle, absorberait tout autour d'elle.

Cette dernière tendance est surtout poussée à l'extrême chez les peuples de l'Europe orientale, et elle pourrait leur devenir fatale, car le seul sentiment qui a jusqu'ici empêché leurs voisins de profiter de ces divisions est leur mutuelle jalousie. C'est parmi eux que le système fédératif trouvera plus tard son application naturelle, si le démembrement, dont on voit les symptômes se produire en Autriche, parvient à s'effectuer, à l'exemple du mouvement analogue qui a déjà commencé à se réaliser en Turquie par la constitution indépendante des principautés, de la Serbie, du Liban, et antérieurement par celle de la Grèce et de l'Égypte. Ce qui laisse peu d'espoir de voir réussir les efforts que fait en ce moment l'Autriche pour prévenir cette dissolution, c'est que la diversité et l'opposition du génie des races sont telles en ces contrées, que l'union n'y peut être établie que par un absolutisme inflexible qui brise toutes les résistances, ou par un système fédératif très large qui offre à chaque peuple une grande liberté d'allures. La centralisation constitutionnelle au moyen de laquelle on essaye de transformer l'empire autrichien est un expédient tardif et artificiel, une combinaison mixte qui ne présente ni la force de cohésion du premier de ces systèmes, ni la précieuse souplesse du second, si favorable à la variété des formes politiques, et par ce motif même cet expédient risque fort d'être insuffisant.

Cependant il est impossible de prévoir quelle sera l'issue de la lutte engagée entre l'unité de l'empire et les partis séparatistes en raison du peu de concert avec lequel ceux-ci agissent. Chacun d'eux ne se montre préoccupé que de lui-même et se borne à se retrancher obstinément dans son droit ou son privilège spécial, sans songer que cet isolement le perdra. Des deux parts on semble d'ailleurs avoir pleine conscience de sa faiblesse : on ne saurait du moins expliquer autrement la temporisation et l'extrême prudence avec lesquelles on procède systématiquement. Depuis plusieurs mois les deux camps sont en présence dans presque toute l'étendue de l'empire, ils paraissent sans cesse à la veille d'en venir aux mains, ils échangent des menaces et des provocations, et cependant le signal n'a pas encore été donné. On sent qu'il entraînera des événements irrévocables, et personne n'ose encore en accepter la responsabilité. La rupture entre la Hongrie et l'Autriche qui semblait imminente il y a quinze jours vient d'être ajournée une nouvelle fois par les concessions qu'a faites la Diète hongroise en adoptant sur la demande de l'empereur l'adresse de M. Deak et le formulaire de 1790 ; mais ces concessions sont de pure forme et laissent subsister tous les anciens dissentiments. Les dispositions militaires qui ont été prises en Hongrie par le cabinet de Vienne montrent qu'il ne se fait pas d'illusions sur le faible avantage qu'il vient de remporter.

La crise qui se prépare fera sans doute mieux comprendre aux diverses nationalités qui aspirent un peu inconsidérément peut-être à une complète émancipation le danger de l'isolement et la nécessité d'une union plus intime, soit qu'elles doivent briser les derniers liens qui les rattachent à l'empire, soit qu'elles se contentent de prendre des garanties contre ses empiétements futurs dans le cas où elles continueraient à partager ses destinées.

L'intérêt des Maggyars est à cet égard le même que celui des Tchèques, et celui des Tchèques le même que celui des Polonais. En ce qui concerne ces derniers, la question est moins simple et se complique encore de la fatalité douloureuse qui enchaîne une partie de leurs compatriotes à la Prusse, une autre à la Russie; mais ils peuvent, dès aujourd'hui, travailler puissamment à la résurrection de leur patrie, en s'unissant par les liens d'une étroite solidarité à des peuples qui aspirent aussi à s'affranchir et qui seront à même de leur prouver leur reconnaissance par des services plus efficaces que les stériles encouragements qu'ils reçoivent des nations occidentales. Cent ans bientôt auront passé sur le partage de la Pologne, et loin d'aller en s'effaçant l'émotion qu'excitent ses malheurs grandit tous les jours. Le temps, loin de faire oublier le crime, semble lui donner un caractère plus odieux, et les remords de ceux qui l'ont laissé commettre sont sans cesse ravivés à mesure qu'on s'aperçoit que ce peuple qu'on croyait mort semble puiser des forces nouvelles dans l'excès de ses douleurs et se montre plus vivant que jamais. Il ne se compromettrait jamais de meurtre si les gémissements de la victime devaient si longtemps poursuivre le meurtrier.

Qu'ont gagné les oppresseurs de la Pologne au savant système imaginé pour *assimiler* les Polonais, c'est-à-dire pour leur ôter jusqu'à la mémoire des jours meilleurs, jusqu'aux souvenirs de leur antique histoire? Qu'ont-ils gagné à cette politique ingénieusement homicide mise en pratique par la Russie avec une brutalité impitoyable, par l'Autriche avec une cruauté douceuse et perfide, et par la Prusse libérale avec une hypocrisie qu'on ne saurait trop flétrir? Ils y ont gagné de faire de la Pologne la plus grande figure du droit opprimé qui soit dans le monde. C'est là une force qui n'est pas redoutable aujourd'hui, mais qui tôt ou tard aura son jour. Après tous leurs efforts

ils n'ont réussi ni par la ruse, ni par la violence, ni par les caresses à convertir un seul de ces quinze millions d'hommes qui revendiquent aujourd'hui leur liberté avec plus de force que jamais ; ils se sont affaiblis pendant que leur victime se relevait et s'instruisait en silence aux leçons du malheur, et déjà ils peuvent entendre des hommes d'État proclamer au sein du parlement anglais le rétablissement de la Pologne nécessaire à l'équilibre de l'Europe. Il est encore plus nécessaire à l'équilibre de ces lois éternelles sur lesquelles repose le droit public des nations, et un jour viendra où les peuples comprendront que tant qu'une réparation éclatante n'aura pas été accordée à la Pologne le droit des gens ne sera qu'un des sophismes de la force. Ce moment est peut-être encore éloigné, mais le scepticisme de lord Palmerston lui-même l'a déclaré inévitable, et ce n'est pas un fait insignifiant que l'hommage presque ému que ce politique blasé et froidement positif n'a pu s'empêcher de rendre à ce patriotisme désespéré, à cette foi obstinée, à cette religion de l'impossible. Bien des éventualités se préparent dans l'Europe orientale qui rendront ce miracle plus facile à réaliser qu'on ne le suppose. La transformation libérale qui s'opère chez les puissances absolutistes n'y contribuera pas moins puissamment que les nouvelles combinaisons politiques dont nous voyons s'agiter les éléments.

Les oppresseurs de la Pologne ne parviendront d'ailleurs pas plus désormais à lui donner le change par de fausses concessions qu'à lasser sa persévérance. Les prétendues réformes que l'empereur de Russie vient d'octroyer à ses sujets polonais pour leur faire oublier les scènes de Varsovie ont été accueillies par l'indignation et le dédain. On connaît celles que l'Autriche a accordées aux siens ; elle est déjà réduite à leur faire des avances pour les gagner à la cause de l'empire contre les séparatistes. Quant à la

Prusse, dont toute l'ambition est en ce moment de devenir une puissance maritime, comme elle n'éprouve encore aucune inquiétude de ce côté, elle n'oppose aux réclamations des Polonais de Posen que ses déclamations habituelles sur le droit historique largement interprété, c'est-à-dire sur le droit de conquête. On ne refait pas l'histoire, disait à ce propos un libéral prussien, et c'est elle qui nous a donné Posen. Eh bien, on referra l'histoire. L'histoire n'existe que parce qu'on la refait sans cesse. En attendant il est bon que le peuple qui de tout temps a le plus fidèlement représenté la cause de la liberté dans le monde élève la voix dans le conseil des nations pour protester en faveur de la cause polonaise.

Les déclarations faites par lord John Russell et par lord Palmerston, en réponse aux interpellations de M. Hennesy, sont le commencement d'une agitation durable et féconde qui permettra à l'Europe de payer sa dette à la Pologne en réparant une monstrueuse iniquité. « Mon pays, a pu dire avec raison le prince Czartorisky, en réponse à la députation de l'association anglaise des Amis de la Pologne, mon pays a été dans son existence séculaire, comme État indépendant, toujours utile, jamais nuisible à l'Europe. Il a défendu la chrétienté contre l'invasion de la barbarie. L'esprit de charité et non celui de conquête l'a toujours guidé. Partagée même et démembrée, la Pologne a toujours été pour l'Europe une alliée fidèle; ses membres déchirés et palpitants ont toujours été un obstacle contre l'ambition intrigante et les combinaisons dangereuses pour la liberté du monde. »

Nous espérons que ces nobles paroles auront du retentissement ailleurs qu'en Angleterre, car elles s'adressent plus encore à la France. Nous ne sachions pas, en effet, que les Polonais aient jamais versé leur sang pour une cause anglaise, et cependant qu'on prenne la peine de

comparer les déclarations du cabinet anglais avec la note froide et sévère que le *Moniteur* leur signifiait il y a deux mois. On peut voir par là combien c'est à tort qu'on accuse la politique anglaise de ne s'inspirer que de vues égoïstes et sans générosité. Il ne peut malheureusement pas encore y avoir d'égoïsme à spéculer sur la reconnaissance de la Pologne, et il n'est pas un parti en Angleterre, sauf peut-être celui de MM. Bright et Cobden, fort économe en fait de sentiments généreux comme en toute chose, qui ne soit sympathique à cette cause.

Le sultan est mort, et son frère Abdul-Azis lui a succédé. Tout le monde a pu remarquer à cette occasion combien nos journaux se sont étendus avec complaisance sur le caractère, l'humeur, et jusque sur les qualités physiques du nouveau sultan. C'est qu'en effet, dans un pays despotique, ces moindres détails ont une énorme importance, parce que le tempérament même du souverain y fait partie des institutions. Mais qui saurait dire pourquoi la presse française, qui ne fait pas toujours preuve d'une très grande perspicacité, a si bien deviné cette importance et possède si bien à fond ce qu'on pourrait appeler la philosophie du despotisme ? Elle fait sur ce point des progrès surprenants. La presse turque n'aurait certainement pas mieux parlé.

23 juillet 1861.

Malgré mille causes de conflagration sans cesse à la veille de faire explosion depuis six mois, la tranquillité de l'Europe n'a point encore été troublée, Il y a dans chaque État tant d'isolement, de divisions, de défiances, d'effroi de l'avenir et de secrète faiblesse, que personne n'a osé donner le signal que tout le monde attendait, et c'est cette

commune impuissance qu'on appelle la paix de l'Europe. Notre sécurité repose sur la crainte que chacun éprouve de faire un mouvement : nous avons là de quoi être bien rassurés. La chrétienté offre le touchant spectacle de puissances prêtes à s'entre-dévorer à la première occasion et qui échangent en attendant les assurances les plus amicales. L'ancien concert européen une fois rompu, il n'est resté que l'équilibre de la peur. Jamais il n'y a eu dans les rapports entre nations autant de contrainte, de dissimulation, de duplicité.

On se plaît souvent à comparer notre époque à celle de Machiavel. Il faut, en effet, remonter jusque-là pour retrouver des figures de la fourberie triomphante égales à celles que nous avons vues paraître de nos jours ; mais la ressemblance s'arrête là et n'est pas à notre avantage sous les autres rapports. Le héros de Machiavel a de grands côtés de caractère, ce qui n'est nullement de notre fait ; il possède l'audace et le courage au même degré que l'astuce ; on voit en lui, selon le précepte du maître, le lion aussi souvent que le renard. L'idéal de notre temps serait plutôt une de ces bêtes de proie, à la fois féroces et timides, qui n'attaquent jamais que par surprise et qui ressentent encore plus de terreur qu'elles n'en inspirent. Les grands aventuriers du seizième siècle n'eussent éprouvé que du dédain pour les éternelles tergiversations, les déguisements et les reculades qui sont les moyens favoris de la politique de notre temps, pour la diplomatie verbeuse, paperassière, pleine de feintes convenues qui ne trompent personne, pour ses contrefaçons libérales, pour sa mesquine ambition, qui voudrait se voir attribuer des plans gigantesques sans avoir jamais eu d'autre préoccupation que celle de vivre au jour le jour, de posséder les honneurs du génie et les bénéfices de la médiocrité.

Ce qui manque pour durer à l'Europe officielle, dont ces

traits généraux ne rendent que trop fidèlement la physiologie, c'est le tempérament et la vitalité ; voilà pourquoi on ne doit pas désespérer de l'avenir. Les représentants de cet ordre de choses en sont partout aujourd'hui aux capitulations et aux expédients ; c'est un signe que leur influence décline et qu'une nouvelle génération est à la veille de s'emparer de la scène. Peut-être, pour mettre à nu leur impuissance, suffirait-il de la seule apparition d'un grand caractère à la tête d'une nation confiante et résolue. Un homme d'État qui, aujourd'hui, oserait dire nettement ce qu'il veut, et qui le ferait en s'appuyant, non sur de fausses démonstrations, ou des manœuvres souterraines, ou des assurances mensongères, mais sur les nobles passions que le génie sait éveiller dans les âmes, en s'adressant au patriotisme, au courage, à l'amour de la liberté, à l'amour de la gloire, aux ambitions généreuses, un tel homme semblerait un demi-dieu, et personne ne serait en état de lui faire obstacle. Ce sont là des mobiles qu'on affecte de dédaigner, comme une duperie à l'usage des niais ; mais en réalité les niais seuls en ignorent la puissance, et sous le règne de la petite habileté il leur suffirait de paraître pour montrer ce que peut la grande. Le jour où une main virile saisira de nouveau ces armes en ce moment abandonnées, on reconnaîtra que si elles sont restées si longtemps hors d'usage, c'est que personne ne se trouvait assez vaillant ni assez fort pour les porter.

L'état pénible, irritant, plein d'indécision, de trouble, d'incertitude, où se trouve aujourd'hui l'Europe, justifie surabondamment ces réflexions. Partout les situations sont nettement dessinées, laissent peu de place au doute et réclament une prompte détermination ; et partout, ou presque partout, les hommes manquent aux situations et reculent devant leur tâche. Personne n'ose prendre une forte initiative en présence des devoirs les plus clairement

tracés ; on espère y suppléer à force d'atermoiements, d'expectative, de lenteurs calculées. De là un malaise croissant, mais qui n'est encore qu'importun au grand nombre, et dont on ne commencera à s'inquiéter que lorsqu'il deviendra une souffrance aiguë. Si l'on me demande à qui je prétends appliquer les caractères généraux que je viens de définir, je demanderai moi-même à qui ils ne s'appliquent pas aujourd'hui, et s'il en était besoin, je les montrerais écrits en traits irrécusables, non seulement dans la politique de la plupart des gouvernements, mais jusque dans la situation respective des partis et des opinions au sein de chaque État.

L'administration que le monde nous envie vient de s'enrichir d'un nouveau mécanisme ; c'est là ce qu'en France on appelle décentraliser. Plus on multiplie les moteurs, plus on accroît leur force, plus on est censé décentraliser. C'est le contraire de ce qui se passe ailleurs ; mais il ne s'agit que de s'entendre sur le sens des mots : chaque langue a ses singularités. C'est ainsi que les Latins disaient : *Lucus a non lucendo*. On avait commencé cette œuvre de décentralisation il y a deux mois, en augmentant considérablement les attributions des préfets ; on la continue en augmentant leur dépendance vis-à-vis le ministère, par l'institution des conférences préfectorales, qui ne peuvent manquer de rendre la surveillance de l'administration plus active et plus étroite. Nous n'affirmons pas que telle ait été l'intention qui a inspiré le décret, nous sommes persuadé même, si l'on veut, qu'on y a vu un moyen efficace d'accroître ce qu'on appelle la somme de nos libertés ; mais la mesure ne nous paraît pas très propre à réaliser cette amélioration. Mettons hors de cause les considérants philanthropiques et les vues libérales qui ont incontestablement présidé à la conception de ce décret, plaçons-nous au point de vue pratique. Voici nos préfets rassemblés en

concile. De quoi sera-t-il question dans cette assemblée ? D'intervenir auprès du pouvoir central en faveur des libertés locales ? de rendre plus d'initiative à la commune, plus d'indépendance au département, plus d'énergie et de dignité à la vie individuelle ? Il faudrait, pour y croire, bien mal connaître et le cœur humain et le cœur des préfets, ou bien compter sur l'opération du Saint-Esprit. Il est plus vraisemblable qu'on s'occupera de préférence de s'y faire remarquer par son zèle, qu'on s'y concertera pour mettre plus d'unité dans l'action, plus de discipline dans les règlements, plus de suite et d'entente dans la représentation, toutes choses dont nous étions déjà abondamment pourvus et qui n'ont jamais passé pour être de la décentralisation. Ce n'est point là une supposition gratuite. Ce résultat est dans la force des choses. Réunissez les agents du pouvoir les mieux intentionnés, supposez-les aussi éclairés qu'ils vous plaira : ce n'est jamais le plus sage qui l'emportera, c'est le plus zélé. Le zèle exerce une irrésistible fascination sur une assemblée de fonctionnaires, car il ne reste jamais sans récompense. Plus ils seront livrés à eux-mêmes et éloignés d'un contrôle supérieur, plus un acte d'indépendance de leur part semblera suspect, plus leur dévouement se croira tenu de se montrer, ne fût-ce que par émulation. On peut en être assuré, ce n'est jamais en faveur de la liberté que se déploiera l'émulation préfectorale, et nous n'en augurons rien de bon pour la presse des départements en particulier. Il est incontestable, par exemple, que l'arrêté énergique par lequel M. de Mentque vient de frapper un journal libéral de Bordoux¹ excitera beaucoup plus facilement l'admiration et l'envie de ses collègues, s'ils sont réunis en assemblée, que

1. La *Gironde*, journal de M. Gounouilhot, avait reçu, le 11 juillet, un premier avertissement que plusieurs autres devaient suivre en peu d'années.

s'ils ne le connaissent qu'individuellement. On a dit de tout temps que l'éloquence est contagieuse, mais quelle éloquence a jamais égalé l'effet d'un coup d'autorité auprès des dépositaires du pouvoir ? Quel langage sait mieux parler à leur cœur qu'un interdit ou qu'un réquisitoire ? Dans de telles conditions, l'influence ira forcément aux administrateurs à la fois les plus absolus et les plus dociles, deux qualités qui ont été longtemps considérées comme incompatibles, et que la bureaucratie a su faire vivre en parfaite intelligence.

L'arrêté qui vient de frapper le journal *la Gironde* a rouvert l'ère des avertissements que beaucoup de bonnes gens croyaient à jamais fermée, depuis que les documents officiels ont si souvent parlé de la liberté de la presse, et qu'une partie de la démocratie française se montre si satisfaite. Ces bonnes gens devront modifier un peu leur opinion. Il en est de la liberté de la presse comme de la décentralisation : ce sont là de simples façons de s'exprimer, des entités purement métaphysiques auxquelles on a grand tort d'attacher une réalité. Il n'y a de réel et de solide aujourd'hui dans la liberté de la presse que la législation des avertissements ; c'est du moins ce que démontre avec évidence l'histoire de la maison de Hanovre. Le reste est une utopie à l'usage de quelques peuplades, encore étrangères aux lumières de la civilisation moderne et disséminées en Angleterre, aux États-Unis, en Suisse, en Hollande, en Belgique et en Italie. Il faut plaindre ces pauvres parias de l'espèce humaine qui ne savent pas jusqu'à quel point il est doux d'être réglementé, censuré et averti. Ceux qui veulent avoir une idée sommaire mais exacte des progrès de tout genre que nous avons accomplis récemment sur ce point, consulteront avec fruit une spirituelle et courageuse brochure¹ que vient de publier M. Édouard

1. « Etudes contemporaines : l'Administration et la Presse. »

Delprat. L'auteur de cette légère et vive esquisse envisagé la presse dans ses rapports avec l'administration, et il décrit en quelques pages pleines d'un sentiment contenu, mais sur la nature duquel on ne peut se méprendre, l'état de parfaite félicité qui résulte de ces rapports. Il est impossible, après l'avoir lu, de ne pas avouer que la juridiction administrative, en matière de presse, est une des inventions modernes les plus ingénieuses que l'on connaisse. Cet opusculé fait partie de cette série d'études contemporaines dont nous avons plus d'une fois entretenu nos lecteurs, notamment à l'occasion des publications de M. d'Haussonville et de l'excellent livre de M. Odilon Barrot sur la centralisation. Si les auteurs et les éditeurs de ces études ne rendent pas pleinement justice aux bienfaits de l'administration en général, ce n'est pas faute de les bien connaître ; car ils ont eu avec elle des rapports de plus d'un genre, et elle leur a accordé une attention, témoigné une sollicitude dont ils auraient pu se montrer plus reconnaissants.

Le nouveau décret de décentralisation est, avec le succès des obligations trentenaires, le seul fait important de la politique intérieure depuis quinze jours. La nouvelle combinaison financière¹ a réussi au delà de toute attente, mais nous avons peine à comprendre qu'il se trouve des publicistes pour transformer ce succès en un triomphe politique pour le gouvernement. Les capitaux trouvaient dans les obligations trentenaires un placement avantageux, et ils ont afflué, cela va de soi : il faut beaucoup d'imagination pour voir là un vote de confiance donné à une politique quelconque. Dans les États sur le point de se dissoudre, comme l'Autriche, ou nouvellement formés, comme l'Italie,

1. Emission par l'Etat d'*obligations* du trésor public remboursables en vingt-huit années. On appela cet emprunt : émission d'*obligations trentenaires*.

les prêteurs peuvent se demander, non sans quelque raison, si leur garantie n'est pas à la veille de disparaître, et il est naturel qu'il éprouvent quelques hésitations ; mais dans un pays dont l'unité est aussi indissoluble que celle de la France, un placement sur l'État est toujours parfaitement garanti.

C'est pour ces motifs que l'emprunt déguisé que vient de contracter l'État en France, loin de faire courir aucun risque au public, lui a offert une spéculation pleine de sécurité, ce qui n'est point si commun à l'heure qu'il est, tandis que l'opération analogue dont le ministre Bastogi vient de régler les dispositions en Italie constitue, au contraire, un véritable appel au patriotisme des Italiens, et exigera de leur part un acte de foi en l'avenir de leur pays, car elle n'aura d'autre garantie que la durée d'un ordre de choses qui est né d'hier. L'emprunt italien seul peut avoir une véritable portée politique, et nous sommes convaincu qu'il sera l'occasion d'une grande manifestation nationale. Les provinces italiennes sont loin d'avoir toutes payé à la patrie commune la dette du sang, et on a pu leur adresser plus d'un juste reproche sur leur peu d'empressement à s'acquitter sous ce rapport ; que du moins on ne puisse pas les accuser de lui avoir refusé cette faible contribution qui sera peut-être sa rançon définitive !

Les embarras du ministère italien sont grands, et à moins de supposer que les félicitations que le général Fleury vient de transmettre au roi Victor-Emmanuel¹ sont des ironies, on doit croire que le cabinet français est encore disposé à lui venir en aide, bien que plus d'un nuage ait passé sur leur bonne intelligence. Une question qui est destinée à préoccuper de plus en plus l'attention publique

1. Il avait été envoyé, en mission extraordinaire, porter à Turin la reconnaissance du royaume d'Italie et une lettre autographe de Napoléon III.

est celle de savoir si la France entend mettre de nouvelles conditions à ses services, autrement dit si elle exige pour prix de son concours une seconde cession de territoire. Cette supposition n'est pas de nature à faire espérer une prompt solution des difficultés italiennes. Nous avons déjà sur ce point la déclaration de M. Ricasoli au sujet de sa ferme intention de ne plus céder un pouce de terre italienne ; il faut y ajouter maintenant l'appréciation du cabinet anglais, qui déclare par l'organe de lord John Russell qu'une telle cession serait la fin de l'alliance entre la France et l'Angleterre, parole grave et bien propre à faire réfléchir.

Ce double veto suffirait pour nous faire juger comme au moins impolitique une telle exigence ; mais, imposée à la détresse d'une nation que nous appelons notre alliée, elle nous semblerait inique et cruelle, et nous avons peine à croire que les avantages que la France en retirerait parvinssent à lui en déguiser l'odieux. D'autres considérations ne sont pas moins décisives. C'est au nom du principe des nationalités que nous rendrions aux Italiens Rome et Venise, et par le même acte, au nom du même principe, nous détacherions de leur pays, pour nous les approprier, des populations italiennes par le langage, par les traditions, par le sang ! Les peuples se soucient en général assez peu de la logique, mais il est certaines contradictions trop significatives qu'ils ne supporteraient pas même aujourd'hui. Il y aurait en Europe un cri de réprobation unanime contre un pareil traité. Nous avons approuvé l'annexion de la Savoie, bien qu'elle ait eu le tort de venir après des protestations de désintéressement un peu trop réitérées, parce qu'elle était le retour d'un peuple vers sa vraie patrie ; mais dans toute acquisition de territoire qui n'aurait pas cette justification, nous ne pourrions voir qu'un abus de la force.

Nous ne pensons pas qu'il y ait en Italie un seul parti

ou même un seul homme politique important disposé à se montrer sur ce point de composition plus facile que le baron Ricasoli. Les ressentiments profonds que Garibaldi a gardés au fond du cœur au sujet de la cession de Nice ont eu du moins le résultat d'éveiller la susceptibilité nationale et de rendre impossible toute nouvelle transaction de ce genre.

Ce motif intéressé une fois écarté, ne reste-t-il donc à une politique française, vraiment digne de ce nom, aucun mobile assez puissant pour la décider à apporter à la cause italienne sinon son appui, du moins sa neutralité ? La France n'est-elle pas engagée d'honneur à laisser achever l'œuvre à laquelle elle a si longtemps coopéré ? N'y va-t-il pas aussi de ses plus chers intérêts ? Cette nation créée à ses côtés, la France peut-elle s'exposer à ne l'avoir plus pour alliée, surtout dans l'état d'isolement où elle se trouve aujourd'hui ? Cette force, en partie notre ouvrage, devratt-elle se retourner contre nous, servir d'avant-garde à nos ennemis, résultat inévitable si on blesse l'Italie et si on la mécontente ?

Il n'y a plus de moyen terme : au point où en sont venues les choses, il faut ou soutenir jusqu'au bout le nouveau royaume d'Italie, ou le détruire. On demande où sont nos engagements au sujet de Rome ? Nos engagements sont dans nos actes, ce qui est plus sérieux que des paroles. Notre politique, depuis ces dernières années, équivaut aux promesses les plus formelles, aux déclarations les plus solennelles. Personne ne s'y est trompé, ni amis, ni ennemis. Nous n'avons plus le droit de faire des conditions, il ne nous reste qu'à tenir nos engagements, ou à déclarer que nous nous sommes trompés. Toute autre politique est imprévoyante et maladroite ; elle ne réserve le présent que pour compromettre l'avenir ; elle nous fait perdre tous les fruits de nos sacrifices, et ne nous laisse pour compensa-

tion que les sympathies du cabinet de Madrid avec les offres de concours de MM. Mon et Collantès, ce qui est un médiocre sujet de consolation.

Plus le moment est critique pour l'Italie, plus la reconnaissance qu'elle nous gardera sera durable. Des services offerts une fois le danger passé perdent tout leur prix, et l'instinct populaire est en ceci plus clairvoyant qu'on ne pense. Les hommes d'État de Turin sont pris en ce moment entre plusieurs obstacles qui, peu redoutables séparément, sont menaçants par leur simultanéité. Le principal de ces périls, qui est sans contredit celui que leur crée la situation du royaume de Naples, est aggravé par la mauvaise volonté de partis inintelligents et inquiets. L'un leur demande la guerre immédiate, l'autre exige d'eux qu'ils prononcent eux-mêmes la dissolution du royaume pour faire place à la fédération républicaine. Ils ont en même temps à faire face à toutes les difficultés de l'organisation intérieure.

Le spectacle qu'offrent depuis plus d'un an les populations napolitaines est, selon l'usage, un sujet d'irritation pour les uns, de triomphe et de joie pour les autres. Quant à nous, voici longtemps que nous étudions avec une curiosité douloureuse cette étrange énigme, dans l'espoir d'en pénétrer le secret, et nous nous demandons encore à quel point de vue et dans l'intérêt de quelle cause on peut se réjouir des convulsions de cette population dégradée. Ce ne peut être dans l'intérêt de la cause royaliste, car c'est cette même population qui, il y a un an à peine, chassait son roi après l'avoir avili. Ce n'est pas dans l'intérêt de la cause républicaine, car, si elle a acclamé Garibaldi, elle ne lui a pas fourni un soldat. On ne peut s'en réjouir que dans l'intérêt des plus mauvaises passions. Quel est le régime, quelles sont les concessions dont on n'ait pas essayé sous les diverses administrations qui se sont succédé à Naples depuis dix mois, d'abord sous M. Pallavicino,

puis sous M. Farini, puis sous le prince de Carignan, puis enfin sous M. Ponza san Martino ? Rien n'a réussi : tous ont échoué et sont partis au milieu des malédictions, après avoir été reçus avec des applaudissements. La force seule peut réussir à Naples. Cette populace s'agite et se soulève comme la lave de ses volcans, sans motif appréciable ; on s'épuise à chercher à ce délire une explication dans l'ordre des sentiments humains, tandis qu'on n'a sous les yeux qu'un phénomène de la nature matérielle. La population napolitaine n'a trouvé jusqu'ici qu'un gouvernement digne d'elle et sous lequel elle parût satisfaite, c'est celui du roi Bomba. Sous ce règne, pendant que tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens dans le royaume de Naples était au bain avec Alexandre Poërio, elle vivait en joie et ne songeait nullement à se plaindre. Aujourd'hui, le roi Victor-Emmanuel n'est pour elle qu'un tyran, et la législation la plus libérale peut-être qu'il y ait dans l'Europe continentale lui paraît une abominable oppression.

Or, ce déplorable état de choses, on ne doit pas se lasser de le redire, il ne tient qu'à la France de le faire cesser. Le foyer de ces désordres n'est pas à Naples, il est à Rome ; on l'y entretient ostensiblement sous la protection de notre armée. On y ouvre un lieu d'asile où les auteurs de ces méfaits sont sûrs de trouver non seulement l'impunité, mais des indulgences. Quoi d'étonnant que dans de telles conditions les troubles du royaume de Naples soient si difficiles à réprimer, surtout si l'on considère que le licenciement des armées napolitaines, après la paix de Gaëte, a mis en disponibilité des milliers de soldats qui n'ont jamais su distinguer bien nettement ce qui sépare le brigandage du service militaire ?

On conçoit qu'en présence d'une telle anarchie le projet de loi de M. Minghetti, relativement à l'établissement des régions, ait paru d'une application peu opportune et fait

place à des tendances vers une unité plus forte. Cependant la Chambre qui a discuté ce projet peu de jours avant la clôture de la session ne l'a pas rejeté définitivement, ce qui a permis à M. Minghetti de rester au ministère. On a adopté provisoirement l'organisation administrative piémontaise, qui fut en grande partie, si nous ne nous trompons, l'œuvre de M. Rattazzi; et qu'on a eu grand tort d'assimiler aux lois françaises, car elle est incomparablement plus libérale, ce qui n'est pas difficile. On s'accorde généralement à penser que le système régional pourra être remis en délibération, mais seulement pour la forme : on le considère comme condamné. Cette conception nous paraît regrettable au point de vue de la conservation et de la prospérité de ces cités qui n'étaient si florissantes que parce qu'elles étaient autant de centres politiques, et qui ne seront pas sans en souffrir grandement, assimilées à des villes de troisième ou de quatrième ordre; elle était, en outre, de nature à donner quelque satisfaction aux idées fédéralistes encore influentes en Italie. On la sacrifie aux besoins du moment, à la nécessité d'une union plus intime; les Italiens sont meilleurs juges que nous de cette opportunité, et nous le croyons d'autant plus volontiers, que les hommes politiques qui ont jugé le sacrifice indispensable nous sont connus par le libéralisme de leurs opinions et de leurs sentiments. Heureusement on peut suppléer jusqu'à un certain point à cette lacune par une forte organisation de la province et de la commune; et, pour s'instruire à cet égard, les Italiens n'ont qu'à chercher dans leurs propres traditions, ils y trouveront d'admirables enseignements.

Au reste, en présence des éventualités qui se préparent, ce qu'il faut à l'Italie, c'est une organisation militaire bien plutôt que des lois administratives, et c'est aussi ce qui rend urgente dans le Midi la répression que le général Cialdini vient d'être chargé d'y porter. Il faut que le dan-

ger trouve la nation compacte et unie. Les Italiens, depuis le début de leur révolution, n'ont pas encore eu l'occasion de montrer une de ces explosions d'énergie qui, chez les peuples vraiment dignes de la liberté, éclatent spontanément à l'approche des grands périls de la patrie. La crise hongroise qui touche à sa fin — ou à son commencement — lui apporte peut-être un moyen de trancher d'un seul coup toutes les difficultés qui la paralysent. Que deviendra, en définitive, le mouvement national auquel nous venons d'assister en Hongrie ? Est-il destiné à succomber ? Est-ce un crépuscule, est-ce une aurore ? Il commence à être bien tard pour les Hongrois ; ils ont perdu un temps précieux en temporisations inutiles ; ils ont laissé leurs ennemis exploiter leurs scrupules de légalité, exciter contre eux la jalousie de leurs voisins, et se fortifier en silence, grâce à une manœuvre assez semblable à celle qui a servi de prologue aux scènes de Varsovie ; mais comment désespérer de cette race généreuse et chevaleresque ? L'empire d'Autriche n'est pas aujourd'hui plus fort qu'il l'était il y a douze ans ; mais l'Italie est un ennemi beaucoup plus redoutable qu'elle ne l'était alors, et il est douteux que la Russie soit disposée à offrir au cabinet de Vienne une nouvelle occasion d'étonner le monde à si peu de frais. L'Autriche n'étonne plus le monde que par l'excès de son libéralisme. Nous en sommes effrayé pour les peuples qu'elle appelle à participer malgré eux aux bienfaits de la constitution Schmerling. Nous ne partageons en rien la confiance et la sécurité qu'elle a le don d'inspirer à beaucoup de publicistes. Nous croyons médiocrement aux conversions improvisées : un avenir prochain dira si ces sentiments nous ont trompé. Il est toujours infiniment difficile de transformer une grande monarchie militaire en une monarchie constitutionnelle, même lorsqu'on y est aidé par une nation forte et homogène ; mais que peut-on

attendre d'une réforme proclamée dans le vide, destinée à des populations sans sympathie, sans communauté d'intérêts, auxquelles le nom de patrie ne rappelle que des idées de contrainte et d'exploitation, d'une réforme conçue et dirigée par l'autorité même qu'elle est censée devoir dépouiller de ses plus magnifiques attributions ? Voilà pourquoi le libéralisme autrichien nous est suspect, et les peuples de l'empire font preuve de peu de clairvoyance en s'armant les uns contre les autres au moment où l'on se prépare à le leur imposer à coups de canon.

Nous ne croyons pas davantage au succès de la transformation que tente en ce moment le nouveau sultan, bien que la sincérité de ses efforts ne soit douteuse pour personne. Ici les obstacles sont plus invincibles encore, parce qu'ils ne tiennent pas seulement à une fausse combinaison d'éléments sans consistance et sans unité, mais au caractère même des individus, au génie de la race, qui est antipathique à l'esprit de notre civilisation. L'idée de greffer nos mœurs et nos institutions sur la vieille société turque n'offrira jamais pour résultat qu'une parodie grotesque et affligeante pour l'original aussi bien que pour la copie. L'effort de ces deux civilisations pour se fondre et se pénétrer ne produira jamais que des monstres. L'islamisme turc est d'ailleurs dans un tel état d'épuisement, que, n'eût-il pas à se défendre contre un contact qui lui est mortel et qui l'enveloppe de toute part, on se demande comment il trouverait en lui-même assez d'éléments de régénération pour reprendre vie. *Ex nihilo nihil* : le plus grand homme lui-même ne parviendrait pas à créer quelque chose avec rien et à rendre à ce peuple sa vitalité éteinte. On a vu vers le déclin de l'empire romain ce que peuvent les grands hommes. Ils n'ont servi qu'à marquer les étapes de la décadence. Abdul-Azis pourra-t-il, à leur exemple, retarder de quelques années la chute de la domination

turque? Il ne suffit pas, pour y réussir, de quelques économies réalisées sur le budget du sérail, et il serait fort prématuré de l'affirmer : mais, en présence du genre de paix dont jouit aujourd'hui l'Europe, en présence de cette fausse tranquillité plus anxieuse et plus pénible que la guerre, on ne sait plus si l'on doit craindre ou appeler ce dénouement.

Serions-nous déjà condamnés à placer les États-Unis au nombre de ces empires dont la régénération doit être considérée comme une utopie? Dieu nous garde d'une telle pensée ; un grand vide se fera dans le monde le jour où la république de Washington en disparaîtra, et, en dépit des prophètes de mauvais augure, nous croyons que ce jour est encore loin de nous. On n'envisage pas sans appréhension pour l'avenir tout ce que la civilisation américaine a perdu depuis la mort des grands fondateurs de l'Union. L'esclavage a fait pénétrer peu à peu dans ses mœurs et ses habitudes politiques toute la corruption qu'il porte en lui-même ; mais il y a dans ce peuple tant d'éléments de force et de vie qu'il est impossible de désespérer de sa résurrection. Cependant, quelle que soit l'issue de la grande crise qu'il subit en ce moment, soit qu'un triomphe inattendu vienne couronner les efforts du président Lincoln, qui montre tant d'énergie sur le papier et si peu d'activité dans la direction effective de la guerre contre le Sud, soit que l'impuissance des deux partis belligérants amène et impose des compromis, on ne saurait se dissimuler que les institutions des États-Unis en recevront inévitablement une atteinte fâcheuse. Les démocraties ne passent jamais impunément par les crises militaires. La révolution actuelle a déjà porté un premier fruit, la suspension de l'*habeas corpus* : nous faisons des vœux pour que ce soit le dernier.

En attendant que les événements prononcent, le trouble profond qui règne partout dans les esprits se manifeste

par des actes en apparence inexplicables. Telle est cette singulière insurrection protestante en Espagne sur laquelle plane encore un singulier mystère. Telle est en Allemagne cette tentative d'assassinat commise par un étudiant sur la personne d'un roi loyal, inoffensif, honnête homme et aimé de ses sujets. Si l'on a pu dire que le poignard de Louvel était emmanché dans une idée libérale, on ne dira pas que le pistolet de Becker ait été dirigé par une idée pratique. La folie la plus extravagante peut seule expliquer le raisonnement qui lui a inspiré sa résolution, et qui lui a fait choisir une victime aussi innocente. Ce qui est presque aussi insensé, c'est le risible acharnement avec lequel des écrivains français se renvoient la responsabilité d'un acte si essentiellement individuel. Ce n'est jamais sans un étonnement profond que nous voyons des partis qui se respectent s'imputer réciproquement une part de complicité dans de telles entreprises. Ils se calomnient encore bien plus qu'ils ne pensent. Il n'est pas de parti qui ait le monopole de l'assassinat politique, et ceux qui imputent à la démocratie la tentative de Becker pourraient tout aussi bien l'attribuer à l'orateur qui naguère, au Corps législatif, représentait la campagne d'Italie comme le résultat d'un attentat de ce genre. Il n'est pas moins oiseux de discuter le degré de perversité de ces actes, il est évident qu'elle dépend toujours de celle des intentions. On ne saurait trop flétrir le crime, mais les plus belles déclamations n'empêcheront pas que Charlotte Corday ne soit une fille héroïque.

9 août 1861.

La politique intérieure est en vacances et n'offre aucun événement qui mérite d'être mentionné. Elle se repose de ses mémorables travaux, et ses sujets se reposent aussi des

beaux discours qu'on leur a fait entendre. L'édilité parisienne est, avec la diplomatie, la seule partie de l'administration qui ait le privilège de faire parler d'elle aujourd'hui. L'attention croissante et quelque peu inquiète avec laquelle le public observe le déploiement de sa dévorante activité, lui donne une importance toute nouvelle, et elle-même, on le voit à ses actes, n'est pas loin de s'attribuer une mission politique : il y a quelques années, on eût dit sociale. Si l'édilité parisienne n'était pas déjà si occupée, on pourrait croire qu'elle a trop lu l'histoire romaine. Elle a tout au moins entendu dire que Rome a été rebâtie tout entière sous les premiers Césars et elle prend exemple là-dessus. Mais si telle est sa pensée, elle contracte un engagement dont elle ne prévoit pas toute la portée. Quand Paris sera rebâti, croit-elle qu'elle pourra licencier du jour au lendemain l'armée de clients qu'elle a prise à sa solde? Voudra-t-elle porter jusqu'au bout le poids de cette comparaison dont certains écrivains ont cru faire une flatterie, tandis qu'elle n'est en réalité qu'une injure? Le véritable tort de la transformation qui s'opère à Paris n'est pas seulement, comme on le dit, de sacrifier une grande partie de la fortune publique, un immense capital, accumulé à une régularité stérile, à la fureur de l'alignement, c'est surtout d'appauvrir une partie de la population au profit d'une autre, et d'accoutumer une portion importante des classes ouvrières à compter sur une ressource, qui, par nature et par nécessité, ne peut être que très passagère. Il faut lire à ce sujet le travail intéressant et plein de faits que vient de publier M. Ferdinand de Lasteyrie sur les démolitions de Paris. Cette spirituelle brochure¹ aura le mérite d'avoir signalé la première le danger qui se cache sous ces prétendus embellissements.

1. Elle était intitulée : « Les travaux de Paris. »

Pendant cette éclipse de la vie politique intérieure, les questions étrangères ont plus que jamais le privilège de passionner l'opinion publique, ou si l'on reporte ses regards sur la France, c'est pour discuter des éventualités à défaut d'événements. On remet sur le tapis la dissolution du Corps législatif et la conduite à tenir dans le cas où elle serait décidée ; on dénonce la conspiration des anciens partis, ce que les anciens partis appellent bien à tort une lâcheté, car il faut beaucoup de courage pour oser les dénoncer aujourd'hui ; un publiciste officieux est allé jusqu'à s'occuper de l'opportunité de la formation d'une opposition constitutionnelle. Cet homme d'État n'est vraiment pas dégoûté. N'a pas une opinion constitutionnelle qui veut. Le premier motif qui fait qu'une opposition constitutionnelle est impossible aujourd'hui parmi nous, c'est que ce motif est là au bout de ma plume et que je n'ai pas le droit de l'écrire sur cette feuille de papier. Tant qu'il en sera ainsi, il n'y aura place sous les institutions actuelles que pour le dévouement ou pour la résignation. Je ne discuterai donc pas cette fantaisie éclosée aux ardeurs de la canicule. Je voudrais toutefois dire quelques mots d'une question qui a passé presque inaperçue.

En matière de liberté il n'y a pas de petites questions. Tous les intérêts sont solidaires. Quelles que soient les propositions du débat, un seul personnage est toujours en cause, c'est la liberté. Des faits secondaires en apparence expriment quelquefois avec bien plus de vérité le vice d'un système politique que ceux qui passent pour les plus importants. Ce fait insignifiant, se multipliant sous mille formes diverses, a, par là même, toute la valeur d'un fait général, et ceux qui le négligent sous prétexte qu'ils ne se sentent pas atteints directement, ne voient pas que cet abus est étroitement lié à d'autres abus dont ils se plaignent. De même qu'il n'est pas besoin d'être un écrivain pour prendre parti en faveur

de la liberté de la presse, il ne devrait pas être nécessaire d'être un protestant pour plaider la cause du culte réformé contre les empiétements de l'administration, car ce qui est en question, c'est la liberté de conscience, patrimoine commun dont les catholiques ont appris à connaître le prix aussi bien que les protestants.

On s'étonnera peut-être de nous entendre prononcer ce nom de liberté de conscience à propos de la fermeture d'écoles protestantes dans le département de la Haute-Vienne¹; mais il nous paraît difficile d'admettre qu'un culte soit véritablement toléré lorsqu'on fait peser sur lui de telles interdictions, car il n'en faut que deux ou trois du même genre pour avoir exactement l'état légal de l'Église réformée à la suite de la révocation de l'Édit de Nantes. S'il fallait décider quelle peut être la mesure la plus funeste à un culte qui repose sur le libre examen, on hésiterait à prononcer si c'est la fermeture des écoles, ou si c'est la fermeture du temple.

Qui se fût douté qu'après tant de révolutions faites en faveur de la liberté religieuse, de tels intérêts fussent encore à la merci d'un préfet et d'un conseil académique, et si bien à leur merci, que deux décisions émanées, l'une du conseil supérieur de l'instruction publique, l'autre du ministre des cultes, n'ont pu les faire revenir sur leurs arrêtés? Chacun trouvera ici de quoi s'étonner selon son humeur. Les amateurs de progrès pourront être surpris que, dans ce siècle de lumière, des communes où la grande majorité de la population est protestante soient obligées d'envoyer leurs enfants à des écoles catholiques. Pour nous, ce dont nous sommes émerveillé, c'est de voir cette

1. Les écoles protestantes dans ce département étaient fermées depuis 1852. En 1861, le préfet s'opposa à l'ouverture d'une école de ce culte dans la commune de Villefavard, qui contenait six cents protestants et cinq familles catholiques.

administration départementale, dont la discipline et la docilité feraient le désespoir du peloton le mieux dressé, refuser en cette occasion de s'incliner devant un bref ministériel dont le sens n'a rien d'équivoque. Ce spectacle nous paraît le renversement de toutes les idées ; il présente une énigme dont le mot nous échappe. C'est là à notre connaissance le premier acte de résistance auquel l'administration inférieure se soit jamais laissé entraîner, et on ne saurait examiner de trop près un pareil phénomène. Nous sommes étonné que les admirateurs du récent décret de décentralisation n'aient pas encore songé à invoquer en faveur de leur thèse un si bel exemple d'indépendance. Il est regrettable sans doute que cette indépendance ne se soit déployée qu'aux dépens de la plus précieuse des libertés, mais ce n'est pas là un grand malheur à leurs yeux. D'où vient donc qu'ils ont gardé le silence ? La résistance de ces courageux fonctionnaires ne serait-elle au fond qu'un excès de zèle ou une complaisance déguisée ? et devrions-nous conclure de l'impunité dont ils ont joui qu'ils ont mieux deviné qu'il ne semble au premier abord les intentions de l'administration supérieure ?

Quoi qu'il en soit, l'arrêté par lequel le préfet de la Haute-Vienne a interdit l'ouverture des écoles que les protestants se proposaient de former dans son département constitue une étrange anomalie. L'interprétation du texte de la loi sur lequel il s'appuie est des plus futiles ; mais, fût-elle régulière, il n'est pas de règlement de police qui puisse prévaloir contre le principe des sociétés civilisées. N'est-il pas dérisoire de prétendre que l'ouverture des écoles constituerait un acte de propagande, tandis qu'on ne songe pas à adresser ce reproche au temple qui est ouvert dans la même localité et où l'on reçoit non plus des enfants, mais des hommes, où l'on enseigne non plus à lire et à écrire, mais à penser sur toutes les grandes questions

qui intéressent l'humanité? Ajoutez à ces considérations que ces rigueurs tombent sur la partie la plus éclairée des populations réformées, c'est-à-dire sur ces églises de création récente qui se suffisent à elles-mêmes sans le secours de l'État, qui ont réalisé d'avance le grand problème de la séparation de l'Eglise et de l'État et professent des croyances plus libres et plus élevées que les communions religieuses les plus favorisées. Est-ce bien au moment où le gouvernement actuel cherche de son côté la solution de ce problème qu'il lui convient d'aliéner de si précieux auxiliaires. Qu'il le sache ou non, ce sont ces modestes églises, aujourd'hui à la merci d'un préfet, qui possèdent le dernier mot de la question romaine. Quels que soient les expédients et les transitions qu'on imagine, c'est sur le type de leur organisation actuelle que l'Eglise catholique elle-même sera forcée de se constituer un jour si elle veut garder son indépendance lorsque le pouvoir temporel aura cessé d'exister.

Et cette indépendance ne commencera réellement à exister que ce jour-là. Il est facile de démontrer, l'histoire à la main, que ce pouvoir politique qu'on défend aujourd'hui comme l'arche sainte n'a jamais été pour l'Eglise catholique qu'une cause de sujétion. A l'époque même de la suprématie pontificale, lorsque cette puissance se parait des titres les plus fastueux, les faits de tous les jours étaient comme une perpétuelle raillerie de ses prétentions, et ce démenti ironique n'a jamais cessé de la poursuivre. Le soufflet qu'elle reçoit aujourd'hui dans sa faiblesse de la main de ses protecteurs, elle l'a reçu autrefois dans toute la plénitude de la force et de la main de son vassal, Philippe le Bel. L'un et l'autre lui ont été attirés par ce pouvoir politique si nécessaire à son indépendance. A force de vouloir être indépendant, le pouvoir pontifical en est arrivé à un tel degré d'humiliation, que les amis de sa

dignité ne peuvent plus faire de vœux que pour qu'on abrège son agonie.

On s'attendait généralement à voir éclater une conflagration entre l'empire d'Autriche et la Hongrie à la suite de la réponse de l'empereur François-Joseph à l'adresse de la diète de Pesth. On a si bien épuisé de part et d'autre toutes les voies de persuasion, et les moyens variés dont se servent les hommes pour mettre le désavantage des premiers torts du côté de leurs adversaires, qu'on pouvait croire, non sans quelque vraisemblance, que cet inutile verbiage allait faire place à des arguments d'un autre ordre. Mais nous vivons décidément dans un âge de sagesse et de modération, et bien que cette remarque nous soit inspirée par le spectacle des longues temporisations de la Hongrie, ce n'est pas ce pays qui nous la suggère le plus fréquemment. La Hongrie a payé trop cher son appel aux armes en 1849 pour qu'on soit en droit de lui reprocher son hésitation à recourir de nouveau à ce moyen désespéré. Notre observation porte plutôt sur l'attitude générale de l'Europe. Encore sommes-nous si loin de méconnaître systématiquement le prix de ces tendances pacifiques, que si nous pouvions y découvrir quelque intention d'agir énergiquement par l'emploi des armes légales, nous en féliciterions les générations actuelles comme d'un progrès inappréciable sur leurs aînées. Mais pourquoi faut-il que nous n'y puissions découvrir, jusqu'à présent, que la preuve de leur mollesse et de leur indécision? Le parti de la prudence l'a donc encore une fois emporté à Pesth sur celui des résolutions extrêmes. L'idée d'un manifeste à l'Europe, mise un instant en délibération, a été écartée par la majorité de la diète, et M. Deak, le grand légiste hongrois, va être chargé une seconde fois de réfuter, par les données de l'histoire et par l'esprit des institutions, les prétentions impériales. Malheureusement ce débat est aujourd'hui

épuisé, et ne peut plus être considéré que comme un prétexte pour gagner du temps. Personne ne s'y méprend. La question, au point de vue du droit, n'est pas douteuse; il est facile de s'en convaincre par la lecture de la réponse de l'empereur lui-même. Il ne conteste pas l'existence des anciennes prérogatives du royaume de Hongrie; il se borne à dire, qu'en fait, les Hongrois n'en ont presque point joui, se faisant ainsi un argument favorable de la mauvaise foi traditionnelle que ses ancêtres ont apportée dans l'observation du pacte qu'ils avaient juré. Ces droits ayant été constamment violés, il les considère comme nonavenus. On conçoit que de tels motifs paraissent aux Hongrois une garantie insuffisante en faveur des droits que l'empereur leur offre en échange des avantages qu'ils ont perdus. Ces droits nouveaux sont d'ailleurs un équivalent dont la justesse est fort contestable. « Vous ne pourrez plus, leur dit M. de Schmerling dans le manifeste impérial, vous ne pourrez plus décider par vous-mêmes de vos propres affaires; mais, en revanche, il vous sera permis de prendre une bien plus grande part à celle des autres. »

C'est là en effet le sens exact du sacrifice qu'on demande aux Hongrois. On exige que la Hongrie renonce définitivement à son indépendance nationale dont elle a toujours possédé au moins quelques débris, pour devenir une simple province de l'empire gouvernée par des fonctionnaires étrangers. Et cela, sous la seule garantie d'une constitution improvisée, d'une constitution à laquelle personne ne croit, d'une constitution qui est l'œuvre de ce parti allemand contre lequel elle n'a jamais cessé d'être en lutte depuis sa réunion à l'empire d'Autriche. Comment veut-on qu'elle n'y voie pas un nouveau piège? Les irritations qu'excite chez nous cette défiance sont puériles. Depuis plus de deux siècles, les Hongrois ont à se défendre contre les

efforts incessants du parti allemand pour les germaniser, c'est-à-dire pour les anéantir comme nation ; cette résistance leur a coûté plus de sang qu'une guerre étrangère, et parce qu'il a plu à quelques publicistes welches de décerner un brevet de libéralisme à un ministre autrichien, il faudrait que tous ces souvenirs disparussent en un instant de la mémoire de ce peuple pour faire place à une confiance illimitée. La garantie de ces publicistes ne suffit pas : ils se laissent égarer par leur admiration pour les élèves de M. de Metternich. Il est vrai qu'ils apporteraient sans doute au peuple hongrois le contingent de leurs redoutables plumes, dans le cas où il viendrait à retomber plus tard sous le joug de l'ancien absolutisme !

La diplomatie autrichienne a incontestablement manœuvré avec une rare dextérité, puisqu'elle est parvenue en si peu de temps et à si bon marché à mettre de son côté les apparences du libéralisme et à intéresser en sa faveur les âmes innocentes. Mais il faut être bien oublieux et bien superficiel pour prendre au sérieux le zèle si nouveau qu'elle déploie depuis cette conversion *in extremis*. Chez des écrivains une telle méprise est impardonnable, car le régime inauguré par la constitution Schmerling ne s'est fait remarquer jusqu'à présent que par un redoublement de rigueur contre la presse. Il n'est pas de jour où quelque feuille publique n'ait à expier sa confiance inconsidérée dans les nouvelles institutions de l'empire. Celle de nos écrivains tient sans doute à cette communauté de malheur. Cette constitution, habilement combinée pour surprendre les sympathies de l'Europe libérale, a créé les individualités provinciales sur un type propre à faire illusion par son équité apparente, elle a divisé le pouvoir et donné une juste part d'influence et d'indépendance aux grands corps politiques de l'État ; mais elle n'offre en réalité aucune garantie sérieuse et efficace aux droits individuels. La pro-

vince et la commune y sont suffisamment protégées dans la sphère de leurs attributions spéciales, mais on y cherche en vain les dispositions qui, dans les pays libres, protègent le citoyen contre l'arbitraire du pouvoir central. Une telle lacune annule ses plus heureux effets, elle justifie toutes les oppositions. Il est donc difficile de comprendre comment cette constitution a pu usurper si facilement son renom de libéralisme, et comment des écrivains indépendants en sont venus à jeter de la défaveur sur un parti qui a tant de bonnes raisons pour s'en défier.

Ce n'est pas à la presse libérale qu'il convient de faire cause commune avec les ennemis d'un peuple qui sait montrer de la mémoire et de la clairvoyance dans un temps où d'autres nations semblent avoir perdu, non seulement la conscience de ce qu'elles font, mais jusqu'au souvenir de ce qu'elles ont été. L'invincible défiance avec laquelle les Hongrois accueillent les protestations doucereuses du gouvernement de Vienne sont la juste expiation d'une politique de perfidie. Au reste, si la nouvelle constitution, soumise à un examen attentif, n'est pas faite pour dissiper ces ombrages, les actes du ministère Schmerling ne sont pas non plus de nature à désarmer les soupçons et à rassurer des esprits prévenus. J'ai déjà parlé de ses coups d'autorité contre la presse, il faut y ajouter la menace permanente de ses préparatifs militaires, dont le but n'est un secret pour personne, les exploits trop significatifs qui ont parfois trahi ses secrets desseins, tels que l'arrestation de Teleki, et ses instigations déloyales pour exciter ses adversaires à se dévorer les uns les autres. Déjà il a réussi, grâce à leur inexpérience, à les diviser profondément malgré la communauté de griefs qui devait les unir contre lui, et la Croatie, qui ressent au moins autant d'aversion que les Hongrois eux-mêmes contre la nouvelle centralisation impériale, a refusé d'unir sa cause à la leur, tout en repous-

sant avec énergie la proposition d'envoyer des députés au Reichsrath viennois.

Il est à souhaiter que ce premier échec et les cris de triomphe qu'il a arrachés aux partisans de l'unité autrichienne fassent réfléchir les partis séparatistes au danger d'un antagonisme qui les a déjà perdus en 1849. Si nous n'hésitons pas à considérer la politique hongroise comme une politique de scission, en dépit des affirmations des hommes d'État qui la dirigent, c'est d'abord que tel nous paraît être très évidemment le vœu de la nation tout entière, et c'est ensuite qu'entre les prétentions impériales telles qu'elles ont été formulées dans le rescrit de François-Joseph et la ferme volonté qu'a manifestée à plusieurs reprises la Hongrie de conserver ses antiques prérogatives, il n'y a pas de transaction possible. Il n'est pas plus permis d'espérer le rétablissement de l'ancienne constitution hongroise que l'accession des Hongrois à la nouvelle unité impériale, et entre ces deux partis il n'est pas de moyen terme. La thèse historique de l'union personnelle que M. Deak soutient en ce moment avec tant de subtilité, de logique et d'érudition, contre les légistes de la chancellerie autrichienne est strictement conforme à la légalité et irréfutable en droit ; mais elle constitue en réalité une de ces stipulations impraticables et compliquées telles que le moyen âge se plaisait à les imaginer. Elle repose sur une sorte de dédoublement de la personne de l'empereur qui se conçoit par la pensée, mais qui en fait n'a jamais pu être que chimérique.

Cette singulière abstraction enfantée par l'imagination d'un peuple en détresse au moment où il succombait sous la main des Turcs, faute d'avoir été secouru à temps par l'Europe qu'il avait si longtemps protégée contre eux, s'est toujours ressentie du vice de son origine. Cette constitution bizarre a toujours été, depuis lors, présentée comme

une impossibilité par ceux mêmes à qui elle avait donné un royaume. L'histoire de leurs rapports avec leurs sujets n'est pas autre chose que le récit des persévérants efforts qui ont été faits, d'une part pour éluder le pacte, de l'autre pour en imposer le respect. Il n'est pas permis de croire que cette constitution soit devenue plus facile à mettre en pratique dans une époque si éloignée du temps pour lequel elle a été conçue et élaborée. La fiction de l'empereur et du roi, à la fois distincts et confondus dans le même homme, du souverain en deux personnes, idée politique qui semble empruntée à un dogme religieux, soulève encore plus de difficultés aujourd'hui qu'autrefois. Elle est destinée à rester à l'état de pure théorie, et les Hongrois sont bien plus fixés que nous ne saurions l'être sur sa véritable valeur.

L'appui qu'ils prêtent en ce moment à M. Deak, sans distinction de nuances, n'a donc nullement pour objet, selon nous, le maintien de l'union personnelle : ils ont suffisamment éprouvé ce que ce système politique offre de décevant et d'impraticable ; mais ils se sentent, grâce à cette tactique, placés sur un terrain où ils ont pour eux la légalité en même temps que la justice, ce qui est une grande force. La thèse de M. Deak ne figure dans ce débat que comme une ligne de défense plus sûre et plus inexpugnable que toute autre barrière : ce qu'elle contient au fond, c'est la séparation. De là l'unanimité inattendue avec laquelle des hommes qui sont les ennemis irréconciliables de l'Autriche s'enferment systématiquement dans le cercle de la résistance légale.

Si leurs efforts sont couronnés de succès et si l'empire d'Autriche vient à tomber en dissolution sous la fatalité de ses fautes passées, sera-ce à la presse libérale de s'en affliger ? Nous ne le pensons pas. L'influence autrichienne n'a jamais profité qu'à l'absolutisme européen, et quel que

soit l'ordre de choses qui lui succède, on a du moins la certitude qu'il ne peut pas être pire. Cette révolution n'eût-elle d'autre effet que celui de délivrer la Vénétie du régime exécrationnel que cette bureaucratie expirante fait peser sur ses derniers sujets, elle serait plus que légitimée à nos yeux. On objecte qu'un tel événement modifiera profondément les conditions de l'équilibre européen. Nous l'espérons bien. Il y aurait aujourd'hui un excès de naïveté à ne pas reconnaître que cet équilibre est destiné à de nombreuses vicissitudes : déjà il a été considérablement déplacé depuis l'époque où il fut reconstitué par la Sainte-Alliance.

Le mouvement qui se produit actuellement en Hongrie n'est donc, de même que l'agitation qui se manifeste en Pologne et celle qui a fait triompher la cause de l'indépendance italienne, qu'un des épisodes d'une révolution plus universelle à laquelle nous assistons depuis un quart de siècle. Cette révolution est une sorte de revanche générale des races du Midi contre celles du Nord. Vaincus avec le monde romain, les peuples du Midi ont lentement ressaisi la prépondérance pendant le moyen âge, grâce à la centralisation catholique, jusqu'à ce que l'élan donné par la réforme fit de nouveau pencher la balance en faveur du Nord. Depuis lors les races du Midi et celles du Nord se sont disputé la prééminence avec des chances diverses et inégales. Mais ce qui est remarquable, et ce qui fait à nos yeux tout le prix de cette rivalité, funeste sous beaucoup de rapports, c'est qu'elles n'ont obtenu de succès durable qu'avec l'alliance de la liberté, en sorte que la liberté tend à s'imposer aux peuples, comme la loi supérieure des sociétés, et que le système européen gravite tout entier à son insu autour de ce foyer de force et de vie. La liberté seule a pu briser la domination de Louis XIV, et c'est elle seule qui a vaincu Napoléon. Au

lieu de garder avec eux cette précieuse alliée, les peuples du Nord l'ont trahie pour l'absolutisme de la Sainte-Alliance, et ont ainsi perdu presque tous les fruits de leur victoire. Profitant, au contraire, des salutaires leçons qu'ils ont reçues, les peuples méridionaux semblent vouloir renoncer aux tristes traditions que leur a léguées le monde romain, ils s'éloignent de plus en plus de l'idéal politique enfanté par le catholicisme du dix-septième siècle, et depuis qu'ils invoquent à leur tour la liberté, ils renaissent à une vie nouvelle et voient décliner la puissance de leurs rivaux.

Ces faits sont si évidents par leur généralité même, qu'ils ne peuvent manquer tôt ou tard de devenir des vérités vulgaires, et alors cet antagonisme qui n'a guère eu pour effet, jusqu'à présent, que de substituer une domination à une autre, se changera en une émulation durable et féconde : on cherchera moins à faire des conquêtes lorsqu'on saura que, par une loi infailible, la victoire passe avec la liberté dans le camp des opprimés. Il se prépare très visiblement en Europe une nouvelle phase, dans laquelle la race germanique spécialement nous paraît destinée à d'inévitables déboires : elle a trop voulu germaniser les autres nations, ce penchant lui sera fatal quelque jour. Elle germanise en Vénétie, en Gallicie, en Bohême, en Hongrie, à Posen, en Croatie, en Danemark ; c'est beaucoup trop pour une race qui affiche la prétention d'avoir apporté dans le monde la notion de la liberté et du droit individuel. A force d'être germanisés, ces peuples pourront bien être tentés d'aller appliquer en Allemagne les systèmes d'assimilation qu'on pratique chez eux : il est déjà facile d'observer en eux les premiers symptômes de cette tentation, et c'est sans doute à la prévision de ce péril qu'il faut attribuer les efforts que fait en ce moment l'Allemagne pour se constituer en empire unitaire.

Par la formation du *National Verein*, les démocrates allemands ont montré une juste appréciation de la situation politique de leur pays et des dangers qui le menacent ; mais tant qu'ils accepteront une solidarité quelconque avec le système qui règne à Posen, et qui aspire à s'emparer du Schleswig, ils ne devront pas compter sur les sympathies de l'Europe libérale. Ils ne sont pas tellement forts qu'ils puissent dédaigner cet appui. Il n'est pas difficile de voter des résolutions plus ou moins énergiques, et ils ne se privent guère de ce genre de satisfaction ; ce qui est difficile, en Allemagne plus que partout ailleurs, c'est de trouver quelqu'un qui les exécute. Sous ce rapport, les patriotes du *National Verein* paraissent pour le moment assez mal partagés. Pour remplir leur programme il ne faudrait pas moins que le grand Frédéric en personne, le plus grand homme d'action que l'Allemagne ait jamais eu, et ils n'ont à sa place qu'un fort honnête homme de roi, qui n'est point fait pour cette tâche, et qui peut-être ne se soucierait nullement de la remplir. Cette situation donne lieu à des péripéties assez plaisantes. Tous les six mois les hommes du *National Verein* s'assemblent, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, et là ils prennent des résolutions qu'ils confient au vent de la publicité, espérant qu'il les portera tôt ou tard sur un terrain fertile. Écoutez-les. « Le *National Verein* décrète : ART. 1^{er}. La Prusse est tenue de réaliser l'unité de l'Allemagne dans le plus bref délai ; ART. 2. Le roi de Prusse est chargé de l'exécution du présent décret. » Que répond à cette sommation le roi de Prusse ? Tantôt il annonce l'intention de venir prendre quelques leçons de libéralisme en France, tantôt il fait préparer son couronnement d'après le cérémonial observé au sacre du premier roi de la maison de Brandebourg, et ce qu'il y a de plus accablant pour les démocrates du *National Verein*, c'est qu'en cette circonstance leur

chargé de pouvoirs n'est pas même coupable d'ironie. Il ne fait qu'imiter en cela les goûts archéologiques du feu roi son frère, et il cède à une inspiration assez malheureuse, car cette restauration n'aura rien de féodal et ne peut que flatter médiocrement l'orgueil du parti de la croix lui-même. La famille des Brandebourg est une des dernières venues parmi les maisons souveraines de l'Europe, et elle n'a rien de très glorieux dans ses origines.

On voit par là que le parti de l'unité allemande n'est pas très heureux jusqu'à présent dans le choix de son pouvoir exécutif, il légifère dans le vide. Il peut décréter longtemps encore sans que personne songe à en prendre ombrage. Sa politique est du domaine de l'idée pure. Elle ne peut disposer que des armées du duc de Gotha : l'opinion elle-même ne le suit qu'avec une sage lenteur. Il n'y a donc pas lieu pour le moment de prendre au tragique les alarmes vraies ou simulées que le programme de l'unité germanique a excitées en France. Il y a une si grande opposition de mœurs et de caractères entre l'Allemagne du Nord et celle du Midi, qu'il sera toujours facile à la France d'empêcher cette unité de se fonder si elle devient jamais menaçante, ou tout au moins de lui imposer comme condition le respect des nationalités que l'Allemagne opprime aujourd'hui, et dans ce cas l'unité allemande n'aurait plus rien de dangereux pour nous. A l'époque où cette tendance touchera à sa réalisation, il est probable que le mouvement de rénovation qui se produit dans l'Europe orientale et méridionale aura aussi porté ses fruits, et les États nouveaux qui s'y seront formés permettront d'opposer un contrepoids suffisant à l'unité allemande. A mesure que les patriotes allemands se sentiront plus près du but qui n'est encore qu'une utopie, ils comprendront mieux la nécessité de gagner à leur cause l'opinion de l'Europe par les sacrifices que la justice réclame, et le plus

indispensable de ces sacrifices est sans contredit la reconstitution de la Pologne. Cette grande réparation est désormais au premier rang parmi les questions européennes, et il faut espérer qu'elle ne quittera plus cette place. Si les hommes du *National Verein* veulent que tous les esprits libéraux s'intéressent à leurs efforts, qu'ils commencent par décréter que la Pologne est une nation aussi bien que l'Allemagne. Cela ne sera sans doute guère plus pratique que leurs résolutions antérieures, mais cela ne leur coûtera pas plus, après tout, que de donner l'empire germanique au roi de Prusse.

La cause polonaise vient de perdre un de ses plus fermes soutiens, le prince Adam Czartorisky. Né à l'époque des revers de son pays, d'une race antique qui avait été associée à toutes les grandeurs et à toutes les prospérités de la Pologne, il a mis son ambition à en partager tous les malheurs, et la gloire nouvelle qu'il a ajoutée à son nom par cette noble fidélité en a fait pâlir l'ancien prestige. En lui s'éteint la personnification la plus illustre de ce type qui est sans précédent dans l'histoire, et qu'on nomme l'exilé polonais. Ce n'est pas que la proscription soit un fait nouveau dans le monde. Ce n'est pas non plus qu'on voie pour la première fois un peuple dispersé loin de ses foyers conserver avec un soin jaloux ses traditions au milieu des races étrangères. Mais jusqu'au partage de la Pologne le fanatisme religieux seul avait pu faire ce miracle, tandis que l'idée plus douce et plus humaine de la patrie y a suffi pour ce peuple généreux et a eu en lui toute la force d'une religion. Ce qu'on ne connaissait pas encore, ce sont ces légions de proscrits volontaires s'éloignant de la terre natale pour ne pas la voir profanée, pour lui chercher des libérateurs, et portant à travers le monde leurs revendications obstinées et leur indomptable espérance. La patrie n'est trop souvent pour les peuples qu'un

héritage matériel et visible. En continuant à adorer la leur, lorsqu'elle n'était plus pour eux qu'une communauté de douleurs, ces proscrits en ont ennobli et comme spiritualisé la notion. Leur infortune en avait fait un symbole, leurs sacrifices en ont fait un culte. Qui redira ce qu'ils ont souffert ? Le monde entier les a vus, non pas seulement sur les champs de bataille de leur pays ravagé, mais partout où un peuple opprimé s'est levé pour l'indépendance, partout où la liberté en péril a réclamé des soldats. Jamais le proscrit polonais n'est resté sourd à cet appel, son sang a coulé pour toutes les nobles causes, et en luttant pour elles, c'était encore pour sa patrie qu'il croyait combattre. Cet instinct sublime ne l'a pas trompé. Il n'est plus aujourd'hui dans le monde un cœur libre pour qui la Pologne ne soit une seconde patrie et qui ne conspire en secret pour son affranchissement.

Le prince Adam Czartorisky était au premier rang parmi ces élus de l'héroïsme et du malheur. Il a accompli jusqu'au bout le rude pèlerinage qu'il avait commencé dès sa jeunesse, et le testament¹ si touchant qu'il a dicté à ses derniers moments et que la publicité vient de nous faire connaître, est plein encore de la pensée qui avait rempli toute sa vie. On dirait qu'il a voulu que sa voix s'élevât encore du fond de la tombe pour encourager et soutenir ses compatriotes. L'histoire de sa longue carrière n'est autre que celle des épreuves de son pays depuis le second partage de la Pologne. Il est beau d'identifier son nom avec le souvenir des triomphes de la patrie, mais il est plus beau encore de l'associer à la mémoire des infortunes noblement supportées. Compagnon d'armes de Kosciusko, le prince Adam Czartorisky a pris part à tous les combats

1. Ce document rédigé à Montfermeil près Paris, le 14 juillet 1861, fut publié par les journaux, au commencement du mois d'août de la même année.

qui ont été livrés pour la liberté de son pays, et déjà à la veille de succomber, c'est lui qui récemment provoquait encore les manifestations d'opinion qui ont eu lieu en Angleterre en faveur de la cause polonaise. Malgré cette préoccupation exclusive et constante, son patriotisme n'avait rien d'étroit, il n'avait rien de cet égoïsme ouvertement intéressé que professent aujourd'hui certaines vanités nationales, il s'inspirait des sentiments larges et généreux du siècle où le prince Adam était né. Il attendait avant tout la libération de son pays des progrès de la civilisation générale. Cette vie est une grande leçon. Malgré des mécomptes et des douleurs sans nombre, l'illustre vieillard n'a jamais désespéré, et il a eu la joie en mourant de pouvoir saluer les augures d'un avenir meilleur. Qui nous donnera cette vertu de l'espérance?

23 août 1861.

Nous sommes pour le moment en pleine histoire romaine. Lisez les documents officiels, il n'y est question que de César, d'Auguste, de la *Ville*, d'édilité et de magistrature curule¹. On pourrait même y trouver plus d'une récrimination contre l'égoïsme et l'insatiable orgueil des patriciens. L'assimilation est exacte en plus d'un point, plus exacte peut-être en un certain sens que ses auteurs ne le croient. Les amateurs de comparaisons pourront, s'ils en sont tentés, ajouter au tableau, comme un dernier trait de ressemblance, la présence des rois étrangers², bien que ces

1. A propos de l'inauguration du boulevard Malherbes qui eut lieu le 13 août 1861.

2. Le roi de Suède et de Norvège, et le prince Oscar; le prince Guillaume de Bade, frère du grand-duc régnant; le prince Nalim-Pacha, frère du vice-roi d'Egypte, s'étaient rendus auprès de l'empereur, au camp de

rois ne soient pas précisément attachés au char du vainqueur. Cependant cette assimilation, assez vraie en ce qui concerne certains aspects du temps présent, nous paraît engager l'avenir au delà du droit qu'on peut raisonnablement reconnaître à tout pouvoir, même au plus fort. Ceux qui l'ont imaginée se flattent sans doute de ne l'accepter qu'en ce qu'elle peut avoir de glorieux ; ils oublient que dans ce régime des Césars, qu'ils évoquent sans le bien connaître, tous les événements se tiennent par un lien indissoluble, et qu'il ne dépendrait nullement de leur volonté d'échapper aux conséquences après avoir déchaîné la cause. Ils se laissent égarer par le goût du public pour les mouvements oratoires. Ils seraient fort embarrassés de poursuivre jusqu'au bout le parallèle.

M. le préfet de la Seine serait sans doute bien étonné si on lui disait qu'Auguste, en donnant Rome à rebâtir à la plèbe, n'avait d'autre intention que de garder à sa solde une armée de prolétaires contre les patriciens et les bourgeois qu'il avait vaincus, et loin de chercher à établir un rapprochement entre une telle politique et la sienne, il le repousserait de toutes ses forces. Il serait bien plus indigné encore s'il connaissait les procédés expéditifs de démolition que, sous le poids de la même nécessité, employèrent quelques-uns des successeurs de César Auguste. Enfin il est permis de croire qu'il invoquerait moins souvent les souvenirs de l'édilité romaine s'il avait pénétré le véritable rôle de cette institution sous les Césars, si on lui apprenait, par exemple, que lorsque ces expédients de démolition et de reconstruction qu'il rappelle avec tant de complaisance furent épuisés, les édiles ne furent plus que des préfets du cirque.

Châlons. Le roi de Prusse, qui devait visiter la France à cette époque, changea de résolution après la tentative d'assassinat dont il venait d'être l'objet. Son voyage fut un peu retardé.

Nous aimons plus que personne les grands enseignements de l'histoire ; mais c'est à la condition qu'on y saura puiser d'utiles conseils et non de dangereuses illusions. On a fait chez nous, depuis quelques années, un tel abus de l'histoire romaine que sur ce chapitre nous nous écrierions volontiers avec le poète :

Qui nous délivrera des Grecs et des Romains ?

Ce n'est pourtant, Dieu merci, pas encore un crime de lèse-majesté en France que d'écrire après tant d'historiens que la plupart des continuateurs de César furent des monstres ; non qu'ils fussent créés sur un type en dehors de l'humanité, mais parce que la nature de leur pouvoir eût exigé des dieux et non des hommes. La première condition d'un tel pouvoir, c'était l'empire du monde, et rien de pareil n'est possible aujourd'hui. L'autocratie des Césars ne pouvait durer qu'à la condition d'enfermer toutes les nations dans un cercle impénétrable, et le jour où ce cadre fut brisé, elle succomba.

Il n'y a aucune apparence que nos hommes d'État osent rêver une semblable chimère. On ferait donc bien de laisser là, une fois pour toutes, des souvenirs qui n'ont d'autre effet que de fausser l'esprit populaire en lui rappelant de détestables traditions et des images d'une grandeur menteuse. Si le gouvernement actuel veut réellement prendre exemple sur le régime césarien, pourquoi nous parle-t-il si souvent de constitution, de légalité, de décentralisation ? Ne sait-il pas qu'il y a incompatibilité absolue entre ces mots et cette chose ? Évidemment il serait fort désappointé qu'on prît le rapprochement à la lettre. On pourrait d'ailleurs sur ce point comme sur quelques autres en appeler à ses déclarations antérieures. S'il faut tout dire, nos gouvernants nous paraissent s'embrouiller quelque peu dans leurs comparaisons. Il y a trois mois, ils en étaient à la maison de

Hanovre et aux difficultés qu'elle éprouva, de même que la dynastie actuelle, à fonder la liberté en Angleterre : M. le ministre de l'intérieur se plut à développer ce thème rassurant dans une série de circulaires qu'on n'a point oubliées. Aujourd'hui M. le préfet de la Seine nous transporte brusquement à la Rome des successeurs de César. L'écart est considérable. Nous aurions besoin de quelques éclaircissements pour mettre d'accord ces deux comparaisons. On nous dira sans doute que le gouvernement s'adressait dans le premier cas à un public libéral, éclairé, avide de garanties légales, et dans le second à un auditoire populaire, peu délicat en fait de nuances, peu exigeant en fait de liberté, toujours épris des grands noms qu'il ne juge qu'avec son imagination. Cette raison, quelque spécieuse qu'elle soit, ne peut pas nous satisfaire complètement : entre l'histoire d'Angleterre et celle des Césars, il faut choisir ; on ne saurait les concilier, même avec l'excellente intention de contenter tout le monde.

Le discours de M. le préfet de la Seine sur l'utilité de l'ouverture des voies de communication, utilité que nous sommes loin de contester lorsque nous blâmons le système des démolitions à outrance, et le rapport¹ plus récent du ministre de l'intérieur au sujet des chemins vicinaux, projet qui a été favorablement accueilli par l'opinion, ne peuvent pas nous consoler de l'abandon systématique où on laisse des voies de communication beaucoup plus importantes : nous voulons parler de celles qui favorisent l'échange, non des produits de l'industrie, mais de ceux de la pensée. La circulation s'y trouve quelque peu embarrassée. Il serait bien temps, selon nous, de procéder à quelques démolitions dans la législation qui régit la presse. On

1. Ce rapport fut approuvé par l'empereur qui écrivit à M. de Persigny pour l'inviter à présenter un projet de loi sur ce sujet. Il parut au *Moniteur universel* à la date du 20 avril 1861.

pourrait sans aucun inconvénient y percer plusieurs boulevards, ou même l'exproprier tout entière. Cette fois du moins personne ne songerait à méconnaître la « cause d'utilité publique. » L'opération n'entraînerait aucune dépense, parce qu'elle n'exigerait aucune construction nouvelle ; plus le terrain serait déblayé, libre et nu, mieux tout le monde s'en trouverait. Nous signalons cette lacune au zèle de nos édiles.

Le public est toujours dans la même incertitude en ce qui touche le règlement de la question romaine, et bien que chacun soit d'avis que l'état des choses actuel ne peut se prolonger indéfiniment, personne n'oserait affirmer que nous approchons du dénouement désiré. Jamais, sans aucun doute, il n'y a eu entre le saint-siège et un gouvernement autant de sujets de plainte et de griefs réciproques ; et cependant, malgré quelques écarts d'impatience qu'on ne peut réprimer, c'est des deux parts la même immobilité, la même hésitation, le même silence. Nous l'avouons volontiers, il serait puéril de contester la gravité de la lutte devant laquelle on semble vouloir reculer d'un côté comme de l'autre, après avoir tout fait pour la rendre inévitable ; mais on est forcé aussi de reconnaître dans ces éternelles tergiversations, auxquelles le public s'associe par sa mollesse à prendre parti, le caractère d'une génération sans énergie et un défaut d'idées arrêtées avec lequel on ne fait jamais rien de grand ni de durable. Où en serait aujourd'hui la cause de la liberté religieuse dans le monde, si les pouvoirs laïques avaient toujours été aussi timides devant le sacerdoce ?

Lorsqu'on a reconnu la légitimité et les avantages d'une grande détermination politique, quelle qu'elle soit, il n'y a pas deux manières de la réaliser, il faut agir. Les ajournements et les temporisations sont sans doute de bonne guerre en certaines occasions, mais dans cette circonstance

ils affaiblissent l'attaque et fortifient la défense. Le vrai motif au nom duquel on doit mettre fin à l'existence du pouvoir temporel, c'est la formation de la nationalité italienne; c'est de son avènement qu'on devrait s'autoriser. Croit-on qu'on justifiera mieux cette sentence aux yeux de l'Europe, en la motivant sur une querelle¹ survenue entre un prélat romain et un général français, ou sur tout autre accident de même genre? Il est évident qu'il n'y aurait plus de proportion entre les considérants et la conclusion d'un arrêt ainsi formulé. L'indépendance de la patrie italienne, l'affranchissement des populations romaines sacrifiées à un régime odieux, peuvent seuls servir de raison suffisante à cette grande chute : en négligeant de les invoquer lorsque l'occasion s'est présentée, on a subi un véritable échec moral; en ajournant cette décision, en cherchant de nouveaux prétextes lorsqu'on en a de si légitimes, on rend moins bonne, on affaiblit devant l'opinion des peuples une cause qui était inattaquable.

On se soucie en général assez peu aujourd'hui de mettre de son côté l'évidence du droit. On se préoccupe beaucoup plus d'avoir pour soi les gros bataillons. Cependant, si les conflagrations dont l'Europe est menacée de tant de côtés à la fois viennent à éclater, on verra que ce n'est point là une force à dédaigner. Cette lumière du droit, jamais peut-être révolution ne l'a possédée à un plus haut degré que celle que nous voyons s'accomplir en Italie, et nous espérons que les hommes d'État italiens ne la laisseront pas s'obscurcir par les sophismes de l'esprit de parti ou par leur propre complaisance pour les expédients diplomatiques. Le droit de l'Italie à disposer d'elle-même comme nation ne peut pas plus être discuté que celui de tout autre

1. Un conflit entretenu par divers incidents s'était élevé entre M. de Mérode, ministre de la guerre du pape, et M. le général de Goyon, qui commandait les troupes françaises occupant Rome.

peuple, et l'espèce d'expropriation qu'au nom d'une idée religieuse on voudrait faire peser à perpétuité sur les populations romaines est une prétention inique, un dogme révoltant, absolument semblable à celui sur lequel s'appuie l'esclavage. La France, qui a si souvent prêté son épée au saint-siège, s'est récriée avec indignation toutes les fois que celui-ci a réclamé sur elle seulement un droit de suzeraineté; elle a mis dix siècles à comprendre qu'elle n'avait pas le droit d'imposer à d'autres ce dont elle ne voulait pas pour elle-même. Il est permis de supposer sans trop d'optimisme que ce raisonnement un peu lent à se déduire avec toutes ses conséquences restera désormais gravé dans la conscience publique.

Quant à la cause de l'unité italienne, considérée abstraction faite des complications religieuses, les troubles du royaume de Naples, propres à inspirer des doutes dans toute autre occurrence, ne lui ont rien fait perdre à nos yeux de sa légitimité. Tant que la conspiration qui siège à Rome aura pour leur fournir des aliments la facilité dont elle jouit aujourd'hui sous la protection de nos armées, les insurrections napolitaines ne pourront être envisagées que comme un contre-coup des machinations de l'absolutisme romain. Tous les renseignements s'accordent d'ailleurs à leur donner ce caractère. En tout pays, il serait facile, grâce au voisinage d'un pareil lieu d'asile et avec l'aide d'une si puissante complicité, d'entretenir au sein d'une province un foyer éternel de discordes civiles; mais cela est plus aisé dans l'État de Naples que partout ailleurs, en raison du caractère de ses populations mobiles, passionnées, perversies par une longue oppression. Il n'en est pas moins constaté, de l'aveu même des ennemis de l'Italie, que toute la partie éclairée du peuple napolitain est sincèrement attachée aux idées unitaires, et que le reste s'agite et s'insurge, non par fidélité aux Bourbons,

mais par goût pour la vie d'aventure et pour le pillage.

Malgré ces éléments de désordre, qui rendent toute pacification impossible en Italie jusqu'à l'évacuation de Rome par les troupes françaises, le général Cialdini n'a pas rencontré à Naples d'obstacles sérieux, et ce fantôme qu'on nous dépeignait comme prêt à s'élancer du Vésuve sur l'Ombrie et les Romagnes s'est partout évanoui à son approche. L'offre de sa démission que le général a faite un instant, et qu'on a crue à tort inspirée par des difficultés dont il n'aurait pas prévu la gravité, n'a tenu en réalité qu'à des dissentiments de peu d'importance avec le ministre de l'intérieur, au sujet de l'organisation de quelques bataillons de volontaires. Les dernières nouvelles de Turin annoncent le départ pour Naples d'un des hommes les plus éminents du ministère italien, M. Peruzzi, dont l'esprit conciliant, plein de finesse et de pénétration, est plus propre qu'aucun autre à mettre fin à ces tiraillements et à calmer toutes les susceptibilités.

Les troubles de Naples, pas plus que les résistances et les anathèmes de la cour de Rome, ne sauraient donc infirmer à nos yeux la légitimité du mouvement italien, surtout lorsque nous pouvons opposer à ses détracteurs des arguments aussi péremptaires que le succès de l'emprunt Bastogi, et l'unanimité merveilleuse qu'un parlement nommé sous l'influence de tant de passions diverses a manifestée toutes les fois que l'unité de l'Italie a été mise en question. Ce témoignage a, quoi qu'on en dise, plus de valeur que les tristes exploits des chouans napolitains, et il a trouvé plus de crédit en Europe. Il ne manque plus aujourd'hui à l'unité italienne qu'une consécration de fait, un dernier couronnement que l'opinion européenne lui a depuis longtemps accordé, et que les pouvoirs officiels seront forcés de lui céder peut-être plutôt qu'on ne pense.

Déjà l'Angleterre le lui a promis en plusieurs circonstances solennelles; elle encourage ses espérances, appuie hautement ses réclamations, lui offre ses flottes, et nous convie par son émulation à achever notre ouvrage pour ne pas en perdre le fruit. Il est peu probable que les protestations libérales de l'archiduc Maximilien, que l'Angleterre accueille en ce moment avec sa courtoisie habituelle pour les étrangers, aient la vertu de déterminer le cabinet anglais à un changement de politique en Italie, ainsi que nos anglophobes se sont hâtés de le prédire.

En dépit des affirmations de l'archiduc Maximilien, l'Autriche a encore beaucoup à faire pour devenir un pays constitutionnel et pour offrir une imitation même fort imparfaite des institutions de l'Angleterre. Pour le moment, elle se dispose à réaliser ce progrès en préparant des coups d'État contre les oppositions légales que sa constitution octroyée a rencontrées dans les diverses provinces de l'empire, et spécialement en Hongrie. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, la diète de Pesth a refusé d'obtempérer au rescrit impérial, et d'accepter les compensations illusoire qu'on lui offrait en échange de son antique constitution. M. Deak, l'auteur de l'adresse, a rédigé, en réponse au manifeste de l'empereur, une longue réfutation, dont les principes généraux ne peuvent pas être sérieusement contestés. La Hongrie possède des droits historiques clairement définis par une pragmatique sanction; on lui offre en échange le droit de s'immiscer dans les affaires des autres provinces de la monarchie, et on le lui garantit par une charte octroyée qu'on peut lui reprendre aussitôt que les circonstances seront devenues plus favorables; elle repousse avec énergie ce prétendu équivalent. Le cabinet de Vienne se prépare à lui répondre par la dissolution de la diète et par un nouveau manifeste qui investira le Reichsrath, tel qu'il est composé actuellement, du pouvoir

de légiférer pour tout l'empire ; mais cette décision pourrait bien être le signal des hostilités si longtemps ajournées. Le conseil de l'empire, ne réunissant en effet dans son sein ni les représentants de la Hongrie, ni ceux de la Croatie, ni ceux de la Vénétie, et perdant selon toute probabilité ceux de la Gallicie et de la Bohême, qui ne lui ont apporté jusqu'ici qu'une adhésion très douteuse, déclarer son omnipotence en un tel état de choses équivaldrait à décerner la dictature à ce parti allemand si détesté, sur lequel s'est toujours appuyée la centralisation autrichienne.

Ainsi se reproduit sans cesse, sous une nouvelle forme, cette incurable dislocation, à laquelle ni le despotisme ni la liberté ne semblent plus pouvoir remédier. Si l'on ajoute à cette mortelle inconsistance les embarras et les désastres inséparables d'une crise financière, l'insupportable fléau d'une armée de six cent mille hommes, d'une innombrable et dévorante bureaucratie ; à l'extérieur l'isolement, le mauvais vouloir, la défiance, l'hostilité froide et délibérée des plus anciens alliés, l'attente avide des collatéraux impatients de recueillir les dépouilles de l'empire, on aura quelque idée de la détresse où se trouve en ce moment l'Autriche. Après les nombreux échecs qu'elle vient de subir dans sa tentative pour reconstituer la vieille centralisation sur un type en apparence libéral, et pour regagner le cœur des sujets qui lui échappent, il est douteux que ses roueries diplomatiques suffisent à la tirer de ce mauvais pas, comme elles l'ont fait en 1849. Il n'est pas même certain qu'une accession complète aux vœux des populations, qui revendiquent contre elle leur autonomie usurpée, y parvint plus sûrement, car ce qu'on sent au fond de leurs réclamations, c'est avant tout une haine irréconciliable et une invincible défiance.

Pendant que l'Autriche se débat dans les convulsions

d'une crise presque désespérée, l'Allemagne cherche en elle-même un contrepoids capable de rétablir l'équilibre, mais elle y procède avec une sage lenteur. En attendant qu'elle mette en pratique le programme du *National Verein*, elle travaille à réaliser l'unité... des poids et mesures. Tel est en ce moment l'objet des délibérations de la diète de Francfort. A Berlin, les aspirations unitaires se traduisent sous une autre forme, qui est encore plus détournée, sous la forme de souscriptions au profit d'une future marine allemande, ce qui veut dire, bien entendu, prussienne. La Prusse veut avoir ses frégates cuirassées. Il ne lui manque guère que des marins pour devenir une grande puissance maritime. C'est là, comme on voit, de la pure métaphysique. Cette marine est pour elle un symbole. Il lui plaît d'avoir la direction d'une flotte allemande, en attendant qu'elle ait aussi le commandement de la grande armée allemande. Le vaisseau a été de tout temps la métaphore de prédilection des faiseurs d'allégorie. *O navis, te fluctus referent!*

La Prusse cache aussi, il faut le dire, sous cette ambition, des convoitises d'un ordre moins grandiose. C'était, dans l'origine, les villes hanséatiques elles-mêmes qui s'étaient engagées vis-à-vis la confédération à entretenir la marine allemande. La Prusse, dans son zèle pour le bien public, s'offre à prendre tous les frais pour elle, à fournir les vaisseaux, à garder les côtes et les ports des villes de la Hanse, et même à leur donner gratuitement des garnisons. Mais, comme la vertu est toujours calomniée, ce dévouement patriotique est représenté comme inspiré par des vues intéressées que le gouvernement prussien est certainement incapable d'avoir conçues. Nous n'en voudrions pour preuve que sa politique envers le grand-duché de Posen et envers le Danemark qui, grâce à l'attitude des populations danoises et aux représentations énergiques de

l'Angleterre et de la France, paraît décidément à l'abri de l'exécution dont il était menacé par la Confédération germanique.

Les fusillades continuent à Varsovie. Elles y^a sont devenues un moyen régulier de gouvernement. Chaque jour nous apporte quelque nouvel épisode de ce singulier duel entre un pouvoir armé d'une force écrasante et un peuple sans défense qui, selon l'expression touchante d'une récente proclamation polonaise, n'attaque son ennemi qu'en agitant ses fers. Tout lui est une occasion, un prétexte, un moyen de manifester ses vœux et d'arborer ses couleurs proscrites ; tantôt c'est une fête, un anniversaire, tantôt un deuil, une commémoration, une cérémonie, un costume, un chant qui retentit dans la rue déserte et qu'accompagnent soudain des chœurs invisibles, et telle est l'unanimité des âmes, que rien ne peut déjouer cette conspiration d'un patriotisme désespéré, en sorte qu'on se demande déjà qui se lassera le plus tôt de la victime ou de l'exécuteur. Il n'est pas une de ces manifestations, en effet, qui ne soit marquée par quelque effusion de sang, et, quoi qu'on en dise, il est encore plus difficile de gouverner longtemps en employant de tels moyens, que de supporter un gouvernement qui ose s'en servir. On peut affirmer avec certitude, bien qu'il soit difficile d'apporter des faits positifs à l'appui de cette affirmation, que le gouvernement russe a beaucoup perdu de son influence et de sa considération en Europe depuis les massacres qui ont indigné l'opinion publique. On voit d'ailleurs, à son attitude contrainte et humiliée et au silence qu'il garde sur toutes les grandes questions européennes, qui se règlent sans lui, qu'il a lui-même, jusqu'à un certain point, conscience d'avoir subi une défaite morale. Lorsqu'on a eu occasion d'être témoin du désespoir et de la véritable consternation que sa conduite en cette circonstance a jetés

dans le cœur de quelques-uns des hommes qui honorent le plus la Russie à l'étranger par leur intelligence et la noblesse de leurs sentiments, il est impossible de supposer que le gouvernement russe n'ait pas reçu à quelque degré le contre-coup de ces douloureuses impressions. N'en eût-il pas été ainsi, les flétrissures que lui ont infligées la presse européenne et la tribune anglaise ont suffi pour lui donner un salutaire avertissement. S'il persiste à ne pas l'écouter, il se pourrait bien que la nation russe elle-même le lui fit entendre quelque jour. Il est vrai qu'elle n'a guère élevé la voix jusqu'à présent, mais c'est qu'elle vient à peine de naître à une vie politique encore en quelque sorte crépusculaire.

La question de l'affranchissement des serfs nous cache la formation et l'avènement d'une classe plus éclairée, plus indépendante, plus ambitieuse, possédant une connaissance approfondie des institutions des autres nations, désireuse de les égaler, et déjà prête à réclamer, elle aussi, sa part de libertés. Le premier intérêt de cette classe, à peine affranchie aujourd'hui, sera de faire cause commune avec le libéralisme européen, et de favoriser de toutes ses forces le développement des garanties légales. Cette influence ne peut manquer, en grandissant, de profiter au mouvement polonais, si toutefois, avant même qu'elle se soit fait reconnaître, il ne parvienne pas à triompher soit par ses seules forces, soit avec l'appui des sympathies de l'Europe. Quoi qu'il en soit, le gouvernement russe, qui a fait montre de tant de philanthropie et de sentiments humanitaires dans la question de l'affranchissement des serfs, et antérieurement dans ses protestations en faveur des chrétiens d'Orient, est mis en demeure de désavouer ses propres actes ou de persévérer dans une politique sanginaire empruntée aux barbares d'Asie, et qui finira, s'il y persiste, par le mettre au ban des nations civilisées : ce

résultat si important, dont les conséquences apparaîtront plus tard, la population de Varsovie l'a obtenu par sa seule attitude. Il vaut bien une victoire.

Le moment actuel est aux démembrements aussi bien qu'à l'unité. Les tendances unitaires qui prévalent en Italie et en Allemagne ont pour correctif un mouvement de dissolution qui menace toutes les combinaisons factices, toutes les associations artificielles formées par la conquête ou la diplomatie : la Russie n'en est atteinte que du côté de la Pologne, mais l'Autriche et la Turquie semblent sur le point de disparaître dans ce grand remaniement de races et de frontières. C'est comme une liquidation générale où chacun est appelé à faire valoir ses droits et à reprendre ce qui lui appartient. Mais, ces deux empires n'étant composés que de morceaux d'emprunt et de pièces rapportées, on se demande ce qui leur restera après la restitution. A peine sont-ils parvenus à faire taire les réclamations qui s'élèvent d'un côté, qu'on en entend formuler d'un autre de plus impérieuses et de plus menaçantes. A peine a-t-on réussi à étayer du côté de la Syrie l'empire croulant des Osmanlis, qu'il menace ruine du côté de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Monténégro. Toutes les populations chrétiennes de ces provinces, auxquelles il faut joindre aussi celles de la Serbie et de la Bulgarie, slaves d'origine pour la plupart, s'apprêtent à briser les derniers liens qui les enchaînent à l'empire turc, et préparent les éléments d'une confédération qui aura sa raison d'être dans l'organisation ultérieure de l'Europe. Il est d'une meilleure politique de les encourager que de les combattre ; car, si ces petits États se forment aujourd'hui, ce sera, comme les principautés danubiennes, sous l'influence des puissances occidentales ; tandis que si leur indépendance ne triomphe que plus tard à la suite d'une crise violente et générale, ce sera très vraisemblablement sous l'influence

de leur voisin le plus proche et le plus puissant, c'est-à-dire de la Russie. Quelque intéressants que soient les efforts du nouveau sultan pour réformer la Turquie, il est, dès aujourd'hui, impossible de s'en dissimuler l'inutilité : ses proclamations sont partout restées à l'état de lettre morte et n'ont ému que les lecteurs de gazettes, race à peu près inconnue en Turquie. Il y aurait une sentimentalité mal entendue à sacrifier ainsi l'avenir de populations qui font effort pour s'élever à une civilisation moins imparfaite, dans le seul but de conserver à Abdul-Azis les débris d'un pouvoir qui ne peut plus être qu'une ombre.

Les États-Unis d'Amérique viennent d'entrer aussi dans une phase redoutable et décisive. Une grande bataille est venue rendre les hostilités irrémédiables : mais ce n'est pas le Nord, comme on le croit, c'est l'esclavage qui l'a perdue. La défaite de Manassas ne peut en effet que donner à la guerre qui divise les États-Unis son véritable caractère, qui est celui d'une guerre d'émancipation. Quelle que soit la transaction qui plus tard mette fin à cette lutte, il est à peu près impossible que l'esclavage n'en sorte pas affaibli au moins de fait. Ce côté du débat n'est plus ce qui nous préoccupe aujourd'hui. Ce qui nous inquiète, c'est de savoir ce qui restera, après une longue guerre civile, des institutions fondées par George Washington.

8 septembre 1861.

L'ouverture de la session des conseils généraux a été le signal d'un concert de félicitations supérieur à tout ce qu'on a entendu en ce genre depuis longues années. Jamais adresses n'ont témoigné tant de satisfaction et de contentement. Chose singulière, pourtant, le spectacle de ce

bonheur sans mélange, les gages de cet enthousiasme qu'on nous assure être le nôtre, enfin la merveilleuse régularité avec laquelle fonctionnent, depuis quelque temps, tous les rouages de la politique intérieure, éveillent dans beaucoup d'esprits un scepticisme involontaire, au lieu d'accroître leur sécurité. Peut-être le tableau est-il trop beau pour paraître tout à fait vrai. On croit sentir là-dessous je ne sais quoi d'artificiel et d'arrangé pour le plaisir des yeux. Cette facilité inouïe ne se rencontre guère, en général, que dans les mécanismes politiques qui portent en eux-mêmes leur moteur et leur principe de résistance, au lieu de les demander à la nation. Plus ils s'isolent d'elle d'ordinaire, moins leur action est embarrassée. De là une discipline, un ensemble, une unité qui étonnent, mais qui souvent sont factices et peu durables. De là des apparences magnifiques, mais servant parfois de voiles à des situations précaires ou même désespérées. Nous ne croyons nullement que le pouvoir actuel en soit là ; mais, si nous étions ses amis, nous ne pourrions nous empêcher de rechercher jusqu'à quel point l'expression officielle des choses et des opinions est entièrement d'accord avec leur état réel. Loin d'encourager ces constatations périodiques d'une prospérité sans bornes, nous en serions inquiets. Les gouvernements qui prennent leur tâche au sérieux ne doivent pas affecter des dehors si brillants ; car tout le monde sait que plus ils représentent avec sincérité les intérêts et les forces vives d'un pays, plus leur marche est laborieuse et entravée de ces difficultés, de ces luttes qui forment la vie même des peuples.

Les adresses des conseils généraux auraient été rédigées par les ministres en personne, qu'elles n'auraient pas été à coup sûr aussi louangeuses et aussi optimistes. Ce n'est pas là ce qu'on pouvait attendre d'une institution dont le rôle est essentiellement d'éclairer et d'avertir le pouvoir,

au besoin même de l'arrêter. Elle n'a qu'une manière d'attester sa vitalité, c'est une opposition, si restreinte qu'elle soit. En y renonçant, elle infirme jusqu'à l'autorité de son témoignage sur la situation actuelle, car il y a une vérité assez généralement reconnue aujourd'hui, à savoir, que la perfection absolue n'existe pas ici-bas, même en matière de gouvernement. Il est incontestable qu'en se déclarant satisfaits sans restriction d'aucune sorte, les conseils généraux ont perdu de leur valeur représentative aux yeux de l'opinion. Ils ont contre eux une expérience que chacun est à même de faire. Interrogez chaque citoyen, pris individuellement, même parmi les hommes les plus dévoués au pouvoir, il n'en est pas un qui ne mêle quelques objections à l'approbation qu'il lui donne. Faites la contre-épreuve, interrogez-le sous cette forme collective qu'on appelle les conseils généraux, vous n'avez plus pour réponse qu'un assentiment sans réserve. — Comment le pays se sentirait-il représenté ?

Non, la partie virile de la nation ne donnerait pas son adhésion à des déclarations si uniformément admiratives ; elle n'aurait pas besoin d'être rassurée au sujet des réformes du 24 novembre ; elle rappellerait peut-être qu'elle n'y a vu qu'une promesse ; elle ne s'étudierait pas à démontrer à ce gouvernement qu'il est supérieur à tout ce qui a paru avant lui comme s'il n'en était pas suffisamment convaincu ; enfin en aucun cas, elle n'aurait applaudi à M. de Morny parlant des libertés octroyées¹. Libertés octroyées ! le mot est dur adressé à une nation qui a fait 1789 et 1830 ! à une nation qui a enfanté Montesquieu et Mirabeau, la Constituante et les Girondins, qui a pro-

1. A l'ouverture du Conseil général du Puy-de-Dôme (26 août 1861), M. de Morny, qui le présidait, prononça un discours dans lequel il remerciait l'empereur des libertés qu'il avait octroyées au pays par les décrets du 24 novembre.

mulgué la déclaration des Droits de l'homme, qui a donné tant de sang généreux pour qu'il n'y eût plus à tout jamais dans le monde de libertés octroyées. N'importe, le mot est mérité, puisqu'il a pu être prononcé. Mais ce mouvement irréfléchi trahit chez nos gouvernants une illusion qui n'est pas nouvelle, l'illusion qui pousse tous les pouvoirs à se considérer comme les propriétaires légitimes et les dispensateurs suprêmes des droits dont on les a constitués les dépositaires ou les gardiens. Il faut que cette illusion soit bien forte pour qu'un mot aussi imprudent ait échappé au ministre d'un souverain à qui la nation a tout octroyé et qui s'en est glorifié en plusieurs occasions avec une habileté toujours heureuse, en revendiquant son titre de parvenu. Il n'est pas moins inopportun de chercher à démontrer qu'on n'a aucun des travers de ses prédécesseurs, tandis que même en cela on ne fait que les copier. Quel est le gouvernement à qui l'on n'ait mille fois prouvé qu'il était supérieur à tous ses devanciers ?

Ce sont là des errements à laisser aux pouvoirs qui commencent et qui poursuivent la popularité à outrance. Les conseils généraux ont mieux à faire que d'encourager un penchant qui a perdu plus d'un gouvernement. Sous ces régimes de décentralisation, auxquels M. de Morny se plaît tous les ans à rendre un juste mais très platonique hommage, les représentations provinciales font entendre au pouvoir plus de remontrances que de compliments, et loin de s'en effrayer, il leur en est reconnaissant, car c'est sur ce fidèle témoignage des vœux et des besoins du pays qu'il règle la direction à imprimer aux affaires.

La lecture des discours prononcés au sein des conseils généraux donne lieu, malgré tout, à une observation consolante. Il est remarquable que tous les orateurs qui y ont trouvé un succès de parole ne l'ont obtenu qu'en parlant de liberté. A force d'entendre répéter et d'applaudir le

mot, le pays se rappellera peut-être un jour qu'il a connu et aimé la chose. Il y a un symptôme digne d'attention dans ce hasard mystérieux qui ramène sans cesse sur les lèvres de nos hommes d'État le nom d'une puissance qu'ils n'ont pas toujours servie. Il n'est pas moins caractéristique de les entendre définir en ces termes le problème du gouvernement : « La recherche d'un pouvoir fort dans un peuple libre. » Qui donc eût soupçonné que les hommes de l'opinion libérale étaient si près de s'entendre avec M. le vicomte de la Guéronnière ? Il est vrai que l'accord cesse aussitôt qu'on sort de cette formule générale et qu'il s'agit de déterminer quel est ce peuple libre et quel est ce gouvernement fort ; mais avec l'aide du temps on ne doit pas désespérer d'en arriver un jour à une entente plus complète. Ces sortes de conversions sont moins rares qu'on ne pense. C'est alors que M. de la Guéronnière aura tout à fait le droit de s'écrier : « Qui est-ce qui pourrait dire encore que la France n'est pas libre ? » Elle l'est si imparfaitement aujourd'hui, que pas un écrivain ne s'est senti assez libre pour répondre : Moi !

Si, comme on le répète sur tous les tons, le gouvernement est beaucoup plus avancé que la nation, que ne devance-t-il ses désirs sur ce point, comme il n'a pas craint de le faire en beaucoup d'autres matières ? On assure que la France ne veut pas de liberté ; qu'en sait-on ? Pourquoi lui en parle-t-on sans cesse ; si ce sujet lui déplaît ? Comment connaîtra-t-on les vœux de l'opinion tant qu'il n'existera pas de presse libre ? Ce n'est pas sans doute la presse actuelle que nos hommes d'État voudront consulter là-dessus ? Nos journalistes, à de rares exceptions près, trouveront toujours que nous avons assez de liberté, ou même que nous en avons trop. Ils sont si convaincus que leur zèle sous ce rapport ne leur nuira jamais, qu'ils vont quelquefois jusqu'à jeter un blâme indirect sur les conces-

sions que le gouvernement croit devoir faire à l'esprit public. Nous avons eu récemment un curieux témoignage des dispositions de ce qu'on appelle, par un abus de mots, la presse française, à l'égard de la liberté même la plus inoffensive. C'est à propos de la mesure très louable par laquelle le gouvernement, revenant sur une fausse interprétation de la loi commise par ses subordonnés, a autorisé la réouverture des écoles protestantes qu'ils avaient fermées dans la Haute-Vienne. Pendant que l'opinion accueillait avec la plus grande faveur un acte de réparation inspiré par l'évidence du bon droit, et destiné à rendre à des populations intéressantes la faculté si légitime d'élever leurs enfants dans les croyances religieuses qu'elles ont embrassées, il s'est trouvé, non parmi les ultramontains, mais dans la presse semi-officielle, des écrivains pour dénigrer ces populations, pour contester la légitimité de leurs réclamations, pour dénoncer les progrès alarmants de la propagande protestante, et pour donner à entendre que le gouvernement se montre, dans ses concessions, d'une générosité quelque peu imprudente¹.

Personne ne voudra reconnaître là les interprètes du sentiment public, et si ce sont eux qu'on veut consulter pour connaître les vœux de la France, on ferait mieux de ne jamais plus prononcer le nom de réforme. Les hommes du pouvoir actuel ont montré en quelques occasions qu'ils avaient une perception assez juste de la susceptibilité nationale, ils lui ont dû le meilleur de leur popularité. — Comment ne voient-ils pas que c'est cette presse, que ce sont ces écrivains qu'on cite à l'étranger, toutes les fois qu'on veut prouver que la France est une nation avilie et faite pour la servitude? Croit-on que son honneur ne soit

1. Voyez sur ce point l'excellente *Lettre au Constitutionnel*, de M. Eugène Bersier. Tout le débat y est résumé avec un bon sens irréfutable.

pas intéressé à ce qu'on respecte les représentants de sa pensée? N'avons-nous pas chaque jour à subir les grossières insultes de la presse anglaise? Hier encore, à propos d'une de ces brochures ¹ éphémères qui surprennent un succès d'une heure par l'habileté de leurs auteurs à imiter le ton, le format et jusqu'aux caractères typographiques des publications officielles, n'entendions-nous pas le *Times* attribuer le silence de la presse française « à la crainte de se compromettre, à la nécessité d'attendre des instructions » — insolence qui n'est égalée que par le ridicule de ses appréciations au sujet de ce médiocre factum qu'il compare aux *Commentaires* de César? Voilà ce que peut écouter sans s'émouvoir un pays qui se soulèverait d'indignation si on osait toucher à l'honneur du plus obscur de ses soldats, comme si celui de ses écrivains était moins précieux! Nous n'espérons pas que jamais le pouvoir songe à relever la presse par goût pour la liberté, mais on y sera peut-être amené un jour par la nécessité de ranimer une gloire nationale qui s'éteint. Il y a là une noble tâche pour un gouvernement soucieux de l'honneur du pays. La gloire des armes, même à son apogée, n'a jamais consolé longtemps la France du déshonneur de sa littérature.

Le crédit qu'a rencontré si facilement dans le public la brochure dont je viens de parler montre combien l'idée de la chute du pouvoir temporel a pénétré dans les esprits et combien le gouvernement serait soutenu par l'opinion s'il se décidait à lui accorder la solution qu'elle réclame. Ses représentants auprès des conseils généraux le dépeignent invariablement comme toujours prêts à devancer l'esprit

1. Elle avait pour titre : « L'Empereur, Rome et le roi d'Italie. » L'auteur anonyme comparait la Rome de 1861 à une sorte de Coblenz de conspirateurs contre l'Italie, la France, le progrès, etc. Vers la même époque, parut une autre brochure qui eut quelque retentissement et qui était intitulée : « César sauve la France ! Plus de Jésuites. »

public : ce n'est certainement pas dans la question romaine que cette tendance se révèle. Maintenant qu'il est bien et dûment constaté que tout ce que M. Rœbuck a avancé dans son discours de Sheffield¹, au sujet de la cession de l'île de Sardaigne et de la prochaine transformation de la Méditerranée en lac français, est imaginaire et controuvé, on ne s'explique plus les délais que le gouvernement français oppose à la détresse et à la juste impatience d'un peuple ami. On ne peut pas admettre sérieusement qu'il soit pris au dépourvu par un dénouement auquel il a lui-même travaillé plus que personne, et les hommes qui le dirigent ont sans doute assez d'intelligence politique pour ne pas s'étonner qu'on réclame d'eux la conclusion d'un événement dont ils ont approuvé tous les actes préparatoires. Les patriotes italiens ne leur ont jamais laissé ignorer que lorsqu'ils venaient délivrer les Romagnes, les Marches et l'Ombrie, c'était avec l'intention arrêtée d'achever leur tâche à Rome, et il y aurait eu de la part du gouvernement français une aberration inexplicable à leur permettre, à leur faciliter même cette première prise de possession, s'il nourrissait dès lors le projet de leur en refuser le complément. Son approbation était une promesse et un engagement. Ses ennemis ultramontains ne s'y sont pas mépris, et, dans l'abandon des États romains, ils ont vu dès le premier jour la cession de Rome elle-même et la fin du pouvoir temporel. Leur haine a épuisé dès lors tout ce qu'elle pouvait avoir de redoutable, et ce n'est pas aujourd'hui, après qu'ils ont si bien prouvé leur impuissance, que le gouvernement peut reculer devant leurs menaces.

1. M. Rœbuck, membre du parlement britannique, avait affirmé, dans un discours à Sheffield, qu'il avait connaissance d'une convention dont l'objet était une cession de la Sardaigne à la France. Le *Moniteur universel* démentit formellement cette assertion.

Son hésitation ne peut pas s'autoriser non plus de l'attitude des cours catholiques. Ces puissances sont aujourd'hui parfaitement résignées à un événement depuis longtemps considéré par l'Europe comme un fait accompli, ou si elles le voient avec déplaisir, elles ne peuvent rien pour l'empêcher. A ces considérations de toute nature qui offrent au gouvernement français une liberté d'action, une facilité de détermination qu'il n'a peut-être jamais rencontrée jusqu'à présent au même degré, vient s'ajouter l'intérêt chaque jour plus pressant qu'ont les Italiens de posséder Rome. La dernière circulaire de M. Ricasoli est à ce point de vue une démonstration dont la clarté ne laisse rien à désirer. La complicité de la cour de Rome avec les chefs des bandes napolitaines est désormais un fait historique, à l'évidence duquel les dénégations du cardinal Antonelli ne peuvent rien enlever : ce fait ne figurera du reste dans ce grand procès qu'à l'état d'argument subsidiaire. Ce n'est là qu'un bien petit péché à côté des actes fameux qui ont préparé la chute du pouvoir pontifical.

Par toutes ces raisons, on avait le droit de croire que la note de M. Ricasoli, où l'on peut lire plus d'un grief qui nous est personnel aussi bien qu'aux Italiens, influencerait d'une manière décisive sur les déterminations du gouvernement français et lui ferait ratifier le jugement qui est la seule conclusion possible de cet acte d'accusation. Il n'en a rien été. Une sorte d'aigreur s'est manifestée au contraire dans les rapports des cabinets de Paris et de Turin. Le ton de la presse officieuse, naguère si flatteur pour le ministère italien, a changé brusquement. Elle s'est mise à lui reprocher la netteté de son langage et ses insatiables exigences. Elle a annoncé avec ostentation diverses mesures qui semblent attester pour l'avenir un long séjour de la garnison française à Rome. Elle parle avec un sérieux admirable de la nécessité de sauvegarder l'indépendance

et le domaine du saint-siège, sans se douter que si tel a été jusqu'ici le but du ministère français, il s'y est pris bien maladroitement. Enfin, elle rappelle en toute occasion à M. Ricasoli l'heureuse souplesse de M. de Cavour. Pourquoi sa souplesse et non pas sa persévérance? Le mystère dont s'enveloppe la diplomatie française a sans doute des avantages, puisqu'on en use avec une prédilection si prononcée; mais il a le tort d'autoriser toutes les suppositions; les défiances persistantes de l'Angleterre prouvent que ce système a bien aussi ses inconvénients.

Quoi qu'il en soit, la situation de M. Ricasoli est difficile, mais elle est bien faite pour tenter un esprit ferme. Les obstacles ne sont qu'un stimulant de plus quand les circonstances sont grandes! Les difficultés que rencontre M. Ricasoli ne doivent pas être tout à fait imprévues pour lui : déjà M. de Cavour s'est heurté à plus d'une reprise à ces écueils cachés, durant les derniers mois de sa vie. Lui aussi, au moment où la mort l'a surpris, il se trouvait comme isolé entre le mécontentement de la France, la stérile sympathie de l'Angleterre et la menace de l'Autriche. On ne peut douter que, pour faire face à une telle situation, cet esprit si fertile en ressources et si hardi dans sa modération n'eût inauguré une politique nouvelle. Le moment est venu pour M. Ricasoli de montrer s'il est à la hauteur de la grande tâche que la fortune a mise en ses mains. Une récente crise ministérielle vient de l'investir d'une sorte de dictature constitutionnelle, que la confiance de la nation s'est empressée de ratifier. Qu'il agisse donc avec fermeté, les sympathies de l'Europe libérale le suivront dans ses efforts pour sortir de l'impasse où il se trouve, et s'il échoue, ce ne sera pas sans honneur.

On aurait une idée imparfaite des périls qui menacent la cause italienne et qui imposent au cabinet de Turin une prompt solution de la question romaine, si on les

voyait exclusivement dans les interminables agitations du royaume de Naples et dans la pression exercée par les gouvernements étrangers ; il en est beaucoup d'autres, et il convient de mettre au premier rang l'influence croissante des partis extrêmes. Les partis sont pour les nations à peu près ce que sont les ministères pour les rois constitutionnels. Le programme qu'une combinaison ministérielle n'a pas pu réaliser, ils le confient à une combinaison nouvelle. Ainsi procèdent les nations. Une fois que les partis modérés ont échoué, elles s'adressent aux partis extrêmes. De la sagesse elles passent successivement à l'exaltation, à la fureur, jusqu'à ce qu'elles ne prennent plus conseil que du désespoir. La France a connu, plus qu'aucune autre nation, les termes de cette gradation funeste, et il faut espérer que ces extrémités seront épargnées à la révolution italienne. Mais il est bon qu'on sache que, si les hommes qui la dirigent actuellement en arrivaient jamais à se déclarer vaincus et à se retirer devant des événements plus forts que leur volonté, il y a derrière eux tout un parti ardent et irrité, qui s'empresserait d'accepter leur succession, et qui ne sauverait peut-être pas l'Italie d'une défaite irrémédiable, mais qui du moins s'ensevelirait jusqu'au dernier homme sous les débris de l'édifice que la France a tant contribué à élever. Est-ce donc pour un tel résultat que cinquante mille Français sont allés mourir sur les champs de bataille de la Lombardie ?

Qu'on ne dise pas que c'est là une supposition gratuite. Le ministère italien a contracté sous M. de Cavour lui-même de tels engagements au sujet de Rome, que s'il ne les tient pas, il faut qu'il se retire et cède la place à des négociateurs plus populaires et plus entreprenants. Après M. Ricasoli un seul homme est possible, Garibaldi, c'est-à-dire une guerre désespérée, aveugle. Et si le général une

fois aux affaires venait à adopter des sentiments plus calmes, car on ne peut prendre tout à fait à la lettre ces espèces de proclamations périodiques dans lesquelles il s'exprime avec l'intempérance un peu inconsidérée d'un homme sans responsabilité, il se trouverait encore derrière lui un parti prêt à accuser sa faiblesse : le même parti qui, il y a un an, le pressait de proclamer la république à Naples, et le sommait avec tant d'à-propos de choisir entre Lafayette et Washington.

Ce parti a depuis lors consenti à accorder une trêve passagère au gouvernement italien, et en cela il a fait preuve d'une louable abnégation ; mais il n'a nullement abdiqué ni désarmé. Il a mis à son adhésion des conditions qui sont connues de tout le monde, et en attendant qu'elles soient réalisées, il s'organise, ainsi que l'atteste une curieuse lettre de M. Mazzini aux ouvriers de Bologne. On se demande, en la lisant, si le célèbre agitateur a éprouvé un regret de ne pas voir fleurir en Italie les haines et les jalousies entre classes que la France a si cruellement expiées. On n'a pas sans doute à lui reprocher d'avoir cherché sciemment à développer ces mauvais sentiments, comme l'ont fait la plupart de nos écoles socialistes, mais il oublie que ces sentiments sont nés d'eux-mêmes toutes les fois qu'on a cherché à faire des ouvriers une classe politique, à les isoler du reste de la nation. Les classes ouvrières sont un vaste fonds de réserve où se recrutent sans cesse toutes les forces vives d'un peuple, mais elles ne peuvent avoir par cela même ni la consistance, ni les loisirs, ni les lumières qui sont nécessaires pour former une classe politique, et tous ceux qui ont voulu s'appuyer sur ce terrain mouvant l'ont vu tôt ou tard s'effondrer sous leurs pas. M. Mazzini suppose que ce qui a fait qu'en France les classes ouvrières ont trompé les espérances de leurs réformateurs, c'est que ceux-ci ne leur avaient

prêché que l'excellence des intérêts matériels. Ce n'est là qu'une cause très secondaire de cette immense et mémorable déception. Le vrai motif, c'est qu'ils avaient voulu faire des classes ouvrières une classe politique distincte du reste de la nation, et qu'elles ne sont pas destinées à ce rôle. Ce qui produit l'illusion, c'est la facilité avec laquelle on surexcite leur ambition. On n'oublie qu'une chose, la facilité encore plus grande avec laquelle elles abdiquent entre les mains de la dictature un pouvoir qu'elles ont pu conquérir, mais qu'elles sont incapables d'exercer par elles-mêmes.

Au reste, toutes ces distinctions de classes ont cessé d'être légitimes depuis la disparition des derniers privilégiés, et ce n'est pas à la démocratie de les ressusciter à son profit. La prépondérance dans l'état moderne n'est pas due à telle ou telle partie de la population, mais à des qualités qui, grâce à Dieu, se rencontrent dans tous les rangs, à l'intelligence, à la moralité, au courage, à l'activité. C'est ce que la démocratie n'a pas suffisamment compris. Elle pouvait être un principe, et elle a voulu n'être qu'un fait. Elle en a presque partout la brutalité. En Amérique, par exemple, elle s'est faite la complice de l'esclavage, elle a plus d'à moitié détruit l'œuvre de Washington. Il y a à écrire aujourd'hui une histoire plus instructive que le récit de la formation des États-Unis, c'est l'histoire des idées et des faits qui, pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler, ont, par une action lente et invisible, corrompu l'esprit de la démocratie américaine et rendu inutiles les plus belles institutions qu'ait jamais conçues l'esprit humain. Qui nous expliquera par quelle succession de lamentables méprises un si noble héritage a pu tomber en de si indignes mains, et la déclaration des droits aboutir aux tristes jérémiades d'Abraham Lincoln? On ne peut examiner de sang-froid cette accablante énigme;

il est cependant un fait attesté par toutes les personnes qui ont vécu aux États-Unis, et qui sert à l'éclaircir : ce fait, c'est l'infériorité reconnue des hommes qui y remplissent aujourd'hui les hautes fonctions politiques, et l'espèce d'ostracisme qui en interdit l'entrée à tous les esprits doués de quelque valeur et de quelque fierté.

Cet étrange renversement de l'ordre naturel des choses a été l'ouvrage d'une démocratie envieuse, défiante, ombrageuse à l'excès, et qui, n'ayant pas de privilèges à battre en brèche, s'est prise à détester et à poursuivre le mérite comme une dernière espèce d'aristocratie. Toute-puissante, habituée à considérer ses caprices comme des lois, on l'a vue plus avide de flatterie, plus susceptible, plus exigeante que ne l'ont jamais été les rois absolus, imposer à ses favoris de telles complaisances et une telle servilité, que tous les hommes qui avaient quelque dignité dans les sentiments se sont éloignés avec dégoût des affaires publiques ou en ont été systématiquement écartés. Elle n'a plus voulu de représentants que par mandat impératif, ce que nos démocrates leur ont envié avec leur perspicacité habituelle. L'influence, le pouvoir, les grandes magistratures sont échus dès lors aux coureurs de popularité, aux flatteurs de la multitude qui en ont fait leur monopole et leur patrimoine. Les carrières politiques ainsi avilies n'ont plus été recherchées que par des hommes sans indépendance, qui n'y voulaient trouver qu'une position lucrative ; elles sont devenues une industrie, une profession un peu moins honorée que tout autre métier. On n'y a plus vu entrer que des hommes dont l'insignifiance et la médiocrité bien connues rassuraient leurs concitoyens et leur promettaient une docilité à toute épreuve.

Ceux qui s'imagineraient que ces tendances sont exclusivement propres à la démocratie américaine feraient preuve de bien peu de discernement, et s'il est aujourd'hui

bien tard pour les combattre, il est au moins temps de les signaler sans fausse superstition. Quant à leurs résultats, nous en avons vu quelques-uns en Europe, et nous y assistons en Amérique. Au premier choc sérieux, ce grand édifice ne reposant plus que sur des fondements ruinés, ces admirables institutions ne se personnifiant plus que dans des hommes de paille, tout s'est écroulé à la fois. De là cette espèce de dissolution universelle, ce désarroi immense, cette pénurie d'hommes d'intelligence et de caractère, ces actes si peu en proportion avec les paroles, ce gouvernement aux abois au milieu d'un pays plein de ressources de tout genre, ces levées d'un million d'hommes pour réunir quelques soldats, ces emprunts de plusieurs milliards pour réunir quelques dollars, ces déroutes sans combat, cette nation ahurie, ce président imbécile qui au milieu de ce danger public ne sait que lever ses bras vers le ciel et inviter le peuple à « confesser et à déplorer ses péchés. »

Nous sommes loin de méconnaître la puissance du sentiment religieux, nous savons autant que personne les grandes choses qu'il a faites dans le monde; mais nous ne lui ferons jamais l'injure de le confondre avec des momeries de prédicant. L'histoire est d'ailleurs là pour prouver qu'il ne gagne rien à s'immiscer dans l'ordre des choses politiques : il n'y a presque jamais pénétré sans amener tôt ou tard des calamités effroyables. Ce danger, sans doute, n'est plus à redouter au dix-neuvième siècle, l'élément religieux n'y possède plus exclusivement l'autorité morale et le gouvernement des sociétés; mais il peut encore être un instrument dangereux d'exploitation et de charlatanisme, et il présente trop souvent ce caractère aux États-Unis, qui ont cependant donné le jour à Channing, c'est-à-dire au plus noble et au plus pur représentant des idées religieuses qu'il y ait peut-être jamais eu.

La place du sentiment religieux est, avant tout, la conscience individuelle : transporté sur un autre théâtre, il se pervertit, et devient un élément dangereux comme toutes les énergies dont on ne peut ni prévoir ni régler la force d'expansion. Telle est notre confiance en cette vérité, que nous considérons comme une faute la part un peu exagérée, selon nous, que les chefs du mouvement polonais actuel accordent au sentiment religieux dans la réalisation de leur patriotique entreprise. Le mysticisme est un moyen d'action d'une incomparable puissance, mais il trompe toujours ceux qui s'en servent ; il faut l'avoir pour auxiliaire, mais non pour moteur. Il est loin de notre pensée de vouloir faire écho aux accusations hypocrites de certains publicistes allemands, avides de trouver des prétextes à l'oppression que leur patrie fait peser sur un noble peuple ; nous savons mieux que personne que jamais l'absolutisme catholique ne prendra racine sur la terre qui a porté le *liberum veto*, mais il n'en est pas moins vrai que l'exaltation religieuse qui fait des martyrs admirables ne fait ni des hommes d'action, ni des fondateurs d'États. Il faut un grand héroïsme à une nation placée dans la situation où se trouve la Pologne, mais un héroïsme créateur dans l'ordre des choses pratiques.

L'esprit particulier à la race polonaise, esprit brillant, passionné, chevaleresque, mais où l'imagination l'emporte un peu sur les qualités solides, n'a pas besoin d'être poussé vers les sentiments mystiques ; il y va assez de lui-même. Les Polonais ne sont pas un peuple positif. Leur littérature sans prosateurs indique cette tendance du génie national. La prose est l'expression du bon sens des nations. La Pologne n'a guère produit, en fait d'écrivains, que des poètes, et son ancienne constitution elle-même était une sorte d'œuvre poétique accompagnée d'une mise en scène éclatante, impossible à restaurer dans notre siècle de posi-

tivisme. Le devoir des hommes qui ont l'ambition de relever ce pays est de réagir contre ces penchants, au lieu de les encourager. Malheureusement les écrivains qu'elle a possédés de notre temps, et qui étaient à la fois de vrais poètes et de grands patriotes, tels que Mickiewicz et Krasiński, avaient l'intelligence la moins faite pour remplir ce rôle, et ils ont aggravé le mal au lieu de le diminuer.

Les horribles scènes de boucherie qui continuent à ensanglanter la Pologne, et qui servent si tristement de commentaire à la lettre de l'empereur Alexandre au comte Lambert, ajoutent à l'à-propos de ces réflexions. Il n'est pas douteux que le mysticisme religieux n'ait une très grande part dans le sentiment qui porte ces populations à se laisser égorger sans défense. Mais aujourd'hui que l'effet moral qu'on pouvait attendre de cette magnifique protestation est produit, ne craint-on pas de dépasser le but? N'y aurait-il pas quelque autre moyen d'employer plus utilement un sang si précieux? Ces sacrifices sont hors de toute proportion avec les résultats obtenus. Ce martyr passif, excellent pour propager une doctrine religieuse, est moins efficace pour assurer le triomphe d'une cause politique. Il y faut plus de nature humaine, plus de calcul, plus de résistance. Pour tout dire, les patriotes polonais nous paraîtraient agir sagement en réservant désormais pour les champs de bataille un héroïsme qui ne peut plus rien ajouter à l'horreur qu'inspirent leurs oppresseurs et dont leur patrie aura peut-être besoin plus prochainement qu'ils ne le pensent.

Le différend entre l'Autriche et la Hongrie est entré dans une nouvelle phase, où il est plus difficile que jamais de prévoir ce qu'il deviendra. La guerre de plume dont l'empereur François-Joseph a donné le spectacle à l'Europe s'est terminée, comme on le prévoyait, par la dissolution

de la diète de Pesth, dont la nouvelle convocation paraît renvoyée aux calendes grecques, si l'on s'en rapporte au manifeste impérial. La seule assemblée qui soit désormais ouverte aux Hongrois est « l'illustre Reichsrath, » asile que l'empereur assure vouloir bien laisser à leur repentir. Il est douteux qu'ils y viennent chercher un refuge. Un coup d'État paraît imminent en Hongrie, car l'empereur se trouve désormais dans l'impossibilité de procéder légalement, et du moment qu'il a touché à la constitution hongroise, il est condamné par la logique à n'en rien laisser debout, car tant qu'il en restera un débris, les Hongrois s'y retrancheront pour lui résister.

Un discours de M. de Schmerling, assaisonné de cette candeur germanique qui a plus d'un rapport avec la sensibilité d'un amphibie bien connu, est venu à point pour donner l'explication de la résistance que l'Autriche a opposée aux réclamations de la Hongrie dans ce duel d'adresses et de rescrits. Cette explication, que nous avons plus d'une fois indiquée avant le subtil ministre, c'est que l'Autriche s'est sentie la plus forte. On serait bien bon, a fait observer M. de Schmerling à son auditoire, d'abandonner une excellente position quand on peut s'y retrancher et s'y défendre avec avantage. « Un général qui agirait ainsi, » a-t-il ajouté, « serait blâmé par tous les militaires. » Nous signalons cette belle maxime de droit constitutionnel à l'admiration de nos libéraux qui ont plaidé si chaleureusement la cause de l'homme d'État autrichien contre la Hongrie.

23 septembre 1861.

Depuis un mois bientôt, aucun événement considérable ne s'est produit dans le monde, à l'exception pourtant du

discours de M. Dupin¹ aux paysans morvandiaux. Cette bucolique annuelle, aux dépens de laquelle les méchants ont eu longtemps le mauvais goût de rire, est en train de devenir une véritable institution parlementaire; et, à ce titre, elle mérite d'être applaudie ici, car nous ne sommes pas gâtés sous ce rapport. Ce n'est point chose si commune qu'une assemblée où quelqu'un parle librement. Les esprits vraiment libéraux s'associeront donc comme nous à l'admiration que ces harangues périodiques inspirent à toute âme morvandiotte, et nous ne désespérons pas de la faire partager à nos lecteurs. Il y a aujourd'hui plus de vingt ans que le spirituel président de nos anciennes assemblées libérales a institué ces comices agricoles, auxquels il a prêté un reflet de sa propre célébrité. Depuis ce temps, la France et l'Europe ont plusieurs fois changé de destinées; les lois, les mœurs ont subi des altérations profondes; des trônes, des rois, des dieux ont disparu dans un même naufrage. Seul, au milieu de l'universelle instabilité, le discours de M. Dupin n'a pas changé. Beaucoup de vieux mots, comme l'honneur, la fidélité, la conscience, ont quitté leur sens antique pour prendre une signification mieux adaptée aux situations nouvelles; notre langue elle-même s'est transformée pour devenir la langue de l'équivoque et du sous-entendu; le discours de M. Dupin n'a pas changé. Tout au plus pourrait-on y relever une légère variante en ce qui concerne le *vivat* qui couronne la péroraison. Mais, sauf ce détail peu important, il n'y a rien de changé dans le discours de M. Dupin. En tout ce qui regarde les bestiaux, les engrais, les herbes fourragères, le croisement, la multiplication des races, on peut affirmer que son langage n'a pas varié une seule fois depuis vingt ans; il est resté inébranlablement fidèle à ses principes

1. Chaque année, vers le mois de septembre, M. Dupin prononçait un discours à Clamecy.

agricoles. C'est là un rare exemple de constance dans une époque où les convictions offrent si peu de solidité; et l'on conçoit l'enthousiasme avec lequel les Morvandiaux accueillent les discours du trône de M. Dupin. Il est bon aussi qu'il se trouve quelqu'un pour dire son fait à l'Angleterre; il y a longtemps que cette tâche n'avait pas été remplie, et les fils d'Albion devenaient par trop populaires parmi les habitants de nos campagnes. Il y avait là un véritable danger public. Il n'était pas moins opportun de frapper sur les théoriciens ou, comme on disait autrefois, sur les idéologues, race fâcheuse et insoumise. On comprend moins les poétiques hommages que M. Dupin a cru devoir rendre à la mémoire de Vercingétorix, dont il regrette de ne pas voir la statue à Alise¹. On se demande quel rapport il peut y avoir entre Vercingétorix et le drainage. D'après les récentes digressions officielles au sujet du règne des Césars, nous eussions soupçonné cette mémoire d'être quelque peu factieuse. Où va donc s'égarer la sympathie de M. Dupin, et qu'y a-t-il entre Vercingétorix et lui? Ce jeune homme était un héros, mais il était un vaincu. Enfin il est tombé victime de cette *imperatoria brevis* dont M. Dupin se plaît à célébrer les louanges. Vercingétorix n'a donc aucun droit sérieux à l'admiration de M. Dupin. Il faut évidemment que M. Dupin n'ait pas lu les considérants de l'arrêt dont la Cour de cassation de ce temps-là frappa ce jeune révolté.

Cependant ce n'est point un simple hasard qui depuis quelque temps ramène si souvent ce nom de Vercingétorix dans nos débats contemporains; ce n'est pas sans une raison secrète qu'il figure en des discours où l'on est si

1. L'orateur ne s'était pas borné à évoquer l'ombre de Vercingétorix; il avait aussi attaqué vivement la doctrine du libre-échange. M. Michel Chevalier répondit à sa harangue sur le même ton, et une polémique s'engagea à ce sujet dans la presse.

surpris de le rencontrer, qu'on voit des écrivains quitter en son honneur la plume de l'historien pour prendre celle du poète, et M. Dupin entreprendre son apologie. Cette mémoire, toute l'Europe l'invoque aujourd'hui sous des noms divers. C'est un Vercingétorix qu'appellent de leurs vœux toutes les nationalités qui cherchent à s'affranchir, mais un Vercingétorix libérateur et victorieux ; car, en dépit des faiseurs de parallèles, le joug de la domination romaine est pour longtemps brisé. C'est lui que réclame la Pologne renaissante, lui qu'invoque Venise enchaînée, lui qu'espèrent les Hongrois, lui que chantent les patriotes allemands sous le nom d'Arminius, lui qu'attendent les populations frémissantes que la Turquie voit s'agiter avec effroi, et qu'elle ne peut plus contenir.

Ainsi se traduit, sous les formes les plus variées et les plus inattendues, le sentiment qui pousse aujourd'hui toutes les nations à reprendre possession d'elles-mêmes. Il faut qu'il soit bien puissant pour qu'on en retrouve un écho, lointain il est vrai, jusque dans les paisibles pastorales de M. Dupin. Il s'impose même à ceux qui le nient. Quelque opinion qu'on ait de ce mouvement, quelque regret surtout qu'on éprouve de voir les questions de nationalité prendre le pas sur les questions de liberté, il est impossible, à moins d'être aveugle, de contester désormais la légitimité de ces tendances. On a pu voir grandir leur importance avec défiance ou même avec hostilité, soit à cause des exagérations puériles auxquelles elles ont donné lieu, soit en raison des obstacles, plus apparents que réels, qu'elles ont semblé un instant apporter au triomphe immédiat de la cause libérale. Peut-être, en effet, auront-elles quelque peu retardé l'heure de ce triomphe ; mais ce sera pour le rendre plus solide et plus définitif.

Loin qu'il y ait aucune contradiction essentielle entre ces deux droits que, par une inexplicable aberration, on s'est

plu de notre temps à opposer l'un à l'autre, ils ne forment au fond qu'un seul et même principe et sont de leur nature inséparables. Le droit des nationalités, qui a le privilège de faire déraisonner tant de gens, n'est pas autre chose, dans sa véritable interprétation, que le droit individuel appliqué aux nations, et c'est un juste instinct qui pousse les peuples à faire prévaloir dans le droit public de l'Europe les libres doctrines qu'ils voudraient voir réaliser chez eux. Les fausses combinaisons diplomatiques dont ils s'efforcent aujourd'hui de briser les cadres n'ont pu être consolidées et maintenues que par la force; comment seraient-elles favorables à l'établissement d'institutions sincèrement libérales? Un tel régime ne peut se fonder que chez les nations qui s'appartiennent.

L'espèce d'ajournement que le mouvement des nationalités fait subir à la cause de la liberté n'est donc qu'un détour destiné à conduire plus sûrement les peuples à ce grand but des sociétés. Longtemps ils ont cru pouvoir y arriver sans toucher à la constitution de l'Europe, à l'œuvre de l'absolutisme de 1815, en agissant chacun pour son compte, en laissant debout tout l'ancien système. Aussi au premier moment de défaillance cet absolutisme s'est-il trouvé reconstitué de toutes pièces. Il n'a eu qu'à étendre la main pour ressaisir ses sujets oublieux. Aujourd'hui il tend à se dissoudre, moins par l'effet d'une conspiration raisonnée que par la force des choses; et l'on doit profiter de l'expérience du passé. L'ancien absolutisme européen compte, il est vrai, parmi ses ennemis des politiques qui ne voudraient le détruire qu'au profit d'un absolutisme nouveau. Mais tel est aujourd'hui l'état des opinions en Europe, que si l'œuvre de la diplomatie vient à disparaître, le libéralisme tel que je viens de le définir en matière de droit public, c'est-à-dire le respect des individualités nationales, demeure comme la seule règle possible

des rapports internationaux. Toute tentative pour reconstituer l'équilibre en dehors des données qu'il proclame, en dehors du droit des nationalités, serait absolument impuissante, lors même, ce qui n'est pas impossible, qu'elle se présenterait au nom de la démocratie. La plupart des doctrines démocratiques, surtout celles qui sous le nom de socialisme ont tant contribué à l'abaissement de la société contemporaine, sont en effet hostiles au principe des nationalités par la même raison qu'elles sont ennemies du droit individuel, et rien ne démontre mieux la solidarité de ces deux idées.

Il faut donc les adopter l'une et l'autre sans inconséquence comme sans vaine superstition. Chaque nation a sur ce point de vieilles prétentions à abdiquer, des préjugés à oublier : il serait puéril assurément d'attendre dès aujourd'hui un tel exemple d'abnégation de la part de leurs gouvernements, mais peut-être n'est-ce pas trop exiger de l'opinion libérale dans chaque pays que de lui demander d'offrir cet exemple, en attendant qu'elle soit en état de l'imposer. A côté du patriotisme mal entendu qui est toujours prêt à applaudir aux extensions de territoire, quel que soit le prix dont on les lui fasse payer, n'y a-t-il pas place pour un sentiment plus juste et plus clairvoyant ? N'est-il pas étrange et choquant d'entendre un libéral français invoquer le droit des nationalités en faveur des Polonais et le refuser aux Romains, un libéral allemand le réclamer pour le Holstein et le méconnaître à Posen, un libéral anglais le proclamer pour le monde entier, excepté pour les îles Ioniennes ?

Il est temps que l'opinion publique de l'Europe flétrisse cette incurable manie ; il est temps que cette élite intelligente et éclairée qui, en définitive, mène le monde et dit le dernier mot sur toute chose, réagisse enfin contre des préjugés que chacun trouve odieux ou impertinents chez

son voisin, sauf à les encourager dans son propre pays ; il est temps qu'elle offre un point d'appui solide aux pouvoirs qui ne craindront pas de les braver. Qu'on le veuille ou non, cette grande reconstitution dont nous voyons aujourd'hui s'agiter les éléments s'opérera ; il est trop tard pour l'empêcher ; il n'y aura pas de paix durable en Europe avant qu'on ait donné satisfaction aux vœux des peuples ; mais il dépend en grande partie de cet aréopage cosmopolite qui représente la civilisation européenne de faire que ce déplacement d'équilibre s'opère sans tous les déchirements qu'il amène d'ordinaire. Déjà son avis n'a pas été sans influence sur l'heureux dénouement de quelques-unes des difficultés italiennes ; et s'il n'a pas réussi à faire partager ses sympathies aux puissances, il a du moins contribué à leur faire garder une salutaire neutralité. Il peut et doit, dans le remaniement de races et de frontières qui se prépare, s'attacher à combattre d'avance les prétentions obstinées qui déjà rendent ce travail si douloureux. Ces préventions, il n'est personne qui ne les rencontre autour de soi ; car il n'est pas de pays qui n'ait quelque sacrifice à faire ou quelque restitution à opérer. La France est le pays auquel on a le moins à réclamer sous ce rapport, et il y a à cela une raison bien simple, c'est que les traités de 1815, qui ont fixé les bases de l'ordre actuel, ont été conclus contre elle, et sont loin de lui avoir donné plus qu'il ne lui est dû, comme ils ont fait pour d'autres États. Mais si elle n'a pas de conquêtes à restituer, elle a peut-être des prétentions à abandonner, des convoitises à faire taire, et l'on obtiendrait moins facilement de beaucoup de Français une renonciation à certaines provinces qu'ils ne possèdent pas, que de tout autre peuple une cession des droits les mieux établis. Sous ce rapport, la difficulté est la même que partout ailleurs et la tâche des esprits éclairés ne serait pas moindre. Les hommes qui se rallie-

raient à la pensée que nous exposons ici renonceraient donc, en France, à faire valoir leurs droits sur la Belgique et les provinces rhénanes ; ils renonceraient à s'attribuer, en qualité de catholiques, un droit de propriété ou d'usufruit sur les États romains. En Prusse, ils cesseraient de soutenir la légitimité des prétentions prussiennes sur la Posnanie. En Autriche, ils céderaient la Gallicie et Venise ; ils ne songeraient plus à germaniser la Bohême et la Hongrie. En Danemark, ils consentiraient à abandonner le Holstein, qui est allemand, pour garder le Schleswig, qui est scandinave. En Angleterre, ils comprendraient la nécessité de rendre les îles Ioniennes à la Grèce, leur mère patrie. Si c'est là une utopie, si c'est une illusion que d'attendre un tel effort de raison des hommes éclairés, il faut désespérer de l'avenir, et notre siècle de civilisation n'est qu'une époque de barbarie.

Ces transformations, une fois acceptées par l'opinion générale, s'opéreraient, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, car il n'en est pas une qui ne soit depuis longtemps préparée et qui ne s'appuie sur des passions très vivaces, en même temps que sur des droits incontestables. Elles ont pour elles la justice ; avant peu, elles auront aussi la force. Mais on ne doit pas se dissimuler les difficultés d'un tel progrès de l'esprit public : on ne peut guère l'attendre d'une explosion simultanée, et il est plus que probable qu'il ne se manifestera que par une sorte de pression successive de la majorité sur chaque partie intéressée. Si l'on veut un exemple frappant de l'aveuglement et de la ténacité des préjugés que chaque nation apporte dans ce règlement de la question des nationalités, lorsque son intérêt y est en jeu, on n'a qu'à examiner la conduite du gouvernement le plus libéral de l'Europe à l'égard des populations qui cherchent à lui échapper. — Je veux parler ici de la politique que l'Angleterre pratique aux îles Ioniennes.

On sait avec quel zèle le libéralisme anglais encourage et soutient toutes les luttes de nationalité et d'indépendance. Il n'est pas dans le monde un seul peuple opprimé qui n'en ait reçu d'éclatants témoignages. Témoignages intéressés, disent les ennemis de l'Angleterre. Pour notre part, nous le nions. Si jamais nation a aimé la liberté d'un amour généreux et a su le prouver par de grands sacrifices, c'est à coup sûr la nation anglaise. Mais l'avidité et l'ambition de son gouvernement ont trop souvent offert de justes griefs à l'animosité de ses adversaires. Ce ne sont pas, par exemple, les habitants des îles Ioniennes qu'il faudrait consulter au sujet de la sincérité de son libéralisme. Ils ont trop de bonnes raisons pour n'y pas croire, et on est forcé de convenir que les apparences plaident en leur faveur. On ignore assez généralement en Europe l'oppression qui pèse sur ce petit pays : cette ignorance est moins encore un effet du peu d'importance politique des populations ioniennes que du semblant d'institutions libres qu'on leur a laissées par un calcul perfide. Comment plaindre un pays qui possède la liberté de la presse, un parlement, un sénat ? On se figure aisément avoir un meilleur emploi à faire de sa sensibilité. Mais il est une chose qu'on ne sait pas, c'est que, derrière ces libres écrivains, ces députés et ces sénateurs, il y a un lord haut-commissaire qui a le droit de les faire pendre et qui en use.

Voilà ce que c'est que la liberté sans l'indépendance, c'est-à-dire sans la nationalité.

La question, on le voit, n'est pas une simple question politique. La population ionienne est grecque, et depuis l'époque où le protectorat de l'Angleterre (ce régime bien-faisant se nomme un protectorat) s'établit dans ces îles à la suite des traités de 1815, elle n'a pas cessé un instant de réclamer d'abord son autonomie, et, lorsque la Grèce fut affranchie, sa réunion au royaume. On a eu beau lui prou-

ver par des arguments de toute nature, par des caresses entremêlées de confiscations, d'emprisonnements, de pendaisons et de tous les bienfaits de la haute civilisation, qu'elle doit s'estimer beaucoup plus heureuse sous la tutelle d'un haut-commissaire anglais qu'elle ne le serait sous le régime hellénique, il a été impossible de changer sa conviction à cet égard. L'honorable M. Gladstone, devenu populaire à la suite de son éloquent plaidoyer en faveur des patriotes napolitains, fut envoyé aux îles Ionien-nes avec la mission d'apaiser les mécontentements par des réformes ; il n'y réussit pas mieux que ses prédécesseurs. Il est devenu impossible d'y rassembler un parlement dont le premier acte ne soit pas de déclarer « que la seule et unanime volonté du peuple ionien a été et est toujours l'union des sept îles avec le royaume de Grèce. »

A des déclarations si nettes, à une revendication si naturelle et si fondée, les ministres de la libérale Angleterre ne savent opposer que des dénis de justice et des abus de pouvoir. Ils ont même été obligés de renoncer à leur comédie parlementaire et de recourir aux moyens classiques de la force. Les procédés qu'ils emploient pour venir à bout de la résistance qu'ils éprouvent aux îles Ioniennes n'ont rien à envier à ceux que la Russie met en œuvre en Pologne ; il semblerait cependant que moins cette résistance est redoutable, plus ces procédés deviennent odieux, car ils ne peuvent pas même invoquer ici ce triste et honteux prétexte de la nécessité.

Si les hommes d'État anglais se permettent une incon-séquence aussi révoltante en vue d'un intérêt des plus mesquins, pour conserver une station maritime dont leur commerce peut facilement se passer, comment veulent-ils que l'Europe prenne au sérieux leurs réclamations en faveur des droits des peuples ? Dans l'état actuel de l'Orient, l'abandon de ces îles serait de leur part le plus habile des

calculs. Les faits relatifs à la question ionienne sont parfaitement exposés dans une *Lettre à lord John Russell*, qui est l'œuvre d'un esprit distingué et d'un témoin qui parle *de visu*. L'auteur, M. François Lenormand, a voulu prendre ses renseignements sur les lieux mêmes, et il est impossible de lire ce plaidoyer lucide et substantiel sans s'associer à ses conclusions. Nous aurions toutefois plus d'une restriction à faire au sujet des principes qu'il soutient en matière de droit international. L'auteur reconnaît aux nations le droit de disposer d'elles-mêmes, mais à condition « qu'elles s'adressent, pour faire sanctionner les modifications à apporter dans la situation établie par un pacte international, à l'autorité même de qui ce pacte est émané. » Adopter une telle maxime, ce serait soumettre le droit aux convenances diplomatiques, ce serait éterniser les plus flagrantes injustices. Adressez-vous donc à la sainte-alliance pour obtenir le rétablissement de la Pologne ! Il serait malheureusement un peu long d'être réduit à attendre la réparation d'une iniquité du repentir de ceux qui l'auraient commise. Où en serait aujourd'hui la cause des nations, si elles ne s'étaient quelquefois permis de devancer la justice des gouvernements ?

La plupart des grands traités européens, à commencer par les traités de 1815, ont été des actes arbitraires contre-signés par la force, la ruse et la violence. Quand on examine de près la légèreté et l'insouciance avec laquelle ont procédé, le plus souvent, les négociateurs de ces transactions célèbres, il est impossible de voir en elles autre chose qu'un fait, un engagement qui lie tout au plus les parties contractantes, mais ne saurait, en aucun cas, enchaîner ceux qui n'y ont pas été appelés, et, à plus forte raison, les nationalités qu'il a méconnues. Rien ne fait mieux comprendre l'imprévoyance des auteurs des traités de 1815 que ce qui se passe aujourd'hui. Leur œuvre n'est pas à

modifier, mais à reconstruire entièrement, et les calamités qu'elle a entraînées pour tous les peuples les dispensent, ce nous semble, de lui témoigner un respect superstitieux, maintenant qu'elle s'écroule d'elle-même. Au reste, il n'est pas difficile de déterminer par où doit être rétabli le prétendu équilibre qu'ils nous ont légué; on n'a qu'à prêter l'oreille aux cris de douleur de ceux qu'il écrase. Il est temps de le reconnaître et de le proclamer hautement, la formation du royaume d'Italie, la dissolution dont l'Autriche et la Turquie sont atteintes impliquent un ordre de choses nouveau en Europe. On peut en ajourner l'échéance, on ne l'évitera pas.

Déjà, grâce à la guerre de Crimée, beaucoup de gens commencent à comprendre que le rétablissement de la Pologne n'est pas seulement une idée philanthropique, mais que ce pays pourrait devenir plus tard une barrière utile contre les envahissements d'une puissance aujourd'hui sans contrepoids dans l'Europe orientale. Il faut une force capable de suppléer aux États qui disparaissent sur les bords du Danube.

La place et le rôle de ce noble peuple sont donc marqués aussi nettement aujourd'hui qu'à l'époque où il brisait l'effort des invasions musulmanes, et il se relèvera en dépit des prédictions des charlatans démocratiques qui osent insulter à son malheur. Le jour où la France et l'Angleterre le voudront sérieusement, la Pologne sera rétablie, et pour leur faire comprendre la nécessité de cet acte de réparation, il suffira d'un seul pas de la Russie vers Constantinople. On verra alors que ce peuple, à qui nos sophistes soutiennent qu'il est mort en présence de tant d'exemples de constance et d'héroïsme, n'a jamais cessé d'être vivant, et a grandi dans les épreuves, au lieu d'en être accablé.

En attendant ce jour, il est bon, il est juste que les

patriotes polonais saisissent tous les moyens d'action qui se trouvent à leur portée pour entretenir parmi leurs concitoyens l'esprit national et la généreuse ardeur de la liberté. Lors même qu'on serait parfois tenté de réprouver quelques-uns de ces moyens comme hasardeux ou inconsidérés, on ne doit pas oublier, avant de les blâmer, qu'ils n'en ont qu'un choix très restreint : nous avons signalé ici récemment le danger d'un recours exclusif et trop fréquent aux manifestations religieuses, qui ont d'ailleurs produit en Europe, et à juste titre, un effet moral si puissant. Trop souvent prodiguées, elles auraient l'inconvénient de surexciter les esprits dans une direction peu favorable à une création politique, c'est-à-dire à une œuvre de calcul et d'expérience ; elles amèneraient inévitablement de nouvelles immolations, inutiles désormais au succès de la cause polonaise.

Les embarras croissants de leurs ennemis viennent apporter aux Polonais des moyens beaucoup plus pratiques de servir la cause nationale, sans sacrifier des vies précieuses : ce sont les élections pour les municipalités et les conseils de districts. Ils commettraient une véritable faute en négligeant de s'emparer de cette arme puissante, sous prétexte qu'elle leur est fournie par leurs oppresseurs et qu'elle est encore un instrument insuffisant pour leur délivrance. La fatale doctrine de l'abstention a ses partisans en Pologne comme dans tous les pays où il y a des vaincus, mais il est permis d'espérer qu'elle n'y prévaudra pas et que l'expérience qu'on en a faite ailleurs ne sera pas perdue. Cette doctrine est d'autant plus dangereuse et séduisante qu'elle s'inspire à la fois et d'un noble sentiment dont on peut se montrer fier, et d'une secrète faiblesse qu'on ne s'avoue pas à soi-même. Le découragement y trouve son compte aussi bien que le stoïcisme. L'abstention peut se justifier chez les individus par une foule

de considérations plus ou moins plausibles ; mais chez un parti vaincu c'est une défaite morale plus irrémédiable que tous les échecs matériels, parce qu'elle lui ferme la seule issue qui lui reste. C'est par une susceptibilité mal entendue, et qu'on exploite contre lui, qu'un parti en vient à se regarder comme solidaire des principes de ses ennemis dans le cas où il consentirait à se couvrir de la légalité qui est leur œuvre. Les résistances légales sont une espèce de droit d'asile qu'aucune puissance ici-bas ne saurait disputer aux vaincus ; en aucun cas elles ne peuvent rendre leur situation plus mauvaise. S'il en était ainsi, il serait trop commode pour celui qui fait la loi d'enchaîner à jamais la volonté du vaincu, après avoir désarmé son bras.

Les affaires italiennes continuent à être paralysées par les mêmes obstacles invisibles qui ont arrêté leur marche au moment où tout le monde s'attendait à les voir recevoir leur couronnement définitif. L'exposition de Florence, malgré l'attrait qu'elle offre à un pays qui s'y révèle pour ainsi dire à lui-même ses propres ressources qu'il ne connaissait pas, est une diversion bien insuffisante aux préoccupations qui agitent les esprits. Les bruits les plus contradictoires sont propagés au sujet des négociations ouvertes avec Rome. On énumère, on discute toutes les garanties que le ministère italien est décidé à offrir au saint-siège, qui déclare plus haut que jamais sa ferme intention de repousser toute espèce de transaction. Ces discussions dans le vide, ces débats sur des suppositions peut-être sans fondement nous paraissent quelque peu puérils et humiliants pour l'écrivain. Nous les laisserons aux colporteurs de commérages et aux publicistes bien informés. C'est un triste rôle pour la presse que d'être réduite à écouter à la porte de l'antichambre des diplomates. Ce qui est certain, c'est que si la lenteur et les ménagements infinis avec lesquels on procède contre la

patriotes polonais saisissent tous les qu'on a beaucoup de se trouvent à leur portée pour en du moins qu'on la citoyens l'esprit national e' laisser deviner un tel sen- liberté. Lors même qu'on de ce genre. Les tempori- quelques-uns de ces r d'être aujourd'hui à aucun sidérés, on ne doit plus à la cour de Rome n'en ont qu'un et elles ne rendront pas un accom- ici récemment quent aux Personne ne se fait plus d'ailleurs produit e dénoûment qu'elles ont eu pour but de puissant et il y a longtemps que le mot de l'énigme est vénier
favo
ce

8 octobre 1861.

La situation qui se prépare, en ce moment pour nous, ne paraît pas devoir ressembler, sous beaucoup de rapports, au tableau que nous offrent les dix dernières années. Ce qui les a surtout remplies et dominées, ce qui a fait leur force et leur stabilité, c'est un mouvement d'affaires doué d'une impulsion irrésistible. Cette fièvre d'activité industrielle et commerciale, dont la nation a été tout à coup saisie, après de stériles agitations, on l'a longtemps considérée comme devant suppléer à tout et consoler de tout. C'est ce besoin impérieux de bien-être et d'enrichissement qui a réellement exercé la dictature sans en avoir les honneurs et qui s'en est toujours fait absoudre au nom de la prospérité matérielle. Il a voulu être indiscutable, il l'a été, il a imposé silence aux passions comme aux droits les plus légitimes. Cette prospérité, à tort ou à raison, paraît compromise aujourd'hui. Nous n'examinerons pas si c'est ou non par la faute de ceux qu'elle a si puissamment servis. A nos yeux, ils n'ont jamais cessé d'être responsables. Ce que nous voulons constater, c'est qu'il leur faut aujour-

autre point d'appui. Ils ne peuvent plus invoquer la magie, qui a si longtemps fait taire toute déception : le succès. Un malaise profond et persistant, en effet, par des symptômes significatifs. Nous ne trouvons pas en présence d'une simple crise financière, mais d'une modification considérable des conditions économiques sur lesquelles nous avons longtemps vécu. Aux perturbations industrielles qui ont été le contre-coup de la révolution américaine, aux déceptions et aux désastres qui ont amené l'avilissement d'une foule de valeurs autrefois si recherchées, sont venues s'ajouter des récoltes tout à fait insuffisantes, une cherté chaque jour croissante sur les objets de première nécessité, et la mise en pratique, toujours si pénible au début, de traités¹ de commerce qui, favorables au consommateur, changent de fond en comble les lois de la production, tout en lui imposant les plus douloureux sacrifices. Et comme si le public n'était pas assez averti par les catastrophes privées, la banque a voulu, elle aussi, jeter le cri d'alarme en élevant à 6 p. 100 le taux de son escompte, circonstance bien propre à faire réfléchir, si l'on considère qu'en Angleterre, pays qui semble atteint bien plus sérieusement que nous, puisque la guerre des États-Unis lui fait perdre jusqu'à la matière première de son industrie, la banque maintient son escompte à 3 1/2 p. 100.

On conçoit que les intérêts s'effrayent en présence de la perspective que ces faits nous présentent. Ce malaise des affaires peut toutefois être envisagé à plus d'un point de vue, et on nous saura sans doute gré d'indiquer, parmi les conséquences qu'il doit entraîner, celles qui sont de nature à nous consoler un peu des malheurs inséparables

1. Allusion aux traités libre-échangistes conclus avec l'Angleterre et la Belgique, les 23 janvier 1860 et 1^{er} mai 1861, lesquels étaient exécutés depuis le 31 septembre 1861.

d'une telle crise. Les intérêts ne voient guère qu'eux-mêmes en ce monde : ils rapportent tout à ce but unique et s'irritent lorsqu'on en fait abstraction un seul instant. Pourtant ils ont usé de la victoire avec assez de brutalité pour mériter qu'on les plaigne médiocrement, ou même qu'on les relègue à leur tour sur le second plan.

Mais il ne peut être question de représailles à propos d'un mal dont chacun peut être plus ou moins atteint. Nous disons seulement qu'il y a autre chose en ce monde que des intérêts, il y a aussi des principes. Or, si l'on envisage les conséquences probables de la crise qui nous menace, au point de vue spécial du principe qu'on nomme la liberté, on se sent porté à espérer que ce malheur ne sera pas sans offrir quelques compensations. Nous ne spéculons pas ici sur les embarras éventuels que le gouvernement actuel pourra rencontrer plus tard sur son chemin, et qu'il ne dépend d'aucun pouvoir humain d'éviter, nous affirmons une loi mille fois vérifiée par l'histoire. A un pays comme la France, atteint dans sa prospérité matérielle, paralysé dans les objets principaux de son activité, et revenu, d'ailleurs, des terreurs exagérées qui l'ont précipité vers la dictature, un seul régime peut convenir : la liberté. Elle seule peut rendre aux facultés de ce peuple mobile et passionné un emploi suffisant ; elle seule peut lui faire oublier ce qu'il a perdu par des jouissances plus nobles et plus élevées. L'esprit populaire, en général assez peu clairvoyant, quoi qu'en disent ceux qui exploitent son infailibilité, possède au plus haut degré l'instinct de cette vérité. Indifférent ou même hostile à la liberté tant que son bien-être matériel est satisfait, on le voit, quand viennent les jours difficiles, l'implorer comme un Dieu libérateur. Il est remarquable que la plupart des victoires, ou, si ce mot paraît trop belliqueux, des acquisitions mémorables de la liberté, ont été précédées d'un de ces grands malaises

industriels et financiers. Tous les peuples sont plus ou moins comme l'ingrat Israël, qui ne revenait jamais vers son Dieu que courbé sous la verge de l'adversité.

Ce qui nous sera plus difficile à retrouver que la liberté, ce sont les mœurs de la liberté. Un second 24 novembre peut bien, ainsi qu'on nous l'a appris récemment, nous *octroyer* en quelques heures un système complet d'institutions libérales sans que nous ayons grand mérite en cela ; mais qui nous rendra ce culte du droit, ces sentiments de dignité et de respect de soi-même qui seuls font les citoyens libres ? Voilà ce qui est plus long à improviser qu'un programme, et on a vu si souvent en France tous les préjugés et toutes les traditions du despotisme se perpétuer sous le règne de la liberté, qu'il serait bien temps qu'on adoptât aujourd'hui une méthode un peu différente, en faisant précéder la liberté par la propagation des idées et des mœurs qui doivent assurer son triomphe. Nous sommes malheureusement très loin de faire des progrès sous ce rapport, malgré des efforts louables, mais trop isolés, pour intéresser l'esprit public à une réforme si nécessaire. Ceux qui s'inquiètent de savoir à quel point nous en sommes à cet égard peuvent s'édifier facilement par l'attitude et la conduite journalière de la presse actuelle, pour qui cependant la liberté n'est pas seulement un principe, mais une condition d'existence et un moyen de popularité.

A quelques rares exceptions près, que leur petit nombre et leur isolement nous dispensent de signaler, notre presse a, au plus haut point, les mœurs et le langage de la servitude, et ce n'est plus dans les cours aujourd'hui que les poètes devraient chercher les types de l'adulation. La presse du jour court les antichambres, elle y mendie des commérages et des indiscrétions, elle vit des miettes qui tombent de la table des diplomates, et elle est fière de sa domesticité. Le thème habituel de ses discussions ne porte

plus sur la valeur de telle ou telle idée, mais sur les intentions probables de tel ou tel grand personnage. Toute sa perspicacité s'emploie à les deviner et toute son éloquence à les faire valoir. Elle ne connaît plus qu'un genre d'émulation, celui de la servilité. Cette vocation se manifeste dans toutes ses habitudes d'esprit, et ne se trahit jamais mieux que lorsqu'elle est involontaire et irrésistible. On peut, si on en est tenté, s'en donner le spectacle dans les conjectures variées auxquelles se sont livrés ces jours derniers nos publicistes à l'occasion de l'entrevue de Compiègne¹. On sera frappé de la bassesse des préoccupations qui s'y offre naïvement à l'admiration publique. Jamais, à l'époque où le tempérament même du souverain faisait partie de la constitution de l'Etat, l'imagination des courtisans ne s'est élevée à une telle sublimité dans l'art de tirer des pronostics. Ce doit être une délicieuse jouissance d'esprit pour les moralistes désillusionnés qui méprisent l'humanité que de voir des écrivains graves, et même des hommes libres qui ont sans cesse à la bouche les grands principes de 89, échafauder toutes leurs prévisions d'avenir sur l'humeur et les dispositions intimes de deux augustes personnages en train d'échanger une visite de politesse, et discuter compendieusement l'influence d'une chasse à courre sur les destinées futures de la civilisation européenne. Ce devait être ainsi qu'on étudiait autrefois la bonne ou mauvaise digestion du roi Louis XIV. *O homines ad servitutem natos!*

Les pronostics, émis au sujet de l'entrevue de Compiègne, sont pour la plupart à la hauteur de ceux dont parle Voltaire dans une facétie aristophanesque intitulée : *les Oreilles du comte de Chesterfield*. La presse n'est plus

1. Elle eut lieu le 7 octobre 1861. Entre autres écrits à sensation inspirés par cette entrevue du roi de Prusse et de l'empereur, il faut signaler une brochure anonyme intitulée : « Le Rhin et la Vistule. » L'auteur réclamait pour la France Landau et Sarrelouis.

un sacerdoce que par cette triste façon de consulter les augures. Il y a dans ce procédé de vaticination à la fois peu de dignité et peu d'intelligence. Nul doute que le déplacement de prépondérance qui s'est opéré en Europe depuis quelques années ne rende désirable et, dans une certaine mesure, possible un rapprochement entre la France et la Prusse ; mais c'est une singulière illusion de croire qu'un fait si complexe tienne à une entrevue de quelques heures entre deux souverains. On a eu l'occasion d'apprécier à Villafranca, où des deux parts il y avait beaucoup de bonne volonté, ce que peuvent les dispositions personnelles des souverains en fait de bonne harmonie, lorsque les situations des peuples ne s'y prêtent pas. Les grands intérêts nationaux, qui à cette époque nous éloignaient de l'Autriche, tendent, il est vrai, aujourd'hui à nous rapprocher de la Prusse, malgré beaucoup de préjugés, de ressentiments et de griefs réciproques. Le centre de gravité de l'Europe, placé autrefois entre l'Autriche et la Russie, se trouve aujourd'hui reporté du côté des nations occidentales, dont la prépondérance deviendrait tout à fait décisive si la Prusse consentait à leur donner son appoint. Les tentations ne lui manquent pas pour l'encourager à s'emparer de ce rôle. Un parti puissant et impatient la sollicite en Allemagne de prêter son appui et, au besoin, son épée à la formation de l'unité germanique. Elle sait que sa force et sa popularité sont attachées à l'accomplissement de cette œuvre qui est depuis longtemps le but secret de son ambition ; elle sait aussi que jamais ses anciennes alliées du congrès de Vienne ne lui permettront de l'entreprendre, tandis que, au contraire, l'Angleterre verrait avec plaisir l'unité germanique se constituer sous sa direction, et que, moyennant certaines garanties qu'il n'est pas difficile de deviner, la France faciliterait peut-être la réalisation de ce rêve favori.

Ces considérations ont dû parler puissamment à l'esprit des hommes politiques d'un État¹ relativement nouveau, qui se trouve mal à l'aise dans ses frontières, qui est presque isolé aujourd'hui en Europe, et qui a plus d'ambition que de ressources. Combien l'occasion ne semble-t-elle pas plus belle pour lui qu'à l'époque où Frédéric l'agrandit avec son épée, aux dépens de la monarchie autrichienne? Et pour la France, de quel prix ne serait pas une alliance qui lui permettrait de ne plus s'alarmer outre mesure des variations capricieuses de l'alliance anglaise, et de prendre une autorité presque toute-puissante dans le règlement des questions européennes?

Malgré toutes ces bonnes raisons, l'alliance franco-prussienne est très loin d'être un fait accompli, et, fût-elle signée demain, nous ne croirions pas qu'elle pût être durable. C'est qu'il faut être bien sûr d'un allié pour courir avec lui une si grosse aventure, et qu'il y a entre la France et la Prusse des défiances, nous dirons même des antipathies profondes, qui ne leur permettent guère de la tenter ensemble. Ces défiances ne tiennent pas seulement à des souvenirs, ces antipathies ne tiennent pas seulement à des oppositions de caractère; les unes et les autres sont placées au cœur même de la situation actuelle, elles sont l'expression intime des passions et des intérêts. Toute alliance durable est impossible entre l'Allemagne et la France tant que le gouvernement actuel paraîtra aux Allemands solidaire des principes du premier empire. Tant que l'Allemagne ne verra pas notre ambition principalement attachée à la pratique et à la consolidation des institutions libres, nos avances ne seront à ses yeux qu'un leurre, elle nous supposera des arrières-pensées de conquête, et entre elle et nous se dressera le fantôme des

1. La Prusse.

insurrections de 1813. Il ne suffit pas d'un trait de plume au bas d'un protocole pour dissiper de telles préventions, il ne suffit pas même d'une partie de chasse organisée entre deux souverains, bien que cet événement ait certainement sa grandeur ; il y faut des gages certains, réitérés, évidents, qui fassent pénétrer une confiance mutuelle dans l'esprit des deux peuples et qui désarment leurs ressentiments.

Ainsi quelle que soit la question qu'on aborde aujourd'hui, à l'extérieur comme à l'intérieur, on est amené au libéralisme, comme à la seule conclusion qui puisse résoudre toutes les difficultés. Cela est si vrai que ses plus grands ennemis n'hésitent plus à lui reconnaître cette vertu lorsqu'ils parlent de lui en observateurs désintéressés, comme le faisait récemment l'empereur de Russie dans sa lettre aux Américains, ou lorsqu'ils cherchent à se couvrir de son autorité, comme le fait tous les jours chez nous le clergé à propos de la question romaine. Leur expiation, aux uns et aux autres, sera d'être pris au mot et de contribuer ainsi sans le vouloir à son triomphe définitif. Cette prédiction se réalise déjà pour l'Église. Ce sont des catholiques qui ont les premiers formulés l'axiome : L'Église libre dans l'État libre. Ils invoquaient alors la liberté, non pour obtenir le droit commun, mais pour conquérir un privilège, et ils subissent aujourd'hui l'humiliation méritée de voir le principe appliqué contre eux et revendiqué pour une fin qu'ils n'avaient pas prévue. C'est par ces surprises inattendues que la liberté se venge de l'abus qu'on fait de son nom. L'Église s'est créé dans notre siècle un facile prestige aux yeux des peuples. A force de répéter ce mot qui leur est cher, bien qu'ils en comprennent peu le sens, elle a passé pour vouloir à tout prix la liberté ; elle ne l'a jamais réclamée plus impérieusement que sous les pouvoirs qui respectaient le plus son indépendance ; elle se servait

de ce prétexte comme d'un moyen tout-puissant pour se faire attribuer une influence qui ne lui est pas due dans l'État, et elle a trahi tour à tour tous les gouvernements, à mesure qu'ils se refusaient à servir sa domination. Aujourd'hui que pour tout châtiment on lui offre cette liberté qu'elle a tant de fois appelée de ses vœux, mais à la condition qu'elle saura la respecter chez les autres, elle crie à la tyrannie et à l'iniquité.

Il y a des libéraux qui reconnaissent volontiers que cette tactique, dont l'Église a usé envers tous les partis, à manqué de droiture et de loyauté au moins en ce qui concerne les gouvernements qu'ils ont aimés et servis ; ils reconnaissent qu'elle a trompé tout le monde, abusé de son influence, et n'a été fidèle qu'à ses propres intérêts ; mais loin d'en conclure qu'il est temps de la faire enfin rentrer dans les limites qu'elle n'aurait jamais dû franchir, ils demandent qu'on ratifie toutes ses prétentions, et leur grand argument en faveur de cet habile et courageux expédient, c'est que l'Église est une force redoutable et qu'il faut avoir à tout prix son alliance. Cet argument n'a rien de bien nouveau, ni de très profond, et on est exposé à l'entendre aujourd'hui dans plus d'un camp. Se soumettre parce qu'on ne se sent pas le courage de lutter, c'est l'expédient que pratique naturellement et sans phrases le grand troupeau des lâches et des sots ; mais en cela, du moins, il ne s'imagine pas faire de la haute politique. Cette illusion existe pourtant chez des gens qui ne font que l'imiter, mais qui n'ont pas sa modestie. Quand on a la prétention de soutenir une cause qui est la revendication du droit, on devrait, par pudeur, s'abstenir d'associer à son éloge une apologie de la force. On n'a pas tout dit en faveur d'un pouvoir quand on a dit qu'il est fort, il faut encore examiner s'il est juste. Rien ne déconsidère plus la cause libérale que ces sophismes de l'intrigue et de la pusil-

lanimité. Si, dans le choix de ses alliances, cette cause n'a à se préoccuper que de la force, qu'a-t-elle donc qui l'élève au-dessus des partis et des ambitions qui s'agitent autour d'elle? Elle n'est plus un principe, elle est la plus ridicule et la plus impuissante des coteries.

Il faut une bien puérile outrecuidance pour se flatter de faire accepter au libéralisme le principe de l'alliance entre l'Église et l'État qui a tant contribué à sa défaite, aujourd'hui que ce principe est manifestement vaincu et qu'il est repoussé par la conscience des peuples aussi bien que par la raison des sages. Ce n'est pas aux derniers et débiles représentants de la théocratie romaine, c'est à nous, hommes du droit, qu'il appartient de dire : « Pas de transaction ! » Non, pas de transaction avec l'injustice, sous prétexte que l'injustice est un ennemi dangereux. Laissons ces calculs à ceux qui ne combattent que pour des intérêts, — nous n'avons déjà que trop transigé sur les principes immortels que nous ont légués nos pères. Bien que l'Église soit une force redoutable, elle a pu s'assurer par sa propre expérience qu'il y a dans le monde des forces morales capables de lui résister, et au besoin, de la vaincre. Ces forces n'ont point cessé d'exister, quoi qu'elles aient subi des échecs douloureux. Si l'Église veut avoir l'appui des idées libérales, qu'elle sache accepter elle-même les conditions de la liberté, renoncer à un pouvoir oppressif, méprisé de ceux même qui le défendent, aux privilèges qu'elle a consenti à payer par des services tristement célèbres, et qui ont justement consacré sa dépendance. Mais on choisit mal le moment pour nous demander en son nom un vote de confiance, lorsqu'on ne peut invoquer en sa faveur que les espérances qu'elle a trompées, les engagements qu'elle n'a pas observés, et les obstacles que sa mauvaise foi suscite à une nation qui fait de nobles efforts pour s'affranchir. Tant qu'elle n'aura à offrir au

libéralisme que des gages de cette nature, il est de notre honneur de repousser toute solidarité avec une telle alliée. Le libéralisme n'a rien à redouter d'elle, parce qu'il ne cherche pas à l'enchaîner, mais à la soumettre au droit commun, et qu'il s'appuie sur des principes à l'abri desquels elle sera trop heureuse de se réfugier un jour. Jusqu'à ce qu'elle les ait loyalement acceptés, notre devoir est de la combattre : telle est la seule conduite qui offre quelque dignité ; en dehors de là, il n'y a qu'une duperie ou une intrigue.

La séparation de l'Église et de l'État est, comme nous l'avons démontré plus d'une fois, la conséquence plus ou moins lointaine, mais inévitable, de la chute du pouvoir temporel. Les négociateurs de la question romaine commencent à s'en apercevoir aujourd'hui. Ce n'est pas l'organisation ultérieure du pouvoir pontifical qui les arrête en ce moment, mais la situation qui devra être faite à l'Église au sein de chacun des États catholiques après la suppression du temporel. Le chef suprême de l'Église devenant hostile à l'État par suite de la révolution qui s'accomplit, la situation respective de l'Église et de l'État, sorte de fiction légale fondée sur les bons rapports qui ont été censés devoir toujours exister entre eux, ne peut rester ce qu'elle est aujourd'hui sans danger pour l'un et pour l'autre. Sommée de choisir entre ses obligations envers l'État et ses devoirs envers le pape, il faut ou que l'Église se résigne à rompre avec ce dernier et à descendre au rôle d'une Église nationale, ou qu'elle s'affranchisse des dépendances qu'elle a contractées vis-à-vis de l'État en renonçant aux privilèges qu'elle tient de lui.

Cette conclusion semble évidente et forcée ; mais les choses humaines ne marchent pas avec la rigueur et la rectitude d'un syllogisme. On ne rompt pas en un jour une union, où, d'une part comme de l'autre, on était

habitué à trouver tant de facilités et de compensations mêlées à d'inévitables servitudes. Il n'en est pas moins vrai que tout le monde aujourd'hui sent la nécessité de modifications profondes à introduire dans les rapports légaux entre l'Eglise et l'État, et les difficultés inattendues que rencontre M. Ricasoli au moment de mettre à exécution le programme élaboré par M. de Cavour, ont principalement pour cause l'imminence d'une nécessité jusqu'ici presque inaperçue. On n'avait pas su prévoir que la suppression du pouvoir temporel à Rome entraînait à Paris une revision complète, ou pour mieux dire, une mise à néant de la législation concordataire, et en présence d'une mesure aussi radicale on hésite et on voudrait reculer. Au point où en sont les choses, il est malheureusement un peu tard pour revenir en arrière ; le *statu quo* lui-même, malgré tout l'attrait qu'on semble éprouver pour lui, parce qu'il n'engage à rien, ne compromet, ne décide rien, n'est pas dépourvu d'inconvénients. Il irrite encore plus qu'il ne lasse. Il détache insensiblement de nous des alliés à qui nos bienfaits ne feront pas toujours oublier les obstacles que leur crée notre indécision, parce que les embarras présents parlent plus haut que les services passés. Enfin il a le tort de ne pouvoir durer, parce qu'au fond il n'est personne qui l'accepte, et que la politique qui se résignerait à une telle déclaration d'impuissance deviendrait la risée du monde. Il faudra donc, avant qu'il soit longtemps, prendre le parti d'aller jusqu'au bout dans la voie de ces grandes réformes, ou restaurer le pouvoir pontifical sur les ruines de l'œuvre que nous avons cimentée de notre sang.

On comprend qu'en présence de ces lenteurs, si bien faites pour irriter les passions populaires, les hommes de la démocratie extrême, à qui les promesses ne coûtent rien parce qu'ils savent bien qu'il ne seront pas mis en

demeure de les tenir, gagnent du terrain en Italie. Pour notre part, nous ne verrions rien que de légitime dans l'agitation qu'ils s'efforcent d'y créer, si nous y pouvions reconnaître la seule inspiration du patriotisme. Nous sommes tout disposé à approuver une impatience que nous ne nous défendons pas de partager. Il y a même, dans les situations de ce genre, des emportements et des témérités qui ne sont pas toujours des fautes. On n'a aucun reproche à adresser sous ce rapport aux chefs de la démocratie italienne. Mais nous les voyons avec regret exploiter de nobles sentiments en faveur d'une cause qui n'a rien de commun avec la liberté et qui, si elle venait à triompher un seul instant, ferait perdre à l'Italie toutes les sympathies qu'elle a gagnées en Europe. Nous voulons parler ici des équipées socialistes de M. Mazzini.

Le socialisme est aujourd'hui une doctrine jugée. En France spécialement, où cette doctrine a longtemps tenu école et où elle a prétendu au gouvernement, on a pu d'abord l'apprécier comme théorie, et on a plus tard recueilli ses résultats. On a été à même d'étudier de près les conséquences pratiques de cet enseignement corrupteur, de ces systèmes absolus et tyranniques qui avaient tous pour trait commun et pour point de départ la toute-puissance de l'État et la négation des droits individuels. Comme c'était là le seul point sur lequel ils fussent tous d'accord, ce fut aussi le seul qui pénétra dans l'esprit populaire et qui y resta gravé. La leçon ne se fit pas attendre, et elle a été telle, que ceux qui nous l'ont attirée devraient pour leur honneur rester à jamais muets de confusion.

Nous ne savons si une telle gloire a tenté M. Mazzini, ou s'il se flatte de conjurer les malheurs que les doctrines de la démocratie absolue ont produits de tout temps et chez tous les peuples ; mais il en emprunte aujourd'hui

la phraséologie et les formules les plus surannées pour exciter en Italie les passions populaires. Il se compose un rôle avec de pitoyables redites dont personne chez nous n'oserait plus s'affubler. C'est là ce que ses amis appellent avec admiration le machiavélisme de M. Mazzini ! Il n'est question à chaque ligne de ses manifestes que de la tyrannie du capital, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du droit au travail, de la nécessité d'une *réorganisation sociale*, ce qui est le nom démocratique de la dictature ; enfin, de tous ces lieux communs déshonorés, dont chaque mot rappelle une catastrophe, et qui ont pu être parfois inspirés par des illusions désintéressées, mais n'ont jamais remué au fond des cœurs que des passions viles.

A quelque point de vue qu'on examine la portée politique de cette agitation, il est difficile de comprendre le but que se propose M. Mazzini. S'il se figure accélérer par là la solution de la question romaine, il se trompe, car ses bravades ne sont faites ni pour séduire ni pour effrayer la diplomatie française ; s'il se figure précipiter un mouvement national contre l'Autriche, il se trompe, car les déclamations contre l'infâme capital et les convoitises qu'elles excitent n'ont rien de commun avec le sentiment qui fait les héros et les soldats ; s'il se figure s'imposer au gouvernement italien comme le tribun des classes ouvrières, il se trompe encore, car il lui manquera toujours, pour arriver à saisir son quart d'heure de dictature, une centralisation et des capitales habitées par cinq cent mille ouvriers. Le seul succès qu'il puisse se promettre de ses prédications est le résultat peu brillant qu'elles viennent d'obtenir à Bologne, quelques boutiques pillées et une démonstration en place publique contre la cherté des vivres. Digne fruit d'un tel apostolat !

Le moindre tort de ces manœuvres est de diviser et d'affaiblir l'Italie devant l'Europe. Le mouvement italien

a été accueilli avec sympathie, malgré les préjugés furieux et aveugles qui se déchaînaient contre lui ; mais c'est surtout parce qu'il s'est présenté comme un mouvement libéral, sous les auspices de ses deux grands initiateurs, Manin et M. de Cavour. Le jour où on le verrait seulement pencher vers les doctrines du despotisme, qui sont le vrai fond des systèmes socialistes, il serait aussitôt délaissé par l'opinion dont l'appui lui a été si utile. Voilà ce que doivent se dire les partisans des idées socialistes qui aiment sincèrement leur pays ; voilà ce qu'oublie M. Mazzini et les hommes qui viennent de présider à Florence le congrès des associations ouvrières.

M. Mazzini s'était tenu à l'écart dans ces dernières années. On lui a su gré de son abnégation. Ce silence volontaire a été l'acte le plus utile et le plus louable de sa carrière politique. S'il juge le moment venu de parler, qu'il se serve de sa popularité pour servir la cause de son pays, et non pour la compromettre ; qu'il emploie sa rhétorique tribunitienne à enflammer les courages, et non à exciter les appétits. Qu'il prenne même, s'il veut, les allures et le ton d'un prophète ; mais qu'il s'abstienne des vanteries ridicules de sa lettre à la jeunesse silicienne, lettre dans laquelle il parle de l'unité italienne comme d'une découverte inventée par lui et exploitée contre lui par les concurrents jaloux qui la lui ont dérobée, prétention vraiment burlesque aux yeux de quiconque connaît les précédents de l'idée unitaire et les traces profondes qu'elle a laissées dans l'histoire de l'Italie.

L'attention que l'Europe accorde depuis un an aux événements qui s'accomplissent en Amérique ne se portera bientôt plus exclusivement sur la guerre des États-Unis. Une expédition se prépare contre le Mexique ¹, dans le but

1. Il était question, depuis quelque temps déjà, de cette expédition à

d'obtenir une réparation depuis longtemps réclamée par les intérêts les plus essentiels de la civilisation. Mais il est difficile d'espérer une régénération de ce malheureux pays, et, fût-il reconquis tout entier par l'Espagne, qui annonce hautement le projet de mener jusqu'au bout l'entreprise pour son propre compte, on ne sait si son sort serait beaucoup plus à envier. Le Mexique, de même que les républiques de l'Amérique méridionale, n'a reçu que trop d'éléments de l'ancienne civilisation espagnole; et ce qu'il offre de plus curieux, c'est précisément ce mélange de raffinement et de barbarie, ce sont ces types d'aventuriers demi sauvages, dans lesquels on trouve les physionomies et les mœurs du temps de Philippe II, mêlées à des instincts de Peaux-Rouges et au langage du républicanisme cosmopolite.

Aux États-Unis, les deux partis continuent à être en présence aux environs de Washington, et sans pouvoir se décider à en venir aux mains. Ces hésitations ont trop d'excuses pour qu'on puisse les blâmer. Beaucoup d'hommes qui aiment leur pays s'obstinent à espérer, surtout dans les États du Nord, que toute voie d'arrangement n'est pas fermée. C'est ce qui explique leur répugnance à proclamer dès aujourd'hui l'affranchissement des esclaves, répugnance que, selon nous, on juge trop sévèrement, parce qu'on n'en comprend pas le vrai sens. Les États du Nord, on l'oublie trop, font une guerre défensive. Ils ont pris les armes, non pas pour attaquer l'esclavage, mais pour l'empêcher d'envahir les territoires nouveaux. Ils ont voulu rester dans la constitution et la légalité, afin de ne pas rendre toute conciliation impossible. Leur résistance n'en est pas moins un grand sacrifice fait en faveur de la cause de l'émancipation, et on les calomnie lorsqu'on leur

laquelle devaient prendre part, disait-on, l'Angleterre, l'Espagne et la France.

prête des vues intéressées. Ces ménagements sont inutiles, nous le croyons, mais ils sont fondés sur des scrupules honorables. Ils auront au moins eu pour résultat d'ôter toute excuse aux odieux auteurs de la guerre. « Qu'on essaye, dit notre collaborateur et ami M. Édouard Laboulaye dans un éloquent et généreux plaidoyer¹ en faveur de l'émancipation, qu'on essaye de tracer les conditions d'un traité entre le Nord et le Sud, je défie qu'on arrive à une solution acceptable. Pourquoi ? C'est que la question engagée est tout autre chose qu'une question de justice. Ce n'est pas son indépendance que défend le Sud, elle n'est pas menacée ; ce qu'il lui faut, c'est la domination. »

8 novembre 1861.

Nous touchons au premier anniversaire d'un événement qui a fait beaucoup de bruit en son temps, et dont le prestige ne paraît pas destiné à grandir autant qu'on s'était d'abord plu à l'espérer. Il n'a pas gagné grand'chose à devenir de l'histoire. Il y aura bientôt un an qu'ont été promulgués les décrets du 24 novembre, date qu'on croirait volontiers beaucoup plus ancienne, soit que ces décrets aient réellement peu modifié l'état de choses qui existait antérieurement, soit que la génération présente manque un peu de mémoire, comme elle l'a prouvé en mainte occasion. Avant de l'accuser d'ingratitude, il y aurait lieu d'examiner si cet acte fameux a bien tenu toutes ses promesses ; sujet infiniment délicat que nous nous contenterons d'effleurer, laissant le soin de l'approfondir aux publicistes qui, à l'époque où le doute était encore permis

1. *Journal des Débats* des 2 et 3 octobre.

sur l'interprétation qu'il convenait de lui donner, s'efforçaient d'en réduire les conséquences et la portée ! Vous les verrez aujourd'hui y découvrir, par une tactique nouvelle, une foule de perfections ignorées et de résultats inaperçus. Malheureusement le public n'est guère plus disposé maintenant à l'optimisme et à l'illusion qu'il ne l'était alors à l'enthousiasme et à la confiance en l'avenir. C'est que, malgré sa débonnairété proverbiale et trop démontrée, il a encore assez de clairvoyance pour démêler la signification de ce qui se passe sous ses yeux, s'il n'a pas assez d'énergie pour s'en fâcher. Quand on lui promet que la presse sera libre, à la condition de respecter la dynastie et le principe du gouvernement existant, et qu'il voit condamner sans appel, pour une critique pure et simple des actes de l'administration, des écrivains que l'élévation de leur talent et la réserve de leur attitude semblaient devoir mettre à l'abri de semblables accidents, il sait, n'en doutez pas, ce que cela veut dire, le bon public ! Tenez pour certain qu'il en prend note et comprend cette leçon, même sans avoir fait une étude spéciale de l'histoire de la maison du Hanovre. Quand on s'autorise du principe de la liberté d'association pour en entraver les faibles réalisations pratiques qui ont échappé jusqu'ici aux étreintes d'une centralisation absorbante et jalouse, quand on se fonde sur les doctrines d'égalité et les sentiments démocratiques pour frapper une Société justement impopulaire par ses maximes, mais incommode au pouvoir et, par cela même, utile à la liberté qui est opposante par essence, il se doute vaguement que, si quelqu'un a quelque chose à gagner à ces mesures de rigueur, ce n'est pas lui. Son instinct lui dit que tout ce qui fortifie l'administration affaiblit d'autant les garanties des administrés, et que ce qui met à la gêne les gouvernants est fait, au contraire, pour rassurer et réjouir les gouvernés. N'eût il jamais

étudié la politique que dans La Fontaine, il en saurait encore assez long là-dessus. Enfin, lorsqu'on lui rappelle, pour le consoler, que la tribune est libre à défaut de la presse, il remarque que cette tribune n'est pas, jusqu'à présent, entourée de ministres responsables, et il reste froid, instruit par l'expérience à faire peu de cas de la parole séparée de l'action.

A s'en tenir strictement à cette muette mais concluante déposition des faits, il est à craindre que le plus clair des améliorations octroyées en novembre dernier ne consiste aujourd'hui dans ce bruyant et spécieux droit d'adresse qui permet aux vanités parlementaires de se satisfaire à leur aise une fois par an, et sans danger pour personne. C'est beaucoup assurément, d'aucuns trouvent même que c'est trop; mais on s'attendait à mieux, et sans doute on avait tort, comme toutes les fois qu'on espère du bon plaisir de l'État des concessions qui ne lui sont pas impérieusement commandées par sa situation. Cependant nous oserons dire que ce mécompte ne doit pas être imputé exclusivement à ceux qui l'ont éprouvé. Nos gouvernants cèdent un peu trop facilement à la manie de laisser espérer plus qu'ils ne veulent donner, et ils font naître par là des illusions exagérées qui sont, il est vrai, à leur avantage, mais auxquelles succèdent des déceptions dont ils retireront moins de profit. Quelquefois même, par une déférence peut-être trop empressée envers l'opinion publique, ils s'emparent des mots qu'elle aime, et les font servir comme intitulés à des actes inspirés par un tout autre esprit. C'est ainsi que des décrets destinés à fortifier l'action du pouvoir ont paru sous ce nom de décentralisation, qui devient chaque jour plus populaire. C'est ainsi encore que, dans la circulaire qui vient de frapper la Société de Saint-Vincent-de-Paul, il n'est guère question que des bienfaits de la liberté d'association, et du ferme désir du ministre

de protéger toutes les Sociétés, et « de les admettre également au partage des faveurs du pouvoir. » Il faudrait que nous n'eussions pas vécu de notre temps pour avoir l'ingénuité de nous étonner de la légère opposition qu'il y a ici entre les paroles et les actes. Ce n'est pas de la surprise qu'elle nous inspire. Nous pourrions relever, dans une foule de mesures du même genre, cet hommage rendu à la popularité de certains mots. Nous n'avons pas la folle prétention d'espérer faire disparaître cet usage de nos mœurs politiques ; tout le monde sait de reste que la parole a été donnée à l'homme pour dissimuler sa pensée ; mais en tout il y a une juste mesure à observer, et nous voudrions la voir garder ici, dans l'intérêt des grandes traditions de l'art de gouverner.

La suppression des conseils centraux de la Société de Saint-Vincent-de-Paul a donné lieu à des polémiques dont la vivacité est d'un bon augure. Ce combat de presse s'étant livré en dehors de toute vue de réalisation immédiate, et à propos d'une mesure sur laquelle il n'y avait aucun intérêt direct à revenir, puisqu'elle était un fait accompli, c'est bien en honneur des seuls principes que les écrivains libéraux sont intervenus dans la discussion et ont essuyé le feu de la démocratie gouvernementale ; conduite qui paraîtra plus désintéressée encore, si l'on considère qu'ils n'ont pu rester fidèles à leur propre cause qu'à la condition de couvrir leurs adversaires ultramontains, et n'ont pas reculé devant ce devoir. On les en a blâmés comme d'une preuve d'incapacité politique. Ceux qui leur adressent ce reproche se croient sans doute de très profonds calculateurs, parce qu'ils se réjouissent des mésaventures qui adviennent à leurs ennemis et parce qu'ils prêtent main-forte pour les frapper. Mais il n'est pas besoin d'être doué d'un grand machiavélisme pour éprouver une telle tentation ; il suffit d'avoir de l'instinct et de haïr ses anta-

gonistes, ce qui n'exige pas de grands efforts de génie. Les sauvages ne raisonnent pas autrement et ne se croient pas des hommes d'État pour cela. Où cette haine aveugle finit, là seulement la politique civilisée commence. Elle consiste d'abord à apprécier dans quelle mesure on a le droit d'attaquer ses adversaires, et à partir de quel point l'agression devient illégitime ; ensuite, à juger si l'on a intérêt à les détruire lorsqu'on défend certains droits en commun avec eux, ou lorsqu'ils vous aident à résister à des adversaires encore plus puissants qu'ils ne le sont eux-mêmes.

Au point de vue du droit, je ne dis pas au point de vue de la loi, qui est formelle, puisqu'elle interdit toute réunion périodique de plus de vingt personnes qui n'auront pas obtenu une autorisation préalable, mais au point de vue du droit libéral, le seul que je puisse discuter ici, il est difficile de donner raison aux partisans de la mesure. L'existence de la Société de Saint-Vincent-de-Paul constituait, disent-ils, un privilège, comme si la liberté pouvait jamais être un privilège ! C'est avec un pareil abus de mots qu'on se flatte d'égaler l'opinion. Plût au ciel que nous eussions beaucoup de privilèges de cette nature à supporter ! Lorsque dans un État qui n'est pas libre il arrive, par une exception heureuse, que des privilégiés de ce genre jouissent d'une liberté de tolérance ou de hasard, ce n'est pas à en diminuer le nombre, c'est à l'augmenter qu'il faut travailler de toutes ses forces. Qu'on ne dise donc pas qu'il ne s'agit ici que de soumettre la Société de Saint-Vincent-de-Paul au droit commun ; car, ainsi qu'on l'a répondu avec vérité, le droit commun n'est pas l'interdiction, c'est la liberté. Si par un étrange renversement de la nature des choses, le législateur a fait la règle de ce qui devrait n'être que l'exception, ce n'est pas à des écrivains libéraux de prendre parti pour lui.

Au point de vue de l'intérêt de la cause libérale, la question peut être envisagée de bien des façons ; mais si on oublie ses rancunes pour s'élever au-dessus des vues mesquines et bornées de l'esprit de parti, on s'aperçoit qu'ici, comme presque en toutes choses, l'utilité ne fait qu'un avec la justice. C'est l'esprit ultramontain qui inspire la société de Saint-Vincent-de-Paul, et nous ne sommes, grâce à Dieu, pas suspects d'aimer l'ultramontanisme ; la liberté a reçu des mains de ce parti ses plus cruelles blessures, et on ne fait guère autre chose aujourd'hui que lui appliquer les lois qu'il a lui-même décrétées. Il est donc, jusqu'à un certain point, permis de ne voir dans le malheur qui le frappe qu'un exemple de justice distributive.

Mais sa situation a beaucoup changé depuis quelques années, et un rôle auquel il était loin de s'attendre lui-même lui a été imposé par les circonstances ; c'est sous cet aspect nouveau que nous sommes tenus de le considérer aujourd'hui. D'auxiliaire tout-puissant qu'il était alors pour le pouvoir, le parti ultramontain est devenu un obstacle. Par cela seul, son influence a changé de nature et d'action. C'est toujours une force redoutable, mais une force qui agit dans un sens tout différent et que nous ne pouvons pas, sans une méprise grossière, apprécier absolument comme à l'époque où elle était exclusivement tournée contre nous. Il y a eu un déplacement dans l'équilibre des partis, et nous sommes forcés d'en tenir compte.

On oublie que cette puissance, servant par son opposition à atténuer d'autres influences aujourd'hui sans contrepoids, peut, sans le vouloir, devenir très favorable à la liberté. Il est facile de le démontrer par un fait emprunté à l'histoire même de l'ultramontanisme et à la plus récente. Je viens de parler des décrets du 24 novembre. Qu'on prenne la peine de relire les suppositions émises au sujet

de la pensée qui a inspiré ces concessions faites à la liberté. On les verra presque unanimement attribuées au désir de gagner l'appui de l'opinion contre la propagande ultramontaine, alors conduite par les évêques, grâce à la franchise dont jouissaient encore leurs mandements. Supprimez cette opposition, le pouvoir n'eût probablement pas même éprouvé la velléité d'aller au devant des vœux de l'esprit public.

Les oppositions peuvent donc avoir un bon côté, même quand elles sont faites par l'ultramontanisme, et travailler à les détruire dans de telles conditions, c'est se désarmer soi-même. On dirait que le rédacteur de la circulaire ministérielle a voulu faire sentir leur inconséquence à ses approbateurs, puisqu'il n'a pu toucher aux statuts de la Société de Saint-Vincent-de-Paul sans se croire obligé en même temps de porter la main sur ceux de la Franc-Maçonnerie, institution qu'il vante pourtant comme un modèle de patriotisme, et avec plus de raison encore comme un modèle de sagesse. Cependant, cette sagesse exemplaire ne l'a pas protégée contre les rigueurs ministérielles, non plus que sa persévérance à choisir tous ses grands maîtres parmi les membres de la dynastie actuelle. Mais ce coup qui retombait en partie sur eux, n'a rien appris à nos démocrates. Peu leur importe qu'on les malmène, pourvu qu'on frappe encore plus fort sur le voisin. C'est là ce qu'en France on a de tout temps appelé l'esprit d'égalité. On y sera toujours sûr de réjouir le cœur du populaire lorsqu'on saura frapper à propos sur tout ce qui s'élève au-dessus de la ligne commune, soit par le droit du mérite, soit par un privilège du hasard. Réjouis-toi donc, Jacques Bonhomme ! tu as de quoi être fier de ta perspicacité et de tes progrès en tout genre !

En même temps que le gouvernement français créait à l'intérieur ces petites déconvenues au parti ultramon-

tain, il acquerrait à l'extérieur de nouveaux titres à sa reconnaissance, du moins on est forcé de le supposer d'après le discours du cardinal-archevêque de Chambéry. Nous ne saurions, en effet, ni douter de la sincérité des sentiments de gratitude exprimés au nom de l'Eglise par un si illustre prélat, ni lui prêter l'intention peu avouable d'obtenir par des remerciements anticipés des services qui ne consisteraient encore que dans les espérances qu'ils éveillent. Ces témoignages de reconnaissance, coïncidant avec le changement de politique que la diplomatie française s'efforce en ce moment d'imposer au cabinet italien au sujet de Rome, sont bien faits pour refroidir les esprits trop confiants qui, sur la foi de la mésintelligence qui existait entre le Pape et la France, et devant les actes préparatoires de la chute du pouvoir temporel, se sont laissés aller à croire au dénouement prochain de la question romaine. Ils connaissent bien mal leur époque, s'ils s'imaginent qu'il suffit qu'une chose soit grande, légitime, utile aux peuples et reconnue comme telle, pour qu'on la fasse ; c'est bien la dernière des considérations à laquelle on s'arrête aujourd'hui. Et, lors même qu'on serait très décidé à l'accomplir, ce ne serait pas encore une raison pour qu'elle se fit si vite, car nous vivons dans un siècle qui a horreur de la ligne droite, et on renverserait toutes ses idées, s'il voyait une seule fois un homme d'Etat agir simplement comme il pense. On calme ces imaginations trop impatientes en les envoyant voyager en Vénétie pour leur instruction. Elles apprendront là que le plus court chemin pour aller de Bologne à Rome est celui qui passe par le quadrilatère et le Tyrol.

Les chefs du ministère italien hésitent un peu à accepter ce changement de front qui entrerait si peu dans leurs prévisions, et on conçoit la perplexité qu'il leur cause. Il n'est pas seulement pénible et humiliant, il est souverainement dangereux d'avoir à détourner tout à coup et sans

motif apparent les esprits de la voie sur laquelle on les a si longtemps poussés, et cela au moment même où l'on avait le droit de se croire sur le point d'atteindre le but. Que répondront les chefs du ministère italien lorsqu'on les accusera d'avoir été ou trompeurs ou trompés, deux torts qui ne se pardonnent pas plus facilement l'un que l'autre aux hommes politiques? Ils répondront sans doute ce que M. de Cavour lui-même aurait pu répondre la veille de sa mort, lorsqu'on lui rappelait, avec une injuste animosité, les promesses qu'il ne pouvait pas remplir; mais qui peut dire si le Parlement et les patriotes qui dirigent le mouvement italien auront assez de modération et de fermeté pour se contenter de cette réponse en attendant des circonstances plus favorables? Cette extrémité paraît plus fâcheuse encore si l'on considère sur quelle pente hasardeuse on propose de précipiter les passions habituées à se tourner vers Rome. Déclarer la guerre à l'Autriche et s'emparer de la Vénétie, cela est bientôt dit.

Nous sommes très loin de regarder cette entreprise comme impossible : c'est même à nos yeux un devoir pour l'Italie de la réaliser avec ses seules forces, si elle veut être bien définitivement libre et indépendante. Mais quel homme sensé n'avouera qu'il y aurait une témérité injustifiable à risquer un tel coup de fortune en présence de l'état incomplet d'organisation où se trouve l'Italie, et surtout en présence des conspirations et des pièges qu'on laisserait derrière soi à Rome et à Naples? Qu'on joue sa propre destinée sur une inspiration aventureuse ou héroïque, comme le faisait Garibaldi, il y a dix-huit mois, rien de mieux; mais quel homme peut avoir acquis le droit de jouer ainsi celle de sa patrie, à moins qu'elle ne se trouve dans une de ces situations désespérées où les témérités les plus folles deviennent du génie?

L'Italie n'en est pas là. Elle ne doit pas souffrir qu'on

expose légèrement ce qu'elle a acquis au prix de tant de sacrifices. Il lui est donc bien difficile, sinon impossible, de songer à la conquête de la Vénétie avant d'avoir vaincu ses ennemis intérieurs. Quant à une cession à l'amiable de la part de l'Autriche, vieille idée qu'on s'obstine à remettre de loin en loin sur le tapis, malgré le peu de succès qu'elle a obtenu, nous avons trop bonne opinion de la sagacité des hommes d'État italiens pour admettre qu'ils se soient flattés un seul instant d'y amener le cabinet de Vienne. Nous ne discuterons pas autrement ce vertueux expédient, auquel nous souhaitons plus de chance qu'il n'en a eu jusqu'à présent. On voit, d'après ces observations, combien la situation du ministère italien est complexe et délicate : nous espérons néanmoins qu'il trouvera dans l'adhésion du sentiment national éclairé, la force morale qui lui est nécessaire pour se soutenir contre ses adversaires, de même qu'il rencontrera dans l'organisation du nouveau royaume, encore si incomplète, surtout au point de vue militaire, un emploi suffisant de son activité.

Il faut, de toute nécessité, que l'Italie apprenne à se passer de ses alliances, et se mette en état de prendre une détermination par elle-même. Si demain la Hongrie se levait et leur apportait l'occasion qu'ils appellent avec tant d'ardeur, il n'est pas certain que les Italiens se sentissent assez forts pour unir leur cause à la sienne, et pour faire ce pas décisif sans en demander la permission à l'Europe. Du moins c'est dans ce sens que s'exprimaient, il y a peu de jours, les organes du ministère. Ils devraient comprendre que cette timidité les accuse encore plus si elle est réelle que si elle est feinte. Tous leurs efforts doivent donc tendre à faire cesser cet état de dépendance et à mettre leur pays en situation de profiter des éventualités. Ils n'ont pas de temps à perdre s'ils ont réellement cette ambition. Quels sanglants reproches n'aurait-on pas à leur adresser

s'ils se laissaient prendre au dépourvu par les événements? Et nul ne peut répondre que le cas ne se présentera pas. Malgré la ferme intention que montrent ses conducteurs de s'enfermer strictement dans le cercle des résistances légales, la crise hongroise peut, en effet, du jour au lendemain, éclater en une guerre ouverte. Il est même difficile de prévoir une autre issue à ses complications. Il n'y a que la force qui puisse décider en dernier ressort entre des prétentions également inflexibles et radicalement inconciliables. Le moment de l'ouverture de la lutte n'est donc plus soumis qu'à ces mille accidents que font naître les passions surexcitées, et qui donnent un signal depuis longtemps attendu. Il se peut cependant, à la rigueur, qu'elle n'éclate pas, malgré tous les signes qui l'annoncent; mais, quel que soit le parti qui cède et fasse les frais de la réconciliation, elle n'aura pas lieu sans amener de profondes modifications dans la situation de l'Autriche. Ce qui est certain, c'est que l'état de choses actuel y devient de plus en plus impossible à maintenir. Ruinée par les assignats, dévorée par une bureaucratie innombrable, la monarchie autrichienne se trouve en même temps avoir à faire face au refus de l'impôt et au refus des levées militaires, et cette opposition ne lui est pas créée par quelques meneurs isolés, tout le monde y prend part, ainsi que l'atteste la lettre de l'archevêque de Gran, curieux témoignage de la profonde irritation des esprits en Hongrie.

C'est probablement à l'évidence des périls que l'Autriche court en ce moment qu'il faut attribuer les bruits qu'on a répandus récemment au sujet du rétablissement de l'entente cordiale entre le cabinet de Vienne et celui de Saint-Pétersbourg. La Russie semble, de son côté, n'être pas moins intéressée que l'Autriche à ce rapprochement. Elle est en proie à des maux bien plus incurables encore que ceux de son ancienne alliée : en effet, en Autriche, si l'em-

pire se disloque, chacune de ses provinces, considérées isolément, est relativement saine et vivante, tandis qu'en Russie ce sont les populations elles-mêmes qui sont atteintes. L'anarchie et la division y sont entre les classes au lieu d'être, comme en Autriche, un simple démembrement de certaines portions du territoire. Supprimez la centralisation autrichienne, et il reste des nationalités pleines de vie et capables de se suffire à elles-mêmes; supprimez le gouvernement russe, et vous n'avez plus que le chaos; vous mettez en présence deux classes ennemies prêtes à s'entre-dévorer, une noblesse avide, raffinée, sans racines dans le sol, en face d'un peuple d'affranchis impatients et à peine civilisés, sans autre médiation qu'une bourgeoisie qui a des sentiments honnêtes et libéraux, mais qui est née d'hier, et qui n'est pas encore assez forte pour se faire respecter.

Tous ces éléments, qui semblaient jusqu'ici participer à cette immobilité pleine de torpeur qui est particulière aux régions glaciales, s'agitent et s'entre-choquent aujourd'hui sous les yeux d'un pouvoir comme pétrifié par le sentiment de son impuissance. Les serfs s'efforcent d'éluder leurs obligations, les nobles regrettent leurs privilèges, la jeunesse universitaire fait des émeutes et demande des institutions libérales. Cette jeunesse représente l'avènement d'une classe nouvelle qui ne peut manquer de se développer très rapidement en Russie, maintenant qu'elle pourra se recruter en partie parmi les serfs affranchis. C'est elle qui, dans un temps plus ou moins éloigné, y obtiendra la prépondérance, et sera appelée à influencer sur la direction des affaires. Son influence est dès aujourd'hui assez croissante pour que le gouvernement russe soit avant peu mis en demeure de s'appuyer sur elle en lui accordant une partie des réformes qu'elle réclame, ou d'exploiter contre elle les tendances égalitaires en la

rendant suspecte aux classes inférieures, suivant une vieille tradition de la politique française. Les manifestations un peu décousues qui se sont produites ces derniers temps au sein de cette classe ne peuvent pas être considérées comme l'expression légale et régulière de ses vœux et de ses sentiments politiques ; cependant il est permis d'en pressentir l'esprit sur ces simples données, et ils ont présenté des symptômes rassurants à beaucoup d'égards. Ce n'est pas sans une douce surprise, par exemple, que nous avons vu le rétablissement de la Pologne écrit sur ces programmes improvisés.

Ce serait une salubre et mémorable leçon de justice que l'initiative de ce grand acte de réparation fût prise par l'un des peuples au nom desquels l'iniquité a été commise, et surtout par celui qui a le plus contribué à aggraver le sort des vaincus. On se figure bien à tort qu'un tel miracle serait impossible. Peut-être n'y faudrait-il que l'éloquence d'un homme de génie. Les peuples ont, quoi qu'on en dise, le sentiment de la justice ; les grands malheurs parlent vivement à leur imagination, et il est après tout au moins aussi facile de les remuer pour le bien que pour le mal. Un livre écrit par une femme a suffi, en Amérique, pour opérer une révolution en faveur des esclaves, et les protestations de toute l'Europe civilisée ne pourraient pas protéger une race intelligente et généreuse contre les sauvages exécutions des hordes asiatiques ! Une telle anomalie n'est pas durable. Les actes qui s'accomplissent journellement dans le royaume de Pologne sont une honte pour toutes les nations européennes qui les laissent commettre ; mais un jour viendra où l'indignation universelle élèvera une clameur si haute, qu'elle chassera dans leurs déserts ces barbares, muets d'épouvante et courbés sous le poids des malédictions du monde. Déjà, en les voyant succomber les uns après les autres, en proie à un mal inconnu et

comme foudroyés par l'horreur de leurs propres crimes, on se demande s'il n'y a pas, dans la haine publique, une force mystérieuse et invisible qui tue plus sûrement que le poignard.

Mais les Polonais se font égorger en récitant des prières ; cela leur fait perdre tout intérêt aux yeux de beaucoup de nos plus excellents philanthropes. Leur héroïsme a le tort impardonnable d'aller trop souvent à la messe. Nous estimons qu'on doit être indulgent (même quand on est philanthrope) pour des sentiments qui n'ont peut-être pas toute l'exactitude d'un syllogisme, mais qui aident ce peuple à supporter des maux sans mesure et qui exaltent son courage en soutenant ses espérances. Il n'est pas parfaitement prouvé qu'une pantalonnade métaphysique sur le droit de la force produisit le même résultat. Il y a dans la nature humaine un instinct sauveur qui la pousse à chercher sans cesse à proportionner les efforts aux difficultés à vaincre. C'est lui qui, dans les situations désespérées, tend à exalter le sentiment religieux et inspire par là aux peuples un mépris de la mort auquel ils ne pourraient s'élever sans lui.

Il y a donc beaucoup d'injustice et d'inintelligence dans les reproches qu'on adresse au mysticisme polonais. Pour faire face à des périls extrêmes, il faut des sentiments hors de la mesure commune. Cependant nous répéterons à ce propos que les immolations volontaires ont cessé pour le moment d'être nécessaires à la cause polonaise, et que l'exaltation religieuse ne doit pas exclure des inspirations plus pratiques fondées sur une juste appréciation des affaires de l'Europe et des voies de la politique active. Le premier devoir des Polonais est aujourd'hui de réserver un sang précieux et de se tenir prêts pour les occasions qui ne peuvent manquer de s'offrir à eux. Que faut-il pour qu'elle se présente ? Une seconde guerre de Crimée,

ou seulement une insurrection en Hongrie. Ils sont, en effet, bon gré ou mal gré, solidaires des Hongrois, comme les Hongrois sont solidaires des Italiens. Tôt ou tard, cette alliance vaudra sans doute celle de l'Autriche avec la Russie.

Ces nuages ne sont pas les seuls qui menacent en ce moment la sécurité de l'Europe. Il convient de joindre à ces chances de guerre l'avènement de plus en plus probable d'un ministère tory en Angleterre, et l'envie démesurée de nos voisins d'outre-Rhin de chercher de tous côtés des querelles d'Allemand. Ils feraient mieux d'occuper leurs loisirs à expliquer, avec la clarté qui leur est habituelle, quelles ont été les intentions du roi de Prusse en se faisant couronner. Ce serait là une illustre matière à mettre en dissertation. Le monde entier en est encore à se demander ce que tout cela a voulu dire, et personne probablement ne le saura jamais.

. On hésite à parler du différend franco-suisse, tant il est encore mal éclairci. Mais, si minime que soit l'objet de cette contestation, l'on ne saurait adopter sur ce point la brutale et insolente solution du *Times*, enjoignant à la Suisse, au nom de la sécurité britannique, de décider au plus vite la question à pile ou face. La Suisse est faible, c'est justement ce qui nous intéresse en sa faveur. Ses meilleurs alliés, comme on voit, ne la ménagent guère. La république de Genève, en particulier, a été fort maltraitée par nos plus grands publicistes. Nous ne nous défendons pas de l'aimer et de l'admirer pour les souvenirs de son histoire, quoi qu'on y cède, à ce qu'il paraît, un peu trop facilement à la manie de coudre dans des sacs les rédacteurs du *Constitutionnel*. Il n'est personne qui ne soit disposé à lui pardonner ce petit travers, en considération des services qu'elle a rendus à la liberté. Les Suisses peuvent, d'ailleurs, être sans inquiétude au sujet de l'inté-

grité de leur territoire. La nécessité, plus morale encore que physique, qui a présidé au tracé de sa configuration, n'a pas cessé d'exister, et on n'y a jamais touché impunément.

L'empereur de la Chine est mort. Il laisse pour héritier un enfant de sept ans, placé sous la tutelle d'un conseil de régence composé des huit grands fonctionnaires de l'empire. Il a soigneusement écarté de ce conseil le prince Kong, son cousin, prince intelligent, très populaire auprès de la démocratie chinoise, et à qui ses courtisans ne se font pas faute de rappeler qu'il est un fils du Ciel déclassé. Si la Chine était un État constitutionnel, il n'y aurait aucun inconvénient à ce que cet enfant restât sur le trône, parce que dans les États de ce genre le roi règne et ne gouverne pas. Mais dans un pays despotique, où la personne du souverain est presque la seule agissante, toutes les chances sont contraires à l'enfant et favorables au prince Kong.

23 novembre 1861.

Nous avons plus d'une fois signalé ici même l'heureuse influence des grands embarras financiers sur la marche des gouvernements. Il y a là une sorte de loi historique dont la vérification est aussi facile dans le présent que dans le passé. Ce n'est guère, en général, dans leurs jours de prospérité que les pouvoirs forts songent à se réformer, c'est-à-dire à se limiter eux-mêmes : ils ne pensent alors qu'à accroître et à multiplier leurs propres attributions ; ils veulent tout faire, tout régler, et ils prétendent que la nation ne rapporte qu'à eux seuls la grandeur qu'elle peut avoir par elle-même. Mais à mesure que les situations

deviennent plus difficiles, la responsabilité les tente beaucoup moins ; ils invitent la nation à donner son avis sur ses propres affaires, à s'en charger elle-même ; ils écoutent volontiers les sages et même les empiriques ; ils se défont de l'initiative qu'ils revendiquaient si haut, et ne demandent pas mieux que de restreindre le cercle de leur action. Ils voulaient bien qu'on leur fit l'honneur de tous les succès, mais ils ne sauraient supporter l'idée qu'on puisse aussi leur imputer les revers. De là leur facilité à se déposer de leurs plus puissantes prérogatives une fois qu'ils n'y voient plus qu'un honneur dangereux. De là, aussi, par une raison analogue, la facilité encore plus grande avec laquelle les peuples se dégoûtent de faire eux-mêmes leurs affaires. Comme on ne les leur remet guère que lorsqu'elles sont en mauvais état, ils sont promptement rebutés par les difficultés qu'ils y rencontrent, et d'ordinaire ils se vengent de ce mécompte, non sur ceux qui ont fait le mal, mais sur ceux qui ont été appelés pour y porter remède.

Ce n'est pas pour satisfaire les stériles rancunes de l'esprit de parti que nous tenons à marquer le caractère des nouvelles concessions que nous rapporte la rentrée de M. Fould au ministère. La gravité de l'état de choses qu'il a révélé implique trop de malheurs publics et privés pour que nous éprouvions même la tentation de nous en réjouir. Nous en étudions froidement les conséquences probables d'après les leçons de l'histoire et de l'expérience contemporaine. Il nous est sans doute permis d'en exposer les compensations à côté des maux qu'il contient, et quels que soient les précédents auxquels on veuille comparer le rapport de M. Fould, soit qu'on remonte au célèbre *Compte rendu* de Necker, soit qu'on s'en tienne à des faits plus récents, par exemple à la crise financière qui a servi de prélude à la transformation de la monarchie autri-

chienne, nous affirmons que cette réforme ne se bornera pas aux résultats qu'on en attend. Nous prédisons hardiment qu'on sera forcé de l'étendre à beaucoup d'objets qu'on compte peut-être encore soustraire à tout contrôle. Cette prédiction ne nous est inspirée ni par une confiance exagérée en ceux qui nous gouvernent, car ils ont pris soin de nous rendre circonspects, ni par notre enthousiasme, qui, en cette occasion, a été très mitigé, comme celui du public lui-même. Elle est fondée sur une appréciation positive et raisonnée. Quand une nécessité de situation est indiquée à la fois par la logique et par l'histoire, les présomptueux ne sont pas ceux qui la proclament, ce sont ceux qui la méconnaissent.

La pensée qui a dicté le rapport du nouveau ministre des finances et les deux lettres de l'empereur peut se résumer ainsi¹ : Le pouvoir a des entraînements, il éprouve des tentations auxquels il est bon et utile que quelqu'un dans l'État puisse s'opposer. Appliquant cette maxime à l'administration des finances, M. Fould l'a traduite dans les termes suivants : « Le véritable danger pour nos finances est dans la liberté qu'a le gouvernement de décréter des dépenses sans le contrôle du pouvoir législatif. On l'a dit avec raison, rien n'est plus difficile que de lutter contre le plus légitime des entraînements, celui des dépenses utiles. » Comment ne pas remarquer ici que cette vérité s'applique, non seulement à la gestion des finances, mais à toutes les parties du gouvernement? Est-ce seulement en matière de finances qu'un chef d'État doit se défier de ses entraînements? est-ce uniquement en

1. Le *Moniteur universel* du 14 novembre 1861 contient les deux lettres de l'empereur adressées, l'une à M. le ministre d'État, et l'autre à M. Achille Fould. Le même numéro reproduit encore le mémoire ou rapport de ce dernier : c'est ce mémoire qui, après avoir frappé l'attention de l'empereur, lui inspira l'idée de rappeler M. Fould aux finances.

cela qu'il a besoin qu'on le contrôle et qu'on l'avertisse? Il suffit qu'on énonce de tels principes pour qu'ils s'emparent aussitôt des intelligences et brisent la formule étroite dans laquelle on voudrait les renfermer. La vérité se généralise d'elle-même, c'est à ce signe qu'on la reconnaît.

Il y a mieux. Il ressort avec une souveraine évidence de l'examen attentif des nouvelles réformes qu'on ne réussira à rendre vraiment efficace et sérieux le contrôle proposé pour les finances qu'en l'étendant à toutes les parties de l'administration. Tout se tient en effet dans le gouvernement ; tous ses éléments sont solidaires. C'est une illusion que de croire qu'un pouvoir puisse être responsable pour une part, irresponsable pour une autre. La responsabilité ne se divise pas, elle est ou elle n'est pas, voilà tout. Si un pouvoir peut y échapper en un seul point, il dépendra de lui d'y échapper dans tout le reste. C'est ce qu'il est facile de démontrer par la réforme même que nous discutons.

Le gouvernement consent à être responsable jusqu'à un certain point dans la gestion des finances ; il accepte, il appelle lui-même le contrôle des Chambres ; il ne contractera plus sans leur autorisation ni crédits supplémentaires ni crédits extraordinaires. Ce sont là d'importants privilèges auxquels il renonce ; mais ces concessions seront plus apparentes que réelles tant qu'il ne se déclarera pas responsable en toute chose, et il lui sera facile de les éluder. Supposons, par exemple, qu'il déclare demain la guerre et qu'il la fasse sans demander aucun crédit extraordinaire, en se contentant de concentrer sur un seul point toutes les ressources du budget, comme il lui est aisé de le faire, grâce à la faculté des virements : le Corps législatif sera-t-il libre de ne pas sanctionner ces dépenses, une fois la guerre commencée ? Aura-t-il été réellement en

état, comme on veut qu'il le soit, de résister à des entraînements que peut-être il n'approuvait pas? Et ne sera-ce pas encore le cas de s'écrier avec M. Fould : « Qu'est-ce qu'un contrôle qui s'exerce sur une dépense dix-huit mois après qu'elle est faite? » Tant que ce contrôle salutaire ne s'appliquera pas à tout, il ne sera, dans la plupart des cas, qu'une espèce d'enregistrement et de constatation toute passive. Tant que la responsabilité ministérielle ne sera pas rétablie, la Chambre n'aura d'autre rôle que celui de ratifier docilement des faits accomplis, ou de se mettre, par son refus, en résistance ouverte contre le pouvoir, extrémité devant laquelle elle reculera toujours. Son opposition, pour être efficace et utile au pays, doit être préventive, si je puis ainsi parler, et non pas se produire lorsqu'il n'y a plus de choix qu'entre une résignation absolue ou une résistance désespérée.

On comprendra sans doute que ces réflexions, qui montrent dans la responsabilité ministérielle l'indispensable complément de la réforme financière, sont loin d'avoir pour but d'en déprécier la valeur. Cette réforme dût-elle rester purement et simplement ce qu'elle est aujourd'hui dans la pensée de son auteur, elle serait encore une amélioration considérable relativement à l'état de choses antérieur, et elle serait de nature à recevoir, de l'influence parlementaire bien dirigée et fermement conduite, une partie des perfectionnements que lui refuserait l'initiative du pouvoir. Si cette réforme ne permet pas encore en effet, comme elle s'en flatte, « d'enfermer le budget dans des limites invariables, » résultat impossible à atteindre sans un système qui combine, comme en Angleterre, la spécialité la plus rigoureuse avec la nécessité d'une autorisation préalable du parlement pour les moindres crédits, elle répandra du moins sur l'emploi des ressources publiques une lumière précieuse et rassurante, et le soumettra à un

contrôle beaucoup plus fréquent et plus éclairé. Elle a déjà eu l'excellent résultat d'appeler l'attention de l'opinion sur les économies immédiatement réalisables et sur les mesures propres à assurer le succès de cette tentative. Il n'est pas douteux que si l'esprit public ainsi réveillé venait à réclamer à haute voix ce qu'il se borne encore à demander tout bas, c'est-à-dire la liberté de la presse, l'abstention du gouvernement dans les élections, et une réduction du budget de l'armée, dont l'exagération irrite l'Europe bien plus qu'elle ne l'intimide, il n'est pas douteux, disons-nous, que ses vœux ne fussent exaucés dans une certaine mesure, parce qu'il tend de plus en plus à redevenir une puissance. Lui aussi il pourrait, s'il en était tenté, jouer le rôle de médiateur et faire pencher la balance, tantôt à droite, tantôt à gauche; malheureusement il a depuis longtemps renoncé aux grandes ambitions.

Quoi qu'il en soit, le mois de novembre retrouve le gouvernement actuel dans une situation analogue à celle qu'il avait lui-même choisie de son plein gré l'année dernière à pareille date. Mais il n'échappera pas aux esprits clairvoyants que ses concessions récentes ont été accueillies dans un tout autre esprit que l'acte du 24 novembre, bien qu'elles soient peut-être plus importantes au fond. Cette sorte de froideur tient, sans doute, en partie à l'étendue du déficit qui nous a été révélé, mais plus encore, peut-être, aux mécomptes qu'on a éprouvés au sujet de promesses plus anciennes. A tort ou à raison, on attendait de lui, il y a un an, autre chose que ce qu'il a tenu, et la nouvelle réforme n'a pas suffi pour dissiper ces impressions. Il y a là un avertissement qui ne serait pas perdu pour un politique à vues grandes et hardies.

En dépit de certaines apparences plus spécieuses que solides, jamais peut-être gouvernement ne s'est trouvé dans des circonstances plus favorables pour sortir définiti-

vement des voies de la dictature, sans danger pour lui-même et au grand avantage de la nation. Jamais l'opportunité de cette évolution n'a été indiquée à un pouvoir par des signes à la fois plus clairs et plus inoffensifs. C'est un de ces rares instants où, tout le monde commençant à désirer la liberté, personne n'étend encore la main pour la saisir. A cette disposition intime des esprits qui rendrait la transformation si facile, joignez la division extrême, incroyable des ennemis du régime actuel, incapables de s'entendre même dans leur haine commune, que la liberté désarmerait de leur principal grief, et qui par là deviendraient bien plus impuissants encore à remuer une nation avide de sécurité et profondément détachée de ses anciennes passions dynastiques. Ces particularités créent à ce gouvernement une situation originale et forte, mais il faudrait savoir la mettre à profit. De telles occasions ne se présentent pas deux fois.

Les considérations que nous avons présentées récemment au sujet de la mesure qui vient de frapper la Société de Saint-Vincent-de-Paul ont encouru la désapprobation formelle du principal organe de la démocratie gouvernementale¹. C'est là une disgrâce dont il ne nous sera pas impossible de nous consoler. Pourquoi ne pas le dire? nous sommes résigné à tout, même à causer des étonnements à l'honorable M. Guérout! Quant à lui, il y a longtemps qu'il ne nous étonne plus. L'honorable M. Guérout est à la fois scandalisé et surpris qu'en défendant la liberté d'association nous nous soyons permis de faire remarquer que le pouvoir actuel est assez fort par lui-même pour nous ôter toute envie de voir écraser à son profit les faibles oppositions qui s'élèvent autour de lui. Cette proposition le remplit de stupéfaction. Il ne peut concevoir que des

1. Voir l'*Opinion nationale* du 22 novembre.

gens qui ne sont pas libres fassent des vœux pour qu'on restreigne les attributions du pouvoir qui les régit. Il lui paraît étrange que nous ne soyons pas plus effrayé de l'infailibilité attribuée à l'État que de l'initiative laissée aux individus. Il lui semble plaisant qu'on ose écrire que ce qui fortifie une administration déjà toute-puissante affaiblit d'autant les garanties des gouvernés, comme si les prérogatives de l'une n'étaient pas prises pour la plupart sur la liberté des autres ! Il s'indigne qu'on soutienne les institutions qui peuvent, à un degré quelconque, servir de barrière ou de contrepoids à un tel pouvoir, lorsqu'elles ont d'ailleurs pour elles les principes libéraux. Voilà ce que l'honorable M. Guérout ne peut nous pardonner, ce qu'il appelle en propres termes une « naïveté, » ce qui est dans sa bouche une véritable flétrissure. C'est là, en effet, un reproche que personne ne sera tenté de lui adresser. On peut apprécier diversement l'opportunité qu'il y a aujourd'hui à dénoncer la conspiration des anciens partis, à prêter main-forte au gouvernement actuel contre toutes les oppositions qui se produisent, si désarmées qu'elles soient, à prendre bravement le parti du plus fort, en dépit des préjugés qui réprouvent cette conduite; nous reconnaissons qu'il y a dans ce rôle un genre de mérite auquel nous sommes incapable de nous élever; mais s'il nous vient jamais à l'esprit l'idée d'y reprendre quelque chose, ce ne sera point à coup sûr de la naïveté.

L'Opinion nationale croit réfuter notre opinion en lui attribuant un sens qu'elle n'a pas. Il suffirait selon elle, d'être l'ennemi du gouvernement actuel pour obtenir, par cela seul, notre adhésion. Ceux qui prendront la peine de nous lire verront suffisamment si cette accusation est motivée. La question d'intérêt ne vient, pour nous, qu'après la question de principe. Nous avons défendu la liberté d'association, et non la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dont

nous avons, plus que personne, combattu les maximes ultramontaines. Mais dans toute espèce de groupe politique ou social, il y a à envisager une force, une action en même temps qu'un droit. Après avoir démontré que ce droit était, dans le cas spécial qui nous occupe, conforme aux principes libéraux, nous avons apprécié le rôle de cette force dans les circonstances actuelles. Or, il nous a été facile de constater que ce qu'elle peut avoir d'hostile pour notre cause et de dangereux pour nous, est beaucoup moins dans le fait de son organisation passagère que dans la permanence de certaines doctrines qui vivent par elles-mêmes, qu'on ne supprime pas par décret, qu'on ne peut combattre que par la libre discussion, et que l'apparence seule d'une persécution a toujours fortifiées, au lieu de les affaiblir. Il résulte de là qu'au lieu de réclamer la dissolution de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, on devait demander que la liberté dont elle jouissait, comme la franc-maçonnerie, fût étendue à toutes les associations. C'est ainsi qu'à l'époque où le droit de suffrage appartenait à une minorité, on demandait, non qu'il fût supprimé, mais qu'il devînt le partage d'un plus grand nombre.

Notre façon d'envisager la question romaine montre assez s'il suffit à nos yeux d'être l'adversaire du pouvoir actuel pour avoir nos sympathies, ainsi que l'*Opinion nationale* l'insinue avec un sentiment de tendre sollicitude pour ce pouvoir tant méconnu. Là aussi, nous nous trouvons en présence de l'ultramontanisme; seulement, sous la forme du pouvoir pontifical, il a contre lui le droit de trois millions d'Italiens, et sous celle de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, il a pour lui le droit de tous ceux qui aspirent en France à la liberté d'association. Cette distinction peut être très insignifiante aux yeux de nos adversaires, mais nous nous honorerons toujours de la maintenir. Au reste, les complications de cet éternel débat, dont

chaque jour nous voyons surgir quelque phase imprévue, a amené chez nous des tristes et de si irréparables divisions, que nous serions presque tenté d'envier aux Italiens la simplicité qu'il a chez eux, même au prix des périls qu'il leur crée.

En Italie, en effet, sous quelque face que se présente l'ultramontanisme, ou pour mieux dire l'absolutisme clérical, on ne peut avoir qu'une opinion sur son compte, parce qu'il est un ennemi national, comme vient de le démontrer si bien M. Ricasoli dans sa lettre au pape Pie IX, et qu'on lui fait la guerre par la liberté, au lieu de la lui faire par les mesures de rigueur. Pour tout Italien qui aime son pays, il n'y a pas deux avis possibles sur le maintien du pouvoir temporel ; en France, la question, quoique fort claire en elle-même, ne se présente pas avec une évidence aussi pressante. Il y faut beaucoup de raisonnements préliminaires, comme, par exemple, de prouver qu'un Romain est un homme, et qu'en cette qualité il a des droits qu'il n'appartient pas à un Welche de s'approprier, même dans l'honnête intention d'obtenir des indulgences plénières. Ces raisonnements ne sont sans doute pas très compliqués ; cependant voici bientôt dix-huit siècles qu'on les reproduit inutilement ; et aujourd'hui encore on ne saurait les faire pénétrer même dans la tête encyclopédique d'un académicien.

La lettre de M. Ricasoli n'offre aucun argument nouveau, mais elle a le mérite rare, dans un document diplomatique, de replacer le débat sur son véritable terrain, celui de l'histoire, d'où on l'avait fait dévier depuis quelque temps. Le plus grand tort du pouvoir pontifical est, en effet, d'être inconciliable avec l'organisation de l'Italie, non seulement sous la forme unitaire, mais même sous la forme fédérative. Pour le prouver, M. Ricasoli n'a pas besoin de remonter bien haut, il lui suffit de rappeler au

pape sa célèbre encyclique du 29 avril 1848, dans laquelle éclate si bien l'incompatibilité qui existe entre ses obligations de souverain et ses devoirs de pontife. La défection dont elle donna à la fois l'exemple et le signal est un fait aussi ancien que le pouvoir politique de la papauté, et elle se reproduira infailliblement toutes les fois que le pape sera obligé de concourir, comme chef d'État, à des actes auxquels il est tenu de refuser son approbation en sa qualité de père commun des fidèles.

A ces considérations, M. Ricasoli a joint, sous forme d'ultimatum, et divisé par articles, ces propositions fameuses que M. de Cavour, après les avoir élaborées, tenait en réserve comme la rançon des États romains rendus à la mère patrie et comme la réalisation pratique de son programme favori : l'Église libre dans l'État libre. Elles nous paraissent largement stipuler, en effet, toutes les garanties que l'Église catholique peut réclamer en faveur de l'indépendance de ses chefs spirituels et pour la protection de ses libertés intérieures, mais nous ne croyons pas qu'elle y donne jamais son consentement avant de s'y voir contrainte par la force des choses. M. Ricasoli n'en a pas moins rendu un très réel service à la cause qu'il défend en livrant ces garanties à la publicité. Chacun se trouvera ainsi mis à même de juger ce régime d'abominable tyrannie qu'on ose proposer à la papauté en échange de la parfaite indépendance dont elle jouit sous la protection d'une garnison tantôt autrichienne, tantôt française. L'abandon fait par l'État de tout ingérence dans la nomination des évêques ; sa renonciation à tout droit de patronage sur la propriété bénéficiaire, à toute immixtion dans le gouvernement intérieur de l'Église ; le maintien de toutes les prérogatives de l'inviolabilité et de la souveraineté spirituelle du pontife ; l'attribution au saint-siège d'une dotation fixe et insaisissable, fournie en commun par toutes les nations catho-

liques et placée sous leur garantie : ce sont là les conditions d'une liberté que l'Église n'a certainement jamais possédée, même à l'époque où elle rêvait la théocratie universelle.

Elle a été sans doute beaucoup plus puissante, mais elle n'a jamais été beaucoup plus libre, et si, comme elle l'a plus d'une fois déclaré solennellement, elle est ambitieuse d'indépendance et non de pouvoir, on se demande ce qu'elle peut exiger de plus satisfaisant, sous ce rapport, que de telles offres. Nous désirons vivement qu'elle n'ait pas à se repentir un jour d'avoir refusé de les accepter à temps.

La situation du ministère Ricasoli a paru un instant ébranlée par les déceptions qu'il a dû avouer au sujet de Rome; mais comme personne n'ignore que ces mécomptes sont dus à des causes où il n'est pour rien, et comme ses successeurs désignés seraient fort embarrassés de suivre une autre politique que la sienne, il est probable qu'à moins d'un accident imprévu il se maintiendra encore aux affaires. M. Ratazzi ne paraît pas, en effet, avoir rapporté de Paris à Turin autre chose que le souvenir de son succès oratoire et des applaudissements qui ont accueilli son éloge chaleureux du gouvernement français. Ce ne sont pas là des éléments suffisants pour reconstituer un cabinet sur de nouveaux frais, comme le voudraient absolument certains novellistes. Le mieux serait donc une expectative éveillée et agissante, car la matière des grands travaux ne manque pas aux Italiens. En attendant, nous souhaitons pour eux, comme pour nous, que les finances françaises se rétablissent. Le dernier mot de la question romaine est peut-être écrit sur une page de notre prochain budget !

Ce n'est pas seulement chez nous, mais partout en Europe, que le budget tend à prendre une place si importante dans les préoccupations politiques, et nous compre-

nous sans peine qu'on songe aujourd'hui à conférer la prééminence dans le gouvernement au ministre des finances. Mais nous ne saurions voir là ni une situation normale, ni le rang dû à ces fonctions, comme ce serait en général assez l'avis des économistes. La vérité est que le ministère qui a le plus d'importance est toujours celui où il y a le plus d'embarras et de responsabilité. C'est celui des relations extérieures lorsque la paix de l'Europe est ébranlée ; celui de la guerre lorsqu'elle est rompue ; celui des finances dans les temps de crise, et en temps ordinaire celui de l'intérieur. Mais s'il en est un qui fournisse plus que les autres aux grandes facultés de l'homme d'État l'occasion de se déployer, ce n'est certainement pas celui des finances, qui est le plus spécial de tous, et aussi celui où il est le plus facile de faire illusion. Un aventurier comme Law, un spirituel mystificateur comme de Calonne y obtiennent de plus grands triomphes que les génies les plus solides et les plus profonds. L'apothéose des ministres des finances est donc tout au moins prématurée.

L'Angleterre supporte de son côté une crise industrielle au moins aussi douloureuse que nos embarras financiers, et ce n'est pas sans anxiété qu'on assiste à l'irritation croissante qui se manifeste au sein du peuple anglais contre les États de l'Amérique du Nord qui, par le blocus des ports du Sud, le privent de la plus précieuse de ses ressources. Le gouvernement des deux pays est entraîné tout naturellement à prendre part à leurs griefs réciproques, ainsi que l'atteste l'échange de correspondances qui a eu lieu entre lord Lyons et M. Seward. On doit espérer néanmoins que l'Angleterre, qui a su s'imposer de si immenses sacrifices en faveur de l'abolition de l'esclavage, saura résister à des tentations trop explicables par la détresse où elle se trouve, mais injustes et mauvaises conseillères. Le coup que la flotte

esclavagiste et par égard pour l'opinion publique de l'Europe. Il a fait taire les cris de la faim. Il a résisté à des entraînements fondés à la fois sur des nécessités pressantes et sur des griefs déjà anciens et des plus plausibles. Ces griefs sont bien connus. Il n'eût pas même eu besoin de rappeler l'arrogance insultante que les États-Unis ont montrée depuis trente ans dans leurs rapports avec l'Angleterre, et la longanimité avec laquelle elle a supporté leurs procédés, car ç'a été là pour le monde un sujet d'étonnement et presque de scandale. Le cabinet anglais n'a pas voulu profiter de leur détresse pour prendre une facile revanche; il n'a pas même encouragé, comme il le pouvait, les divisions d'une puissance si redoutable pour la prépondérance maritime de l'Angleterre; il s'est constamment maintenu, en un mot, dans les limites de la plus scrupuleuse neutralité. Il faut tenir grand compte de toutes ces circonstances, si l'on veut apprécier avec équité le démêlé anglo-américain.

Voici dans quelles dispositions l'incident du *Trent* a trouvé l'Angleterre. Lors même que le capitaine Wilkes eût procédé avec des formes moins provocantes que celles qu'il a employées, on conçoit sans peine l'irritation du peuple anglais. Il était loin de s'attendre à une telle récompense. Toute discussion réservée sur la question de légalité, on devait plus d'égards à la loyauté et au désintéressement de son attitude. Ce n'est pas avec ce sans-façon qu'on traite un peuple qui a le sentiment de son honneur et de sa force. Il y a une manière d'imposer la justice, qui la transforme en injure et en humiliation. On a semblé prendre à tâche d'exagérer à outrance, par des formes insultantes, tout ce que cette exécution sommaire pouvait avoir de blessant. On devait tout au moins à l'Angleterre de faire sanctionner par une grande autorité judiciaire cet acte d'un agent inférieur du pouvoir exécutif, et cette

garantie était aussi commandée par les usages de la jurisprudence maritime, ainsi que l'ont fait observer au nom de leur pays, les jurisconsultes de la couronne britannique.

Quant à la question de droit en elle-même, bien qu'elle soit fort embrouillée en raison de la complication des traités et des règlements maritimes, il nous paraît difficile qu'elle puisse être résolue en faveur des prétentions américaines. Le traité de Paris, c'est-à-dire la dernière convention internationale qui fasse loi en cette matière, autorise, il est vrai, le droit de visite et la saisie à bord des neutres de la contrebande de guerre ; mais c'est donner à ce mot une singulière extension que de comprendre sous une telle désignation, dont le sens doit être essentiellement restrictif, les personnes chargées de porter des dépêches, et c'est de plus s'engager dans un dédale de subtilités inextricables. Si ces personnes ont en effet un caractère officiel, elles sont des ambassadeurs, et en cette qualité elles sont inviolables, tout le monde en convient. Si elles n'ont pas de caractère officiel, à quel signe les reconnaître ? A leurs dépêches ? Mais ni M. Mason ni M. Slidell n'en ont été trouvés porteurs. La loi devient ainsi d'un arbitraire illimité, par l'impossibilité où elle est de caractériser nettement le délit, car il n'est personne qui ne puisse être accusé d'avoir au moins des instructions verbales, et qui ne soit exposé, à ce titre, à être qualifié contrebande de guerre. Il n'y a plus, dès lors, de sauvegarde possible pour les réfugiés politiques.

La question semble donc peu discutable au point de vue légal, surtout si l'on considère, en outre, que MM. Mason et Slidell ont été saisis s'embarquant à la Havane, c'est-à-dire dans un port neutre, pour se rendre dans un pays neutre. Le droit de visite ne peut pas s'exercer dans une circonscription illimitée ; s'il en était autrement, il fau-

draît reconnaître à la marine des États-Unis le droit de venir saisir sur nos paquebots français un Américain qui s'embarquerait de Marseille pour se rendre à Alger, prétention que nous jugerions, à bon droit, révoltante et ridicule. Il importe qu'on fasse ressortir toutes ces circonstances, si l'on veut voir prévaloir enfin, dans le droit des gens maritime, des principes plus libéraux et plus sensés que ceux qui y ont régné jusqu'à présent.

Ces considérations ne sont pas faciles à réfuter, surtout dans un pays qui a toujours combattu pour le droit des neutres; aussi les défenseurs de la mesure se sont-ils, en général, bornés à invoquer en faveur de leur thèse les nombreux précédents qu'à une autre époque l'Angleterre a créés contre elle-même en cette matière. Ils ont rappelé, non sans raison, avec quelle violence elle s'est arrogé, pendant les guerres du premier Empire, le droit de saisir ses déserteurs partout où elle les rencontrait. Les arguments de ce genre sont toujours sûrs de réussir chez nous, pourvu qu'on les applique à l'Angleterre. Il y a dans ce sentiment à peu près autant de justice qu'il y en aurait de la part de l'Autriche à vouloir saisir aujourd'hui ses réfugiés politiques sur notre territoire, sous prétexte que Napoléon en avait fait autant en Allemagne à l'égard du duc d'Enghien. Les usages, les lois, les mœurs ont quelque peu changé depuis cinquante ans. Si c'est sur des précédents historiques qu'on doit régler le droit international, il faut les mieux choisir ou renoncer à tout principe. Une telle façon de discuter ne peut conduire qu'à des récriminations sans fin. Si l'Angleterre violait à cette époque le droit des neutres, de notre côté nous le défendions en forçant, à coups de canon, ces mêmes neutres à accepter le blocus continental, et si dans cette lutte quelqu'un représentait la liberté européenne, à coup sûr ce n'était pas nous. Ce sont là, si l'on veut, des précédents, mais des

précédents d'où l'on ne peut faire sortir qu'un égorgement général, et moins que personne l'Amérique a le droit de les invoquer, elle qui partageait alors notre mauvaise fortune dans le seul but de faire respecter cette même neutralité qu'elle foule aux pieds aujourd'hui, elle qui récemment encore réclamait au congrès de Paris l'absolue inviolabilité des bâtiments de commerce.

Si, comme on a trop lieu de le craindre, le capitaine du *San-Jacinto* a agi avec l'autorisation du gouvernement fédéral, on s'épuise vainement à deviner quelles ont pu être, en cette occasion, les vues de M. Lincoln. Il ne s'est pas sans doute exposé à un si gros risque pour le simple plaisir de faire arrêter deux de ses anciens collègues, dont la mission, quels que fussent ses inconvénients, ne méritait pas d'être mise en balance avec un éclat si imprudent, pouvant être si facilement suppléée. On a donc supposé qu'il avait vu dans la conquête du Canada une compensation de nature à faire oublier ses échecs dans le Sud, ou même à jeter les bases d'une nouvelle Union. Mais, cela même admis, il resterait à examiner si ce n'est pas estimer le Canada bien cher que de consentir à le payer de l'anéantissement de la marine américaine. Ce n'est pas tout d'ailleurs que de le conquérir, il faudra le conserver, et l'Angleterre a mille moyens de lui rendre cette tâche très difficile. Il faudra, du même coup, renoncer à la soumission des États du Sud, abandonner la cause de l'émancipation et tromper toutes les sympathies qu'elle a obtenues dans le monde entier, sympathies puissantes, puisqu'elles ont suffi pour empêcher plusieurs gouvernements européens de reconnaître les confédérés, malgré la secrète envie qu'ils en éprouvaient.

Si, au contraire, le capitaine Wilkes a agi sans ordres, on ne s'en trouve malheureusement pas beaucoup plus avancé, car les transports de joie avec lesquels la nouvelle

de cet événement a été accueillie en Amérique laissent peu d'espoir d'un arrangement pacifique. Les juristes des États-Unis ont pris naturellement le contre-pied de la thèse des jurisconsultes anglais ; ce qui d'ailleurs ne prouve rien, ni pour ni contre. On sait que la bonté ou l'injustice d'une cause est en général la dernière chose dont se préoccupent les hommes de loi. Le soin déplorable et systématique avec lequel les démocrates américains écartent depuis si longtemps des affaires tous les hommes qui leur font ombrage, par l'indépendance du caractère ou par la supériorité de l'intelligence, ne peut manquer de porter ici ses fruits. La situation actuelle n'exige pas sans doute de grands efforts de génie ; mais ce n'est pas non plus un mérite vulgaire que celui qui consiste à résister aux entraînements populaires au sein d'une démocratie, et comment l'attendre d'hommes politiques dont la docilité est soumise à tant d'épreuves diverses avant d'obtenir sa récompense ? Tout ce qu'il est permis d'espérer, c'est une réaction produite au sein du peuple lui-même par un effort simultané de tous les esprits éclairés, pour lui faire envisager plus sainement ses véritables intérêts. Déjà une partie de la presse américaine semble vouloir l'y préparer par la modération de son langage ; mais il n'est pas facile d'obtenir un tel résultat sur des masses ignorantes, despotiques et enivrées à un point extraordinaire du sentiment de leur propre force. Le même peuple, qui se montre si impuissant dans sa guerre avec le Sud, provoquerait l'Europe entière avec une parfaite sécurité. Son isolement, ses ressources indéfinies, son habitude de ne rencontrer devant lui aucune puissance qui lui résiste, parce que la plupart des gouvernements ont intérêt à vivre en bonne intelligence avec lui, lui ont donné des autres nations un mépris et de lui-même une infatuation presque également ridicules. Ses admirables institutions, protégées par l'exception heureuse, ines-

timable, à laquelle il doit de n'avoir ni voisins, ni aristocratie, ni esprit militaire, ni traditions monarchiques, n'ont pas peu contribué à entretenir le charme qui nous faisait voir des fils de Washington dans les disciples de Monroë. L'illusion se dissipe tous les jours.

Dans ces derniers temps, sans doute, des tendances meilleures se sont manifestées dans le peuple américain, et c'est grâce à elles que la rupture a éclaté entre le Nord et le Sud ; mais, il n'y a pas à s'y tromper, l'acte de violence dont se plaint l'Angleterre est un procédé emprunté à la politique esclavagiste qui a si longtemps dominé l'Union, et si le Nord a bien réellement rompu avec ces traditions arrogantes, avec cette politique sans scrupules, il n'hésitera pas à le répudier.

Le congrès des États-Unis a dû se réunir le 4 décembre, c'est-à-dire plusieurs jours avant l'arrivée de lord Lyons, qui est porteur de la demande en réparation de l'Angleterre, et il est à croire que l'influence de cette grande assemblée s'exercera dans le sens de la sagesse et de la conciliation. D'après ce qui en a transpiré dans le public, l'ultimatum de l'Angleterre est conçu en termes d'une grande modération, et il est loin d'avoir fait valoir tous les arguments qu'on peut invoquer en faveur du droit des neutres, soit que l'Angleterre se sente à bon escient gênée sur ce point par ses souvenirs personnels, soit qu'elle redoute de voir sortir du débat une extension de ce droit plus grande qu'elle ne le désire. Elle craint de se blesser avec ses propres armes. Mais ces arrière-pensées, mal dissimulées, ne sauveront pas ce que le droit de visite a conservé de vexatoire et de tyrannique.

En France, chacun s'est prononcé suivant ses sympathies, les uns avec le regret trop justifié de voir la cause de l'esclavage gagner l'appui d'un allié aussi puissant que l'Angleterre, les autres avec une vive satisfaction de voir

nos voisins lancés dans une aventure pleine d'inconvénients et de périls, quelle qu'en soit l'issue ; mais personne, que nous sachions, ne s'est préoccupé de l'occasion qui s'offre à nous de faire prévaloir définitivement et à peu de frais le principe de liberté dans la jurisprudence maritime. Le rôle de la France, dans ce débat, est ainsi tout tracé d'avance. Il y aurait folie et injustice de sa part à épouser la querelle de l'Angleterre et à déclarer, comme le lui demandent des publicistes trop zélés, la guerre aux États-Unis. L'injure dont se plaint l'Angleterre est trop sujette à controverse ; elle peut s'expliquer par trop de précédents et de textes de lois pour être considérée comme une de ces grandes violations du droit qui de la cause d'une nation font celle de tous les peuples. Il n'y a pas là une raison suffisante pour que nous tendions la main aux partisans de l'esclavage et pour que nous aggravions les maux d'une république en partie notre ouvrage et qui se relèvera un jour de son affaiblissement passager. Enfin l'état de nos finances nous conseille lui-même une attitude plus paisible et plus modeste. Il y a moins de raisons encore pour que nous nous prononcions contre l'Angleterre, qui a pour elle le bon droit et le sentiment public. Ce ne sont pas les amis de la liberté qui feront jamais des vœux pour voir l'Angleterre abaissée ! Qui en profiterait ? Cette impartialité, si facile qu'elle soit à la France, ne lui donnera que plus d'autorité pour faire accepter des parties belligérantes une revision de la législation maritime et un système de garanties claires et efficaces en faveur de ce droit des neutres dont les obscurités ont été la cause de tant de guerres. Jamais puissance n'aura été mieux en état de faire triompher les principes de liberté, puisque le seul gouvernement qui se soit jusqu'ici opposé à leur adoption est réduit aujourd'hui à les invoquer pour sa défense. On fait depuis quelques années de louables efforts pour les introduire dans le droit public

de l'Europe, ce sera un progrès que de les voir appliqués par la jurisprudence maritime.

Ces vœux paraîtront à beaucoup de gens une préoccupation inopportune ou superflue. L'habitude des révolutions nous a rendus très indifférents et très sceptiques en matière de légalité. Les formes légales ne sont guère, aux yeux de la plupart des Français, que des prescriptions bonnes à invoquer lorsqu'elles vous protègent, et absolument méprisables lorsqu'elles vous contrarient ; et c'est pour ce motif qu'ils n'ont jamais été libres. Les esprits qui se préoccupent en France de l'avenir de leur pays ont pu assister dans ces derniers temps à des discussions tristement instructives : Approuvez-vous la mesure prise contre la Société de Saint-Vincent-de-Paul ? — Oui. — Et contre la franc-maçonnerie ? — Non. Faites des lois qui puissent contenter des raisonneurs qui comprennent ainsi la liberté ! De même, dans la question qui vient de se produire, nos anglophobes n'ont pas éprouvé un instant d'hésitation, et ont déclaré la réclamation de l'Angleterre absurde et mal fondée. Mais changez l'espèce, comme disent les légistes. Supposez que le fait se soit passé il y a dix-huit mois sur les côtes de la Sicile ; supposez que Garibaldi, vaincu au lieu d'être vainqueur et réfugié à bord d'un bâtiment français, y eût été saisi à main armée par la marine napolitaine, quel cri d'indignation n'eussent-ils pas fait entendre ! Et cependant, au point de vue du droit international, la position du général eût été dans cette hypothèse infiniment moins bonne que celle des envoyés du Sud. Tant qu'il y aura en France, jusque dans les classes éclairées, un grand nombre d'hommes qui ne comprendront pas que les applications du droit sont solidaires et indivisibles, comme le principe qui les inspire, les institutions libres n'y subsisteront que par une tolérance du hasard.

Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, car elles sont

loin d'être établies parmi nous, et le *Moniteur*¹ a pris un soin bien superflu en nous avisant que le pouvoir n'avait nullement l'intention de développer nos libertés au delà de ses propres convenances. Si cela eût fait pour nous l'ombre d'un doute, la multiplicité des procès de presse, qu'on voit se produire jusqu'à quatre à la fois en un seul jour et pour une seule chambre du tribunal de police correctionnelle, nous eût suffisamment averti de notre méprise. Nous avons, il est vrai, signalé quelques-unes des causes qui tendent à rendre nos garanties politiques plus sérieuses et plus efficaces qu'elles ne l'ont été jusqu'ici; mais ce n'est pas du bon plaisir que nous en attendons l'extension, c'est d'un collaborateur tout-puissant qu'on appelle tantôt la raison, tantôt la nécessité, selon qu'on l'écoute à temps, ou qu'on se laisse devancer par lui. Il est singulier qu'on semble vouloir nous interdire ces légitimes inductions le lendemain même du 14 novembre, date qui suffit à elle seule pour les justifier. N'entendions-nous pas, en effet, vers la même époque, il y a un an, des déclarations toutes pareilles au sujet de l'intention bien arrêtée qu'on prêtait alors au gouvernement de ne pas faire un pas de plus dans la voie des réformes; et nous les rappeler n'est-ce pas nous dire, de la façon la plus formelle, que la nouvelle organisation des finances a été écrite sous la dictée de la force des choses? Sous quel prétexte nous déroberait-on ces perspectives d'un avenir qui, pour le moment, est notre seul domaine et en quelque sorte notre seul refuge? Serait-ce donc aussi conspirer que de prévoir?

Le *Moniteur* nous rappelle que les grands corps de l'État jouissent seuls du droit d'initiative, en ce qui concerne les modifications à introduire dans la Constitution. Cette vérité nous était connue, bien que nous n'ayons

1. Voir la note du *Moniteur universel* du 28 novembre 1861, en tête de la partie non officielle.

jamais eu le plaisir de la constater, en voyant les grands corps de l'État user du droit qu'on leur attribue; mais, à moins que le *Moniteur* n'ait l'intention d'appliquer le système des avertissements à la langue française et de réprimer par voie administrative la séditieuse logique de la grammaire, il doit s'attendre à ce qu'on établisse une distinction entre discuter des mesures ou en prendre l'initiative. Jusqu'à ce que l'administration en ait décidé autrement, jusqu'à ce que le Dictionnaire de l'Académie ait été cité à son tour en police correctionnelle, on est autorisé à croire que ce sont là des choses essentiellement dissemblables.

La convocation du Sénat¹ et la soumission qui lui est faite du projet de réforme financière² offrent à cette assemblée une belle occasion de prouver qu'elle prend au sérieux ce droit d'initiative qu'on vient de revendiquer en son nom. Elle est placée dans une situation tout à fait privilégiée pour l'exercer avec efficacité, si elle tient à remplir ce rôle.

Elle a, en effet, cet avantage que ses intentions ne peuvent être en aucun cas suspectes d'être hostiles à l'établissement actuel, et que les améliorations proposées par elle pourraient être très difficilement repoussées par le gouvernement après la confession quelque peu humiliante que lui a arrachée l'évidence du mauvais état de nos finances. C'est au Sénat de décider si le système des virements, tel qu'on se propose de le pratiquer et séparé de la spécialité par chapitres, est la garantie suffisante d'une bonne gestion; c'est à lui de voir si l'équilibre du budget n'est pas la plus folle des utopies tant que nous n'aurons pas des ministres responsables; si le contrôle accordé aux Chambres sur les finances ne sera pas illusoire tant qu'il ne

1. Elle avait eu lieu le 2 décembre 1861.

2. Consulter le mémoire de M. Fould dans le *Moniteur universel*, du 14 novembre 1861.

s'étendra pas à tous les actes de l'administration ; s'il est possible, en un mot, de régler la dépense d'un État tant qu'on ne possède aucune autorité sur ceux dont les actes la déterminent.

Il y a au Sénat beaucoup d'hommes qui ont vieilli dans le maniement des affaires, et il est impossible qu'il ne se produise pas parmi eux quelques-unes des objections que l'expérience a formulées contre le nouveau système financier. Les hommes spéciaux en ces matières ne seront peut-être pas si prompts qu'une partie du public à décerner au nouveau ministre des finances le brevet d'infailibilité que lui a valu son rapport, si sensé lorsqu'il critique, mais si incomplet lorsqu'il réforme. Ils ne peuvent pas, en effet, avoir oublié que ce ministre a eu sa part dans les erreurs qu'il relève avec tant de justesse, et à ce titre ne doit pas trouver mauvais qu'on l'aide à n'en pas commettre de nouvelles. Toutes ces raisons devront encourager le Sénat à user énergiquement de son initiative pour donner plus de force et de réalité au contrôle des Chambres. Si l'on veut qu'elles aient plus de responsabilité, il faut aussi qu'elles aient plus de pouvoir. Il serait trop commode de leur dire : Les embarras des finances ne regardent plus désormais que vous ; et en même temps de leur refuser tout moyen sérieux d'y apporter remède.

Quoi qu'il en soit, on attend avec une vive curiosité l'exposé des plans financiers de M. Fould, et si, comme on l'assure, le gouvernement français est fermement résolu à n'opérer aucune réduction sur le budget de la guerre, dont l'exagération a été la principale cause du déficit, l'expédient cherché par le ministre est, à coup sûr, aussi difficile à trouver que la quadrature du cercle. Quant aux projets d'impôt dont il a été question, jusqu'ici ils ne semblent avoir été mis en avant que pour amuser l'impatience du public. L'impôt sur les allumettes est une agréable facétie,

plutôt qu'un trait de génie destiné à sauver l'État. C'est une façon ingénieuse et nouvelle de présenter l'éternelle planche de salut; on la découpe sous formes d'allumettes pour la mettre à la portée de tout le monde. Ces métaphores ne trompent personne, mais on rit; voilà pourquoi, pendant que les acteurs sérieux étudient leur rôle, on abandonne la scène au docteur Véron.

Le parlement italien s'est réuni, et comme de raison a consacré ses premières séances à d'inévitables interpellations sur l'inévitable question romaine. Les orateurs n'ont guère fait que répéter ce que tout le monde savait à satiété. Il vaudrait mieux se taire, dévorer ses griefs, et se mettre à tout prix en état d'agir énergiquement. Les Italiens ne nous semblent pas avoir bien compris, en général, cette nécessité, qu'on ne s'est pas fait faute de leur prêcher, et qui n'a guère été sentie que par Garibaldi et ses amis. Par suite de cette mollesse qu'on a le droit d'imputer à la majorité de la nation, plutôt qu'à tel ou tel parti, les hommes d'État italiens se trouvent dans un état de dépendance humiliante que la discussion actuelle éclaire du jour le plus fâcheux. Ils sont un peu dans la situation de nos journalistes officieux, dont le mieux informé est toujours le plus influent.

C'est cet avantage, présumé à tort ou à raison, qui fait en ce moment à Turin la grande supériorité de M. Rattazzi sur M. Ricasoli. On a supposé qu'il avait reçu des inspirations d'en haut pendant son voyage à Paris, et cela a suffi pour ébranler le ministère. Mais M. Rattazzi a été magnanime. Il a généreusement couvert son rival, en reconnaissant, il est vrai, pour rendre hommage à la vérité, que ce rival avait commis beaucoup de fautes, impossibles à dissimuler, mais en ajoutant avec une entière impartialité que personne en ce monde n'est parfait, et que lui-même, M. Rattazzi, placé dans les mêmes circonstances,

n'aurait peut-être pas mieux agi. M. Ricasoli a dû se sentir merveilleusement raffermi par un secours aussi puissant et aussi inespéré ! Si son ministère survit à cette apologie pleine d'effusion et d'une sincérité vraiment italienne, il pourra s'estimer heureux et se vanter d'avoir une constitution solide.

Les affaires de Naples ont été portées à la tribune en même temps que celles de Rome, et elles ont appelé l'attention publique sur cette interminable guerre qu'on ne sait plus de quel nom appeler, tant elle déjoue toutes les prévisions. Il est étrange qu'on ne sente pas à Turin quel argument formidable elle constitue contre la cause de l'unité italiennée. Nous savons, comme tout le monde, combien cette insurrection est favorisée par la situation où se trouve Rome et par les antécédents de ce malheureux pays ; cependant il nous est impossible d'admettre qu'une administration à la fois énergique et intelligente ne fût pas venue à bout d'y mettre fin après quelques efforts. Le général Cialdini a montré, pendant le peu de temps qu'a duré sa lieutenance, ce qu'il était possible de faire sous ce rapport. Mais il commençait à peine à rétablir l'ordre et la paix dans le royaume de Naples, qu'on s'est hâté de le rappeler, comme si on avait à cœur d'en perpétuer les déchirements. On semble vouloir les entretenir avec une arrière-pensée de les exploiter pour obtenir plus facilement l'évacuation de Rome, et cette seule apparence est si odieuse, qu'on devrait mettre un soin extrême à la faire disparaître. Des hommes jaloux de l'honneur de leur pays ne devraient pas souffrir qu'on pût le calomnier, qu'on pût comparer son gouvernement à ces nécessiteux qui entretiennent leurs plaies pour émouvoir plus facilement la pitié.

La chute du ministère Ricasoli ne peut avoir, en ce moment, aucune influence sur les affaires générales de

l'Europe, qui continuent à présenter l'aspect de torpeur et d'indécision que nous avons déjà si souvent signalé. Deux États font cependant exception et nous offrent des symptômes plus heureux : l'un est la Belgique, l'autre la Prusse.

La Belgique, qui est sans contredit le pays le plus libre et le plus prospère du continent, vient de donner après un débat approfondi, un témoignage éclatant d'adhésion à la politique de son gouvernement dans la question italienne. On sait que le royaume d'Italie a été récemment reconnu par le cabinet belge. Le parti catholique, qui jouit en Belgique d'une influence considérable que personne ne lui conteste, parce qu'il n'a jamais cherché, comme ailleurs, à s'en faire une arme contre les libertés nationales, a voulu profiter de cette circonstance pour renverser le ministère et organiser une démonstration en faveur du pouvoir pontifical ; mais ses calculs ont été déjoués par le patriotisme et la sagesse de cette intelligente population.

Quant à la Prusse, elle vient de faire ses élections générales dans un sens beaucoup plus libéral qu'on n'eût pu l'espérer, et les publicistes qui ont le plus travaillé à ce résultat ont été, plus que personne, étonnés de leurs succès ; en sorte que tout le monde s'est demandé à qui on devait l'attribuer. Pour nous, nous n'éprouvons pas le moindre embarras à répondre à cette question ; nous rapportons hardiment tout l'honneur de ce triomphe au roi de Prusse. Les politiques les plus perspicaces se sont mis, il y a un mois, l'esprit à la torture pour découvrir qu'elles avaient pu être les intentions du roi Guillaume en exhumant le vieux cérémonial du couronnement des « rois par la grâce de Dieu, » pour en faire le programme de son propre sacre, et ils ne sont pas parvenus à trouver une réponse satisfaisante. Disons mieux, ce monarque a même été cruellement méconnu dans cette circonstance mémorable. Aujourd'hui tout nous est expliqué. Le roi Guil-

laume n'avait d'autre but que d'obtenir des élections libérales dans son royaume. Il y a réussi, et ce doit être pour son cœur une bien douce compensation de l'ennui que lui ont nécessairement causé les cérémonies du couronnement.

23 décembre 1861.

Les esprits, en France comme dans toute l'Europe, sont toujours dans la même anxiété au sujet du différend anglo-américain¹. Aucun objet, et avec raison, n'a tenu depuis longtemps une aussi grande place dans les préoccupations publiques, et bien qu'il soit impossible d'émettre autre chose que des conjectures au sujet de l'issue de ce conflit, on n'a pas encore cessé d'en discuter les conséquences probables. L'opinion a montré en cela un juste sentiment des périls qui menaceraient l'Europe si, dans l'état de trouble et d'indécision où elle se trouve aujourd'hui, elle allait, à l'occasion de cette querelle, rouvrir la carrière des grandes guerres extérieures. Que de germes heureux y seraient étouffés !

Ces appréhensions commencent à s'apaiser. On a l'espérance fondée que, si cette guerre funeste n'est pas prévenue par une intervention conciliante et par une mutuelle modération, elle sera du moins localisée et maintenue dans les plus étroites limites. Si elle éclate, on pourra la citer comme un mémorable exemple du rôle que le hasard joue dans les choses humaines. Au fond, ni l'une ni l'autre des deux nations ne la désire. Le vainqueur, quel qu'il soit, en éprouvera des maux incalculables. L'Angleterre, qui pouvait être suspecte de la voir avec plaisir à cause de

1. Affaire du Trent. Voir la note de la chronique du 10 décembre 1861.

la crise du coton, donne maintenant des signes non équivoques de ses répugnances, qu'elle fait taire pourtant par un légitime sentiment de fierté blessée. Mais la campagne que viennent d'entreprendre ses économistes en faveur de la paix dit assez clairement que son intérêt ne lui parle pas le même langage que son honneur. Quant à l'Amérique, victorieuse ou vaincue, elle ne peut retirer du combat que des désastres. Voilà donc deux peuples amenés à se faire l'un à l'autre des blessures peut-être mortelles, et cela pour le caprice d'un agent obscur, non autorisé, pour un acte que l'un désavoue dans le présent, que l'autre a combattu et dénoncé dans le passé, que tout le monde proscrira dans l'avenir. De telles anomalies font prendre l'humanité en dégoût et la sagesse des hommes d'État en pitié.

Si compromises que paraissent les choses par les remerciements que le congrès a votés au capitaine Wilkes, tout espoir d'arrangement ne sera pas perdu tant qu'on ne connaîtra pas l'impression que l'attitude du peuple anglais aura produite en Amérique. Il est plus permis de compter sur l'effet moral de l'unanimité qu'il a montrée en cette occasion que sur celui du pèlerinage de M. Bright, escorté d'une procession des amis de la paix, quelque imposant que puisse être ce spectacle. L'opinion de l'Europe ne paraîtra pas sans doute aux Américains une circonstance absolument insignifiante, et pourra donner quelque poids à la transaction si équitable qui a été proposée par le général Scott. Enfin, au moment de tirer l'épée, les deux peuples, qui ont si longtemps marché ensemble à la tête de la civilisation, se demanderont peut-être au profit de qui ils vont s'entr'égorguer. Que l'Angleterre surtout y réfléchisse avant de prendre une résolution précipitée. Elle a plus d'un ennemi qui la pousse à cette guerre par un zèle affecté pour l'honneur de son pavillon, et qui peut-

être épie en secret l'heure de ses premiers revers. Qu'elle n'expose pas inconsidérément sa fortune et ses forces : elle en est comptable à la liberté de l'Europe.

A l'intérieur, nous sommes plus que jamais plongés dans un véritable océan de conceptions financières. Nous voguons sur des milliards : *In Deo movemur et sumus*. A force d'entendre parler finances, budget, trésor et ressources inépuisables, on oublie tout à fait qu'il s'agit d'un déficit, et nos orateurs, fascinés par des visions de l'âge d'or, s'irritent qu'on ose leur rappeler une pareille bagatelle. Ce sujet exerce sur les imaginations une irrésistible action magnétique. Aussi dès la plus haute antiquité, Mercure était-il considéré comme le grand charmeur des hommes et des dieux. C'est lui que Jupiter employait dans toutes les négociations difficiles ; c'est lui que, par exemple, il envoie à Prométhée pour le décider à faire amende honorable. Mais si l'argent est plein de séductions, il n'a jamais su inspirer le respect, et les poètes ne se gênent guère avec ce ministre des finances de l'Olympe. Il faut lire les invectives que le vieil Eschyle met dans la bouche de son héros : « Contre ton vil ministère, jamais, crois-le bien, je ne voudrais échanger mon sort déplorable... Ton langage est bien fier, bien plein d'arrogance et digne du serviteur des dieux. Eh ! maîtres nouveaux, votre empire est d'hier, et vous vous imaginez que vos palais ne peuvent pas connaître la douleur ! n'en ai-je pas vu chasser deux rois ? » etc.

Ce pauvre Prométhée serait tout à fait arriéré aujourd'hui, et nos économistes auraient beau jeu à lui démontrer la mission civilisatrice du capital ; mais ce n'en est pas moins là un curieux témoignage de la façon dont les moralistes primitifs envisageaient le rôle du dieu Mercure, ce qui d'ailleurs n'a jamais empêché personne de l'adorer. En tout cas, il ne doit pas être trop mécontent des hom-

mages qu'on lui rend aujourd'hui chez des peuples qui se disent très chrétiens. On pourrait même le soupçonner d'avoir collaboré à la théorie des virements, tant elle a contribué à mettre à l'envers les imaginations.

Les discours qui se sont produits pendant la courte session du Sénat, au sujet de cette question des virements, ont été plus prolixes et plus diffus que décisifs, et ils n'ont guère présenté d'argument nouveau ni pour ni contre cette mesure. Si cette session a été extraordinaire, comme le disent ses procès-verbaux, ce n'a pas été par l'éclat inaccoutumé de ses orateurs. Le rapport de M. Troplong lui-même est surtout remarquable par l'originalité de certains aperçus qu'on ne s'attendait pas y rencontrer, et qui n'ont pas un lien très direct avec le projet de sénatus-consulte. Il y a certainement de la nouveauté et même du courage à démontrer aujourd'hui que la Restauration a compromis le principe monarchique en laissant les Chambres usurper les privilèges de la couronne; à faire entendre que Royer-Collard, par ses opinions en matière de finances, était un anarchiste qui rendait tout gouvernement impossible; enfin à blâmer Napoléon I^{er} d'avoir été trop loin dans ses concessions en 1815. C'est sans doute la première fois que Napoléon est accusé d'avoir été trop libéral.

M. Troplong parle des prérogatives de la couronne comme on en parlait avant 1789 : puisqu'il a bien voulu réfuter sur ce point des préjugés qui paraissent malheureusement très enracinés dans les esprits, il aurait bien fait d'expliquer par la même occasion comment il concilie ces formules, un peu tombées en désuétude, avec les hommages que tout le monde rend aujourd'hui, au moins en paroles, au principe de la souveraineté populaire. On a beau, en effet, être accoutumé aux subtilités et aux sous-entendus de la nouvelle langue politique, on a de la peine à concevoir comment la souveraineté populaire peut con-

sister, en matière de finances, à refuser à la représentation nationale toute action efficace sur la limitation et la répartition du budget, en un mot, à diminuer le contrôle au lieu de l'étendre. Il y a là un point qui manque de clarté. Ce principe doit être vrai, puisque tant de graves autorités l'affirment ; mais on peut dire que, même après les expositions savantes et développées dont il a été l'objet au Sénat, il reste entouré de quelques nuages que nous serions heureux de voir dissiper. La spécialité du budget a été combattue comme un principe anarchique, et l'honorable M. Troplong a été, dans la fougue de la répulsion qu'elle lui inspire, jusqu'à nous la représenter assise sur les ruines de la monarchie ; mais il y a des faits récalcitrants qu'une figure oratoire ne saurait détruire ni modifier, si éloquente qu'elle soit d'ailleurs. Nous voudrions bien ne pas en croire nos yeux, mais il suffit de jeter un regard de l'autre côté du détroit pour y voir la spécialité assise, non sur des ruines, mais sur la prospérité du pays et sur l'équilibre du budget.

De même encore, tout ce qu'on a dit à la louange des virements n'empêche pas qu'ils ne soient une forme à peine déguisée des anciens crédits supplémentaires, et qu'ils n'aient le double inconvénient de rendre le contrôle des Chambres plus difficile peut-être qu'autrefois, par les déplacements imprévus qu'ils introduiront dans la répartition budgétaire, et de s'imposer avec un caractère d'urgence bien plus impérieux que les crédits, par suite de l'état de souffrance où ils laisseront forcément certains services. Enfin, quelque mal vu que soit encore le principe de la responsabilité des ministres, il n'en reste pas moins vrai que la logique en existe si bien d'avance dans les esprits qui en médisent le plus, qu'il leur arrive à chaque instant de le présupposer tout en le niant. Ce n'est pas un ennemi, c'est un des plus chauds partisans du sénatus-

consulte qui a prévu le cas où un désaccord se manifesterait entre le Corps législatif et le gouvernement, et, pour résoudre la difficulté, il n'a trouvé d'autre expédient qu'une dissolution de Chambre et un appel au pays. La nation prononcerait, a-t-il ajouté. Mais si la nation, ainsi consultée, prononçait en faveur de la Chambre, qu'en résulterait-il, sinon un changement de ministère. Or, n'est-ce pas là le mécanisme même de la responsabilité ministérielle tel qu'il fonctionne aujourd'hui partout? Qu'on s'en rende compte ou non, on fait tous les jours un nouveau pas dans cette voie, et il n'est pas jusqu'au récent décret relatif au contrôle accordé au ministre des finances sur les dépenses de ses collègues qui ne contribue à amener cet état de choses, en rendant les ministres solidaires les uns des autres, en formant cette unité politique qu'on nomme un ministère.

Les finances ne sont pas, il s'en faut, le seul côté douloureux de notre situation intérieure; mais on sait du moins à quelles causes il faut attribuer leur désarroi, tandis que l'opinion publique se demande avec inquiétude à quelles nécessités secrètes et inexorables répond le redoublement inouï de rigueurs dont la presse est en ce moment l'objet¹. Est-ce à un gouvernement si sûr de sa force et si solidement établi qu'il convient de montrer des alarmes que, nous en sommes convaincu, il ne ressent pas? Le bruit à peine entendu de quelques voix mécontentes peut-il être mis en balance avec ce chœur formidable d'unanimité par lequel lui répond le suffrage universel toutes les fois qu'on l'interroge? Ainsi que le disait M. de Persigny lui-même, ces appréhensions exagérées se conçoivent chez les pouvoirs qui commencent et qui ont à se défendre

1. Avertissements donnés à l'*Ami de la Religion*, au *Correspondant* et au *Journal des Débats*, dans ce mois de décembre 1861.

contre des ennemis actifs et puissants ; mais, de la part du pouvoir actuel, en présence d'une opposition désarmée, d'une presse tremblante et d'une nation satisfaite, elles ne feraient qu'affaiblir l'idée qu'il veut lui-même qu'on ait de sa solidité et de sa durée. Pense-t-il gagner quelque chose à ce qu'on le croie ébranlé par une pièce de vers publiée dans un recueil qui est lu par cinq cents personnes ? Ou bien, M. de Persigny n'a-t-il vu dans cette destitution de M. de Laprade¹ qu'une occasion de rendre un solennel hommage à la sainteté du serment ?

Cet hommage a sans doute son prix, mais il y a plus d'un grave intérêt engagé dans cette question. Beaucoup de gens se sont affligés et quelques-uns réjouis de la mésaventure de M. de Laprade ; mais on ne s'est guère préoccupé, en général, du coup que cette mesure a porté au haut enseignement. Il n'y a pas deux manières d'avoir un haut enseignement dans un État, — il n'y a qu'une complète indépendance chez les professeurs qui puisse l'assurer. Aussi, dans tous les pays de l'Europe réputés par la science et les lumières, le haut professorat est-il inamovible. La destitution d'un professeur n'y est nulle part laissée à l'arbitraire d'un ministre. En France, où la liberté d'enseignement n'a jamais existé, il y a cependant eu certaines garanties destinées à protéger l'indépendance du haut enseignement : pendant longtemps on n'y a jamais connu de destitutions qui n'eussent été précédées d'une décision académique. Il n'y aura désormais plus d'équivoque possible à cet égard, — le haut enseignement est définitivement subordonné à l'administration. C'est un fait accompli. Mais que deviendra notre enseignement scientifique si, pour nos péchés, le ciel nous envoie un ministre dévot ? Nos savants

1. M. de Laprade, professeur à Lyon, fut destitué pour avoir publié une pièce de vers dans le *Correspondant*, (Voir le *Moniteur universel* du 17 décembre 1861.

sont avertis, ils feront bien de se hâter de démontrer que la terre tourne.

Si les intentions du gouvernement sont méconnues par ses adversaires, il faut convenir en revanche qu'elles sont bien mal comprises par ses propres agents. Qui n'a, en effet, présente encore à la mémoire cette déclaration rassurante et si bien accueillie qui promettait une entière liberté à l'écrivain, à condition qu'il sût respecter le principe sur lequel repose le pouvoir actuel? Si l'abandon de cette ligne de conduite a été intentionnelle, nous cherchons en vain quels excès de polémique ont pu le motiver de la part de la presse. Nous avons été frappé, au contraire, du peu de hardiesse qu'elle a mis à profiter de la latitude qu'on lui offrait, soit qu'elle ne ressentit qu'une confiance mitigée de beaucoup de crainte, soit plutôt qu'une longue contrainte lui ait fait un tempérament jusque-là inconnu en France et qu'elle se trouve plus à l'aise dans la langue des insinuations et des fuyantes allusions que dans celle de la franchise et de la force.

Quoi qu'il en soit, si l'on doit attribuer l'inobservation du régime qu'on nous promettait dans cette célèbre circulaire à la négligence avec laquelle la presse l'a laissée prescrire (hypothèse quelque peu invraisemblable), on avouera qu'elle expie cruellement ce tort. A la juridiction sans appel des avertissements on a joint la rigueur des condamnations judiciaires, et souvent le délit qui est justiciable des tribunaux, d'après la définition de la loi, est frappé par une décision ministérielle, en sorte qu'il y a deux peines pour un même délit. On devrait au moins séparer nettement ces deux juridictions, si l'on ne se croit pas assez armé contre la presse pour renoncer aux condamnations administratives, comme vient de le faire l'Autriche. Un écrivain dont le caractère est aussi élevé que le talent, M. Pelletan, a été condamné ces jours derniers à une peine extrêmement

rigoureuse, pour un article où il demandait la liberté comme en Autriche. Nous ne pouvons pas songer à attaquer ici la chose jugée, mais comment s'abstenir de remarquer que le texte du jugement a paru le même jour où les journaux nous apportaient un discours de M. Schmerling, déclarant, au nom du gouvernement autrichien, qu'il renonce désormais à la législation des avertissements, et que la presse ne sera plus justiciable à l'avenir que des tribunaux ordinaires ? On peut bien supprimer un journal et imposer silence à un écrivain, mais pense-t-on par là diminuer l'effet d'un tel contraste ? Ne sera-t-il pas d'autant plus frappant qu'on mettra plus de zèle à le dissimuler ? Dépend-il d'une condamnation de changer l'opinion du public, soit sur une question de fait que tout le monde peut juger, soit sur l'écrivain lui-même ? Nous ne le pensons pas. On a beau faire, une condamnation subie pour la liberté de la presse ne sera jamais, en France, une condamnation comme une autre.

Les lecteurs de cette *Revue* apprendront sans doute avec plaisir qu'une nouvelle édition des œuvres politiques de Benjamin Constant ¹ vient d'être publiée sous les auspices de l'homme qui a aujourd'hui le plus de titres à voir figurer son nom auprès de celui de cet éminent publiciste. Les deux volumes que vient de faire réimprimer M. Éd. Laboulaye forment en quelque sorte les pièces à l'appui du travail excellent que tous nos lecteurs connaissent. Le public jugera si l'œuvre a rien perdu de son opportunité ou si le critique l'a trop vantée. Cet esprit juste et droit ne pouvait ni servir plus efficacement la mémoire qu'il a voulu venger d'un inexplicable oubli et d'un dédain stupide, ni mieux justifier l'importance qu'il attribue avec tant de rai-

1. *Cours de politique constitutionnelle*, par Benjamin Constant, avec une introduction et des notes par M. Éd. Laboulaye, de l'Institut, 2 vol. in-8. — Guillaumin, rue Richelieu, 14.

son aux ouvrages du plus grand écrivain politique que la France ait produit depuis Montesquieu et Mirabeau. On demeure confondu d'étonnement et de regret lorsqu'en parcourant ces écrits d'une limpidité admirable, où brille ce bon sens souverain qui commande même au génie, on y découvre signalés, cinquante ans à l'avance, tous les écueils sur lesquels nous sommes venus échouer ; lorsqu'on y voit décrits par une main savante et sûre ces préjugés, ces passions populaires, auxquels nos conducteurs imprévoyants n'ont su opposer que des défis présomptueux ou d'impuissantes alarmes. On a honte d'appartenir à l'espèce humaine lorsqu'on songe à ce qu'elle fait des enseignements de ses plus glorieuses intelligences, à quelles fantaisies ineptes, odieuses ou ridicules, elle sacrifie les conceptions de la sagesse et du génie. Ce peuple qui a dans ses mains les plus belles leçons de gouvernement libre que peut-être on ait jamais écrites, et qui n'en a nul souci, c'est le même qui, pendant trente ans consécutifs, a applaudi avec fureur à toutes les chimères, à tous les non-sens, à toutes les turpitudes qui ont défilé tour à tour sur notre scène politique.

La génération contemporaine ne connaît guère dans Benjamin Constant que l'auteur d'*Adolphe*. Cette ignorance pourra paraître singulière dans un temps qui a poussé si loin la manie des réhabilitations et à qui il ne reste guère à réhabiliter que lui-même. Cependant, en y regardant de plus près, on s'étonne moins que la génération qui a couronné l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, et qui a salué dans M. Thiers la rosière du libéralisme contemporain, ait montré peu de goût pour les idées et le style de Benjamin Constant. L'admiration qu'on a pour l'un explique la défaveur où l'autre est tombé ; mais ces sentiments n'ont rien de définitif, si l'on en juge par le commencement de réaction qui se produit aujourd'hui dans les esprits éclairés.

Il convient d'ajouter, comme circonstance atténuante en faveur du public, qu'il y a eu entre les hommes qui ont exercé le plus d'influence sur l'opinion de ce temps, un accord touchant pour submerger tout doucement cette mémoire dans les eaux dormantes de l'oubli. Cette entente cordiale remonte à l'époque où l'école doctrinaire s'efforça de faire entrer les idées libérales dans le cadre étroit de ses compromis et de ses convenances particulières. Benjamin Constant, dont la droite et nette intelligence repoussait l'amalgame équivoque de libéralisme et de droit divin que les chefs de la doctrine élaboraient alors, fut déclaré anathème et mis hors la loi. C'est depuis lors qu'on a écrit qu'il était un homme sans conviction et sans principes, lui qui n'en a pas changé un seul jour. Des puritains improvisés se sont emparés des légèretés de sa vie privée et les lui ont reprochées comme des crimes. Il n'a pu trouver grâce devant l'âme vertueuse de M. Thiers. Sa conduite aux Cent-Jours, qui ne fut inconséquente que dans la forme, et dont les torts plus apparents que réels ne tinrent qu'à un manque de calcul et d'habileté qui est la preuve de sa bonne foi, cette conduite fut rappelée avec indignation par des hommes qui, pour parvenir plus vite, eussent vendu la tombe de leur mère. Il manquait, en effet, d'esprit de conduite, et surtout dédaignait ces dehors d'austérité que quelques-uns de ses adversaires ont si bien su s'approprier ; mais il y avait dans ses défauts quelque chose qui valait mieux que toutes leurs vertus. Enfin, il n'est pas jusqu'à son talent même qui n'ait été exploité contre lui. Le tour naturel et aisé de son style, si transparent, si rapide, si français, fut présenté comme le signe d'un esprit léger et frivole, incapable de s'élever à la sublimité de la langue abstraite, diffuse et pédante des doctrinaires. Voici l'épithète que lui consacre M. Guizot dans ses Mémoires où il est si bien peint lui-même, moins encore par

la courageuse franchise avec laquelle il dit tout le bien qu'il pense de sa propre personne, que par la façon expéditive et sommaire dont il y rend justice aux autres.

« M. Benjamin Constant mourut le 8 décembre 1830. Homme d'un esprit infiniment varié, facile, étendu, clair, piquant; supérieur dans la conversation et le pamphlet, mais sophiste sceptique et moqueur, sans conviction, sans considération, se livrant par ennui à des passions éteintes, et uniquement préoccupé de trouver encore, pour une âme blasée et une vie usée, quelque amusement et quelque intérêt. » Suit une ironie froide et sanglante : « Sous le ministère de M. Laffitte comme sous le précédent, il était ruiné et triste, et il portait sa tristesse à la tribune, disant d'un air de découragement patriotique : Cette tristesse, Messieurs, beaucoup la partagent, beaucoup la comprennent, je ne me permettrai pas de vous l'expliquer. »

On ne parlerait pas autrement si l'on avait à faire l'oraison funèbre d'un histrion émérite. Voilà comment apprécient leurs devanciers des hommes qui nous taxent volontiers d'inexactitude. Qui se douterait qu'il s'agit ici d'un des plus rares esprits dont la France puisse s'honorer, d'un écrivain qui nous a légué des pages dignes de Voltaire et de Montesquieu ? J'ignore, pour ma part, quel genre de justice et d'impartialité les hommes qui s'expriment ainsi attendent de leurs successeurs ; mais ils se méprennent étrangement s'ils s'imaginent que le souvenir de leurs erreurs et de leurs fautes plaidera plus éloquemment en leur faveur auprès de la postérité que n'a pu le faire auprès d'eux la mémoire d'un homme à qui la liberté n'a dû que des services, et qui, par le talent, est resté leur maître à tous ! Les hautes situations officielles paraissent laisser de singulières illusions chez ceux qui les ont traversées. Ce sera toujours une fortune inestimable que d'avoir pu réunir dans de grandes proportions, à un mo-

ment donné, la pensée et l'action ; — mais avoir été un ministre médiocre dans une époque sans grandeur, en vérité c'est peu de chose, et cela n'a jamais autorisé le mépris ni le dénigrement envers ceux qui se sont contentés d'avoir du génie. Benjamin Constant était ruiné et triste le lendemain d'une révolution faite par lui et qu'il voyait déjà dévier de son principe ; ce découragement lui fera plus d'honneur aux yeux de l'histoire que l'imperturbable assurance de ceux qui ont perdu cette même révolution par leur aveuglement, et qui n'en ont été ni tristes ni ruinés.

Puisque nous voici en train de signaler des publications nouvelles, nous appellerons aussi l'attention des esprits qui s'intéressent aux études historiques sur le *Recueil des traités et actes diplomatiques relatifs à la Pologne*¹, que vient de publier M. le comte d'Angeberg. S'il était possible d'écrire l'histoire sous cette forme, c'est-à-dire en laissant toujours la parole aux documents originaux, aucun artifice assurément n'en pourrait égaler l'éloquence, car c'est la réalité elle-même qui est sous vos yeux avec son aspect saisissant et son accent inimitable, avec sa brutalité insouciante, avec ses mensonges officiels dont la solennelle imposture reçoit, à chaque instant, d'éclatants démentis, soit de la conduite, soit des confidences intimes de ceux qui les rédigent. Quant à nous, nous ne connaissons pas de récit plus profondément émouvant que cette froide et impassible reproduction des pièces relatives aux démembrements successifs de la Pologne, et cette impression ne tient pas seulement à la précaution qu'a prise l'intelligent éditeur de joindre aux déclarations publiques des auteurs du partage quelques-unes de leurs instructions secrètes et confidentielles ; elle résulte tout aussi bien du simple

1. Chez Amyot, 1 vol. in-8° de plus de 1100 pages.

rapprochement de leurs actes avec leurs engagements officiels.

Ce drame diplomatique s'ouvre précisément par trois déclarations simultanées des puissances copartageantes en faveur de l'intégrité du territoire de la république polonaise, et ces déclarations ne font que se renouveler en termes de plus en plus chaleureux jusqu'à ce qu'ils l'aient entièrement dépouillée. Chacun des acteurs s'y montre avec son caractère propre : Frédéric, avec le sang-froid cynique d'un ambitieux sans scrupules et d'un roué de génie, régnant sur une nation avide et besogneuse ; Marie-Thérèse, avec les irrésolutions d'une âme timorée, mais impuissante pour le bien comme pour le mal ; Catherine, enfin, l'instrument le plus actif du complot, avec la fourberie asiatique unie à la sournoise férocité des Moscovites. Dans le moment même où elle signe un ordre d'égorgement qui fait massacrer deux cent mille Polonais en Ukraine, elle n'a à la bouche que des paroles d'amour pour « la libre nation polonaise. » Lorsque ses armées entrent en Pologne, c'est pour assurer « le bonheur et défendre les libertés de la république ; » lorsqu'elle fait déporter les sénateurs, c'est pour la protéger contre ses ennemis ; sa conduite n'a d'autres mobiles « que la justice, l'humanité et la sincérité ! — Sa Majesté ne demande d'ailleurs aucun salaire, elle n'en veut d'autre que la sécurité et le bonheur de la nation polonaise. » Lorsque de ces effusions philanthropiques on passe tout à coup aux stipulations brèves et tranchantes de l'acte qui règle la part des trois complices, on est pris d'un frisson comme si l'on sentait le froid de l'acier à l'aspect de ce peuple dépecé tout vivant.

Que pouvait contre de tels ennemis une nation généreuse et confiante, appuyée sur des institutions croulantes qui perpétuaient dans son sein les divisions d'un autre âge, au milieu d'une Europe unitaire et disciplinée ? Ni la vertu,

ni l'héroïsme, ni les conseils de la prévoyance ne firent défaut à ses dernières luttes ; mais il lui manqua la force de concentration qui les eût rendus efficaces et qui seule pouvait la sauver dans une crise aussi désespérée. En voyant entre quelles résolutions contradictoires flottent les chefs de cette infortunée nation, on est à chaque instant tenté de lui souhaiter ce « tyran rédempteur » que Machiavel appelait pour l'Italie de son temps, et qui eût fait de tous ces dévouements isolés ou perdus un faisceau impossible à briser. Mais la fatalité sous laquelle succombèrent les patriotes polonais n'est nullement, comme on l'a écrit, celle de leurs propres fautes. Ils ont été vaincus avant tout par un concours de circonstances inouïes dans l'histoire et qui peut-être dépassait la mesure des forces humaines. Cernés dans un pays sans frontières et en proie à une crise intérieure des plus redoutables, par des ennemis puissants et avides dont les forces se renouvelaient sans cesse, en présence de l'Europe sourde à leurs appels, ils ne pouvaient que tomber les armes à la main.

Ce recueil diplomatique amène le récit des vicissitudes polonaises jusqu'aux derniers événements. On sort de cette lecture avec un sentiment d'indignation et de mépris pour ces pharisiens hypocrites qui, lorsqu'il s'agit du droit des peuples, vous répondent en invoquant le respect dû aux traités. Voilà donc comment ils s'écrivent, ces traités, pour qui vous réclamez ces égards superstitieux ; si vous voulez qu'on les respecte, faites d'abord en sorte qu'on puisse les lire sans horreur. De cette montagne de documents, en apparence inanimés, s'élève une plainte immense qui tous les jours grandit et qui sera tôt ou tard entendue.

Non, ces notes funèbres ne sont pas la constatation définitive du trépas d'un noble peuple, bien qu'elles soient écrites avec son sang, et ce qui le prouve, c'est qu'il faut les recommencer sans cesse. Ses protestations ne sont pas

un testament, et c'est ici le cas de rappeler le démenti de Kosciusko au sujet du mot célèbre qu'on lui a attribué : « Tout ce que les Polonais ont fait, tout ce qu'ils feront encore dans l'avenir pour recouvrer leur patrie prouve suffisamment que si nous, soldats dévoués de cette patrie, nous sommes mortels, la Pologne est immortelle, et il n'est permis à personne de dire ni de répéter : *Finis Poloniæ!* »

8 janvier 1862.

Je veux tout d'abord saluer ici l'année 1862. Qui que tu sois, messagère énigmatique, et quels que soient les maux que tu nous apportes dans ta main fermée, il te sera difficile de ne pas valoir mieux que ton aînée. Il y a eu, sans contredit, dans le cours même de ce siècle, beaucoup d'années plus fécondes en calamités que celle qui s'éloigne de nous, mais je doute que de mémoire d'homme il y en ait eu une seule qu'on ait vu disparaître avec une plus sincère satisfaction. C'est qu'il y a quelque chose qui pèse plus lourdement sur l'homme que tous les fléaux qu'il se crée lui-même ou qu'un ciel ennemi lui envoie, c'est le spectacle de son impuissance. Les époques qui ne lui parlent que de sa nullité sont pour lui des époques maudites, et le pire des supplices est à ses yeux le néant. Ce n'est point par métaphore qu'il a appelé la vie un combat, c'est par une vive et profonde intuition de ses destinées. Il est né pour agir; il ne méconnaîtra jamais impunément cette loi de son être. L'immobilité l'étouffe et l'inertie le flétrit. Aussi que d'époques fertiles en désastres ont cependant laissé une mémoire glorieuse, et lui restent chères parce qu'il y a fortement senti et goûté ce qu'on nommait autrefois le

bonheur de vivre, parce qu'au milieu des maux les plus effroyables il lui a été donné d'enfanter les merveilles de l'héroïsme et du génie ! Celles, au contraire, où son activité a été enchaînée, il les efface à jamais de son souvenir ; elles forment dans l'histoire des lacunes semblables à ces déserts glacés où toute vie semble expirer ; on se demande à leur aspect s'il y avait encore dans le monde un esprit humain et ce qu'il y a fait. Ces années mornes et vides glissent sans bruit dans les muets abîmes de l'oubli, et elles ne laissent après elles qu'une impression d'ennui, de honte et de dégoût.

Ainsi a fini l'année dont nous parlons. On la regarde s'éloigner avec un soupir de soulagement, comme si les causes qui l'ont faite ce qu'elle a été allaient disparaître en même temps, comme si elle emportait avec elle notre langue et notre débilité, comme si celle qui succède ne devait pas être faite de cette même étoffe mesquine et misérable. Ce n'est pas un des caractères les moins significatifs de notre génération que cet empressement tout fataliste avec lequel elle se résigne à attendre du temps des transformations qu'elle n'ose espérer d'elle-même. De telles dispositions n'ont rien de rassurant pour l'avenir. Nous connaissons d'ailleurs de vieille date les sophismes sous lesquels elle déguise sa faiblesse et sa pusillanimité : la décadence, nous dit-on, n'est qu'à la surface ; les individus souffrent, mais les masses progressent ; la liberté est sacrifiée, mais la civilisation générale s'étend. Et plus les caractères supérieurs par lesquels cette civilisation s'est manifestée dans tous les temps s'effacent, plus on se rabat sur le travail souterrain qui est censé s'accomplir dans les esprits, sur le progrès latent et inconscient qui assimile l'esprit humain au règne végétal et sur les magnifiques résultats que recueillera l'avenir. S'il est encore des esprits capables de se payer de pareilles illusions en présence du

spectacle que nous offrent ces dernières années, nous les plaignons ; mais nous n'essayerons pas de les dissuader ; ils sont nés pour la servitude intellectuelle.

Qu'elle retourne donc au néant, cette année d'équivoque et de mensonge qui n'a pas tenu une seule de ses promesses et ne nous a pas apporté un seul battement de cœur. Plut au ciel que l'oubli qui doit la dévorer pût anéantir dès aujourd'hui le triste héritage qu'elle nous lègue ! Elle a, en effet, tout ajourné et n'a rien résolu. Placée en présence de difficultés déjà anciennes, et qui réclamaient une grande décision, elle les a tour à tour dissimulées, éludées ou éloignées en les aggravant ; mais elle ne les a jamais abordées de front. Elle y a employé des armes qu'on croit nouvelles, parce qu'elles ont été longtemps dédaignées : les feintes, les lenteurs, les tergiversations calculées, la ruse patiente et prête aux surprises ; les difficultés sont restées. Les courages se sont usés dans une longue attente. Les esprits les plus confiants se sont consumés dans une irritation vague et stérile. Las de flotter sans cesse de l'illusion au désenchantement, ils se sont réfugiés, non dans la sage et ferme résolution de ne plus compter que sur eux-mêmes, mais dans une défiance passive et inerte, qui croit avoir assez fait quand elle s'est prouvée à elle-même qu'on ne peut plus la tromper.

L'Europe entière a paru frappée d'un long accès de paralysie ; elle est encore en proie à un malaise inconnu jusqu'ici dans son histoire. Partout des nations ou des partis prêts à s'entre-dévorer, s'épiant en silence, déguisant leurs griefs sous une attitude contrainte ou sous des assurances amicales, également impuissants pour la paix et pour la guerre. Ici on distribue des bénédictions en prononçant bas un anathème, là on ronge son frein avec des paroles d'adulation pour la main qui l'impose, ailleurs on sourit à la liberté en préparant les pièges où l'on veut la faire tomber.

On se menace, on se flatte, on se surveille, on cherche à se fasciner réciproquement par l'immobilité, par les soupçons, par la peur. L'Europe est peuplée de véritables torpilles politiques. Et le tempérament de notre génération s'est si bien façonné à ces mœurs empruntées aux bêtes de proie, que cette couardise d'une époque qui n'ose pas regarder ses résolutions en face passe à ses yeux pour le triomphe du génie. On est heureux de quelques jours de fausse sécurité que l'on gagne à ces tristes manœuvres, et l'on ne songe pas à ce que l'on y perd. La virilité d'une génération y périt. Si cette appréciation ne paraît justifiée qu'au point de vue politique, qu'on examine le caractère général des œuvres de l'esprit dans notre temps. Une rouerie précoce dans la science des procédés, l'inspiration nulle, l'originalité absente, la brutalité substituée à la force, beaucoup d'agilité, de souplesse, de subtilité et de raffinement : tels sont les caractères uniformes de notre production intellectuelle dans tous les ordres de la pensée et de l'art. Est-il un esprit sensé qui ose prétendre que la situation politique de nos sociétés soit sans influence sur de tels résultats ?

A côté de ces caractères fâcheux que nous avons plus d'une fois signalés, il nous semble parfois entrevoir des symptômes plus heureux ; mais ils se manifestent avec si peu de suite et de consistance, qu'on doit les mentionner moins comme un sujet d'espérance que comme un motif de ne pas désespérer. La rénovation qu'ils annoncent sera donc forcément lente et tardive. Il y a dans les esprits éclairés une tendance de plus en plus visible à se rattacher au fonds commun des idées libérales considérées en elles-mêmes et abstraction faite des intérêts de parti. On commence à comprendre qu'il y a là, non pas seulement une doctrine philosophique, mais un ensemble d'institutions parfaitement définies au double point de vue de la théorie et de la pra-

tique, pouvant s'adapter aux régimes les plus divers, composant la substance éternelle et nécessaire de tout gouvernement libre, quel que soit le nom qu'on lui donne, et s'imposant à un pouvoir par cela seul qu'elles pénètrent dans les esprits. Si ce fait que nous ayons souvent appelé de nos vœux venait à se généraliser, il serait le signal d'une véritable renaissance politique.

Les partis voient toujours avec défiance et déplaisir qu'on discute, pour ainsi dire, par-dessus leur tête, et qu'on cherche à faire quelque chose sans eux ; c'est là un sentiment tout naturel et jusqu'à un certain point légitime. Cependant, s'il est démontré (et nous considérons le fait comme incontestable) que leurs divisions et leurs haines, plus que jamais irréconciliables, rendent toute action collective impossible aux hommes de toute opinion qui ont l'ambition d'améliorer la condition politique de leur pays et qui s'effrayent de ce nihilisme indéfini auquel on semble se résigner, il faudra bien que les partis s'accoutument, bon gré ou mal gré, à voir ces hommes chercher, tout en restant fidèles à leurs préférences individuelles, une orthodoxie moins étroite et moins exclusive que ces catégories qui les condamnent à l'impuissance.

Cette orthodoxie, on l'a trouvée dans les idées libérales. Elle seule rend possible une action en commun. Elle seule n'a rien à cacher de son programme. Elle seule peut s'imposer à tous les partis, bien qu'ils la jaloussent en secret, parce qu'ils ont tous eu la prétention de l'absorber à leur profit. Elle seule, enfin, à qui on adresse le singulier reproche d'être vague et mal définie, possède en réalité une véritable doctrine politique et représente des principes parfaitement nets et précis. Quand on se dit libéral, et qu'on réclame à ce titre toutes les conséquences que ce mot implique, c'est-à-dire la liberté de la presse, la responsabilité des ministres, l'indépendance du pouvoir judiciaire,

la décentralisation administrative, la publicité et le contrôle dans toutes leurs formes, la séparation de l'Église et de l'État, l'égalité devant la loi, etc., on évoque un ensemble de garanties et d'institutions très connues qui ne laissent aucune place à l'équivoque ni à l'arbitraire ; mais quand vous avez dit république ou monarchie, vous avez dit un régime qui peut être aussi bien la tyrannie que la liberté, et c'est vous, par conséquent, qui restez dans le vague et l'indécision. La petite monarchie belge est plus libre que ne l'a jamais été aucune république. La république telle que la rêvent nos écoles socialistes serait un régime plus despotique que ne l'a jamais été aucune monarchie. Ces deux mots se prêtent à des nuances sans nombre et n'ont de sens arrêté que dans l'esprit de celui qui les prononce. Le libéralisme, au contraire, a toute la fixité d'une science. Pourquoi donc ne pas écarter des dénominations qui nous divisent, au moins jusqu'à ce que nous possédions en substance et en réalité des institutions auxquelles tout le monde rend hommage en paroles.

Ces réflexions ne paraîtront peut-être pas hors de propos si l'on réfléchit un instant aux éventualités que nous offre un avenir prochain ; nous parlons ici, non de celles qu'on peut attendre du hasard, mais de celles qui sont légalement prévues. Si les élections générales se faisaient aujourd'hui, et si une surprise de scrutin, bien invraisemblable assurément, mais possible cependant, grâce à l'influence politique prépondérante que les moutons de Panurge ont chez nous, venaient à donner inopinément une force considérable aux oppositions de toute nuance, qui peut dire à cette heure l'usage qu'elles en feraient ? et même qui peut répondre qu'elles ne l'emploieraient pas à se déchirer les unes les autres, sans profit pour elles-mêmes et au grand dommage du pays ? Ne fut-ce pas là, en effet, leur premier mouvement lorsque, il y a un an, la tribune leur

fut rendue ? Ne serait-ce donc pas le cas pour elles de prévoir quelque temps à l'avance, et s'il se peut, de prévenir un scandale qui les déconsidère aux yeux du pays et leur rend toute action commune impossible ? Ne sauraient-elles au moins s'entendre sur des principes sans lesquels elles n'auraient plus de raison d'être, qu'elles n'invoquent guère d'ailleurs que dans l'adversité et qu'elles ont trop souvent hâte d'oublier lorsqu'elles ont une fois ressaisi le pouvoir ?

Nous sommes convaincu qu'une opposition qui s'inspirerait des principes que nous avons définis tout en se maintenant dans les limites de la légalité, prendrait un empire tout-puissant sur l'opinion publique et ferait promptement prévaloir ses vues et ses doctrines. Un tel résultat vaut bien, ce semble, qu'on travaille à le préparer en appelant dès aujourd'hui l'attention sur les moyens qui peuvent en assurer le succès. Nous n'avons aucun droit de compter sur une victoire semblable à celle que le parti libéral vient de remporter en Prusse, parce que nous avons trop peu fait jusqu'ici pour la mériter ; mais autant il serait présomptueux d'espérer sitôt une majorité toute dévouée à la liberté, autant il serait imprévoyant de persévérer dans l'abstention et impolitique de méconnaître la force morale qu'aurait, dans les circonstances présentes, une minorité compacte, unie et sachant bien ce qu'elle veut. Cette minorité, il nous serait facile de l'obtenir aux prochaines élections ; si nous négligeons cette occasion de la former, nous nous retrouverons, dans six ans, aussi impuissants que nous le sommes aujourd'hui. Qu'on ne dise pas qu'elle sera désarmée devant le nombre. Les influences morales ne s'évaluent pas avec des chiffres comme les gros bataillons. Ce qu'il nous faut, ce sont quelques voix — et au besoin une seule — qui éveillent en France cet écho dont parlait le général Foy et qui y est depuis si longtemps

endormi. Or, nous ne les obtiendrons qu'à force de les encourager et lorsque tout le monde aura compris que le quiétisme politique a fait son temps.

Le chef de l'État vient de déclarer, dans une circonstance solennelle qu'il compte sur le concours du Sénat pour perfectionner la Constitution, ce qui, pour le dire en passant, tranche une question très vivement débattue dans ces derniers temps, la question de savoir si les réformes introduites dans nos institutions peuvent être considérées comme définitives et immuables. Ceux qui se prononçaient pour l'affirmative ne faisaient en somme, dans leur zèle mal entendu, que refuser à la Constitution actuelle une qualité que les philosophes considèrent à bon droit comme le signe distinctif de l'humanité et le cachet le plus glorieux de ses actes, la perfectibilité indéfinie. Nous sommes, quant à nous, si loin de faire cette injure à nos institutions, que nous désirons leur voir subir un nombre presque illimité de métamorphoses, convaincu qu'elles ne pourront qu'y gagner. Leur auteur est encore celui qui les traite avec le moins de superstition, puisque, non content d'y apporter de nombreuses modifications, il convie publiquement le Sénat à l'aider dans cette tâche, et au besoin à s'y employer de sa propre initiative.

Malheureusement, les déclarations émanées des principaux orateurs de cette assemblée, dans sa récente session, ne permettent guère d'espérer que cet appel y sera entendu. Le dernier sénatus-consulte, de même que les réformes du 24 novembre, y a été accueilli avec un empressement médiocre, ou plutôt avec un regret très explicite. Il est évident que ceux que la constitution appelle les gardiens de nos libertés prennent ce titre dans un sens beaucoup trop littéral. Combien ne serait-il donc pas à désirer que l'invitation adressée au Sénat, et qui risque fort de n'y être que très imparfaitement comprise, rencontrât dans le Corps

législatif, renouvelé par les élections, une assemblée disposée à la prendre au sérieux et à entrer résolument dans la voie des améliorations !

Les discours des souverains à l'occasion du 1^{er} janvier caractérisent assez justement la situation politique de l'Europe. En France, c'est, comme je viens de le dire, ... encouragement solennel donné à l'esprit de progrès, mais un encouragement qui est adressé à une assemblée qu'on sait quelque peu disposée à faire la sourde oreille, et qui coïncide avec des recommandations rédigées par le *Moniteur* dans un esprit tout différent, en sorte qu'on a l'air de nous reprendre d'une main plus qu'on ne nous donne de l'autre. En Italie, le roi Victor-Emmanuel, après avoir déclaré aux députés qu'il leur reste beaucoup à faire, s'interrompt tout à coup comme obéissant à quelque influence occulte ; silence beaucoup trop significatif chez le chef d'une grande nation. En Prusse, enfin, le roi Guillaume, répète une nouvelle fois son éternel refrain, que l'heure approche et que le peuple prussien doit se tenir prêt à combattre. Il voudrait menacer, inspirer la crainte, et il n'ose pas même désigner clairement l'objet de ses insinuations ; singulier langage à la fois provocateur et timide, et qui est toujours sûr d'être accueilli avec enthousiasme au delà du Rhin. Il y a quelque chose d'impatient dans ces défis si mal soutenus, et on a le droit de s'étonner que le grand peuple allemand, qui a tant de largeur dans l'intelligence, ne comprenne pas qu'il y a un manque de dignité à parler si haut quand on agit si peu. La haine de la France lui trouble l'esprit. Il ne perd pas une occasion de crier : Guerre aux Français ! et cependant il sait mieux que personne combien il serait peu enchanté qu'on le prit au mot.

Le plus curieux, c'est qu'en cela le bon peuple allemand a la prétention de soutenir la liberté de l'Europe, et de

remplir le rôle des oies du Capitole. Jusqu'à quel point cette prétention est fondée, on a pu le voir à l'époque de la guerre d'Italie, lorsqu'il prit les armes en déclarant avec tant d'arrogance qu'il importait à ses intérêts que l'Autriche conservât la Vénétie. On peut le voir également à sa conduite envers les Hongrois, les Polonais, le Danemark et toutes les populations qu'il a germanisées. Les sentiments de tendre sollicitude que ce peuple nourrit pour la liberté de l'Europe ont trouvé leur expression fidèle dans ce chant du sacre que les gazettes allemandes nous apportèrent à l'époque du couronnement du roi de Prusse. Dans cette pièce patriotique, le poète, après avoir démontré comme quoi aujourd'hui le Russe et le Français étaient seuls redoutables pour l'Allemagne, et qu'en conséquence il fallait les mettre « au tombeau, » faisait allusion au réveil des nationalités qui s'est produit dans l'Europe orientale, et il excitait libéralement ses compatriotes à maintenir sous leurs pieds « le Hongrois et le Polonais, qui cherchent à relever leur tête d'esclavage, hideusement hérissée ! » La nation allemande a heureusement l'habitude de mettre une distance notable entre la pensée et l'exécution ; mais, comme on le voit, ce ne sont pas les bonnes intentions qui manquent à son zèle pour la liberté de l'Europe.

La France a sur ses ennemis allemands une grande supériorité : ils l'exècrent, et elle les dédaigne. Elle répond à toutes leurs invectives par une indifférence qui les déconcerte. Nous respectons plus que personne les sentiments qui chez nos voisins s'inspirent des souvenirs de 1813, mais nous refusons de les reconnaître dans les ridicules bravades que provoque outre-Rhin le seul nom de la France. Jamais, depuis le temps d'Alfieri, elle n'a été l'objet d'une haine si aveugle. On ne se contente pas de la partager (sur le papier), on l'insulte, on la nie, on la vili-

pende, on lui prouve par d'innombrables in-folios qu'elle est incurablement grangrenée d'éléments latins, qu'elle n'a jamais aimé la liberté, qu'elle n'a eu qu'une littérature d'imitation, enfin qu'elle a produit tout le mal qui s'est fait dans le monde, au grand scandale de la bonne et innocente Germanie. On sait la comparaison qu'avait trouvée Alfieri dans le délire de la passion qui le dévorait : un maître de danse était, selon lui, l'image la plus exacte du génie français et de ses principales aptitudes ; il disait cela au moment même où ce génie était représenté par Mirabeau, un des plus puissants mortels qui aient paru dans le monde. Les Allemands ont renchéri sur cette qualification : nous sommes tout au plus, à leurs yeux, une nation de singes malfaisants. Leurs savants en us ont en général adopté cette version, qui leur paraît la plus plausible et la plus vraisemblable, ils l'ont ornée, illustrée et compendieusement commentée. L'illustre docteur Gervinus a repris à ce point de vue l'histoire entière de la civilisation en un gros tome, d'où il ressort avec une suprême clarté que ce serait un véritable service à rendre à l'humanité que d'effacer la France de la carte du continent, et que nous sommes des gens à étouffer entre deux matelas.

En même temps que ces hommes terribles mettaient ainsi à néant le génie français et pulvérisaient ses œuvres, ils reconstituaient, pour nous écraser par la comparaison, ce qu'ils ont appelé l'unité de la grande famille des peuples germaniques. Par cette naturalisation ingénieuse, et pratiquée sur une vaste échelle, Shakespeare se trouva être un de leurs poètes, Washington un de leurs politiques, Newton un de leurs savants. L'Allemagne nous accable d'une foule de grands hommes qu'on ne lui connaissait pas et dont la création ne lui a pas coûté beaucoup de peine. Ils eussent été tout les premiers bien étonnés d'apprendre quelle était leur vraie patrie.

Quelles ont été les représailles de l'esprit français contre ces intempérances de l'esprit germanique ? Il en a à peine souri. Bien plus, telle est la tolérance de ce siècle d'impartialité et de critique que nous avons vu se former en France une école qui s'est donné pour tâche spéciale de propager parmi nous ces rêveries de l'outrecuidance allemande. Cette école qui vit des bribes de l'érudition d'outre-Rhin lui a témoigné sa reconnaissance en proclamant la suprématie du génie allemand dans tous les ordres de la pensée et en professant en toute occasion que le peu que nous avons de bon tient au petit filet de sang germanique qui nous a été infusé par les invasions. Tristes pédants qui espèrent régénérer leur pays en humiliant son génie devant les plus insolentes prétentions de la vanité étrangère. Il serait vraiment à souhaiter que cette école fit beaucoup de disciples, elle formerait un peuple singulièrement fier et viril ! Quoi qu'il en soit, il serait bien temps que ces pitoyables rodomontades qui durent depuis bientôt quarante ans prissent fin, car, du domaine de la littérature, elles tendent à passer dans celui de la politique, et, sur ce terrain, elles pourraient entraîner des conséquences beaucoup plus fâcheuses que les docteurs allemands ne s'y attendent. Il y a là un danger qui justifie surabondamment cette digression.

Au reste, le parti démocratique prussien qui arrive en ce moment au pouvoir, grâce aux dernières élections, montrera sans doute plus d'intelligence politique que les conseillers actuels de la couronne, et il aura d'assez nombreuses occupations, soit en Prusse, soit en Allemagne, pour ne pas chercher ailleurs d'autres embarras. S'il veut venir à bout des résistances que la Chambre oppose aux réformes les plus nécessaires, et s'il veut donner un commencement de réalisation au programme du *National-Verein*, il a amplement de quoi exercer son activité sans

franchir les frontières de la Confédération. Cette double tâche est en effet pleine des difficultés les plus graves, car, d'une part, la Chambre haute, quelque récente que soit son origine, a pour elle la légalité et paraît décidée à s'y retrancher jusqu'à la dernière extrémité ; et, d'une autre, la popularité que donne à l'Autriche son libéralisme, dans le midi de l'Allemagne, s'accroît tous les jours et ne contribue pas à faciliter l'établissement d'une hégémonie prussienne.

La révolution italienne, arrêtée en chemin par des obstacles que ses chefs n'ont pas assez su prévoir, se heurte misérablement à des minuties et à des intrigues mesquines où tout ce qu'elle avait d'énergie périra si elle n'y prend garde. En présence de l'inaction à laquelle elle semble se résigner lorsqu'il lui reste tant à faire, tout le monde commence, en Europe, à se rendre compte de la perte immense qu'elle a faite en la personne de M. de Cavour, et on entend partout aujourd'hui exprimer le regret que cette perte inspire. C'est déjà le lieu commun de la postérité qui commence pour lui. Personne ne peut affirmer que cet esprit inventif et hardi eût fait faire un pas décisif aux affaires de Rome dans l'espace de temps qui nous sépare de sa fin prématurée ; mais, ce qui est certain, c'est qu'il ne les eût pas laissés tomber dans l'état de stagnation où elles se trouvent, et surtout qu'il n'eût à aucun prix laissé prendre cette fâcheuse tournure à l'administration intérieure de la Péninsule. Quand on songe à ce qu'il a fait avec rien, on peut mesurer par la pensée ce que son activité eût créé avec les ressources de ce beau royaume où tout est à organiser. Il eût compris l'importance d'une armée puissante et disciplinée. Il eût compris le poids d'une épée vaillante et redoutée dans les négociations où le raisonnement ne peut plus rien. Il eût senti ce que le spectacle de ces provinces disloquées a d'accusateur pour

des chefs d'État et de périlleux pour l'avenir de l'unité italienne, et il eût apporté à cette dissolution alarmante des remèdes plus prompts et plus efficaces. Enfin, il eût cherché à obtenir par voie détournée ce qu'on lui eût refusé par voie directe ; il eût procédé par contre-coup ; il eût agi par une modification de l'équilibre européen ; il eût combiné un nouveau système d'alliances. En aucun cas il ne serait demeuré inactif dans une telle situation.

Or, telle a été malheureusement l'attitude du cabinet italien dans ces derniers mois. M. Ricasoli a montré une honorable fermeté de caractère et une persistance de volonté rare de notre temps ; nous sommes heureux de lui rendre ce témoignage en présence des attaques peu loyales qu'il a à subir en ce moment de la part d'adversaires qui ne le valent pas et dont la seule supériorité, aux yeux mêmes de leurs partisans, consiste à recevoir d'autrui des inspirations qu'il ne veut demander qu'à lui-même. Mais M. Ricasoli a, selon nous, le tort de trop croire à la puissance de l'immobilité. L'expectative n'est une force qu'autant qu'on en reste soi-même le maître. Il a exposé ses vues qui sont justes et élevées dans une série de manifestes adressés à l'Europe ; puis, il s'est croisé les bras et semble attendre qu'elles fassent leur chemin toutes seules, bien décidé à ne pas s'en départir. Cette inflexibilité est précieuse, mais elle convient plus au philosophe qu'à l'homme politique, chez qui la persévérance doit être avant tout active, entreprenante, multiple, féconde en expédients et en ressources. Ces qualités ne s'improvisent pas, mais elles peuvent jusqu'à un certain point s'acquérir, et M. Ricasoli le prouverait sans doute, s'il n'était pas paralysé par une opposition qui aspire à se partager sa succession sans y avoir d'autres titres qu'un empressement plus complaisant auprès des influences étrangères et le besoin de changement chez un public qui s'ennuie.

On est toujours réduit aux conjectures en ce qui concerne l'issue du conflit anglo-américain, la réponse du cabinet de Washington n'étant pas encore parvenue en Europe. Il est aujourd'hui incontestable que, si cette regrettable affaire avait dû se vider sur le continent, la guerre aurait été rendue absolument impossible, grâce aux manifestations unanimes de l'opinion publique. Mais, à une telle distance, ses impressions ne produiront qu'un contre-coup très affaibli ; peut-être même la décision du gouvernement des États-Unis sera-t-elle arrêtée avant qu'on ait pu les connaître en Amérique, dans ce que leur ensemble présente d'imposant. Il est à peu près certain, par exemple, que la réponse de M. Sewart sera notifiée avant même que les représentations si sensées de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie soient parvenues à Washington. Ces circonstances ne sont pas favorables à un dénouement pacifique de ce différend, et le hasard joue, d'ailleurs, dans ces sortes d'affaires, un rôle qui déconcerte le plus souvent les prévisions les mieux fondées.

Cependant, si la nature humaine n'est pas complètement différente sous les deux hémisphères, il est impossible que les sentiments et les réflexions qui ont fait considérer en Europe cette guerre comme une éventualité illogique, déraisonnable, impie, qui ont produit en Angleterre un complet revirement d'idées sur ce sujet, en dépit des plus justes griefs et des tentations les mieux raisonnées, n'amènent pas en Amérique une réaction d'humanité, de justice et de raison dans un sens analogue. Cette guerre ressemblerait à ces duels insensés où l'on voit deux hommes pleins d'honneur, de vie et de courage s'entr'égorger pour une querelle d'enfant.

Le télégraphe nous apporte une nouvelle qui n'a rien d'imprévu pour nous. Ainsi que nous l'avions annoncé à cette place même, il y a quelque temps, le prince Kong a

fait son coup d'État pour s'emparer de la régence que son cousin lui avait refusée, et le télégraphe ajoute qu'il l'a fait avec l'appui des ministres européens, ce qui est bien naturel. Oserons-nous le dire ? nous prévoyons de nouveaux malheurs pour un avenir plus ou moins prochain. C'est bien le cas de le répéter : Malheureuse Chine ! que ne t'es-tu convertie à temps au régime constitutionnel ! Le prince Kong n'eût pas été pour toi un homme nécessaire.

23 janvier 1862.

Notre situation intérieure tend à s'éclairer et à devenir plus nette. Les approches de la session législative ne sont pas sans influence sur ce résultat, bien qu'elles ne puissent évidemment inspirer aucune appréhension sérieuse à nos gouvernants. Ils ont assez fait l'épreuve de la sagesse et de la bonne volonté de nos deux Chambres pour n'avoir à redouter d'elles aucune hostilité préméditée. Si elles venaient d'ailleurs à en montrer quelque velléité, ils sauraient sans doute renvoyer leurs accusateurs à ce fameux chapitre de la responsabilité, où il est démontré que, dans un État vraiment libre, les ministres ne sont point responsables. Cependant telle est la vertu du grand jour et de la discussion, que leur seul avènement, même lorsqu'il ne s'y joint aucune espèce de sanction directe, suffit pour que chacun cherche à se mettre en règle, et à donner le moins de prise possible à des objections que jusqu'à ce moment il faisait profession de dédaigner. On a beau refuser en principe toute action sur les affaires au Corps législatif, dans un pays à l'intelligence vive et prompte comme est la France, la parole ne sera jamais un simple exercice de

virtuose, et les pouvoirs qui voudront durer tiendront un grand compte de ses avertissements.

Nous espérons, par exemple, qu'il se trouvera quelqu'un parmi nos orateurs, pour demander aux ministres actuels des explications sur la manière dont ils ont observé leurs propres prescriptions, spécialement en matière de presse. Hâtons-nous d'ajouter que nous n'attendons d'une telle démonstration qu'un effet moral à produire sur l'opinion ; c'est pour le moment tout ce que nous comptons obtenir, et dans l'état présent de la législation, la tribune seule peut espérer ce succès, parce qu'elle seule jouit d'une vraie publicité. Peut-être des débats parlementaires qui auraient un grand retentissement dans le pays suffiraient-ils même pour modifier sur ce point la politique ministérielle, dont les rigueurs ont été, dans ces derniers temps, une énigme pour tout le monde, surtout après les promesses qu'elle avait si libéralement prodiguées. Les hommes sont ainsi faits, qu'une contradiction en paroles leur coûte presque toujours beaucoup plus qu'une contradiction de conduite.

L'influence de la libre discussion ne peut manquer également de se faire sentir sur la marche de nos affaires extérieures, notamment de celles de Rome, qui ne semblent pas destinées à rester dans l'état d'indécision où on les a si longtemps maintenues. La lutte sourde qui est née de ce débat, et qui suit sa logique dans les voies obscures où elle est confinée, devra tôt ou tard à la tribune son explosion définitive. On s'apercevra, quelque jour, que cette longue attente a exaspéré les passions, au lieu de les endormir, comme on s'en est flatté. Enfin, dans tous les ordres de l'activité politique, il faudra, et plutôt qu'on ne pense, finir par où on aurait dû commencer, c'est-à-dire obéir à l'opinion. Que ceux qui refusent de croire à son empire croissant prêtent un instant l'oreille à tous les hommages qu'on lui adresse, avec l'espoir secret de l'avoir pour alliée

au lieu de l'avoir pour reine. N'est-ce pas un fait significatif que des puissances qui ont si souvent dédaigné ses avis s'accordent en ce moment à la choisir comme arbitre, et exposent leurs griefs devant elle comme devant leur vrai juge ? Pour se faire craindre et respecter, il ne lui manque que des interprètes dignes d'elle. Nous ne pouvons nous résigner à croire qu'elle ne les trouvera pas.

C'est sans doute aussi à l'ouverture des Chambres que nous devons la publication du rapport si impatiemment attendu de M. Fould, sur la situation financière de la France et la nouvelle organisation du budget. Ce rapport sera prochainement ici l'objet d'un examen approfondi. Pour aujourd'hui, nous nous contenterons d'en indiquer les principales dispositions. Il importe tout d'abord que les esprits étrangers à l'art de grouper les chiffres soient bien fixés sur le sens du mot *réforme financière*. Il faut qu'ils se gardent ici des fausses notions qui sont accréditées chez le vulgaire, et sachent saisir finement la vraie nuance. Réforme financière, pour tout homme d'État vraiment digne de ce nom, signifie augmentation d'impôts. Cette définition une fois bien comprise, on ne peut nier sans injustice que le projet de M. Fould ne soit une réforme très considérable. Elle *crée*, en effet, comme on dit en langage financier, pour plus de 130 millions de *ressources* nouvelles, création qui consiste principalement à demander cette somme aux contribuables sous différentes formes, telles que voitures, chevaux de luxe, timbre, sel, sucre, etc. Dans les spéculations privées, il n'y a que deux manières de créer des ressources : la production et l'économie ; aussi beaucoup d'âmes naïves avaient-elles conclu du premier rapport du ministre des finances qu'il se proposait de réduire considérablement les dépenses publiques, l'État étant improductif de sa nature ; de fait, il en a réellement eu l'intention, et il l'a essayé sur plusieurs points

avec un zèle louable ; mais il a dû subir, comme beaucoup de ses prédécesseurs, la fatalité des réformes financières, c'est-à-dire voir ses efforts aboutir à une aggravation des charges qu'il voulait alléger. La réduction qu'il annonce au sujet de l'armée n'eût pu être une véritable économie qu'à la condition d'être beaucoup plus radicale.

Une autre réduction, qui nous paraît moins heureuse, est celle qui exonère la classe des petits contribuables de toute imposition personnelle et mobilière. Cette disposition, souvent réclamée par les programmes démocratiques, nous paraît d'autant plus fâcheuse qu'elle tend à faire de ces contribuables une classe à part dans la nation, à les désintéresser de la chose publique, à les habituer à des exigences qui pourraient devenir un embarras. Nous réprouvons d'ailleurs toute mesure qui tend à substituer dans l'impôt le principe de la progressivité à celui de la proportionnalité. L'impôt progressif n'est, à nos yeux, que l'arbitraire en matière d'impôts, parce que la proportion est une base fixe, tandis que la progression peut varier à l'infini. Ce n'est pas là toutefois notre seule objection contre cette exonération absolue décrétée au profit des classes pauvres ; nous lui reprochons surtout d'être illusoire, puisqu'on leur reprend d'une main plus qu'on ne leur donne de l'autre. Le seul nouvel impôt indirect établi sur le sel et le sucre est, en effet, destiné, d'après les calculs de M. Fould, à produire une somme de 62 millions. Est-ce une exagération que d'évaluer au sixième de cette somme la part contributive des classes pauvres ? Non, certes. Et à combien évalue-t-on ce dégrèvement dont on fait tant de bruit ? A 5 millions. Pour 5 millions dont on les exonère, elles se trouvent donc chargées d'un nouvel impôt de 10 millions, sans parler de la part afférente dans les nouvelles taxes du timbre, de l'enregistrement, etc. Il leur reste, pour tout bénéfice, un avantage plus apparent

que réel, une distinction dont elles seraient médiocrement fières si elles avaient aujourd'hui l'orgueil et l'ambition qu'elles ont eus à d'autres époques où, parmi beaucoup de fureurs et de folies, elles ont su montrer de grandes vertus, et où elles étaient plus avides de pouvoir que de gain. Sous la Convention et au plus fort de la dictature de Robespierre, un député dont le nom nous échappe eut aussi l'idée de proposer que les classes nécessaires fussent dispensées de tout impôt ; mais l'ombrageux tribun, interprète ce jour-là de ce que la susceptibilité populaire avait de plus noble, fit écarter la motion comme humiliante pour le peuple, en ce qu'elle le privait d'apporter son obole à la patrie et laissait au riche le monopole de ce grand devoir civique. Ce sentiment nous paraît plus conforme à l'esprit démocratique, plus profitable à son honneur et même à son intérêt bien entendu que les considérations qui ont inspiré la mesure que nous combattons. Le peuple qui consent de bonne grâce à être dispensé des contributions est bien près d'ambitionner une solde, et, lorsqu'il accepte une solde, on sait ce que ce peuple peut devenir ; la populace romaine l'a fait voir. Nous sommes loin d'en être là, mais pourquoi éveiller les appétits des classes pauvres, en ne leur donnant qu'une satisfaction insuffisante quand il y a tant de moyens d'employer utilement leur activité et d'augmenter leur bien-être ?

L'heureuse issue du conflit anglo-américain a été accueillie en Europe avec ce sentiment particulier de satisfaction intime et profonde qu'on éprouve toutes les fois que dans les choses humaines on voit la fatalité vaincue par la raison. Ce spectacle n'est pas commun, surtout de notre temps ; mais c'est dans les grandes affaires qu'il est le plus rare, parce que l'impulsion, une fois donnée aux passions, y devient le plus souvent irrésistible et échappe à tout calcul. Dans l'affaire du *Trent* spécialement, ce danger

paraissait bien difficile à éviter, après les ovations décernées au héros de cette aventure, et plus encore après les remerciements qui lui ont été votés par le congrès et au sein d'une démocratie où les entraînements populaires ont eu, dans ces dernières années, une influence prépondérante sur les décisions du gouvernement. Aussi la note de M. Seward a-t-elle obtenu le succès d'une véritable victoire morale, et produit, en faveur des États-Unis, une réaction de sympathie qui n'est pas sans quelque exagération. On leur est reconnaissant de ce qu'ils se sont trouvés valoir mieux que leur réputation, et on les dédommage généreusement de la mauvaise opinion qu'on avait d'eux. Le subterfuge punique par lequel lord Palmerston a dérobé à la connaissance du public un document qui eût diminué les inquiétudes et calmé l'irritation des esprits n'a pas peu contribué à amener ce revirement d'opinion contre l'Angleterre qui a été cependant la victime plutôt que la complice de cette ruse. Sous cette impression on est allé jusqu'à remettre son bon droit en question. Sans s'apercevoir qu'à force de vouloir réhabiliter en quelque sorte malgré lui le cabinet de Washington, on le condamnait encore plus sévèrement que ne l'ont fait ses adversaires, puisque la note de M. Seward n'est pas autre chose qu'une démonstration très minutieuse et très solide de la justice de la cause britannique, qu'il prouve avec raison être celle que les États-Unis ont de tout temps soutenue. Il faut donc féliciter hautement les hommes d'États américains, mais les féliciter d'avoir su reconnaître un tort, ce qui n'est certes pas commun chez les hommes d'État, mais ce qui n'est pas la même chose que de n'en avoir pas commis. Nous avons été d'ailleurs heureux de ne pas trouver dans la note de M. Seward le mot malencontreux que le télégraphe avait prêté à M. Lincoln, à savoir que « les États-Unis ne pouvaient soutenir deux guerres à la fois, » raison piteuse qui

était bien la dernière que dût alléguer le chef d'une grande nation.

La question américaine, dégagée désormais de ses complications accessoires qui n'avaient aucune raison d'être, ne peut que prendre de plus en plus son vrai caractère qui est celui d'une guerre d'émancipation. Ceux qui la dirigent ont fait tout ce qu'ils ont pu pour éloigner ce moment critique, et quels qu'aient été les inconvénients d'une telle politique, ils sont, à notre avis, plus dignes d'éloge que de blâme. Ils ont agi sagement en laissant le plus longtemps possible une porte ouverte à la réconciliation, en refusant de considérer comme à jamais déchiré le pacte qui a fait la grandeur de leur pays, et surtout en hésitant à déchaîner contre leurs anciens concitoyens les fléaux de la révolte servile. Il y a eu là de leur part une inspiration d'humanité dont on leur a en général trop peu tenu compte et qui est d'autant plus louable que la tentation de céder aux impatients était plus pressante. Mais ils ont assez sacrifié à l'esprit de temporisation pour qu'on ne soit plus en droit désormais de leur imputer les désastres inséparables d'une telle guerre, et il est d'ailleurs permis de croire, d'après la tournure que semblent prendre les événements, qu'ils seront jusqu'à un certain point en état d'en neutraliser les effets les plus redoutables. Ce qui est hors de doute, c'est que, si la lutte n'est pas encore nominalelement transportée sur le terrain de l'esclavage, elle l'est déjà de fait, et le général Frémont, en lui donnant, il y a quelques mois, son vrai cri de ralliement, n'a fait que devancer la pensée de ses concitoyens et traduire un sentiment qui est dans tous les cœurs. Quelles que soient les chances de la guerre, l'esclavage est blessé à mort. Dans l'hypothèse la plus favorable, sa destruction n'est plus qu'une question de temps. Le peuple américain qui lui a pardonné tant de crimes ne lui pardonnera jamais celui

d'avoir divisé la patrie en présence de l'ennemi. C'est là un de ces torts que les nations n'oublient pas. Cet appel à l'étranger qui a été le dernier enjeu de l'esclavage sera aussi son véritable arrêt de mort. Pendant longtemps on a pu espérer de le circonscrire, de le parquer dans une sorte de lazaret territorial jusqu'à ce qu'il y expirât tué par sa propre contagion, mais en présence de la résolution implacable qu'il a déployée, de la menace permanente qui résultera du seul fait de son existence, en présence du danger que présenterait cette conspiration farouche et désespérée, il est impossible qu'on ne comprenne pas la nécessité d'en finir avec lui. Les ménagements qu'il y aura à garder dorénavant avec le Sud sont affaire d'humanité plutôt que de politique; il pourra y avoir des temps d'arrêt, des suspensions d'armes, il n'y aura plus de transaction durable.

Ainsi s'accomplit, par une loi qu'on peut justement nommer providentielle, parce qu'elle est l'expression, non d'une force aveugle, mais des plus hautes vertus de la nature humaine, un fait qui comptera dans l'histoire et qui peut être déjà considéré comme la plus grande tâche de notre temps. On verra probablement toujours des esclaves dans le monde, et les moralistes sont encore loin d'avoir reconnu et classé toutes les formes de la servitude volontaire; mais, si jamais un jour se lève pour nous où l'esclavage n'existera plus à l'état d'institution sur aucun point du globe, ce jour-là il y aura, je suppose, un immense tressaillement de joie au sein de cette pauvre argile humaine. Notre siècle a hérité de ses devanciers non seulement la pensée, mais tout le travail préparatoire de cette grande révolution commencée il y a dix-huit cents ans; cependant ne fit-il que la promulguer et la convertir en loi, ce seul fait suffirait à sa gloire et le relèverait aux yeux de l'avenir.

Les opérations de la guerre contre le Sud, qui ont été conduites jusqu'à présent avec une mollesse peu digne d'un grand peuple, mais explicable cependant par une heureuse inexpérience, en matière d'organisation militaire, par la grandeur imprévue des difficultés et des obstacles naturels, viennent d'être reprises avec plus d'activité que jamais et promettent des résultats un peu plus décisifs que ceux qu'elles ont offerts. Les avantages du Nord se multiplient à mesure que le cercle où il a emprisonné son adversaire se rétrécit. Le blocus a donné lieu à un nouvel incident très sujet à controverse, mais qui a été relevé par la presse anglaise avec une animosité peu justifiable, et a provoqué de la part du cabinet britannique des représentations où l'on peut voir percer le regret d'avoir perdu ses préparatifs de guerre et le désir peu avouable de chercher de nouveaux griefs contre les États-Unis. L'empierrement du port de Charleston présente avant tout une question de fait sur laquelle il conviendrait d'être parfaitement édifié avant de se prononcer avec tant de vivacité. Si, comme le prétendent beaucoup d'ingénieurs, l'obstruction produite par cette opération est toute temporaire et peut être facilement réparée après la paix, grâce aux moyens puissants dont la science dispose aujourd'hui, loin de blâmer cet expédient, il faut lui savoir gré de tout le sang qu'il épargne en tournant contre la nature des armes employées d'ordinaire contre les hommes. Si, au contraire, le dommage qu'il crée est irréparable et doit peser sur les générations futures comme un legs éternel de nos discordes, on ne saurait le réprover trop énergiquement. Ce n'est pas dans l'état actuel de la civilisation qu'on pourrait songer à faire accepter des actes du même genre que l'incendie du Palatinat. Mais, avant d'y chercher l'occasion d'un nouveau *casus belli*, comme le demandent les journaux anglais, on devrait, ce semble, avoir au moins

quelques données sur un point de fait aussi facile à élucider. Le cabinet anglais se méprendrait singulièrement sur les dispositions de l'esprit public en Europe, s'il s'imaginait que les témoignages de sympathie qu'il a obtenus dans une occasion où il avait pour lui le bon droit l'accompagneront dans toutes les querelles qu'il peut susciter aux États-Unis sous des prétextes plus ou moins spécieux. Les États-Unis se doivent tout entiers à leur grande mission : la destruction de l'esclavage. Ce n'est pas seulement pour eux qu'ils travaillent, ils sont les fondés de pouvoir du genre humain, Malheur à qui les troublera dans l'accomplissement de ce devoir !

Nous avons en Europe à mener à bonne fin une tâche analogue et qui ne sera pas moins féconde en conséquences. Quoi qu'on fasse pour en retarder la réalisation, notre siècle ne s'achèvera pas sans la voir aussi terminée. C'est un esclavage intellectuel que nous avons à détruire. Chose singulière, il a pris naissance au sein même de la religion qui est venue porter les premiers coups à la servitude sociale. Tout volontaire d'abord et spirituel par essence, il a peu à peu emprunté tous les procédés et toutes les armes des tyrannies politiques, et n'a plus régné que par la force, jusqu'à ce que, la force lui échappant, il a essayé de reprendre possession de ses sujets par la persuasion. Vaincu et humilié aujourd'hui, après un court instant de triomphe obtenu par surprise à l'époque de nos revers et acheté à force de complaisance pour le despotisme, il implore l'obéissance en attendant qu'il puisse de nouveau l'imposer. Étrange amalgame de prétention et de faiblesse, d'orgueil et de caducité.

Le vieil absolutisme romain dont il est question ici n'a plus aujourd'hui le privilège d'exciter des haines très vigoureuses, et cela tient uniquement à ce qu'il ne semble plus redoutable par lui-même. Ses défenseurs étalent

même volontiers ses blessures pour émouvoir la pitié publique, et ce genre d'argument leur a réussi auprès de plus d'une âme généreuse. On ne voit plus en lui que son malheur. Ils ont su profiter non moins habilement de ce que ses intérêts, en deux ou trois circonstances, se confondaient avec ceux de la cause libérale, et de cette communauté tout accidentelle ils se sont efforcés de faire sortir une alliance durable. Illusion chez les uns, calcul intéressé chez les autres, cette solidarité est impossible à établir, parce qu'elle est contre nature. Nous la repoussons par les mêmes motifs qui nous font rejeter l'alliance que dans un camp opposé on a cherché à créer entre les idées démocratiques et les doctrines de la dictature.

La guerre entreprise contre la vaste organisation politique dont le centre est à Rome doit suivre son cours jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien que ce qui est compatible avec le droit et la liberté des peuples comme des individus. En vain on allègue pour la protéger son état de faiblesse. Si elle ne peut rien pour le moment par elle-même, on a suffisamment vu dans les années qui ont suivi la grande réaction de 1849 ce qu'elle peut à l'état d'instrument dans les mains qui savent s'en servir; et les ménagements infinis avec lesquels on procède à son égard, dans les occasions qui semblent le moins souffrir l'indécision, montrent assez la crainte qu'elle inspire encore. Cette force qui lui reste, grâce à son ancien prestige, à son empire sur les simples, à sa merveilleuse discipline, est, il est vrai, au fond le principal motif des avances qui lui sont faites par des hommes qu'elle s'étonne elle-même d'avoir aujourd'hui pour amis, après les avoir si longtemps comptés parmi ses adversaires. Ils se flattent d'avoir trouvé en elle une arme solidement trempée, et ne s'aperçoivent pas qu'ils ne sont eux-mêmes qu'un pis-aller. Ils se vantent hautement de l'avoir convertie aux

idées libérales, comme si non seulement son passé et ses traditions et ses dogmes inflexibles, mais encore ses déclarations de chaque jour, n'étaient pas un démenti sanglant infligé à leurs complaisantes illusions. Un sourire ministériel, une signature au bas d'un décret réparateur, voilà tout ce qu'il faudrait pour qu'en moins d'une heure l'édifice laborieux de cette alliance chimérique s'en allât en fumée !

Ces réflexions indiquent l'attitude que nous considérons à la fois comme la plus sincère, la plus digne et même la plus habile pour les amis de la liberté en présence de l'hostilité croissante qui se manifeste en France comme en Italie entre l'Église et l'État, et qui n'est qu'une continuation déguisée de la lutte commencée au sujet du pouvoir temporel du pape. Nous ne pouvons voir cette hostilité qu'avec plaisir, parce qu'elle mène tout droit à la séparation de l'Église et de l'État, qui est au premier rang parmi nos principes ; mais tant que l'État ni l'Église n'auront accepté franchement les idées de liberté, il nous est également interdit et de prendre parti pour l'État contre l'Église, et de nous prononcer pour l'Église contre l'État. Nous n'avons à combattre ici que pour notre propre cause, c'est-à-dire pour un intérêt très supérieur aux deux rivalités qui sont en jeu dans ce débat. Ces deux puissances ayant presque toujours été hostiles à la liberté, elle n'a ni alliances, ni engagements à contracter avec elles, et elle ne doit de fidélité qu'à elle-même. Tant qu'elles ne lui auront pas rendu ses droits, nous pouvons quelquefois lutter sur leur propre terrain si la justice l'exige, ainsi que nous l'avons fait dans une circonstance récente, mais elles ne nous auront jamais pour alliés.

Ce grand débat, comme l'a si bien dit M. Ricasoli dans une des dernières séances du Parlement italien, est, avant tout, une question morale, et, à ce titre, il progresse, sans

qu'aucun fait extérieur ne vienne révéler ce progrès, bien différent en cela des questions dont les difficultés consistent en obstacles apparents et matériels. Le gouvernement français ne voulait à aucun prix se laisser entraîner ni plus vite ni plus loin que ne le comporte sa politique de demi-mesures et de temporisations; il a tout fait pour apaiser et pour ralentir la querelle, au moins en ce qui concerne Rome. Elle a fait son chemin sous une autre forme, et les esprits l'ont suivie attentivement sur son nouveau terrain, sachant très bien que c'est à Rome que sera vidé tôt ou tard le procès qui s'instruit devant eux. Ils écoutent successivement les deux parties dans ce singulier duel d'accusations réciproques qui arme le ministère contre l'épiscopat, et à l'un comme à l'autre ils disent : concluez ! C'est là, en effet, le grand mot de la situation. C'est une conclusion qui manque à ces réquisitoires si riches de preuves et de faits. On est désormais en droit de juger les deux adversaires sur leur propre disposition, et on peut leur dire : si telles ont été les conséquences de votre alliance passée, que ne vous hâtez-vous de la rompre pour toujours ! L'amertume des récriminations épiscopales en France montre d'ailleurs combien les ménagements excessifs du gouvernement français à Rome ont été dépensés en pure perte. Les pressantes sollicitations de sa diplomatie n'ont pas même réussi encore à y obtenir l'éloignement momentané du roi de Naples, cause trop manifeste du prolongement de la guerre civile. On y semble avoir pris à tâche d'éprouver jusqu'où la longanimité d'un gouvernement peut aller, et on peut dire que sous ce rapport le cabinet français a épuisé la mesure des vertus chrétiennes. Cependant ses déceptions viennent, dit-on, de se traduire par un projet d'occupation demi-française et demi-italienne, et nous n'avons contre ce projet qu'une seule objection, c'est qu'il ne résout rien, et que si l'on continue à choisir des

acheminements aussi lents, la transition pourra durer beaucoup plus longtemps que ses auteurs.

En Italie, la question est posée avec plus de netteté encore, et on paraît de plus en plus décidé à n'offrir à la papauté d'autre alternative que la liberté ou le schisme. La cause qui passionne les Italiens est sans contredit aussi légitime et aussi entraînante que celle qui fit, au seizième siècle, le succès de la réforme auprès des peuples germaniques, et depuis ce temps la papauté n'a fait que perdre ce qui lui restait de son prestige. Si les éléments d'une réforme n'existent pas en Italie, en raison de l'attachement populaire aux vieilles superstitions et de l'indifférence des classes éclairées en matière de religion, en revanche cette terre classique des antipapes offre tous les éléments désirables d'une scission au sein de l'Église, et peut-être cette œuvre y est-elle déjà plus avancée qu'on ne le croit généralement. Divers symptômes, tels que le succès de la propagande protestante parmi les populations, et l'établissement d'associations indépendantes au sein d'une partie du clergé, viennent à l'appui de cette supposition.

L'unité catholique n'a sans doute jamais été moins menacée qu'aujourd'hui au point de vue spirituel; mais ce n'est pas qu'elle inspire des adhésions plus ferventes qu'autrefois, c'est au contraire qu'on est devenu impartial à force d'indifférence. Il y a dans sa stabilité apparente beaucoup de force d'inertie. Elle est faite d'une seule pièce, et si on lui retire l'institution qui lui sert de clef de voûte, tout s'écroule. Or, c'est ce qui se produira inévitablement le jour où il deviendra démontré pour les peuples que son chef est irréconciliable avec les droits dont ils ne peuvent plus se passer aujourd'hui. Quel effet moral, pour citer un exemple, espère-t-on à Rome, d'un fait comme l'abandon de la cause polonaise dans les circonstances actuelles? Le peuple polonais avait fait à l'Église catholique

ce grand honneur de la choisir pour conseil et pour appui dans une crise désespérée où il a déployé une constance admirable ; il a versé, en invoquant ce patronage, le dernier sang martyr qui ait coulé en Europe ; il lui en a rapporté toute la gloire, et comment vient-elle de l'en remercier ? En tendant la main à son plus implacable ennemi, et cela pour la satisfaction d'avoir un nonce à Saint-Pétersbourg, et de voir refuser au nouveau royaume d'Italie la reconnaissance qu'il sollicite du czar. Il ne manque plus à Pie IX que de publier de nouveau la bulle célèbre par laquelle son prédécesseur enjoignait aux polonais vaincus, après l'insurrection de 1831, de se soumettre à leur « souveraine légitime. » Un pouvoir religieux peut méconnaître des droits qui ont été enseignés et revendiqués sans son aveu, mais ce qu'il lui est interdit d'oublier, c'est ce caractère sacré que les hommes ont toujours respecté dans l'infortune. Ce jour-là, il a vraiment perdu l'intelligence des choses saintes, cette sauvegarde des choses qui ne sont que religieuses, et il ne représente plus que le côté formaliste et mesquin de son rôle.

Le Parlement est ouvert en Prusse et va commencer les travaux de sa session, qui promettent d'être passablement compliqués, ce qui du reste n'est pas fait pour déplaire à des esprits allemands. La situation de l'Allemagne n'a jamais été plus embrouillée que depuis qu'on se propose de la simplifier. Les plans et les contre-plans de réorganisation fédérale s'y succèdent avec une fécondité embarrassante pour les esprits qui se proposeraient de déchiffrer à fond tous les rébus diplomatiques échangés à ce sujet. On n'a pas d'ailleurs à s'alarmer de tout ce bruit, il n'y a que les programmes qui se battent et cette hétacombe de protocoles ne fera pas couler une seule goutte de sang. La clef de ces politiques diverses est très facile à découvrir sous les circonlocutions et précautions oratoires dont elles

s'enveloppent. Il y a en présence trois principaux programmes, celui de la Prusse, qui consiste à donner dans la confédération la prépondérance à la Prusse; celui de l'Autriche, qui consiste à l'attribuer à l'Autriche, et enfin celui des États secondaires, représentés par M. de Beust, ministre de Saxe, qui consiste à écarter également et l'Autriche et la Prusse. Cette situation pleine de clarté, mais d'un arrangement difficile, se complique du fait de deux grandes associations rivales et puissantes, agissant l'une dans le sens d'une hégémonie prussienne, sans être toutefois d'accord avec les vues du gouvernement prussien, l'autre dans le sens fédératif. On voit que cette unité allemande, dont on a cherché à nous faire un épouvantail, nous laissera encore quelque temps dormir tranquilles.

23 février 1862.

C'a été longtemps une mode et même un métier assez fructueux de décrier le parlementarisme. Si ce mot avait un sens dans la pensée de ceux qui l'exploitèrent, ce qui n'est pas absolument démontré, il signifiait apparemment l'abus des longs discours, l'action sacrifiée à la parole, en un mot, le règne du bavardage. Sans agiter ici la question de savoir jusqu'à quel point cette qualification sommaire convenait aux régimes qu'on prétendait flétrir, nous serions heureux d'entendre ces mêmes publicistes expliquer leur façon d'envisager la part qui a été faite depuis un an à nos assemblées législatives dans les affaires publiques. Nous leur serions surtout reconnaissant de vouloir bien éclaircir un point. Il se disait beaucoup de paroles inutiles au sein de nos anciennes assemblées; elles

se dédommageaient ainsi, par anticipation, du long mutisme qu'on devait leur imposer; mais, en fin de compte, leurs paroles devenaient des actes, elles avaient sur le gouvernement une influence suivie et efficace. Cependant, au dire de ces publicistes, elles accordaient encore trop au partage et à la déclamation, en quoi nous sommes tout à fait de leur avis. En France on abuse souvent de la parole, et l'on y remédie en abusant du silence. Combien ces hommes d'action ne doivent-ils pas souffrir lorsqu'ils voient nos assemblées actuelles, les deux grands corps de l'État, passer près de trois mois à revoir les points et les virgules d'une composition oratoire appelée adresse, dont la rédaction coûte trois jours en Piémont, trois heures en Angleterre, et s'appliquer à cette besogne, dédaignée même chez nos voisins d'outre-Rhin, qui ne sont pourtant pas blasés en matière de liberté, avec d'autant plus d'ardeur, qu'elle leur offre une occasion unique d'exprimer, non leur volonté, mais un simple avis sur la direction politique à donner au gouvernement du pays! Nous les voyons avec plaisir mettre à profit les moyens qu'on leur laisse; si faibles qu'ils soient, ils peuvent agir sur l'opinion; mais nous le demandons ici aux ennemis du parlementarisme, sont-ce les esprits pratiques ou bien les diseurs de harangues qui trouvent le plus leur compte à un tel état de choses? Est-ce en laissant pour toute influence sur la politique active à une assemblée une sorte de concours oratoire emprunté aux usages universitaires, qu'on se flatte d'y former des hommes de gouvernement? Ou bien oseraient-ils prêter à leurs patrons l'intention machiavélique de nous dégoûter plus sûrement du parlementarisme en nous le donnant sous sa forme la plus verbeuse et la plus stérile?

Contentons-nous d'indiquer ce problème délicat.

La session législative a été ouverte par un discours de

l'empereur et par un exposé de la situation de l'empire¹. Chose étonnante, et qui prouve combien peu on se fie à la légalité, en ce pays de croyances naïves sous tant de rapports, personne n'a été tenté de discuter le discours de l'empereur, et nous-même, nous ne nous sentons que médiocrement porté à entreprendre cette tâche ardue. D'après la constitution actuelle, l'empereur est pourtant le seul représentant du pouvoir qui soit vraiment responsable, et à ce titre il est le seul dont on puisse critiquer les actes en toute sûreté de conscience. Eh bien ! on profite beaucoup moins de cette faculté qu'à l'époque où le chef de l'État était déclaré inviolable. Explique qui voudra ces anomalies ! Quant à l'exposé de la situation de l'empire, il se lit avec un sentiment d'agréable surprise. Plusieurs documents qu'on n'a pas eu le temps d'oublier nous avaient présenté cette situation sous des couleurs qui n'étaient pas des plus riantes, et le public avait volontiers accepté ce thème ministériel, dont la composition inusitée répondait assez bien à ses propres impressions. On a trouvé sans doute les esprits trop dociles sur ce point, puisque l'exposé semble avoir eu pour but de les ramener à des appréciations moins découragées. De là un grand désarroi dans l'opinion. A qui entendre ? A qui croire ? Comment concilier des déclarations qui (aux yeux de la faible raison) peuvent sembler contradictoires ?

Sans doute, ces contradictions ne sont qu'apparentes, et l'harmonie la plus parfaite n'a pas cessé de régner entre les organes du gouvernement ; mais il devient évident qu'en tout cas cette unité n'exclut pas une certaine diversité. Le ministère actuel semble réunir dans son sein le pessimisme le plus austère et l'optimisme le plus com-

1. Voir le *Moniteur universel* des 28 et 29 janvier 1862. L'exposé de la situation était une série de résumés rédigés dans chaque ministère.

plaisant, qui s'y donnent tour à tour la parole. Si le premier a dicté le compte rendu de M. Fould, c'est à coup sûr le second qui a rédigé l'Exposé de la situation de l'empire. Cet Exposé ayant un caractère éminemment officiel, c'est-à-dire indiscutable, il ne peut entrer dans notre pensée d'en contester les affirmations. Le mot officiel est la traduction laïque du mot infallible : il a la même autorité et mérite le même respect. Aussi osons-nous tout au plus l'opposer à lui-même, lorsque nous nous rappelons des documents dont la lecture avait généralement laissé une impression d'inquiétude, à propos de cet exposé, qui a au contraire tout l'attrait d'une ingénieuse fiction, mérite rare assurément en un sujet aussi positif.

Ce qui nous paraît, en effet, résulter principalement de ce tableau paisible de nos félicités en tout genre, c'est que, semblables aux laboureurs de Virgile, nous ne connaissons pas notre bonheur. Nous serions très disposé à admettre cette vérité si nous devions nous en trouver plus avancé ; malheureusement la première condition pour être heureux est de s'estimer tel, et il est trop évident que nous avons sur ce point une foule de fausses notions qui nous obscurcissent l'entendement. L'Exposé professe au sujet du vrai bonheur des idées qui ne sont pas les nôtres. Prenons un exemple qui soit à la portée de tout le monde : la presse. A tort ou à raison la presse se figure depuis longtemps déjà qu'elle n'est pas libre. C'est une opinion qu'elle s'est faite par la méthode expérimentale et qu'elle appuie sur un nombre assez notable de faits administratifs et judiciaires, en sorte qu'on lui reconnaît, en général, un certain degré de vraisemblance. Survient l'Exposé, comme Valère auprès de Sganarelle, dans le *Médecin malgré lui* :

VALÈRE.

Avouez, sans détour, que vous êtes un grand médecin.

SGANARELLE.

Que diable est ceci, messieurs ? de grâce, est-ce pour rire ou si vous extravaguez de vouloir que je sois médecin ?

VALÈRE.

Quoi ! vous vous défendez d'être médecin ?

SGANARELLE.

Le diable m'emporte si je le suis !

Ainsi parle l'Exposé au sujet de la presse : « La presse a usé largement de sa liberté nouvelle ; elle a porté son examen sur les actes de l'autorité, elle a discuté toutes les mesures prises par le gouvernement, elle a librement exprimé son opinion sur les affaires extérieures et intérieures de la France. »

On sait quels arguments forcent ce pauvre Sganarelle à avouer qu'il est médecin : si la presse n'a pas encore avoué à quel point elle se sent libre, ce n'est pas, à coup sûr, faute d'avoir été battue. Elle se trouve, à cet égard, dans la situation de cette fille dont son père disait : Je la forcerai bien à faire un mariage d'inclination. Toute désarmée et soumise qu'elle soit, elle trouble encore, à ce qu'il paraît, profondément la quiétude de M. de Ségur d'Aguesseau et de M. le marquis de la Rochejaquelein¹, puisqu'ils réclament une aggravation de rigueurs contre ce qu'ils appellent le déchaînement de la presse. On ignore absolument les griefs personnels que ces messieurs peuvent avoir contre la presse, et il est probable qu'ils veulent punir l'opinion qu'elle a d'eux plutôt que les représailles très modérées qu'elle s'est parfois permises à leur égard ; mais nous oserons leur dire ici que leurs attaques sont

1. Séance du Sénat du 20 février 1862. Au Corps législatif, ce fut M. Plinchon qui se chargea de soutenir cette thèse.

aussi dépourvues de talent que de courage et de générosité.

La presse ne peut pas plus accepter ces procédés que les compliments que lui prodigue l'Exposé de la situation de l'empire. Nous espérons qu'elle ne se montrera jamais flattée de les avoir mérités. Ce n'est pas des hommes du pouvoir qu'elle doit attendre des certificats de bonne conduite. C'est d'ailleurs dans les pays où on lui accorde le plus de véritable influence qu'on lui adresse le moins d'adulations.

Une telle divergence dans la façon d'apprécier un fait qui n'a par lui-même rien d'obscur ni de compliqué donne une idée des dissentiments qui nous séparent sur d'autres points des auteurs de l'Exposé, et nous porte à croire que notre ingratitude durera au moins aussi longtemps que leur satisfaction. On comprendra que nous ne soyons pas entré plus avant dans l'examen de ce volumineux document, qui ne révèle du reste aucun fait nouveau. Il nous suffira d'en avoir nettement caractérisé l'esprit en citant une de ses assertions dont chacun est à même d'apprécier le degré d'exactitude.

Nos débats parlementaires ont été jusqu'à présent des escarmouches plutôt que des luttes de tribune. La conversion des rentes est encore¹ la seule affaire importante dont nos Chambres aient été saisies. Elle a mis en lumière un fait remarquable, c'est la distance de plus en plus grande qui sépare l'esprit de notre assemblée législative de l'état actuel de l'opinion. Le public et l'assemblée ont paru dans ce débat absolument étrangers l'un à l'autre. Dès le début de la discussion, il est devenu évident que l'assemblée avait un parti pris très arrêté de voter la loi, et le public n'a pas été moins ferme dans son parti pris d'opposition,

1. Projet de loi, proposé et adopté au Corps législatif, tendant à convertir en 4 1/2 la somme de près de 4 milliards de rente.

ainsi que l'ont attesté jusqu'au dernier moment les brusques soubresauts de la Bourse, naguère si docile. Que conclure de là, sinon qu'il est urgent de mettre l'assemblée plus en harmonie avec l'état de l'esprit public par un renouvellement du mandat législatif?

Nous ne reviendrons pas sur cette discussion aujourd'hui épuisée, et dans laquelle les orateurs de l'opposition, surtout MM. Ollivier et Picard, ont montré une rare connaissance du sujet et une abnégation qui est plus rare encore. La parole est désormais aux faits qui démontreront avec l'éloquence qui leur est propre si la mesure était bonne ou mauvaise. Quant au Sénat, il vote en ce moment, avec sa ponctualité habituelle, une adresse¹ où les intentions du gouvernement nous semblent admirablement devinées. Ce ne sont pas nos ministres qui auront jamais à se plaindre de rester incompris. L'adresse n'est au fond qu'une apologie motivée de leur conduite, non seulement pour le passé, mais même pour l'avenir. On leur laisse entendre assez clairement que tout ce qu'ils feront sera bien fait. Heureuse influence d'un régime parlementaire bien dirigé!

La discussion générale n'a pas eu le privilège de faire sortir de leur silence les principaux orateurs du Sénat. Elle a donné lieu à des luttes de personnalités plutôt que de principes, et la sortie violente et imprévue de M. le marquis de la Rochejaquelein n'a pas été de nature à jeter un grand éclat sur cette partie du débat. Il est probable que la discussion par paragraphes viendra la relever un peu. La question romaine notamment y sera sans doute traitée un peu plus dignement qu'elle ne l'a été jusqu'ici par les orateurs du Sénat. Nous comptons beaucoup sur la mesure²

1. Ou réponse au discours de la couronne.

2. Voir, dans le *Moniteur universel* du 20 février 1862, l'historique des motifs qui engagèrent le gouvernement de l'empereur à refuser aux évêques français l'autorisation de se rendre à Rome.

que vient de prendre le gouvernement français au sujet de la convocation des évêques à Rome. Les égarements même des passions sont, dans une certaine mesure, salutaires et nécessaires à la marche des choses humaines, surtout dans ces temps de langueur et d'équivoque. Il est temps, dans l'intérêt de l'Église comme dans celui de l'État, qu'on rejette des deux côtés les circonlocutions et qu'on se dise quelques bonnes vérités face à face.

La convocation des évêques catholiques à Rome et le refus du gouvernement français d'obtempérer aux vœux de la cour pontificale font entrer la question romaine dans une phase nouvelle, qui laissera plus de place à l'imprévu et rendra les temporisations plus difficiles. Cette grande manifestation, dont le but n'est pas difficile à apercevoir sous le prétexte assez bizarre que la cour de Rome a invoqué, n'est pas sans précédents dans l'histoire, mais ce qui montre la différence des temps, c'est justement qu'on ait cru devoir invoquer un prétexte. Lorsque Grégoire IX convoqua les évêques de la chrétienté en concile contre son adversaire l'empereur Frédéric, il ne laissa ignorer à personne que c'était pour le frapper de l'anathème. Alors comme aujourd'hui, le pouvoir séculier déclara qu'il s'opposerait au départ des prélats; mais ce qui achève de caractériser l'esprit des deux époques, c'est que les évêques de ce temps-là se rendirent à Rome malgré cette défense, tandis que les nôtres se garderont bien de quitter leurs diocèses. Si l'on compare les dangers qu'offrait au treizième siècle un voyage entrepris dans de telles conditions aux inconvénients relativement très légers qu'il entraînerait aujourd'hui pour des prélats récalcitrants, on se dit qu'il est impossible d'attribuer un tel changement à la pusillanimité ou à l'affaiblissement de la foi. Il n'est dû évidemment qu'au progrès qu'ont fait les vertus d'obéissance, de résignation et d'humilité au sein du clergé catholique.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas excès de franchise de la part de la cour de Rome à affirmer aussi solennellement que ce coup de tocsin, qui va mettre en l'air toute la catholicité, n'a d'autre but, dans sa pensée, que la vérification des titres de deux ou trois martyrs japonais. Voilà ce que ne croiront jamais ceux qui ont vu de près avec quel sans façon on exhume et on exporte pour le monde entier les martyrs extraits des catacombes. Il est à supposer que les martyrs japonais seraient médiocrement flattés du bruit qu'ils font dans le monde, si le véritable sens des hommages qu'on leur adresse pouvait leur être connu. Ce n'est pas par l'héroïsme que brille la politique qui se couvre de leurs exploits pour cacher ses propres visées. Un peu de courage et de franchise ne serait pourtant pas de trop lorsqu'on veut glorifier le martyre. L'année dernière, à pareille époque, la cour de Rome, après avoir menacé de sa foudre les têtes les plus augustes de l'Europe, en détournait prudemment les éclats sur le duc de Bade, prince honnête et inoffensif, le seul dont elle n'eût rien à craindre ; aujourd'hui elle voudrait faire peur, et n'ose pas même convoquer un concile sans lui assigner un but fictif et dérisoire.

Malgré ce manque de franchise et de décision, dont Rome seule n'est pas coupable aujourd'hui, l'incident qui vient de se produire nous paraît de nature à accélérer le dénouement que nous appelons depuis si longtemps de nos vœux. Tout a été dit de part et d'autre au sujet de la question romaine. Les faits sont surabondamment connus, la cause est instruite ; la persuasion a fait son œuvre, c'est à la force des choses à faire la sienne. Voilà pourquoi nous ne serions pas fâché de voir les passions se mêler de la partie. On en est venu peu à peu des deux côtés à ce point où, pour dernière explication, une bataille seule est possible. On voit maintenant combien tous les efforts tentés

en faveur d'une transaction ont été chimériques, et quelle faute le cabinet français a commise lorsque, autorisé à évacuer Rome, et par l'ingratitude du gouvernement pontifical, et par ses sommations impérieuses, il s'est obstiné à y engager de plus en plus une responsabilité pleine de périls sans gloire et de dévouement sans récompense. La correspondance diplomatique publiée à l'époque de l'ouverture des Chambres a été une démonstration pratique de l'impossibilité du *statu quo*, et a de plus prouvé assez clairement que le gouvernement français, qui a longtemps trouvé son compte à cette politique d'immobilité, commence à ne plus lui reconnaître les mêmes avantages. La nouvelle levée de boucliers du Vatican est une mise en demeure plus pressante qu'aucune de celles auxquelles il a résisté, et quelle que soit l'attitude des prélats français, les hostilités entre l'Eglise et l'État ne peuvent que prendre désormais un caractère de plus en plus passionné.

Comme le mouvement de désaffection que nos hésitations ont produit en Italie suit également une marche progressive, il est facile de calculer presque mathématiquement l'heure où nos ménagements pour deux causes rivales, après les avoir attachées à nous par l'espérance, les éloigneront l'une et l'autre par la déception. A ce moment auquel déjà nous touchons, le *statu quo* ne nous rapportant plus que des haines, il faudra bien, bon gré ou mal gré, l'abandonner. Du côté de Rome, ce résultat est déjà tout obtenu, il n'est pas permis à un esprit clairvoyant de conserver la moindre illusion à cet égard ; du côté de l'Italie, il est au moins fort avancé, malgré tous les souvenirs qui militent en notre faveur. Il est certain, par exemple, que, si au lieu d'un ministre loyal et ferme, mais un peu immobile, comme M. Ricasoli, l'Italie avait eu un politique remuant, inventif et hardi, comme elle en a montré quelques-uns, elle serait aujourd'hui en état de

se passer de nous, et l'alliance franco-italienne se trouverait fort compromise. Il est désormais facile à l'Italie d'avoir en Europe des alliés qui n'exigeront jamais d'elle les sacrifices que nous lui avons imposés jusqu'ici, et dont elle n'a pas à redouter d'occupation permanente sous prétexte de protection. Ce n'est ni l'Angleterre, ni la Prusse, ni la Russie, qui, comme nous, l'ont tour à tour secourue, asservie et humiliée, qui l'ont forcée pendant des siècles à garder la papauté dans son sein, comme le fer dans la blessure. Pourquoi lui suggérer des comparaisons qui ne peuvent lui rappeler que ce que notre alliance a d'onéreux? Pense-t-on que la reconnaissance soit un sentiment si difficile à lasser chez les peuples?

Si la France veut sortir de l'impasse où elle se trouve enfermée relativement à la question romaine, il faut dès aujourd'hui qu'elle choisisse résolument entre l'alliance de la papauté et celle de l'Italie, car la politique suivie jusqu'à présent la conduirait tout droit à les avoir toutes deux pour ennemies. Si elle choisit la réconciliation avec Rome, elle ne peut ignorer à quoi elle s'engage : les conditions d'un tel accommodement ont été assez nettement stipulées. Les dernières notes diplomatiques¹ échangées entre le cardinal Antonelli et M. Thouvenel ne laissent, sur ce point, aucune place à l'équivoque. La paix avec Rome, c'est la réintégration du gouvernement pontifical dans toutes ses anciennes possessions. Comme le disait le subtil secrétaire d'État romain à M. de Lavalette, l'intégrité du territoire pontifical est protégée par un serment que le pape et les cardinaux sont tenus de prêter avant même leur nomination, en sorte que ni un pontife ni même un conclave n'ont le droit d'y toucher. Ingénieux arrangement, d'où il résulte que l'autorité infallible qui peut

1. Elles portent la date des 26 novembre 1861 et 11 janvier 1862.

décréter des dogmes et décerner des apothéoses, est impuissante pour aliéner un pouce de terre de ce domaine sacro-saint, formé en grande partie par la main pieuse de César Borgia!

Telle est la condition *sine qua non* de toute réconciliation avec la cour romaine. Je ne parlerai pas des clauses accessoires et des concessions de tout genre qui, à l'intérieur, seraient la conséquence forcée de ce baiser de paix; la France, dans le cours de ses épreuves, a été plus d'une fois humiliée devant l'ultramontanisme, et elle se souvient de ce que les victoires de ce parti ont eu de lâche et de honteux. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle ne l'a jamais subi qu'en ces jours néfastes où elle était réduite à tourner ses forces contre elle-même. Si quelque revirement imprévu devait nous faire assister de nouveau au triomphe de ce parti, nous le verrions sans alarmes: il n'a jamais porté bonheur aux pouvoirs qui se sont appuyés sur lui. Ce revirement serait d'ailleurs un calcul qui courrait grand risque d'être trompé par ceux mêmes au profit desquels il serait censé s'accomplir: « La confiance une fois morte ne renaît jamais plus, » a dit Machiavel. Mais, à s'en tenir à la question extérieure, il est fort douteux que l'Europe nous laissât aujourd'hui détruire l'ordre de choses que nous avons contribué à fonder en Italie; si nous pouvions avoir telle pensée, elle s'y opposerait au nom des mêmes raisons qui ont motivé ses inquiétudes d'alors, c'est-à-dire de la paix générale, et au nom de toutes les considérations nouvelles qui font maintenant de l'existence du royaume d'Italie une condition essentielle de l'équilibre européen.

Cette hypothèse écartée, il ne reste de possible qu'une adhésion pleine et entière aux justes exigences d'une nation amie que nos lenteurs et nos tergiversations éloignent peu à peu de nous. Ne l'habittons pas à chercher ses alliés ailleurs que du côté de la France. Bien qu'il soit de

mode de l'accuser d'ingratitude à notre égard, les sentiments du peuple italien pour nous sont encore ceux d'une reconnaissante sympathie. Nous en avons sous les yeux un témoignage chaleureux et spontané dans le premier numéro du journal que le général Turr vient de fonder à Milan sous le titre de l'*Alleanza*. Ce journal s'est proposé pour but de resserrer les liens de toute sorte qui se sont établis entre l'Italie et la Hongrie par une longue communauté de gloire et de malheur, et personne n'était plus digne que l'honorable général de parler au nom de ces deux sœurs, qui sont ses deux patries. La presse n'est-elle pas d'ailleurs aussi un champ de bataille ? Nous souhaitons au général Turr d'y être aussi heureux qu'il l'a été en d'autres combats. Si cette feuille voit se réaliser son programme, ce ne sera pas sans que d'importants changements se soient opérés dans le monde, et, à ce point de vue, nous sommes tous intéressés à son succès. Pour en revenir à notre sujet, ce qui nous a le plus frappé dans ce manifeste de l'alliance italo-hongroise, c'est que sa première parole est pour la France, circonstance d'autant plus remarquable qu'il s'adresse à la portion la plus active et la plus impatiente des partis italiens.

Ces sentiments nous constituent en Italie une influence qui est à la fois la plus légitime et la plus durable qu'une grande nation doive ambitionner, et cette influence, il est temps de la sauvegarder si nous ne voulons pas la voir passer en d'autres mains. La grande erreur du cabinet français a été de croire qu'il amènerait un jour la cour de Rome à accepter une transaction, mais son illusion serait sans excuse s'il y persistait en présence de l'attitude du gouvernement pontifical. Le droit de l'Italie et des Romains de s'appartenir à eux-mêmes une fois bien établi (et jamais droit ne l'a été plus péremptoirement), il ne s'agit plus de le faire agréer à la cour romaine, mais de le lui imposer.

Si l'on analyse les limites qui circonscrivent historiquement la souveraineté pontificale et qu'elle revendique aujourd'hui si haut, on verra qu'il n'en est aucune qu'elle ait accepté de son plein gré ; il n'en est pas une seule qui n'ait dû être l'œuvre de la contrainte, car toute limite a toujours été à ses yeux une profanation et un empiètement sur ses droits inaliénables. Elle subira donc cette transformation comme elle a subi toutes les métamorphoses qui constituent son histoire, en protestant, mais en se pliant à la loi qui régit les choses humaines. Malgré son orgueilleuse inflexibilité, cette puissance, habituée à adorer dans chaque événement un décret spécial de la Providence, a au fond beaucoup plus de souplesse qu'on ne suppose pour se soumettre aux faits accomplis. Condamnée alors à être libre et soumise au droit commun, elle s'habituera à voir dans la liberté une sauvegarde au lieu de la considérer comme son ennemie ; et elle-même s'étonnera qu'il lui ait si longtemps fallu un genre d'indépendance inconnu jusque-là dans le monde et formé de l'asservissement de tout un peuple. Si cet événement, déjà en partie consommé, se réalise, nous serons délivrés presque entièrement d'une question qui est aujourd'hui le plus grand obstacle à la liberté française, car il est permis de croire qu'à l'avenir aucun pouvoir, quel qu'il fût, n'oserait recommencer l'expédition de Rome. La France nous paraît avoir payé assez cher le droit d'être désormais neutre dans cette querelle.

En même temps que le gouvernement français se lasse d'un dévouement qu'il sent bien ne devoir lui être jamais pardonné, le conflit austro-prussien qui vient d'éclater, après avoir longtemps convé sous la poussière discrète des chancelleries germaniques, apporte des chances heureuses à l'Italie aussi bien qu'à la Hongrie. Une alliance entre la Prusse et l'Italie était indiquée plus peut-être qu'aucune

autre en Europe, et pour la retarder jusqu'à présent, il n'a pas fallu moins que l'inconcevable panique que nos deux batailles gagnées avaient répandue en Allemagne. Aujourd'hui le pacte se renoue sous des auspices moins redoutables, et il paraît certain que la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse en formera comme la déclaration publique. Il dépend des deux alliés de rendre ce pacte fécond en grandes conséquences. Mais le roi de Prusse actuel nous paraît trop formaliste et trop bourgeoisement sage pour se laisser jamais gagner par la fièvre ambitieuse de son aïeul ou par l'humeur aventureuse et chevaleresque de Victor-Emmanuel. S'il en est ainsi, il aura manqué à une destinée toute écrite d'avance, destinée qui consiste, non, comme on le dit, à créer l'unité germanique, mais à unifier l'Allemagne du Nord, qui seule désire et appelle le protectorat prussien.

Le rapide changement de front opéré par l'Autriche dans cette circonstance confirme tout ce qui a été dit de l'habileté de son ministre principal ; mais elle ne montre pas sa loyauté politique sous un jour aussi avantageux. Unitaire la veille, ou du moins partisan de sa propre hégémonie comme la Prusse l'était pour elle-même, le cabinet autrichien a porté un coup de Jarnac à sa rivale en se ralliant tout à coup au plan fédéraliste de M. de Beust. Son avantage était de ne se déclarer qu'au dernier moment, parce que les États secondaires, heureux de voir maintenue la rivalité qui les fait vivre et durer, s'étaient, après quelques hésitations, réunis en faisceau autour de M. de Beust, pour s'interposer au besoin en médiateurs tout-puissants, sans prévoir l'adhésion formidable qui allait les absorber et rompre l'équilibre. Il n'est pas difficile de comprendre qu'entre les mains de l'Autriche le plan de M. de Beust deviendra ce qu'il pourra, ou plutôt ce que l'Autriche voudra. Le cabinet de Vienne se montre ainsi

avec la même supériorité, unitaire en Autriche et fédéraliste en Allemagne, et comme il a eu, dans ses récentes vicissitudes, de nombreuses occasions d'étudier alternativement le fort et le faible de ces deux situations, il pourrait accepter définitivement les apothéoses que la badauderie européenne s'est empressée de lui décerner, n'étaient quelques légers nuages qui s'amoncellent de trois côtés, du côté de la Hesse, du côté de la Leitha et du côté de l'Adriatique. Si ces nuages parviennent à se rejoindre, ce qui n'est point impossible, le gouvernement autrichien est destiné à baisser dans l'admiration des hommes.

On ne sait pas au juste si c'est à lui qu'il faut attribuer la pensée de greffer un rejeton de la maison d'Autriche sur le trône relevé au Mexique ; mais cette conception n'a pas paru des plus heureuses malgré tout le bruit qui s'est fait autour d'elle. Croire que l'Autriche consentira à échanger ses possessions de la Vénétie contre ce simulacre de royaume est d'une diplomatie tout à fait élémentaire. Au reste, l'expédition du Mexique, considérée indépendamment du dénouement qu'on lui réserve, nous semble une idée politique très contestable. Si, comme on l'a laissé entrevoir assez clairement, on se propose, non d'obtenir du Mexique une réparation pour les intérêts lésés, mais de le régénérer, il faut convenir que le moyen est singulièrement choisi. On a vu quelquefois des peuples régénérés par la conquête, mais c'était à la condition d'une vaste transfusion de sang nouveau, c'était alors une nation nouvelle qui naissait du mélange de deux races. Mais en quoi la présence de trois garnisons européennes et d'un prince autrichien pourra-t-elle amener un tel résultat ? Il n'y a que la colonisation pratiquée sur une très large échelle qui pût y arriver, et cette colonisation les trois puissances envahissantes sont hors d'état de la donner au Mexique ; les États-Unis seuls la lui apporteront un jour.

Les divergences de vue et d'opinion qui séparent les trois puissances ne sont d'ailleurs un mystère pour personne. Les défiances ont commencé avant même le débarquement des troupes, ainsi que l'attestent les explications de lord Palmerston à la chambre des communes et l'ombrageuse et avide impatience des chefs espagnols. Que sera-ce lorsqu'il faudra partager les fruits de la victoire? Fondée sur de tels éléments, la nouvelle monarchie du Mexique ne sera jamais qu'un de ces établissements stériles et artificiels qui se tiennent quelque temps debout, non en vertu de leur force propre, mais grâce à un appui extérieur, et qui tombent aussitôt que cet appui leur manque ou qu'un ébranlement sérieux les menace. Ce sera quelque chose comme cette implantation d'une dynastie saxonne en Grèce, destinée elle aussi à régénérer le peuple grec, et qui n'a pas même réussi jusqu'à présent à y prendre racine.

8 mars 1862.

On peut affirmer sans être prophète que les quinze jours qui viennent de s'écouler marqueront une date dans l'histoire de l'empire actuel. Si ce n'est pas la date du grand renouvellement que plusieurs semblent attendre, ce sera tout au moins celle d'une grande déception. Il y a longtemps que les espérances n'avaient été si vivement surexcitées. Il leur a fallu assez peu de chose, à la vérité, pour s'émouvoir. Que voulez-vous? On les a si bien accoutumées à vivre d'inanition qu'un rien les enivre. Il a suffi pour cela de quelques discours qui annoncent une modification inévitable dans l'équilibre des partis, d'une opposition inattendue du Corps législatif, d'ordinaire si conciliant,

si empressé de rendre justice aux vues du gouvernement, et enfin d'une nouvelle qui serait en effet considérable si elle n'avait encore besoin de confirmation, à savoir qu'il y a de nouveau une jeunesse en France. Ce dernier fait surtout est grave, parce qu'il n'a nullement été prévu. Cette force merveilleuse et d'une incomparable expansion qu'on nomme la jeunesse avait si bien disparu de notre société qu'on s'était arrangé pour s'en passer, et qu'aucun calcul n'en a tenu compte. Elle va donc déconcerter beaucoup de prévisions. Il est simplement exact d'affirmer que nos mécaniciens politiques, tous tant qu'ils sont, ont fait dans leurs combinaisons abstraction complète des éléments dont cette force se compose, tels que : l'audace, la générosité, le dévouement, l'amour de la liberté et d'autres passions juvéniles. Si le bruit qui a couru ces jours derniers venait à se vérifier, il faudrait leur faire une petite place dans la société actuelle, parce que les passions refoulées persistent jusque dans l'âge viril et prennent alors un caractère décidément farouche et intraitable.

Mais n'escomptons pas des espérances qui nous ont déjà si souvent trompés, et tenons-nous-en aux faits. Il en est un qui a surgi inopinément à la joie des uns et au grand effroi des autres et que nous voudrions apprécier à sa juste valeur. Nous n'avons pas besoin de dire que nous ne sommes pas de ceux qui le voient avec alarmes. Nous parlons ici de la scission éclatante¹ qui vient de se produire parmi les partisans de la politique actuelle. Ce fait n'a pu paraître extraordinaire qu'en raison de notre longue immobilité, car il n'a en lui-même rien d'anormal. L'empire ne peut se soustraire à la loi qui régit tous les

1. Cette scission se manifesta à l'occasion de la discussion de l'adresse et d'un discours-programme de M. Piétri qui réclamait nettement le progrès sous toutes ses formes. (Voir la séance du Sénat du 21 février 1862.)

systèmes politiques : il a comme eux ses deux pôles, son parti du mouvement et son parti de la résistance, et, s'il paraît à quelques-uns se décomposer au moment où il les met au jour, c'est que la cohésion au moyen de laquelle il s'efforce de les maintenir en faisceau n'a plus de raison d'être. La nécessité qui a si longtemps fait taire tous les dissentiments n'existe plus, par cela seul qu'on n'y croit plus. Cette dualité qui se manifeste en lui est une sorte de crise historique que tous les gouvernements subissent à un moment donné ; mais elle coïncide d'ordinaire avec l'établissement des institutions libres, qui seules peuvent lui assurer un développement régulier. Elles seules ont assez de souplesse pour permettre à un gouvernement de passer alternativement et sans secousse de l'une à l'autre des forces sociales sur lesquelles il s'appuie. Sans la liberté il ne peut se servir de celles-ci qu'en sacrifiant celles-là ; au lieu de se concilier elles se jettent dans les extrêmes et ne se rapprochent que pour se combattre.

Les idées et les sentiments que représentent les deux opinions qui viennent de s'entre-choquer au sein du Sénat diffèrent par trop de côtés à la fois pour que le pouvoir puisse, sans danger, s'appuyer tantôt sur l'une et tantôt sur l'autre, à moins d'avoir préalablement élargi sa base, et de n'être par là plus tenu à autant d'unité. Avec la liberté, ces sortes d'oscillations fortifient un gouvernement ; sans elle, elles l'ébranlent, l'exposent à des chocs désastreux, à des contradictions perpétuelles, ou le condamnent à l'isolement. Les deux éléments qui ont créé le pouvoir actuel, l'un chez lequel dominent les tendances égalitaires et les passions démocratiques, l'autre qui obéit exclusivement à l'esprit de conservation, d'immobilité et même de retour vers le passé, loin de se fusionner, se repoussent de plus en plus. Ils ont chacun un programme très défini et marchent en sens contraire. Ils s'éloigneront donc de plus en

plus l'un de l'autre. La politique qui a consisté à les ménager et à les contenir tous deux en même temps, tantôt par des concessions égales, tantôt par des rigueurs simultanées, devient impraticable maintenant par la raison qu'il est impossible de dire à la fois oui et non pendant plusieurs années avec le même succès. Dès lors, elle sera mise en demeure de choisir entre ces deux extrêmes, ou de chercher un nouveau centre de gravité qu'elle ne trouvera que dans la satisfaction des tendances libérales.

Si le tableau que nous venons de présenter des procédés et des expédients naturels de cette politique est exact, tout le monde l'aura reconnue dans les mesures qui ont suivi les discussions enflammées du Sénat. Elle avait fait au parti du mouvement des concessions qui avaient paru de véritables engagements à cette présomptueuse démocratie, mais l'attitude du Sénat a fait de nouveau pencher la balance en faveur du parti de la résistance, et c'est évidemment à la vivacité de ses plaintes et de ses réclamations qu'il faut attribuer le pas en arrière dont nous venons d'être témoins. La déconvenue qu'a subie en cette circonstance le parti qui s'est intitulé lui-même la démocratie impériale, ne sera probablement considérée par personne comme une calamité publique ; mais tout le monde regrettera l'atteinte nouvelle et durable que vient de recevoir le haut enseignement à l'occasion d'une crise aussi passagère. Ce coup était d'autant plus inattendu qu'il a frappé un professeur¹ qui, à son rare talent d'écrivain, joignait le talent encore plus rare d'obtenir à la fois les encouragements du pouvoir et les applaudissements de l'opposition. Ce n'était pas un mérite vulgaire que de montrer ainsi qu'il l'a fait comment le libéralisme et l'autorité peuvent se rencontrer dans une synthèse sémitique.

1. Un arrêté suspendit le cours d'hébreu que M. Renan avait commencé au Collège de France, le 23 février 1882.

Nous ne quitterons pas ce sujet sans payer un tribut de sensibilité au malheur du journal qui a reçu la principale part de ces disgrâces administratives. C'est celui même qui, récemment, dans une discussion périlleuse pour la presse, nous témoignait son intérêt en signalant notre opinion par des citations bien choisies, attention délicate dont nous avons été vivement touché. Le public a été aussi affligé que surpris de voir cette vaillante feuille recevoir une telle récompense après ses glorieuses campagnes contre les anciens partis. Ces souvenirs ne l'ont pas protégée. Hélas ! il est donc vrai que les lauriers attirent la foudre ! son zèle n'en sera pas refroidi, car il s'inspire à des sources que ne connaît pas le commun des hommes ; mais l'histoire dira que, malgré ses intempérances, il méritait d'être mieux apprécié. Au reste, le dévouement ne serait pas une si admirable vertu s'il n'était quelquefois méconnu ; ce journal ne se vengera donc de sa mésaventure qu'en se montrant plus dévoué encore. Les consolations ne lui manqueront pas. Il sait bien qu'au fond on ne peut pas lui en vouloir. Il est comme ces bons serviteurs qu'on rudoie devant les étrangers, et à qui ensuite on ne demande pas mieux que de pardonner. *Euge bone serve et fidelis !*

Le Sénat a fini de voter son adresse dont le texte est sorti intact et de tout point conforme au projet, rédigé il y a un mois, de cette longue et bruyante épreuve. En jetant un regard rétrospectif sur l'ensemble de la discussion qui a préparé ce laborieux enfantement d'une œuvre déjà formée de toutes pièces avant sa naissance, nous nous demandons pour qui elle a pu être un sujet d'orgueil et de satisfaction. Ce n'a pas été pour le gouvernement, car s'il a réussi à trouver une rédaction assez large, assez compré-

hensive, pour servir à la fois d'expression aux vœux du Sénat et à ses propres désirs, il n'a pu se dissimuler d'après ces débats qu'on le suit d'assez mauvaise grâce. Ces discussions ont plutôt affaibli sa politique qu'elles ne l'ont fortifiée. Il a obtenu un vote de confiance plutôt que de complète adhésion. La foi aveugle est toujours plus facile que la croyance raisonnée. S'il a réussi à faire partager à dose égale entre la cour de Rome et le gouvernement italien un blâme qui, l'année dernière, portait plus spécialement sur la politique italienne, cet avantage est si faible, vu la conclusion pressante qui ressort à chaque page des documents de sa correspondance diplomatique, qu'il ne peut y trouver aucun point d'appui pour sa conduite ultérieure, et qu'en ménageant ainsi les étapes de son progrès vers le dénouement final, il mettra de longues années pour y arriver. De son côté, le public n'a trouvé dans cette discussion que des motifs de contentement très-détournés; je veux dire qu'ils ne tiennent en rien au mérite des discours en eux-mêmes. Ces discours, en effet, ou sont inspirés par des passions auxquelles il est devenu tout à fait étranger, ou n'expriment qu'imparfaitement ses propres sentiments. Ils ne l'ont guère réjoui que par les inductions qu'il en a tirées au sujet des espérances qui lui sont chères. Enfin, au risque de paraître irrévérencieux, nous avouerons que nous soupçonnons fort le Sénat lui-même de n'être pas au fond très content de son adresse. Quand on a les passions aussi vives que cette respectable assemblée, on ne peut évidemment retrouver dans ce pâle document qu'une image affaiblie de soi-même.

Tout le feu de la discussion a porté sur la question romaine, ainsi qu'il était facile de le prévoir. L'incident si orageux qui a éclaté au sujet d'une question de politique intérieure est venu lui-même aboutir là par la logique des situations, et malgré l'habileté avec laquelle on s'est

efforcé de détourner le torrent contre les *traîtres*¹, qui, contre les traîtres en général, qui ont dû être bien étonnés de l'émotion qu'ils causaient. Depuis feu Pitt et feu Cobourg, ils s'étaient habitués à dormir tranquilles, et personne ne songeait à troubler leur sécurité. Quant aux discours prononcés sur les affaires de Rome, ils ont été, sauf un ou deux qui n'étaient pas des chefs-d'œuvre, au-dessous du médiocre; nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'ils n'ont apporté au débat aucune lumière nouvelle. Il n'y avait pourtant sur ce point qu'à résumer ce que tout le monde sait, car jamais sujet n'a été étudié plus à fond. Cette fois, du moins, la critique n'aura pas manqué à son œuvre. Le prince Napoléon² a eu une inspiration heureuse en traitant la question au point de vue diplomatique; c'était évidemment celui qui était le plus de nature à faire impression sur son auditoire. Les témoignages de tant de personnages officiels et bien authentiquement à l'abri de toute suggestion révolutionnaire, venant proclamer les uns après les autres l'impossibilité de maintenir le gouvernement pontifical, étaient faits pour frapper l'esprit d'une assemblée, qui est, par le sentiment de sa propre mission; si bien disposée en faveur des grandes situations, et plus portée à tenir compte du rang que de l'homme. Mais cette démonstration n'a pas été aussi complète et aussi décisive qu'elle aurait pu l'être.

On s'est étonné surtout que l'orateur ait pu se résigner si facilement à ratifier par son silence l'accusation que lui a lancée M. Billault³ de n'avoir pas de conclusions nettement formulées. Avec quel avantage n'aurait-il pas pu retourner le reproche contre l'orateur du gouvernement!

1. Allusion à une scène tumultueuse du Sénat provoquée par la confusion des mots prêtres et traîtres que l'on attribuait au prince Napoléon. (Voir la séance du Sénat du 22 février 1862).

2. Même séance.

3. Même séance du 22 février 1862.

Quoi qu'on en dise, en effet, l'évacuation pure et simple de Rome est une conclusion et une conclusion légitime de la part d'une nation offensée et poussée à bout. Sa responsabilité ne saurait, en aucun cas, survivre à des services repoussés et méconnus. Le programme de M. Ricasoli, auquel aurait pu également s'en référer le prince Napoléon, est aussi une conclusion fort nette ; et la seule objection sérieuse qu'on puisse lui opposer, c'est qu'il n'a pas réussi, jusqu'à présent, à obtenir l'assentiment de la cour de Rome, objection qui s'applique, à l'avance, à tous les plans qui seront proposés. Mais ce qui n'est pas une conclusion, c'est de venir, après la publication d'une quantité de documents diplomatiques qui tous démontrent l'impossibilité du *statu quo* à Rome, déclarer à la tribune qu'on ne voit pour le moment aucun moyen d'en sortir ; c'est de reconnaître, devant l'évidence, que le gouvernement pontifical possède une obstination inflexible, qu'il la pousse jusqu'à l'aveuglement, et d'affirmer en même temps qu'on a l'espoir fondé de le faire céder devant l'union des grands corps d'État en France, comme si cette union avait un seul instant cessé d'exister depuis que la cour romaine se refuse aux concessions, ou comme si la crainte exagérée qu'on a de la mécontenter était faite pour la décider plus facilement. On peut retourner, tant qu'on voudra, dans tous les sens, le discours de M. Billault, il est impossible d'en déduire, avec quelque probabilité, la politique que le gouvernement se propose de suivre ; l'on n'en fera sortir que des doutes, des énigmes et des motifs d'abstention. Nous laisserons au lecteur le soin de décider si c'est bien là, comme une partie de la presse s'est empressée de le déclarer, le triomphe de l'éloquence et de l'esprit des affaires dans une grande nation. La rédaction de l'adresse et les débats qui l'accompagnent ont été, ce semble, institués dans le but spécial d'offrir au gouvernement une grande occasion de

dissiper par ses explications tous les malentendus qui ont pu s'élever sur la direction qu'il imprime à la politique intérieure et extérieure. Depuis près d'un an, l'opinion était réduite à ses seules suppositions pour toute lumière au sujet de la question qui la préoccupe si vivement. Elle avait droit à des éclaircissements approfondis et ne s'est pas fait faute de les demander. Son anxiété a trouvé des interprètes au sein du Sénat lui-même. Or les explications que le gouvernement a données, dans le but de la rassurer, ont porté uniquement sur deux faits depuis longtemps connus du public : l'inflexibilité absolue de Rome et la résolution non moins arrêtée du gouvernement italien d'en finir avec le pouvoir temporel ; ajoutez-y la certitude que croit avoir le cabinet français de les amener à une transaction. C'est cette transaction même qu'il eût fallu nous faire connaître, car c'est en elle seule que résident toutes les chances de paix et d'arrangement. On rejette le plan du ministère Ricasoli, soit ; mais quel est celui qu'on propose ? Il est impossible d'amener à bien une conciliation dont on n'a pas fixé d'avance les termes. La difficulté ne consiste pas à imaginer des transactions, elle consiste à en faire adopter l'idée, et sur ce point on n'a rien gagné. Les ministres italiens pourraient, de guerre lasse, faire une chose qui ne manquerait pas d'habileté, et qui embarrasserait probablement le cabinet français presque autant que la cour de Rome. Elle consisterait à accepter nos plans, quels qu'ils fussent. La résistance que Rome leur opposerait se trouvant aussi vive que celle qu'elle oppose à ceux de M. Ricasoli, et rendant tout impossible, le gouvernement français, dont la responsabilité serait d'ailleurs directement engagée, commencerait à être d'avis que cette éternelle objection n'est pas aussi péremptoire qu'elle en a l'air.

La marche triomphale de l'adresse du Sénat, à travers

les vicissitudes qui l'ont menacée sans l'atteindre, nous fait jeter un regard de profonde mélancolie sur le projet que le Corps législatif commence à discuter, et qui ne subira pas plus de modifications que son aîné, tout en passant par des secousses encore plus violentes. Tout ce qui a un caractère fatal et obligé attriste ou révolte l'intelligence ; on n'aime pas à croire à l'inutilité des luttes où l'on voit engagées tant de passions sincères. On a besoin de penser qu'une assemblée n'est pas immobile comme le destin, quand elle est d'ailleurs si sujette à changer sous d'autres rapports. En lisant le projet d'adresse du Corps législatif, je place d'avance en imagination, dans chaque interligne, les cris, les interruptions, les tempêtes, les efforts violents et passionnés qu'il provoquera en sens contraire pendant près d'un mois de discussion. J'entends d'ici les grands discours, les professions de foi, les brillantes déclarations de principes, les millions de mots dépensés pour faire pénétrer une syllabe factieuse ou seulement libérale dans ce texte immuable, et je me dis : Rien n'y fera, rien n'ébranlera ce texte d'airain ; le voici dans sa forme définitive, car il a sa majorité toute prête. Tous ces combats parlementaires qui auront occupé la France et l'Europe n'y tiendront pas même la place d'une parenthèse. Il y a dans cette sorte de prédestination un principe de découragement dont on s'affligerait outre mesure, si l'on ne savait que les paroles qui sont perdues pour l'adresse ne le sont pas pour l'opinion publique. L'opposition, qui n'a pas gagné une seule voix au sein de l'assemblée depuis deux ans, en a conquis un grand nombre en dehors de son enceinte ; ses amendements ¹, dont les six articles résument avec justesse et simplicité les vœux les plus essentiels des esprits libéraux, et qui n'ont

1. Consulter le *Moniteur universel* du 1^{er} au 10 mars 1863.

aucune chance d'être adoptés par le Corps législatif, pourraient bien avoir la majorité dans la nation.

La discussion de la nouvelle adresse a débuté symétriquement, comme au Sénat, par des lamentations de M. Plichon sur la mauvaise presse qui rappellent assez bien celles de M. Ségur d'Aguesseau, et par une amplification oratoire récitée contre l'Italie par M. Kolb-Bernard, dont l'humeur belliqueuse nous paraît toutefois s'être sensiblement adoucie depuis un an. Cet orateur ultramontain a trouvé, pour célébrer l'éloquence de M. Billault, des accents d'un pathétique qui a singulièrement dérouté les inductions que nous avons tirées de son discours de l'année dernière. Son argumentation, après avoir porté tout entière contre l'unité de l'Italie, contre l'ambition du Piémont, spoliateur de l'Église, conclut très inopinément en faveur du *statu quo*, ce qui en somme est plutôt fait pour plaire à l'Italie qu'à l'Église. Il nous paraît évident que l'honorable orateur est quelque peu dévoyé et ne parle plus au nom de ce qu'on a appelé le parti catholique, bien qu'il s'inspire encore de son esprit. Il a lu son discours, selon un usage qui a son bon et son mauvais côté, mais qui cette fois ne lui a pas porté bonheur. Il s'est trouvé, en effet, que toute son argumentation avait été réfutée d'avance et pour ainsi dire de point en point par un discours très sensé de M. Koenigswarter, qui avait pris la parole avant M. Kolb-Bernard et sur la même question. On devrait éviter de tels faits, qui donnent trop facilement raison à ceux qui voudraient proscrire tous les discours écrits, sans songer que cet usage, s'il produit quelquefois des harangues ennuyeuses, nous a aussi valu des chefs-d'œuvre de raison et d'éloquence, et que si la facilité d'élocution est un don précieux, l'intarissable loquacité si commune dans cette patrie des avocats est un véritable fléau pour une assemblée.

La Chambre a pu aborder les délibérations de l'adresse, l'esprit délivré d'une obsession qui a un instant profondément troublé sa quiétude habituelle. Elle a pu se croire, en effet, sérieusement menacée d'un conflit avec la couronne, et elle n'envisageait cette perspective qu'avec de vives angoisses. Elle a été plus étonnée que personne du rôle si nouveau pour elle dont elle s'est trouvée tout à coup investie. On aura plus tard quelque peine à comprendre que le Corps législatif actuel, vu ses antécédents et ses dispositions bien connues, ait pu aller si loin dans la contradiction au sujet de ce projet¹ de dotation en faveur du comte de Palikao, si l'on ne tient pas compte de l'illusion très explicable qui lui a fait considérer au premier moment cette mesure comme un simple projet ministériel. Depuis que la publicité lui a été rendue, avec la plupart des prérogatives extérieures de la liberté, il est retombé en plein sous le charme de la vieille fiction parlementaire qui attribuait au ministère l'initiative et la responsabilité des décrets, et permettait ainsi de les combattre sans inconvénient. Il n'est pas douteux pour nous que si, derrière le projet de loi, le Corps législatif avait vu tout d'abord, au lieu d'un ministre, la personne de l'empereur, la commission n'eût été nommée dans un sens favorable à la proposition. De là l'embarras de l'assemblée lorsque la première lettre² de l'empereur l'a brusquement rappelée à la réalité. Comment, d'une part, se déjuger aussi solennellement après une décision qui n'était pas définitive, il est vrai, mais qui était si explicite et si unanime ? comment, de l'autre, répondre par un refus à une sollicitation si impérieuse et si pressante, mécontenter gravement un souverain à qui l'on a prodigué tant de témoignages

1. Voir ce projet au *Moniteur Universel* du 7 mars 1863.

2. Voir le *Moniteur universel* du 23 février 1863.

d'admiration, dont on a jusqu'ici approuvé et secondé tous les actes ?

La seconde lettre¹ de l'empereur est venue à propos pour tirer nos députés de cette situation cruelle. Elle définit très justement l'illusion sous l'empire de laquelle ils ont voté, en leur rappelant qu'aujourd'hui ce n'est plus le ministère qui est responsable de la loi, mais l'empereur. Cela est fort bien dit ; mais est-il aussi exact d'ajouter qu'aujourd'hui on discute la loi pour elle-même, ce qu'on ne faisait pas autrefois ? L'incident dont nous parlons tendrait à prouver le contraire. Que signifie, en effet, le regret si universellement constaté qu'ont éprouvé nos députés à la lecture de la lettre impériale, sinon que la considération due à la personne de l'empereur effaçait à leur yeux tout l'intérêt que méritait la loi ? S'il est donc vrai d'affirmer que sous le régime parlementaire on rejetait parfois des lois pour faire opposition à un ministère, il est encore plus vrai d'ajouter qu'aujourd'hui on les vote pour ne pas faire d'opposition à l'empereur. Tout le progrès est là. Les mobiles sont, comme on voit, profondément changés, mais pas plus qu'alors on n'a atteint à cet idéal jusqu'ici inaccessible de discuter les lois pour elles seules. Cet idéal sera toujours le fait d'une imperceptible minorité, à peu près comme celui qui consiste à être aimé pour soi-même.

Au reste, l'expédient adopté pour mettre fin au conflit et pour servir de transaction² entre la couronne et le Corps législatif nous paraît donner pleinement raison à ces observations. Tous les motifs formulés au nom de la commission par l'excellent rapport de M. de Jouvenel s'appliquent, en effet, au nouveau projet de loi qui vient d'être soumis au

1. Du 4 mars 1862.

2. Consulter le *Moniteur universel* du commencement de mars 1862.

conseil d'État, pour être bientôt renvoyé au Corps législatif. Il n'est pas autre chose que la généralisation de la mesure qui n'avait d'abord en vue que le comte de Palikao, en sorte que l'opposition semble avoir été dirigée exclusivement contre sa personne. La loi devient maintenant applicable à toute l'armée; mais sauf en ce point spécial qui n'en atténue certainement pas la portée, elle n'échappe à aucune des objections du rapport. Il avait opposé avec beaucoup de force le système des distinctions honorifiques à celui des récompenses pécuniaires, et il est certain qu'il était en cela non seulement dans la chevaleresque tradition française, mais dans la tradition de tous les peuples qui ont fait de grandes choses. Il avait fait ressortir également avec un soin particulier tous les avantages matériels que le Corps législatif a déjà accordés aux armées de terre et de mer. Enfin, il avait insisté sur l'inconvénient que présenterait au sein d'une société démocratique comme la nôtre de nouvelles dérogations aux dispositions de notre code qui interdisent les majorats.

Si l'on s'en rapporte à la note du *Moniteur*, le projet de loi présenté au conseil d'État ne paraît pas devoir tenir grand compte de ces représentations. Il étend le système des dotations à tous les grades des armées de terre et de mer. Il propose d'y ajouter des conditions « de réversibilité, » ce qui constitue essentiellement les majorats. Si l'on refusait d'admettre les considérations que nous avons développées plus haut, au sujet des conflits, sous la constitution actuelle, on comprendrait difficilement qu'une assemblée qui a si nettement exprimé ses répugnances sur tous ces points, dans un document qui a été lu par le monde entier, fût plus disposée à voter ces mêmes propositions sous une forme générale qu'en vue d'une application particulière.

Nous qui n'avons pas à redouter ici d'autre conflit que

celui qui éclate naturellement entre le bon sens et les approbations banales, nous garderons notre manière de voir au sujet de ce projet de loi. Nous ne partageons aucun préjugé étroit contre l'esprit militaire; nous en connaissons les inconvénients aussi bien que les grandeurs. Pour ceux mêmes qui le considèrent comme un mal, il est pour longtemps encore un mal nécessaire. Cela étant, nous ne croyons pas qu'on l'épure et qu'on l'élève jamais en substituant les ambitions lucratives aux glorieuses chimères dont il se nourrit. L'esprit militaire sera toujours un peu comme ce que les chrétiens ont nommé la folie de la croix. Ce qu'il y a de noble et de grand en lui ne vit que d'exaltation, de sacrifice, d'honneur, de dévouement, de gloire; toutes choses auxquelles le positivisme est mortel. Personne sans doute ne songe à détruire ces mobiles, mais il est périlleux d'en placer à côté d'eux qui puissent leur faire concurrence dans beaucoup d'âmes peu héroïques. Notre armée était d'ailleurs très loin d'être dépourvue, sous le rapport du bien-être et des avantages pécuniaires; elle ne se plaignait nullement d'être mal récompensée; et, pour tout dire, il nous semble que le projet de loi assimile un peu trop facilement les services rendus en temps de guerre aux « services exceptionnels. » Nous considérons la guerre comme un service normal pour une armée. Elle ne suffit pas pour motiver des récompenses extraordinaires; elle est le théâtre naturel de ses travaux, et la paix n'est qu'un long chômage.

Nous ne sommes donc pas partisan du système des dotations pour l'armée, et nous ajouterons, ni pour personne. Ce n'est pas dans un pays centralisé et fanatique d'administration comme l'est le nôtre qu'il convient d'ajouter une force si magique à toutes celles dont l'État dispose. Nous sommes surpris qu'on n'ait pas songé à consulter sur ce point, comme on l'a fait sur tant d'autres,

les précédents de l'histoire romaine. On y aurait vu avec quelle sévérité des demandes de ce genre furent accueillies par un des premiers Césars, et encore est-ce un de ceux qui ont été le plus maltraités par ce démagogue de Tacite, tant la vertu romaine avait encore de prestige au milieu de son déclin. Il résista, sur ce point, même aux sollicitations pressantes du Sénat, disant « que ce serait ôter aux âmes leur ressort et mettre la paresse en honneur que de souffrir que chacun plaçât hors de soi ses craintes et ses espérances, et attendant avec sécurité des secours étrangers, vécût inutile à lui-même, onéreux à l'État. » Solide maxime dont les motifs n'étaient pas aussi purs que l'esprit, mais dont on n'eût certainement pas manqué d'invoquer l'autorité dans la circonstance actuelle si elle avait été plus conforme aux idées du jour. En serions-nous venus à ce point que ce qui paraissait devoir briser le ressort des âmes sous un successeur d'Auguste soit nécessaire aujourd'hui pour les soutenir, comme ces mécanismes qui servent d'auxiliaires aux membres frappés d'atrophie et qui paralysent ceux qui sont bien portants ?

En Italie, le ministère Ricasoli vient de se dissoudre devant les difficultés que lui créaient les indécisions de notre diplomatie, après s'être usé dans une longue attente. Nous n'avons pas dissimulé nos sympathies pour la ferme et loyale direction que M. Ricasoli a su imprimer aux affaires de son pays, nous ne lui avons reproché que son penchant pour l'immobilité, et sa confiance trop grande dans le succès de la vérité réduite à ses seules forces. Son prédécesseur a suffisamment montré de quelle manière elle doit être secondée par une politique à la fois prudente et hardie. D'éloquents déclarations de principe soutenues par une attitude digne et persévérante ne sont pas des moyens assez efficaces dans la situation difficile où se trouve engagée la cause italienne. Il y faudrait plus de

ressources, d'activité et d'invention. Malgré ces justes réserves, qui ne sauraient cependant nous faire oublier ni les embarras, ni les mauvais vouloirs, ni même les bons offices qui paralysaient l'action de M. Ricasoli, nous n'avons jamais hésité à lui donner la préférence sur la combinaison ministérielle qui vient d'accepter sa succession. Le principal titre du chef du nouveau cabinet est sa complaisance connue pour les influences étrangères : ce n'est pas là ce qui manquera jamais en Italie, et ce n'est pas non plus ce qui a fait la grandeur de ce pays. La politique italienne ne prendra de l'ascendant en Europe qu'en s'affranchissant de ces fâcheuses traditions ; et de ses meilleurs alliés eux-mêmes, elle obtiendra toujours beaucoup plus par l'indépendance que par la sujétion.

On se rappelle la manœuvre pleine de générosité et de franchise par laquelle M. Ratazzi vint couvrir le ministère Ricasoli lorsqu'il parut pour la première fois ébranlé. Ce procédé laissa dès lors voir clairement le but de ses empressements obséquieux à Paris, et l'événement a confirmé toutes les suppositions qui ont été émises à cet égard. Par cette habile démonstration, M. Ratazzi se trouva être à la fois le sauveur magnanime du ministère Ricasoli et son successeur désigné, double satisfaction pour son ambition et pour sa réputation de sensibilité. M. Ricasoli¹, en se retirant des affaires, a su rendre coup pour coup à son rival avec tout autant d'habileté, mais avec plus de grandeur. Celui-ci se présentant appuyé sur un parti assez mal défini, formé d'éléments empruntés un peu de tous côtés, mais surtout à la gauche, M. Ricasoli ne pouvait l'embarrasser plus sûrement qu'en le mettant en demeure de se prononcer sur une question très décisive qui marquerait d'un trait énergique et saillant l'esprit du nouveau

1. Le 1er mars 1861.

cabinet. C'est ce qu'il a fait en donnant sa démission sur les dispositions montrées par la majorité de la Chambre au sujet des sociétés de *provedimento*.

Par cette retraite savante, M. Ricasoli isole son adversaire de ses alliés de la gauche, et se rapproche lui-même des hommes du parti de l'action, sur lesquels il ne peut exercer qu'une heureuse influence, et qui le lui rendront en lui apportant ce qui lui manque en mouvement et en initiative. Déjà le refus de MM. Farini et Cialdini d'entrer dans le nouveau ministère montre qu'on n'a pas un excès de confiance en sa vitalité et qu'on n'est pas très pressé de s'associer à ses destinées. Il est d'ailleurs difficile de voir le programme d'une politique nouvelle dans la vague déclaration qu'il a fait répandre dans le public au sujet de son intention de reprendre les négociations pour la délivrance de la Vénétie. C'est là une question avec laquelle on n'a pas le droit de jouer. Là, les lenteurs diplomatiques ne seraient plus de mise. Il faut que le jour même où cette question sera abordée, elle paraisse d'avance résolue. C'est ce jour-là seulement que la nationalité italienne aura définitivement prouvé qu'elle existe.

Toutes les complications politiques qui se sont formées dans ces dernières années marchent avec une lenteur presque insensible vers leur solution ; mais elles marchent, ce qui est un fait immense, si l'on considère la torpeur et l'immobilité qui ont si longtemps pesé sur nous. En Allemagne, les indécisions seules du roi de Prusse retardent encore la grande réforme que le peuple allemand désire introduire dans ses institutions, et tout le monde sait que son hésitation ne pourra se prolonger plus longtemps. La rivalité de la Prusse et de l'Autriche est dans la force des choses, elle est représentée par des éléments qui sont la nation elle-même. La question est de savoir qui sera le plus fort, des gouvernements qui sont représentés par

l'Autriche ou des peuples qui — au moins en grande majorité — sont représentés par la Prusse. La lutte devient de jour en jour plus inévitable, les dernières délibérations du parlement prussien et celles de l'assemblée générale du *Nationalverein* offrent des témoignages irrécusables de l'entraînement passionné auquel obéit la nation. Le roi de Prusse essaye d'y résister, mais il ne le fait qu'à contre-cœur, sentant bien qu'il manque à la destinée qui s'offre à lui ; il est peu probable, quelque peu de goût qu'il ait pour les aventures, qu'il se décide à se mettre en opposition ouverte avec le sentiment national, par superstition pour le droit divin des dynasties, ou par égard pour le gouvernement autrichien, qui vient de le traiter si cavalièrement dans sa dernière campagne diplomatique.

Nous finirons en annonçant le quatrième volume d'une publication dont nous avons plus d'une fois entretenu nos lecteurs, et qui mérite d'obtenir un succès durable et sérieux. Il intéressera particulièrement les esprits qui croient que la province en France est appelée à être un jour autre chose qu'un mécanisme administratif suspendu à un bout de fil télégraphique. Cette opinion, qui n'est encore qu'une hypothèse hardie, bien qu'elle possède déjà quelques adhérents, cesserait bientôt d'être une utopie, si les auteurs du petit volume qui paraît périodiquement à Nancy sous le nom de *Varia*¹ trouvaient en province beaucoup d'imitateurs.

Le problème de la décentralisation offre un grand nombre de difficultés pratiques ; mais il en est une surtout qu'aucun décret ne saurait trancher, parce qu'elle ne peut être résolue que par l'initiative individuelle, et qui est la plus effrayante de toutes pour la routine provinciale : c'est la pénible obligation qui consiste à penser par soi-même.

1. Recueil libéral qui traitait particulièrement des questions relatives à la décentralisation.

C'est la dernière chose qu'on obtiendra de la province, et c'est par là qu'il faudrait commencer. Il y a en France beaucoup de départements prêts à se soumettre à tout, même à la liberté, pourvu qu'on ne songe pas à leur imposer cette importune corvée. En résolvant le problème dans ce qu'il a de plus difficile et en donnant des preuves si remarquables de la vitalité intellectuelle de leur province, les auteurs de *Varia* sont par là même dispensés de démontrer que leur pays est mûr pour les institutions provinciales. La valeur même de leur œuvre est le meilleur argument qu'on puisse citer en faveur de leur thèse favorite. Je ne voudrais pour rien au monde adresser un compliment banal aux esprits distingués qui s'effacent avec un désintéressement de si bon goût sous cette désignation collective, mais il se publie peu de recueils à Paris qui n'eussent à gagner, sous plus d'un rapport, à passer par le coin de la Lorraine où ils habitent.

Il peut même paraître surprenant qu'une ville de province de second ordre réunisse autant d'écrivains de mérite et dans des directions aussi variées. Cependant il est impossible d'élever des doutes sur le lieu de naissance de ces travaux : ils ont tous — ou presque tous — un cachet individuel, une allure dégagée et indépendante qui sont rares, il faut le reconnaître, chez les écrivains habitués à vivre sous la tutelle bienfaisante de l'administration. Il y a là, ce semble, quelque chose d'inquiétant pour la suprématie de Paris. Pourquoi, en effet, n'en serait-il pas ainsi de la plupart des villes de province ? Qui sait si sous cette surface dormante qui frappe seule nos regards elles ne cachent pas, comme Nancy, des esprits d'élite, dédaigneux de se montrer, indépendants d'opinion, juges clairvoyants de nos prétentions et de nos travers ? S'il en était ainsi, nous toucherions à de grands événements ; mais ce serait formidable à penser pour les beaux esprits parisiens !

23 mars 1862.

Il n'y a plus à s'y tromper, c'est bien le parlementarisme qui s'agite sous nos yeux, et ce que nous voyons est une métamorphose du monstre. Il se retourne lentement dans l'enveloppe un peu étroite qu'on lui a faite, en attendant d'assez mauvaise grâce qu'on lui en donne une où il se trouve plus à l'aise.

Engagés d'abord avec une certaine indécision, les débats de l'adresse au Corps législatif ont pris, en approchant du terme, un caractère tout nouveau qui les distingue essentiellement des discussions verbeuses et peu efficaces auxquelles nous avons assisté dans ces dernières années. Il importe qu'on prenne acte dès aujourd'hui de cette conquête sur l'esprit de routine comme d'un progrès sérieux qui est destiné à se développer encore. On ne doit pas laisser prescrire une innovation si précieuse pour la liberté ; l'exercice du droit d'adresse constituant presque uniquement la part d'influence réelle et effective accordée au Corps législatif sur la politique du gouvernement, cette assemblée a été conduite par la force des choses et, on peut le dire, à son corps défendant, à concentrer toute son activité d'esprit sur cette partie très épisodique de son rôle parlementaire. Elle est arrivée ainsi, à son propre insu, à transformer une discussion qui, dans la pensée de quelques personnes, devait rester une simple formalité, un inutile et inoffensif combat de paroles, en une solennelle enquête sur la situation matérielle et morale du pays, en un appel retentissant à l'opinion du pays, en une sorte de grande instruction judiciaire transportée sur le terrain des intérêts politiques. Un tel fait n'est point à dédaigner.

Ainsi comprise et pratiquée, la discussion de l'adresse

a une importance dont nous avouerons volontiers avoir nous-même méconnu la gravité. On ne peut plus la contester en présence de la sensation profonde et durable que ces débats ont produits. Ceux mêmes qui passent leur vie à défendre les droits sacrés de la publicité ne croient jamais assez à la vertu qui est en elle. Ils sont toujours dépassés dans leurs prévisions. Quelle que soit la puissance salutaire qu'ils lui reconnaissent, ils s'aperçoivent toujours, tôt ou tard, qu'ils sont restés au-dessous de la vérité. Il est démontré désormais que ce droit de remontrance, tout dépourvu qu'il soit de sanction, peut devenir, grâce à la publicité dont il jouit, un levier d'une grande force dans la main d'une assemblée disposée à s'en servir, et même une arme redoutable dans la main d'une simple minorité pour peu que cette minorité soit d'accord avec le sentiment du pays.

On a pu juger de la vérité de cette appréciation par le grand effet qu'ont produit sur l'opinion du pays les critiques formulées et défendues par l'opposition actuelle à laquelle on ne se fait pas faute pourtant de rappeler son petit nombre et son isolement ; ce qui ne nous semble ni juste ni généreux. Ce reproche pouvait être plus ou moins admissible à l'époque où le Corps législatif reçut son mandat du suffrage universel ; on pouvait alléguer alors aux opposants, avec une certaine vraisemblance, qu'ils ne représentaient qu'une partie de la nation très peu considérable par le nombre, et même alors cela n'eût rien prouvé contre de bonnes raisons ; mais il y a aujourd'hui à se prévaloir d'une telle fin de non-recevoir une sorte de défi porté à l'avenir plutôt qu'une objection sérieuse et acceptable. Ceux qui n'ont pas craint de l'invoquer devraient se rappeler qu'il y a aujourd'hui près de cinq ans que l'assemblée actuelle a été élue, et que, dans cet espace de temps, bien des choses sont sujettes à changer. Que restait-il

cinq ans après les élections de 1848, des passions et des entraînements qui les avaient faites ? Qu'était devenue la majorité qui avait acclamé les représentants de la Constituante ? Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rassurer personne en ce moment contre une éventualité de ce genre, mais de profondes modifications ne se sont pas moins introduites dans les opinions et les intérêts depuis cinq ans ; l'équilibre, la discipline, l'économie des partis ont changé de fond en comble, et, si ces transformations ont trouvé des échos au sein du Corps législatif actuel, aucune d'elles, du moins, n'y est numériquement représentée. On a donc aujourd'hui moins que jamais le droit de reprocher aux minorités leur infériorité numérique, car, outre les principes, élément éternel placé en dehors de la brutale juridiction du nombre, elles représentent toujours un grand *peut-être*. Ce n'est pas au pouvoir actuel de traiter avec dédain les minorités ; il doit savoir comment la solitude d'aujourd'hui peut devenir l'unanimité de demain.

Ces réflexions nous sont inspirées par la façon sommaire et péremptoire avec laquelle on a, depuis l'ouverture de la session, et en plus d'une occasion, fermé la bouche aux orateurs de la faible et méritante opposition du Corps législatif. Peut-être serait-il encore présomptueux de leur part de répéter le mot hardi de Casimir Périer : « *Nous ne sommes ici que six, mais nous avons derrière nous trente millions de Français.* » Ce qui n'est pas douteux, toutefois, c'est que l'opinion qu'ils représentent réunit aujourd'hui un nombre considérable d'adhésions et grandit tous les jours. Ce résultat, qui n'a pas besoin d'être constaté par un scrutin pour être incontestable, leur donne droit à plus de latitude que ne leur en laisse souvent le Président de la Chambre, influencé sans doute à son insu par les passions de la majorité. Les présidents de nos corps politiques semblent, en général, avoir trop facile-

ment adopté l'attitude et l'esprit d'une magistrature qui a été créée dans un but tout différent. Ils aspirent trop évidemment à conduire les débats, à guider, à morigéner les chambres. On dirait qu'ils sont moralement responsables des décisions législatives, comme d'autres magistrats le sont des considérants d'un arrêt. Ils interviennent à chaque instant dans la discussion, interrompent, réfutent, questionnent l'orateur, j'allais dire l'accusé. Ce n'est pas là le rôle impartial et tout de médiation qui leur convient. Le président d'une grande assemblée politique n'est pas un président de Cour d'assises.

Ces procédés semblent d'autant moins justifiés que jamais opposition n'a rempli son devoir avec plus de convenance et de modération que ne l'ont fait les députés de la minorité. Ils sont tellement irréprochables, sous ce rapport, que la seule restriction que, pour notre part, nous serions disposé à mêler aux éloges dont nous les reconnaissons mille fois dignes par leur consciencieuse persistance à rester sur la brèche, est le regret de ne pas leur voir quelque chose de l'audace et de l'âpreté passionnées qu'a montrées un de leurs adversaires¹. Ils nous semblent avoir parfois trop d'impartialité envers ce qu'ils attaquent, qualité excellente pour la spéculation pure, mais mauvaise pour l'action. En politique, comme en art et en toute chose, il n'y a que la passion qui crée : *Il faut avoir le diable au corps*, disait Voltaire.

Au reste, nous ne donnons cette réserve que comme le vœu utopique d'un esprit mal fait ; car aux yeux de la génération contemporaine, qui a le tempérament éminemment impartial, une telle réserve ne constituerait qu'un éloge de plus. Ce n'est pas pour rien que nous avons inventé la grande critique ; si jamais quelqu'un s'avisait de nous

1. M. le baron Jérôme David ? ?

donner les écrivains, nous nous piquerions de rendre justice même au fouet qui lui servirait d'instrument et nous nous empresserions de lui reconnaître de bonnes intentions.

Cela soit dit sans rien ôter au zèle extrêmement méritoire et aux qualités à la fois brillantes et solides dont notre opposition a fait preuve pendant la discussion de l'adresse au Corps législatif. C'était une rude tâche, même pour des orateurs exercés et nombreux, que de tenir si longtemps en échec une majorité impatiente et presque irritée des lenteurs qu'on opposait à sa volonté déjà irrévocablement fixée ; mais si l'on considère que le poids de cette tâche a porté presque exclusivement sur cinq hommes toujours prêts à l'attaque comme à la défense, qu'elle a embrassé les questions les plus ardues et les plus diverses, on est forcé de rendre hommage au talent et à l'énergie qu'ils y ont déployés. Liberté de la presse, question italienne, réforme financière, question municipale, affaire des États-Unis et du Mexique, il n'est pas de sujet qu'ils n'aient traité, toujours à un point de vue libéral, et quelquefois avec une remarquable supériorité.

Nous parlerons tout d'abord du fait le plus considérable que ces délibérations aient révélé. Ce fait, dont aucun esprit connaissant les ressorts de la société contemporaine ne contestera la gravité, c'est le mécontentement, je dirai presque la révolte des intérêts. On a pu voir, au ton impérieux et presque menaçant de certains discours, à quel point les intérêts ont aujourd'hui conscience de leur force. Nous croyons qu'ils ne l'exagèrent nullement. Il y a eu des temps ou certaines passions, telles que l'amour de la liberté, la foi religieuse, ou une patriotique ambition, ont exercé sur l'esprit des peuples un empire tout puissant. Notre époque appartient aux intérêts, non qu'ils aient en rien réalisé l'idéal de grandeur qu'ils se sont un instant flattés

d'atteindre, mais simplement parce que les mobiles que je viens de mentionner se sont affaiblis au point de n'avoir plus d'influence que sur les individus.

Ce n'est donc point un fait indifférent que le cri d'alarme que MM. Pouyer-Quertier, Jules Brame et Devinck¹ viennent de jeter au sein du Corps législatif, au nom des intérêts en détresse. Jusqu'ici bien des passions sincères s'étaient émues en sens divers, au nom de la liberté, de la démocratie, de la religion ; mais, comme je l'ai dit, la passion a peu de prises sur la génération contemporaine, et l'intérêt sait mieux trouver le chemin de son cœur. Aussi l'événement de cette première partie de la session législative a-t-il été, sans contredit, le discours de M. Pouyer-Quertier, sur les résultats du traité de commerce.

Nous n'avons garde d'ailleurs de vouloir contester en rien le mérite de cet excellent discours. S'il a dû en partie son succès à la gravité exceptionnelle de la situation qu'il a révélée, il en était digne par son argumentation substantielle, vigoureuse, nourrie de faits irréfutables. Les démonstrations faites par les chiffres ont d'ailleurs un genre de certitude tout spécial qui s'impose à l'esprit avec une sorte de brutalité dont rien ne peut égaler l'effet. Nous avons, si l'on s'en souvient, pris à partie ici même ce complaisant exposé de la situation de l'empire auquel M. Pouyer-Quertier vient de porter de si terribles coups, et la presse ne jouissant pas des mêmes privilèges que la tribune, nous nous étions borné à en critiquer un seul passage comme spécimen de l'exactitude de ce document. Nous nous sommes contenté de citer le paragraphe où l'exposé démontre comme quoi nous avons joui pendant toute l'année d'une entière liberté de la presse. Il est bien certain, on en conviendra, qu'aucune assertion ne peut être

1. Voir la séance du Corps législatif du 18 mars 1862, au *Moniteur universel*.

plus opposée au sentiment général et à la conviction que le public s'est formée sur ce point. Cependant lorsque M. Pouyer-Quertier est venu de son côté opposer un chiffre de 17 millions indiqué par l'exposé comme le montant d'une importation étrangère, celui de 76 millions constaté par le rapport des douanes, il a causé une sensation mille fois plus profonde, bien qu'il n'y ait certainement pas autant d'écart entre ces deux évaluations qu'entre les deux points de vue que nous avons signalés plus haut.

Telle est l'éloquence particulière aux chiffres ; on ne peut les combattre efficacement sur leur terrain que par les chiffres eux-mêmes. Ils ont quelque chose du tranchant de la hache, lorsqu'on n'a à leur opposer que des considérations sentimentales ; aussi ont-ils produit un effet désastreux sur la belle prose de M. le président du conseil d'État qui paraît s'être fié principalement, en cette circonstance, à sa connaissance approfondie des ressources de l'art oratoire. Les arguments de M. Pouyer-Quertier n'ont pas été atteints dans ce qu'ils ont d'essentiel, et son réquisitoire accusateur n'a pas été réfuté. Nous n'avons pas besoin de dire ici que nous sommes loin de partager le zèle protectionniste de l'honorable orateur ; la liberté nous paraît bonne, salubre et vivifiante en matière d'industrie et de commerce comme en toute chose, mais il n'en reste pas moins vrai et souverainement évident que le libre échange devait être établi par une série de mesures habilement graduées d'après l'état de notre industrie, et non par une sorte de coup d'autorité comme le traité de commerce qui nous lie les mains et ne nous permet plus de revenir en arrière, même en présence d'un désastre industriel.

C'est sur ce point que les orateurs de l'opposition auraient pu répéter avec toute raison à M. Pouyer-Quertier le mot de l'orateur du gouvernement : « *Triomphez ! Triomphez !* » De quel droit, en effet, vient-il reprocher

au traité de commerce d'être un acte d'arbitraire déguisé ? Ce pouvoir qu'il accuse aujourd'hui d'arbitraire, qui donc l'a créé, si ce ne sont les intérêts qu'il représente ? Qui lui a donné une force sans contrepoids, et lui a dit : *Gouverne, et nous obéirons ?* » Le traité est-il autre chose qu'une application particulière de la politique sans contrôle que les intérêts ont appelée, servie et acclamée ? Ce n'est donc pas à lui qu'il faut dire : qu'avez-vous fait de l'industrie ? C'est aux industriels eux-mêmes qui, au lieu de le conseiller, de l'avertir, l'ont poussé de toutes leurs forces à outrer les tendances dictatoriales qu'il portait en lui-même, qui sont restés si longtemps indifférents aux plaintes, aux griefs de ceux que lésait un tel état de choses, et n'ont commencé à y voir des inconvénients que lorsqu'ils se sont sentis blessés eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, la souffrance de l'industrie est un fait considérable dont on aurait grand tort de ne pas tenir compte dans le calcul des éventualités que nous prépare l'avenir, et ce serait une solution fort insuffisante que celle qui consisterait à jeter la discorde entre les ouvriers et les patrons, en prouvant que cette crise a été aggravée par des spéculations privées. Ce ne serait pas non plus un remède assez substantiel que de se borner à démontrer que tout le mal vient de la guerre d'Amérique ; il y a là un malaise et par suite un mécontentement qui ne peut que grandir et qui menace de prendre des proportions alarmantes. Nous concevons pleinement, pour notre part, la profonde mélancolie que le discours de M. Pouyer-Quertier a inspirée à M. Granier de Cassagnac¹. Cet honorable membre qui a fait une étude spéciale de la question des vins a pour son compte nié d'une manière absolue l'existence des souffrances et du mécontentement dont on a parlé. Il

1. *Moniteur universel* du 18 mars 1862.

assure n'avoir rien vu de pareil en étudiant la question des vins. Il n'est même pas éloigné de croire qu'il pourrait bien y avoir au fond de ces bruits une conspiration ourdie contre son repos ; cependant ils ont fait quelque impression sur lui, et il n'a pu cacher sa perplexité. Cette campagne, a-t-il dit, n'est pas bonne. C'est aussi notre opinion.

Ce débat qui, à nos yeux, domine tous les épisodes de la discussion de l'adresse, a quelque peu rejeté dans l'ombre les luttes oratoires d'un ordre plus élevé, mais d'un caractère moins pressant, qui l'ont précédée. La question italienne, nettement résumée dans ses termes actuels par un habile discours de M. J. Favre, a fourni à M. Billault¹ l'occasion de faire applaudir une seconde fois son discours au Sénat, orné de quelques variantes nouvelles. Ce discours a reçu dans cette seconde édition des développements extrêmement étendus, mais il a été absolument impossible au public d'en rien conclure avec quelque vraisemblance au sujet des intentions ultérieures du gouvernement français vis-à-vis de la cour romaine, ce qui a fait que cette harangue a été d'enthousiasme et séance tenante classée parmi les chefs-d'œuvre de la tribune. Cette façon de donner des éclaircissements a produit sur la Chambre un effet indescriptible. C'est ainsi qu'on juge aujourd'hui de l'éloquence politique ; les idées se sont, on le voit, quelque peu modifiées à cet égard depuis Mirabeau. Tout ce qu'on a pu inférer du discours de M. Billault, c'est que le gouvernement français est bien décidé à rester impartial entre les deux extrêmes, explication qui n'est pas d'une clarté suprême. On est fort embarrassé pour y trouver autre chose.

De l'aveu même de l'orateur officiel, le gouvernement

1. Voir la séance du Corps législatif du 11 mars 1862.

français se présente à Rome comme conciliateur entre des prétentions opposées. Là, deux partis sont en présence ; tous deux ont leur programme parfaitement défini, mais ils ne peuvent tomber d'accord à cause de l'écart considérable qui existe entre les conditions qu'ils mettent en avant ; survient un médiateur inspiré, assure-t-il, par l'amour désintéressé de la paix, par la pure philanthropie ; il s'engage à concilier tous les intérêts, et, pour commencer, il déclare hautement n'accepter ni l'une ni l'autre des transactions proposées. Des deux côtés on lui demande alors celle qu'il a imaginée lui-même pour mettre fin au différend, et que répond-il, ce médiateur plein de conciliation ? Il répond qu'il a bien aussi sa transaction, mais que c'est son secret et qu'il le garde. Plus tard peut-être il fera connaître ses intentions, s'il le juge à propos, mais il ne dit ni où, ni quand, ni comment. Il ajoute, en guise de consolation, que du reste le temps calme les impatiences, que les passions sont mauvaises conseillères, que la providence est douée d'une sagesse infinie et finit toujours par arranger tout pour le mieux. Enfin, il leur dit encore ceci : Au revoir, mes amis, portez-vous bien. Portez-vous bien aux yeux de l'Europe.

Conseil excellent et qu'on ne saurait trop répéter aux malades, surtout lorsqu'on les regarde comme incurables ! Cependant nous ne serons jamais de ceux qui croient bon et politique de donner des conseils de ce genre à une nation qui, quoi qu'on fasse, est destinée à guérir un jour de ses infirmités.

Nous préférons à cette politique d'immobilité qui, dans la même heure, reconnaît son impuissance et s'en glorifie comme d'une inspiration de sagesse, le parti pris net et tranché de l'honorable M. Keller ¹, organe du parti catho-

1. Même séance du 11 mars au Corps législatif.

lique. Ce que le cabinet italien réclame aujourd'hui n'est que le complément logique de tout ce qu'on lui a accordé jusqu'à présent, et les objections qu'on oppose à sa juste impatience pouvaient s'appliquer aussi bien aux Romagnes qu'on lui a cédées qu'à Rome qu'on lui refuse. L'orateur catholique a donc raison de revendiquer l'intégrité du domaine temporel au nom des motifs dont on se prévaut pour en défendre les restes, de même que les Italiens ont le droit de s'étonner qu'après leur avoir donné Bologne au nom de la volonté connue des populations, on méconnaisse si obstinément cette volonté lorsqu'il s'agit des populations romaines.

Le discours de M. Keller, fort et pressant contre la thèse ministérielle, n'a d'ailleurs, comme l'a très bien démontré M. Ollivier, aucune solidité au double point de vue de l'histoire et de la politique. Il serait difficile de savoir où cet homme d'imagination est allé puiser ses renseignements pour tracer le tableau tout fantastique qu'il nous a offert dans son discours. A tout ce que l'histoire a dit de la détestable administration ecclésiastique dans les États romains, aux témoignages accablants qui nous ont été laissés à la fois par les documents officiels, par la diplomatie, par les mémoires, par les rapports des voyageurs eux-mêmes, il oppose avec sérénité je ne sais quel petit roman champêtre d'où il résulte que les villes des États romains étaient au siècle dernier de véritables républiques qui connaissaient le parfait bonheur et votaient elles-mêmes les impôts. Quels impôts ? L'orateur a-t-il voulu donner à entendre par là que le gouvernement pontifical s'en remettait à leur générosité et se contentait de leurs libres offrandes, ou seulement qu'il les laissait s'imposer elles-mêmes pour ce qui concernait leurs besoins particuliers ? La première assertion serait, il faut en convenir, singulièrement neuve et hardie ! Quant à la seconde,

elle n'aurait rien que de très modeste, car le fait qu'elle énonce ne suffit nullement pour transformer en républiques ces malheureuses petites cités.

Il n'y a pas moins de fantaisie dans la bizarre définition que M. Keller nous a donnée de l'esprit de la Révolution. On voit que l'orateur est un peu trop familier avec certains procédés bien connus de l'éloquence sacrée. Au moment où il remportait ainsi sur la Révolution une si facile victoire, il ne lui manquait que d'avoir sous la main l'irrésistible argument qu'un prédicateur produisit un jour dans sa chaire et d'apostropher *ad hominem* quelque grand révolutionnaire fort embarrassé de lui répondre. On a beau être maître de soi et s'attendre à tout en fait de paradoxes et de rêveries, on ne réprime pas un mouvement de stupéfaction lorsqu'on entend un partisan de la papauté reprocher sérieusement à la Révolution d'avoir inventé l'omnipotence de l'État et la centralisation, ces deux traditions de l'ancienne Rome, que non seulement la papauté nous a conservées, mais qu'elle a transportées dans l'ordre des intérêts spirituels, profanation inintelligente et brutale des mystères délicats du libre arbitre. Nous prédisons à M. Keller une profonde et durable surprise pour l'époque sans doute encore éloignée où il lui prendra fantaisie d'étudier sérieusement les choses dont il parle avec une éloquence plus tranchante qu'éclairée. Il y reconnaîtra par exemple que, pendant le moyen âge tout entier, cette papauté qu'il admire a agi à l'état de force révolutionnaire, c'est-à-dire par les mêmes moyens, et, à certains égards, avec le même esprit que cette Révolution qui lui inspire tant d'horreur.

Au reste, il faut savoir gré à M. Keller d'avoir osé avouer sans détour qu'il n'y a dans le pouvoir temporel qu'une question de propriété dans le sens le plus positif du mot, et que tout ce qu'on a allégué sur l'impossibilité

absolue de rien céder n'est, comme on dit, qu'une simple façon de s'exprimer. La propriété est susceptible de tant de transformations dans ce temps d'opérations financières ! Pourquoi celle du Saint-Siège ne serait-elle pas un peu mobilisée ? Cette propriété constitue, il est vrai, à ses yeux un dogme non pas catholique mais social. Un dogme social, pauvre dogme ! C'est comme qui dirait une vérité variable, un axiome changeant. Que de sociétés égales, supérieures à celles où nous vivons, grandissent à deux pas de nos frontières, et, comme dit M. Billault, se portent bien aux yeux de l'Europe, sans connaître en rien ce dogme social !

Il est sans doute inutile d'ajouter que l'amendement de M. Keller n'a pas plus été adopté que les motions de l'opposition libérale, bien que son discours ait été écouté avec une sympathie visible et soit, au fond, conforme aux sentiments spontanés de l'assemblée, sinon à sa conviction raisonnée. Mais cette assemblée est, comme on le sait, maîtresse de ses passions et a appris à se défier de son premier mouvement. De tous les amendements proposés, quelques mots seuls, relatifs à l'agriculture, ont réussi à se faire agréer, en raison sans doute de l'innocence proverbiale de cet art primitif, qui, à différentes époques, et encore sous la Convention, était honoré comme la source de toutes les vertus.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Amérique donnent un intérêt de circonstance à un des amendements repoussés, qui avait pour objet d'offrir un témoignage de sympathie nationale à la cause antiesclavagiste. Que cette sympathie soit réelle et profonde, c'est ce dont il est impossible de douter lorsqu'on se rappelle les manifestations de l'opinion publique en France et en Angleterre depuis le commencement de la guerre. C'est elle seule, on peut le dire hautement, qui a imposé aux gouvernements cette politique de

non-intervention qu'ils ont adoptée et suivie avec une visible répugnance, et c'a été là une victoire morale qui, on doit le reconnaître, est à l'honneur de notre temps. C'est cette influence salutaire et sagement acceptée, malgré les suggestions de l'intérêt qui penchait en général pour la cause du Sud, qu'il s'agissait de constater par une déclaration favorable à la cause de l'affranchissement des esclaves. En écartant cette motion comme contraire au principe de non-intervention, on a trop oublié qu'il y a là une question d'humanité, de droit naturel, qui domine de très haut toutes les considérations politiques.

Les nouvelles de l'Amérique feront sans doute regretter cette détermination à beaucoup de ceux qui l'ont votée. Le succès est un moyen de persuasion qui opère aujourd'hui de véritables miracles sur un grand nombre d'esprits; aussi la cause du Nord fait-elle en ce moment une incroyable quantité de conversions; elle a maintenant des partisans presque aussi nombreux que la cause italienne, ou la cause hongroise, ou toute autre cause étrangère; il n'y a guère plus que la cause française qui en manque; encore ne désespérons-nous pas de voir se former un jour parmi nous une sorte d'abolitionnisme intérieur, grâce à la contagion de l'exemple. Je dirais donc que la cause de l'Union réussit beaucoup, ce qui est un moyen infailible d'avoir pour soi tout le monde. La remarquable dextérité avec laquelle M. Seward a esquivé les difficultés de l'affaire du capitaine Wilkes, le tact délicat avec lequel il a su céder sur tous les points sans humilier en rien l'amour-propre d'une nation irritable et susceptible, l'énergie que le cabinet de Washington déploie depuis quelque temps dans la conduite des opérations de la guerre, les diversions habiles et heureuses que les généraux ont conçues et exécutées, ont produit des effets curieux à observer sur l'intelligence de beaucoup de gens.

Lorsqu'ils ont vu la guerre avec l'Angleterre évitée, ils ont commencé à trouver que les gens du nord avaient du bon; lorsqu'ils ont appris les premiers succès, ils ont accordé volontiers, pour rendre hommage à la vérité, que l'esclavage peut être utile, mais qu'il est immoral; enfin, depuis les dernières victoires, cette aristocratie du sud, autrefois si chevaleresque, si cultivée, si vaillante, n'est plus qu'une oligarchie grossière et cupide.

L'aspect nouveau que prennent les affaires va faire de tous ces gens-là des abolitionnistes zélés. Malgré tous les succès de la cause du Nord, on avait lieu de craindre, en effet, qu'en présence des lenteurs d'une guerre si difficile, le cabinet de Washington ne se trouvât placé à un moment donné dans l'alternative de proclamer l'affranchissement immédiat des esclaves et de donner par là aux hostilités un caractère atroce, ou de faire la paix au moyen d'une transaction qui eût circonscrit l'esclavage dans un espace restreint et l'eût forcé de renoncer à ses prétentions envahissantes, mais en lui apportant en échange de nouvelles garanties. Ces craintes n'avaient rien d'exagéré; nous savons à n'en pas douter qu'elles étaient partagées par plusieurs des hommes politiques les plus éminents de l'Union, et le silence absolu que le gouvernement s'imposait sur ce sujet pour ne pas engager l'avenir était de nature à leur donner raison. Une guerre servile ou une transaction favorable à l'esclavage, tel était le dilemme qui semblait inévitable.

Les choses humaines n'obéissent pas à une logique aussi absolue, il s'y mêle toujours une foule de forces secondaires et d'éléments inaperçus dont le raisonnement ne tient jamais assez de compte. Elles ressemblent en cela à ces mécanismes auxquels la science démontre mathématiquement qu'ils ne pourront pas fonctionner et qui marchent cependant. Tout permet d'affirmer aujourd'hui que

ce dilemme inflexible sera évité. Le message que le président Lincoln vient d'adresser au Congrès propose des conditions d'accommodements qui subiront, selon toute probabilité, des modifications considérables ; mais il indique clairement la voie intermédiaire qui sera suivie entre les deux termes extrêmes qui semblaient s'imposer à la situation actuelle.

La mesure qu'il soumet à l'approbation du Congrès est une transaction très ingénieusement imaginée pour amener l'émancipation en ménageant les intérêts. Elle ne contraint, ne violence personne. Elle ne constitue pas même une expropriation pour cause d'utilité publique, procédé avec lequel nous sommes si familiarisés en France. Elle a plutôt une analogie assez curieuse avec la conversion des rentes. L'Union se présente aux États esclavagistes et leur dit : Je vous rachète vos esclaves, mais, si vous préférez les conserver, vous êtes libres ; gardez-les à vos risques et périls. Elle leur offre une véritable conversion facultative qui ne peut manquer d'obtenir un grand succès, vu le peu de sécurité que présente désormais aux États-Unis ce genre de propriété.

La crise que nous avions prévue en Prusse s'est déclarée plus tôt que nous ne l'aurions supposé. Les dissentiments, qui n'ont pas tardé à se manifester entre le gouvernement et la Chambre nouvellement élue, ont amené une dissolution de la Chambre bientôt suivie d'une dissolution du ministère, circonstance très anormale sous un régime constitutionnel et qui donne à cette crise un caractère tout particulier. D'ordinaire, en effet, lorsqu'un roi constitutionnel dissout la Chambre c'est pour conserver le ministère, de même que, lorsqu'il renvoie le ministère, c'est pour céder à la Chambre. Ici, au contraire, plusieurs des ministres ont offert leur démission en même temps que la Chambre a été dissoute, ce qui prouve que le dissentiment

n'est pas entre le parlement et le ministère, mais entre le parlement et la couronne. Et, si les prochaines élections confirment aux députés renvoyés leur mandat, le conflit sera entre la couronne et la nation. Dès aujourd'hui nous le considérons comme tel. Du jour où il a fait de ce dissentiment une question personnelle, le roi de Prusse a excédé ses droits de souverain constitutionnel, car il n'est pas l'arbitre des partis, il n'en est que le représentant collectif; il est fait, non pour leur imposer ses vues, mais pour faciliter l'accès et l'exercice du pouvoir, selon le mouvement de l'opinion publique et de l'esprit national. En suivant les vieux errements de ce qu'on a appelé le système personnel, il altère profondément l'esprit libéral des institutions parlementaires, et il s'engage dans la voie funeste où le régime constitutionnel est venu deux fois se perdre en France.

Le roi de Prusse est un des monarques le plus à plaindre qu'il y ait sous le ciel. Il est traîné à la remorque par une nation ambitieuse, impatiente d'agir et pleine d'un sentiment exalté de sa propre force. Elle est prête à lui donner des pouvoirs extraordinaires, des armes, des subsides, des soldats, elle lui offre un empire dont les légions l'acclament déjà, elle lui vote même une flotte, sauf à la faire voguer dans les espaces célestes. Elle ne met à ces sacrifices, à ces largesses, à ce dévouement qu'une seule condition : c'est qu'il lui fasse faire de grandes choses. Le roi de Prusse ne demanderait pas mieux que de tout accepter, mais cette condition le rend très malheureux. Quelle singulière fantaisie ses sujets ont eue là!

8 avril 1862.

I

Les alarmistes commencent à se tranquilliser. Aux bruyantes émotions de la discussion de l'adresse ont succédé les loisirs d'un recueillement plein de mystère qui nous est assuré pour tout le reste de l'année. Ainsi que les écoliers, nous avons eu nos « Jours gras. » Adieu paniers, vendanges sont faites ! Nous avons eu trois semaines entières de luttas oratoires, de discussions politiques, de courage civil et de vrai libéralisme. C'est là, à ce qu'il paraît, tout ce que peut supporter notre faible tempérament. Au dire de quelques-uns, il paraîtrait même que nous l'avons échappé belle. Avec quelques légers efforts d'imagination, on eût pu se croire en plein pays parlementaire. Maintenant notre vie politique est terminée et ces brillants décors ont disparu. Nous sommes à l'abri de tout danger, nous pouvons faire des économies d'éloquence. Depuis qu'on leur a dit : « Soldats, je suis content de vous, » nos législateurs dorment fièrement sur leurs lauriers. Ils écoutent encore l'écho déjà lointain de leurs improvisations, et ils se consolent par tous les songes de la gloire du silence qui leur est imposé. Quant au public, abandonné tout à coup au plus fort de son émotion par ceux mêmes qui la lui avaient communiquée, il se demande s'il n'a pas été dupe d'une illusion et s'il n'a pas assisté à une sorte de fiction dramatique plutôt qu'à un exercice réel et sérieux de l'activité politique du pays. Il ressent quelque chose du désappointement qu'on éprouve après beaucoup de bruit pour rien. On a pu observer en lui une réelle mauvaise humeur, à la suite de cette déception, qui

ne devrait pourtant avoir rien d'imprévu pour personne. Plus il prendra au sérieux les institutions actuelles, c'est-à-dire plus il les considérera comme durables, plus on doit s'attendre à voir croître ce sentiment d'irritation. Il est certain, en effet, que le système actuellement en vigueur relativement à la part des Chambres dans l'exercice du pouvoir, et tout ce qu'il faut pour donner au public faim et soif d'examen, de contrôle, de publicité, et ne lui offre aucun aliment solide pour le satisfaire. La rédaction de l'adresse, qui est comme la pièce de résistance de ce maigre festin, n'est guère propre qu'à irriter l'appétit et ressemble un peu trop à ces mets fantastiques et décevants qu'on voit figurer sur les tables au théâtre.

Que cette comparaison paraisse exacte ou irrévérencieuse, il n'en reste pas moins vrai que la vie politique restreinte à ces apparences, que l'activité des Chambres réduite à des prérogatives sans action réelle sur le gouvernement, à des déclarations de principe qui n'ont guère plus d'efficacité que des articles de journaux, ne sont pas en rapport avec l'état actuel des esprits, avec ce que réclame aujourd'hui l'opinion. La liberté est, à nos yeux, destinée à être autre chose qu'une convulsion de loquacité durant quinze jours par an. Nous assistons en ce moment à une sorte de marée montante des idées libérales; malheur à ceux qui ne la voient pas, ils seront submergés. Le flot avance lentement, mais aucune force humaine ne peut le faire retourner en arrière. La sagesse consiste évidemment à lui faire sa place et le gouvernement actuel a montré en plus d'une occasion qu'il en comprenait la nécessité. Malheureusement ses intentions sont restées jusqu'ici à l'état de velléité et l'on se demande s'il aura jamais la force et l'habileté nécessaires pour en finir avec les incertitudes dont sa conduite témoigne.

Il ne se rend pas assez compte des changements qui se

sont accomplis dans les esprits. Les exigences actuelles de l'opinion lui semblent inexplicables après les demi-concessions qu'elle a reçues de lui sans les avoir même demandées. N'est-ce pas ce même public qui autrefois applaudissait à toutes les mesures de compression, à toutes les concentrations de pouvoir, qui offrait au gouvernement un blanc-seing, lui donnait d'avance raison quoi qu'il pût faire ? Comment comprendre que ce qui réussissait si bien alors ne réussisse plus aujourd'hui ? Voilà les souvenirs qu'il faut absolument écarter, sous peine de commettre les plus lourdes méprises. Oui, c'est le même public, mais à quelques années de distance, c'est-à-dire prodigieusement changé et disposé à dire non partout où il a dit oui, par la raison très simple que les circonstances, les nécessités, les besoins, les opinions, les sentiments ont subi des modifications également profondes et exigent des moyens de gouvernement tout nouveaux. Cette transformation est-elle donc un phénomène tellement rare qu'après tant d'expériences un pouvoir bien avisé ne puisse ni la comprendre, ni s'y plier ? Serait-ce la première fois que, dans un espace de dix années, on aurait vu l'esprit public varier du blanc au noir ? Ces variations ne sont-elles pas plutôt la loi même de notre époque agitée ? A-t-il fallu dix ans pour que le peuple de 1848 devînt celui de 1852 ? Voilà ce qu'un pouvoir prévoyant se dirait sans doute si l'exercice de la dictature ne l'habituaît pas à considérer la liberté comme une conspiration au lieu de voir en elle le développement naturel des facultés de l'homme et le but de toute société.

Aucun incident particulièrement digne d'attention ne se détache sur le fond monotone de notre situation intérieure, à l'exception toutefois d'une circulaire¹ du ministre de

1. Cette circulaire, à la date du 5 avril 1862, fut adressée à tous les préfets. (Voir le *Moniteur universel* du 6 avril 1862.)

l'intérieur, prenant acte du refus de la société de Saint-Vincent-de-Paul d'accepter d'en haut son conseil général, et d'une touchante homélie de monseigneur l'archevêque de Toulouse. L'allocution par laquelle ce vénérable prélat invite son petit troupeau à célébrer l'anniversaire d'une Saint-Barthélemy locale a sans doute un à-propos caché que nous ne saisissons pas très bien ; mais en tout cas elle vient admirablement à point pour sceller l'alliance du parti catholique avec nos libres penseurs orthodoxes et le néo-protestantisme dont M. Guizot est le pape désigné. Ce chef-d'œuvre de l'éloquence pastorale est d'ailleurs rédigé avec une onction vraiment évangélique ; on ne peut pas le lire sans attendrissement. Cette sollicitude pour la mémoire des bourreaux exprimée en termes si doux ne laisse place qu'à un sentiment d'horreur contre la férocité des victimes.

Cependant, en y réfléchissant, on se refroidit quelque peu ; on se dit que nos pères ont eu peut-être raison de vouloir couper les griffes au tigre absolutiste, et que ceux-là sont de pauvres politiques qui font aujourd'hui de l'impartialité à leurs dépens. N'est-ce pas un sujet de risée et de pitié que les démonstrations de joie immodérée auxquelles vient de donner lieu dans ce camp de prétendus hommes d'État, la nouvelle que le pape a décidé jusqu'à nouvel ordre que le pouvoir temporel n'est pas un dogme¹ ? C'est là un triomphe dont ils ont droit de s'enorgueillir comme d'une victoire inespérée du libéralisme bâtarde qu'ils représentent. Ils auront désormais leur part de collaboration dans cette fabrique de vérités dont le siège est à Rome. On leur permettra au besoin de contresigner les

1. Allusion à une allocution pontificale prononcée à la fin du mois de mars 1862, lors de la première cérémonie relative à la canonisation, dans l'église de la Minerve, de trois martyrs japonais. La grande et dernière fête eut lieu le 8 juin de la même année.

mandements de l'archevêque de Toulouse. Voilà des esprits vraiment virils, puissants et énergiques, et des opposants bien redoutables pour le pouvoir actuel.

Plusieurs des questions extérieures qui, dans ces derniers temps, ont occupé l'opinion de l'Europe marchent, en ce moment, non vers leur solution définitive, car rien ne finit jamais, surtout de notre temps, mais vers un arrangement au moins provisoire. De ce nombre est la question américaine que les avantages multipliés des armées de l'Union, et les habiles ménagements du cabinet de Washington tranchent décidément en faveur de la cause abolitionniste. L'impulsion donnée dans ce sens aux événements par la force des choses, par le succès, et surtout par une puissante réaction du sentiment général de la nation, a aujourd'hui quelque chose de si irrésistible qu'on peut douter si plusieurs batailles gagnées parviendraient à rétablir l'équilibre en faveur des confédérés. Les guerres d'opinion ont cela de bon, que la force morale y joue un rôle très supérieur à celui du canon, et qu'en fin de compte la victoire s'y décide ailleurs que sur les champs de bataille, pour peu qu'on laisse à la réflexion le temps de faire son œuvre. Or, c'est à quoi les temporisations plus involontaires que calculées du président Lincoln ont très heureusement abouti. Tout permet de croire que la lutte sera terminée longtemps avant l'achèvement des frégates cuirassées dont il a décrété la construction à la suite du petit combat épique qui vient d'opérer une révolution dans la guerre maritime.

L'affaire du Mexique semble aussi sur le point d'être réglée, malgré le désaveu et la rupture des négociations qui sont venus surprendre le public. Il est difficile d'expliquer comment, l'Angleterre, c'est-à-dire la puissance qui est dans ce débat la principale intéressée, se déclarant satisfaite des réparations que le gouvernement mexicain

a offertes¹, elles ont pu paraître au cabinet français, non seulement insuffisantes, mais incompatibles avec la dignité nationale. C'est là une énigme dont les événements ultérieurs nous donneront peut-être le dernier mot. Malgré cette apparente complication si, comme on l'assure, le peuple mexicain tout entier est sous les armes pour soutenir le gouvernement tyrannique dont nous sommes allés le délivrer, il nous deviendra difficile de soutenir le rôle de libérateur et il faudra bien en venir à la paix. La diplomatie trouvera sans doute une formule moins humiliante que celle dont l'orgueilleuse Albion a pu se contenter, et qui a porté ombrage à notre susceptibilité si chatouilleuse à l'extérieur. Quoi qu'il en soit, on paraît avoir, dès aujourd'hui, renoncé au projet de régénérer les Mexicains par une occupation militaire prolongée, de même qu'on a abandonné la candidature de l'archiduc Maximilien.

Nous croyons que c'a été là une sage inspiration et qu'il serait prudent de couler à fond cette difficulté du Mexique avant que les États-Unis ne se trouvent, par l'arrangement définitif de leurs propres différends, en état de dire leur mot sur une intervention qu'ils ne peuvent voir d'un bon œil. Il y a dans le monde assez d'éléments de conflagration pour qu'on se dispense d'en créer d'aussi factices. Je ne déciderai pas la question de savoir si nous avons reçu du ciel la mission spéciale de moraliser les autres peuples — et en admettant qu'il nous eût départi cette vertu, nous devrions commencer par prêcher d'exemple. Mais ce qui est certain, c'est que nous pourrions employer aussi utilement ce don du ciel chez les Espagnols, qui nous secon-

1. La *Espana* du 23 mars 1862 avait publié le texte d'une convention signée à Soledad, le 15 février 1862, par les puissances alliées. Tous les journaux annonçaient que l'expédition était terminée, lorsqu'on apprit, au commencement d'avril, que le gouvernement français venait de désavouer cette convention.

dent dans cette œuvre édifiante, que chez les Mexicains auprès desquels nous l'exerçons l'épée à la main. Un pays dans lequel les citoyens sont condamnés au bagne pour avoir commis le crime de distribuer des bibles protestantes, est mal venu à vouloir donner aux autres des leçons de civilisation.

II

Je voudrais maintenant dire quelques mots d'une publication où sont agitées les questions politiques les plus graves¹ et au sujet de laquelle il semble admis, d'un accord tacite, que l'on ne puisse opter qu'entre le silence ou l'approbation, parti pris dont s'accorde mal la vérité. Il y a au sein de chaque parti certains souvenirs, certaines idées, certains hommes qu'on n'ose pas discuter, sous peine de sacrilège. Ils sont placés au-dessus de la loi commune, et si l'on en parle, ce doit être avec une solennelle et respectueuse insignifiance. Grâce à cette superstition, les opinions les plus hétérogènes vivent en paix sous la même étiquette dans un état de promiscuité qui les déshonore, qui leur ôte toute force morale, jusqu'au jour tardif où elles reconnaissent qu'elles n'avaient de commun qu'une vaine dénomination et se séparent pour se déchirer. Je ne saurais accepter pour ma part ces consignes serviles qui éternisent parmi nous tant d'équivoques mortelles à la liberté. Les hommes de l'opinion libérale ont eu beaucoup de loisirs dans ces dernières années : il faut au moins qu'ils en retirent l'avantage de savoir bien nettement ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent. Ils sont moins avancés sous ce rapport qu'ils ne le croient, je n'en voudrais d'autre preuve que ce livre qui est l'œuvre d'un esprit naturellement modéré et impartial.

1. *Mémoires sur Carnot* par son fils.

La première partie de ce travail a été, dans ce recueil même, l'objet d'une étude délicate et pénétrante¹, dont la conclusion a pu paraître d'une sévérité prématurée, lorsqu'elle n'a fait en réalité que devancer, par un pressentiment juste et vrai, des informations plus complètes. Aujourd'hui nous possédons avec le second volume des *Mémoires sur Carnot* par son fils la partie vraiment décisive de ce plaidoyer, c'est-à-dire celle qui expose le rôle de Carnot dans les conseils du Comité de salut public. Il n'y a donc plus de motifs pour qu'on réserve plus longtemps un jugement que l'auteur lui-même sollicite. Ce serait faire injure au sentiment qui l'a inspiré que de traiter son livre avec la banale et complaisante indulgence qu'on prodigue à ces apologies de famille qui ne sont qu'une forme déguisée des apologies de soi-même. Ce qu'il réclame, c'est un examen sérieux et raisonné : tout autre accueil serait indigne de la pensée qui l'anime. C'est, il est vrai, la piété filiale qui parle, mais c'est au tribunal de l'histoire qu'elle se présente : j'espère n'oublier ni les égards ni le devoir que cette double situation impose à la critique.

L'amour filial sera toujours un mauvais historien ; lui aussi il a un bandeau sur les yeux. Quelle valeur aura surtout son témoignage si, au lieu de s'attacher, soit aux événements de la vie privée, soit à une justification strictement personnelle, il a l'ambition de se faire l'interprète et le juge de tout une époque ? On sait combien il a été difficile à nos historiens de la Révolution française de se détacher de leurs passions et de leurs préjugés, pour apprécier avec liberté d'esprit ce grand événement ; ils n'y ont pas toujours réussi ; on retrouve souvent dans leurs jugements jusqu'à des préoccupations et des souvenirs de leur propre rôle au milieu d'une époque si différente ; que.

1. Voyez la *Revue nationale* du 10 août 1861 : Revue du mois, par H. de Lagardie.

on a recours à la dictature, mais c'est là une arme de guerre, une mesure qui, dans la pensée de ses auteurs, est destinée à rester temporaire ; ils sont, quant au fond de leurs idées, tout aussi libéraux que leurs adversaires. Égorgeurs et égorgés, tous ont également bien mérité de la patrie, réconcilions-les au nom de cette communauté de pensée qui les unissait à leur insu et plaignons-les d'avoir eu des tempéraments si irritables. Les partis se combattirent parce qu'ils furent aveugles ; mais, comme dit M. Carnot, ils n'en ont pas moins fait avancer le char de la Révolution. « Ils sont autant de relais disposés sur la route....., le char renverse ici celui qui a voulu l'arrêter ; là, celui qui le dirige mal aujourd'hui après l'avoir bien dirigé la veille ; mais il avance toujours... »

Il avance toujours jusqu'à ce qu'il verse dans le sang et la boue, jusqu'à ce qu'on voie ses conducteurs monter derrière les carrosses du premier consul. N'y a-t-il donc aucune distinction à établir entre ceux qui s'efforcèrent au prix de la vie de l'arrêter sur cette pente ignominieuse, et ceux qui l'y précipitèrent en foulant tant de nobles victimes ? Comment, en présence de ces discussions immortelles, de ces déclarations de principe qui jettent un jour si éclatant sur les systèmes et les doctrines qui ont fait agir les hommes de cette époque, en présence notamment des débats si explicites auxquels donnèrent lieu les deux projets de constitution présentés l'un par la Montagne, l'autre par la Gironde, comment ne pas reconnaître l'existence de deux partis profondément divisés, de deux démocraties dont l'une était libérale autant qu'égalitaire, et dont l'autre faisait de la souveraineté populaire un despotisme mille fois pire que celui de l'ancien régime, un arbitraire illimité, auxquels tous les droits individuels étaient sacrifiés ? Quelque avantageux que cela puisse être à la mémoire de Carnot, cette distinction ne disparaîtra pas de l'histoire.

La lutte de ces deux partis sera toujours, quoi qu'on fasse, le nœud de la Révolution française ; elle marque l'instant décisif où la démocratie a eu dans ses mains le pouvoir de fonder la liberté en France ; si elle a laissé échapper l'occasion, tous les personnages influents de cette époque en sont responsables, car tout homme ayant dans l'esprit et le caractère quelque valeur fut alors mis en demeure de se prononcer. Qu'on plaide tant qu'on voudra les circonstances atténuantes pour ceux qui ne l'ont pas fait, mais qu'on s'abstienne de les glorifier. Par le fond de ses opinions qui n'avaient rien d'absolu, Carnot était beaucoup plus près de la Gironde que de la Montagne ; c'était même parmi les Girondins qu'il avait ses principales liaisons. Heureusement pour lui, dit son fils, il était en mission au moment où le 31 mai vint frapper la Gironde, sans quoi il eût probablement tenté de faire respecter dans les Girondins le principe de l'intégrité de la représentation nationale et partagé leur sort. Ce principe n'était donc à ses yeux respectable que de près, puisque, consulté par les vainqueurs du 31 mai au sujet de cet événement, il leur répondit que, « n'ayant pas été témoin des faits, il lui était impossible d'en porter un jugement, » réponse qui semble une dérision lorsqu'on songe à l'immense publicité que ce grand procès avait reçue dans le monde entier et qui accuse ou l'intelligence ou le caractère de celui qui l'a écrite.

Cet acte de faiblesse marque la ligne de conduite adoptée désormais par Carnot. Quoi qu'il arrive, il n'aura rien vu, rien entendu : il se tait, il ignore, il lui est « impossible de porter un jugement. » Il va jusqu'à signer des arrêts de mort sans le vouloir, sans le savoir. Je touche ici au côté vraiment grave de l'ouvrage que j'examine.

Le rôle de Carnot au Comité de salut public a deux faces comme celui de ses collègues. Indépendamment de la

tâche spéciale dont il était chargé, chacun des membres de ce ministère de la dictature avaient à se prononcer sur les actes qui engageaient la responsabilité du Comité tout entier. Carnot avait reçu, pour son compte personnel, la direction du mouvement des armées de la république ; mais ses fonctions étaient si loin de se restreindre à cet emploi, que tant qu'il resta au Comité il ne s'y délivra pas un seul ordre d'arrestation qui ne dût porter sa signature. On sait comment, après thermidor, il lui fut demandé compte de ces signatures, et quelle réponse pitoyable il opposa à ses accusateurs. Il n'avait jamais signé un ordre d'arrestation, mais il y avait laissé mettre sa signature. On n'insista pas sur cette singulière apologie. Le souvenir des grands services qu'il avait rendus couvrit tout. Tant de gens avaient, d'ailleurs, partagé sa faiblesse et s'étaient associés à la tyrannie faute d'oser la combattre, que des représailles dirigées exclusivement contre lui n'eussent été qu'une vengeance inique. L'histoire n'assimilera sans doute jamais Carnot aux opérateurs actifs de la Terreur, mais elle lui reprochera toujours d'avoir pu consentir à être un de leurs instruments passifs. Un auteur allemand, que M. Carnot cite avec complaisance, allègue qu'il y aurait eu un soulèvement général et universel contre ce système s'il n'avait pas eu, en sa faveur, la volonté nationale. Comment des individus isolés et impuissants se seraient-ils soulevés contre lui, lorsque des hommes placés à la tête du gouvernement le subissaient sans un mot de protestation ?

Quoi qu'il en soit, ce que Carnot n'eût sans doute jamais espéré lorsqu'il balbutiait ces tristes excuses, c'est que sa faiblesse serait transformée un jour en titre de gloire, qu'elle serait invoquée comme une preuve d'abnégation patriotique digne d'être offerte en exemple aux générations nouvelles. Voilà ce qu'on ne saurait laisser passer à l'état de chose jugée. Telle est pourtant la thèse que l'auteur des

Mémoires n'a pas craint d'adopter. Il va jusqu'à dire « que jamais plus admirable offrande de sa sûreté et de sa mémoire ne fut faite au salut de la patrie ! » Passe pour sa mémoire, elle n'est pas sortie intacte de ce sacrifice ; mais sa sûreté en quoi l'a-t-il exposée ? C'est par son opposition qu'il l'eût compromise. On trouve sublime que Carnot ait accepté par esprit de solidarité des actes que sa conscience repoussait. « Quand on s'est attaché à un parti, dit l'auteur, il faut accepter la solidarité même de ses fautes ; attendez que le calme soit rétabli pour revendiquer votre part individuelle et la distinguer de celle de vos associés ; » c'est-à-dire, en bon français, attendez que la réaction soit venue pour prouver que vous avez tout ignoré et qu'on vous a extorqué votre signature. Étrange maxime, qui explique comment, après avoir loué Carnot d'avoir soutenu la terreur par esprit de solidarité, on écrit tout un long plaidoyer pour prouver qu'il n'est en rien responsable de ces mesures. Il faudrait pourtant être conséquent. S'il a eu raison de se déclarer solidaire aux yeux de ses contemporains, consentez donc à ce qu'il soit aussi solidaire aux yeux de la postérité ! Il a eu tous les bénéfices de la solidarité, de quel droit en repousserait-il les inconvénients ? « Quant au rôle d'indépendant qui séduit au début de la vie politique, ajoute l'auteur d'après des paroles de son père, il est presque toujours périlleux, sans utilité pour personne, et trop souvent il sert de masque à la lâcheté. » M'est avis que le mot lâcheté est ici de trop, et que Carnot laisse voir plus de rancune qu'il ne convient contre les caractères indépendants. Je vais citer une circonstance où un lâche de cette espèce n'aurait jamais agi comme Carnot. Ce fut lors de l'arrestation, je veux dire de l'arrêt de mort de Danton : « Quand l'arrestation du grand tribun fut proposée au Comité de salut public, Carnot combattit avec Robert Lindet cette mesure impru-

dente : « Vous accusez Danton de trahison, dit-il, et vous n'avez pas une preuve contre lui, nul n'est à l'abri de soupçons calomnieux et je n'entends alléguer ici que des soupçons. N'élèvens pas de querelles sanglantes entre les hommes qui ont travaillé ensemble à fonder la république, etc. »

Voilà des paroles de justice qu'un homme indépendant aurait eu la « lâcheté » de soutenir par son vote. Carnot comprenait ses devoirs autrement : « Quant à Carnot, écrit son fils, la résolution d'accuser Danton ayant été prise par les deux Comités réunis, fidèle à sa doctrine de solidarité dans ce gouvernement collectif, il ne refusa pas sa signature à la majorité qu'il venait de combattre. » Que cela soit d'une grande âme, je le veux bien, qu'il y ait une abnégation sublime à signer l'arrêt de mort d'un homme qu'on déclare innocent, j'y consens encore ; mais supposez que Carnot, au lieu d'être un héros, n'eût été qu'un caractère pusillanime, comment se serait-il conduit dans cette circonstance et dans les occasions si nombreuses où il « ne refusa pas sa signature ? » Il n'eût pas agi autrement qu'il n'a fait. N'est-il pas fâcheux pour le système que je viens d'exposer que la même conduite convienne à la fois à la plus haute vertu et à la plus honteuse faiblesse, de telle sorte qu'il soit impossible de les distinguer l'une de l'autre ? Nous faudra-t-il donc admettre qu'une indépendance qui mène à l'échafaud soit plus voisine de la lâcheté qu'un héroïsme qui consiste à donner sa signature et à garder le pouvoir ?

Comment l'auteur des *Mémoires sur Carnot* n'a-t-il pas été averti par des conséquences aussi criantes, et pourquoi n'a-t-il pas laissé, dans une ombre discrète, des faits qui craindront toujours la lumière ? Il revient à plusieurs reprises sur ce lamentable sujet, comme s'il ne pouvait se contenter lui-même de ses justifications, ou comme s'il y

était ramené, malgré lui, par une invisible Némésis, et les anecdotes qu'il raconte pour disculper me paraissent les plus accablantes. Carnot avait si bien contracté l'habitude de donner sa signature sans examiner l'usage qu'on en faisait, qu'un jour on arrêta, sur un ordre signé de lui, deux commis de ses bureaux, un autre jour le traîtreur chez lequel il prenait ses repas, un troisième, une dame propriétaire de sa maison, tout cela à son insu. Il s'en apercevait et n'en restait pas moins attaché aux fonctions qui lui imposaient ces devoirs atroces. Ce rôle impossible, abominable, que la conscience et l'honneur réprouvent également, qu'ils lui ordonnaient de quitter dès la première heure, dût l'univers tomber en poussière, il l'acceptait par dévouement pour la république, nous dit son fils, « pour ne pas désertier son poste. » Il se croyait l'homme nécessaire.

Le grand tort des Girondins, dit ailleurs l'auteur, c'est d'avoir cru que la Révolution ne pouvait être sauvée que par eux. S'ils ont eu, en effet, cette confiance, et ils y avaient un peu plus de droits que Carnot, elle ne leur a du moins fait tuer personne. Elle ne leur a donné que le courage de mourir, différence qui mérite peut-être qu'on en tienne compte. Carnot signa tout ce qu'on voulut, jusqu'au jour où il s'aperçut qu'on se disposait à lui demander sa signature pour sa propre arrestation, alors il se joignit aux conspirateurs de thermidor. Or, c'est à ce moment seulement que l'historien aurait pu dire avec raison : « Ce ne sont pas les doctrines qui luttent, mais les tempéraments. » Quels griefs nouveaux, en effet, Carnot avait-il à invoquer contre Robespierre et le triumvirat ? Aucun. La terrible machine de guerre fonctionnait avec sa régularité habituelle ; seulement les coups, jusque-là frappés au loin, se rapprochaient de sa propre tête ; mais le système n'avait en rien changé et il pouvait invoquer les mêmes nécessités.

Le seul fait nouveau c'est qu'on allait lui appliquer la loi à lui et aux Comités. C'est alors seulement que son abnégation patriotique se laissa. Si Carnot n'avait subi aucune intimidation, pourquoi dans sa proclamation écrite au lendemain de thermidor parlait-il « des tyrans et de l'oppression qui avaient disparu ? »

Je me résume : si une telle réhabilitation est acceptée, et il y a aujourd'hui beaucoup de gens intéressés à ce qu'elle le soit, il ne faut plus parler de morale politique. Qu'on transporte à une autre époque, à un autre parti, à un autre homme, la condescendance avec laquelle Carnot donnait sa signature, et elle paraîtra odieuse à son propre fils. Ce plaidoyer n'est pas bon pour la mémoire de Carnot. Il en sort extrêmement amoindri en tout ce qui échappe à la spécialité où il était si éminent. Il y a dans tous ses discours et jusque dans les moindres aphorismes que son fils lui prête un caractère frappant de nullité. C'était un grand administrateur et un homme au-dessous du médiocre.

23 avril 1862.

De quel nom appeler la période parlementaire que nous traversons en ce moment ? Elle serait assez bien nommée la période d'incubation. Nous vivons dans une atmosphère de silence et d'immobilité que bien des gens en France voudraient voir durer toujours. Mais, hélas ! rien n'est durable ici-bas, pas même le néant. Voici un mois entier que la commission du Corps législatif prépare — j'allais dire couve — son rapport sur le budget, et tout le monde se demande quel est, selon l'expression d'un poète, l'œuf sublime qui va sortir de cette longue et mystérieuse élaboration.

ration. On se dit qu'il faut que cette commission ait fait bien de la besogne pour faire si peu de bruit. Cependant, en voyant un pareil espace de temps employé, avant toute discussion, à examiner une œuvre déjà soumise à plusieurs contrôles préliminaires, on ne s'explique pas que cette espèce de conclave préparatoire, qui apporte d'interminables retards aux délibérations de l'assemblée, puisse passer pour une simplification. L'usage de nommer des commissions à propos de tout est emprunté à notre système administratif, et, en France, il a toujours été poussé jusqu'à l'abus, mais surtout depuis les dix dernières années. C'est un mécanisme commode pour la paresse des assemblées, qu'il dispense de décider et d'agir par elles-mêmes, et, au fond, il n'a pas d'autre fondement que la manie toute française d'ôter le plus possible à l'initiative individuelle, et de procéder toujours par délégation et réglementation. Cet usage est une simplification, en effet, puisque, grâce à lui, on peut, pendant plus d'un mois, supprimer les Chambres comme un rouage inutile. Mais si les simplifications sont un si grand bienfait, pourquoi ne pas aller plus loin encore, et supprimer la commission elle-même en ne conservant que son rapporteur? Les vraies simplifications sont celles qui fortifient les ressorts de la vie politique, et non celles qui les affaiblissent. A prendre le mot dans le sens où nos hommes d'État l'emploient d'ordinaire, la simplification suprême, en toute chose, c'est la mort.

L'État lui-même n'est, en France, qu'une commission agrandie, dont les pouvoirs s'étendent sur tout et qu'on dispense le plus souvent de faire son rapport. Comme les citoyens l'ont chargé de vouloir et d'agir en toute occasion à leur place, il ne reste à leur activité aucun objet sérieux sur lequel elle puisse s'exercer; elle tombe dans une langueur qui atteint les forces vives de la nation, et qui y

produirait à la longue un incurable hébètement. Il faut que ce mal soit bien frappant pour que ceux mêmes qu'on pourrait croire intéressés par position à le dissimuler, commencent à en signaler les désastreuses conséquences :

« Les règlements succèdent aux règlements, les interventions et les compromissions de l'État se multiplient et s'accumulent ; la liberté et l'action individuelle s'énervent et s'affaiblissent ; l'État a voulu jouer le rôle de la Providence universelle, il devient responsable des intempéries et de l'inclemence des saisons ; il est coupable tour à tour de l'extrême cherté des denrées alimentaires et de l'avisement du prix des céréales. Dans les esprits aveugles s'amoncellent graduellement les critiques, les hostilités, les haines, et on en vient avec une brutalité naïve à demander au gouvernement qu'il fasse vendre tout à la fois le blé cher et le pain à bon marché¹. »

Qui parle ce langage factieux ? C'est un ministre ; c'est l'État lui-même, excédé de sa propre omnipotence, et se plaignant de ce qu'on s'obstine à le charger de pouvoirs dont il ne veut plus. Spectacle étrange et nouveau ! Mais pour qu'une telle routine soit devenue un fléau pour les gouvernements, qu'a-t-elle donc dû être pour les particuliers ? Si celui au profit duquel elle a été créée la considère comme funeste, que doivent en penser ceux qu'elle a toujours dépouillés de leurs droits les plus précieux ? Nous faudra-t-il admettre que ces principes ne soient applicables qu'à l'élève des bestiaux ? Sommes-nous indignes ou incapables d'entendre un tel langage, et les libérales déclarations de M. le ministre de l'agriculture n'étaient-elles qu'à l'adresse du public spécial qu'on a couronné à Poissy ? On serait vraiment tenté de le croire, lorsqu'on se rappelle la

¹ Extrait d'un discours que M. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, prononça à Poissy, le 17 avril 1862. (Voir le *Moniteur universel* à cette date.)

fameuse profession de foi à laquelle a donné lieu, au commencement de l'année dernière, la réforme de l'administration des haras. Je ne sais pas si les principes de cette profession de foi ont été appliqués aux heureux pensionnaires de cette administration, mais, ce qui est certain, c'est que beaucoup de Français s'en seraient contentés alors, et s'en déclareraient satisfaits aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, la race chevaline et la race bovine peuvent se vanter d'avoir eu le privilège de provoquer, de la part de nos gouvernants, les deux déclarations de principe les plus libérales sans contredit et les plus explicites qui soient émanées jusqu'ici d'une source officielle. C'est là une particularité digne de fixer l'attention du philosophe : la civilisation s'étend, comme on dit dans les couches inférieures de la société, et l'on voit bien qu'il y a en France une loi protectrice des animaux !

C'est à la tribune nationale, et non pas seulement dans des concours agricoles, que nous voudrions entendre nos ministres défendre l'initiative individuelle, et, le temps aidant, nous ne désespérons pas de voir ce miracle. Que faut-il pour cela ? Que l'État en aggrave à être embarrassé de sa responsabilité en matière politique comme il l'a été en matière industrielle et commerciale. Il ne veut pas qu'on le déclare coupable de la cherté des denrées alimentaires, peut-être se lassera-t-il un jour d'être rendu responsable par toute l'Europe d'un mauvais article de journal. Il a déjà demandé qu'on le force à l'économie, pourquoi ne demanderait-il pas un jour qu'on le force à la justice, à la modération, au respect de tous les droits ? Et, s'il ne le demande pas, pourquoi une pensée si naturelle ne se présenterait-elle pas un jour ou l'autre à des esprits en assez grand nombre pour lui faire, sur ce point, une douce violence ?

Le Parlement anglais, qui ne procède pas par commis-

sions, a déjà presque terminé la discussion de son budget quand nous n'avons pas encore commencé celle du nôtre. Heureux pays, où l'on ne connaît pas les simplifications de tout genre que le temps nous a enseignées, simplification de la presse transformée en bureaucratie et gouvernée par un diapason normal, simplification de la tribune allégée du poids d'un inutile bavardage, simplification de l'administration concentrée dans un fil télégraphique ! Qui ne se souvient de l'époque où nos socialistes, qui, eux aussi, ne parlaient que de simplifier et qui ont plus contribué que personne à répandre ce goût, reprochaient à la constitution anglaise l'absurde complexité de sa séparation des pouvoirs et lui prouvaient péremptoirement que leur prétendu équilibre ne pouvait aboutir qu'à l'immobilité ? C'est pourtant à cette complication dont la bizarrerie révoltait leur intelligence que la tribune anglaise a dû d'être depuis deux siècles la tribune même du monde. C'est grâce à elle qu'on a pu y dire sans interruption tout ce qu'on était forcé de taire partout ailleurs, et qu'aujourd'hui encore, lorsque nos Chambres chôment, — ce qui leur arrive si souvent pendant leur courte session — et même lorsqu'elles ne chôment pas, on peut entendre en Angleterre la plupart des choses qui devraient se dire chez nous. La grandeur des libertés anglaises, c'est d'avoir été une sorte d'institution européenne, un supplément à ce qui manquait aux franchises des autres nations. Elles ont quelques droits, à ce titre, à l'indulgence démocratique. En attendant qu'on discute chez nous une nouvelle adresse — ce qui n'arrivera pas avant une année révolue — on lit avec plaisir et avec fruit les libres discussions des hommes d'État anglais sur les affaires de l'Europe, et on leur envie la complication barbare sans doute (mais elle leur plaît ainsi !), qui leur permet de dire leur avis sur les événements à mesure qu'ils se présentent et non pas quinze jours seulement par année.

Le public français, malgré tout ce qu'on a fait pour lui donner d'autres idées, n'est pas loin de voir les choses du même œil, si l'on en juge par le succès qu'a obtenu chez nous le discours de lord Palmerston sur la question italienne. Le retentissement a été, sans contredit, plus grand en France qu'en Angleterre, et comment en aurait-il été ainsi si ce discours n'était venu combler un vide, une lacune?

On a le sentiment de cette lacune à un double point de vue : d'abord comme d'un vice inhérent à nos institutions parlementaires qui ne permettent la discussion d'un événement politique que lorsqu'il est trop tôt ou trop tard pour le modifier, qui condamnent nos députés au silence lorsque partout les représentations s'émouvrent, qui font par exemple que notre tribune reste muette lorsque toute l'Europe retentit de malédictions unanimes contre les exploits de la férocité moscovite en Pologne; ensuite comme d'un manque de netteté dans l'attitude de notre ministère. Le discours de lord Palmerston a surtout ému l'opinion de notre pays parce que tout le monde l'a placé en pensée dans la bouche d'un ministre français et a été frappé de la souveraine opportunité qu'il aurait eue sous cette forme. Qu'on cite, si l'on peut, une seule affirmation de ce discours qui ne soit au fond dans la conviction intime des hommes qui dirigent la politique française ! Ils ne peuvent invoquer pour leur justification que la nécessité prétendue des ménagements qui leur seraient commandés par les exigences de l'opinion catholique. Mais ces ménagements ne leur faisaient-ils pas un devoir de ne jamais consentir à tout ce qu'ils ont cédé jusqu'ici par égard pour l'Italie ? Ces exigences ne sont-elles pas aujourd'hui universellement condamnées comme iniques ? Ne reconnaissent-ils pas que notre séjour à Rome est une violation du droit ; et puisque cette grande révolution qui mettra fin au pouvoir temporel doit s'accomplir, ne vaut-il pas mieux qu'elle

s'effectue pendant que l'opinion européenne la voit avec faveur et se déclare prête à prendre parti pour elle, que lorsque les esprits seront refroidis ou distraits et laisseront le champ libre à ses adversaires ?

Cette nation, tenue en échec par la diplomatie, et incertaine si ses destins s'accompliront ou s'il lui faudra retourner en arrière après tant de promesses solennelles, forme un spectacle assurément nouveau dans l'histoire, et on se demande parfois si cette dépendance, si peu déguisée, n'a pas quelque chose de plus humiliant pour elle que les brutalités dont on l'accablait autrefois. O le grand génie que Garibaldi, lorsque dans son langage pittoresque et populaire il supplie ses concitoyens d'adresser leurs prières à sainte Carabine ! Heureux ceux qui savent plaire aujourd'hui à cette puissante divinité ! Que de grâces on obtiendrait aussi par l'intercession des frégates cuirassées ! La question romaine est une question morale, comme l'a dit M. Ricasoli, mais une question morale soutenue par des canons qui ne sont pas tous ecclésiastiques ; et combien une armée de six cent mille hommes la rendrait claire et limpide pour les intelligences les plus revêches ! Non, ce n'est pas une influence morale qu'on redoute lorsqu'on craint de porter la main sur cette difficulté depuis si longtemps résolue dans les esprits ; le parti qui défend encore les institutions romaines a surabondamment montré son impuissance comme influence morale ; ce qu'on redoute en lui, c'est son organisation matérielle et politique, ce sont ses armes cachées, ses sourdes conspirations, sa discipline, ses mots d'ordre, son fanatisme persévérant. Tout cela n'est pas autre chose, en somme, que de la force brutale ; et c'est merveille de voir combien ceux qui en disposent deviennent souples et dociles en présence de ce genre d'argument lorsqu'ils le rencontrent chez leurs adversaires.

Cet état de choses est impossible à maintenir en Italie ;

le jour où la nation le comprendra sérieusement; et se montrera disposée à suivre les conseils de son héros, elle sera sauvée. En attendant, le roi Victor-Emmanuel a toutes les peines imaginables à retenir ensemble les pièces de son royaume à demi disloqué. Il court en ce moment après les provinces napolitaines qui, selon une croyance pieuse, étaient sur le point de lui échapper. Tout permet de croire qu'il les rattrapera en dépit des prédictions intéressées; mais il sera condamné à ce travail ingrat tant que Rome, le point de jonction de ce territoire dépareillé, sera aux mains de l'ennemi. Ce fait ressort avec évidence de la situation du royaume de Naples depuis deux ans, et de la radicale inutilité de tous les remèdes dont on a essayé pour l'améliorer. Quant à la complicité de la cour de Rome, il y aurait aujourd'hui un excès de naïveté à entreprendre de l'établir. Il n'est pas un jour, pas un fait, pas un document qui n'en apporte quelque preuve nouvelle. On peut lire là-dessus, non à titre de pièce de conviction, mais comme supplément d'une démonstration déjà complète, les lettres de sir Hudson, ministre d'Angleterre à Turin, au comte Russell. Le langage de ce diplomate n'a rien d'équivoque; il offre en cela un heureux contraste avec le style de nos agents diplomatiques; on le comprend à la lecture, il est clair, substantiel, catégorique, et on soumettrait son témoignage à l'archevêque de Toulouse lui-même, ce grand maître dans l'art des interprétations, qu'il n'en pourrait que très difficilement faire sortir une apologie de la cour romaine.

« J'ai de bons motifs, écrit sir Hudson à la date du 22 février, pour croire que le brigandage s'organise sous les auspices de l'ancien roi de Naples et sous le patronage de la cour romaine, en vue d'opérations qui doivent commencer au printemps prochain sur une échelle large et sanglante. »

La déposition de cet impartial observateur est à ajouter à tous les témoignages qui montrent combien sont inacceptables et illogiques les conditions d'existence qu'on a faites au nouveau royaume d'Italie. Elles tendent à y rendre tout gouvernement impossible, et l'on s'explique par là l'extraordinaire rapidité avec laquelle s'y usent les hommes politiques et les ministères. On a vu combien a été laborieuse et pénible la carrière ministérielle de M. Ricasoli ; elle a paru d'une longueur démesurée, grâce aux nombreuses tribulations dont elle a été semée, et n'a cependant duré que quelques mois. Celle de M. Ratazzi semblait déjà épuisée avant même d'avoir commencé, et la suspension momentanée des séances du Parlement italien est venue à propos pour couvrir son inanité. On ne peut pas mettre en doute la bonne volonté de M. Ratazzi, on serait plutôt en droit de lui reprocher d'en montrer pour tout le monde et pour tous les goûts, mais la bonne volonté ne suffit pas dans des circonstances aussi difficiles. On n'accepte pas une responsabilité si haute avec une telle confiance, lorsqu'on n'apporte, pour expédient nouveau, qu'un optimisme plus souple et plus crédule. Enfin, on n'est pas un homme d'État parce qu'on a écrit sur une feuille de papier appelée programme les mots de liberté, de décentralisation, d'unification et de conciliation. Le comte de Cavour les écrivait moins souvent, mais il les pratiquait. Quant à M. Ratazzi, non seulement il n'apporte au ministère aucune vue nouvelle, mais il n'a pas réussi à donner même sur le papier une originalité quelconque à son administration. Son programme n'est qu'une paraphrase affaiblie des manifestes de son prédécesseur.

C'est avec un intérêt toujours croissant que nous contemplons les perplexités du roi de Prusse en présence du dénouement de plus en plus prochain que lui apportent les élections. Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, que

nous éprouvions un plaisir particulier à voir mettre à la question une tête couronnée. C'est principalement comme enseignement philosophique que ce spectacle nous charme. Le roi de Prusse nous a offert en quinze jours un petit résumé assez complet des artifices et des ressources du rôle de souverain. Il a parcouru, en effet, dans ce court espace de temps, toute la gamme des sentiments et de la phraséologie monarchiques, parlant d'abord le langage d'un maître irrité, prenant avec sa Chambre le ton de Louis XIV avec le Parlement, puis, lorsqu'il s'est aperçu que toutes les classes de citoyens répondaient par des protestations unanimes à cet essai d'intimidation, s'adressant à ses sujets comme un bon père de famille, et enfin, depuis que les élections sont imminentes, se jetant décidément dans le repentir, promettant par rescrit de réduire les dépenses, de diminuer les impôts, de licencier une partie de l'armée, tout ce qu'on voudra, enfin, pourvu qu'on ne lui envoie pas des députés hostiles. Qui oserait soutenir que ce n'est pas là un spectacle instructif ? Les méchants y chercheront sans doute un sujet de réflexions peu charitables ; pour nous, il nous touche par un côté plus digne des méditations du sage. Combien on calomnie le cœur des souverains en général, lorsqu'on se plaît à les représenter comme doués d'une obstination inflexible ! La Prusse nous fait voir clairement qu'il ne s'agit que de trouver le langage qui sait les persuader. Depuis qu'on parle de ce style au roi Guillaume, il est devenu le plus accommodant des rois.

Les événements de la guerre d'Amérique ont pris, dans ce dernier mois, une importance et une gravité qui effacent tout autre intérêt, et qui paraissent devoir exercer une influence décisive sur l'issue de la lutte. La bataille de Corinthe et l'occupation de l'île fortifiée qui résistait depuis quinze jours aux efforts de l'armée fédérale, sont deux coups de vigueur qui, selon toute probabilité, vont

porter la ligne des opérations militaires sur un cercle beaucoup plus restreint que celui qu'elle occupe, au delà des Border-States et sur la frontière des États purement esclavagistes, si toutefois on juge nécessaire de suivre les confédérés dans ce mouvement de retraite. Après une pareille réduction des forces et des ressources de la République confédérée, le Nord pourra, en effet, facilement se dispenser de poursuivre ses avantages par une occupation immédiate des territoires esclavagistes. Pour achever sa victoire, il n'aura qu'à faire rentrer dans l'Union les états mixtes, et à concentrer son activité militaire sur les opérations maritimes.

Ce changement de tactique offrirait le double avantage de permettre aux chefs de l'Union de ne pas aventurer leurs armées dans des régions où le climat est, à lui seul, un ennemi plus meurtrier que des batailles, et d'ouvrir enfin quelques débouchés au coton, dont la disparition a causé de si dures souffrances à l'industrie européenne. Ne fût-ce que par reconnaissance pour l'appui moral que l'opinion de l'Europe leur a prêté dans leur lutte, ils devraient montrer plus de sollicitude qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici pour ce grand intérêt. Il y a, en Angleterre et sur le continent, des millions d'ouvriers qui, par suite de cette crise, ont eu à subir les plus cruelles privations, et qui méritent sans doute autant de considération que la race nègre. Il serait sage et humain de la part des hommes d'État américains de pourvoir à ce que l'émancipation des uns n'exposât pas les autres à mourir de faim. Or il suffirait, pour remédier provisoirement au mal, de rouvrir un marché au coton en s'emparant de quelques ports. La crise ne sera pas tout à fait conjurée pour cela, car la culture du coton dans les États du Sud a subi une atteinte peut-être irréparable; mais les approvisionnements considérables qui y restent, sans emploi permettront à l'industrie

d'attendre le résultat des essais qui ont été tentés en d'autres contrées.

Je signalerais en finissant à ceux qui suivent le mouvement des idées politiques dans notre pays un ouvrage qui en marque fidèlement la direction.

M. Edgar Quinet vient de réunir en un volume¹ les éloquentes articles qu'il a publiés dans la *Revue des Deux-Mondes* sur la campagne de 1815. Ce travail a déjà pris un rang distingué parmi les monographies consciencieuses qu'on a lues dans ces derniers temps sur cette époque qui attend encore son historien. Napoléon n'a guère eu jusqu'ici que des détracteurs ou des panégyristes. Ni les uns ni les autres ne survivront. Peut-être était-il nécessaire d'avoir vécu de notre temps pour bien comprendre et bien juger le premier empire. Il en est, en effet, assez éloigné pour permettre à l'histoire de bien saisir la vraie proportion des événements, et il lui offre une seconde épreuve formée d'éléments identiques et où sa vue n'est pas exposée aux mêmes éblouissements. C'est aujourd'hui seulement que ces conditions commencent à se trouver remplis, et on reconnaît que le jour de la critique exacte et clairvoyante est venu à l'impartialité et à la rigueur des derniers travaux qui ont paru sur ce sujet et dont l'histoire fera son profit. On reprend l'examen sur tous les points à la fois, en sorte qu'elle n'aura plus à prononcer qu'un résumé. Les écrivains mêmes qui ont débuté par l'enthousiasme sont revenus, non sans quelque confusion, à des appréciations plus raisonnées. Tel historien conclut son récit par une réprobation, tout étonné de l'avoir commencé par une apothéose. Qui n'a eu sous ce rapport quelque reproche à s'adresser et n'a payé tribut à l'idolâtrie universelle? C'est maintenant à la science et à l'analyse de parler; elles ont acheté ce droit assez cher.

1. *Histoire de la campagne de 1815.*

M. Edgar Quinet, qui a écrit autrefois un poème épique sur Napoléon, nous donne aujourd'hui une étude stratégique approfondie sur sa dernière campagne. La transition semblera un peu brusque. Cet esprit éminent exprime bien en cela le revirement qui s'est opéré dans les dispositions de ses contemporains ; mais peut-être en portant son attention sur des questions spéciales, dont la solution appartient à l'expérience et au calcul, n'a-t-il pas assez tenu compte du préjugé qui refuse aux imaginations poétiques un tel genre de compétence. Il y a dans la conduite des opérations militaires une partie technique que l'homme du métier seul est apte à critiquer ; et M. le colonel Charras s'est acquitté de ce soin, en ce qui concerne la campagne de 1815, avec une admirable précision à laquelle tout le monde a rendu hommage. Voilà pour la science. Quant à l'histoire, qui représente le public, l'homme collectif, elle ne doit toucher qu'à ce qu'il y a de général dans chaque sujet.

Aussi, quelque imposants que soient les témoignages sur lesquels s'appuie M. Quinet, le lecteur ne peut-il avoir qu'une confiance insuffisante en ses déductions stratégiques. Il est infiniment probable que tout ce que dit l'auteur est l'exacte vérité ; on s'assure, à chaque page, qu'il a minutieusement étudié ses autorités ; mais pour acquérir le droit d'être aussi spécial, il faut avoir pratiqué l'art dont on parle, sans quoi il y a toujours quelque détail dont la portée échappe. C'est pour ce motif que nous préférons de beaucoup, au récit de la campagne, les considérations générales dont il est précédé.

Qu'est-ce d'ailleurs que la question stratégique dans le dénouement du règne des Cent-Jours ? Un point très secondaire. De 1804 à 1812, tant que les guerres n'intéressent que les généraux et les gouvernements, la question stratégique, c'est l'empire lui-même, car la victoire est tout ; l'élément militaire est seul en jeu ; mais aussitôt

que les peuples se mettent de la partie, et surtout en 1815, lorsqu'ils ont si bien appris à connaître leurs forces, la question stratégique disparaît, tant l'issue de la lutte est inévitable. On peut gagner dix victoires, la bataille définitive est d'avance perdue. Il importe donc assez peu que Napoléon ait commis telle ou telle faute de détail dans la combinaison de ses plans ou la conduite des opérations militaires. Ce débat n'intéresse que sa prétention d'ailleurs assez mesquine à l'infailibilité. La grande faute pour laquelle on ne saurait être trop sévère, ce n'est pas d'avoir été battu à Waterloo au lieu de l'être à quelques pas plus loin, comme c'était inévitable ; c'est d'avoir joué sur une fantaisie de son ambition la liberté et jusqu'à l'existence politique de son pays. Le retour de l'île d'Elbe, qui est le plus étonnant et le plus dramatique de ces coups d'audace qui plaisaient à son imagination, accuse pourtant son génie à tel point qu'on peut douter s'il y a cherché autre chose qu'un suicide éclatant et glorieux.

Si grande qu'on fasse la part à l'illusion dans cette âme insatiable et dévorée par sa propre inquiétude, il est difficile d'admettre qu'elle ait été dupe, en cette occasion, de la confiance qu'elle s'efforça d'inspirer aux autres. Il fallait ignorer profondément l'état des esprits dans toute l'Europe et n'avoir rien compris à l'entraînement passionné qui avait soulevé les peuples contre nous pour croire que les puissances laisseraient détruire leur ouvrage, ou que la liberté consentirait, sur quelques mots de rétractation, à se réconcilier avec celui qui avait si longtemps été son ennemi. On a souvent contesté cette affirmation, à savoir que la liberté a tué Napoléon. Ce mot est parfaitement vrai, pourvu toutefois qu'on l'applique, non pas à la France seulement, mais à l'Europe. Tant qu'à tort ou à raison les idées libérales en Europe s'abstiennent de combattre contre lui, il ne connaît pas de revers, il semble

invincible; mais il commence à décliner du jour où elles prennent parti dans la lutte, et cette intervention hostile de leur part est, selon nous, ce qui juge le plus sévèrement sa politique. A son début, il a partout pour lui, même en Angleterre, les amis de la liberté et de la démocratie, en un mot, le cœur des peuples; dix ans plus tard, au fond de la plus humble chaumière, dans le pays le plus reculé, son nom n'est plus que le synonyme d'oppression et de servitude. Quelle démonstration serait plus concluante qu'un tel résultat! Voilà la force incalculable que, par sa politique, il avait non seulement perdue, mais mise du côté de ses adversaires, et dont il ne tenait aucun compte dans ses évaluations.

Il y a mieux; un examen attentif de l'état de la France à l'époque du retour de l'île d'Elbe démontre, avec évidence, que, même en admettant l'hypothèse impossible d'une abstention de l'Europe en présence d'un fait aussi menaçant pour sa sécurité, la restauration rêvée par Napoléon n'avait alors aucune chance sérieuse de durée. Il ne pouvait en effet chercher son point d'appui que sur l'un des deux éléments profondément contradictoires qui divisaient la société française. L'un était l'élément libéral alors en pleine renaissance, parti formé de l'élite des intelligences, mais défiant, à jamais hostile même après les concessions inespérées de l'acte additionnel, ne voyant dans ces concessions qu'un moyen de rendre impossible le retour de la dictature en enchaînant le dictateur, et, malgré les ménagements imposés par la nécessité, essentiellement antipathique à cet esprit absolu et dominateur. Quelle que fût la bonne volonté ou la dissimulation de l'empereur, toute alliance entre lui et ce parti ne pouvait être qu'une trêve. Tout différait en eux, les traditions, les vues, les habitudes et jusqu'au tempérament. Napoléon eût cru s'avilir en se résignant à être souverain constitutionnel.

A chaque instant, sous la contrainte que lui imposait son rôle nouveau, l'impatience lui arrachait des frémissements.

L'autre élément sur lequel il pouvait s'appuyer était le parti qui avait fait sa force et qui venait de l'acclamer de nouveau avec ivresse, de Cannes à Paris, la démocratie militaire. Laissez-là les thèses de convention, allez tout droit au fait brutal, que trouvez-vous comme élément essentiel et vital de l'empire ? Une démocratie, on l'a dit avec raison, la démocratie même, qui a été faite par les niveleurs de la Convention, mais ayant pour tribun un général au lieu d'un orateur, pour mobile la gloire au lieu de l'égalité, pour but la conquête du monde au lieu de la spoliation d'une aristocratie. Pour garder l'appui de cette démocratie à laquelle pendant dix ans Napoléon avait donné l'Europe à dévorer, il fallait lui conserver son aliment, que l'intérieur n'était pas en état de fournir. De là, pour Napoléon, la nécessité de la guerre, non pas seulement comme une fatalité de son génie, ainsi qu'on le dit d'ordinaire, mais comme une condition d'existence. C'est assez montrer en présence de quelles impossibilités le retour de l'île d'Elbe le plaçait vis-à-vis de son pays lui-même.

M. Quinet a préféré au développement de ces vérités le récit des scènes émouvantes du champ de bataille, où son talent d'écrivain se montre sous une face nouvelle et où il déploie une étendue de connaissances qu'on était loin de soupçonner. Quel que soit le jugement qu'émettent les hommes spéciaux sur la valeur de telle ou telle critique de détail, il n'aura pas moins porté un coup sérieux à la superstition inexplicable qui a corrompu chez nous jusqu'à la conscience de l'histoire.

FIN DU PREMIER VOLUME.



Extrait du Catalogue de la BIBLIOTHEQUE-CHARPENTIER

12, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, PARIS

à 3 fr. 50 le volume

P. LANFREY

Histoire de Napoléon I^{er} (Les tomes I à V sont en vente).

JURIEN DE LA GRAVIÈRE

Guerres maritimes, sous la République et l'Empire, avec les plans des batailles navales du cap Saint-Vincent, d'Aboukir, de Copenhague, de Trafalgar et une carte du Sund. 6^e édition. 2 vol.

ALFRED MICHIELS

Histoire secrète du gouvernement Autrichien...... 1 vol.

L'invasion prussienne en 1792 et ses conséquences...... 1 vol.

THÉOPHILE LAVALLÉE

Histoire des Français, depuis le temps des Gaulois jusqu'à nos jours. 20^e édition, développée de 1814 à 1848 et continuée sur le même plan, jusqu'en 1874, par M. FRÉDÉRIC LOCK 6 vol.

TOME I. — Les Gaulois. — Les Francs. — Les Français jusqu'en 1328.

TOME II. — Les Valois (1328-1589).

TOME III. — Les Bourbons (1589-1789).

TOME IV. — Révolution. — Empire (1789-1814).

TOME V. — Restauration. — Monarchie constitutionnelle (1814-1848).

TOME VI. — Deuxième République. — Second Empire. — Troisième République (1848-1874).

Géographie physique, historique et militaire, ouvrage adopté pour l'École militaire de Saint-Cyr. Nouvelle édition, *entièrement refondue, corrigée et augmentée*, par M. P. MARTINE, agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure, ancien professeur de l'Université. 1 vol.

E. MASSERAS

Un essai d'empire au Mexique. 1 vol.

CHARLES NODIER

Souvenirs de la Révolution et de l'Empire..... 2 vol.

JEAN WALLON

Le Clergé de quatre-vingt-neuf...... 1 vol.

PARIS. — Imp. E. CAPIONMONT et V. RENAULT, rue des Poins vins, 6.



RETURN TO → CIRCULATION DEPARTMENT
202 Main Library

LOAN PERIOD 1 HOME USE	2	3
4	5	6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

Renewals and Recharges may be made 4 days prior to the due date.

Books may be Renewed by calling 642-3405.

DUE AS STAMPED BELOW

JAN 03 1991		
NOV 30 1990		

FORM NO. DD6

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
BERKELEY, CA 94720

YB 58760

U.C. BERKELEY LIBRARIES



C008111009

M324109

